MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

BUDGET PROGRAMMES 2017



PREVISIONS

Septembre 2016

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	I – IV
Section: 110 ASSEMBLEE NATIONALE	1
Section: 120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2-11
Programme 1 : Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	3-5
Programme 2 : Administration Générale	6-8
Programme 3 : Sécurité et Défense	9-11
Section: 130 PRIMATURE	12-25
Programme 1 : Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	13-15
Programme 2 : Administration Générale et Contrôle	16-23
Programme 3 : Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	24-25
Section: 131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS	26-29
Programme 1 : Participation à la Gestion Electorale	27-29
Section: 140 COUR CONSTITUTIONNELLE	30-33
Programme 1 : Compétences Réunies de la Cour Constitutionnelle	31-33
Section: 150 COUR SUPREME	34-37
Programme 1 : Cour Suprême	35-37
O. () AFE HAUTE COUR DE MICTOR	20.40
Section: 155 HAUTE COUR DE JUSTICE	38-40
Programme 1 : Jugement du Président de la République, des Ministres et de leurs complices	39-40
Ocadica And Control Frontonicus Control Front Tubel	41.46
Section: 160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	41-46
Programme 1 : Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des Politiques Publiques	42-46
Section: 170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES	AFI F1
	47-51 48-51
Programme 1 : Représentation et Promotion des Collectivités	48-31

Section : 180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	52-66
Programme 1 : Administration Générale	53-56
Programme 2 : Coopération Internationale	57-59
Programme 3 : Formulation et Coordination de la Politique Internationale	60-63
Programme 4 : Intégration Africaine	64-66
Section: 185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	67-73
Programme 1 : Administration Générale	68-70
Programme 2 : Gestion des Maliens de l'Extérieur	71-73
Section: 190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL	74-77
Programme 1 : Bureau du Vérificateur Général	75-77
Section: 192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	78-82
Programme 1 : Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	79-82
O 41 405 COMITE MATIONAL DE LICOAL ACCES AUX MEDIA DICTAT	02.05
Section: 195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT	83-85
Programme 1 : Administration Générale	84-85
Section: 210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	86-97
Programme 1 : Administration Générale	87-88
Programme 2 : Gestion des Opérations Militaires	89-91
Programme 3 : Inspection des Armées	92
Programme 4: Formation	93-94
Programme 5 : Gestion des Transmissions	95-97
Section: 220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	98-120
Programme 1 : Administration Générale, Coordination et Contrôle	99-106
Programme 2 : Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	107-115
Programme 3 : Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	116-120
Section: 230 MINISTERE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	121-127
Programme 1 : Administration Générale	122-123
Programme 2 : Ordre et Sécurité	124-125
Programme 3 : Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	126-127

Section: 310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	128-163
Programme 1 : Administration Générale	129-137
Programme 2 : Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	138-141
Programme 3 : Recouvrement des Recettes Fiscales	142-146
Programme 4 : Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	147-152
Programme 5 : Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	153-157
Programme 6 : Gestion de la Dette Publique	158-159
Programme 7 : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio-Economique, Sectorielles	160-163
Section : 320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT	164-177
Programme 1 : Administration Générale	165-168
Programme 2 : Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	169-171
Programme 3 : Amélioration du Cadre Législatif du Travail	172-174
Programme 4 Réformes Administratives et Institutionnelles	175-177
Section: 323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	178-190
Programme 1 : Administration Générale	179-182
Programme 2 : Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	183-186
Programme 3 : Formation Professionnelle	187-190
Section: 330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	191-208
Programme 1 : Administration Générale et Contrôle	192-196
Programme 2 : Administration du Territoire	197-200
Programme 3 : Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalières	201-205
Programme 4 : Appui Technique aux Collectivités Territoriales	206-208
Section : 340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	209-215
Programme 1 : Administration Générale	210-212
Programme 2 : Religion et du Culte	213-215
Section: 341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	216-224
Programme 1 : Administration Générale	217-220
Programme 2 : Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	221-224
Section : 410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	225-240
Programme 1 : Administration Générale	226-230
Programme 2 : Développement de l'Education de Base	231-235

Programme 3 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général	236-237
Programme 4 : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	238-240
Section : 412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	241-251
Programme 1 : Administration Générale	242-244
Programme 2 : Développement de l'Enseignement Supérieur	245-247
Programme 3 Développement de la Recherche Scientifique et de l'innovation technologique	248-249
Programme 4 : Financement de la Recherche et de l'Innovation Technologique	250-251
Section: 510 MINISTERE DE LA CULTURE	252-261
Programme 1 : Administration Générale	253-256
Programme 2 : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	257-259
Programme 3 : Promotion de l'Industrie Cinématographique	260-261
Programme 4 : Promotion de la Création Artistique et Littéraire	262-263
Section: 520 MINISTERE DES SPORTS	264-273
Programme 1 : Administration Générale	265-267
Programme 2 : Développement et Promotion des activités physiques et sportives	268-270
Programme 3 : Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	271-273
Section: 525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	274-283
Programme 1 : Administration Générale	275-278
Programme 2 : Education, Animation et Insertion socio-économique des jeunes	279-283
Section: 610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	284-308
Programme 1 : Administration, Coordination, Renforcement Institutionnel et Décentralisation	285-288
Programme 2 : Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	289-296
Programme 3 : Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	297-301
Programme 4 : Soins Hospitaliers et Recherche	302-308
Section: 614 PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	309-317
Programme 1 : Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	310-317
Section: 640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	318-336
Programme 1 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	319-322
Programme 2 : Promotion de la Femme	323-328
Programme 3 : Promotion de l'Enfant et de la Famille	329-333

Programme 4 : Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (PAAFE)	334-336
Section: 660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA RECONSTRUCTION DU NORD	337-355
Programme 1 : Administration Générale	338-341
Programme 2 : Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	342-346
Programme 3 : Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	347-351
Programme 4 : Lutte Contre la Pauvreté	352-353
Programme 5 : Reconstruction du Nord	354-355
Section: 714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	356-399
Programme 1 : Administration Générale	357-360
Programme 2 : Amélioration du Cadre de Vie des Populations	361-364
Programme 3 : Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	365-367
Programme 4 : Protection et Conservation de la Nature	368-375
Programme 5 : Coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	376-379
Programme 6 : Aménagement et protection de la faune	380-385
Programme 7 : Aménagement et protection de la forêt	386-391
Section: 720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	392-422
Programme 1 : Administration Générale	393-397
Programme 2 : Développement des Ressources Energétiques	398-403
Programme 3 : Développement des Ressources en Eau	404-408
Section: 726 MINISTERE DES MINES	409-429
Programme 1 : Administration Générale	410-415
Programme 2 : Promotion et Développement des ressources minérales	416-421
Programme 3 : Appui au développement des ressources minérales	422-423
Programme 4 : Financement de la Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	424-426
Programme 5 : Appui à la promotion de la recherche pétrolière	427-429
Section: 730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	430-440
Programme 1 : Administration Générale	431-433
Programme 2 : Medias et Communication Publics	434-436
Programme 3 : Poste et Nouvelles technologies	437-440
Section: 740 MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT, DES AFFAIRES FONCIERES	441-452
Programme 1 : Administration Générale	442-445

Programme 2 : Construction, Gestion et Conservation des Domaines Mobiliers et Immobiliers de l'Etat, des Collectivités et des Pers. Privées et Confection du Cadastre	446-452
Section: 745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	453-465
Programme 1 : Administration Générale	454-459
Programme 2 : Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	460-465
Section: 750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	466-379
Programme 1 : Administration Générale et contrôle	467-469
Programme 2 : Population	470-472
Programme 3 : Aménagement du Territoire	473-475
Programme 4 : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national	476-479
Section: 760 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT	480-503
Programme 1 : Administration Générale	481-484
Programme 2 : Construction et entretien des routes	485-490
Programme 3 : Développement et sécurisation des transports	491-497
Programme 4 : Développement de l'Information Géographique et de l'Assistance Météorologique	498-501
Programme 5 : Développement des Transports et Transit des Marchandises Maliennes dans les Ports	502-503
Section: 800 MINISTERE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	504-516
Programme 1 : Administration Générale	505-510
Programme 2 : Appui au développement du secteur Industriel	511-516
Section: 810 MINISTERE DU COMMERCE	517-528
Programme 1 : Administration Générale	518-523
Programme 2 : Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	524-528
Section: 812 MINISTERE DE LA PROMOTION DESINVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE	529-538
Programme 1 : Administration Générale	530-534
Programme 2 : Appui au développement du secteur privé	535-538
Section: 820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	539-555
Programme 1 : Administration Générale	540-544
Programme 2 : Appui au Monde Rural	545-550
Programme 3: Aménagement et Equipement Rural	551-553
Programme 4 : Recherche - Formation	554-555

Section: 822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	556-577
Programme 1 : Administration Générale	557-561
Programme 2 : Développement des productions et industries animales	562-568
Programme 3 : Développement des productions halieutiques et aquacoles	567-570
Programme 4 : Protection sanitaire et santé publique vétérinaire	573-577
Section: 850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	578-586
Programme 1 : Sécurité Alimentaire	579-586
Section: 860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	587-600
Programme 1 : Administration Générale	588-591
Programme 2 : Promotion du Secteur de l'artisanat	592-596
Programme 3 : Promotion du Secteur du Tourisme	597-600

INTRODUCTION

Le budget 2017 est orienté vers la réalisation du projet de société présenté par le Chef de l'Etat aux citoyens maliens. A ce titre, il servira à la consolidation de la mise en œuvre des objectifs et des actions énoncés dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 et dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement suivant les axes ci-après :

- le renforcement des institutions et l'approfondissement de la démocratie ;
- la restauration de l'intégrité du territoire et la sécurisation des biens et des personnes ;
- la réconciliation des Maliens ;
- le redressement de l'école ;
- la construction d'une économie émergente ;
- la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

Ces axes ont été déclinés en trois lignes directrices visant à assurer :

- la sécurisation des personnes et la protection de leurs biens dans un environnement de paix ;
- l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations ;
- la promotion de la justice et de l'équité.

Les mesures contenues dans la Déclaration de Politique Générale et le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 ont été reflétées dans les cadres de performance des budgets-programmes et traduites dans les « budgets-comptables » des différentes entités budgétaires. Ces mesures sont cohérentes avec les objectifs du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) qui sert de cadre de référence pour les politiques économiques et financières pour 2016-2018.

Le CREDD s'appuie sur les politiques sectorielles en matière de croissance inclusive et durable, de l'amélioration aux services sociaux de base et du renforcement du développement institutionnel et de la gouvernance, ainsi qu'il suit :

AXE PREALABLE 1 : « PAIX ET SECURITE », décliné en cinq (05) Objectifs spécifiques :

- Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale ;
- Contribuer à un développement équilibré entre toutes les régions du Mali en mettant en œuvre la phase de relèvement rapide de la Stratégie ; Spécifique de Développement des Régions du Nord du Mali ;
- Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire ;
- Renforcer et moderniser la Défense Nationale ;
- Assurer la protection civile de la population.

AXE PREALABLE 2 « STABILITE MACRO-ECONOMIQUE », décliné en deux (02) Objectifs spécifiques :

- Améliorer la cohérence du cadrage macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques ;
- Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance.

AXE STRATEGIQUE 1 « CROISSANCE ECONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE», décliné en treize (13) Objectifs spécifiques :

- Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux ;
- Optimiser le potentiel de développement de l'élevage ;
- Accompagner le développement du secteur de la « Pêche » ;
- Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables ;
- Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique ;

- Développer les énergies renouvelables et accroitre l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines ;
- Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement;
- Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs ;
- Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des Mines ;
- Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie ;
- Promouvoir le commerce intérieur et extérieur ;
- Consolider les secteurs du tourisme, et de l'artisanat ;
- Valoriser la production et le patrimoine culturels.

AXE STRATEGIQUE 2 « DEVELOPPEMENT SOCIAL ET ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE», décliné en dix (10) Objectifs spécifiques :

- Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation ;
- Favoriser les créations d'emplois, Développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses ;
- Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté ;
- Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida ;
- Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique ;
- Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat ;
- Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille ;
- Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire ;
- Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires ;
- Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques.

AXE STRATEGIQUE 3 «DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE», décliné en huit (08) Objectifs spécifiques :

- Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption ;
- Coordonner et Planifier les politiques publiques et les stratégies de développement ;
- Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision ;
- Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes ;
- Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle;
- Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières ;
- Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation ;
- Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.

C'est dans ce contexte que les travaux du budget de l'Etat pour l'exercice 2017 ont été réalisés dans la perspective de la poursuite de la relance de l'économie nationale et de l'accélération de la croissance, soutenue par des actions de politiques publiques identifiées par les départements ministériels dans le CREDD 2016-2018.

ASSEMBLEE NATIONALE

Section: 110

<u>TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME</u>:

En millier de F CFA

110 ASSEMBLEE NATIONALE						
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
PROGRAMME	FERSONINE	FORCTIONINDVIDAT		2017	2018	2019
01 Administration Générale	2 448 000	12 201 075	1 226 600	15 875 675	16 655 468	17 279 292
TOTAL	2 448 000	12 201 075	1 226 600	15 875 675	16 655 468	17 279 292

Section: 120

1. MISSIONS:

Les missions de la Présidence de la République sont énumérées dans les articles 29, 38, à 52 de la Constitution du 25 février 1992 aux termes desquels le Président de la République veille au respect scrupuleux de la Constitution et au fonctionnement régulier des institutions et des pouvoirs publics

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Garantir l'indépendance, l'intégrité territoriale et le fonctionnement régulier des institutions et des services publics.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE									
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT	TOTAL					
1 NOOK-WINES	I DIOOINALE	TORCHOMALMEN		2017	2018	2019			
01 Formulation et Coordination de l'Action									
Présidentielle	994 884	2 499 613	478 000	3 972 497	4 270 891	4 436 286			
02 Administration Générale	359 190	6 339 898	300 000	6 999 088	7 346 679	7 533 693			
03 Sécurité et Défense	-	448 886	-	448 886	478 959	488 214			
TOTAL	1 354 074	9 288 397	778 000	11 420 471	12 096 529	12 458 193			

Programme N°1

FORMULATION DE LA POLITIQUE ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE

Section: 120

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

- Analyse stratégique et suivi de la conjoncture socio-économique, culturelle et religieuse au plan national, sous régional et international;
- Analyse de la situation politique nationale et internationale ainsi que le suivi des activités diplomatiques.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Impulser le développement économique, social et culturel du pays								
INDICATEURS DE RESULTAT	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de réalisation économique	%	100	100	100	50	100	100	100
Moyens de vérification : Comptes rendus des rencontres (conseil supérieur de l'agriculture, conse économique emploi formation professionnelle).	eil préside	entiel de l'in	ivestissem	ent, conse	il supérieur	de la magis	trature, cell	ule affaire
Précisions méthodologiques : (nombre de concertation tenues/nombre de concertations prévues)	x100							
1.2 Taux de réalisation sociale	%	100	100	100	50	100	100	100
Moyens de vérification : Comptes rendus des rencontres (session du haut conseil national de lut	te contre	le sida, dist	tinctions h	onorifique	s, organisat	ion de la so	ciété civile))
Précisions méthodologiques : (nombre de concertation tenues/nombre de concertations prévues)	x100							
1.3 Taux de réalisation culturelle	%	100	100	100	50	100	100	100
Moyens de vérification : rapports d'activité	_		•					
Précisions méthodologiques (nombre de rapports d'activités produits/nombre d'activités prévue	s) x100							

Programme N°1

FORMULATION DE LA POLITIQUE ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE

Section: 120

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Moyens de vérification : Bulletin de synthèse des rapports

Précisions méthodologiques : (Nombre de rapports soumis analysés / nombre total de rapports soumis à l'analyse) x 100

OBJECTIF 2 : Assurer le contrôle et la Supervision de l'activité gouvernementale.								
INDICATEURS DE RESULTAT	Unité -	Réalisations			Année en cours		Cibles	
INDICATEURS DE RESULTAT	Office	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Pourcentage des rapports de contrôle analysés	%	100	100	100	50	100	100	100
Moyens de vérification : Bulletin de synthèse des rapports								
Précisions méthodologiques : (Nombre de rapports soumis analysés / nombre total de rapports sou	ımis à l'a	nalyse) x 10	00					
2.2 Pourcentage des rapports de contrôle soumis analysés	%	100		100	50	100	100	100

INDICATEURS DE RESULTAT	Unité	Réalisation			Année en cours		Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 taux de participation aux rencontres	%	100	100	98	50	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport de mission Précision méthodologique :(nombre de rencontres prévues tenues /nombre de rencontr	res tenues) x 100								
3.2 Constituer un répertoire des structures et des programmes intégrés ;	%	100	100	98	50	100	100	100	
Moyens de vérification : Liste des structures intégrées Précision méthodologique : structures et programmes intégrés / structures et progra	mmes à intégrer	,	•		1		1	ļ	
3.3 intégrer les résultats obtenus	Nbre	50	45	98	50	100	100	100	

Programme N°1

FORMULATION DE LA POLITIQUE ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE

Section: 120

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Tenue régulière des réunions de l'équipe stratégique, du Conseil Supérieur de la Magistrature 1.1.2 Tenue des réunions du Conseil des Ordres Nationaux et l'organisation des cérémonies de décoration et funéraires 2.1.1 Analyse des rapports de Contrôle et d'inspection 2.1.2 Publication du bulletin de synthèse des rapports 2.1.3 Présentation du bulletin au Président de la République 3.1.1 Etablir un partenariat dynamique avec l'OIF et d'autres pays au niveau sous régional, régional et international 3.1.2 Organisation de la semaine de la Francophonie 3.1.3 Organisation des compétitions sportives et culturelles au niveau scolaire et universitaire. 3.1.4 Participation au FESPACO 	l'équipe stratégique, du Conseil Supérieur de la Magistrature 1.1.2 Tenue des réunions du Conseil des Ordres Nationaux et l'organisation des cérémonies de décoration et funéraires 2.1.1 Analyse des rapports de Contrôle et d'inspection 2.1.2 Publication du bulletin de synthèse des rapports 2.1.3 Présentation du bulletin au Président de la République 3.1.1 Etablir un partenariat dynamique avec l'OIF et d'autres pays de la zone Afrique 3.1.2 Organisation de la semaine de la Francophonie 3.1.3 Organisation des compétitions	cérémonies de décoration et funéraires 2.1.1 Analyse des rapports de Contrôle et d'inspection 2.1.2 Publication du bulletin de synthèse des

ADMINISTRATION GENERALE

Section: 120

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de la Présidence de la République dans les domaines des Ressources Humaines, Matérielles, Financières et des infrastructures. Il renferme, la gestion des activités des Palais et résidences et celles du courrier, des archives de la documentation.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS DE RESULTAT	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	50	99	99	99
Moyens de vérification : comptes administratifs					•			
Prévisions méthodologiques : (montant exécuté /dotation budgétaire) X 100								
1.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%			98	-	100	100	100
Moyens de vérification : documents de marché								
		antion v 1	00					
Précisions méthodologiques: Nombre de marchés exécutés /Nombre de marchés prévus	dans le plan de pas	Sation x i	00					

ADMINISTRATION GENERALE

Section: 120

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Prévisions méthodologique : nombre de personnels formés/Nombre de personnels à former x 100

Moyens de vérification : Rapport de formation

OBJECTIF 2 : Améliorer le fonctionnement des services								
INDICATEURS DE RESULTAT	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 pourcentage des structures équipées	%			98	-	100	100	100
Moyens de vérification : documents de la comptabilité matière (procès verbal de réception (PVR, o	rdre d'en	trée des m	atériels OE	M)				
Précisions méthodologiques : Nombre de structures équipées/Nombre de structures à équiper x 10	00							
2.2 taux de réalisation des infrastructures programmées	%			98	-	100	100	100
Moyens de vérification : document de réception provisoire	•	-	•		•			
Précisions méthodologiques : nombre d'infrastructures réalisées /nombre d'infrastructures progra	mmées x l	100						
2.3 Taux d'exécution du plan de formation	%			98	50	100	10	00

OBJECTIF 3 : Améliorer le suivi des politiques et stratégies de l'action gouvernementale								
INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage des dossiers du conseil des ministres analysés	%	100	100	98	50	100	100	100
Moyens de vérification : dossiers du conseil des ministres								
Précisions méthodologiques : nombre de dossiers analysés/ Nombre de dossiers soumis à l'analyse x 100								
3.2 Taux de mise en œuvre des recommandations de l'équipe stratégique	%	100	100	98	50	100	100	100
Moyens de vérification : compte rendu de réunion								
Précisions méthodologiques : nombre de recommandations mises en œuvre/nombre de recommandations mises en contraction de recommandation de recommandatio	ations x	100						
3.3 Taux d'exécution des missions de suivi	%	-	-	98	50	100	100	100
Moyens de vérification : rapport de mission								
Précisions méthodologiques : nombre de missions de suivi effectué/ nombre de missions de suivi p	prévues	x 100						

ADMINISTRATION GENERALE

Section: 120

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

C	BJECTIF 4 : assurer un	e meilleure visibilité	des actions	menées par la	a Présidence o	de la République
---	------------------------	------------------------	-------------	---------------	----------------	------------------

INDICATEURS		Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'exécution des plans de Communication	%			98	50	100	100	100

Moyens de vérification : rapport d'activité

Précisions méthodologiques : nombre de volets exécutés/nombre de volets prévus dans le plan

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration des avants projets de budget 2018 1.1.2 Exécution du budget 2017 1.1.3 Production des états financiers et des Situations d'exécution trimestrielle 1-1.4 Elaboration du plan de passation des marchés 2.1.1 Construction du camp des gardes à Koulouba 2-1-3 Réhabilitation du Palais de Koulouba 2-1-4 Réhabilitation de certaines villas sises à Koulouba 3-1-1 Equipements de certains services 3-1-2 Poursuite du processus d'archivage 4.1.1 Formation des agents 4.1.2 Elaboration du programme de communication 	2018 1.1.2 Exécution du budget 2017 1.1.3 Production des états financiers et des Situations d'exécution trimestrielle 1-1-4 Elaboration du plan de passation des marchés 2.1.1 Construction du camp des gardes à Koulouba 2-1-3 Réhabilitation du Palais de Koulouba	 1.1.1 Elaboration des avants projets de budget 2018 1.1.2 Exécution du budget 2017 1.1.3 Production des états financiers et des Situations d'exécution trimestrielle 1-1-4 Elaboration du plan de passation des marchés 2.1.1 Construction du camp des gardes à Koulouba 2-1-3 Réhabilitation du Palais de Koulouba 2-1-4 Réhabilitation de certaines villas sises à Koulouba 3-1-1 Equipements de certains services 3-1-2 Poursuite du processus d'archivage 4.1.1 Formation des agents 4.1.2 Elaboration du programme de communication

SECURITE ET DEFENSE

Section: 120

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Ce programme vise à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité nationale.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBDJECTIF 1 : Contrôler la production et la circulation nationale des armes légères ; Mettre en œuvre la Convention de la CEDEAO

INDICATEURS DE RESULTAT		Réalisations			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage de Participation aux rencontres statutaires sous régionales et internationales.	%	100	100	100	50	100	100	100

Moyens de vérification : Rapports de mission

Précisions méthodologiques : (nombre de participation / nombre de rencontre programmé) x100

Objectif 2 : Contrôler et gérer la production artisanale et la circulation nationale des armes légères

Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles			
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
%	100	100	100	50	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports de mission Précisions méthodologiques : (nombre de fabricants licites Identifier /le nombre programmé) x100								
%	100	100	100	50	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports de mission								
	%	Unité 2013 % 100	Unité 2013 2014 % 100 100	Unité 2013 2014 2015 % 100 100 100	Unité Réalisations cours 2013 2014 2015 2016 % 100 100 100 50	Unité Réalisations cours 2013 2014 2015 2016 2017 % 100 100 100 50 100	Unité Réalisations cours Cibles 2013 2014 2015 2016 2017 2018 % 100 100 100 50 100 100	

100

100

100

50

100

Moyens de vérification : Rapports de document

Précisions méthodologiques : (nombre d'activité Identifier /le nombre d'activité proposées) x100

2.3 Taux d'identification des activités génératrices de revenus proposées par les

volontaires au dépôt volontaire des armes pour assurer leur reconversion,

100

100

SECURITE ET DEFENSE

Section: 120

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Marquer et enregistrer les armes étatiques (Ministère Défense et des Anciens Combattants, Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement)

INDICATEURS DE RESULTAT	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Taux de Poursuite de marquage et d'enregistrement des armes étatiques	%	100	100	100	50	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports de document Précisions méthodologiques : (nombre d'arme marquée / nombre d'arme recensée) x100									
3.2 Taux d'acquisition de machine de marquage supplémentaire pour la mise à la disposition des services comme prévu par la Convention de la CEDEAO sur les ALPC (Articles 16; 17,18)	%	100	100	100	50	100	100	100	
Moyens de vérification : document comptabilité matière Précisions méthodologiques : (nombre de machine acquit /dotation de machine prévue) x100									
3.3 Taux de Poursuite de formation des Experts des Départements Ministériels dans le processus de marquage et d'enregistrement dans les structures décentralisées ;	%	100	100	100	50	100	100	100	
Moyens de vérification : rapport de formation Précisions méthodologiques : (nombre des expert formés / nombre des expert à former) x100									

Objectif 4 : Sensibiliser les couches socioprofessionnelles sur les méfaits de la détention, manipulation, circulation, commercialisation illégale des armes légères.

INDICATEURS DE RESULTAT		Réalisations			Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 pourcentage de personnes formées, sensibilisées sur les méfaits de la circulation illicite des armes,	%	100	100	100	50	100	100	100

Moyens de vérification : rapport de formation

Précisions méthodologiques : (nombre de personnes formées / nombre de personnes ciblées) x100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des rencontres avec les commissions régionales. 2.1.1 Mener une Etude sur le nombre de fabricants licites dans les régions clefs reconnues (Sikasso, Mopti, Bamako; Kayes) 2.1.2 Identification des volontaires au désarmement civil. 2.1.3 Réalisation des Projets de Développement en faveur de la remise volontaire des armes (reconversion). 3.1.1 Poursuivre le marquage et l'enregistrement des armes étatiques 3.1.2 Renforcement des capacités des services intervenant dans la lutte contre la prolifération des armes légères comme prévu par la Convention de la CEDEAO sur les ALPC (Articles 16; 17,18) 3.1.3 Poursuivre la formation des Experts des Départements Ministériels dans le processus de marquage et d'enregistrement dans les structures décentralisées 4.1.1 Organisation d'activité de sensibilisation. 4.1.2 Mise en œuvre de la convention de la CEDEAO. 	intervenant dans la lutte contre la prolifération des armes légères comme prévu par la Convention de la CEDEAO sur les ALPC (Articles 16 ; 17,18) 3.1.3 Poursuivre la formation des Experts des Départements Ministériels dans le processus de marquage et d'enregistrement dans les structures décentralisées 4.1.1 Organisation d'activité de	reconnues (Sikasso, Mopti, Bamako; Kayes) 2.1.2 Identification des volontaires au désarmement civil. 2.1.3 Réalisation des Projets de Développement en faveur de la remise volontaire des armes (reconversion). 3.1.1 Poursuivre le marquage et l'enregistrement des armes étatiques 3.1.2 Renforcement des capacités des services intervenant dans la lutte contre la prolifération des armes légères comme prévu par la Convention de la CEDEAO sur les ALPC

PRIMATURE

Section: 130

1. MISSIONS:

- Déterminer et conduire la politique de la nation ;
- Diriger et coordonner l'action gouvernementale ;
- Contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de l'Etat ;
- Elaborer les éléments de la politique nationale en matière d'archives et assurer la coordination, le contrôle et la mise en œuvre de cette politique ;
- Développer les ressources humaines au sein de l'Administration Publique;
- Réguler les marchés publics et les délégations de service public ;
- Défendre les intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des organismes personnalisés.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Assurer le développement politique, économique, social et culturel de la nation.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

130 PRIMATURE									
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL					
T NOOKAWWES	I LIGORIALL	TORCHORALMEN	IIIV LOTIOOLIVILIAT	2017	2018	2019			
01 Formulation de la politique et Coordination de									
l'Action Gouvernementale	987 705	3 993 083	620 000	5 600 788	5 850 019	6 126 271			
02 Administration Générale et Contrôle	432 242	2 510 383	104 253	3 046 878	3 191 601	3 296 730			
03 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités									
Territoriales et des Organismes Personnalisés	148 349	1 255 159	2 000 000	3 403 508	3 497 288	3 597 355			
TOTAL	1 568 296	7 758 625	2 724 253	12 051 174	12 538 908	13 020 356			



FORMULATION DE LA POLITIQUE ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Section: 130

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

- Elaboration et évaluation du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) ;
- Coordination, suivi et évaluation de l'Action Gouvernementale ;
- Information du citoyen sur l'Action Gouvernementale.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Conduire et coordonner la mise en œuvre de l'Action Gouvernementale								
INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution du Programme de Travail Gouvernemental (PTG).	%	100	85,61	59,77	100	100	100	100
Précisions méthodologiques: (nombre de dossiers réalisés/nombre de dossiers inscrits au PTG) x100 Moyens de vérification: rapport d'évaluation du PTG.	Э.							
1.2 : Taux d'adoption des textes législatifs et réglementaires.	%	100	181,11	208,83	100	100	100	100
Précisions méthodologiques: (nombre de projets de textes législatifs et règlementaires adoptés en C Moyens de vérification: rapport d'activité et rapport d'évaluation. 1.3: Nombre de textes législatifs et règlementaires numérisés et publiés dans la Base		es Ministr	es/nombre	prévus dai	is le PTG) x	100.		
Documentaire Structurée.	Nbre	-	549	500	500	500	500	500
Précisions méthodologiques: décompte du nombre de textes législatifs et règlementaires publiés dan Moyens de vérification: rapport d'activité et base de données.	ns la Bas	se Docume	entaire Stru	cturée.	-			
1.4 : Analyse des rapports émanant des services de défense et de sécurité.	Nbre	571	390	424	443	443	443	452
Précisions méthodologiques : décompte du nombre de rapports reçus. Moyens de vérification : rapport d'évaluation.								
1.5: Mise en œuvre des consignes de sécurité élaborées avec les Hauts Fonctionnaires de Défense.	%	/	/			100	100	100
Précisions méthodologiques : nombres de consignes élaborées et exécutées. Moyens de vérification : rapport d'activité								

FORMULATION DE LA POLITIQUE ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Section: 130

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Secrétariat Général du Gouvernement 1.1.1Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du 2ème semestre 2016. 1.1.2 Elaboration et mise en œuvre du Programme de Travail du Gouvernement au titre de l'année 2017. 1.1.3 Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du 1er semestre 2017 1.1.4 Organisation des réunions de coordination du Premier ministre (Conseil de Cabinet). 1.2.1 Tenue des sessions du Conseil des Ministres. 1.2.2 Tenue de réunions du Comité de Coordination des Secrétaires Généraux des Département Ministériels. 1.2.3 Tenue de réunions interministérielles 1.2.4 Publication et diffusion des numéros du Journal officiel. 1.2.5 Diffusion régulière des communiqués du Conseil des Ministres. 1.3.1 Constitution d'une base de données documentaire, classée et numérisée de textes législatifs et des numéros du Journal officiel. 1.3.2 Classement et numérisation des archives du Secrétariat Général du Gouvernement 1.3.3 Suivi et coordination des activités des services rattachés au Secrétariat Général du Gouvernement	 2017. Elaboration et mise en œuvre du Programme de Travail du Gouvernement 2018. Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du 1er semestre 2018 Organisation des réunions de coordination du Premier ministre (Conseil de Cabinet). Tenue des sessions du Conseil des Ministres. Tenue de réunions du Comité de Coordination des Secrétaires Généraux des Département Ministériels. Tenue de réunions interministérielles. Publication et diffusion des numéros du Journal officiel. Diffusion régulière des communiqués du Conseil des Ministres. Mise en place d'une base de données documentaire, classée et numérisée de textes législatifs et des numéros du Journal officiel. 	 2018. Elaboration et mise en œuvre du Programme de Travail du Gouvernement 2019. Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du 1er semestre 2019 Organisation des réunions de coordination du Premier ministre (Conseil de Cabinet). Tenue des sessions du Conseil des Ministres. Tenue de réunions du Comité de Coordination des Secrétaires Généraux des Département Ministériels. Tenue de réunions interministérielles. Publication et diffusion des numéros du Journal officiel. Diffusion régulière des communiqués du Conseil des Ministres. Mise en place d'une base de données documentaire, classée et numérisée de textes législatifs et des numéros du Journal officiel.



FORMULATION DE LA POLITIQUE ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Section: 130

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.4 Mise en place d'un logiciel de gestion électronique interconnecté et sécurisé du courrier. Cabinet de Défense du Premier ministre 1.4.1 Analyse des rapports et émissions d'avis. 1.5.1 Elaboration et supervision de la mise en œuvre des consignes de sécurité, 1.5.2 Organisation des séminaires avec les Hauts Fonctionnaires de Défense ou d'autres cadres des Forces de Défense, de Sécurité et Civils. 	 Suivi et coordination des activités des services rattachés au Secrétariat Général du Gouvernement. Mise à jour du logiciel de gestion électronique interconnecté et sécurisé du courrier. Cabinet de Défense du Premier ministre Analyse des rapports et émissions d'avis. Elaboration et supervision de la mise en œuvre des consignes de sécurité, Organisation des séminaires avec les Hauts Fonctionnaires de Défense ou d'autres cadres des Forces de Défense, de Sécurité et Civils. 	 du Gouvernement. Mise à jour du logiciel de gestion électronique interconnecté et sécurisé du courrier. Cabinet de Défense du Premier ministre Analyse des rapports et émissions d'avis. Elaboration et supervision de la mise en œuvre des consignes de sécurité,

Section: 130

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

- Gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- Contrôle et inspection des services, organismes publics et Collectivités Territoriales ;
- Collecte, centralisation, conservation et communication des documents d'archives du Mali ;
- Régulation des marchés publics et des conventions de délégation de service public ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- Gestion efficiente des installations et équipements de la Cité Administrative.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et n	atérielle	s.						
INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1: Taux d'exécution du Budget.	%	99,46	96,03	96,99	99	100	100	100
Précisions méthodologiques : (crédits liquidés/crédits alloués) x 100.				•				
Moyens de vérification : Compte administratif ; Situation d'exécution du budget ; Rapport annuel	de suivi t	echnique (et financier	;				
1.2: Taux d'exécution du plan de passation des marchés.	%	80	59,38	95,83	93	100	100	100
Précisions méthodologiques : (nombre de marchés exécutés/nombre de marchés prévus) x 100.			•	•				
Moyens de vérification: rapport d'activité.								
1.3: Taux de satisfaction du cadre organique.	%	-	-	66,12	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (nombre de postes pourvus correctement/nombre de postes à pouvo	oir) x100.			•				
Moyens de vérification : Fichier du personnel ; rapport d'évaluation du budget-programmes.								
1.4: Taux de mise en œuvre des recommandations formulées dans les rapports de contrôle et de	e							
vérification de la DAF par le Contrôle Général des Services Publics et le Bureau du Vérificateur	%	-	-	100	100	100	100	100
Général.								
Précisions méthodologiques : (nombre de recommandations mises en œuvre/ nombre de recomman	dations f	ormulées)	X100.					
Moyens de vérification : rapport de contrôle et de vérification, rapport d'activité.								

Section: 130

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Améliorer la gouvernance économique et financière des services, organismes publics et collectivités territoriales.

INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution du programme d'activités annuel (missions de vérification)	%	38	65	74	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (nombre de missions de vérification effectuées/ nombre de missions Moyens de vérification : il est renseigné par trimestre par le biais de l'évaluation du programme d'a		mées) x 10	0.					
2.2 : Pourcentage de manuels de procédures administrative, financière et comptable validés	%	-	-	-	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (nombre de manuels validés / nombre total de manuels soumis à la valoure de vérification : Rapports d'activités du CGSP.	alidation	au cours d	'une année	e) x100.			•	
2.3 : Nombre de contrôleurs et inspecteurs formés	Nbre	207	185	170	200	220	230	230
Précisions méthodologiques : l'indicateur est calculé par simple décompte du personnel formé. Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités CGSP	•						•	

- 14	Objectif 3 : Assurer	la régulation d	n avatàma da	pagation dos	manaháa i	publics of dos	aconventions d	a dálágation	do consido mublio
١,	Objecui 5 : Assurer	ia regulation u	u systeme de l	passauon ues	marches	publics et des	s convenuous a	e ueregauon (de service public.

INDICATEURS	Unité]	Réalisation	ıs	Année en cours		Cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Taux d'exécution du programme annuel de formation des acteurs de la commande publique.	%	0	0	0	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (nombre d'acteurs formés/nombre d'acteurs prévus pour être formés Moyens de vérification : rapport annuel.	dans le j	orogramme	annuel) x1	00.				
3.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports d'audit des marchés.	%					40	80	100
Précision méthodologique : (nombre de recommandations mises en œuvres /nombre de recommandations de vérification : rapports d'audit, rapport annuel.	ations fo	rmulées) x	100					

Section: 130

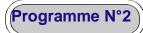
2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours		Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
4.1 : Nombre d'articles collectés et transférés	Nbre	2304	3000	6422	8000	7000	6000	5000	
Précisions méthodologiques : dénombrement des articles collectés et transférés.	•								
Moyens de vérification: rapport d'activité.									
4.2: Taux de traitement des archives collectées	%	30	5	68	100	100	100	100	
Précisions méthodologiques : (nombre de fonds d'archives traités/nombre de fonds d'archive	es versés) x100		•	•					
Moyens de vérification : répertoire par fonds classé.									
4.3: Nombre d'articles communiqués aux usagers	Nbre	402	981	1334	600	600	600	600	
Précisions méthodologiques : dénombrement des articles communiqués aux usagers de l'adm	ninis tration.			•	•				
Moyens de vérification : production de rapport en fin d'année.									
4.4 : Nombre d'activités de promotion des archives	Nbre	-	-	-	2	3	3	3	
Précisions méthodologiques : dénombrement des activités de promotion des archives.	•				•				
Moyens de vérification : rapport d'activité.									

Objectif 5 : Assurer les missions de formation, d'études et de recherche de l'ENA.

INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
5.1: Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	100	-	-	100	100	100	100	
Précisions méthodologiques : nombre d'élèves fonctionnaires admis sur nombre d'élèves fonction Moyens de vérification : rapport d'activité, rapport d'évaluation.	naires tot	al.							
5.2: Taux de réalisation des programmes de formation continue	%		-	100	100	100	100	100	
Précisions méthodologiques : nombre de sessions de formation réalisées sur nombre de sessions d Moyens de vérification: rapports d'évaluation des programmes de formation continue, rapport d'ad		on prévue	es.	•					
5.3: Taux d'exécution financière des travaux de construction de l'ENA	%	38	41,53	52,63	70,39	100	-	-	

Moyens de vérification: Compte Administratif, Rapport de suivi des travaux de construction de l'ENA (Marché n°0126/DGMP 2012 relatif aux travaux de construction).



Section: 130

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
6.1 : Propreté des bâtiments et espaces communs	%	-	-	-	-	100	100	100
Précisions méthodologiques: délivrance des attestations de service fait								
Moyens de vérification : renseignements des fiches d'appréciation auprès des Points Focaux								
6.2 : Fiabilité et fonctionnalité des équipements	%	-	-	ı	-	100	100	100

Précisions méthodologiques : Sondages auprès des travailleurs et usagers de la Cité Administrative/ Enquête de satisfaction auprès des points focaux.

Moyens de vérification : Rapport du SCCA.

Section: 130

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 ACTIVITES PERTINENTES 2019 Direction Administrative et Financière Direction Administrative et Financière Direction Administrative et Financière 1.1.1 Exécution du budget 2017, Exécution du budget 2018. Exécution du budget 2019. Elaboration de l'avant-projet de budget 1.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget Elaboration de l'avant-projet de budget 2020, 2018. 2019, Production des situations périodiques 1.1.3 Production des situations périodiques Production des situations périodiques 2019 et du compte administratif 2018. 2017 et du compte administratif 2016, 2018 et du compte administratif 2017, Tenue de l'atelier de la revue du 1.1.4 Tenue de l'atelier de la revue du Tenue de l'atelier de la revue du calendrier harmonisé des projets/ calendrier harmonisé des projets/ calendrier harmonisé des projets/ programmes de la Primature, programmes de la Primature. programmes de la Primature. Exécution du plan de passation des 1.2.1 Exécution du plan de passation des Exécution du plan de passation des marchés 2019. marchés 2017, marchés 2018, Acquisition de biens et services 1.2.2 Acquisition de biens et services Acquisition de biens et services destinés destinés aux services de la Primature, destinés aux services de la Primature. aux services de la Primature, Elaboration du Plan de passation des 1.2.3 Elaboration du Plan de passation des Elaboration du Plan de passation des marchés publics 2020, marchés publics 2018, marchés publics 2019. Inventaire périodique et annuel du 1.2.4 Inventaire périodique et annuel du Inventaire périodique et annuel du matériel des services de la Primature. matériel des services de la Primature. matériel des services de la Primature, Actualisation du fichier du personnel, 1.3.1 Actualisation du fichier du personnel, Actualisation du fichier du personnel, Mise à disposition du personnel, 1.3.2 Mise à disposition du personnel, Mise à disposition du personnel, Formation du personnel, 1.3.3 Formation du personnel, Formation du personnel, Mise à jour du fichier du personnel 1.3.4 Mise à jour du fichier du personnel. Mise à jour du fichier du personnel Utilisation de la nomenclature des 1.4.1 Retour dans le parc-auto de la Primature Utilisation de la nomenclature des comptes des matières. comptes des matières. des véhicules non réformés mis à la Mise à jour des dossiers individuels du Mise à jour des dossiers individuels du disposition de certains anciens Premiers Personnel. Personnel. ministres. Suivi rigoureux de la notation et de 1.4.2 Tenue du registre de caisse au niveau Suivi rigoureux de la notation et de l'avancement du personnel. l'avancement du personnel. de la régie. Arrêt du contrat de prestation de 1.4.3 Respect du plafond de décaissement Arrêt du contrat de prestation de service service relatif à la mise à disposition autorisé sur la régie d'avances, relatif à la mise à disposition de de personnel d'appui à certains personnel d'appui à certains services 1.4.4 Tenue du livre-journal des matières services de la Primature et aux coté et paraphé par l'ordonnateurde la Primature et aux domiciles de domiciles de certains anciens Premiers matières. certains anciens Premiers ministres. ministres. Contrôle Général des Services Publics Contrôle Général des Services Publics Contrôle Général des Services Publics 2.1.1 Organisation de missions de contrôle Organisation de missions de contrôle Organisation de missions de contrôle des services publics, organismes et des services publics, organismes et des services publics, organismes et collectivités territoriales collectivités territoriales collectivités territoriales

Section: 130

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 ACTIVITES PERTINENTES 2019 2.1.2 Rédaction des rapports de mission Rédaction des rapports de mission Rédaction des rapports de mission 2.1.3 Adoption des rapports de mission par la Adoption des rapports de mission par la Adoption des rapports de mission par la Cellule de Contrôle de Qualité des Cellule de Contrôle de Qualité des Cellule de Contrôle de Qualité des Rapports (CCQR) Rapports (CCQR) Rapports (CCQR) 2.2.1 Formation des gestionnaires sur le Formation des gestionnaires sur le guide Formation des géstionnaires sur le quide d'élaborationdes manuels de d'élaboration des manuels de procédures quide d'élaboration des manuels de procédures procédures Validation de manuels de procédures 2.2.2 Validation de manuels de procédures Formation continue des Contrôleurs et Validation de manuels de procédures 2.3.1 Formation continue des Contrôleurs et Inspecteurs aux techniques de Formation continue des Contrôleurs et Inspecteurs aux techniques de vérification Inspecteurs aux techniques de vérification Autorité de Régulation des marchés vérification Autorité de Régulation des marchés Publics Autorité de Régulation des marchés Publics et des Délégations de Service et des Délégations de Service Public Publics et des Délégations de Service **Public** 3.1.1 Formation des acteurs de la commande Formation des acteurs de la commande Public publique sur les procédures de passation publique sur les procédures de passation Formation des acteurs de la commande des marchés publics (MP) et délégations des marchés publics (MP) et délégations publique sur les procédures de de service public (DSP); de service public (DSP); passation des marchés publics (MP) et 3.1.2 Définir les éléments de la politique Définir les éléments de la politique délégations de service public (DSP); nationale en matière de marchés nationale en matière de marchés publics, Définir les éléments de la politique publics, d'émettre des avis, de formuler d'émettre des avis, de formuler des nationale en matière de marchés des propositions ou des propositions ou des recommandations publics, d'émettre des avis, de formuler recommandations concernant les concernant les politiques et les mesures des propositions ou des politiques et les mesures législatives et législatives et règlementaires en matière recommandations concernant les règlementaires en matière de marchés de marchés publics (MP) et de politiques et les mesures législatives et publics (MP) et de délégations de délégations de service public (DSP). règlementaires en matière de marchés service public (DSP). Audit des marchés passés par les publics (MP) et de délégations de 3.2.1 Audit des marchés passés par les autorités contractantes. service public (DSP). autorités contractantes. Audit des marchés passés par les Direction Nationale des Archives du Mali Direction Nationale des Archives du Mali autorités contractantes. Identification des fonds d'archives 4.1.1 Identification des fonds d'archives Direction Nationale des Archives du Mali historiaues. historiques, Transfert des fonds d'archives historiques. Identification des fonds d'archives 4.1.2 Transfert des fonds d'archives Poursuite de la numérisation des fonds historiaues. historiques. d'archives historiques. Transfert des fonds d'archives Communication de documents d'archives historiques.

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.2.1 Numérisation des fonds d'archives historiques coloniales. 4.3.1 Communication de documents d'archives 4.4.1 Création des services d'archives ministériels et régionaux. 4.4.2 Formation en pré archivage des archivistes des Ministères et des Régions. 4.4.3 Célébration de la journée Internationale des archives le 09 juin, 4.4.4 Elaboration de la politique Nationale des archives du Mali, 4.5 Participation du Mali aux conférences internationales du Conseil International des Archives, ENA 5.1.1 Recrutement des élèves fonctionnaires 5.1.2 Renforcement des capacités des organes de gestion et des formateurs; 5.1.3 Mise en œuvre des programmes rénovés de formation initiale; 5.1.4 Démarrage des activités d'études et de recherche; 5.2.1 Actualisation du catalogue et mise en œuvre des activités de formation continue; 5.2.2 Développement du partenariat et de la coopération avec des écoles et instituts de formation similaires et d'autres organismes; 5.3.1 Suivi de la fin de l'exécution des marchés relatifs aux travaux de construction de l'ENA. 	 Création des services d'archives ministériels et régionaux. Formation en pré archivage des archivistes des Ministères, Régions, Cercles et Communes, Célébration de la journée Internationale des archives le 09 juin, Adoption de la politique Nationale des archives du Mali, Participation du Mali aux conférences internationales du Conseil International des Archives,	 Poursuite de la numérisation des fonds d'archives historiques. Communication de documents d'archives Création des services d'archives ministériels et régionaux. Formation en pré archivage des archivistes des Ministères, Régions, Cercles et Communes, Célébration de la journée Internationale des archives le 09 juin, Mise en œuvre de la politique Nationale des archives du Mali, Participation du Mali aux conférences internationales du Conseil International des Archives, ENA Recrutement des élèves fonctionnaires Renforcement des capacités des organes de gestion et des formateurs; Actualisation et mise en œuvre des programmes de formation initiale; Poursuite des activités d'études et de recherche; Actualisation du catalogue et mise en œuvre des activités de formation continue; Développement du partenariat et de la coopération avec des écoles et instituts de formation similaires et d'autres organismes;

Section: 130

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
5.3.2 Equipement des nouveaux locaux de l'ENA. Service de Gestion de la Cité Administrative 6.1.1 Entretien des bâtiments (nettoyage, travaux d'électricité, de plomberie, de balayage, de ramassage, d'évacuation des ordures, d'entretien des espaces verts et de gardiennage). 6.1.2 Tenue des réunions du Comité de Gestion pour l'adoption de la fiche d'appréciation du prestataire; distribution auprès des Points Focaux de ladite fiche pour renseignements sur les prestations effectuées. 6.1.3 Collecte et traitement des données de la fiche d'appréciation du prestataire pour la délivrance d'attestation de service fait. 6.2.1 Réparation et maintenance des climatiseurs; réalisation des travaux d'étanchéité; réparation et maintenance des onduleurs, des groupes électrogènes et des autres équipements. 6.2.2 Organisation des sondages en relation avec les Points Focaux.	 Tenue des réunions du Comité de Gestionpour l'adoption de la fiche d'appréciation du prestataire; distribution auprès des Points Focaux de ladite fiche pour renseignements sur les prestations effectuées. Collecte et traitement des données de la fiche d'appréciation du prestataire pour la délivrance d'attestation de service fait. Réparation et maintenance des climatiseurs; réalisation des travaux d'étanchéité; réparation et maintenance des onduleurs, des groupes électrogènes et des autres équipements. Organisation des sondages en relation avec les Points Focaux. 	travaux d'électricité, de plomberie, de balayage, de ramassage, d'évacuation des ordures, d'entretien des espaces verts et de gardiennage).



DEFENSE DES INTERETS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PERSONNALISES

Section: 130

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Elaborer les éléments de la politique nationale en matière de prévention et de gestion des affaires contentieuses intéressant l'Etat et ses démembrements. Cette mission se traduit par la représentation et la défense des intérêts de l'Etat devant les juridictions.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Assurer la défense des intérêts de l'Etat, des collectivités territoriales et organismes personnalisés dans la gestion des affaires précontentieuses et contentieuses

les intéressant.								
INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Pourcentage de procès gagnés	%	68,02	56,47	51,3	51,3	100	100	100
Précisions méthodologiques : (nombre de procès gagnés / nombre de décisions rendues intéressant l'Etat et ses démembrements) x100. Moyens de vérification : rapport annuel d'activité de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat (DGCE).								
1.2. Pourcentage des recouvrements issus des décisions de justice favorables à l'Etat	%	50	45	0	60	100	100	100
Précisions méthodologiques : (montant recouvré/ montant à recouvrer) x100.								
Ţ.	%	50	45	0	60	100		100



DEFENSE DES INTERETS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PERSONNALISES

Section: 130

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes personnalisés 1.1.1 Poursuite de la défense des intérêts de l'Etat et de ses démembrements. 1.1.2 Organisation de journées d'échanges entre la DGCE et les structures de contrôle et de vérification. 1.1.3 Poursuite de la mise en œuvre du plan de formation de la DGCE. 1.1.4 Dotation de la DGCE en matériels roulant (véhicule et moto), informatique et bureautique. 1.2.1 Suivi des décisions de justice favorables à l'Etat. 1.2.2 Exécution des décisions de justices favorables à l'Etat.	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes personnalisés Poursuite de la défense des intérêts de l'Etat et de ses démembrements. Mise en œuvre du plan de déconcentration de la DGCE. Organisation de journées d'échanges entre la DGCE et le Barreau du Mali. Organisation de conseil de direction de la DGCE. Suivi des décisions de justice favorables à l'Etat. Exécution des décisions de justices favorables à l'Etat.	Délégations Régionales auprès des Cours

DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

Section: 131

1. MISSIONS:

LA DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS EST CHARGEE DE :

- L'élaboration et la gestion du fichier électoral,
- La gestion du financement public des partis politiques.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer au renforcement de la démocratie.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS							
PROGRAMME	PERSONNEL	ONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT TOTAL					
FROGRAMME	PERSONNEL	1 Older Hold and All All All All All All All All All Al	IIAVESTISSEIVIETAT	2017	2018	2019	
01 Participation à la Gestion Electorale	66 816	505 700	-	572 516	613 941	633 088	
TOTAL	66 816	505 700	0	572 516	613 941	633 088	

Section: 131

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme vise à assurer la disponibilité permanente du fichier électoral aux fins de la tenue régulière d'élections crédibles transparentes et apaisées. Il assure la gestion du financement public des partis politiques.

Objectif n°1 : Actualiser le fichier électoral.								
INDICATEURS DE RESULTATS	Unité	Réalisations			Année en cours		Cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Disponibilité des listes électorales actualisées		Disponible	Disponible	Disponible	Disponible	Disponible	Disponible	Disponible
Moyens de vérification : Fiches de remise des listes électorales au MAT Précisions méthodologiques : consultation du rapport de remise au MAT								
1.2 Taux de traitement des tableaux rectificatifs	%	100	100	100	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités Précisions méthodologiques : (nombres de tableaux traités / nombre de tableaux reçus)	x 100		•			•		

Objectif n°2 : Assurer la répartition de l'aide publique aux partis politiques.								
INDICATEURS DE RESULTATS	Unité	Réalisations			Année en cours Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de traitement des dossiers de financement des partis politiques	%	100	100	100	100	100	100	100
Moyen de vérification. Rapport d'activités annuelles Précisions méthodologiques (nombre de demandes de financement traités / nombre de de	lemand	es reçues) x	100					
2.2. Pourcentage de partis politiques éligibles au financement public	%	89	78	90	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités. Précisions méthodologiques : (nombre de dossiers éligibles / nombre de dossiers dépose	és) x 100)						



Section: 131

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS DE RESULTATS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1. Taux de réalisation des formations	%	100	99	100	100	100	100	100	
Moyen de vérification. Rapports d'activités. Précisions méthodologiques (nombre de formations organisées / nombre de formations	prévus) x 100							
3.2. Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	90	95	60	100	100	100	100	
Moyen de vérification : Rapport d'activités. Précisions méthodologiques : (nombre de marchés passés / nombre de marchés prévus)	x 100								
3.3. Taux d'exécution du budget	%	98	99	99	100	100	100	100	
Moyen de vérification : Rapports d'activités. Précisions méthodologiques : (crédits liquidés / Dotations) x 100	•		1	•			-		

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Conception et réalisation de modules complémentaires au logiciel de gestion du fichier électoral (module de correction des données ; module de codification des NINA en code-barres, module de contrôle ; vérification et de doublonnage des électeurs potentiels). 1.1.2 Participation à la révision des listes électorales biométriques. 1.1.3 Traitement des tableaux rectificatifs issus des tableaux des commissions administratives. 1.1.4 Impression des listes électorales et mise à la disposition au MAT. 	du fichier électoral (module de correction des données; module de codification des NINA en code-barres, module de contrôle; vérification et de doublonnage des électeurs potentiels). 1.1.2 Participation à la révision des listes électorales biométriques. 1.1.3 Traitement des tableaux rectificatifs issus des tableaux des commissions administratives.	gestion du fichier électoral (module de correction des données; module de codification des NINA en codebarres, module de contrôle; vérification et de doublonnage des électeurs potentiels). 1.1.2 Participation à la révision des listes électorales biométriques. 1.1.3 Traitement des tableaux rectificatifs issus des tableaux des commissions

Section: 131

biométrique. 1.1.6 Présentation du fichier électoral aux différents partenaires. 2.1.1 Etude des dossiers de financement des partis politiques. 2.1.2 Répartition de l'aide publique aux partis politiques. 2.1.3 Elaboration et la transmission du projet de décret au MAT. 3.1.1 Formation du personnel. 3.1.2 Formation des contractuels. 3.2.1 Elaboration des dossiers d'appels d'offres. 3.2.2 Acquisition de nouveaux matériels. 3.2.3 Suivi des dossiers d'appels d'offres. 3.2.1 Elaboration des avants projets de budget 2018. 3.3.2 Production du compte administratif 2016 et des situations trimestrielles 2017 3.3.3 Tenue des réunions trimestrielles du comité de pilotage et la revue annuelle de programme. 3.3.4 Elaboration et envoi des bulletins de surveillance active.	iométrique. résentation du fichier électoral aux ifférents partenaires. tude des dossiers de financement des artis politiques. épartition de l'aide publique aux partis olitiques. laboration et la transmission du projet e décret au MAT. ormation du personnel. ormation des contractuels. laboration des dossiers d'appels 'offres. cquisition de nouveaux matériels. uivi des dossiers d'appels d'offres. laboration des avants projets de budget 019. roduction du compte administratif 2017 t des situations trimestrielles 2018 fenue des réunions trimestrielles du	 1.1.5 Mise sur le site web du fichier électoral biométrique. 1.1.6 Présentation du fichier électoral aux différents partenaires. 2.1.1 Etude des dossiers de financement des partis politiques. 2.1.2 Répartition de l'aide publique aux partis politiques. 2.1.3 Elaboration et la transmission du projet de décret au MAT. 3.1.1 Formation du personnel. 3.1.2 Formation des contractuels. 3.2.1 Elaboration des dossiers d'appels d'offres. 3.2.2 Acquisition de nouveaux matériels. 3.2.3 Suivi des dossiers d'appels d'offres. 3.3.1 Elaboration des avants projets de budget 2020. 3.3.2 Production du compte administratif 2018 et des situations trimestrielles 2019 3.3.3 Tenue des réunions trimestrielles du comité de pilotage et la revue annuelle de programme. 3.3.4 Elaboration et envoi des bulletins de surveillance active.

COUR CONSTITUTIONNELLE

Section: 140

1. MISSIONS:

Aux termes de la Constitution, la Cour Constitutionnelle a pour mission de :

- Contrôler la conformité à la Constitution des lois et des règlements intérieurs de certaines Institutions ;
- Contrôler tous les actes de l'élection du Président de la République et des élections législatives ;
- Donner son avis sur la question à poser à l'occasion d'un referendum ;
- Donner son avis sur la mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels du Président de la République ;
- Garantir les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques ;
- Réguler le fonctionnement des Institutions et de l'activité des pouvoirs publics ;
- Constater l'empêchement définitif du Président de la République et de déclarer la vacance de la Présidence de la République.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à la promotion de l'État de droit.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

140 COUR CONSTITUTIONNELLE						
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TOTAL	TOTAL		
1 NOOKAWIIVIE	I DISONNE	TORCHORALMEN	IIIVLOTIOOLIVILIII	2017	2018	2019
01 Compétences réunies de la Cour Constitutionnelle	221 403	662 049	250 000	1 133 452	1 183 410	1 241 976
TOTAL	221 403	662 049	250 000	1 133 452	1 183 410	1 241 976



COMPETENCES REUNIES DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Section: 140

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise à veiller à la constitutionnalité des lois, des engagements internationaux, des règlements intérieurs des Institutions de l'Etat et à assurer la régularité des élections présidentielles, législatives et des opérations de référendum dont la Cour proclame les résultats.

Objectif N°1 : Contrôler la constitutionnalité des lois, engagements internationaux et rè	glements intérieu	ırs de cer	taines Insti	tutions				
INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Décisions de conformité et de non-conformité rendues								
- Décisions de conformité	Nbre	0	2	1	1	-	-	-
- Décisions de non-conformité		0	1	-	1	-	-	-
Moyens de vérification : Répertoire des Arrêts			•					
Précision méthodologique : Dénombrement des décisions rendues								

Objectif N°2 : Assurer la régularité des élections présidentielle, législatives et des opérations référendaires								
	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Arrêts rendus en matière électorale et référendaire	Nbre	12	4	6	4	-	-	-
Moyens de vérification : Répertoire des Arrêts Précision méthodologique : Dénombrement								
2.2 Avis donnés	Nbre	0	1	3	1	-	-	-
Moyens de vérification : Répertoire des Arrêts Précision méthodologique : Dénombrement								
Precision methodologique: Denombrement								

COMPETENCES REUNIES DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Section: 140

Objectif N 3. Gai antif les di oits fondamentaux de la personne numaine et des fibertes publiq	ues							
INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
2.1. Descrites exeminées que le respect des droits fondementeux de le ressence humaine		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Requêtes examinées sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine	Nbre	0	0	0	0	-	-	-
Moyens de vérification : Répertoire des Arrêts				•				
Précision méthodologique : Dénombrement								
3.2. Arrêts rendus sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine	Nbre	0	0	0	0	-	-	-
Moyens de vérification : Répertoire des Arrêts	•							
Précision méthodologique : Dénombrement								

O1 : (10) TO 4 A	1 4 600		, matérielles et financières
	la gaetian attienca (lae raccalireae hiimainae	motorialles of financiares

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'exécution des activités de formation	%	5	50	50	50	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités Précision méthodologique : Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues								
4.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels	%	50	60	60	60	90	90	90
Moyens de vérification : Fiches des besoins Précision méthodologique : Nombre de matériels acquis / Nombre de matériels prévus								
4.3 Taux d'exécution du budget	%	98	92	99	71	99	99	99
Moyens de vérification : Compte administratif Précision méthodologique : Montant liquidé / Montant alloué	•				'			

Section: 140

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Tenue des audiences sur les textes et les requêtes soumises à la censure de la Cour 2.1.1 Envoi des délégués pour l'observation du déroulement d'éventuelles élections présidentielle, législatives et opérations référendaires 2.1.2 Suivi du déroulement d'éventuelles élections présidentielle, législatives et opérations référendaires 2.1.3 Recensement général d'éventuels votes 2.1.4 Examen d'éventuelles contestations 2.1.5 Proclamation des résultats d'éventuelles élections et opérations référendaires 2.2.1 Examen des éventuelles demandes d'avis sur la question à poser à l'occasion d'un référendum 3.1.1 Examen des requêtes éventuelles 3.1.2 Rédaction des décisions rendues 4.1.1 Formation du personnel 4.1.2 Organisation de voyages d'études et de rencontres 4.1.3 Participation aux réunions statutaires des Cours et Conseils Constitutionnels (ACCPUF, CJMC, CJCA, RESCCACO, OIF) 4.2.1 Consolidation du fond documentaire 4.2.2 Recensement des besoins en matériels 4.2.3 Acquisition d'équipements 4.3.1 Tenue de la revue annuelle du budget programmes 4.3.2 Exécution du budget 2017 4.3.3 Élaboration de l'avant-projet de budget 2018 4.3.4 Production des états financiers 2016 	les requêtes soumises à la censure de la Cour 2.1.1 Envoi des délégués pour l'observation du déroulement des élections présidentielle, législatives et d'éventuelles opérations référendaires 2.1.2 Suivi du déroulement des élections présidentielle, législatives et opérations référendaires 2.1.3 Recensement général des votes 2.1.4 Examen des contestations 2.1.5 Proclamation des résultats des élections et d'éventuelles opérations référendaires 2.2.1 Examen des éventuelles demandes d'avis sur la question à poser à l'occasion d'un référendum 3.1.1 Examen des requêtes 3.1.2 Rédaction des décisions rendues 4.1.1 Formation du personnel 4.1.2 Organisation de voyages d'études et de rencontres 4.1.3 Participation aux réunions statutaires des Cours et Conseils Constitutionnels (ACCPUF, CJMC, CJCA, RESCCACO, OIF) 4.2.1 Consolidation du fond documentaire 4.2.2 Recensement des besoins en matériels 4.2.3 Acquisition d'équipements 4.3.1 Tenue de la revue annuelle du budget programmes 4.3.2 Exécution du budget 2018 4.3.3 Élaboration de l'avant-projet de budget 2019	du déroulement des élections présidentielle, législatives et d'éventuelles opérations référendaires 2.1.2 Suivi du déroulement des élections présidentielle, législatives et d'éventuelles opérations référendaires 2.1.3 Recensement général des votes 2.1.4 Examen des éventuelles contestations 2.1.5 Proclamation des résultats des différentes élections et d'éventuelles opérations référendaires 2.2.1 Examen des éventuelles demandes d'avis sur la question à poser à l'occasion d'un référendum 3.1.1 Examen des requêtes éventuelles 3.1.2 Rédaction des décisions rendues 4.1.1 Formation du personnel 4.1.2 Organisation de voyages d'études et de rencontres 4.1.3 Participation aux réunions statutaires des Cours et Conseils Constitutionnels (ACCPUF, CJMC, CJCA, RESCCACO, OIF) 4.2.1 Consolidation du fond documentaire 4.2.2 Recensement des besoins en matériels 4.2.3 Acquisition d'équipements 4.3.1 Tenue de la revue annuelle du budget
		4.3.4 Production des états financiers 2018

COUR SUPRÊME

Section: 150

1. **MISSIONS** :

Assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

La Cour Suprême a pour rôle d'exercer le pouvoir judiciaire et d'assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence. Elle garantit les libertés fondamentales définies par la constitution, veille à la régularité des actes administratifs et à la bonne gestion des deniers publics.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

150 COUR SUPREME						
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
FROGRAMME	FEIGORALE	TORCHORADIDAT	IIIVESTISSEVIENT	2017	2018	2019
01 Administration Générale Cour Suprême	857 105	1 000 224	733 549	2 590 878	2 685 772	2 861 081
TOTAL	857 105	1 000 224	733 549	2 590 878	2 685 772	2 861 081



ADMINISTRATION GENERALE COUR SUPREME

Section: 150

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

La Cour Suprême a pour rôle d'exercer le pouvoir judiciaire et d'assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence. Elle garantit les libertés fondamentales définies par la constitution, veille à la régularité des actes administratifs et à la bonne gestion des deniers publics

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Rendre des décisions dans des délais raisonnables

INDICATEURS DE RESULTATS UNIT	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Durée moyenne de jugement d'un dossier après la mise en état	jours	40 j	40 j	35 j	30 j	<= 30 j	<=30 j	<=30 j

Moyen de vérification: Rapport annuel – Greffe

Précision méthodologique: Durée totale de traitement des dossiers (date de réception du dossier à la chambre à la date de jugement)

OBJECTIF 2 : Veiller à la régularité et à la transparence dans la gestion des finances publiques

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
E WICHIEGO DE ME CELLITO	Cr VIII	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
.1. Délai de production du rapport sur l'exécution des Lois de Finances t sa déclaration générale de conformité		Rapport 2011	Rapport 2012	Rapport 2013	Rapport 2014	Rapport 2015	Rapport 2016	Rapport 2017
		disponible le	disponible le	disponible le	au plus tard le	au plus tard le	au plus tard le	au plus tard le
et sa déclai adon generale de comornide		31/12/2013	17/12/2014	08/01/2016	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
Moyen de vérification: Rapport (Section des Comptes)								
Précision méthodologique : Date de transmission du rapport à l'Assemble	ée Natio	nale						
2.2. Taux d'exécution des missions de vérification	%	78	74	100	100	100	100	100
Moyen de vérification: Rapport (Section des Comptes)								

Précision méthodologique: Nombre de missions de vérification réalisées sur pièces et sur place et de comptes de partis politiques x 100

Nombre de missions de vérification sur pièces et sur place et de comptes de partis politiques reçus

Section: 150

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1. Pourcentage de magistrats et personnel d'appui formés	%	65	72	44,44	-	85	85	85		
Moyen de vérification: Rapports d'activités – Secrétariat Général Précision méthodologique : Nombre de magistrats et de personnel d'appu	i formés/	Nombre total o	le magistrats e	t de personnel	d'appui x 100					
3.2. Pourcentage de dossiers traités	%	77,9	60,4	78,8	-	88	88	88		
Ioven de vérification: Rannort - Graffe										

Moyen de vérification: Rapport - Greffe

Précision méthodologique: Nombre de dossiers traités/ Nombre de dossiers reçus x 100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Mise en état et instruction des dossiers 1.1.2 Production des rapports 1.1.3 Production des conclusions des commissaires du gouvernement, des réquisitoires et conclusions du Parquet ; 1.1.4 Tenue régulière des audiences 2.1.1 Elaboration et publication du rapport annuel d'activités de la cour 2.1.2 Elaboration du rapport sur l'exécution des Lois de Finances 2015 et sa déclaration générale de conformité s'y rapportant. 2.2.1 Missions de vérification sur pièces et sur place 2.2.2 Missions de vérification des comptes des partis politiques 3.1.1 Formation des magistrats et personnel d'appui 3.1.2 Participation aux colloques en marge des réunions statutaires de l'UEMOA, de l'AISCCUF, de l'AA-HJF et des juridictions administratives et de cassation 3.2.1 Suivi régulier dans le traitement des dossiers 3.2.2 Elaboration et publication du bulletin d'information de la Cour Suprême 3.2.3 Organisation de la Rentrée Judiciaire 	 1.1.4 Tenue régulière des audiences 2.1.1 Elaboration et publication du rapport annuel d'activités de la cour 2.1.2 Elaboration du rapport sur l'exécution des Lois de Finances 2016 et sa déclaration générale de conformité s'y rapportant. 2.2.1 Missions de vérification sur pièces et sur place 2.2.2 Missions de vérification des comptes des partis politiques 3.1.1 Formation des magistrats et personnel d'appui 3.1.2 Participation aux colloques en marge 	dossiers 1.1.2 Production des rapports 1.1.3 Production des conclusions des

HAUTE COUR DE JUSTICE

Section: 155

1. MISSIONS:

La Haute Cour de Justice est compétente pour juger le Président de la République et les Ministres mis en accusation devant elle par l'Assemblée Nationale pour haute trahison ou à raison des faits qualifiés de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que leurs complices en cas de complots contre la sûreté de l'Etat.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à la promotion de l'Etat de droit.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

155 HAUTE COUR DE JUSTICE								
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT I	INVESTISSEMENT	TOTAL				
I NOGRAMME	FLASONNEL		IIIV LOTICOLINILITI	2017	2018	2019		
01 Jugement du Président de la République, des	253 500	778 250	_	1 031 750	1 107 179	1 098 255		
Ministres et de leurs complices	255 500	110 230	_	1 031 730	1 107 179	1 090 233		
TOTAL	253 500	778 250	-	1 031 750	1 107 179	1 098 255		



JUGEMENT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DES MINISTRES ET DE LEURS COMPLICES

Section:155

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Ce programme vise l'instruction et la tenue des procès du Président de la République, des Ministres et de leurs complices mis en accusation devant elle. Il vise également l'amélioration de la fonctionnalité de la Haute Cour de Justice.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer l'instruction et la tenue	les procès du Président de la République	, des Ministres et de leurs complices

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS UNITE		Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Nombre de dossiers instruits	Nbre	-	-	-	-	2	2	2
Moyen de vérification: Rapport annuel d'activités Précision méthodologique : Dénombrement								
1.2 Nombre d'arrêts rendus	Nbre	-	-	-	-	2	2	2
Moyen de vérification: Rapport annuel d'activités								

Précision méthodologique : Dénombrement

OBJECTIF 2 : Améliorer la fonctionnalité de la Haute Cour de Justice

INDICATEURS DE RESULTATS		REALISATIONS UNITE			Année en cours	CIBLES				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
2.1-Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités opérationnelles de l'Institution.	%	-	-	-	-	100	100	100		
Moyen de vérification: Rapport annuel d'activités Précision Méthodologique : (nombre d'activités exécutées/nombre d'activités programmées) x100										
2.2. Taux d'exécution du budget	%	-	-	-	-	100	100	100		

Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités/Compte administratif **Précision Méthodologique :** (crédits liquidés/crédits budgétaires) x100



JUGEMENT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DES MINISTRES ET DE LEURS COMPLICES

Section:155

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 : Interrogatoires des accusés 1.1.2 : Auditions des témoins 1.1.3 : Confrontations témoins-accusés 1.1.4 : Expertises selon la nature de l'affaire 1.1.5 : Transport Judiciaire 1.2.1 : Programmation des audiences 1.2.2 : Tenue des audiences 2.1.1 : Organisation des sessions de formation à l'attention des membres et du personnel de la HCJ 2.1.2 : Organisation des voyages d'étude 2.1.3 :Participation à des séminaires et colloques sur les thématiques 2.1.4: Mise en place de l'archivage électronique 2.1.5: Elaboration d'un plan de communication 2.2.1: Tenue de la revue annuelle du budget-programmes 2.2.2. Exécution du budget 2017 2.2.3. Elaboration et production des documents budgétaires 	à l'attention des membres et du personnel de la HCJ 2.1.2 : Organisation des voyages d'étude 2.1.3 : Participation à des séminaires et colloques sur les thématiques 2.1.4: Mise en oeuvre de l'archivage électronique 2.1.5: Mise en oeuvre du plan de communication 2.2.1: Tenue de la revue annuelle du budget-programmes	 1.1.1 : Interrogatoires des accusés 1.1.2 : Auditions des témoins 1.1.3 : Confrontations témoins-accusés 1.1.4 : Expertises selon la nature de l'affaire 1.1.5 : Transport Judiciaire 1.2.1 : Programmation des audiences 1.2.2 : Tenue des audiences 2.1.1 : Organisation des sessions de formation à l'attention des membres et du personnel de la HCJ 2.1.2 : Organisation des voyages d'étude 2.1.3 :Participation à des séminaires et colloques sur les thématiques 2.1.4: Mise en oeuvre de l'archivage électronique 2.1.5: Mise en oeuvre du plan de communication 2.2.1: Tenue de la revue annuelle du budget-programmes 2.2.2. Exécution du budget 2019 2.2.3. Elaboration et production des documents budgétaires

CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Section: 160

1. MISSIONS:

Le Conseil Economique Social et Culturel (CESC) a pour missions :

- de participer à toute commission d'intérêt national à caractère économique, social et culturel.
- de collecter et rédiger, à l'attention des pouvoirs publics, le recueil annuel des attentes des besoins et des problèmes de la société civile avec des orientations et des propositions ;
- d'étudier et donner son avis sur tout projet de loi de finances, tout projet de plan ou de programme économique, social et culturel ainsi que toutes dispositions législatives à caractère fiscal, économique, social et culturel ;
- de suivre l'exécution des décisions du gouvernement relatives à l'organisation économique, social et culturel ;

2. OBJECTIF GLOBAL:

Orienter les pouvoirs publics dans les domaines économique, social et culturel afin que les lois, les plans et programmes intègrent les préoccupations de la société civile et en assurer le suivi efficace.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL								
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT	TOTAL				
FROGRAMME	I DIOONIAL	TOROTIONIALMENT		2017	2018	2019		
01 Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre	292 720	775 843	265 000	1 333 563	1 391 994	1 465 203		
des Politiques Publiques	232 120	1130-0	203 000	1 333 303	1 331 334	1 400 200		
TOTAL	292 720	775 843	265 000	1 333 563	1 391 994	1 465 203		



Section: 160

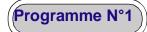
1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme consiste à renforcer les capacités d'action et d'analyse du CESC afin qu'il puisse s'acquitter suffisamment de ses missions de conseil, d'orientation et de suivi des pouvoirs publics dans l'élaboration des lois, plans et programmes en matière économique, social et culturel et dans l'exécution des programmes gouvernementaux dans lesdits domaines.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIFS 1 : Favoriser la prise en compte des préoccupations de la société civile et des avis du CESC sur les propositions et projets de lois, les plans ou les programmes

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 - Niveau d'information des autorités sur les attentes, les besoins et les problèmes de la société civile exprimés dans le recueil	%	-	-	100	0	100	100	100
Moyens de vérification :								
- Bordereau d'envoi								
- Compte rendu d'audience de remise du recueil								
Précisions méthodologiques : Nombre d'institutions ayant reçu le recueil / Nombre d'Instit	utions de	vant recev	oir le recuei	il				
1.2 - Degré d'opérationnalité du mécanisme de suivi de la mise en œuvre du recueil	%	-	-	-	0	60	65	70
Moyens de vérification :			<u>-</u>		•		•	
- Comptes rendus des réunions								
- Rapport de mission de suivi du recueil								
- Ordres de mission								
Précisions méthodologiques : Nombre des séances de rencontre de suivi du recueil effectu	iées/ Non	nbre des sé	ances de re	ncontre de	suivi du rec	ueil prévu	es	
1.3 - Niveau de traitement des demandes d'avis des autorités	%			100	100	100	100	100
Moyens de vérification :	•		•				•	,
- Rapport annuel								
- Notes et actes administratifs du CESC								
Précisions méthodologiques : Nombre de demandes d'avis traitées/Nombre de demandes d	l'avis reç	us						



Section: 160

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIFS 2 : Assurer le suivi de l'exécution des décisions du gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 - Niveau de suivi des décisions prises par le Gouvernement	%	-	-	35	25	60	65	70

Moyens de vérification :

- Recueil annuel
- Rapport de missions
- Compte rendu de séances de suivi

Précisions méthodologiques : Nombre de décisions suivies/Nombre de décisions prises x100

OBJECTIFS 3 : Assurer une meilleure visibilité du CESC

INDICATEURS DE RESULTATS 3.1 Taux de participation aux rencontres de concertation avec les institutions similaires	UNITE.	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de participation aux rencontres de concertation avec les institutions similaires	%	100	100	50	35	100	100	100

Movens de vérification :

- Rapport annuel
- Rapport de missions

Précisions méthodologiques : Nombre de participation aux rencontres avec les institutions similaires / Nombre de rencontres prévues

3.2 Taux de Participation aux réunions et travaux des commissions d'intérêt national % 25 45 100 100 100

Moyens de vérification :

- Rapport annuel
- Rapport et compte rendu

Précisions méthodologiques : Nombre de participation aux réunions et travaux des commissions d'intérêt national / Nombre de réunions et travaux prévues

3.3 Taux de mise en œuvre du plan / programme de communication du CESC % 100 100 55 100 100 100

Moyens de vérification :

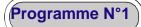
- Rapport annuel;
- Supports de communication.

Précisions méthodologiques : - Nombre d'activités de communication réalisées / Nombre d'activités de communication prévues



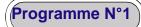
Section: 160

		1						
INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'agents formés	%	70%	100%	55%	10%	100%	100%	100%
Moyens de vérification: - Rapport annuel - Rapport de formation et de stage Précision méthodologique: Nombre d'agents formés / Nombre d'agents prévus pour la	formation							
4.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels et équipements	%	-100%	70%	45%	25%	70%	75%	80%
Moyens de vérification : - Rapport annuel - Document de comptabilité matière - Document d'inventaire du matériel Précision méthodologique : Nombre de matériels acquis / Nombre de matériels requis								
4.3 Délai de production des documents financiers; avant projet de budget; comptes administratifs; bulletins de surveillance active	Dates	Dates requises	Dates requises	Dates requises	Dates requises	Dates requises	Dates requises	Dates requise
Moyens de vérification :								-
Rapport annuel Actes administratifs								



Section: 160

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Tenue de deux sessions ordinaires et d'au moins une session extraordinaire 1.1.2 Tenue régulière des réunions de coordination 1.1.3 Réalisation des études et recherches 1.1.4 Elaboration du recueil annuel des attentes des besoins et des problèmes de la société civile 2017 avec des propositions de solutions et orientations 1.1.5 Appui technique et financier aux organisations de la société civile pour la remontée de leurs attentes de leurs besoins et de leurs problèmes de la société civile 1.1.6 Tenue des réunions de commissions statutaires du CESC 1.1.7 Réalisation des programmes d'activités des Commissions statutaires 1.8 Mise en œuvre des reformes issues de la relecture des textes constitutifs du CESC 1.2.1 Organisation des missions de suivi des recommandations du recueil 1.2.2 Production du rapport de suivi 1.3.1 Etude des textes législatifs, plans et programmes à caractère économique social et culturel soumis au CESC pour avis 1.3.2 Organisation des visites de terrain et des séances d'écoute 1.3.3 Production des rapports 2.1.1 Organisation des missions et actions de suivi de l'exécution des décisions du gouvernement relatives à l'organisation 	rannorts	et recherches 1.1.4 Elaboration du recueil annuel des attentes des besoins et des problèmes de la société civile 2019 avec des propositions de solutions et orientations 1.1.5 Appui technique et financier aux organisations de la société civile pour la remontée de leurs attentes de leurs des besoins et de leurs problèmes de la société civile 1.1.6 Tenue des réunions de commissions 1.1.7 Poursuite de la réalisation des programmes d'activités des Commissions statutaires
économique, sociale et culturel		



Section: 160

ACTIVITES PERTINENTES 2016	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018
 3.1.1 Participation aux rencontres statutaires des Institutions similaires et autres organismes; 3.1.2 Réalisation du programme d'activités du CESC à la présidence de l'UCESA et des autres Institutions similaires 3.2.1 Participation aux réunions et travaux des commissions d'intérêt national 3.3.1 Révision (relecture) du plan de communication du CESC 3.2 Mise en œuvre des activités du plan de communication du CESC 4.1.1 Mise en œuvre du plan de formation du personnel 4.2.1 Réhabilitation du CESC 4.2.2 Dotation en bureau des commissions statutaires 4.2.3 Dotation en matériels et équipements du CESC 4.3.1 Exécution du budget 2017; 4.3.2 Élaboration du compte administratif 2016 et des situations trimestrielles du budget 2017; 4.3.3 Élaboration de l'avant projet du budget 2018; 4.3.4 Élaboration des rapports du comité de pilotage du budget programme 2017; 4.3.5 Organisation des réunions de revue sectorielle. 	 2.1.1 Poursuite des missions et actions de suivi de l'exécution des décisions du gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturel 3.1.1 Participation aux rencontres statutaires des Institutions similaires et autres organismes; 3.1.2 Poursuite du programme d'activités du CESC à la présidence de l'UCESA et des autres Institutions similaires 3.2.1 Participation aux cérémonies officielles, aux réunions et travaux des commissions d'intérêt national 3.3.1 Poursuite de la révision du plan de communication du CESC 3.2 Mise en œuvre des activités du plan de communication du CESC 4.1.1 Poursuite de la mise en œuvre du plan de formation du personnel 4.2.1 Poursuite de la dotation en bureau des commissions statutaires 4.2.2 Poursuite de la dotation en matériels et équipements du CESC 4.3.1 Exécution du budget 2018; 4.3.2 Elaboration du compte administratif 2017 et des situations trimestrielles du budget 2018; 4.3.3 Elaboration de l'avant projet du budget 2019; 4.3.4 Elaboration des rapports du comité de pilotage du budget programme 2018; 4.3.5 Organisation des réunions de revue s ectorielle. 	statutaires des Institutions similaires et autres organismes; 3.1.2 Poursuite du programme d'activités du CESC à la présidence de l'UCESA et des autres Institutions similaires 3.2.1 Participation aux cérémonies officielles, aux réunions et travaux des commissions d'intérêt national 3.3.1 Poursuite de la révision du plan de communication du CESC 3.3.2 Mise en œuvre des activités du plan de communication du CESC

HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES

Section: 170

1. MISSIONS:

Au terme de l'article 99 de la Constitution du 25 février 1992, le Haut Conseil des Collectivités a pour mission d'étudier et de donner un avis motivé sur toute politique de développement local et régional.

Au terme de l'Article102 de la Constitution, les conseillers nationaux assurent la représentation des collectivités territoriales de la République.

Il peut faire des propositions au Gouvernement sur toute question concernant la protection de l'Environnement et l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens à l'intérieur des collectivités.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à la création d'un environnement institutionnel et économique propice à la décentralisation, au développement local et régional, à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens à l'intérieur des collectivités.

3. <u>TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME</u>:

En millier de F CFA

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES								
PROGRAMME	OGRAMME PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEMEN		INVESTISSEMENT	FMT TOTAL				
I NOGOWINE	I DISONIEL	TOTOTION	IIIV LOTIOOLIVILITI	2017	2018	2019		
01 Représentation et Promotion des Collectivités	746 728	842 024	230 000	1 818 752	1 893 598	2 036 297		
TOTAL	746 728	842 024	230 000	1 818 752	1 893 598	2 036 297		



Section:170

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à réunir les conditions pour le fonctionnement correct du Haut Conseil des Collectivités et à assurer la représentation et la promotion des collectivités.

Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux des collectivités couvertes par les missions de restitution du HCC	%	57,68	73,71	93,03	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (collectivités couvertes par les missions /collectivités total Moyens de vérification : documents administratifs (ordres de mission et rapports de mission								
1.2. Taux de réalisations des avis faits au Gouvernement	%	100	100	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre des avis faits au Gouvernement / nombre de proje Moyens de vérification : documents administratifs (projets de textes).	ts reçus) x	100.						
1.3. Taux de réalisation des propositions faites au Gouvernement	%	100	100	100	100	100	100	100



Section:170

Objectif 2 : Améliorer la visibilité de l'Institution Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution des missions à l'extérieur	%	100	100	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de missions effectuées à l'extérieur sur nombre tot	al de miss	ions progra	mmées) x10	0.	-			
Moyens de vérification : documents administratifs (ordres de missions et rapports).								
2.2. Pourcentage de régions couvertes par les concertations régionales	%	-	-	0	100	100	100	100
Précisions Méthodologiques : Nombre de régions couvertes/nombre total de régions.	•		•	•				
Moyens de vérification : Rapports de mission								
2.3. Taux de réalisation des activités de communication	%	-	-	0	100	100	100	100
Précisions Méthodologiques : (Nombre d'activités de communications réalisées/nombre d Moyens de vérification : Rapports des activités de communication.	'activités	prévues) x	100.	1	-			

Indicateurs	Unité	Réalisation		S	Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux d'exécution du budget	%	99,95	99,53	83,15	100	100	100	100
Précisions Méthodologiques : (Crédit liquidé/ Dotation budgétaire) X 100.			•					
Moyens de vérification : documents budgétaires et financiers.								
3.2. Taux de documents Administratif, Financier et Comptable élaborés	%	80	100	100	100	100	100	100
Précisions Méthodologiques : (nombre de documents élaborés /nombre de documen	ts prévus) x10	0.			•			-
Moyens de vérification : Rapports des activités de bureau								
3.3. Taux de formation de conseillers nationaux et de personnel	%	-	-	100	100	100	100	100
Précisions Méthodologiques : (nombre de conseillers nationaux et personnel d'appu	-		1					

Section :170

ACTIVITES PERTINENTES 2016	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018
comités de pilotage, d'orientation et de conseil d'administration des programmes et projets 1.2.3 Tenue de la session inaugurale de l'Institution 1.3.1 Organisation des missions de restitution à l'extérieur 1.3.2 Participation à des missions d'études, d'échanges et de partenariat 2.1.1 Organisation des missions de restitution dans les cercles 2.1.2 Organisation des missions de restitution dans les communes du District de Bamako 2.1.3 Production de rapport de synthèse des missions de restitution 2.1.4 Suivie des recommandations issues du rapport de synthèse 2.2.1 Organisation de la journée du Haut Conseil des Collectivités 2.2.2 Elaboration d'une stratégie de communication 2.2.3 Production des supports de communication et animer le site web 2.2.4 Acquisition de matériels audiovisuels, les journaux et les revues	conseil d'administration des programmes et projets 1.2.3 Tenue de la session inaugurale de l'Institution 1.3.1 Organisation des missions de restitution à l'extérieur 1.3.2 Participation à des missions d'études, d'échanges et de partenariat 2.1.1 Organisation des missions de restitution dans les cercles 2.1.2 Organisation des missions de restitution dans les communes du District de Bamako 2.1.3 Production de rapport de synthèse des missions de restitution 2.1.4 Suivie des recommandations issues du rapport de synthèse 2.2.1 Organisation de la journée du Haut Conseil des Collectivités 2.2.2 Elaboration d'une stratégie de communication 2.2.3 Production des supports de communication et animer le site web 2.2.4 Acquisition de matériels audiovisuels, les journaux et les revues	le développement local et régional 1.1.2 Organisation et participation à des missions ponctuelles et spécifiques à l'intérieur 1.2.1 Tenue des sessions ordinaires 1.2.2 Participation à la tenue des réunions des comités de pilotage, d'orientation et de conseil d'administration des programmes et projets 1.2.3 Tenue de la session inaugurale de l'Institution 1.3.1 Organisation des missions de restitution à l'extérieur 1.3.2 Participation à des missions d'études, d'échanges et de partenariat 2.1.1 Organisation des missions de restitution dans les cercles 2.1.2 Organisation des missions de restitution dans les communes du District de Bamako 2.1.3 Production de rapport de synthèse des missions de restitution 2.1.4 Suivie des recommandations issues du rapport de synthèse 2.2.1 Organisation de la journée du Haut Conseil des Collectivités 2.2.2 Elaboration d'une stratégie de communication 2.2.3 Production des supports de communication et animer le site web 2.2.4 Acquisition de matériels audiovisuels, les journaux et les revues
2.2.5 Production de biographie des conseillers Nationaux	Nationaux	conseillers Nationaux



Section:170

ACTIVITES PERTINENTES 2016	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018
des concertations régionales 2.3.2 Tenue des concertations régionales 2.3.3 Production des rapports de synthèse 3.1.1 Tenue des réunions de bureau 3.1.2 Acquisition des moyens logistiques et d'outils informatiques et bureautiques 3.1.3 Construction et Equipement du Siège du Haut Conseil des Collectivités 3.1.4 Production des documents comptables 3.2.1 Elaboration d'un plan de formation 3.2.2 Organisation des ateliers de formations 3.3.1 Inscription des conseillers nationaux et du personnel dans les écoles de formation	des concertations régionales 2.3.2 Tenue des concertations régionales 2.3.3 Production des rapports de synthèse 3.1.1 Tenue des réunions de bureau 3.1.2 Acquisition des moyens logistiques et d'outils informatiques et bureautiques 3.1.3 Construction et Equipement du Siège du Haut Conseil des Collectivités 3.1.4 Production des documents comptables 3.2.1 Elaboration d'un plan de formation 3.2.2 Organisation des ateliers de formations	du Haut Conseil des Collectivités 3.1.4 Production des documents comptables 3.2.1 Elaboration d'un plan de formation 3.2.2 Organisation des ateliers de formations 3.3.1 Inscription des conseillers nationaux et du personnel dans les écoles de formation

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'INTERGRATION AFRICAINE ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Section: 180

1. MISSIONS:

- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique nationale en matière de Coopération Internationale ainsi que le développement de celle- ci;
- la programmation, la négociation, la conclusion, l'interprétation et le suivi des traités et des accords ;
- la défense des intérêts du Mali et des maliens établis à l'étranger ;
- la mise en œuvre, en liaison avec les ministères concernés, de la politique nationale d'intégration africaine.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- protéger, défendre les intérêts, coordonner les actions et insérer économiquement les maliens établis à l'étranger ;
- promouvoir la coopération avec les partenaires extérieurs, gouvernementaux, non gouvernementaux, bilatéraux et multilatéraux.
- renforcer le processus d'intégration africaine

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

180 MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRA	TION AFRICAINE	T DE LA COOPERATIO	N INTERNATIONALE			
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NOOKAWWES	I LIXOUNIALL	TORCHORALMEN	IIVV LOTIOOLIVILIVI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	13 303 248	21 019 712	3 136 500	37 459 460	39 053 279	40 186 283
02 Politique extérieure et Coopération Internationale	207 421	112 476	-	319 897	335 482	364 354
03 Formulation Négociation et Suivi des Accords	103 176	218 260	25 000	346 436	358 595	377 386
Internationaux	103 170	210 200	25 000	340 430	330 333	377 300
04 Intégration Africaine	47 244	18 028	-	65 272	68 840	74 129
TOTAL	13 661 089	21 368 476	3 161 500	38 191 065	39 816 196	41 002 152



Section: 180

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme a pour objet:

- le suivi régulier des relations avec les Missions diplomatiques accréditées au Mali et de l'évolution de la situation politique internationale :
- la Coordination, l'animation et le contrôle des activités des services centraux et des services extérieurs;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de l'exécution du Budget d'État et des fonds mis à la disposition des services du Département, ainsi que l'établissement des comptes administratifs ;
- la gestion rationnelle des ressources humaines, financières et matérielles mises à la disposition du Département.
- l'organisation des visites, conférences et cérémonies publiques.
- la coordination de la préparation des plans, programmes et projets ainsi que leur suivi et évaluation.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Contribuer à la prise de décisions pertinentes en matière de relations extérieures, de défense, de sécurité et de planification.

INDICATEURS	Unité	R	éalisatior	ns	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de pourcentage de propositions formulées par le département au gouvernement ayant été suivis d'effets.	%	80	92	87,5	-	95	95	95

Moyens de vérification : Rapport d'activités

Précisions méthodologiques : (Nombre de décisions prises par le gouvernement sur la base des propositions formulées par le département/ Nombre de propositions formulées par le département) x 100.



Section: 180

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Mettre les programmes du département dans les conditions efficientes.

INDICATEURS	Unité	R	Réalisation	ns	Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016		2019	
2.1 Taux de satisfaction du cadre organique du département.	%	75	75	68	-	85	88	88
Moyens de vérification : Rapport d'activités Précisions méthodologiques : (Nombre de postes pourvus/ Nombre de postes prévus par le cad	lre organic	que) x 100.						
2.2 Taux d'exécution du budget du département	%	95	92	96	-	98	98	98
Moyens de vérification : Rapport d'activités DFM			•					
Précisions méthodologiques : Le montant exécuté / La dotation budgétaire x 100.								
2.3 Taux d'exécution du plan de formation	%	75	100	85	-	90	92	92
Moyens de vérification : Rapport d'activités Précisions méthodologiques :(Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former) x 100			•					

Objectif 3 : S'assurer de la bonne gestion de ressources humaines, financières et matérielles du département.

INDICATEURS	Unité	R	éalisatior		Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'exécution du programme des missions de contrôle.	%	100	77	74	-	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport d'activités

Précisions méthodologiques : Nombre de missions exécutées / Nombre de missions prévues x 100.

Section: 180

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	Unité	R	Réalisations				Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
4.1 Nombres de hautes personnalités accueillies.	Nbre	91	110	600	-	2500	1200	800		
Moyens de vérification : Rapport d'activités										
Précisions méthodologiques : Dénombrement										
4.2 Nombre de traitement des dossiers des immunités et privilèges.	Nbre	100	3472	6190	-	8000	8000	8000		

Moyens de vérification : Rapport d'activités

Précisions méthodologiques : (Nombre de dossiers traités, des immunités et privilèges /Nombre de dossiers des immunités et privilèges prévue) X 100.

Objectif 4 : Réserver une meilleure hospitalité aux hôtes du Mali et respecter les conventions en matière de protocole.

4.3 Nombre de hautes personnalités maliennes en déplacement à l'extérieur Nbre - 150 - 170 180 200

Moyens de vérification : Rapport d'activités

Précisions méthodologiques : Dénombrement

4.4 Nombre de conférences et cérémonies officiellement organisées Nbre - 130 - 150 160 170

Moyens de vérification : Rapport d'activités

Précisions méthodologiques : Dénombrement

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Renforcement des capacités humaines en vue de mettre à la disposition des supports d'information de qualité 1.1.2 Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur 1.1.3 Elaboration des politiques et stratégies s'inscrivant dans l'atteinte des objectifs du CSCRP 1.2.1 Organisation de la conférence des Ambassadeurs. 	en vue de mettre à la disposition des supports d'information de qualité. 1.1.2 Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur	supports d'information de qualité. 1.1.2 Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur 1.1.3 Elaboration des politiques et stratégies s'inscrivant dans l'atteinte des objectifs du CSCRP



Section: 180

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.1 Gestion rationnelle du personnel. 2.2.1 Gestion efficiente des ressources financières et matérielles du département. 2.3.1 Renforcement de capacité des ressources humaines. 3.1.1 Renforcement des missions de contrôle sein du département et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires. 4.1.1 Gestion des questions d'accueil et de Cérémonial 4.2.1 Traitement avec diligence les dossiers couverts par les régimes dérogatoires. 	 2.2.1 Gestion efficiente des ressources financières et matérielles du département. 2.3.1 Renforcement de capacité des ressources humaines. 3.1.1 Renforcement des missions de contrôle au sein du département et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires. 	département. 2.3.1 Renforcement de capacité des ressources humaines. 3.1.1 Renforcement des missions de contrôle au sein du département et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires. 4.1.1 Gestion des questions d'accueil et de Cérémonial



POLITIQUE EXTERIEURE ET COOPERATION INTERNATIONALE

Section: 180

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme a pour objet :

- le renforcement des relations politiques entre le Mali et les Partenaires bilatéraux et multilatéraux ;
- l'élaboration de la politique de coopération ;
- le renforcement et la coordination des relations de coopération ;
- le renforcement de la présence des Maliens dans les Organisations internationales.

1. Accroître l'Aide Publique au Développement en faveur de l'économie nationale.											
Objectifs spécifiques/Indicateurs	Unité		Réalisation	s	Année en cours		Cibles				
• •		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
1.1 Taux d'augmentation du volume de l'aide en faveur de l'économie	%	-	-	150	-	20	20	20			
Moyens de vérification : Rapports d'activités											
Précisions méthodologiques : (Volume de l'Aide Publique en année N- Volume de l'Aide Publ recommandations formulées x100	ique en	année N-1)	sur Volume	e de l'Aide	Publique en	année N-1	Nombre de				
1.2 Taux d'exécution des recommandations du rapport de coopération au développement	%	-	-	-	-	50	75	100			
Moyens de vérification : Rapports d'activités	•										
Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandations exécutées/ Nombre de recomman	dations	formulées)	x100								



POLITIQUE EXTERIEURE ET COOPERATION INTERNATIONALE

Section: 180

Objectifs spécifiques/Indicateurs	Unité		Réalisations		Année en cours	Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 Pourcentage annuel de cadres maliens placés dans les organisations internationales	%	33	50	85	-	95	95	95	
Moyens de vérification : Rapports d'activités			•	•					
Précisions méthodologiques : (Nombre de cadres maliens placés dans les organisations intern	nationale	s/ Nombre	de Candida	atures prése	ntées duran	t l'année) x	x 100.		
2.2 Taux de participation aux réunions statutaires	%	-	100	95	-	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports d'activités	-!				'		!		
Précisions méthodologiques : (Nombres de participations effectives aux réunions statutaires/	Nombre	es de partic	cipations pr	évues pour	les réunions	statutaire	s) x100.		
				100		100	100	100	



POLITIQUE EXTERIEURE ET COOPERATION INTERNATIONALE

Section: 180

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Renforcement des relations de coopération entre le Mali et ses partenaires. 1.1.2 Diversification des axes de coopération entre le Mali et ses partenaires. 1.1.3 Défense des intérêts nationaux sur la scène internationale. 1.1.4 Coordination et suivi de l'aide publique au développement. 1.1.5 Mise en œuvre des recommandations du rapport de coopération au développement 2.1.1 Renforcement des relations politiques avec les pays et Organisations Internationales. 2.2.1 Participation aux réunions statutaires. 2.2.2 Renforcement de la politique de 	 1.1.1 Renforcement des relations de coopération entre le Mali et ses partenaires. 1.1.2 Diversification des axes de coopération entre le Mali et ses partenaires. 1.1.3 Défense des intérêts nationaux sur la scène internationale. 1.1.4 Coordination et suivi de l'aide publique au développement. 1.1.5 Poursuite de la mise en œuvre des recommandations du rapport de coopération au développement 2.1.1 Renforcement des relations politiques avec les pays et Organisations Internationales. 2.2.1 Participation aux réunions statutaires. 2.2.2 Renforcement de la politique de 	 1.1.1 Renforcement des relations de coopération entre le Mali et ses partenaires. 1.1.2 Diversification des axes de coopération entre le Mali et ses partenaires. 1.1.3 Défense des intérêts nationaux sur la scène internationale. 1.1.4 Coordination et suivi de l'aide publique au développement. 1.1.5 Evaluation de la mise en œuvre des recommandations du rapport de coopération au développement 2.1.1 Renforcement des relations politiques avec les pays et Organisations Internationales. 2.2.1 Participation aux réunions statutaires. 2.2.2 Renforcement de la politique de
placement des cadres maliens dans les organisations internationales. 2.2.3 Contribution au renforcement de la paix et de la sécurité internationale. 2.3.1 Organisation des réunions statutaires. 2.3.2 Développement de stratégies de rapprochement des pays.	placement des cadres maliens dans les organisations internationales. 2.2.3 Contribution au renforcement de la paix et de la sécurité internationale. 2.3.1 Organisation des réunions statutaires. 2.3.2 Développement de stratégies de rapprochement des pays.	placement des cadres maliens dans les organisations internationales. 2.2.3 Contribution au renforcement de la paix et de la sécurité internationale. 2.3.1 Organisation des réunions statutaires. 2.3.2 Développement de stratégies de rapprochement des pays.



FORMULATION, NEGOCIATION ET SUIVI DES ACCORDS INTERNATIONAUX

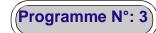
Section: 180

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme a pour objet :

- l'élaboration des rapports relatifs à la mise en œuvre des conventions auxquelles le Mali est partie ;
- la négociation, la conclusion, la ratification, la centralisation, la conservation, la gestion des Accords Internationaux et le suivi du contentieux y afférent;
- l'analyse et les avis sur les grandes questions de Droit International ;
- le développement et le suivi des actions de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière ;
- la gestion de certaines questions spécifiques des consulats du Mali.

Objectifs spécifiques/Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
* *		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 Pourcentage de traités internationaux ratifiés	%	19	100	22	-	80	85	90
Ioyens de vérification : Rapports d'activités			•	•	•		•	
récisions méthodologiques : (Nombre de traités internationaux ratifiés/ Nombre de traités in	nternatio	naux soun	nis à la ratific	cation) x 100)			
2 Pourcentage des Traités signés ne nécessitant pas de ratification pour leur entrée 1 vigueur	%	-	-	-	-	70	75	80
Ioyens de vérification : Rapports d'activités					-			
récisions méthodologique : (Nombre de traités signés ne nécessitant pas de ratification po ntrée en vigueur soumis à la signature) X100	ur leur ei	ntrée en vi	gueur / Nor	nbre de Tra	ités ne néce	ssitant pas	de ratification	on pour leu
	%					50	60	70



FORMULATION, NEGOCIATION ET SUIVI DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Section: 180

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2. Sécuris er les archives diplomatiques

Objectifs spécifiques/Indicateurs Unité	Réalisations			Année en cours				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Pourcentage des archives diplomatiques numérisées	%	-	-	-	-	50	60	70

Moyens de vérification : Rapports d'activités

Précisions méthodologique : (Nombre d'archives numérisées / Nombre d'archives à numériser) X100

3. Contribuer aux règlements des contentieux

Objectifs spécifiques/Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage de contentieux impliquant le Mali traités	%	15	28	15	-	20	24	30

Moyens de vérification : Rapports d'activités

Précisions méthodologiques : (Nombre de litiges transmis au contentieux/Nombre de plaintes devant les juridictions nationales et internationales impliquant le Mali) x 100.

3.2. Pourcentage de Contentieux traités opposant des nationaux aux Missions	0/					20	25	40
diplomatiques et consulaires ou organisations internationales accréditées au Mali	%	-	-	-	-	30	33	40

Moyens de vérification : Rapports d'activités

Précisions méthodologiques : (Nombre de contentieux traités/Nombre de demandes de règlement de contentieux reçues) x 100.



FORMULATION, NEGOCIATION ET SUIVI DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Section: 180

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

4. Contribuer à une meilleure gestion des affaires consulaires										
Objectifs spécifiques/Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
4.1 Pourcentage de Consuls honoraires nommés	%	-	-	-	-	40	50	60		
Moyens de vérification : Rapports d'activités			•							
Précisions méthodologiques: (Nombre de Consuls honoraires nommés/Nombre de dossiers de candidatures de consuls honoraires reçus) x 100.										
4.2. Pourcentage des dossiers consulaires traités concernant les Maliens de l'Extérieur % 60 70 80										
M 1 2 'C 2' D 2 12 2' 'Z										

Moyens de vérification : Rapports d'activités

Précisions méthodologiques : (Nombre de dossiers consulaires traités concernant les Maliens de l'Extérieur/Nombre de dossiers consulaires reçus concernant les Maliens de l'Extérieur) x 100.

Programme N°: 3

FORMULATION, NEGOCIATION ET SUIVI DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Section: 180

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration des rapports découlant de la mise en œuvre des Conventions Internationales. 1.1.2 Négociation, Conclusion et exécution d'accords internationaux. 1.1.3 Suivi des engagements internationaux auxquels le Mali a souscrit. 1.2.1 Négociation, signature et application des accords ne nécessitant pas de ratification. 2.1.1 Réhabilitation des archives diplomatiques. 2.1.2 Numérisation des archives diplomatiques. 2.1.3 Gestion efficiente des litiges entre les missions diplomatiques et consulaires du Mali et leurs employés. 3.1.1 Gestion efficiente des litiges impliquant les ressortissants maliens à l'Etranger. 3.1.2 Gestion efficiente des litiges impliquant le Mali. 3.1.3 Légalisation des actes dressés au Mali devant faire effet à l'extérieur. 4.1.1 Suivi des dossiers relatifs à la candidature des consuls honoraires. 	la mise en œuvre des Conventions Internationales. 1.1.2 Négociations, Conclusion et exécution d'accords internationaux. 1.1.3 Suivi des engagements internationaux auxquels le Mali a souscrit. 1.2.1 Négociation, signature et application des accords ne nécessitant pas de ratification. 2.1.1 Réhabilitation des archives diplomatiques. 2.1.2 Numérisation des archives diplomatiques. 2.1.3 Gestion efficiente des litiges entre les missions diplomatiques et consulaires du Mali et leurs employés. 3.1.1 Gestion efficiente des litiges impliquant les ressortissants maliens à l'Etranger. 3.1.2 Gestion efficiente des litiges impliquant le Mali. 3.1.3 Légalisation des actes dressés au Mali devant faire effet à l'extérieur.	la mise en œuvre des Conventions Internationales 1.1.2 Négociation, Conclusion et exécution d'accords internationaux. 1.1.3 Suivi des engagements internationaux auxquels le Mali a souscrit. 1.2.1 Négociation, signature et application des accords ne nécessitant pas de ratification. 2.1.1 Réhabilitation des archives diplomatiques. 2.1.2 Numérisation des archives diplomatiques. 2.1.3 Gestion efficiente des litiges entre les missions diplomatiques et consulaires du Mali et leurs employés. 3.1.2 Gestion efficiente des litiges impliquant les ressortissants maliens à l'Etranger. 3.1.3 Gestion efficiente des litiges impliquant le Mali.



INTEGRATION AFRICAINE

Section: 180

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Le programme a pour objet :

- la mise en œuvre d'actions qui préparent le pays à l'Intégration Africaine ;
- la mise en œuvre et le suivi des politiques d'intégration sous régionales et régionales et de toutes les mesures susceptibles d'accélérer le processus d'intégration africaine ;
- la promotion d'une culture de l'Unité Africaine par des actions d'informations, de sensibilisation et de formation ;
- la participation à la prévention et aux règlements des conflits en Afrique en liaison avec les autres départements concernés ;
- la mise en œuvre du mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) ;
- l'organisation de concertation et de manifestation avec les communautés africaines résidant au Mali ;
- le suivi de la mise en œuvre du Plan Zonal du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO (PIT/CEDEAO).

Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
%	65	75	100	-	100	100	100
ations éc	rites						
ues							
Nbre	15	#	75	-	70	70	70
	-	-		e situation a	ı profit du	système de	l'alerte
Nbre	2	0	3	-	7	8	10
		onales					•
	% rations écvues Nbre rion des a es et de r	Unité 2013 % 65 rations écrites vues Nbre 15 rion des acteurs, rapres et de manifestation	Unité 2013 2014 % 65 75 rations écrites vues Nbre 15 # tion des acteurs, rapports d'inces et de manifestation d'intérêt	Unité 2013 2014 2015 % 65 75 100 rations écrites vues Nbre 15 # 75 cion des acteurs, rapports d'incidents et de es et de manifestation d'intérêt publiés 100 100	Unité Réalisations cours	Unité Réalisations cours	Unité Réalisations cours Cibles

INTEGRATION AFRICAINE

Section: 180

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.	Respecter	les	engagements	du	Mali	au	MAI	EP
----	-----------	-----	-------------	----	------	----	-----	----

Objectifs spécifiques/Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de réalisations des activités de renforcement des acteurs participant au MAFP	%	50	25	75	-	100	100	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités de la CNG/SEPAN/MAEP								
Précisions méthodologiques : Nombre d'activités réalisées/Nombres d'activités prévues								
2.2. Taux de réalisations des activités de suivi du Plan d'actions	%	50	25	75	-	100	100	100

Moyen de vérification : Rapports d'activités de la CNG/SEPAN/MAEP

Précisions méthodologiques : Nombre d'activités réalisées/Nombres d'activités prévues

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
résidence et d'établissement de la CEDEAO au Mali ;	des organisations sous régionales et régionales d'intégration; 1.1.2 Préparation de communications écrites sur les conclusions et recommandations des Sommets de la CEDEAO; 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre des Projets, Programmes, Décisions et Recommandations des Instances des organisations d'intégration Africaine; 1.2.1 Suivi de la mise en œuvre du Droit de	activités des organisations sous régionales et régionales d'intégration; 1.1.2 Préparation de communications écrites sur les conclusions et recommandations des Sommets de la CEDEAO; 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre des Projets, Programmes, Décisions et Recommandations des Instances des organisations d'intégration Africaine;

INTEGRATION AFRICAINE

Section: 180

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
maliennes dans les organisations régionales d'intégration; 1.1.2 Elaboration d'une stratégie nationale de placement et de promotion des maliens dans les Organisations Internationales; 2.1.1 Appui à la mise en œuvre d'actions prioritaires du PAN/MAEP; 2.1.2 Animation d'espaces participatifs sur les questions de Gouvernance; 2.1.3 Diffusion des rapports du MAEP 2.2.1 Accompagnement des institutions et des Administrations publiques et privées pour la fourniture de données sur la Gouvernance 2.2.2 Diffusion des résultats de la mise en	régionales d'intégration; 1.3.2 Mise en œuvre de la stratégie nationale de placement et de promotion des maliens dans les Organisations Internationales; 2.1.1 Appui à la mise en œuvre d'actions prioritaires du PAN/MAEP; 2.1.2 Animation d'espaces participatifs sur les questions de Gouvernance; 2.1.3 Diffusion des rapports du MAEP 2.2.1 Accompagnement des institutions et des Administrations publiques et privées pour la fourniture de données sur la Gouvernance 2.2.2 Diffusion des résultats de la mise en œuvre des actions du PAN/MAEP et de	l'Intégration Africaine; 1.3.1 Incitation et soutien aux candidatures maliennes dans les organisations régionales d'intégration; 1.3.2 Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale de placement et de promotion des maliens dans les Organisations Internationales; 2.1.1 Appui à la mise en œuvre d'actions prioritaires du PAN/MAEP; 2.1.2 Animation d'espaces participatifs sur les questions de Gouvernance; 2.1.3 Diffusion des rapports du MAEP 2.2.1 Accompagnement des institutions et des Administrations publiques et privées pour la fourniture de données sur la Gouvernance

MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

Section: 185

1. MISSIONS:

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur a pour missions :

- La promotion des intérêts et la protection des Maliens établis à l'Extérieur ;
- La mise en œuvre des actions relatives au retour et à la réinsertion des Maliens de l'Extérieur ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de mesures destinées à assurer une pleine implication des Maliens établis à l'Extérieur dans la vie nationale et dans la réalisation des actions de développement ;

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Protéger et défendre les intérêts des Maliens de l'Extérieur.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR								
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL				
1 NOGIVITIES	I DIOONIALE			2017	2018	2019		
01 Administration Générale	147 600	664 479	570 000	1 382 079	1 421 144	1 482 492		
02 Gestion des Maliens de l'Extérieur	86 621	149 748	920 000	1 156 369	1 160 312	1 234 981		
TOTAL	234 221	814 227	1 490 000	2 538 448	2 581 456	2 717 473		

Section: 185

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour objet :

- La coordination, l'animation et le contrôle des activités des services techniques et rattachés ;
- Une meilleure gestion des ressources financières et matérielles mises à la disposition du département.

INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des réunions de coordination	%	80	100	100	100	100	100	100	
Moyen de vérification: Rapports et comptes rendus produits ;				•	·				
Précisions Méthodologiques : Nombre de recommandations mises en œuvres/ Nombre de	recomman	dations fo	rmulées X10	00					
1.2 Taux d'exécution des activités du département	%	80	100	100	100	100	100	100	
Moyen de vérification: Rapports d'activités produits ;					•				
Précisions Méthodologiques : Nombre d'activités exécutées/Nombre d'activités programn	nées X100.								
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	80	40	70	100	100	100	100	
Moyen de vérification : Rapports d'activité ;	•		•	•					
Précisions Méthodologiques : Nombre de missions de suivi-évaluation exécutées/Nombre	de missio	ns de suiv	i_évaluation	nrogramm	ées X 100				

OBJECTIF 2 : Assurer une gestion efficace des ressources matérielles et financières								
INDICATEURS	Unité		Réalisations	S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution du budget	%	96	99,25	98,24	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités Précisions méthodologiques : crédits liquidés / crédits budgétaires X 100								
2.2 Taux d'équipement des structures	%	98,75	95	30	30	25	50	75
Moyen de vérification : Rapport annuel de la DFM.	•				•		-	
Précisions méthodologiques : nombre de structures équipées / nombre de structures à équi	écisions méthodologiques : nombre de structures équipées / nombre de structures à équiper X 100							

Section: 185

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Préparation et tenue des réunions de coordination 1.1.2 Production de compte-rendu des réunions de coordination 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre des recommandations des réunions de coordination 1.2.1 Elaboration du programme d'activités du département 1.2.2 Suivi de la mise en œuvre des activités du département 1.2.3 Elaboration des rapports d'activités du département 1.2.4 Suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Migration 1.2.5 Suivi de la mise en œuvre du programme TOKTEN, du CIGEM et du HCME 1.3.1 Préparation et tenue des réunions de planification 1.3.2 Suivi de la mise en œuvre des activités de planification et de programmation 1.3.3 Suivi- Evaluation des projets et programmes 1.3.4 Elaboration des rapports d'activités de planification 2.1.1 Exécution du budget conformément à la règlementation en vigueur 2.1.2 Préparation des projets de budgets (comptables et programmes) 2.1.3 Gestion et suivi du matériel 2.1.4 Elaboration du Rapport Annuel de 	réunions de coordination 1.1.3 Suivi/ Evaluation des recommandations des réunions de coordination 1.2.1 Elaboration du programme d'activités du département 1.2.2 Suivi de la mise en œuvre des activités 1.2.3 Elaboration des rapports d'activités 1.2.4 Suivi de mise en œuvre de la Politique Nationale de Migration 1.2.5 Suivi de la mise en œuvre du programme TOKTEN, du CIGEM et du HCME 1.3.1 Préparation et tenu des réunions de planification 1.3.2 Suivi de la mise en œuvre des activités de planification et de programmation 1.3.3 Suivi- Evaluation des projets et programmes 1.3.4 Elaboration des rapports d'activités de planification 2.1.1 Exécution du budget conformément à la règlementation en vigueur	recommandations des réunions de coordination 1.2.1 Elaboration du programme d'activités du département 1.2.2 Suivi de la mise en œuvre des activités 1.2.3 Elaboration des rapports d'activités 1.2.4 Suivi de mise en œuvre de la Politique Nationale de Migration 1.2.5 Suivi de la mise en œuvre du programme TOKTEN, du CIGEM et du HCME 1.3.1 Préparation et tenu des réunions de
Performance	périodiques	Dudant management 2017 Deve (0

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
· ·	2.2.3 Codification des matériels	 2.1.5 Production des documents et compte périodiques 2.2.1 Recensement des besoins des structures 2.2.2 Elaboration et exécution des contrats et des marchés 2.2.3 Codification des matériels



GESTION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

Section: 185

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le programme a pour objectif de :

- Veiller à la protection des intérêts des ressortissants maliens établis provisoirement ou de façon permanente à l'étranger ;
- Initier, coordonner et suivre les différentes actions d'aide au retour des Maliens de l'Extérieur
- Veiller à la création de conditions permettant la participation des Maliens de l'Extérieur au processus de développement économique et social du pays ;
- Impulser et coordonner l'action consulaire du Mali ;
- Veiller à l'application des accords et traités relatifs à l'établissement et à la circulation des personnes et des biens.

Objectif Spécifique 1 : Assurer la protection des intérêts des Maliens de l'Extérieur.								
Indicateurs de résultats	Unité	F	Réalisation	ıs	Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Délai de traitement des demandes de passeports et de Cartes d'Identité Consulaires reçues	Semaine	2	3	3	2	2	2	2
Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DGME			•					
Précisions méthodologiques : durée moyenne de transmission.								ļ
Source : Registre des demandes et des envois de Passeports à la Délégation Générale des Maliens	de l'Extér	ieur (DGM	IE).					
La durée représente le temps entre la date de réception des demandes et celle de la transmission d	es passep	orts établi	is ou des C	I à la Vali	se Diplomati	que.		
1.2. Taux de satisfaction des demandes des Maliens de l'Extérieur.	%	90	95	95	-	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DGME.								
Précisions méthodologiques : Nombre de demandes traitées/total des demandes reçues à la DGME	E X 100.							



GESTION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

Section: 185

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif Spécifique 2 : Promouvoir la participation de la diaspora au processus du développement du pays.

Indicateurs de résultats	Unité	F	Réalisation	ıs	Année en cours		Cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de projets d'investissement appuyés	%		-	-	-	20	25	30
Moyen de vérification: Rapports d'activités de la DGME, de la Cellule Technique du Co-développe	ement et d	e l'Office	Français d	e l'Immigra	ation et de l'	Intégration	(OFII).	
Précisions méthodologiques : Le nombre de projets appuyés sur nombre de demandes reçues X 10	00							
2.2. Taux de réalisation des missions TOKTEN	%	91	75	-	-	100	100	100
Moyen de vérification: Rapports du programme TOKTEN.								
Précisions méthodologique : Missions réalisées/ missions programmées x 100.								
2.3. Taux d'insertion/réinsertion de Maliens l'Extérieur	%	-	-	-	-	10	15	20
Moyen de vérification: Rapports de la DGME, du CIGEM, du Co-développement et de l'OFII.	-							
Précisions méthodologiques : Nombre personnes insérées/ réinsérées sur nombre de demandes d'i	insertion/	réinsertion	X100					

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Suivi du ravitaillement correct des MDC en documents de voyage et pièces consulaires. 1.1.2 Suivi du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC) des Maliens de l'Extérieur. 1.1.3 Suivi du recensement général des Maliens de l'Extérieur. 1.2.1 Traitement et suivi des dossiers sur les litiges domaniaux et sociaux. 1.2.2 Prise de contact avec les Maliens de l'Extérieur et suivi de la situation de ceux détenus dans les prisons à l'étranger ou en détresse. 1.2.3 Suivi des demandes des logements sociaux des Maliens de l'Extérieur. 	en documents de voyage et pièces consulaires. 1.1.2 Suivi du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC) des Maliens de l'Extérieur. 1.1.3 Suivi du recensement général des Maliens de l'Extérieur. 1.2.1 Traitement et suivi des dossiers sur les litiges domaniaux et sociaux. 1.2.2 Prise de contact avec les Maliens de	 MDC en documents de voyage et pièces consulaires. 1.1.2 Suivi du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC) des Maliens de l'Extérieur. 1.1.3 Suivi du recensement général des Maliens de l'Extérieur. 1.1.4 Sensibilisation autour du Guide du Malien de l'Extérieur. 1.1.5 Suivi des activités des Antennes d'Accueil, d'Information et

GESTION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

Section: 185

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.2.4 Poursuite des campagnes de sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière. 1.2.5 Participation aux grandes commissions mixtes de coopération. 2.1.1 Appui aux projets portés par les associations et/ou regroupement d'associations en faveur des Maliens de retour au pays. 2.2.1 Mobilisation de l'expertise expatriée nationale pour le développement du pays à travers le TOKTEN. 2.2.2 Renforcement des capacités des administrations publiques et privées par les consultants du TOKTEN. 2.3.1 Suivi-évaluation des projets portés par les Migrants et des activités des Programmes du Co développement et de l'OFII. 2.3.2 Poursuite de la construction de la maison des Maliens de l'Extérieur. 2.3.3 Suivi des résultats de l'étude relative à la création d'une Banque des Maliens de l'Extérieur. 2.3.4 Création du Centre Africain d'Etude et Recherche sur la Migration 	retour au pays. 2.2.1 Mobilisation de l'expertise expatriée nationale pour le développement du pays à travers le TOKTEN. 2.2.2 Renforcement des capacités des administrations publiques et privées par les consultants du TOKTEN. 2.3.1 Suivi-évaluation des projets portés par les Migrants et des activités des Programmes du Co développement et de l'OFII. 2.3.2 Poursuite de la construction de la maison des Maliens de l'Extérieur. 2.3.3 Suivi des résultats de l'étude relative à	 1.2.4 Poursuite des campagnes de sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière. 1.2.5 Participation aux grandes commissions mixtes de coopération. 2.1.1 Suivi de la construction de la Maison des Maliens de l'Extérieur. 2.1.2 Appui aux projets portés par les associations et/ou regroupement d'associations en faveur des Maliens de retour au pays. 2.2.1 Mobilisation de l'expertise expatriée nationale pour le développement du pays à travers le TOKTEN.

Section:190

1. MISSIONS:

Le Vérificateur Général a pour missions :

- d'effectuer un contrôle de performance et de qualité des services et organismes publics, et des programmes et projets de développement;
- de contrôler la régularité et la sincérité des recettes et des dépenses effectuées par les institutions de la République, les administrations civiles et militaires de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ;
- de procéder à la vérification d'opérations de gestion des entreprises dans lesquelles l'Etat ou une autre personne publique détient une participation financière ;
- de vérifier la conformité et l'effectivité des biens et services pour l'acquisition desquels une société privée a bénéficié d'une exonération de droits douaniers ou fiscaux ;
- de vérifier les concours financiers accordés par l'Etat ou toute autre personne publique à tout organisme par rapport à l'objet de ces concours :
- d'évaluer, à la demande du Président de la République, du Gouvernement ou du Parlement, les politiques publiques en vue de leur proposer les mesures et actions propres à assurer une meilleure adéquation du coût et du rendement des services publics, à rendre plus pertinent l'emploi des ressources publiques et d'une façon générale, à garantir le fonctionnement régulier des organismes et structures publics.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à l'amélioration de la collecte et de l'emploi des ressources publiques.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL						
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
FROGRAMME	PLISONINE	TOIGCTIONIALIVILIAT		2017	2018	2019
01 Bureau du Vérificateur Général	2 250 000	1 018 623	200 000	3 468 623	3 638 923	4 018 811
TOTAL	2 250 000	1 018 623	200 000	3 468 623	3 638 923	4 018 811

Section: 190

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le Vérificateur Général, institué par la Loi n°2012-009 du 08 février 2012 abrogeant et remplaçant la Loi n°03-030 du 25 août 2003, est une autorité administrative indépendante de contrôle chargée à travers la Vérification financière et la Vérification de performance ainsi que l'évaluation des politiques publiques de formuler des recommandations pour l'amélioration de la gestion des ressources publiques.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer les vérifications financières, de performance et de suivi des recommandations des structures publiques ainsi que l'évaluation des politiques publiques

INDICATEURS DE RESULTAT	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution du programme annuel de vérification (y comprises les missions sur saisine enregistrées) et d'évaluation des politiques publiques	%	90	59,26	62,07	-	100	100	100
Mayor de viviliantion annual de viviliantion	•	•			•			

Moyen de vérification : rapport annuel de vérification

Précisions méthodologiques : (nombre de missions de vérifications et d'évaluation des politiques publiques effectuées au cours de l'année/nombre de missions prévues dans le programme annuel de vérification) X 100

1.2 : Taux de réalisation des missions sur saisine non prévues dans le programme annuel de	0/	Ma	Ma	22 22		100	100	100
vérification	%0	Nd	Na	33,33	_	100	100	100

Moyen de vérification : rapport annuel de vérification

Précisions méthodologiques : (nombre de missions de vérifications sur saisine non prévues effectuées au cours de l'année/nombre de saisines non prévues reçu au cours de l'année) X 100

Section: 190

OBJECTIF 2 : Utiliser de façon optimale les ressources financières allouées au BVG	l pour assurer une vérification de qualité
--	--

INDICATEURS DE RESULTAT	Unité	Réalisations		S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution du plan de formation	%	41,66	22,5	17,64	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapport d'exécution du plan de formation								
Précisions méthodologiques : (nombre de formations réalisées / nombre de formation prévues) X l	100							
2.2 : Taux d'exécution du plan de développement informatique	%	92	100	100	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapport d'exécution du plan de développement informatique								
Précisions méthodologiques : (nombre d'activités réalisées par le plan de développement/nombre	d'activité	s prévues	par le plan	de dévelop	pement) X	100		
2.3 : Taux d'exécution des activités PAGAM/GFP du BVG	%	22,85	57,14	28,57	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapport d'exécution des activités du PAGAM/GFP						•	•	
Précisions méthodologiques : (nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) X 100								

Section: 190

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Réalisation de 4 missions de vérification de performance 1.1.2 Réalisation de 15 missions de vérification financière 1.1.3 Réalisation de 2 missions d'évaluation de politiques publiques 1.1.1 Réalisation de 17 missions de suivi 1.2.1 Réalisation de 3 missions sur saisine 2.1.1 Exécution du plan de formation 2017 2.1.2 Elaboration du plan de formation 2018 2.2.1 Exécution du programme annuel de développement informatique 2017 2.2.2 Elaboration du programme de développement informatique 2018 2.3.1 Exécution des activités PAGAM/GFP 	vérification de performance 1.1.2 Réalisation de 16 missions de vérification financière 1.1.3 Réalisation de 2 missions d'évaluation de politiques publiques 1.1.4 Réalisation de 15 missions de suivi 1.2.1 Réalisation de 3 missions sur saisine 2.1.1 Exécution du plan de formation 2018 2.1.2 Elaboration du plan de formation 2019 2.2.1 Exécution du programme annuel de développement informatique 2018 2.2.2 Elaboration du programme de développement informatique 2019	 1.1.1 Réalisation de 5 missions de vérification de performance 1.1.2 Réalisation de 17 missions de vérification financière 1.1.3 Réalisation de 2 missions d'évaluation de politiques publiques 1.1.4 Réalisation de 17 missions de suivi 1.2.1 Réalisation de 4 missions sur saisine 2.1.1 Exécution du plan de formation 2019 2.1.2 Elaboration du plan de formation 2020 2.2.1 Exécution du programme annuel de développement informatique 2019 2.2.2 Elaboration du programme de développement informatique 2020 2.3.1 Exécution des activités PAGAM/GFP

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Section:192

1. MISSIONS:

Le rôle du Médiateur de la République est de régler les difficultés nées du fonctionnement des administrations dans leurs relations avec les usagers. Il contribue à la promotion et à la protection des droits de l'homme, au renforcement de l'Etat de droit, à la consolidation de la paix sociale.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à améliorer les relations entre les administrations et les usagers.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE								
PROGRAMME	IME PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEME		PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT TOTAL					
I NOGRAMME	PERSONNEL FONCTIONNEWENT	IIVV LOTIOOLIVILIVI	2017	2018	2019			
01 Recours pour le Citoyen, Conseil pour	365 131	609 520	30 000	1 004 651	1 070 237	1 094 984		
l'Administration	303 131	003 320	30 000	1 004 001	1 070 207	1 004 004		
TOTAL	365 131	609 520	30 000	1 004 651	1 070 237	1 094 984		

Section: 192

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

A travers ce programme, le Médiateur de la République assure la gestion administrative et financière de ses services, la protection et la promotion des droits et libertés des citoyens, participe au renforcement de l'Etat de droit et à la consolidation de la paix sociale et contribue de manière active et pédagogique à la réalisation d'une culture démocratique.

OBJECTIF N°1. Améliorer le fonctionnement de l'Institution								
INDICATEURS DE RESULTAT	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	20158	2019
1.1: Taux de réalisation du plan d'effectif	%	-	62,74	96	98	50	75	100
Moyens de vérification: Plans d'effectifs ; contrats de recrutement, décisions de mise à d	sposition et	arrêtés de d	létachemen	t.	•			
Précisions méthodologiques: Nbre d'agents recrutés /nbre prévus au plan								
1.2: Taux de réalisation du Plan de Formation	%	100	100	50	50	60	70	100
Moyens de vérification: Rapports de formations	•				•			
Précisions méthodologiques: Nbre d'agents formés /nbre d'agents prévus								
1.3: Taux d'équipement des services du siège de l'Institution et des Délégations Territoriales :								
- Siége :	%	30	90	60	70	90	100	100
- Délégations territoriales :		-	-	80	90	95	100	100
Moyens de vérification: Comptabilité matières, cadre de travail, visibilité et accueil	•							
Précisions méthodologiques: Nbre d'équipements reçus/nbre d'équipements prévus								

Section: 192

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF N°2: Régler les difficultés nées des relations entre l'Administration et les usagers Année en **CIBLES** REALISATIONS cours INDICATEURS DE RESULTAT UNITE 2014 2017 20158 2013 2015 2016 2019 2.1: Taux de traitement des dossiers de réclamations % 80 85 100 100 100 100 100 Moyens de vérification: Rapports statistiques mensuels Précisions méthodologiques: Nbre de dossiers traités/nbre de dossiers reçus 2.2: Taux de clôture des dossiers de réclamation % 55 65 85 90 95 95 100 Moyens de vérification: Rapport annuel; statistiques. Précisions méthodologiques: Nbre de réclamations satisfaites/nbre de réclamation reçues

OBJECTIF N° 3: Assurer la redevabilité de l'Institution à l'endroit de l'Administration et	des citoye	ns.						
INDICATEURS DE RESULTAT	UNITE	RE	REALISATIONS					
		2013	2014	2015	2016	2017	20158	2019
3.1: Taux de diffusion du Rapport annuel	%	-	-	80	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport annuel Précisions méthodologiques: Nbre d'exemplaires ventillés /nbre d'exemplaires édités								
3.2: Taux de restitution du rapport annuel	%	-	50	50	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport annuel								
Précisions méthodologiques: Nbre de missions effectuées/nbre de missions prévues								

Section: 192

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF N° 4: Participer à la promotion des droits de l'Homme et de la paix sociale.									
INDICATEURS DE RESULTAT	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	20158	2019	
4.1: Taux de réalisation des activités de suivi des interpellations et des recommandations de l'EID	%	-	100	100	100	100	100	100	
Moyens de vérification: Rapport d'évaluation à mi-parcours ; rapport bilan ; Comptes rend Précisions méthodologiques: Nbre d'activités de suivi réalisées/nbre d'activités de suivi prog			es de l'EID).					
4.2: Taux de règlement des conflits	%	-	50	50	100	100	100	100	
Moyens de vérification: Rapport annuel			•	•					
Précisions méthodologiques: Nhre de conflits réglés/nhre de conflits soumis									

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Recrutement d'agents contractuels 1.1.2 Sollicitation de mise à disposition 1.2.1 Organisation de sessions de formation 1.2.2 Organisation de séminaires de formation et de sensibilisation à l'endroit des agents publics 1.2.3 Organisation de voyages d'études et d'échanges d'expérience 1.3.1 Expressions de besoins 1.3.2 Acquisition d'équipements 1.3.3 Acquisition d'ouvrages (livres, documents, recherches et études) 2.1.1 Réception et instruction des réclamations 2.1.2 Formulation des recommandations à l'endroit des administrations 2.1.3 Formulation des propositions de réforme à l'attention du Gouvernement 	 1.2.2 Organisation de séminaires de formation et de sensibilisation à l'endroit des agents publics 1.2.3 Organisation de voyages d'études et d'échanges d'expérience 1.3.1 Expressions de besoins 1.3.2 Acquisition d'équipements 1.3.3 Acquisition d'ouvrages (livres, documents, recherches et études) 2.1.1 Réception et instruction des réclamations 2.1.2 Formulation des recommandations à 	 1.1.1 Evaluation du Plan d'effectifs 1.1.2 Sollicitation de mise à disposition 1.2.1 Evaluation du Plan de formation 1.2.2 Organisation de séminaires de formation et de sensibilisation à l'endroit des agents publics 1.2.3 Organisation de voyages d'études et d'échanges d'expérience 1.3.1 Expressions de besoins 1.3.2 Acquisition d'équipements 1.3.3 Acquisition d'ouvrages (livres, documents, recherches et études) 2.1.1 Réception et instruction des réclamations 2.1.2 Formulation des recommandations à l'endroit des administrations 2.1.3 Formulation des propositions de réforme à l'attention du Gouvernement

Section: 192

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.4 Tenue de réunions avec l'Administration 2.2.1 Accueil, orientation, conseil aux usagers 2.2.2 Organisation des audiences foraines 2.2.3 Organisation des missions d'information et de sensibilisation 3.1.1 Elaboration et impression du rapport annuel 3.1.2 Présentation du rapport annuel aux présidents de la République et de l'Assemblée nationale 3.1.3 Distribution et ventilation du rapport annuel 3.2.1 Organisation de mission dans les régions et cercles 3.2.2 Organisation de conférences à Bamako et dans les régions 3.2.3 Organisation des audiences foraines 4.1.1 Organisation de l'E.I.D. 4.1.2 Suivi des interpellations et des recommandations de l'E.I.D. 4.1.3 Organisation des sessions d'évaluation 4.1.4 Production du Rapport de l'EID 4.2.1 Participation aux espaces de dialogue entre les pouvoirs publics, la société civile et les citoyens 	à l'attention du Gouvernement 2.1.4 Tenue de réunions avec l'Administration 2.2.1 Accueil, orientation, conseil aux usagers 2.2.2 Organisation des audiences foraines 2.2.3 Organisation des missions d'information et de sensibilisation 3.1.1 Elaboration et impression du rapport annuel 3.1.2 Présentation du rapport annuel aux présidents de la République et de	l'Administration 2.2.1 Accueil, orientation, conseil aux usagers 2.2.2 Organisation des audiences foraines 2.2.3 Organisation des missions d'information et de sensibilisation 3.1.1 Elaboration et impression du rapport annuel 3.1.2 Présentation du rapport annuel aux présidents de la République et de l'Assemblée nationale 3.1.3 Distribution et ventilation du rapport annuel 3.2.1 Organisation de mission dans les régions et cercles 3.2.2 Organisation de conférences à Bamako et dans les régions 3.2.3 Organisation des audiences foraines 4.1.1 Organisation de l'E.I.D. 4.1.2 Suivi des interpellations et des recommandations de l'E.I.D. 4.1.3 Organisation des sessions d'évaluation

COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCÈS AUX MÉDIAS D'ETAT

Section:195

1. MISSIONS:

- Maintien de l'équilibre et du pluralisme de l'information en tenant compte des différentes sensibilités politiques, Économiques, sociales et culturelles du pays.
- Veille à la gestion équitable du temps d'antenne et de l'espace rédactionnel consacrés aux candidats et aux formations Politiques pendant les campagnes électorales.
- Proposition au Gouvernement des mesures d'appui aux média d'Etat.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Assurer à tout citoyen l'accès aux média d'Etat sans exclusive, en tenant compte de toutes les différentes sensibilités du pays tant politiques qu'économiques, sociales ou culturelles.
- Gérer équitablement le temps d'antenne et l'espace rédactionnel consacrés aux candidats et aux formations politiques pendant les campagnes électorales.
- Proposer au gouvernement des mesures d'appui nécessaires au bon fonctionnement des média d'Etat

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT								
PROGRAMME	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEM		INIVESTISSEMENT		TOTAL			
PROGRAMME			INVESTISSEMENT	2017	2018	2019		
01 Administration Générale	12 221	136 538	-	148 759	164 110	159 009		
TOTAL	12 221	136 538	-	148 759	164 110	159 009		

Section: 195

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le CNEAME est chargé de veiller à l'égal accès de tout citoyen aux Média d'Etat.

Indicateurs de résultats :	Unité	Réalisations		Année en cours	Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux d'Exécution du Programme de Formation	%	65	70	80	100	100	100	100
Pécisions r méthodologiques : (nombres d'agents formés/ Nombre d'agents à formet Moyens de vérification : Rapports d'activités.	r)*100							
1.2. Taux d'augmentation des ressources financières	%	10 65	100 90	90 70	95 95	10 10	10 10	10 10
Précisions méthodologiques : Niveau du budget en année n+1/n				•	<u>'</u>			
Moyens de vérification : Rapport d'exécution du budget								
1.2 Thomas de sale for all on the beautiful on model with a 4 Million and a 4	0/	65	90	70	90	50	50	50
1.3. Taux de satisfaction des besoins en matériels et d'équipements	%	60	90	70	85	50	50	50

Section: 195

	ACTIVITES PERTINENTES 2017	A	ACTIVITES PERTINENTES 2018	А	CTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1	Organisation des missions de sensibilisation, d'information et d'échange à l'intérieur et à l'extérieur du pays.		Organisation des missions de sensibilisation, d'information et d'échange à l'intérieur et à l'extérieur du pays.	1.1.1	Organisation des missions de sensibilisation, d'information et d'échange à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
1.1.2	Création et animation d'un site web de l'organe.	1.1.2		1.1.2	Création et animation d'un site web de l'organe.
1.1.3	Tenue de rencontres avec les formations politiques et la société civile			1.1.3	Tenue de rencontres avec les formations politiques et la société civile
1.1.4	Tenue de rencontres avec les directeurs des média d'Etat.	1.1.4	Tenue de rencontres avec les directeurs des média d'Etat.	1.1.4	Tenue de rencontres avec les directeurs des média d'Etat.
2.1.1	Tenue de sessions en vue d'analyser des plaintes.	2.1.1	Tenue de sessions en vue d'analyser des plaintes.	2.1.1	
3.1.1		3.1.1	Formation des membres, cadres et agents du CNEAME	3.1.1	Formation des membres, cadres et agents du CNEAME
3.1.2	Tenue de sessions pour statuer sur les plaintes.	3.1.2		3.1.2	
3.1.3	Organisation de voyages d'étude et de recherche	3.1.3		3.1.3	Organisation de voyages d'étude et de recherche
3.2.1	Achat de matériels de bureau et informatiques	3.2.1	Achat de matériels de bureau et informatiques	3.2.1	Achat de matériels de bureau et informatiques
3.2.2		3.2.2	Relecture périodique du Règlement intérieur et d'autres textes	3.2.2	Relecture périodique du Règlement intérieur et d'autres textes
3.2.3 3.2.4		3.2.3		3.2.3	Exécution du budget 2016 Elaboration des avant projets du
	Comptable et Budget Programme 2017 Production du compte administratif		Budget Comptable et Budget Programme 2017	J.Z.¬	Budget Comptable et Budget Programme 2017
	2016 et des situations d'exécution trimestrielles 2016	3.2.5	Production du compte administratif 2016 et des situations d'exécution	3.2.5	Production du compte administratif 2016 et des situations d'exécution
3.2.6	Production des bulletins de surveillance active.	3.2.6	trimestrielles 2016 Production des bulletins de	3.2.6	trimestrielles 2016 Production des bulletins de
3.2.7	Tenue régulière des revues trimestrielles du Comité de Pilotage.		surveillance active. Tenue régulière des revues		surveillance active. Tenue régulière des revues
3.2.8	Tenue de la Revue Annuelle interne		trimestrielles du Comité de Pilotage.		trimestrielles du Comité de Pilotage.
3.2.9	du Budget Programme Tenue de la Revue Annuelle sectorielle		du Budget Programme		Tenue de la Revue Annuelle interne du Budget Programme
	du Budget Programme	3.2.9	Tenue de la Revue Annuelle sectorielle du Budget Programme	3.2.9	Tenue de la Revue Annuelle sectorielle du Budget Programme

MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Section: 210

1. MISSIONS:

Le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants est chargé de l'exécution de la politique de Défense Nationale et de la mise en œuvre de la politique de promotion des anciens combattants. En particulier, il est chargé de :

- Elaborer et coordonner les éléments de la politique du département ;
- Préparer et accroitre la capacité opérationnelle des Forces Armées ;
- Contrôler l'état opérationnel des Forces Armées ;
- Assurer la formation de base et continue des Forces Armées ;
- veiller à la mise en œuvre des mesures de protection et de promotion des anciens combattants militaires retraités et victimes de guerre.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Assurer la défense du territoire national.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS	3							
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT	TOTAL				
FIVOGIVAIVIIVILD	FEIGORALE	TOIGCTIONIALIVILIAT	IIIV ESTICOLINE (1	2017	2018	2019		
01 Administration Générale	86 905 208	58 370 269	111 070 840	256 346 317	263 552 198	277 144 146		
02 Gestion des Opérations Militaires	-	7 673 316	74 608	7 747 924	8 072 810	8 278 689		
03 Inspection des Armées	-	126 569	-	126 569	132 365	135 995		
04 Formation	-	848 179	13 160	861 339	896 042	921 222		
05 Gestion des Transmissions	-	263 334	-	263 334	274 545	282 096		
TOTAL	86 905 208	67 281 667	111 158 608	265 345 483	272 927 960	286 762 148		

Section: 210

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le programme a pour objet :

- L'élaboration et la coordination des éléments de la politique du Département dans les domaines du personnel, du matériel, et
- des moyens financiers
- La Gestion et le suivi de l'utilisation efficiente des ressources matérielles et financières mises à la disposition du Ministère.

INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1-1 : Taux d'exécution du Budget	%	99	99	96	62	100	100	100
Moyens de vérification : Situation d'Exécution et ou Compte Administratif Précisions méthodologiques : Crédits liquidés/Crédits alloués*100								
1.2 : Taux de satisfaction du programme d'investissements	%	99	99	99	/	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'exécution de la LOPM Précisions méthodologiques : (Investissements réalisés/ Investissements prévus)*1	00							
1.3 : Taux d'exécution du recrutement	%	100	0	99	,	100	100	100

OBJECTIF 2 : Coordonner et assurer le suivi des différents programmes en vigueur dans le Département											
INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
2-1 : Taux de réalisation du programme de suivi	%	100	100	100	/	100	100	100			
Moyens de vérification : Rapport d'exécution du programme											
Précisions méthodologiques : (activités de suivi réalisées/activités de suivi prévues)	* 100										

Section: 210

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3: Participer à la mise en œuvre des politiques sectorielles d'autres départements et de prestations au profit d'autres pays

INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3-1 : Taux de réalisation des prestations des AMC*	%	100	100	0	/	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activité Précisions méthodologiques : (réalisation/prévision)*100								
3-2: Taux réalisation des prestations EMP	%	100	100	100	/	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport de formation					•			

Précisions méthodologiques : (Nombre d'éléments formés/Nombre d'éléments prévus)*100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Exécution budgétaire 1.2.1 Achat matériel 1.3.1 Recrutement militaires 1.3.2 Déploiement du personnel civil 2.1.1 Tenue des réunions 2.1.2 Etablissements de nouveaux partenariats dans le domaine de la coopération militaire 2.1.3 Soutien et création de postes d'attachés de défense 3.1.1 Production d'équipements des AMC 3.2.1 Prestation des services pour d'autres pays 	dans le domaine de la coopération militaire 2.1.3 Soutien et création de postes d'attachés de défense 3.1.1 Production d'équipements des AMC	partenariats dans le domaine de la coopération militaire

GESTION DES OPERATIONS MILITAIRES

Section: 210

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

- Commandement de l'ensemble des opérations militaires ;
- Préparations opérationnelles des Forces ;
- Soutiens opérationnels des Forces;
- Contrôles et évaluations des capacités opérationnelles et la surveillance administrative des corps de troupes.

INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1. Taux de satisfaction du Tableau d'Effectifs et de Dotation (TED)	%	60	43,01	50,23	/	80	87	95	
Moyens de vérification : Synthèse des rapports d'activités Précisions méthodologiques : (Données réalisées / Données prévues) * 100									
1.2. Taux d'exécution des programmes de préparations opérationnelles	%	50	76,11	81	/	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports d'activités Précisions méthodologiques : (Nbre d'activités de préparations réalisées / Nbre d'a	activités de prépar	rations pré	vues)*100						
1.3 : Taux de réalisation du programme de soutien logistique	%	60	49	56	,	100	100	100	

OBJECTIF 2 : Assurer la présence de l'Armée sur l'ensemble du territoire national									
INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2-1 : Taux d'implantation des unités	%	80	53,42	58,66	/	70	80	95	
Moyens de vérification : Synthèse des rapports d'activités									
Précisions méthodologiques : (Nombre d'unités déployées / Nombre d'unités prévues)*	100								
2-2 : Taux d'exécution des contrats opérationnels	%	/	/	/	/	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport d'activités, DIPPO, DIAPO. Précisions méthodologiques : (Nombre d'activités et de missions réalisées / Nombre d'activités et de missions de la contra de la	tivités et	de missions	prévues)*	100					

GESTION DES OPERATIONS MILITAIRES

Section: 210

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Assurer la présence du Mali dans les opérations de maintien de la paix dans le monde

INDICATEUR DE RESULTATS U	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3-1: Taux de présence malienne	%	28	19	6	/	30	35	40

Moyens de vérification : Rapport d'activités

Précisions méthodologiques : (Présence effective/Total de théâtres d'opérations dans le monde)*100

DIPPO: Directives Interarmées de Préparation Opérationnelle.

DIAPO : Directives Interarmées Annuelles de Préparation Opérationnelle.

OBJECTIF 4 : Participer à la mise en œuvre des actions de développement

INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBL		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4-1 : Taux d'exécution des prestations spécialisées	%	100	100	100	/	100	100	100

Moyens de vérification : Rapports d'activités.

Précisions méthodologiques : (Nombre de prestations réalisées / Nombre de prestations prévues)* 100

ACTIVITES PERTINENTES 2017		
 1.1.1 Evaluation du TED. 1.1.2. Mise à niveau du TED 1.2.1. Poursuite de la mise en œuvre des programmes d'instruction et des formations classiques; 1.2.2. Renforcement des capacités opérationnelles et compétitions sportives; 1.2.3. Prise en charge d'assistance psychosociale; 	 1.1.1 Evaluation du TED. 1.1.2. Mise à niveau du TED 1.2.1. Poursuite de la mise en œuvre des programmes d'instruction et des formations classiques; 1.2.2. Renforcement des capacités opérationnelles et compétitions sportives; 1.2.3. Prise en charge d'assistance psychosociale; 	 1.1.1 Evaluation du TED. 1.1.2. Mise à niveau du TED 1.2.1. Poursuite de la mise en œuvre des programmes d'instruction et des formations classiques; 1.2.2. Renforcement des capacités opérationnelles et compétitions sportives; 1.2.3. Prise en charge d'assistance psychosociale;

GESTION DES OPERATIONS MILITAIRES

ſ,	ACTIVITES PERTINENTES 2017	Å	ACTIVITES PERTINENTES 2018	AC	CTIVITES PERTINENTES 2019
1.2.4.	Prise en charge de Communications	1.2.4.	Prise en charge de Communications	1.2.4.	Prise en charge de Communications
	opérationnelles ;		opérationnelles ;		opérationnelles ;
1.3.1.	Acquisition et ravitaillement du matériel ;	1.3.1.	Acquisition et ravitaillement du matériel ;	1.3.1.	Acquisition et ravitaillement du matériel ;
1.3.2.	Maintien en bon état d'aptitude opérationnel ;	1.3.2.	Maintien en bon état d'aptitude opérationnel ;	1.3.2.	Maintien en bon état d'aptitude opérationnel ;
1.3.3.	Soutien santé des opérations	1.3.3.	Soutien santé des opérations	1.3.3.	Soutien santé des opérations
2.1.1.	Déploiement et implantation des structures sur tout le territoire.	2.1.1.	Déploiement et implantation des structures sur tout le territoire.	2.1.1.	Déploiement et implantation des structures sur tout le territoire.
2.2.1.	Elaboration des directives et du manuel de procédures opérationnelles ;	2.2.1.		2.2.1.	Elaboration des directives et du manuel de procédures
2.2.2.	Elaboration et suivi des contrats		opérationnelles ;		opérationnelles ;
	opérationnels ;	2.2.2.	Elaboration et suivi des contrats	2.2.2.	Elaboration et suivi des contrats
2.2.3	Planification et mise en œuvre du		opérationnels ;		opérationnels ;
	cycle de disponibilité des FAMa	2.2.3	Planification et mise en œuvre du	2.2.3	Planification et mise en œuvre du
3.1.1.	Préparation préalable des contingents		cycle de disponibilité des FAMa		cycle de disponibilité des FAMa
	avant leur engagement dans les	3.1.1.	Préparation préalable des contingents	3.1.1.	Préparation préalable des
	missions de paix.		avant leur engagement dans les		contingents avant leur engagement
3.1.2.	Relève d'observateurs militaires ;		missions de paix.		dans les missions de paix.
4.1.1.	Poursuite des actions civilo-militaires	3.1.2.	Relève d'observateurs militaires ;	3.1.2.	Relève d'observateurs militaires ;
	au cours des opérations ;	4.1.1.	Poursuite des actions civilo-	4.1.1.	Poursuite des actions civilo-
4.1.2.	Poursuite des consultations et		militaires au cours des opérations ;		militaires au cours des opérations ;
	prestations de la DCSSA ;	4.1.2.	Poursuite des consultations et	4.1.2.	Poursuite des consultations et
4.1.3.	Poursuite des constructions et		prestations de la DCSSA ;		prestations de la DCSSA ;
	réalisations des chantiers du Génie	4.1.3.	Poursuite des constructions et	4.1.3.	Poursuite des constructions et
	Militaire ;		réalisations des chantiers du Génie		réalisations des chantiers du Génie
4.1.4.	Poursuite affrètements de l'EMAA ;		Militaire ;		Militaire ;
		4.1.4.	Poursuite affrètements de l'EMAA ;	4.1.4.	Poursuite affrètements de l'EMAA ;

INSPECTION DES ARMEES

Section: 210

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u>:

- Le contrôle opérationnel et l'administration des Services, Unités et Formations des Forces Armées implantées sur le Territoire National ;

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Apprécier l'état opérationnel des forces Armées et la performance des structures de soutien.

INDICATEUR DE RESULTATS U	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1-1 : Taux d'exécution du programme d'inspection	%	80	100	100	50	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport d'activité

Précisions méthodologiques : (Nbre d'inspections réalisées/Nbre d'inspections prévues)*100

	ACTIVITES PERTINENTES 2017	Д	ACTIVITES PERTINENTES 2018	A	CTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1 1.1.2 1.1.3 1.1.4	en 5ème Zone de Défense (Tombouctou) Exécution des missions d'inspection	1.1.1 1.1.2 1.1.3 1.1.4 1.1.5 1.1.6 1.1.7	Exécution des missions d'inspection en 4ème Zone de Défense (Kayes) Exécution des missions d'inspection en 6ème Zone de Défense (Mopti) Exécution des missions d'inspection des Etats - major et Directions des Services Exécution des missions non programmées Exécution des missions d'inspection en 2ème Zone de Défense (Ségou) Exécution des missions d'inspection en 8ème Zone de Défense (Sikasso) Exécution des missions d'inspection en 3ème Zone de Défense (Kati)		Exécution des missions d'inspection en 5 ^{ème} Zone de Défense (Tombouctou)

FORMATION

Section: 210

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u>:

- Mettre en œuvre et coordonner la politique de formation dans les Ecoles Militaires au Mali ;
- Promouvoir l'intégration sous régionale dans le cadre de la formation militaire.

INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1-1 : Taux d'exécution du programme de formation	%	100	100	100	/	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activité Précisions méthodologiques : (Activité réalisée/ Activité prévue)*100								
1.2 : Taux de réussite aux examens de sortie	%	99	91,06	95,67	/	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activité Précisions méthodologiques : (Nombre réussi/ Nombre présenté)*100								
1.3 : Nbre élèves et stagiaires en formation	Nbre	170	100	1087	1492	1085	1085	1585

OBJECTIF 2 : Assurer la formation des agents d'autres départements								
INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2-1 : Agents extérieurs en formation	Nbre	167	0	0	500	270	300	500
Moyens de vérification : Rapport d'activité Précisions méthodologiques : Nbre d'Agents extérieurs en formation.	•							

	ACTIVITES PERTINENTES 2017		ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019			
1.1.1 1.1.2	Organisation des concours d'entrée dans les écoles militaires (PMK, EMIA et ESO), en vue de leur recrutement. Formation initiale des élèves du	1.1.1 1.1.2	Organisation des concours d'entrée dans les écoles militaires (PMK, EMIA et ESO), en vue de leur recrutement. Formation initiale des élèves du	1.1.1	Organisation des concours d'entrée dans les écoles militaires (PMK, EMIA et ESO), en vue de leur recrutement.		
l	Prytanée.		Prytanée.	1.1.2	Formation initiale des élèves du		
1.1.3	Formation initiale et continue des Sous-Officiers.	1.1.3	Formation initiale et continue des Sous-Officiers.	1.1.3	Prytanée. Formation initiale et continue des		
1.1.4	Formation initiale et continue des Officiers.	1.1.4	Formation initiale et continue des Officiers.	1.1.4	Sous-Officiers. Formation initiale et continue des		
1.2.1	Organisation des examens de sortie.	1.2.1	Organisation des examens de sortie.		Officiers.		
1.2.2	Poursuite de la mise en œuvre du programme d'instruction	1.2.2	Poursuite de la mise en œuvre du programme d'instruction	1.2.1 1.2.2	Organisation des examens de sortie. Poursuite de la mise en œuvre du		
1.2.3	Evaluation en vue de leur amélioration.	1.2.3	Evaluation en vue de leur amélioration.	1.2.3	programme d'instruction Evaluation en vue de leur		
1.3.1	Préparation des officiers et sous- officiers dans les langues étrangères (Anglais et Allemand).	1.3.1	Préparation des officiers et sous- officiers dans les langues étrangères (Anglais et Allemand).	1.3.1	amélioration. Préparation des officiers et sous- officiers dans les langues étrangères		
2.1.1	Formation paramilitaire des agents d'autres départements	2.1.1	Formation paramilitaire des agents d'autres départements	2.1.1	(Anglais et Allemand). Formation paramilitaire des agents d'autres départements		



GESTION DES TRANSMISSIONS

Section: 210

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

- Assurer la formation du personnel des Transmissions ;
- Approvisionner les Armées en matériel des Transmissions tout en assurant son entretien et sa réparation ;
- Contrôler et assurer le bon fonctionnement technique du matériel des Transmissions des Armées ;
- Concevoir, réaliser et coordonner les systèmes de Transmissions des Armées.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer en temps de paix et de crise la formation du personnel des Force	s de Défei	nse et Sécu	rité					
INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1-1 Taux d'agents formés	%	/	/	/	/	100	100	100
Moyens de vérification : rapports de fin de formation								

Précisions méthodologiques: (Nbre d'agents formés/Nbre d'agents prévus)* 100

GESTION DES TRANSMISSIONS

Section: 210

INDICATEUR DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2-1 : Taux de réalisation des réseaux	%	/	/	/	/	100	100	100
Moyens de vérification : Documents techniques Précisions méthodologiques : (Nbre réalisé/Nbre prévu)* 100								
2-2 : Nbre d'intervention sur les réseaux	%	/	/	/	/	100	100	100
Moyens de vérification : rapports d'activité Précisions méthodologiques: (Nbre réalisé/Nbre prévu)* 100								
2-3 : Taux d'équipements des unités	%	/	/	/	/	75	85	95
Moyens de vérification : notes de délivrances Précisions méthodologiques: (Equipements réalisés/Equipements prévus)* 100								
2-4 : Taux de documents élaborés	%	/	/	/	/	100	100	100

GESTION DES TRANSMISSIONS

Section: 210

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des formations et stages de perfectionnement 2.1.1 Réalisation des réseaux de Transmissions des Forces de Défense et de Sécurité 2.2.1 Maintenance des réseaux existants 2.3.1 Equipement des forces Armées en matériels radio HF, VHF et UHF ainsi qu'en matériels téléphoniques et informatiques de transmissions 2.4.1 Elaboration des documents techniques d'exploitation des réseaux de transmissions 	de perfectionnement 2.1.1 Réalisation des réseaux de Transmissions des Forces de Défense et de Sécurité 2.2.1 Maintenance des réseaux existants	 1.1.1 Organisation des formations et stages de perfectionnement 2.1.1 Réalisation des réseaux de Transmissions des Forces de Défense et de Sécurité 2.2.1 Maintenance des réseaux existants 2.3.1 Equipement des forces Armées en matériels radio HF, VHF et UHF ainsi qu'en matériels téléphoniques et informatiques de transmissions 2.4.1 Elaboration des documents techniques d'exploitation des réseaux de transmissions

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Section: 220

1. MISSIONS:

Le Département de la Justice a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Justice, de Seaux de l'Etat et des Droits de l'Homme.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Améliorer la performance et la crédibilité du service public de la justice
- Renforcer l'indépendance de la justice
- Améliorer l'accessibilité de la justice aux populations

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HO	220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME									
PROGRAMMES	PERSONNEL	ONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEMEN			TOTAL					
TROOKAWIIIES	1 EKOOMALE	TONOTIONALINEAT	IIIV LOTIOOLINILITI	2017	2018	2019				
01 Administration Générale, Coordination et Contrôle	659 490	3 494 083	8 230 000	12 383 573	12 567 609	13 212 072				
02 Elaboration de la Politique Juridique et Judiciaire de l'Etat, Gestion de la Carrière et Formation	6 522 220	708 746	500 000	7 730 966	8 018 044	9 067 229				
03 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 009 766	1 564 038	-	2 573 804	2 660 105	2 852 781				
TOTAL	8 191 476	5 766 867	8 730 000	22 688 343	23 245 758	25 132 082				



Section: 220

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Ce programme vise à coordonner la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de justice et des droits de l'Homme.

A cet effet le programme veillera à ce que les activités des autres programmes concourent à atteindre les objectifs en matière de justice et de droits humains et, à assurer le contrôle, la planification et la gestion administrative et financière.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEUR DE RESULTATS	INDICATEUR DE RESULTATS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Niveau de satisfaction des maliens sur l'état de la justice.		%	-	26,8	-	30	30	45	60
	mbre fotal de bei	rsonnes s							
Précisions méthodologiques : (Nombre de personnes sondées satisfaites/No 1.2 Taux de réalisation des sessions de Cours d'Assises.	ombre total de per	%	44,45	77,78	66,66	-	100	100	100
1.2 Taux de réalisation des sessions de Cours d'Assises. Moyens de vérification : Rapports d'activités des cours d'Appels.		%	44,45		66,66	-	100	100	100
		%	44,45		66,66	- 80	100	100	100

Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objecti n° 2 : Renforcer la lutte	contre la corruption, la drogue,	le terrorisme et la criminalité organisée
9	1 / 0 /	0

INDICATEUR DE RESULTATS	INDICATEUR DE RESULTATS			REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
				2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Decrease to as described do comment on transaction arount fait	Pour	rsuites		49,3	69,1	80	60	70	80	80
2.1 Pourcentage des dossiers de corruption transmis ayant fait l'objet de poursuites, d'instruction et de jugement.	Instr	uctions	%	36,23	57,14	40	60	70	80	80
r objet de pour suites, à risti action et de jugement.	Décisions	s Judiciaires		18,84	42,86	9	50	60	70	70
Moyens de vérification: Rapport d'activités pôles économiques et Précisions méthodologiques : (Nombre des poursuites, des instruc	,	,	ciaires/ No	ombre total	des dossie	rs transmis)	*100.			
		Instructions		-	-		-	50	75	90
2.2 Pourcentage de des dossiers de terrorisme et de trafic de	Terrorisme	Décisions Judiciaires		-	-	63,5	40	40	45	50
stupéfiants instruits et ayant fait l'objet de décisions judiciaires.	Trafic de	Instructions	%	-	-		-	50	80	100

Moyens de vérification : Rapport d'activités pôle anti-terrorisme.

Précisions méthodologiques: (Nombre des décisions judiciaires/ Nombre total des dossiers de terrorisme et de trafic de stupéfiants instruits)*100.

stupéfiants

2.3 Taux d'exécution des inspections des Cours d'Appel, des	Programme d'inspection	0/2	82,35	77,27	77,46	90	95	100	100
tribunaux, des maisons d'arrêt et des services centraux.	Faits signalés	%	-	100	100	-	100	100	100

76,92

79,16

100

40

40

45

50

Moyens de vérification: Rapport d'inspection de l'ISJ.

Précisions méthodologiques : (Nombre des Cour d'Appel, des tribunaux, des maisons d'arrêt et services centraux inspectés/ Nombre total des Cour d'Appel et des tribunaux à inspecter)*100

Décisions

Judiciaires

Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEUR DE RESULTATS	INDICATEUR DE RESULTATS		REALISATIONS		Année en cours	CIBLE			
			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Magistrats		0	0	0	40	45	50	50
3.1 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre.	Auxiliaires de justice	%	0	0	0	30	40	80	80
courgeme.	Agents de la DNAPES		0	0	0	50	70	70	100
Précisions méthodologiques : (Nombre des personnels formé (mag			ents APES)/ Nombre to	otal des eff	ectifs (magis	strats ou au	xiliaires de j	justice oi
Moyens de vérification et précisions méthodologiques : Rapport de Précisions méthodologiques : (Nombre des personnels formé (magagents APES))*100.	istrats ou auxiliaires de jus		ents APES)/ Nombre to	otal des eff	ectifs (magis	strats ou au	xiliaires de j	justice ou
Précisions méthodologiques : (Nombre des personnels formé (magagents APES))*100. 3.2 Pourcentage de réalisation des Rapports annuels sur la situa (Gouvernement, Médiateur de la République, CNDH, Rapport alte Moyens de vérification et précisions méthodologiques : Rapport de	tion des droits humains crnatifs/OSC). l'activités CPS/SJ, CNDH,	tice ou ag % OSC.	ents APES)/ Nombre to	otal des eff	ectifs (magis	strats ou au	xiliaires de s	justice or
Précisions méthodologiques : (Nombre des personnels formé (magagents APES))*100. 3.2 Pourcentage de réalisation des Rapports annuels sur la situa (Gouvernement, Médiateur de la République, CNDH, Rapport alte Moyens de vérification et précisions méthodologiques : Rapport de la République (Souvernement)	tion des droits humains crnatifs/OSC). l'activités CPS/SJ, CNDH,	tice ou ag % OSC.				· · ·			
Précisions méthodologiques : (Nombre des personnels formé (mag	tion des droits humains crnatifs/OSC). l'activités CPS/SJ, CNDH,	tice ou ag % OSC.				· · ·			



Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEUR DERESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Pourcentage des Juridictions contrôlées respectant les textes et conventions	%	-	0	100	70	70	80	90
Moyens de vérification: Rapport d'activités et de contrôles DNAJS. Précisions méthodologiques : (Nombre de juridictions respectant les textes et conventions/N	Nombre to	tal de juridi	ctions cont	rôlées)*100).			
4.2 Pourcentage de révision des textes à harmoniser.	%	75	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport de d'activités et de contrôles DNAJS. Précisions méthodologiques : (Nombre de textes relus/ Nombre total de textes à harmoniser)*	·100.							
4.3 Niveau d'exécution des actes posés en matière de suivi des conventions de coopération judiciaire.	%	83	100	67	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport d'activités DNAJS. Précisions méthodologiques : (Nombre d'actes posés/ Nombre total des demandes et requête	es en mati	ère de suivi	i des conve	ntions)*100).			

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Tenue régulière des réunions du comité de pilotage de la surveillance active. 1.1.2 Poursuite de l'opérationnalisation du Programme national intégré de lutte contre le trafic de drogue, le blanchiment des capitaux et la criminalité transnationale organisée. 	1.1.2 Poursuite de l'opérationnalisation du Programme national intégré de lutte	active. 1.1.2 Poursuite de l'opérationnalisation du

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.3 Création d'une base de données électronique par la collecte des données statistiques de la Cour Suprême, des Cour d' Appel, des TPI, des TT, des TA, des TC, des TPE, des JPCE et des professions juridiques et judiciaires dans le cadre de la mise en œuvre du Dispositif de collecte statistique et Schéma Directeur Informatique (RDJ-SJ). 1.1.4 Elaboration et adoption d'une stratégie du casier judiciaire informatisé et centralisé. 1.1.5 Organisation d'un sondage sur la perception de la justice, collecte des données statistiques et appui à la fonctionnalité du centre de documentation de la CPS. 1.2.1 Tenue des Sessions d'Assises. 1.2.2 Organisation de conférences de Parquet et de siège. 1.2.3 Organisation de missions de contrôle interne par les chefs de juridictions. 1.3.1 Organisation des missions de déploiement information et de collecte statistique. 1.3.2 Supervision du concours de recrutement de 55 Auditeurs de justice, de 25 Greffiers et de 25 Secrétaires des Greffes et Parquets. 1.3.3 Construction et réhabilitation de nouvelles structures et du siège de la CPS/secteur justice. 1.3.4 Réalisation d'un sondage d'opinion sur la perception de la justice et étude sur l'application effective du CPF et étude sur la qualité des services (accueil, orientation, BAJ, CAD). 	de la Cour Suprême, des Cour d' Appel, des TPI, des TT, des TA, des TC, des TPE, des JPCE et des professions juridiques et judiciaires dans le cadre de la mise en œuvre du Dispositif de collecte statistique et Schéma Directeur Informatique (RDJ-SJ). 1.1.4 Organisation de voyages d'étude et d'échange d'expérience et formation en informatique pour l'ISJ. 1.1.5 Suivi de l'état des pièces d'exécution des juridictions de Bamako, Kati, Ségou et Mopti (RDJ-SJ) et suivi de l'effectivité du recouvrement des amendes et frais de justice des juridictions de Bamako, Kati, Ségou et Mopti (RDJ-SJ). 1.2.1 Tenue des Sessions d'Assises. 1.2.2 Organisation de conférences de Parquet et de siège. 1.2.3 Organisation de missions de contrôle interne par les chefs de juridictions. 1.3.1 Organisation des missions de déploiement information et de collecte statistique	électronique par la collecte des données statistiques de la Cour Suprême, des Cour d' Appel, des TPI, des TT, des TA, des TC, des TPE, des JPCE et des professions juridiques et judiciaires et organisation de missions de prospection et de suivi évaluation du système judiciaire. 1.1.4 Organisation de voyages d'étude et d'échange d'expérience et formation en informatique pour l'ISJ. 1.1.5 Organisation d'un sondage sur la perception de la justice, collecte des données statistiques et appui à la fonctionnalité du centre de documentation de la CPS. 1.2.1 Tenue des Sessions d'Assises. 1.2.2 Organisation de conférences de Parquet et de siège. 1.2.3 Organisation de missions de contrôle interne par les chefs de juridictions. 1.3.1 Organisation des missions de déploiement information et de collecte statistique.



Section: 220

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.5 Elaboration et diffusion du rapport annuel de suivi du Pacte pour le Renouveau de la Justice. 2.1.1 Dotation des pôles économiques et financiers, des chambres d'accusation et de jugement des moyens humains, financiers, matériels et juridiques nécessaires à leur bon fonctionnement 2.1.2 Renforcement du dispositif de lutte contre la corruption et organisation de la semaine nationale de lutte contre la corruption. 2.2.1 Fonctionnement du pôle anti-terrorisme de Bamako 2.2.2 Formation des magistrats, des officiers et agents de police judiciaire et des professions juridiques et judiciaires en matière de terrorisme et de trafic des stupéfiants. 2.3.1 Exécution des missions d'inspection des structures et des inspections sur faits signalés. 2.3.2 Formation continue pour la mise à niveau du personnel de soutien de l'ISJ. 3.1.1 Adoption d'une politique nationale en matière de droits humains (PDH) 3.1.2 Conduite d'une étude sur l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments de droits de l'homme ratifiés par le Mali 3.1.3 Formation des Magistrats, des Auxiliaires de justice et du personnel de la DNAPES en matière de droits humains 3.1.4 Mise en place et opérationnalisation des caisses d'assistance judiciaire. 	financiers, des chambres d'accusation et de jugement des moyens humains, financiers, matériels et juridiques nécessaires à leur bon fonctionnement 2.1.2 Renforcement du dispositif de lutte contre la corruption et organisation de la semaine nationale de lutte contre la corruption. 2.2.1 Fonctionnement du pôle anti-terrorisme de Bamako 2.2.2 Formation des magistrats, des officiers et agents de police judiciaire et des professions juridiques et judiciaires en matière de terrorisme et de trafic des stupéfiants. 2.3.1 Exécution des missions d'inspection des structures et des inspections sur faits signalés. 2.3.2 Formation continue pour la mise à niveau du personnel de soutien de l'ISJ. 3.1.1 Opérationnalisation de la politique nationale en matière de droits humains (PDH). 3.1.2 Conduite d'une étude sur l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments de droits de l'homme ratifiés par le Mali. 3.1.3 Formation des Magistrats, des Auxiliaires de justice et du personnel de la DNAPES en matière de droits humains 3.1.4 Opérationnalisation des caisses d'assistance judiciaire. 3.2.1 Renforcement des activités de la CNDH	et de jugement des moyens humains, financiers, matériels et juridiques nécessaires à leur bon fonctionnement 2.1.2 Renforcement du dispositif de lutte contre la corruption et organisation de la semaine nationale de lutte contre la corruption. 2.2.1 Fonctionnement du pôle anti-terrorisme de Bamako 2.2.2 Formation des magistrats, des officiers et agents de police judiciaire et des professions juridiques et judiciaires en matière de terrorisme et de trafic des stupéfiants. 2.3.1 Exécution des missions d'inspection des structures et des inspections sur faits signalés. 2.3.2 Formation continue pour la mise à niveau du personnel de soutien de l'ISJ. 3.1.1 Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de droits humains (PDH) 3.1.2 Evaluation de l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments de droits de l'homme ratifiés par le Mali 3.1.3 Formation des Magistrats, des Auxiliaires de justice et du personnel de la DNAPES en matière de droits humains 3.1.4 Fonctionnement des caisses d'assistance judiciaire.

Budget-programmes 2017 - Page 104

Section: 220

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.1.4 Dynamisation de la commission nationale OHADA pour promouvoir l'Avis-pays, tout acte uniformisé initié, et la préparation des réunions statutaires et extraordinaires du Conseil des Ministres de l'OHADA 4.1.5 Opérationnalisation du Fichier national du registre du commerce par le renforcement des ressources qualifiées à l'effet de diligenter la transmission des certificats d'immatriculation des tribunaux de commerce au Fichier régional de la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) d'Abidjan 4.1.6 Désignation, installation et opérationnalisation des médiateurs pénaux auprès des parquets d'instance, des TGI et des TI dans le cadre de la médiation pénale (cadre alternatif de gestion des dossiers judiciaires) 4.2.1 Relecture du casier judiciaire. 4.2.2 Relecture des textes nationaux soumis pour les rendre conformes au droit international et communautaire. 4.2.3 Elaboration d'une politique législative pour faciliter, réguler et harmoniser les textes régionaux et internationaux avec la législation nationale et leur mise en œuvre effective. 4.2.4 Formation des agents de la DNAJS ainsi que des autres experts associés en technique législative et règlementaire. 4.3.1 Exécution des demandes d'extradition, d'entraide judiciaire et des commissions rogatoires internationales. 4.3.2 Participation à l'élaboration des conventions. 4.3.3 Suivi de l'application des conventions. 	médiation pénale (cadre alternatif de gestion des dossiers judiciaires) 4.2.1 Relecture du casier judiciaire. 4.2.2 Relecture des textes nationaux soumis pour les rendre conformes au droit international et communautaire. 4.2.3 Elaboration d'une politique législative pour faciliter, réguler et harmoniser les textes régionaux et internationaux avec la législation nationale et leur mise en œuvre effective. 4.2.4 Formation des agents de la DNAJS ainsi que des autres experts associés en technique législative et règlementaire. 4.3.1 Exécution des demandes d'extradition, d'entraide judiciaire et des commissions rogatoires internationales.	 4.1.5 Poursuite de l'opérationnalisation du Fichier national du registre du commerce par le renforcement des ressources qualifiées à l'effet de diligenter la transmission des certificats d'immatriculation des tribunaux de commerce au Fichier régional de la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) d'Abidjan 4.1.6 Evaluation des médiateurs pénaux auprès des parquets d'instance, des TGI et des TI dans le cadre de la médiation pénale (cadre alternatif de gestion des dossiers judiciaires) 4.2.1 Relecture du casier judiciaire. 4.2.2 Relecture des textes nationaux soumis pour les rendre conformes au droit international et communautaire. 4.2.3 Elaboration d'une politique législative pour faciliter, réguler et harmoniser les textes régionaux et internationaux avec la législation nationale et leur mise en œuvre effective. 4.2.4 Formation des agents de la DNAJS ainsi que des autres experts associés en technique législative et règlementaire. 4.3.1 Exécution des demandes d'extradition, d'entraide judiciaire et des commissions rogatoires internationales. 4.3.2 Participation à l'élaboration des conventions. 4.3.3 Suivi de l'application des conventions.



Section: 220

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de la justice et son accessibilité, élaborer les éléments de la politique de l'Etat dans le domaine de l'administration de la justice et en assurer la coordination et le contrôle pour un meilleur fonctionnement des services et des professions judiciaires et juridiques ; participer à la gestion des carrières des magistrats et gérer la carrière des personnels non magistrats. Il vise également la formation des acteurs de justice et la diffusion du droit.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

			REALISATIONS			Annee en	CIBLE		
Indicateurs de résultat		UNITE	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Niveau de réalisation des infrastructures de la nouvelle Carte Judiciaire.		%	-	4,5	4,5	15	50	70	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAJ. Précisions méthodologiques : (Nombre des nouvelles constructions et réhabilit	ations/ Nombre	e total des	infrastructu	ıres prévues	s)*100.				
1000	Civile	NT 1	-	74	20	60	50	45	40
1.2 Délai moyen de jugement des affaires enrôlées au niveau des tribunaux de grande instance.	Pénale	Nbre de jours	-	-	25	120	120	120	120
Moyens de vérification : Rapports DNAJ/RDJ-SJ. Précisions méthodologiques : le délai moyen est calculé à partir du SIG-RDJ-SJ.				l	1			L	
1.3 Pourcentage des juridictions disposant de structures d'accès au droit et à fonctionnelles.	la justice	%	2,86	2,86	7,14	9	15	30	35

Budget-programmes 2017 - Page 107



Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

judiciaires.	C	jectif n° 2 : Assurer la mise en œuvre effective de la politique de l'Etat relative à l'organisation, au contrôle et au fonctionnement des services et des professions juridiques e	t
	jı	diciaires.	

Indicateurs de résultat	UNITE	RE	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Pourcentage de juridictions contrôlées.	%	40,32	0	0	40	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAJ. Précisions méthodologiques : (Nombre de juridictions contrôlées/ Nombre total de juridictions programmés)*100.								
2.2 Pourcentage de professions juridiques et judiciaires contrôlées.	%	0	0	0	5	100	100	100
Moyens de vérification et précisions méthodologiques : Rapports d'activités DNAJ. Précisions méthodologiques : (Nombre de professions juridiques et judiciaires contrôlées/ Nombre total de professions juridiques et judiciaires programmé)* 100.								
2.3 Pourcentage de mise à jour des dossiers administratifs des agents.	%	65	75	65	80	90	100	100

Moyens de vérification et précisions méthodologiques : Rapports d'activités DNAJ.

Précisions méthodologiques : (Nombre de dossiers administratifs mis à jour/ Nombre total de dossiers administratifs existant)*100.



Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs de résultat	UNITE	RF	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Pourcentage de réussite des auditeurs de justice à l'examen de sortie de promotion à l'INFJ.	%	98,11	87,5	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités INFJ. Précisions méthodologiques : (Nombre d'auditeurs de justice ayant réussi à l'examen de sortie/ Nombre total des auditeurs de justice de la promotion)*100.								
3.2 Pourcentage des magistrats ayant participé à des séminaires de formation continue.	%	-	20	15	30	35	40	50
Moyens de vérification et précisions méthodologiques : Rapport d'activités INFJ. Précisions méthodologiques : (Nombre de magistrats ayant participé à des séminaires de formation spécialisée/ Nombre total des magistrats existant)*100.								
3.3 Pourcentage des auxiliaires de justice ayant bénéficié de formation continue.	%	-	0	4	10	15	35	50

Moyens de vérification: Rapport d'activités INFJ.

Précisions méthodologiques: Nombre d'auxiliaires de justice ayant bénéficié d'une formation continue x100/Nombre total des auxiliaires de justice.

Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs de résultat	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Niveau d'atteinte des infrastructures requises pour un fonctionnement optimal de l'INFJ.	%	-	-	-	-	50	80	100
Moyens de vérification: Rapport d'activités INFJ. Précisions méthodologiques: (Nombre de d'infrastructures réalisées/ Nombre total des infrast	ructures i	nécessaires	s)*100.					
4.2 Pourcentage d'atteinte des études de recherche programmées.	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport d'activités INFJ. Précisions méthodologiques : (Nombre d'études de recherche conduites/ Nombre total des études de recherche prévues)*100.								
4.3 Pourcentage de réalisation du droit positif sous forme de revue par l'INFJ qui intègre les commentaires des jugements et arrêts.	%	-	-	-	-	100	100	100

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
la perception de la justice et étude sur l'application effective du CPF et étude sur la qualité des services (accueil, orientation, BAJ, CAD). 1.1.3 Mise en œuvre de la nouvelle carte judiciaire. 1.1.4 Mise en place des bureaux de l'assistance judiciaire auprès de l'ensemble des juridictions à l'effet de faciliter l'accessibilité à la justice des personnes indigentes. 1.1.5 Organisation de rencontres interprofessionnelles (magistrats parquets-sièges-instructions, greffiers, avocats, huissiers, notaires, commis. Priseurs, experts judiciaires) pour réguler, affiner et harmoniser les prescriptions, jurisprudences et pratiques doctrinales. 1.2.1 Application du plan de désengorgement des maisons d'arrêt. 1.2.2 Organisation d'audiences extraordinaires, de flagrance et comparution volontaire (désengorgement des maisons d'arrêt) et d'audiences foraines ou ambulatoires afin de mieux vulgariser le droit, de participer à la pédagogie judiciaire par le rapprochement de la justice des justiciables 1.2.3 Modernisation et sécurisation de la salle d'archivage du ficher personnel (518)	avocats, huissiers, notaires, commis. Priseurs, experts judiciaires) pour réguler, affiner et harmoniser les prescriptions, jurisprudences et pratiques doctrinales 1.2.1 Incitation à l'installation des professions juridiques et judiciaires (avocats, notaires, huissiers, commissaires-priseurs et experts judiciaires) sur l'ensemble du territoire national. 1.2.2 Application du plan de désengorgement des maisons d'arrêt. 1.2.3 Organisation d'audiences extraordinaires, de flagrance et comparutionvolontaire (désengorgement des maisons d'arrêt) et d'audiences foraines ou ambulatoires afin de mieux vulgariser le droit, de participer à la pédagogie judiciaire par le rapprochement de la justice des justiciables 1.2.4 Modernisation et sécurisation de la salle d'archivage du ficher personnel (518)	stagiaires et de commissaires-priseurs stagiaires. 1.1.2 Réalisation d'un sondage d'opinion sur la perception de la justice et étude sur l'application effective du CPF et étude sur la qualité des services (accueil, orientation, BAJ, CAD). 1.1.3 Evaluation des bureaux de l'assistance judiciaire auprès de l'ensemble des juridictions à l'effet de faciliter l'accessibilité à la justice des personnes indigentes 1.1.4 Organisation de rencontres interprofessionnelles (magistrats parquets-sièges-instructions, greffiers, avocats, huissiers, notaires, commis. Priseurs, experts judiciaires) pour réguler, affiner et harmoniser les prescriptions, jurisprudences et pratiques doctrinales 1.1.5 Production et diffusion du rapport annuel du PREGOT 1.2.1 Evaluation de l'incitation à l'installation des professions juridiques et judiciaires (avocats, notaires, huissiers, commissaires-priseurs et experts judiciaires) sur l'ensemble du territoire national. 1.2.2 Application du plan de désengorgement des maisons d'arrêt. 1.2.3 Organisation d'audiences extraordinaires, de flagrance et comparution volontaire (désengorgement des maisons d'arrêt) et d'audiences foraines ou ambulatoires
magistrats et 2039 non magistrats) de la DNAJ (acquisition de matériels informatiques) et acquisition de véhicules.	magistrats et 2039 non magistrats) de la DNAJ (acquisition de matériels informatiques) et acquisition de véhicules.	afin de mieux vulgariser le droit, de participer à la pédagogie judiciaire par le rapprochement de la justice des justiciables

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.1 Mise en place de bureaux d'accueil et d'orientation. 2.1.1 Organisation de missions de contrôle dans les juridictions, les administrations pénitentiaires du Mali 2.1.2 Recouvrement des amendes et frais de justice en matière pénale par les TPI-TGI et les JPCE-TI 2.1.3 Suivi et exploitation des statistiques et des notices mensuelles 2.1.4 Collecte et exploitation des données statistiques et des notices mensuelles 2.1.5 Diffusion et appropriation du code de déontologie des magistrats annexé au statut de la magistrature 2.2.1 Organisation de missions de contrôle au sein des professions juridiques et judiciaires (Avocats, Notaires, Huissiers, Commissaires-Priseurs et Experts judiciaires) 2.2.2 Elaboration du règlement intérieur du Barreau et assorti du code de déontologie des avocats, du règlement intérieur des Notaires et opérationnalisation du code de déontologie Africain des Notaires, du règlement intérieur assorti d'un code de déontologie des Huissiers et des commissaires-priseurs. 2.2.3 Opérationnalisation de la Caisse de Règlement Pécuniaire des Avocats (CARPA) dont la vocation est de préserver les fonds des clients, de sécuriser l'Avocat, de générer des ressources et de lutter contre le blanchiment. 	dans les juridictions, les administrations pénitentiaires du Mali 2.1.2 Recouvrement des amendes et frais de justice en matière pénale par les TPI-TGI et les JPCE-TI 2.1.3 Suivi et exploitation des statistiques et des notices mensuelles 2.1.4 Collecte et exploitation des données statistiques et des notices mensuelles 2.1.5 Diffusion et appropriation du code de déontologie des magistrats annexé au statut de la magistrature 2.2.1 Organisation de missions de contrôle au sein des professions juridiques et judiciaires (Avocats, Notaires, Huissiers, Commissaires-Priseurs et Experts judiciaires) 2.2.2 Opérationnalisation du règlement intérieur du Barreau et assorti du code de déontologie des avocats, du règlement intérieur des Notaires et opérationnalisation du code de déontologie Africain des Notaires, du règlement intérieur assorti d'un code de déontologie des Huissiers et des commissaires-priseurs. 2.2.3 Fonctionnement de la Caisse de Règlement Pécuniaire des Avocats (CARPA) dont la vocation est de préserver les fonds des clients, de sécuriser l'Avocat de générer des	pénitentiaires du Mali. 2.1.2 Recouvrement des amendes et frais de justice en matière pénale par les TGI et les TI. 2.1.3 Suivi et exploitation des statistiques et des notices mensuelles. 2.1.4 Collecte et exploitation des données statistiques et des notices mensuelles 2.1.5 Evaluation de la diffusion et de l'appropriation du code de déontologie des magistrature.

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.4 Création d'un Fichier de dernières volontés afin de centraliser et de sécuriser les testaments, legs, donations et d'en assurer leur publicité. 2.2.5 Création d'une salle de vente pour centraliser, sécuriser et moraliser toutes les ventes judiciaires. 3.1.1 Formation des Auditeurs de Justice (phase initiale) et suivi du stage pratique des auditeurs. 3.1.2 Formation des Greffiers Stagiaire (phase initiale) 3.1.3 Formation des Secrétaires des Greffes et Parquets (phase initiale) 3.1.4 Formation des Surveillants de Prison (phase initiale). 3.2.1 Elaboration d'un plan de formation spécialisé dans les domaines ci-dessous spécifiés (octroi de bourses de perfectionnement et/ou de spécialisation): Infractions économiques et financières Infractions de crimes de génocide et crimes contre l'humanité et de crimes de guerres Le Code CIMA Les actes uniformes de - l'OHADA Le droit foncier Le droit de propriété intellectuelle Les psychotropes et drogues Le terrorisme Le blanchiment des capitaux La cybercriminalité Les infractions en matière de la circulation routière Les mesures alternatives à l'emprisonnement 	volontés afin de centraliser et de sécuriser les testaments, legs, donations et d'en assurer leur publicité. 2.2.5 Fonctionnement de la salle de vente pour centraliser, sécuriser et moraliser toutes les ventes judiciaires. 3.1.1 Formation des Auditeurs de Justice (phase initiale) et suivi du stage pratique des auditeurs. 3.1.2 Formation des Greffiers Stagiaire (phase initiale) 3.1.3 Formation des Secrétaires des Greffes et Parquets (phase initiale) 3.1.4 Formation des Surveillants de Prison (phase initiale) 3.2.1 Mise en œuvre du plan de formation spécialisé dans les domaines ci-dessous spécifiés (octroi de bourses de perfectionnement et/ou de spécialisation): - Infractions économiques et financières - Infractions de crimes de génocide et	 3.1.1 Formation des Auditeurs de Justice (phase initiale) et suivi du stage pratique des auditeurs. 3.1.2 Formation des Greffiers Stagiaire (phase initiale) 3.1.3 Formation des Secrétaires des Greffes

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 Le contentieux électoral La déontologie La formation en informatique Les procédures rapides 3.2.2 Formation des magistrats à l'administration des juridictions et en matière de greffe et insertion de module de formation des auditeurs justice en matière de greffe. 3.2.3 Formation en gestion axée sur les résultats (GAR) des cadres des services centraux. 3.2.4 Organisation de mission de formation des inspecteurs de l'ISJ (France, Canada) en vérification des juridictions pour l'acquisition des expériences de l'approche francophone et anglophone. 3.2.5 Acquisition de logiciels de programmation des formations et de gestion des archives. 3.3.1 Formation continue et spécialisée des greffiers et secrétaires de greffes et parquets. 3.3.2 Formation des professionnels du droit sur la CPF et sur les nouveaux textes harmonisés et dans le domaine de l'accueil, de l'information et de l'orientation ainsi que des Centre d'Accueil au Droit et à la Justice. 4.1.1 Acquisition par la construction de deux amphithéâtres et d'un centre de documentation (bibliothèque, centre d'information judiciaire, archives). 4.2.1 Elaboration et confection de dépliant sur le droit. 	de formation des auditeurs justice en matière de greffe. 3.2.3 Formation en gestion axée sur les résultats (GAR) des cadres des services centraux. 3.2.4 Organisation de mission de formation des inspecteurs de l'ISJ (France, Canada) en vérification des juridictions pour l'acquisition des expériences de l'approche francophone et anglophone. 3.2.5 Fonctionnement des logiciels de programmation des formations et de gestion des archives 3.3.1 Formation continue et spécialisée des greffiers et secrétaires de greffes et parquets. 3.3.2 Formation des professionnels du droit sur la CPF et sur les nouveaux textes harmonisés et dans le domaine de l'accueil, de l'information et de l'orientation ainsi que des Centre d'Accueil au Droit et à la Justice. 4.1.1 Acquisition par la construction d'une cité d'hébergement. 4.2.1 Elaboration et confection de dépliant sur le droit.	 3.2.3 Formation en gestion axée sur les résultats (GAR) des cadres des services centraux. 3.2.4 Organisation de mission de formation des inspecteurs de l'ISJ (France, Canada) en vérification des juridictions pour l'acquisition des expériences de l'approche francophone et anglophone. 3.2.5 Fonctionnement des logiciels de programmation des formations et de gestion des archives 3.3.1 Formation continue et spécialisée des greffiers et secrétaires de greffes et parquets. 3.3.2 Formation des professionnels du droit sur la CPF et sur les nouveaux textes harmonisés et dans le domaine de l'accueil, de l'information et de l'orientation ainsi que des Centre d'Accueil au Droit et à la Justice. 4.1.1 Poursuite de la construction d'une cité d'hébergement. 4.2.1 Elaboration et confection de dépliant sur le droit

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.2.2 Réalisation et diffusion de spots télévisés 4.2.3 Publication et diffusion semestrielles du droit positif sous forme de revue par l'INFJ qui intègre les commentaires des jugements et arrêts pouvant servir de référentiel de principe ainsi que des suites réservées aux rapports et recommandations des missions d'inspection, de contrôle et de vérification des structures internes de contrôle (Contrôle Général des Services Publics et Inspections des Ministères) et indépendante (Vérificateur Général). 4.2.4 Diffusion étendue des textes de loi insérés au Journal Officiel. 	sous forme de revue par l'INFJ qui intègre les commentaires des jugements et arrêts pouvant servir de référentiel de principe ainsi que des suites réservées aux rapports et recommandations des missions d'inspection, de contrôle et de vérification des structures internes de contrôle (CASCA, Contrôle Général des Services Publics et Inspections des Ministères) et indépendante (Vérificateur Général). 4.2.4 Diffusion étendue des textes de loi	sous forme de revue par l'INFJ qui intègre les commentaires des jugements et arrêts pouvant servir de référentiel de principe ainsi que des suites réservées aux rapports et recommandations des missions d'inspection, de contrôle et de vérification des structures internes de contrôle (CASCA, Contrôle Général des

Programme N°: 3

RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE

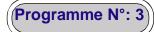
Section: 220

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise à élaborer la politique nationale dans le domaine pénitentiaire et de l'éducation surveillée et d'assurer la coordination et le contrôle des services qui concourent à la mise en œuvre de cette politique.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs de résultat		UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage de centres de détention disposant à la fois de quartiers séparés d'infirmerie.	et	%	13,55	14	22,03	15	25	30	40
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES. Précisions méthodologiques : (Nombre de centres de détention disposant à la fois	s de quartier	s séparés et d'	infirmerie/N	Nombre tota	l des centre	es de détent	ion du pays)*100.	
	Hommes		-	-	-	-	400	500	600
1.2 Valeur réelle de la ration alimentaire détenu/jour.	Femmes	F CFA/Détenu	-	-	-		400	500	600
	Enfants		-	-	-		400	400	400
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES. Précisions méthodologiques : (Montant budgétaire annuel total alloué à l'alimenta	tion des dét	enus/Nombre	total des c	entres de de	étention du	pays)/365 j	ours.		
		%	0	50	0	50	50	60	80



RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE

Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif n °	2: Promouvoir	la réinsertion	sociale et profe	essionnelle des	détenus.
Objection		ia i cinsci aon	sociale et pron	coolomicite aco	uc uciius.

Indicateurs de résultat		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1. Pourcentage des détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle.	%	0	2,31	7	5	7	10	15	
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES.									
Précisions méthodologiques : (Nombre de détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle/ Nombre total des détenus femmes et hommes)*100.									
2.2 Pourcentage des détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation formelle et non formelle.	%	0	2	28	40	50	80	100	
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES. Précisions méthodologiques : (Nombre de détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation/ Nombre total des détenus garçons et filles)*100.									
2.3. Pourcentage des administrations régionales de l'APES disposant d'équipements ou de locaux propres.	%	0	57,14	57,14	60	60	80	100	

Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES.

Précisions méthodologiques: (Nombre d'administrations régionales de l'APES disposant d'équipements et de locaux propres/ Nombre total des administrations régionales de l'APES)*100.

Programme N°: 3

RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE

Section: 220

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs de résultat		RE	ALISATIO	NS	Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Pourcentage de centres de détention respectant les normes sécuritaires.	%	-	-	-	-	50	75	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES.								
Précisions méthodologiques : (Nombre des centres de détention aux normes internationales/ N	Nombre total d	es centres d	le détention	ı)*100.				
3.2 Pourcentage de centres de détention disposant de systèmes d'évacuations des eaux usées.	%	-	-		-	50	75	100

Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES.

Précisions méthodologiques: (Nombre des centres de détention disposant de systèmes d'évacuations des eaux usées/ Nombre total des centres de détention)*100.

Objectif n° 4 : Améliorer les capacités opérationnelles de l'APES.

Indicateurs de résultat		REALISATIONS			Année en cours CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Pourcentage des administrations régionales de l'APES disposant de locaux propres construits.	%	0	0	0	25	60	80	100
M 1 C'C C D 12 C C DNIADEC								

Moyens de vérification : Rapports d'activités DNAPES.

Précisions méthodologiques: Nombre d'administrations régionales de l'APES disposant d'équipements et de locaux propresx100/Nombre total des administrations régionales de l'APES.

4.2 Pourcentage de mis à niveau militaire et sécuritaire des agents de l'APES. % - - - 50 80 100

Moyens de vérification: Rapports d'activités DNAPES.

Précisions méthodologiques: Nombre d'agents de l'APES ayant suivi une formation de mis à niveau militaire et sécuritairx100/Nombre total des agents de l'APES.

Programme N°: 3

RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des missions d'inspection sur le respect des droits des détenus et à la sécurité pénitentiaire 1.1.2 Démarrage des travaux de la nouvelle Maison Centrale d'Arrêt de Bamako. 1.1.3 Acquisition de 03 infirmeries construites et équipées et maintien de la ration alimentaire de trois (03) repas/jour/détenu. 1.2.1 Formation des agents aux normes internationales en matière de détention 1.2.2 Institutionnalisation de la semaine du détenu 1.2.3 Amélioration des services de détention Affectation des surveillantes de prison; Formation du personnel en Droits humains; Sensibilisation des femmes et des hommes détenu(e)s à leurs droits; Programme de réinsertion sociale pour les détenu(e)s. 2.1.1 Organisation de stage à l'étranger pour le personnel de l'APES 2.1.2 Formation professionnelle des détenus mineurs, des détenues femmes et des détenus hommes. 2.2.1 Alphabétisation des détenus hommes, de Bollé Femmes et de Bollé Mineurs. 2.2.2 Formation scolaire de la population carcérale. 2.3.1 Etablissement d'un fichier moderne des détenus. 2.3.2 Renforcement des pénitenciers agricoles et acquisition/ équipement d'ateliers. 2.3.3 Recherche d'agents techniques au 	sur le respect des droits des détenus et à la sécurité pénitentiaire 1.1.2 Poursuite des travaux de la nouvelle Maison Centrale d'Arrêt de Bamako 1.1.3 Réalisation d'une étude prospective sur l'APES horizon 2035. 1.1.4 Acquisition de 10 infirmeries construites et équipées et maintien de la ration alimentaire de trois (03) repas/jour/détenu. 1.1.5 Acquisition de cité des surveillants dans trois (03) localités en 2018. 1.2.1 Formation des agents aux normes internationales en matière de détention 1.2.2 Organisation de la semaine du détenu 1.2.3 Amélioration des services de détention Affectation des surveillantes de prison; Formation du personnel Droits humains Sensibilisation des femmes et des hommes détenu(e)s à leurs droits; Création de la Commission de contrôle des conditions de détention; Programme de réinsertion sociale pour les détenu(e)s. 1.2.4 Opérationnalisation du travail d'intérêt général (TIG). 2.1.1 Organisation de stage à l'étranger pour le personnel de l'APES 2.1.2 Formation professionnelle des détenus mineurs, des détenues femmes et des détenus hommes.	le respect des droits des détenus et à la sécurité pénitentiaire 1.1.2 Poursuite des travaux de la nouvelle Maison Centrale d'Arrêt de Bamako 1.1.3 Acquisition de 10 infirmeries construites et équipées et maintien de la ration alimentaire de trois (03) repas/jour/détenu. 1.1.4 Acquisition de cité des surveillants dans trois (03) localités en 2019. 1.2.1 Formation des agents aux normes internationales en matière de détention 1.2.2 Organisation de la semaine du détenu 1.2.3 Amélioration des services de détention : - Affectation des surveillantes de prison ; - Formation du personnel Droits humains ; - Sensibilisation des femmes et des hommes détenu(e)s à leurs droits ; - Programme de réinsertion sociale pour les détenu(e)s. 1.2.4 Opérationnalisation et évaluation du travail d'intérêt général (TIG). 2.1.1 Organisation de stage à l'étranger pour le personnel de l'APES 2.1.2 Formation professionnelle des détenus mineurs, des détenues femmes et des détenus hommes. 2.2.1 Alphabétisation des détenus hommes, de Bollé Femmes et de Bollé Mineurs. 2.2.2 Formation scolaire de la population carcérale. 2.3.1 Fonctionnement et évaluation du fichier
compte des ateliers	carcérale.	<u> </u>



RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE

Section: 220

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.3.4 Formation continue du personnel de sécurité au niveau des maisons d'arrêt et acquisition de matériels de sécurité (armes à feu, moyens de communication, caméras de surveillance). 3.1.1 Mise en place d'un système d'évacuation des eaux usées dans 30 centres de détention. 3.1.2 Construction de toilettes internes pour les détenus dans 30 centres de détention. 4.1.1 Recrutement, visite médicale et formation théorique et militaire de 300 recrues surveillants de prison. 4.1.2 Construction de 10 centres de détention respectant les normes internationales 4.1.3 Construction de miradors dans 30 centres de détention et d'une cour de sécurité Organisation de la visite médicale des recrues. 4.2.1 Organisation de sessions de mis à niveau militaire et sécuritaire à l'endroit des personnels. 4.2.2 Mis en place d'un réseau de communication intégrée au niveau des APES. 	 2.3.2 Renforcement des pénitenciers agricoles et acquisition/équipement d'ateliers. 2.3.3 Recherche d'agents techniques au compte des ateliers 2.3.4 Formation continue du personnel de sécurité au niveau des maisons d'arrêt et acquisition de matériels de sécurité (armes à feu, moyens de communication, caméras de surveillance). 3.1.1 Mise en place d'un système d'évacuation des eaux usées dans 30 centres de détention. 3.1.2 Construction de toilettes internes pour les détenus dans 30 centres de détention. 4.1.1 Construction de 10 centres de détention 	 des ateliers 2.3.4 Formation continue du personnel de sécurité au niveau des maisons d'arrêt et acquisition de matériels de sécurité (armes à feu, moyens de communication, caméras de surveillance). 3.1.1 Mise en place d'un système d'évacuation des eaux usées dans 30 centres de détention. 3.1.2 Construction de toilettes internes pour les détenus dans 30 centres de détention. 4.1.1 Recrutement, visite médicale et formation théorique et militaire de 300 recrues surveillants de prison. 4.1.2 Construction de 10 centres de détention respectant les normes internationales. 4.1.3 Construction de miradors dans 30 centres de détention et d'une cour de sécurité Organisation de la visite médicale des recrues. 4.2.1 Organisation de sessions de mis à niveau militaire et sécuritaire à l'endroit des personnels. 4.2.2 Fonctionnement et mis à niveau du réseau de communication intégrée au niveau des APES.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

Section: 230

1. <u>MISSIONS</u>:

Au terme du décret n°2016-0131/P-RM du 07 mars 2015 fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de la sécurité intérieure et de la protection civile.

A cet titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et l'application des règles dans le domaine de la sécurité intérieure et de la protection civile ;
- la sécurisation des personnes et de leurs biens ;
- la protection des institutions de la république, des autorités publiques, des espaces, des ouvrages et bâtiments publics ;
- la prévention des troubles à l'ordre public, le rétablissement et le maintien de l'ordre public ;
- la réglementation relative aux sociétés privées de gardiennage et de surveillance et la surveillance de leurs activités ;
- la préparation, l'équipement et l'emploi des forces de sécurité ;
- l'élaboration et l'application des règles d'utilisation de la voie publique et des espaces ouverts aux publics ;
- l'organisation des secours en cas de sinistres et de calamités naturelles ;
- la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme ;
- le contrôle de l'installation des équipements de surveillance dans les espaces ouverts aux publics et dans les domaines publics ;
- l'information régulière du gouvernement sur la situation sécuritaire et sur les risques et menaces d'atteinte à la sécurité intérieure.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Contribuer à garantir en tout temps et en tout lieu sur toute l'étendue du territoire national la quiétude de la population ;
- Contribuer à une meilleure protection des populations vis-à-vis des catastrophes naturelles.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE											
PROGRAMMES	DEDSONNE	PERSONNEL FONCTIONNEMENT		TOTAL							
T NOGRAMMES	PERSONNEL	TONCTIONNENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019					
01 Administration Générale	169 978	4 827 540	5 000 000	9 997 518	10 256 511	10 635 329					
02 Ordre et Sécurité	31 593 367	3 948 695	600 000	36 142 062	37 677 011	40 310 755					
03 Prévention des risques et calamités et	5 986 559	1 030 121	120 000	7 136 680	7 432 199	7 940 459					
Organisation des secours	3 900 339	1 030 121	120 000	7 130 000	7 432 199	7 340 433					
TOTAL	37 749 904	9 806 356	5 720 000	53 276 260	55 365 721	58 886 543					

Section: 230

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme veille à l'application de la politique du gouvernement en matière de sécurité intérieure et de la protection civile, la coordination, la supervision administrative et technique des forces de sécurité et de la protection civile. Il assure la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du département.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
.1 : Taux de réalisation des activités de coordination et de suivi	%	85	86,53	95	89	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION : Rapports d'activités PRECISIONS METHODOLOGIQUES : (nombre d'activités effectuées /nombre	d'activités prévu	ies) X 100							
		89	90	61,45	100	100	100	100	

Objectif 2 : Assurer la gestion des ressources financières et matérielles du départeme	ent								
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 : Taux d'exécution du budget annuel.	%	95	94,75	99,69	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION: Compte administratif.									
PRECISIONS METHODOLOGIQUES: (crédits liquidés /crédits alloué) X 100.									
2.2 : Taux de satisfaction des besoins en matériel spécifiques et opérationnels	%	78	98	99,74	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION: Rapports annuels de la DFM PRECISIONS METHODOLOGIQUES: (Besoins satisfaits / Besoins exprimés) X 100.									
2.3 : Taux de réalisation et de réhabilitation des infrastructures	%	78	80	99,44	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION : Rapports d'activités de la DFM PRECISIONS METHODOLOGIQUES : (Infrastructures réalisées et réhabilités /infrastructures prévus) X 100.									

Section: 230

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

o specific viabburer in gestion evic actorppenient acts resistant ces managines									
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 : Taux de réalisation du programme de recrutement.	%	0	0	100	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION: Rapports annuels DRH.	•				•		•		
PRECISIONS METHODOLOGIQUES: (effectifs recrutés /effectifs à recruter) X100									
3.2 : Taux de réalisation des activités de formation.	%	=	95	95	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION: Rapports annuels de la DRH.									
RECISIONS METHODOLOGIQUES: (Nombre de formation effectuées/nombre de formation prévues) X100.									

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Tenue de réunions de Cabinet élargies 1.1.2 Tenue des revues de programme 1.1.3 Tenue de réunions des comités de pilotage 1.1.4 Production de rapports d'activités 1.2.1 Réalisation des missions d'inspection systématique des services 2.1.1 Préparation de l'avant-projet de budget 2.1.2 Exécution des dépenses 2.1.3 Production de compte administratif 2.2.1 Traitement des besoins 2.2.2 Achats de matériels opérationnels 2.2.3 Achats de matériels spécifiques 2.2.4 Confection C.I.N, C.I.C et passeports 2.3.1 Construction d'infrastructures 2.3.2 Réhabilitation d'infrastructures 3.1.1 Recrutement du personnel de la Police et de la Protection Civile 3.2.1 Formation du personnel 	 1.1.2 Tenue des revues de programme 1.1.3 Tenue de réunions des comités de pilotage 1.1.4 Production de rapports d'activités 1.2.1 Réalisation des missions d'inspection systématique des services 2.1.1 Préparation de l'avant-projet de budget 2.1.2 Exécution des dépenses 2.1.3 Production de compte administratif 2.2.1 Traitement des besoins 2.2.2 Achats de matériels opérationnels 	 1.1.1 Tenue de réunions de Cabinet élargies 1.1.2 Tenue des revues de programme 1.1.3 Tenue de réunions des comités de pilotage 1.1.4 Production de rapports d'activités 1.2.1 Réalisation des missions d'inspection systématique des services 2.1.1 Préparation de l'avant-projet de budget 2.1.2 Exécution des dépenses 2.1.3 Production de compte administratif 2.2.1 Traitement des besoins 2.2.2 Achats de matériels opérationnels 2.2.3 Achats de matériels spécifiques 2.2.4 Confection C.I.N, C.I.C et passeports 2.3.1 Construction d'infrastructures 2.3.2 Réhabilitation d'infrastructures 3.1.1 Recrutement du personnel de la Police et de la Protection Civile 3.2.1 Formation du personnel

ORDRE ET SECURITE

Section: 230

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour objet d'assurer la sécurité et l'ordre public sur toute l'étendue du territoire national.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

•									
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : taux de réalisation des activités de prévention des infractions	%	60	55	81	40	35	30	100	
MOYEN DE VERIFICATION: rapports des services de sécurité (statistique). PRECISIONS METHODOLOGIQUES: (Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues) X 100.									
1.2 Taux de réalisation des activités de police judiciaire	%	-	-	-	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION : rapport des services de sécurité (statistique).									
PRECISIONS METHODOLOGIQUES: (nombre de cas traités/nombre de saisines) X 100.									

Special 2. Editor converse to commerce of the commercial state of the commerce									
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE			
		2013		2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 : Taux de réalisation des activités de prévention des effets néfastes de la drogue.	%	36	77	100	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION: Rapports annuels de l'Office Central des Stupéfiants. PRECISIONS METHODOLOGIQUES (nombre d'activités réalisées /nombre d'activités prévues) X100.									
2.2 : Taux de narco trafiquants identifiés arrêtés.	%	-	10	25	100	100	100	100	
MOYEN DE VERIFICATION: Rapports annuels de l'Office Central des Stupéfiants.									
PRECISIONS METHODOLOGIOUES: (nombres de tranfiguants arrêtés/ nombre de trafiguants identifiés) X 100.									

ORDRE ET SECURITE

Section: 230

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de la drogue 2.1.2 Poursuite des patrouilles sur toute l'étendue du territoire(OCS).	de renseignement et de sensibilisation. 1.1.2 Amélioration des procédures d'enquête	missions de renseignement et de sensibilisation. 1.1.2 Amélioration des procédures d'enquête 1.1.3 Poursuite des patrouilles sur le territoire national (services de sécurité) 1.2.1 Recherche et arrestation des malfrats 1.2.2 Exécution des missions de police judiciaire 1.2.3 Rétablissement de l'ordre public 2.1.1 Mission de sensibilisation sur les effets de la drogue



PREVENTION DES RISQUES ET CALAMITES ET ORGANISATION DES SECOURS

Section: 230

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme a pour objet la prévention des risques et calamités, l'organisation des secours en cas de pénurie alimentaire, d'incendie, de noyades et de catastrophes naturelles sur toute l'étendue du territoire national.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Prévenir le sinistre et réduire ses effets néfastes sur la population.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : taux de réalisation des programmes de prévention	%	-	-	85	100	100	100	100

MOYENS DE VERIFICATION : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile

PRECISIONS METHODOLOGIES: (nombre d'activités du programme de prévention réalisées/ nombre d'activités prévues) X 100.

Objectif 2 : Secours aux vic	ctimes.
------------------------------	---------

o ajouri i i i i i i i i i i i i i i i i i i								
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	1	2019
2.1 : taux de secours sollicités réalisés	%	-	-	20 000 secours pour accidents de circulation	100	100	100	100
MOYENS DE VERIFICATION: Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile.								
PRECISIONS METHODOLOGIES: (nombre d'assistance réalisée/nombre d'assistante	sollicitée	e) X100						
2.2 : Taux de délai moyen sollicité réalisé.	%	10 mns	10mns	10 mn s	20	100	100	100
MOYEN DE VERIFICATION : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile.			_					
PRECISIONS METHODOLOGIQUES: durée moyenne entre l'alerte et la prise en charg	ge							



PREVENTION DES RISQUES ET CALAMITES ET ORGANISATION DES SECOURS

Section: 230

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
la protection civile. 1.1.2 Contrôle et vérification des mesur sécurité dans les établissements re du public et dans les installations classées de jeux. 1.1.3 Sensibilisation de la population s gestion des risques et catastrophe 2.1.1 Secours et transport des blessés à	recevant du public et dans les installations classées de jeux. 1.1.3 Sensibilisation de la population sur la gestion des risques et catastrophes. 2.1.1 Secours et transport des blessés à	de la protection civile. 1.1.2 Contrôle et vérification des mesures de sécurité dans les établissements recevant du public et dans les installations classées de jeux. 1.1.3 Sensibilisation de la population sur la gestion des risques et catastrophes. 2.1.1 Secours et transport des blessés à
catastrophe.	l'hôpital. 2.1.2 Exécution du plan de secours en cas de catastrophe. es des 2.1.3 Assistance aux populations victimes des sinistres et calamités 2.2.2 Ravitaillement des quartiers périphériques en eau potable.	de catastrophe.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Section: 310

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique économique, financière et monétaire de l'Etat. Il coordonne l'ensemble des programmes de reforme économique et veille notamment à assurer la cohérence des politiques budgétaires et monétaires. Il œuvre à réunir les conditions favorables à la croissance et au retour aux équilibres fondamentaux.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Favoriser la croissance économique et une gestion rationnelle des deniers publics ;
- Contribuer à la bonne gestion du patrimoine de l'Etat et de ses démembrements ;
- Coordonner les programmes Economiques et Sectoriels.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANC	ES							
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL				
FROGRAMMES	FERSONNEL	TONCTIONNENIENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019		
01 Administration Générale	746 120	9 082 464	18 912 592	28 741 176	28 188 283	29 199 529		
02 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	931 056	2 833 431	1 498 096	5 262 583	5 479 641	5 684 675		
03 Recouvrement des Recettes Fiscales	8 205 923	2 731 053	2 590 763	13 527 739	14 035 178	15 319 834		
04 Contrôle et Assistance de la Gestion des Déniers Publics	1 791 216	3 014 502	820 000	5 625 718	5 900 724	6 139 947		
05 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	2 510 888	830 194	750 000	4 091 082	4 239 654	4 646 493		
06 Gestion de la Dette Publique	120 147	92 099	150 000	362 246	372 547	396 564		
07 Coordinationet Formulation des Politiques, Stratégies, Programme Socio-Economique, Sectorielles	585 315	301 886	1 660 000	2 547 201	2 582 118	2 748 601		
TOTAL	14 890 665	18 885 629	26 381 451	60 157 745	60 798 145	64 135 643		

Section:310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme veille à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques économiques, financières de l'Etat et assure la cohérence des politiques budgétaires et monétaires.

Il assure:

- La gestion des ressources humaines, institutionnelles, matérielles et financières du Département;
- La coordination, l'animation et le contrôle des activités des services et organismes relevant du Département ;
- L'orientation des opérateurs économiques vers des sources à moindres coûts ;
- La coordination des politiques et des réformes économiques et financières.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du	ı départe	ment							
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1. Niveau de mise en œuvre satisfaisante du programme économique avec le FMI	-	satisfaisant	s atis fais ant	satisfais ant	satisfaisant	s atis fais ant	satis fais ant	satisfaisant	
Moyens de vérification : Aide-mémoire des missions FMI Précisions méthodologiques : Appréciation du conseil d'administration du FMI									
1.2. Taux de réalisation des missions de suivi des programmes et projets communautaires au Mali	%	-	-	-	-	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports de missions et d'activité de la CSREFMAO Précisions méthodologiques :(Nombre de mission réalisées/nombre de missions prévues)*	100								
1.3.Niveau de mise en œuvre du programme de réforme des finances publiques	-	satisfaisant	s atis fais ant	satis fais ant	satisfaisant	s at is fais ant	satis fais ant	satisfaisant	
Moyens de vérification : Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Programme de réforme Précisions méthodologiques : Appréciation du comité technique du Programme de réforme		-	-	-					
1.4. Taux de réalisation des missions de supervision de l'effectivité du transfert des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales	%	-	-	-	62,5	100	100	100	
Moyens de vérification :Rapports d'activité de la CADD Précisions méthodologiques :(Nombre de mission réalisées/nombre de missions prévues)*	100								

Section:310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Pourcentage de mise en œuvre du plan de formation	%	75	80	80	85	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités De la DRH Précisions méthodologiques : (Nombre de formations réalisées/ nombre de formations p	orévues) * 10	0		•				
2.2. Taux de réalisation du programme de formation en vidéo conférence	%	70	100	100	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités de la CFD Précisions méthodologiques : Nombre d'agents formés / Prévision plan de formation) *	100			•				
2.3. Taux de réalisation des programmes de formation et assistance technique en Finances Publiques	%	-	-	-	-	70	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du PAGE Précisions méthodologiques : (Nombre d'agents formés /nombre d'agents planifiés po	ur les session	ns de format	ion)*100		•			
2.4. Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	_	100	71 ,84	100	100	100	100

Précisions méthodologiques :(Nombre de marchés définitivement notifiés / Nombre de marchés prévus dans le PPM) *100 ;

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Assurer les conditions d'échange d'information et de données entre les différentes entités intervenants dans la gestion des finances publiques et le renforcement des capacités en matière de gestion financière.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'intégration des différentes applications informatiques du département	%	60	70	75	80	85	90	100
récisions méthodologiques : (nombre d'applications intégrées/ nombre total des applicati Moyens de vérification: Rapport d'activités annuel de la CAISFF	ons info	rmatiques du	ı départemer	nt)*100	•			
.2 Taux d'interconnexion des différents réseaux informatiques du département.	%	65	65	70	85	90	95	100
récisions méthodologiques : (nombre de structures interconnectées du MEF/ nombre to Moyens de vérification: Rapport d'activité annuel de CAISFF	tal de stru	uctures du N	MEF)*100					
.3. Niveau de sécurité des données, des équipements électroniques, des ordinateurs, des ystèmes de stockage et des équipements de télécommunications du Datacenter du épartement des Finances.	%	65	70	75	80	90	95	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de serveurs virtualités/Nombre de serveurs existant	s)*100		Į	<u> </u>	<u> </u>			

Moyens de vérification : Rapport d'activités annuel de la CAISFF

Section:310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

O1	1 1		4 4	4 1. / 1
l Objectif 4: Abbliver	la relance economic	ane an bays et la r	econstruction des	zones touchées par la crise

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Nombre de document de stratégie du secteur financier élaboré	%	-	-	-	-	1	-	-
Moyens de vérification : document de stratégie Précisions méthodologiques : dénombrement								
4.2. Niveau de mise en œuvre du plan d'action pour la promotion du crédit-bail au Mali	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activité de l'UAS/SDSF Précisions méthodologiques :(Nombre d'activités réalisées/Nombre total d'activités) * 100	•							•
4.3 Taux d'assistance mise à disposition	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du PAGE Précisions méthodologiques : (Nombre de structures assistées/ Nombre de structures à as	sister)*100	0						•
4.4 Taux de réalisation des études programmées par la structure à travers l'atelier de planification des bénéficiaires	%	-	-	-		100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du PAGE Précisions méthodologiques : (Nombre d'études réalisées/Nombre d'études prévues à la p	lanification	n) * 100						

Précisions méthodologiques : (Nombre d'études réalisées/Nombre d'études prévues à la planification) * 100

Section:310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 5 : Satisfaire les besoins du pays en produits pétroliers
--

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1. Taux de couverture des besoins en produits pétroliers	%	105,2	108,1	100	100	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'ONAP

Précisions méthodologiques :(Volume importé / Besoin de consommation) * 100

Objectif 6 : contribuer à la stabilité, au développement du secteur	r financier et au financement des couches vulnérables
---	---

INDICATEURS		REALISATIONS		Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
6.1. Taux de réalisation des infrastructures publiques locales réhabilitées et/ou équipées	%	=	-	-	50	70	95	100
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités du PRRE	•		•	•				
Précisions méthodologiques :(Nombre d'infrastructures publiques locales réhabilitées et/ou équipées /Nombre d'infrastructures publiques pour être réhabilitées et/ou								
équipées par le projet) * 100								
6.2. Taux de réalisation des Micro-projets productifs financés par le projet	%	-	-	-	30	60	80	100

6.2. Taux de réalisation des Micro-projets productifs financés par le projet

Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités du PRRE

Précisions méthodologiques :(Nombre micro-projets productifs financés par le projet /Nombre de micro-projets productifs prévus pour être financés par le projet) * 100

6.3. Pourcentage des femmes et des jeunes accompagnés 100 142 100 100 100 100 100

Moyens de vérification : Rapport d'activités du FDE

Précisions méthodologiques :(Nombre des femmes et des jeunes accompagnés / Nombre des femmes et des jeunes à accompagner) * 100

6.4. Pourcentage d'AGR et de PME/PMI financées 127 100 100 100 100 100 100

Moyens de vérification : Rapport d'activités du FDE

Précisions méthodologiques :(Nombre d'AGR et de PME/PMI accompagnés / Nombre d'AGR et de PME/PMI à accompagner) * 100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1 Suivi de la mise en œuvre du Programme économique avec le FMI 1.1.2 Suivi de la mise en œuvre du contrat de performance du département 1.2.1 Suivi régulier des programmes et projets communautaires au Mali 1.3.1 Elaboration des rapports périodiques de suivi et d'évaluation du Programme de réforme de la gestion des finances publiques 1.3.2 Organisation des réunions du comité technique du Programme de réforme de la gestion des finances publiques 1.3.3 Organisation des activités de formation transversale sur les finances publiques 1.4.1 Organisation des missions de supervision de l'effectivité du transfert des ressources aux Collectivités 1.4.2 Organisation des ateliers d'échange avec les collectivités territoriales sur les modules « mobilisation des ressources et l'élaboration du compte administratif » 2.1.1 Mise en œuvre du plan de formation 2.1.2 Suivi de la mise en œuvre du plan de formation 2.1.3 Réalisation des formations par Visio conférence et en présentielle pour le renforcement des capacités des cadres 2.3.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation et assistance technique en matière des Finances Publiques	 1.1.1 Suivi de la mise en œuvre du Programme économique avec le FMI 1.1.2 Suivi de la mise en œuvre du contrat de performance du département 1.2.1 Poursuite du suivi régulier des programmes et projets communautaires au Mali 1.3.1 Elaboration des rapports périodiques de suivi et d'évaluation du Programme de réforme de la gestion des finances publiques 1.3.2 Organisation des réunions du comité technique du Programme de réforme de la gestion des Finances publiques 1.3.3 Organisation des activités de formation transversale sur les finances publiques 1.4.1 Organisation des missions de supervision de l'effectivité du transfert des ressources aux Collectivités 1.4.2 Organisation des ateliers d'échange avec les collectivités territoriales sur les modules « mobilisation des ressources et l'élaboration du compte administratif » 2.1.1 Mise en œuvre du plan de formation 2.1.2 Suivi de la mise en œuvre du plan de formation 2.1.3 Réalisation des formations adaptées à l'amélioration de la gestion des finances publiques 2.2.1 Réalisation des formations par Visio conférence et en présentielle pour le renforcement des capacités des cadres 2.3.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation et assistance technique en matière des Finances Publiques 	Programme de réforme de la gestion des finances publiques 1.3.2 Organisation des réunions du comité technique du Programme de réforme de la gestion des Finances publiques 1.3.3 Organisation des activités de formation transversale sur les finances publiques 1.4.1 Organisation des missions de supervision de l'effectivité du transfert des ressources aux Collectivités 1.4.2 Organisation des ateliers d'échange avec les collectivités territoriales sur les modules « mobilisation des ressources et l'élaboration du compte administratif » 2.1.1 Mise en œuvre du plan de formation 2.1.2 Suivi de la mise en œuvre du plan de formation 2.1.3 Réalisation des formations adaptées à l'amélioration de la gestion des finances publiques

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.3.2 Suivi de la mise en œuvre des programmes d'études financières 2.4.1 Elaboration, exécution et suivi du Plan de Passation des Marchés 3.1.1 Recensement des corrélations entre le système informatique du département 3.1.2 Réalisation de l'intégration des systèmes informatiques 3.2.1 Mise en œuvre du Datacenter du MEF 3.3.1 Mise en œuvre des recommandations de l'audit de la sécurité du système d'information du MEF 4.1.1 Organisation d'ateliers de dissémination de rapports diagnostics sur le secteur financier. 4.1.2 Définition des plans d'action par sous composantes du secteur financier 4.1.3 Organisation d'atelier de validation de la stratégie du plan d'action 4.1.4 Renforcement des capacités des banques, assureurs et systèmes financiers décentralisés 4.1.5 Organisation des réunions des différents comités de suivi du secteur financier 4.2.1 Mise en œuvre du plan d'action pour la promotion du crédit-bail au Mali 4.2.2 Suivi de la mise en œuvre du plan D'action pour la promotion du crédit-bail au Mali 4.2.3 Communication sur le crédit-bail (élaboration de guide et de brochure sur le crédit-bail) 4.3.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation dans les domaines économiques du pays 	 2.3.2 Suivi de la mise en œuvre des programmes d'études financières 2.3.1 Elaboration, exécution et suivi du Plan de Passation des Marchés 3.1.1 Recensement des corrélations entre les systèmes informatiques du département 3.1.2 Réalisation de l'intégration des systèmes informatiques 3.1.3 Mise en œuvre le Datacenter du MEF 3.1.4 Mise en œuvre des recommandations de l'audit de la sécurité du système d'information du MEF 4.1.1 Organisation d'ateliers de dissémination de rapports diagnostics sur le secteur financier. 4.1.2 Définition des plans d'action par sous composantes du secteur financier 4.1.3 Organisation d'atelier de validation de la stratégie du plan d'action 4.1.4 Renforcement des capacités des banques, assureurs et systèmes financiers décentralisés 4.1.5 Organisation des réunions des différents comités de suivi du secteur financier 4.2.1 Mise en œuvre du plan d'action pour la promotion du crédit-bail au Mali 4.2.2 Suivi de la mise en œuvre du plan D'action pour la promotion du crédit-bail au Mali 4.2.3 Communication sur le crédit-bail (élaboration de guide et de brochure sur le crédit-bail) 	 2.3.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation et assistance technique en matière des Finances Publiques 2.3.2 Suivi de la mise en œuvre des programmes d'études financières 2.3.1 Elaboration, exécution et suivi du Plan de Passation des Marchés 3.1.1 Recensement des corrélations entre les systèmes informatiques du département 3.1.2 Réalisation de l'intégration des systèmes informatiques 3.1.3 Mise en œuvre le Datacenter du MEF 3.1.4 Mise en œuvre des recommandations de l'audit de la sécurité du système d'information du MEF 4.1.1 Organisation d'ateliers de dissémination de rapports diagnostics sur le secteur financier. 4.1.2 Définition des plans d'action par sous composantes du secteur financier 4.1.3 Organisation d'atelier de validation de la stratégie du plan d'action 4.1.4 Renforcement des capacités des banques, assureurs et systèmes financiers décentralisés 4.1.5 Organisation des réunions des différents comités de suivi du secteur financier 4.2.1 Mise en œuvre du plan d'action pour la promotion du crédit-bail au Mali 4.2.2 Suivi de la mise en œuvre du plan D'action pour la promotion du crédit-bail au Mali
		Dudget programmes 2017 Dage 125

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.3.2 Suivi de mise en œuvre des programmes d'assistance technique en matière économique 4.4.1 Suivi de la réalisation des programmes d'études au près des différentes structures bénéficiaires du PAGE 5.1.1 Missions de négociation dans le cadre de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers 5.1.2 Réalisation de l'étude de faisabilité d'un dépôt de stockage de produits pétroliers liquides et d'un dépôt de gaz butane à Sikasso 5.1.3 Réalisation des travaux de Génie Civil pour la sécurisation du Dépôt/ONAP et L'aménagement du siège de l'ONAP. 6.1.1 Réhabilitation d'infrastructures scolaires 6.1.2 Réhabilitation d'infrastructures de santé 6.1.3 Réhabilitation des yestème d'approvisionnement en eau 6.2.1 Réalisation des ressources auprès de la BOAD et du BSI pour la mise en œuvre des activités du Projet d'Appui au Renforcement de l'Entreprenariat des Femmes et des Jeunes (PAREFJ) / Deuxième Phase PMCFJ. 6.3.2 Mise en œuvre de la Composante « Extension et renforcement de l'accès aux services financiers » en vue de faciliter, d'accroître et de renforcer l'accès à un plus grand nombre de femmes et de jeunes au crédit et aux services financiers adaptés et de proximité à travers les SFD et des Banques Partenaires. 	pour la sécurisation du Dépôt/ONAP et L'aménagement du siège de l'ONAP. 6.1.1 Réhabilitation d'infrastructures scolaires 6.1.2 Réhabilitation d'infrastructures de santé	 4.2.3 Communication sur le crédit-bail (élaboration de guide et de brochure sur le crédit-bail) 4.3.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation dans les domaines économiques du pays 4.3.2 Suivi de mise en œuvre des programmes d'assistance technique en matière économique 4.4.1 Suivi de la réalisation des programmes d'études au près des différentes structures bénéficiaires du PAGE 5.1.1 Missions de négociation dans le cadre de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers 5.1.2 Réalisation de l'étude de faisabilité d'un dépôt de stockage de produits pétroliers liquides et d'un dépôt de gaz butane à Kayes 5.1.3 Réalisation des travaux de Génie Civil pour la sécurisation du Dépôt/ONAP et L'aménagement du siège de l'ONAP. 6.1.1 Réhabilitation d'infrastructures scolaires 6.1.2 Réhabilitation d'infrastructures de santé 6.1.3 Réhabilitation de système d'approvisionnement en eau 6.2.1 Réalisation de micro-projets productifs 6.3.1 Mobilisation des ressources auprès de la BOAD et du BSI pour la mise en œuvre des activités du Projet d'Appui au Renforcement de l'Entreprenariat des Femmes et des Jeunes (PAREFJ) / Deuxième Phase PMCFJ.

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
faveur des PME et des MPE par la BMS SA dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante « Facilitation de l'accès aux Financements » du Projet d'Appui à la Promotion de la Sécurité Alimentaire (PAPSA). 6.4.2 Renforcement des compétences des femmes et des jeunes porteurs	 6.3.2 Mise en œuvre de la Composante « Extension et renforcement de l'accès aux services financiers » en vue de faciliter, d'accroître et de renforcer l'accès à un plus grand nombre de femmes et de jeunes au crédit et aux services financiers adaptés et de proximité à travers les SFD et des Banques Partenaires. 6.4.1 Mobilisation de la ligne de crédit en faveur des PME et des MPE par la BMS SA dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante « Facilitation de l'accès aux Financements » du Projet d'Appui à la Promotion de la Sécurité Alimentaire (PAPSA). 6.4.2 Renforcement des compétences des femmes et des jeunes porteurs d'initiatives et promoteurs de micro et petites entreprises, des PME et MPE artisanales et des Promoteurs des PME et des MPE dans le secteur de la sécurité alimentaire 	 6.3.2 Mise en œuvre de la Composante « Extension et renforcement de l'accès aux services financiers » en vue de faciliter, d'accroître et de renforcer l'accès à un plus grand nombre de femmes et de jeunes au crédit et aux services financiers adaptés et de proximité à travers les SFD et des Banques Partenaires. 6.4.1 Mobilisation de la ligne de crédit en faveur des PME et des MPE par la BMS SA dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante « Facilitation de l'accès aux Financements » du Projet d'Appui à la Promotion de la Sécurité Alimentaire (PAPSA). 6.4.2 Renforcement des compétences des femmes et des jeunes porteurs d'initiatives et promoteurs de micro et petites entreprises, des PME et MPE artisanales et des Promoteurs des PME et des MPE dans le secteur de la sécurité alimentaire



Section:310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre. A ce titre, il:

- Coordonne la préparation du projet de loi de finances ;
- Suit l'exécution du budget de l'Etat ;
- Assure l'analyse et formule des avis et des propositions sur les mesures comportant ou susceptibles d'avoir une incidence financière sur les finances publiques ;
- Veille à la mise en œuvre des actions de modernisation de la gestion budgétaire.

Objectif 1 : Améliorer le processus de programmation et de suivi du budget Année en								
INDICATEURS	UNITE	R	EALISATIO	NS	cours	CIBL		
INDICATEORS		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Ecart entre les dépenses primaires totales réelles et les dépenses primaires initialement prévues.	%	5,5	5,9	<=5	<=5	<=5	<=5	<=5
Moyens de vérification : Rapport d'activités DGB et rapport PEFA								
Précisions méthodologiques : [Dépenses primaires (hors service de la dette et financement	extérieur) e	ffectives / c	lépenses prii	naires initial	ement prévu	es] X100.		
1.2 : Délai accordé aux ordonnateurs secondaires pour préparer le budget	Semaine	5,4	5	4	>=6	>=6	>=6	>=6
Moyens de vérification : La lettre circulaire de préparation du budget								
Précisions méthodologiques : nombre de semaines séparant l'envoi de la lettre circulaire à la	a date de t	ansmission	des avant-p	rojets de bu	dget			
1.3 : Pourcentage des indicateurs budgétaires du programme avec le FMI (solde								
budgétaire de base, solde budgétaire de base sous-jacent et dépenses prioritaires	%	100	67	100	100	100	100	100
réalisées en fin d'année) respectés								
Moyens de vérification: mémorandum mission FMI								
Précisions méthodologiques : (Nombre d'indicateurs budgétaires du FMI respectés / total de la companyation d	des indicat	eurs à respe	ecter dans le	programme)	* 100.			

Section: 310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Améliorer la transparence du budget d'Etat								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Accès du public aux principales informations (de C à B+)	Notation PEFA	С	B+	B+	B+	В+	В+	B+

Moyens de vérification : Rapport d'activité DGB et rapport PEFA

Précisions méthodologiques: Trois à quatre des informations suivantes sont publiées: (i) documents de budget annuel, (ii) rapports intra-annuels sur l'exécution du budget, (iii) états financiers de fin d'exercice, (iv) rapports de vérification externe, (v) attribution des marchés importants, (vi) ressources mises à la disposition des unités chargées de la prestation des services de base.

Objectif 3: Moderniser la gestion budgétaire pour une efficacité des dépenses publiques								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		Année en cours	CIBLES			
	20		2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Effectivité du budget-programme		-	-	-	En cours	En cours	réalisé	réalisé
Moyens de vérification : Rapport d'activités DGB Précisions méthodologiques : La loi de finances est présentée et exécutée en mode budget -programmes								
3.2 : Effectivité de la procédure d'autorisations d'engagement(AE) et crédits de paiement(CP)		-	-	en cours	réalisé	réalis é	réalis é	réalisé
Moyens de vérification : Rapport d'activité DGB								
Précisions méthodologiques :-La gestion budgétaire des dépenses d'investissement se fait en mode AE-CP								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Suivi des mouvements de crédits budgétaires 1.1.2 Mise en œuvre des outils de programmations budgétaires performants 1.2.1 Mise en œuvre du calendrier budgétaire 1.2.2 Sensibilisation pour la mise en œuvre du calendrier budgétaire 1.3.1 Mise en œuvre d'un mécanisme efficace de régulation budgétaire 1.3.2 Suivi de la mise en œuvre du programme avec le FMI 1.3.3 Organisation des réunions de concertation avec les gestionnaires des dépenses prioritaires (éducation, santé et développement social) 2.1.1 Mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des données budgétaires 2.1.2 Mise en œuvre du décret portant modalités d'accès aux informations et documents administratifs relatifs à la gestion des finances publiques et de leur publication 2.1.3 Renforcement de la participation à l'élaboration du budget de l'Etat 3.1.1 Préparation du budget en mode programme 3.1.2 Formation des cadres des parlementaires sur les procédures de vote du budget en mode programme 3.1.3 Formation des responsables de programmes 3.2.1 Adaptation des procédures d'exécution à la procédure AE/CP 	 1.3.1 Mise en œuvre d'un mécanisme efficace de régulation budgétaire 1.3.2 Suivi de la mise en œuvre du programme avec le FMI 1.3.3 Organisation des réunions de concertation avec les gestionnaires des dépenses prioritaires (éducation, santé et développement social) 	 1.1.1 Suivi des mouvements de crédits budgétaires 1.1.2 Mise en œuvre des outils de programmations budgétaires performants 1.2.1 Mise en œuvre du calendrier budgétaire 1.2.2 Sensibilisation pour la mise en œuvre du calendrier budgétaire 1.3.1 Mise en œuvre d'un mécanisme efficace de régulation budgétaire 1.3.2 Suivi de la mise en œuvre du programme avec le FMI 1.3.3 Organisation des réunions de concertation avec les gestionnaires des dépenses prioritaires (éducation, santé et développement social) 2.1.1 Mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des données budgétaires 2.1.2 Mise en œuvre du décret portant modalités d'accès aux informations et documents administratifs relatifs à la gestion des finances publiques et de leur publication 2.1.3 Renforcement de la participation à l'élaboration du budget de l'Etat 3.1.1 Préparation et exécution du budget en mode programme 3.1.3 Formation des cadres des parlementaires sur les procédures de vote du budget en mode programme 3.1.4 Formation des responsables de programmes 3.2.1 Adaptation des procédures d'exécution à la procédure AE/CP
	L	<u> </u>



Section :310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
(PRED) à la procédure AE/CP 3.2.3 Modification des textes régissant	d'information (PRED) à la procédure AE/CP	 3.2.2 Adaptation des systèmes d'information (PRED) à la procédure AE/CP 3.2.3 Modification des textes régissant l'exécution du budget

RECOUVREMENT DES RECETTES FISCALES

Section:310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour mission la conception et la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de fiscalité de porte et de fiscalité intérieure.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1: Taux de pression fiscale de :									
la DGI	%	9,07	9,62	9,27	10,01	10,27	10,51		
la DGD		6	5,7	6,7	6,9	6,4	6,7	7	
Méthodologie : (Total des recettes fiscales annuelles / PIB nominal) *100		. 10	27	>10	>20	>20	>20	20	
.2.: Taux d'accroissement du nombre de contribuables immatriculés à la DGI	%	>10	21	>10	/20	/20	/20	1 20	
1.2.: Taux d'accroissement du nombre de contribuables immatriculés à la DGI Moyen de vérification : Rapport de SIGTAS ; Méthodologie : (Nombre de contribuables immatriculés à l'année N – Nombre de cont							1		
Moyen de vérification : Rapport de SIGTAS ; Méthodologie : (Nombre de contribuables immatriculés à l'année N – Nombre de cont							1		
Moyen de vérification : Rapport de SIGTAS ;							1		

RECOUVREMENT DES RECETTES FISCALES

Section:310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Améliorer	les services	aux contribuables
------------------------	--------------	-------------------

Objecti 2 Timenorer res ser nees aan contributables								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux de satisfaction des contribuables de la DGI	%	66,51	66,51	66,51	66,51	66,51	66,51	
Moyen de vérification : Rapport de sondage d'opinion; Méthodologie : (Nombre de contribuables satisfaits / Nombre de contribuables sondés) X 100								
2.2 : Délai moyen de dédouanement	Heure	44	36	30	24	15	10	10

Moyen de vérification : Rapport produit par la Direction de l'Informatique et de la Statistique et la Direction des Recettes et des Etudes de la DGD

Méthodologie: Temps moyen mis pour l'opération de dédouanement

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS ITE		Année en cours		CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'informatisation :				-			•	
la DGI	%	76	76	83	85	90	90	
la DGD		98	98,5	100	100	100	100	100

Moyen de vérification : Rapport d'activités de la Sous - Direction de l'Informatique (DGI) ; Rapport de Direction de l'Informatique et de la Statistique (DGD) Méthodologie : (Nombre de bureaux (sites) connectés / nombre de bureaux (sites) connectés * 100

Moyen de vérification : Rapport des contrôles internes

Méthodologie : Appréciation du contrôle interne effectué par la SDOCS (sous-direction organisation de contrôle des services

recensement des contribuables 1.1.2 Application de la télé déclaration et renforcement du paiement bancaire de l'impôt avec la Douane, le Trésor, la Direction des Transports, l'INPS, du PVI et du scanning 1.1.5 Renforcement des contribuables 1.2.1 Immatriculation des contribuables 1.2.2 Organisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités 1.2.2 Paganisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités 1.2.2 Renforcement de la mise en place du système des opérateurs économiques agréés (OEA). 1.3.2 Mission de suivi des vérifications des suivi des vérifications (assurance qualité) 1.3.3 Constatation et repression des infractions relevées au PVI et au scanning: 1.3.4 Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière 1.3.5 Reconciliation des AV et des déclarations 2.1.1 Poursuite de la création de services 2.2 Poursuite de l'interconnexion des recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des l'impôt 1.1.2 Evaluation de l'utilisation de la télé déclaration et de l'impôt 1.1.2 Poursuite des actions de recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des l'impôt 1.1.3 Poursuite des actions de recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des l'impôt 1.1.4 Suivi de l'application stricte des textes du PVI et du scanning 1.1.5 Renforcement des contrôles mobiles 1.2.2 Immatriculation des contribuables 1.2.2 Immatriculation des contrôles mobiles 1.2.2 Immatriculation des contrôles mobiles 1.2.2 Poursuite de l'interconnexion des réseaux informatique 1.2.2 Realisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités 1.2.2 Poursuite de l'interconnexion des réseaux informatiques 1.2.2 Realisation et équipement d'une salle informatique 1.2.3 Renforcement de la mise en place du système des opérateurs économiques agrées (OEA). 1.3.4 Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière 1.3.5 Reconciliation des AV et des déclarations 2.1.1 Evaluation de l'impôt 1.1.2.2 Immat	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	services de recouvrement 1.1.2 Application de la télé déclaration et renforcement du paiement bancaire de l'impôt 1.1.3 Poursuite des actions de recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des Transports, l'INPS, 1.1.4 Suivi de l'application stricte des textes du PVI et du scanning 1.1.5 Renforcement des contrôles mobiles 1.2.1 Immatriculation des contribuables 1.2.2 Organisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités 1.2.3 Poursuite de l'interconnexion des réseaux informatiques, 1.2.4 Réalisation et équipement d'une salle informatique 1.2.5 Renforcement de la mise en place du système des opérateurs économiques agréés (OEA). 1.3.1 Réalisation de la 5ème édition du CGI et du LPF 1.3.2 Mission de suivi des vérifications (assurance qualité) 1.3.3 Constatation et répression des infractions relevées au PVI et au scanning; 1.3.4 Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière 1.3.5 Réconciliation des AV et des déclarations 2.1.1 Poursuite de la création de services d'accueil et de salles d'entrevue 2.1.2 Campagnes de Formation, d'information et	recensement des contribuables 1.1.2 Evaluation de l'utilisation de la télé déclaration et du paiement bancaire de l'impôt 1.1.3 Poursuite des actions de recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des Transports, l'INPS, 1.1.4 Suivi de l'application stricte des textes du PVI et du scanning 1.1.5 Renforcement des contrôles mobiles 1.2.1 Immatriculation des contribuables 1.2.2 Organisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités 1.2.3 Poursuite de l'interconnexion des réseaux informatiques, 1.2.4 Réalisation et équipement d'une salle informatique 1.2.5 Renforcement de la mise en place du système des opérateurs économiques agréés (OEA). 1.3.1 Assurer le renforcement des capacités des agents de recouvrement 1.3.2 Mission de suivi des vérifications (assurance qualité) 1.3.3 Constatation et répression des infractions relevées au PVI et au scanning; 1.3.4 Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière 1.3.5 Réconciliation des AV et des déclarations 2.1.1 Evaluation de l'efficacité des services aux contribuables	recensement des contribuables 1.1.2 Evaluation de l'utilisation de la télé déclaration et du paiement bancaire de l'impôt 1.1.3 Poursuite des actions de recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des Transports, l'INPS, 1.1.4 Suivi de l'application stricte des textes du PVI et du scanning 1.1.5 Renforcement des contrôles mobiles 1.2.1 Immatriculation des contribuables 1.2.2 Organisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités 1.2.3 Poursuite de l'interconnexion des réseaux informatiques, 1.2.4 Réalisation et équipement d'une salle informatique 1.2.5 Renforcement de la mise en place du système des opérateurs économiques agréés (OEA). 1.3.1 Assurer le renforcement des capacités des agents de recouvrement 1.3.2 Mission de suivi des vérifications (assurance qualité) 1.3.3 Constatation et répression des infractions relevées au PVI et au scanning; 1.3.4 Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière 1.3.5 Réconciliation des AV et des déclarations 2.1.1 Evaluation de l'efficacité des services aux contribuables

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.3 Implantation de l'interface bancaire 2.1.4 Poursuite de la création et opérationnalisation de bureaux d'assistance au contribuable 2.1.5 Mise à niveau de la stratégie, du plan et des outils de communication externes en incluant les problématiques en genre 2.2.1 Informatisation de toutes les opérations de dédouanement 2.2.2 Renforcement du contrôle des marchandises par le recours à l'analyse du risque et au ciblage 2.2.4 Facilitation de la circulation des marchandises au niveau de la chaîne logistique 3.1.1 Formation des agents en informatique et sur les procédures informatisées 3.1.2 Mise en œuvre des télé-procédures 3.1.3 Extension des locaux de la Direction Générale des Impôts sise à Hamdallaye ACI 2000 3.1.4 Extension de SYDONIA à tous les bureaux et postes et connexion des Représentations de Conakry, Nouakchott et Téma 3.1.5 Poursuite du déploiement de SYDONIA WORLD 3.2.1 Mission de contrôle interne sur l'application des procédures informatisées 3.2.2 Exploitation systématique de l'annexe informatisées 3.2.2 Exploitation systématique de l'annexe 1.1 jointe à la déclaration mensuelle 3.2.3 Renforcement des capacités des nouveaux vérificateurs 	de sensibilisation des contribuables 2.1.3 Application de l'interface bancaire 2.1.4 Poursuite de la création et opérationnalisation de bureaux d'assistance au contribuable 2.1.5 Application de la nouvelle stratégie 2.2.1 Informatisation de toutes les opérations de dédouanement 2.2.2 Renforcement du contrôle des marchandises par le recours à l'analyse du risque et au ciblage 2.2.4 Facilitation de la circulation des marchandises au niveau de la chaîne logistique 3.1.1 Poursuite de l'informatisation des régions du Nord et des centres non encore informatisés 3.1.2 Poursuite de la mise en œuvre des télé-procédures 3.1.3 Extension des locaux de la Direction Générale des Impôts sise à Hamdallaye ACI 2000 3.1.4 Extension de SYDONIA à tous les bureaux et postes et connexion des Représentations de Conakry, Nouakchott et Téma 3.1.5 Poursuite du déploiement de SYDONIA WORLD 3.2.1 Poursuite de la mission de contrôle interne sur l'application des procédures informatisées 3.2.2 Suivi des tableaux de bord sur les indicateurs de gestion intégrée dans SIGTAS	de sensibilisation des contribuables 2.1.3 Application de l'interface bancaire 2.1.4 Poursuite de la création et opérationnalisation de bureaux d'assistance au contribuable 2.1.5 Application de la nouvelle stratégie 2.2.1 Informatisation de toutes les opérations de dédouanement 2.2.2 Renforcement du contrôle des marchandises par le recours à l'analyse du risque et au ciblage 2.2.4 Facilitation de la circulation des marchandises au niveau de la chaîne logistique 3.1.1 Poursuite de l'informatisation des régions du Nord et des centres non encore informatisés 3.1.2 Poursuite de la mise en œuvre des télé-procédures 3.1.3 Extension des locaux de la Direction Générale des Impôts sise à Hamdallaye ACI 2000 3.1.4 Extension de SYDONIA à tous les bureaux et postes et connexion des Représentations de Conakry, Nouakchott et Téma 3.1.5 Poursuite du déploiement de SYDONIA WORLD 3.2.1 Poursuite de la mission de contrôle interne sur l'application des procédures informatisées 3.2.2 Suivi des tableaux de bord sur les indicateurs de gestion intégrée dans SIGTAS 3.2.3 Renforcement des capacités des nouveaux vérificateurs
		Dudget programmes 2017 Dage 1/F

RECOUVREMENT DES RECETTES FISCALES

Section :310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
matériels roulants 3.2.5 Actualisation du processus d'évaluation de la performance	nouveaux vérificateurs	3.2.4 Renforcement des capacités des enquêteurs de la DGI3.2.5 Evaluation de l'application du plan de carrière des agents

CONTROLE ET ASSISTANCE DE LA GESTION DES DENIERS PUBLICS

Section:310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme a pour mission essentiellement :

- d'exercer un contrôle permanent et a priori des finances publiques sur le territoire national (Budget d'Etat, Budgets annexes, Budgets des Collectivités et tous les autres budgets et comptes publics ainsi que les opérations de trésorerie correspondantes ;
- de contrôler le fonctionnement et l'action des services et organismes relevant du ministère de l'Economie et des Finances ;
- de contrôler la gestion des deniers publics, la régularité des opérations financières, comptables résultant de l'exécution du budget d'Etat ;
- d'analyser les avants projets des dossiers des marchés publics ;
- de contrôler les procédures de consultation en vue de l'adjudication et de l'attribution des marchés publics de travaux, fournitures et services ;
- de recevoir, analyser et traiter les informations contenues dans les déclarations de soupçon reçues des personnes assujetties à la loi N°06-066 du 29/12/2006 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et la loi n°25 du 23 Juillet 2008 portant répression du terrorisme, afin de déterminer l'origine frauduleuse des transactions ;
- de veiller au respect de la réglementation applicable aux Systèmes Financiers Décentralisés, pour permettre l'accès d'un plus grand nombre de Personnes au Services Financiers Décentralisés, la professionnalisation de l'industrie de la micro finance et la protection des dépôts du public.

OBJECTIF 1 : Assurer le contrôle permanent et a priori de la régularité de passation des marchés publics, de l'exécution du budget d'Etat, des organismes personnalisés et des	ı
collectivités territoriales.	1

conectivites territoriales.										
INDICATEURS	Unité	RI	EALISATIO	NS	Année en cours					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
1.1 Pourcentage des budgets contrôlés	%	98,9	98,9	98,9	98,9	98,9	98,9	98,9		
Moyen de vérification rapport d'activité de la DNCF										
Précision méthodologique :(Ressources publiques contrôlées par le contrôle financier / du contrôle financier)*100	Ressour	ces publiqu	es contrôlée	s qui devrai	ent être nori	malement so	oumises au vi	sa préalable		
1.2 Taux de contrôle d'effectivité de la prestation	%	-	100	100	100	100	100	100		
Moyen de vérification : Rapport sur l'effectivité de la prestation										
Précision méthodologique : (Participation de la DNCF aux réceptions atteignant le seuil d	le 10 milli	ions/Nomb	re total d'av	is de réception	on du même	seuil)*100.				
1.3 Pourcentage des marchés passés par appel d'offres ouvert.	%	83	90	85	85	85	85	93		
Moyen de vérification : Base de données de la DGMP DSP	loyen de vérification : Base de données de la DGMP DSP									
Précision méthodologique: Nombre de marchés passés par appel d'offre ouvert / l'ensemble des marchés passés										

CONTROLE ET ASSISTANCE DE LA GESTION DES DENIERS PUBLICS

Section:310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Améliorer le contrôle a posteriori de la gestion des finances publiques

INDICATEURS	Unité	RI	EALISATIO	NS	Année en cours				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 Taux de réalisation annuelle du programme de vérification	%	70	85	90	95	100	100	100	
Moyen de vérification : Rapport annuel de l'Inspection des Finances									
Précisions méthodologiques : nombre de missions réalisées /nombre de missions programmées									
2.2 Taux de réalisation des missions de suivi de mise en œuvre des recommandations	%	100	100	100	100	100	100]	
Moyen de vérification : rapport annuel de l'Inspection des Finances									
Précisions méthodologiques: Nombre de missions de suivi effectuées / Nombre de missions programmées									

OBJECTIF 3 : Renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.	
ODJENJIH O : Nemorcer la luue contre le Dianchiment de Cabhaux et le illiancement du terrorisme.	

•								
INDICATEURS	Unité	RI	EALIS ATIO	NS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux des dossiers de soupçon traités et envoyés au tribunal	%	55	60	65	70	75	80	90
Moyens de vérification :Répertoire des dossiers reçus								
Précisions méthodologiques : Nombre de dossiers traités et envoyés / Nombre de dossie	rs reçus							
3.2 Pourcentage des assujettis et agents de poursuite informés, formés et sensibilisés en moyen de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	%	60	70	78	80	85	90	100
Moyens de vérification : Rapport de formation Précisions Méthodologiques : Nombre d'agents formés / Nombre d'agents ciblés								
3.3. Niveau de risques identifiés en matière de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme	%	-	65	70	75	80	80	80
Moyen de vérification : rapport annuel	•						•	
Précision méthodologique : Nombre de risque prévu / Nombre Total							_	
3.4 Pourcentage des dossiers traités en matière de transport physique des capitaux	%	-	-	-	50	50	70	100
Moyen de vérification : rapport d'activité de la CENTIF			_		•			
Précision méthodologie : Pourcentage des dossiers traités par rapport au dossier reçu								

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2019 ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 1.1.1 Contrôle a priori du budget d'Etat, des 1.1.1 Contrôle a priori du budget d'Etat, des 1.1.1 Contrôle a priori du budget d'Etat, budgets des organismes personnalisés budgets des organismes personnalisés des budgets des organismes et des collectivités territoriales et des collectivités territoriales personnalisés et des collectivités 1.1.2 Mise en œuvre du contrôle sélectif et 1.1.2 Poursuite de la mise en œuvre du territoriales 1.1.2 Poursuite de la mise en œuvre du contrôle sélectif et l'évaluation a l'évaluation a posteriori des résultats et des performances des programmes ; la contrôle sélectif et l'évaluation a posteriori des résultats et des formation des agents sur les techniques performances des programmes ; la posteriori des résultats et des de contrôle a priori sélectif et les formation des agents sur les performances des programmes ; la techniques d'évaluation a posteriori de techniques de contrôle a priori formation des agents sur les sélectif et les techniques d'évaluation techniques de contrôle a priori la performance des programmes 1.1.3 Renforcement de capacité de la a posteriori de la performance des sélectif et les techniques programmes d'évaluation a posteriori de la Direction Nationale du Contrôle Financier, des DRCF, des délégations en 1.1.3 Poursuite du renforcement de capacité performance des programmes 1.1.3 Poursuite du renforcement capacité de la Direction Nationale du Contrôle acquisition de mobiliers de bureaux, Financier, des DRCF, des délégations matériel roulant : matériel de bureau et de la Direction Nationale du en acquisition de mobiliers de Contrôle Financier, des DRCF, des informatique, formation continue du bureaux, matériel roulant; matériel personnel et électrification par Kits délégations en acquisition de de bureau et informatique, formation solaires de certaines délégations mobiliers de bureaux, matériel continue du personnel et locales de la DNCF. roulant : matériel de bureau et électrification par Kits solaires de 1.1.4 Poursuite de la déconcentration du informatique, formation continue du certaines délégations locales de la contrôle financier par la création de personnel et électrification par Kits DNCF. délégations auprès de recettes solaires de certaines délégations 1.1.4 Poursuite de la déconcentration du perceptions et poursuite de la mise en locales de la DNCF. contrôle financier et poursuite de la place des effectifs conformément au 1.1.4 Poursuite de la déconcentration du mise en place des effectifs cadre organique. contrôle financier et poursuite de la conformément au cadre organique mise en place des effectifs 1.1.5 Construction de sièges pour deux 1.1.5 Construction de sièges pour trois délégations de cercle (Kangaba, San) conformément au cadre organique délégations de cercle (Kangaba, 1.1.6 Relecture du manuel de procédure du 1.1.5 Construction de sièges pour trois 1.1.6 Relecture du manuel de procédure délégations de cercle (Kangaba, contrôle financier. du contrôle financier 1.2.1 Participation de la DNCF à toutes les 1.1.6 Relecture du manuel de procédure 1.2.1 Participation de la DNCF à toutes les réceptions à partir de 10 millions pour du contrôle financier réceptions à partir de 10 millions pour les fournitures et travaux. 1.2.1 Participation de la DNCF à toutes les les fournitures et travaux 1.3.1 Equipement des Directions Régionales réceptions à partir de 10 millions 1.3.1 Poursuite de l'équipement des et les cellules de passation des Marchés Directions Régionales et les cellules pour les fournitures et travaux Publics en matériel informatique et de de passation des Marchés Publics en matériel informatique et en réseautique réseautique

Section :310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
capacités du personnel. 1.3.3 Missions de contrôle et de supervision des marchés des Directions Régionales et les cellules de passation. 1.3.4 Réalisation d'infrastructure pour les Directions Régionales des Marchés Publics et des Délégations des services publics et équipement de la salle de conférence de la DGMP 2.1.1 Elaboration et mise en œuvre du programme annuel des missions de contrôle 2.1.2 Formation des cadres de l'Inspection des Finances aux systèmes de contrôle et d'audit comptable et financier; 2.1.3 Organisation des voyages d'études, d'échanges d'expériences avec des structures de contrôle d'autres pays (IGF en France, Les Inspections d'Etat du Maroc et de la Tunisie) 2.1.4 Participation aux missions conjointes avec les autres inspections des départements ministériels 2.2.1 Suivi de l'application des recommandations 2.2.2 Audit de performance des structures contrôlées 3.1.1 Renforcement du système de Sécurité des informations 3.1.2 Mise à jour et sécurisation du Site Web 3.1.3 Négociation d'accord de coopération	financier; 2.1.3 Organisation des voyages d'études, d'échanges d'expériences avec des structures de contrôle d'autres pays (IGF en France, Les Inspections d'Etat du Maroc et de la Tunisie) 2.1.4 Participation aux missions conjointes 2.2.1 Suivi de l'application des recommandations 2.2.2 Audit de performance des structures contrôlées 3.1.1 Renforcement du système de Sécurité des informations 3.1.2 Mise à jour du Site Web	1.3.1 Poursuite de l'équipement des Directions Régionales et les cellules de passation des Marchés Publics en matériel informatique et en réseautique 1.3.1 Poursuite de la formation et renforcement des capacités du personnel 1.3.2 Poursuite de Missions de contrôle et de supervision des marchés des Directions Régionales et les cellules de passation. 1.3.4 Poursuite de la réalisation d'infrastructure pour les Directions Régionales des Marchés Publics et des Délégations des services publics 2.1.1 Elaboration et mise en œuvre du programme annuel des missions de contrôle 2.1.2 Formation des cadres de l'Inspection des Finances aux systèmes de contrôle et d'audit comptable et financier; 2.1.3 Organisation des voyages d'études, d'échanges d'expériences avec des structures de contrôle d'autres pays (IGF en France, Les Inspections d'Etat du Maroc et de la Tunisie) 2.1.4 Participation aux missions conjointes 2.2.1 Suivi de l'application des recommandations 2.2.2 Audit de performance des structures contrôlées 3.1.1 Renforcement du système de Sécurité des informations 3.1.2 Mise à jour du Site Web

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.5 Etude sur l'évolution des techniques utilisées pour le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme 3.2.1 Organisations de Séminaires d'information, de sensibilisation et d'éducation des assujettis, des autorités de poursuite et la société civile 3.2.2 Suivi et mise en œuvre des recommandations du rapport d'évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le LBC/FT 3.2.3 Production du rapport d'activités trimestrielles et annuelles 3.3.1 Evaluation des risques et mise en place d'une approche basée sur les risques en matière de LBC/FT 3.3.2 Désignation d'une autorité pour coordonner les activités d'évaluation des risques 3.3.3 Evaluation nationale du dispositif de lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme 	 3.1.4 Elaboration et mise en œuvre du programme de formation des membres et du personnel d'appui de la CENTIF 3.1.5 Réalisation d'une étude prospective des différents secteurs économiques les plus exposés au BC-FT et les vecteurs de blanchiment les plus utilisés 3.2.1 Organisations des Séminaires d'information, de sensibilisation et d'éducation des assujettis, des autorités de poursuite et la société civile 3.2.2 Suivi et mise en œuvre des recommandations du rapport 	 3.1.3 Négociation d'accord de coopération avec les CRF/Partenaires et participation aux plénières du GAFI, du Groupe Egmont et du GIABA 3.1.4 Elaboration et mise en œuvre du programme de formation des membres et du personnel d'appui de la CENTIF 3.1.5 Réalisation d'une étude prospective des différents secteurs économiques les plus exposés au BC-FT et les vecteurs de blanchiment les plus utilisés 3.2.1 Organisations des Séminaires d'information, de sensibilisation et d'éducation des assujettis, des autorités de poursuite et la société civile 3.2.2 Suivi et mise en œuvre des recommandations du rapport d'évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le BA 3.2.3 Production du rapport d'activité trimestriel 3.3.1 Coordinations les activités relatives à l'Evaluation Mutuelle du dispositif de lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme par le GIABA
4.1.2 Missions de contrôle et de surveillance des SFD4.1.3 Suivi de la mise en œuvre du plan d'urgence du secteur de la micro finance	conservation des informations relatives aux transferts physiques de capitaux 4.1.1 Etude et analyse des dossiers de demande d'Agrément 4.1.2 Missions de contrôle et de surveillance des SFD	 3.3.2 Suivi du REM 3.3.3 Mise en œuvre des recommandations de l'évaluation nationale du dispositif LBC/FT 3.4.1 Renforcement du système informatisé de conservation des informations relatives aux transferts physiques de capitaux.



CONTROLE ET ASSISTANCE DE LA GESTION DES DENIERS PUBLICS

Section :310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	œuvre du plan d'urgence du secteur de la micro finance 4.1.4 Collecte, traitement et diffusion des informations statistiques du secteur	 4.1.1 Etude et analyse des dossiers de demande d'Agrément 4.1.2 Missions de contrôle et de surveillance des SFD 4.1.3 Poursuite du suivi de la mise en œuvre du plan d'urgence du secteur de la micro finance 4.1.4 Collecte, traitement et diffusion des informations statistiques du secteur.



Section:310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise :

- L'exécution des opérations du Budget de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics ;
- La gestion de la trésorerie,
- Un meilleur suivi des activités des établissements du secteur bancaire et des assurances.

40 40 40	2017 40 30	80 60	100 100
40			
40			
	30	60	100
62	75	85	100
40	65	85	100
	•		
		95	100
		40 65 71 80	



Section :310

Indicateurs	Unité	Unité REALIS ATIONS		Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Délai de production de la balance comptable	Jours	60	60	<=55	<=55	<=55	<=55	
Moyens de vérification : Rapport d'activités de l'ACCT Précisions méthodologiques : dénombrement								
2.2 Délai de production du TOFE	Jours	50	50	50	<=45	<=45	<=45	
Moyens de vérification : Rapport d'activités de l'ACCT Précisions méthodologiques : dénombrement	•			1				
2.3 Date de production du projet de Loi de Règlement	Dates	_	20-sept	31-août	31-août	31-août	31-août	



Section :310

Indicateurs	Unité	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage de Compagnies d'assurances et de courtiers suivis :			•	•			•	
-Compagnies d'assurances (contrôle sur pièces)	%	90	61	50	100	100	100	100
-Compagnies d'assurances (contrôle sur place)					60	70	70	80
- courtiers d'assurances (contrôle sur place)		20	60	45	20	30	40	40
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DNTCP précisions méthodologiques : (Nombre de compagnies contrôlées / Total des compagn (Nombre de courtiers contrôlés / Total des courtiers d'assurances) x100	ies d'assu	rances) x100)					
(trofficie de courtiers controles / Total des courtiers d'assurances) xito								
3.2 Pourcentage de l'établissement de crédit respectant au moins 60% des normes	%	-		-		100	100	100
3.2 Pourcentage de l'établissement de crédit respectant au moins 60% des normes prudentielle suivies Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DNTCP Précisions méthodologiques : (Nombre d'établissement contrôlé / nombre total de bandaries)		-	-	-	-	100	100	100



Section :310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Mise en œuvre du programme de vérification du service de contrôle interne du Trésor. 1.2.1 Réalisation d'infrastructures pour le Trésor (RGD, PGT et Recettes Perceptions) 2.1.1 Poursuite du programme de formation des agents du Trésor sur les nouvelles Directives de l'UEMOA. 2.1.2 Informatisation de la comptabilité des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics. 2.1.3 Production dans les délais des documents comptables et statistiques fiables. 2.1.4 Production des comptes de gestion de l'année 2016 au plus tard le 31 juillet de l'année 2017. 2.2.1 Suivi de production du TOFE de l'année 2016 2.3.1 Suivi de la production des comptes de gestion de l'année 2016 2.3.2 Elaboration du projet de Loi de Règlement de l'année 2016 avant le 30 septembre de l'année 2017. 2.3.3 Relecture et Adaptation du guide de compte de gestion aux Directives de l'UEMOA 2.3.4 Poursuite de la Formation des Agents des CT sur le régime financier des CT 2.3.5 Suivi de la tenue de la comptabilité des EPA suivant la nomenclature budgétaire et comptable 2.3.6 Développement et déploiement d'une application de Comptabilité des EPA 	l'année 2017 2.3.1 Suivi de la production des comptes de gestion de l'année 2017 2.3.2 Elaboration du projet de Loi de Règlement de l'année 2017 avant le 30 septembre de l'année 2018. 2.3.3 Relecture et Adaptation du guide de compte de gestion aux Directives de l'UEMOA. 2.3.4 Poursuite de la Formation des Agents des CT sur le régime financier des CT	 1.1.1 Mise en œuvre du programme de vérification du service de contrôle interne du Trésor. 1.2.1 Réalisation d'infrastructures pour le Trésor (RGD, PGT et Recettes Perceptions) 2.1.1 Poursuite du programme de formation des agents du Trésor sur les nouvelles Directives de l'UEMOA. 2.1.2 Informatisation de la comptabilité des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics. 2.1.3 Production dans les délais des documents comptables et statistiques fiables. 2.1.4 Production des comptes de gestion de l'année 2018 au plus tard le 31 juillet de l'année 2019. 2.2.1 Suivi de production du TOFE de l'année 2018 2.3.1 Suivi de la production des comptes de gestion de l'année 2018 2.3.2 Elaboration du projet de Loi de Règlement de l'année 2018 avant le 30 septembre de l'année 2019. 2.3.3 Relecture et Adaptation du guide de compte de gestion aux Directives de l'UEMOA. 2.3.4 Poursuite de la Formation des Agents des CT sur le régime financier des CT 2.3.5 Suivi de la tenue de la comptabilité des EPA suivant la nomenclature budgétaire et comptable



Section :310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
confection des comptes de Gestion 3.1.1 Vérification systématique des Compagnies et intermédiaires d'assurances. 3.2.1 Organisation des campagnes de sensibilisation sur la bancarisation	confection des comptes de Gestion 3.1.1 Vérification systématique des Compagnies et intermédiaires d'assurances	 2.3.6 Développement et déploiement d'une application de Comptabilité des EPA 2.3.7 Formation des Agents des EPA sur la confection des comptes de Gestion 3.1.1 Vérification systématique des Compagnies et intermédiaires d'assurances 3.2.1 Organisation des campagnes de sensibilisation sur la bancarisation 3.3.1 Suivi semestriel du rapatriement des recettes d'exportation

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Section:310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour objet :

- De gérer la dette publique intérieure et extérieure ;
- De contrôler l'émission et de suivre la gestion de tous les emprunts publics ;
- De recueillir et analyser toutes les informations relatives à la dette ;
- De procéder au recouvrement des fonds des prêts rétrocédés ;
- De donner une situation des ressources de l'Initiative PPTE ;
- D'animer le comité de suivi et d'utilisation des ressources PPTE ;
- De procéder au recouvrement des fonds des prêts rétrocédés.

OBJECTIF 1 : Assurer une meilleure gestion de la dette publique intérieure et e	extérieure							
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATION	NS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de réalisation du service de la dette par rapport aux prévisions	%	100	100	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : TOFE.	•		•	•			•	
Précisions méthodologiques : montant du service de la dette payée/montant prévu	dans l'année.							
1.2 Respect du taux de concessionnalité de 35% d'élément don	%	53,53	47,1	>= 35	>= 35	>= 35	>= 35	>= 35
Moyens de vérification : Base de données. Précisions méthodologiques : Elément don= valeur nominale- valeur actualisée du	prêt / valeur no	ominale du p	orêt (VN – V	/A)/VN				
1.3 Ratio de viabilité de la dette:								
- Ratio 1;	%	66,1	67,1	<150	< 150	< 150	< 150	< 150
- Ratio 2		30,5	30,2	<70	< 70	< 70	< 70	< 70
Moyens de vérification : bulletin statistique annuel de la dette.								
Précisions méthodologiques :								
Ration 1 = (VA/XGS)*100								
Ration 2= (Encours/PIB)* 100								

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
prêts rétrocédés 1.1.3 Mobilisation et suivi des ressources PPTE 1.2.1 Mission de négociations (mobilisation des ressources) 1.2.2 Analyse de tout financement interne ou externe générateur de la dette	gestion des emprunts publics 1.1.2 Mission et suivi de recouvrement des prêts rétrocédés 1.1.3 Mobilisation et suivi des ressources PPTE 1.2.1 Mission de négociations (mobilisation des ressources)	des prêts rétrocédés 1.1.3 Mobilisation et suivi des ressources PPTE 1.2.1 Mission de négociations (mobilisation des ressources) 1.2.2 Analyse de tout financement interne ou externe générateur de la dette 1.2.3 Animation du Comité de viabilité de la dette



COORDINATION ET FORMULATION DES POLITIQUES, STRATÉGIES, PROGRAMMES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SECTORIELS

Section: 310

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME

Ce programme vise à assurer :

- la coordination, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies sectorielles de développement ;
- le renforcement des capacités des structures de gestion du développement.

2013 	2014 65 75	2015 75 80	2016 >= 60 >= 70	2017 >= 60 >= 70	2018 >= 60 >= 70	2019 >= 60 >= 70
				T		
	75	80	>= 70	>= 70	>= 70	>= 70
86,73	75	80	>= 70	>= 70	>= 70	>= 70
				•	•	•
63	62	54,58	>= 60	>= 60	>= 60	>= 60
				•		
100.						
Satis fais ant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisan
		<u> </u>	100.	100.	100.	



COORDINATION ET FORMULATION DES POLITIQUES, STRATÉGIES, PROGRAMMES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SECTORIELS

Section: 310

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Renforcer les capacités	des acteurs dans la formulation, le su	uivi et l'évaluation des politiques de développement

INDICATEURS		R	EALISATION	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution des formations	%	87,76	86	91,11	>= 85	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports de formations Précisions méthodologiques : (Formations réalisées / Formations prévues)×100			•				
2.2 : Taux d'exécution des études programmées.	%	85,25	86	93,33	>= 86	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'études Précisions méthodologiques : (Etudes réalisées / Etudes prévues) ×100				•				

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des sessions du Comité de Prévision et de Modélisation; 1.1.2 Elaboration du cadrage macroéconomique et du Rapport sur la situation économique et financière du Mali 1.1.3 Organisation d'atelier national sur la planification et la régionalisation (enjeux et implications) 1.1.4 Organisation des sessions de la Cellule Nationale de Suivi du Programme Economique Régional (CNS-PER) 1.1.5 Construction/Réhabilitation et équipement des structures de planification aux niveaux régional et subrégional 1.2.1 Production et diffusion du PTI 2017-2019 et du BSI 2017 	 1.1.1 Organisation des sessions du Comité de Prévision et de Modélisation 1.1.2 Elaboration du cadrage macro-économique et du Rapport sur la situation économique et financière du Mali 1.1.3 Organisation d'atelier national sur la planification et la régionalisation (enjeux et implications) 1.1.4 Organisation des sessions de la Cellule Nationale de Suivi du Programme Economique Régional (CNS-PER) 1.1.5 Construction/Réhabilitation et équipement des structures de planification aux niveaux régional et subrégional 1.2.1 Production et diffusion du PTI 2017-2019 et du BSI 2017 1.2.2 Elaboration et diffusion du rapport d'exécution du BSI 2016 	 1.1.1 Organisation des sessions du Comité de Prévision et de Modélisation 1.1.2 Elaboration du cadrage macroéconomique et du Rapport sur la situation économique et financière du Mali 1.1.3 Organisation d'atelier national sur la planification et la régionalisation (enjeux et implications) 1.1.4 Organisation des sessions de la Cellule Nationale de Suivi du Programme Economique Régional (CNS-PER) 1.1.5 Construction/Réhabilitation et équipement des structures de planification aux niveaux régional et subrégional 1.2.1 Production et diffusion du PTI 2017-2019 et du BSI 2017



COORDINATION ET FORMULATION DES POLITIQUES, STRATÉGIES, PROGRAMMES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SECTORIELS

Section: 310



COORDINATION ET FORMULATION DES POLITIQUES, STRATÉGIES, PROGRAMMES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SECTORIELS

Section: 310

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.4 Formation des acteurs de développement à la planification stratégique, à la prospective et en Suivi-évaluation des projets/ programmes de développement et en méthode et modèle de prévision et de programmation 2.1.5 Formation des membres de Comité de sélection des projets et les CPS sur les critères de programmation, de budgétisation et de grilles d'évaluation des projets/programmes. 2.2.1 Réalisation de l'étude sur les politiques et stratégies publiques de développement économique 2.2.2 Etude d'impact des projets/programmes sur la création d'emploi au Mali 2.2.3 Etude sur la mise en œuvre de la stratégie de communication de la DNPD 2.2.4 Etude d'élaboration du guide de suiviévaluation des projets d'investissements publics 2.2.5 Etude sur le Schéma Directeur National des Infrastructures. 	Infrastructures.	 2.1.3 Organisation de sessions de formation de mise à niveau des nouveaux agents sur les techniques de planification, de statistique, et d'aménagement du territoire 2.1.4 Formation des acteurs de développement à la planification stratégique, à la prospective et en Suivi-évaluation des projets/ programmes de développement et en méthode et modèle de prévision et de programmation 2.1.5 Formation des membres de Comité de sélection des projets et les CPS sur les critères de programmation, de budgétisation et de grilles d'évaluation des projets/programmes. 2.2.1 Réalisation de l'étude sur les politiques et stratégies publiques de développement économique 2.2.2 Etude d'impact des projets/ programmes sur la création d'emploi au Mali 2.2.3 Etude sur la mise en œuvre de la stratégie de communication de la DNPD 2.2.4 Etude d'élaboration du guide de suivi-évaluation des projets d'investissements publics 2.2.5 Etude sur le Schéma Directeur National des Infrastructures.

Section:320

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. MISSIONS:

Le Ministère du Travail et de la Fonction Publique a pour mission de préparer et mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines du travail et de la fonction publique.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux de travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la Modernisation de l'Etat et de l'Administration ;
- la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les Institutions de la République autres que le Président de la République.

3. <u>TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME</u>:

En millier de F CFA

320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. F	PUBL.					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
TROGRAMMES	I LIXOUNIALL	TORCHORALMEN	IIIV LSTISSLIVILIVI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	358 726	958 708	653 000	1 970 434	2 140 507	2 140 885
02 Amélioration de la Gestion administrative des	198 091	244 924	1 062 000	1 505 015	1 556 092	1 653 263
Agents de l'Etat	190 091	244 324	1 002 000	1 303 013	1 330 032	1 000 200
03 Amélioration du Cadre Législatif du Travail	474 667	141 642	-	616 309	667 694	730 048
04 Reformes Administratives et Institutionnelles	143 010	95 178	434 000	672 188	692 618	729 399
TOTAL	1 174 494	1 440 452	2 149 000	4 763 946	5 056 911	5 253 595



Section:320

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme n°1 s'articule autour de la conduite de l'élaboration des politiques en matière du travail, de la fonction publique, des relations avec les Institutions et de gestion des ressources matérielles et financières du département.

Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Pourcentage des préavis gérés	%	46	45	60	70	70	72	75
Moyens de vérification : Arrêtés ou avis de réunion Précisions méthodologiques :(Nombre de préavis gérés/nombre de préavis reçus) x 10	00.							
1.2 Taux d'exécution des accords conclus avec les centrales syndicales	%	-	-	-	-	70	80	90
Moyens de vérification : Etat d'exécution des accords. Précisions méthodologiques : (Nombre d'accord exécuté / nombre d'accord conclu) x	100.		•					
1.3. Taux d'exécution du programme d'activités Genre du département	%				52	70	80	90

Section:320

Objectif 2 : Promouvoir le Dialogue Social								
Indicateurs	Unité _	Réalisations			Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités par la formation en dialogue social	%	-	-	-	-	80	90	95
Moyens de vérification : Rapport d'activités Précisions méthodologiques :(Nombre de formations réalisées/nombre formations prévues)	x 100.							
2.2 Taux de représentativité des centrales syndicales aux élections professionnelles	%	-	-	-	-	90	95	100
Moyens de vérification : Rapport des élections. Précisions méthodologiques : (Nombre de votants par centrale syndicale/nombre d'inscrits)	x 100.		•	•			•	

Objectif 3 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financi	ères								
Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités par la formation des agents de l'Etat.	%	-	-	-	-	50	60	70	
Moyens de vérification : Rapport d'activités									
Précisions méthodologiques : (Nombre de dossiers de formation traités/Nombre de dossiers a	reçus) x 1	.00							
3.2 Taux d'exécution du budget	%	99,25	99,5	98	99	99	99	100	
Moyens de vérification : Compte administratif Précisions méthodologiques : (Crédits liquidés/crédits notifiés) x 100									
3.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	-	-	-	80	90	95	100	
Moyens de vérification : Plan de passation des marchés Précisions méthodologiques : (Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) x 10	0								

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 4 : Renforcer les relations entre le Gouvernement et les autres Institutions	1			s	Année en		Cibles	
Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	cours 2016	2017	2018	2019
	1	2013	2014	2013	2010	2017	2010	2019
4.1 Taux d'exécution du programme d'activités de renforcement des Relations avec les Institutions	%			66	60	70	80	90
Moyens de vérification : Rapports d'activités Précisions méthodologiques : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées	s) x 100							
4.2 Pourcentage de projets de loi adoptés par l'Assemblée Nationale	%	56	76	80	80	85	90	90
Moyens de vérification : Rapports de session de l'Assemblée Nationale Précisions méthodologiques : (Nombre de projets de loi votés/nombre de projets de loi soun	nis) x 100							

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Mise en place de cadre de concertation 1.1.2 Organisation des réunions de concertation avec les partenaires sociaux. 1.1.3 Appui aux autres départements 1.2.1 Exécution des accords conclus avec les centrales syndicales 1.2.2 Renforcement de capacité des acteurs du dialogue social. 1.3.1 Renforcement de capacité des membres du comité genre. 1.3.2 Campagne de sensibilisation du personnel sur le genre. 1.3.3 Formation sur la budgétisation sensible au genre. 1.3.4 Réalisation de l'étude sur la sousreprésentation des femmes dans l'Administration Publique. 	sociaux. 1.1.3 Appui aux autres départements 1.2.1 Exécution des accords conclus avec les centrales syndicales 1.2.2 Renforcement des capacités des acteurs du dialogue social. 1.3.1 Renforcement de capacité des membres du comité genre	concertation 1.1.2 Organisation des réunions de concertation avec les partenaires sociaux. 1.1.3 Appui aux autres départements 1.2.1 Exécution des accords conclus avec les centrales syndicales 1.2.2 Renforcement des capacités des acteurs du dialogue social. 1.3.1 Renforcement de capacité des membres du comité genre. 1.3.2 Une campagne de sensibilisation du personnel sur le genre.

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 Dialogue Social 3.1.1 Renforcement des capacités des agents de l'Etat par la formation 3.2.1 Elaboration des budgets 2018. 3.2.2 Exécution du budget 2017. 3.3.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 3.3.2 Elaboration des dossiers d'appel d'offres des marchés 2018. 4.1.1 Visite de travail auprès des Institutions. 4.1.2 Séminaire gouvernemental sur les relations gouvernement/institutions de la République autres que le Président de la République. 4.1.3 Animation des cadres de concertation avec les Institutions. 4.1.4 Formation des points focaux chargés des Relations avec les Institutions. 4.1.5 Réalisation de campagne d'information et de sensibilisation sur les Institutions 4.2.1 Suivi régulier du travail parlementaire et des activités des autres Institutions. 4.2.2 Conception et publication de la revue 	social 2.2.1 Organisation des élections professionnelles 2.2.2 Elaboration d'un plan d'actions 3.1.1 Renforcement des capacités des agents de l'Etat par la formation 3.2.1 Elaboration des budgets 2019. 3.2.2 Exécution du budget 2018. 3.3.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 3.3.2 Elaboration des dossiers d'appel d'offres des marchés 2018. 4.1.1 Visite de travail auprès des Institutions. 4.1.2 Séminaire gouvernemental sur les relations gouvernement/institutions de la République autres que le Président de la République. 4.1.3 Animation des cadres de concertation avec les Institutions. 4.1.4 Formations des points focaux chargés des Relations avec les Institutions. 4.1.5 Réalisation de campagne d'information et de sensibilisation sur les Institutions 4.2.1 Suivi régulier du travail parlementaire et des activités des autres Institutions. 4.2.2 Conception et publication de la revue semestrielle sur les Institutions. 4.2.3 Mise en œuvre des recommandations de l' étude sur les relations Gouvernement/	de l'étude 1.3.5 Journée d'échanges sur les réalisations genre du département. 2.1.1 Renforcement des capacités en dialogue social 2.2.1 Organisation des élections professionnelles 2.2.2 Elaboration d'un plan d'actions 3.1.1 Renforcement des capacités des agents de l'Etat par la formation 3.2.1 Elaboration des budgets 2020. 3.2.2 Exécution du budget 2019. 3.3.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 3.3.2 Elaboration des dossiers d'appel d'offres des marchés 2018. 4.1.1 Visite de travail auprès des Institutions. 4.1.2 Séminaire gouvernemental sur les relations gouvernement/institutions de la République autres que le Président de la République. 4.1.3 Animation des cadres de concertation avec les Institutions. 4.1.4 Formations des points focaux chargés des Relations avec les Institutions. 4.1.5 Réalisation de campagne d'information et de sensibilisation sur les Institutions. 4.2.1 Suivi régulier du travail parlementaire et des activités des autres Institutions.
		Dl



AMELIORATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE L'ETAT

Section :320

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Fournir les éléments de la politique nationale de gestion des Agents de l'Etat

OBJECTIF 1 : Maîtriser les effectifs du personnel de la fonction publique d'Etat								
INDICATEURS	Unité]	Réalisation	s	Année en cours		Cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux de mise en œuvre des recommandations issues du contrôle physique	%					85	90	100
Moyen de vérification : Rapport de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues d	u contrôle	e physique	•		-			
Précisions méthodologiques :(Nombre de recommandations appliquées / nombre total de rec	ommanda	itions form	ılées) x 100					
1.2 Proportion de données harmonisées entre le fichier solde (BCS) et le fichier Administratif (DNFPP)	%	85	75	100	90	90	95	98
Moyen de vérification : fichier solde (BCS) et le fichier administratif (DNFPP)								
Précisions méthodologiques : (Nombre de fiches actualisées au BCS / le nombre total des fic	hes) x 100)						

OBJECTIF 2 : Satisfaire les besoins en formation et de recrutement de nouveaux agents en tenant compte des contraintes budgétaires											
INDICATEURS	Unité]	Réalisation	s	Année en cours						
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
2.1 : Pourcentage d'agents recrutés conformément aux profils exigés par les cadres organiques des services publics et budgétairement autorisés	%	30	23	21	50	52	52	55			
Moyen de vérification : Arrêtés d'intégration et cadres organiques Précisions méthodologiques :(nombre d'agents recrutés conformément aux profils exigés/ le	nombre to	otal de beso	oins exprimé	és) x 100							
2.2 Taux d'exécution des besoins de formation des agents de l'Etat	%	45	50	70	80	82	85	90			
Moyen de vérification : Application Gestion des Ressources Humaines (GRH) Précisions méthodologiques : (Nombre d'agents autorisés à se former/ le nombre total de demandes) x 100											



AMELIORATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE L'ETAT

Section:320

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible

INDICATEURS	Unité	1	Réalisation	s	Année en cours		Cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat	%	40	50	100	60	80	90	95
Moyen de vérification : Base de données de la DNFPP								
Précisions méthodologiques : (Nombre de dossiers mis à jour/ le nombre total de dossiers exi	stants) x	100.						
3.2 Pourcentage d'exécution du plan de communication	%	25	50	90	60	75	80	90
Moyens de vérification : rapport de communication	•				•			
Précisions méthodologiques : (Nombre d'actions de communication/ le nombre total d'action	s prograi	mmées) x 10	0.					

OBJECTIF 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique											
INDICATEURS	Unité]	Cible								
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
4.1. Taux d'exécution du programme de recensement des handicapés dans la Fonction publique	%			75	55	80	90	92			
Moyen de vérification : Rapport de recensement Précisions méthodologiques : (Nombre d'handicapés recensés / le nombre total d'agents de	l'Etat) x 1	00									
4.2. Pourcentage de femmes (de la catégorie A) dans la Fonction publique répertoriées % 50 65 80 95											
Moyen de vérification : Rapport de recensement Précisions méthodologiques : (Nombre de femmes de la catégorie A répertoriées/ l'effectif total de femmes de la catégorie A) x 100											

AMELIORATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE L'ETAT

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Collecte et mise à jour des décisions d'affection des agents de la Fonction Publique de l'Etat 1.1.2 Développement des instruments de modernisation et de professionnalisation de la Gestion des Ressources Humaines 1.2.1 Déploiement de l'application GRH des DRH avec le BCS 2.1.1 Evaluation des besoins nouveaux en personnel des services publics; 2.1.2 Organisation des concours directs et professionnels et des tests de recrutement des contractuels dans la Fonction Publique; 2.1.3 Organisation des rencontres entre CNCFP et les structures techniques (DNFPP, ENA, DRH, Etablissements de formation); 2.2.1 Suivi des agents de l'Etat en formation 3.1.1 Utilisation du logiciel de Gestion des R.H 3.1.2 Production des statistiques sur les R.H; 3.2.1 Elaboration et mise en œuvre d'un plan de Communication; 3.2.2 Organisation de la journée Africaine de la Fonction Publique. 4.1.1 Recensement des handicapés dans la Fonction publique 4.2.1 Elaboration d'un répertoire des femmes de la catégorie A dans la Fonction Publique 	professionnalisation de la GRH; 1.2.1 Déploiement de l'application GRH des DRH avec le BCS 2.1.1 Evaluation des besoins nouveaux en personnel des services publics; 2.1.2 Organisation des concours directs et professionnels, des tests de recrutement des contractuels dans la Fonction Publique 2.1.3 Poursuite de l'organisation des rencontres entre le CNCFP et les structures techniques (DNFPP, ENA, DRH, Etablissements de formation); 2.2.1 Poursuite du Suivi des agents de l'Etat en formation 3.1.1 Application du logiciel de Gestion des R.H 3.2.1 Poursuite de la mise en œuvre d'un plan de communication; 3.2.2 Organisation de la journée Africaine de la Fonction Publique. 4.1.1 Recensement des handicapés dans la	à jour des décisions d'affection des agents de la Fonction Publique de l'Etat 1.1.2 Poursuite du développement des instruments de modernisation et professionnalisation de la GRH; 1.2.1 Déploiement de l'application GRH des DRH avec le BCS 2.1.1 Evaluation des besoins nouveaux en personnel des services publics; 2.1.2 Organisation des concours directs et professionnels, des tests de recrutement des contractuels dans la Fonction Publique 2.1.3 Poursuite de l'organisation des rencontres entre le CNCFP et les structures techniques (DNFPP, ENA, DRH, Etablissements de formation); 2.2.1 Poursuite du Suivi des agents de l'Etat en formation 3.1.1 Application du logiciel de Gestion des R.H 3.1.2 Production des statistiques sur les R.H 3.2.1 Poursuite de la mise en œuvre du plan de communication; 3.2.2 Organisation de la journée Africaine de la Fonction Publique; 4.1.1 Recensement des handicapés dans la



AMÉLIORATION DU CADRE LÉGISLATIF DU TRAVAIL

Section :320

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise l'amélioration du cadre législatif du travail.

Objectif 1 : Renforcer le dialogue social								
INDICATEURS	Unité]	Réalisation	S	Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Pourcentage des conflits de travail gérés	%	65	100	85	65	67	69	71
Moyens de vérification : Rapports annuels des Directions Régionales du Travail et de la Dire Précisions méthodologiques : (Nombre de conflits ayant reçu une issue favorable / nombre d					-			
1.2. Pourcentage des conventions collectives et accords d'établissement relus et adoptés	%	67	0	33	50	55	60	65
Moyens de vérification : PV de négociation des conventions et note technique des accords of	d'établiss	ement - Co	pies des co	nventions	et accords s	ignés	•	,
Précisions méthodologiques : (Nombre de conventions et accords adoptés / total de conven	tions et a	ccords sou	mis) x 100					
1.3. Taux de progression des usagers assistés et conseillés	%	-66	22	2	4	5	6	7
Moyens de vérification : Rapports annuels des DRT et de la DNT Précisions méthodologiques : ((Nombre d'usagers assistés et conseillés de l'année N/ l'anné	e N-1)-1)	x 100	•				•	

Objectif 2 : S'assurer de l'application de la législation et de la réglementation du travail											
INDICATEURS	Unité]	Réalisation	s	Année en cours	Cible					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
Taux de progression des établissements contrôlés % 5 4 35 3 4 5 6											
Moyens de vérification : Rapports d'inspection de la Direction Nationale du Travail et des Directions Régionales du Travail ; copie des contrats de travail visés Précisions méthodologiques : (Nombre d'entreprises contrôlées de l'année N/l'année N-1)-1) x 100											
2.2. Taux de progression des contrats de travail visés % 3 4 5											
Moyens de vérification : Rapports annuels des DRT et de la DNT											
Précisions méthodologiques : (Nombre de contrats visés de l'année N sur l'année N-1)-1) x 100											



AMÉLIORATION DU CADRE LÉGISLATIF DU TRAVAIL

Section:320

Objectif 3 : Rendre performants les services du Travail											
INDICATEURS	Unité]	Réalisation	s	Année en cours	Cible					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
2.1 Danmontogo d'Imanostanus en de Contrôlenus du Tuerril formés (deut formes)	0/	67	17	81	25	30	35	40			
3.1. Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	%	(36,54)	(35)	(65)	(10)	(15)	(20)	(25)			
Moyens de vérification :	•										
-Rapports de formation, Rapports annuels											
Précisions méthodologiques : (Nombre d'Inspecteurs ou de contrôleurs du travail formés / n	ombre to	tal d'Inspec	teurs ou de	contrôleui	rs du travail)	x 100					
3.2. Pourcentage d'exécution des besoins en équipements de la Direction Nationale du Travail et de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	%	-	-	-	20	30	50	70			
Moyens de vérification : Copies des lettres d'expression de besoin et des fiches de réception des équipements											
récisions méthodologiques : (Besoin en équipements acquis/Besoin en équipements exprimé) x 100											

Objectif 4 : Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfants									
INDICATEURS	Unité	Réalisations			Année en cours	Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
4.1. Taux de réalisation du programme d'activités de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	%	-	-	-	-	50	55	60	
Moyens de vérification : Rapport annuel de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des	s Enfants								
Précisions méthodologiques: (Nombre d'activités réalisées /le nombre d'activités programme	ées) x 100								
4.2. Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	%			0,38	75	80	70	75	
4.2. Taux de l'emiser don des emants l'eures des pires formes de travair des emants (Fiftes)	/0	-		(49)	(60)	(55)	(50)	(55)	
Moyens de vérification : Rapport annuel de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des	s Enfants								
Précisions méthodologiques :(Nombre d'enfants réinsérés/le nombre d'enfants retirés) x 100									

AMÉLIORATION DU CADRE LÉGISLATIF DU TRAVAIL

1.1.2 Poursuite de la relecture des conventions collectives et accords d'établissement d'établissement 1.1.3 Assistance et conseil aux partenaires et usagers 1.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires sociaux. 2.1.1 Réalisation des visites régulières d'entreprises sur les conditions et milieux de travail. 2.1.2 Suivi et actualisation des bases de données sur les entreprises 2.1.3 Enquête sur les Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHS) des entreprises et les entreprises de travail temporaire. 2.1.4 Recensement de la main d'œuvre etrangère au Mali 2.1.5 Elaboration et adoption d'une politique nationale cohérente de santé et securité au travail 2.1.1 Verification et visa des contrats de travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou controleurs du travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou controleurs du travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou controleurs du travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou controleurs du travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM) 4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 1.1.4. Penue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Renue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Renue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Fenue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Enue des réunions de concertation avec les partenaires et usagers 2.1.4 Enue des réunions de con	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	d'établissement 1.1.3 Assistance et conseil aux partenaires et usagers 1.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires sociaux. 2.1.1 Réalisation des visites régulières d'entreprises sur les conditions et milieux de travail. 2.1.2 Suivi et actualisation des bases de données sur les entreprises 2.1.3 Enquête sur les Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHS) des entreprises et les entreprises de travail temporaire. 2.1.4 Recensement de la main d'œuvre étrangère au Mali 2.1.5 Élaboration et adoption d'une politique nationale cohérente de santé et sécurité au travail 2.2.1 Vérification et visa des contrats de travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou contrôleurs du travail 3.2.1 Dotation de la DNT et de la CNLTE en équipements 4.1.1 Organisation d'une table ronde des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM) 4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions du Comité Directeur National de lutte contre le Travail des	 1.1.2 Poursuite de la relecture des conventions et accords d'établissement 1.1.3 Assistance et conseil aux partenaires et usagers 1.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires sociaux. 2.1.1 Réalisation des visites régulières d'entreprises sur les conditions et milieux de travail. 2.1.2 Suivi et actualisation des bases de données sur les entreprises 2.1.3 Enquête sur les Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHS) des entreprises et les entreprises de travail temporaire. 2.1.4 Recensement de la main d'œuvre étrangère au Mali 2.1.5 Adoption d'une politique nationale cohérente de santé et sécurité au travail 2.2.1 Vérification et visa des contrats de travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou contrôleurs du travail 3.2.1 Dotation de la DNT et de la CNLTE en équipements 4.1.1 Organisation d'une table ronde des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM) 4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions du Comité Directeur National de lutte contre le Travail des 	 1.1.2 Poursuite de la relecture des conventions et accords d'établissement 1.1.3 Assistance et conseil aux partenaires et usagers 1.1.4 Tenue des réunions de concertation avec les partenaires sociaux. 2.1.1 Réalisation des visites régulières d'entreprises sur les conditions et milieux de travail. 2.1.2 Suivi et actualisation des bases de données sur les entreprises 2.1.3 Enquête sur les Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHS) des entreprises et les entreprises de travail temporaire. 2.1.4 Recensement de la main d'œuvre étrangère au Mali 2.1.5 Adoption d'une politique nationale cohérente de santé et sécurité au travail 2.2.1 Vérification et visa des contrats de travail 3.1.1 Tenue des sessions de formation des Administrateurs ou contrôleurs du travail 3.2.1 Dotation de la DNT et de la CNLTE en équipements 4.1.1 Organisation d'une table ronde des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM) 4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions du Comité Directeur National de lutte contre le

des budget-programmes

REFORMES ADMINISTRATIVES ET INSTITUTIONNELLES

Section:320

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Elaborer les éléments de la politique nationale de modernisation de l'Etat et assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

o system 1 t minorios or an portoziamino de l'indiani de montre puede que de la que de la portografia dela portografia del la portografia dela portografia dela portografia del la portografia dela portografia dela portografia del la portografia del la portografia dela portografia de	.5 0011 (1 0)	o ddii citoj c						
INDICATEURS	Unité]	Réalisation	s	Année en cours		Cible 2018	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Niveau d'application des recommandations de l'étude relative aux mesures								
d'accompagnement en matière de gestion des ressources humaines pour le déploiement	%	-	-	-	-	40	60	80

Moyens de vérification : -Rapport d'activités du CDI.

Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandations appliquées / nombre total des recommandations) x 100.

Objectif 1 : améliorer la performance de l'Administration publique et la qualité des services délivrés aux citovens

1.2 Niveau de satisfaction des usagers des services publics % - - - 50 60 80

Moyens de vérification : Rapport de l'enquête.

Précisions méthodologiques : (Nombre des usagers sondés satisfaits /le nombre total des usagers sondés) x 100.

Objectif 2 : favoriser l'émergence d'un management professionnel des politiques et programmes de développement

INDICATEURS	Unité	Réalisation			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'adoption de projets de textes relatifs à la stabilisation des cadres dirigeants	%	-	-	-	-	50	60	70
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CDI.	•	•		•				
Précisions méthodologiques : (Nombre de projets de textes adoptés / nombre total des proje	ts de texte	es soumis) :	x 100.					
2.2 Taux de réalisation des programmes de formation des cadres dirigeants (responsables de programme)	%	-	-	-	-	60	70	80
Moyens de vérification : Rapport d'activités du CDI.	•	•	•		•			
Précisions méthodologiques : (Nombre des Cadres dirigeants formés dont cadres femmes / n	ombre to	tal des cadr	es dirigean	ts) x 100				
2.3 Taux de départements ayant élaborés leur code sectoriel conformément au code de déontologie commun à l'agent public	%	-	-	-	-	20	40	60
Moyens de vérification : Rapport d'activités du CDI.		-						
	1	1.1 1/		100				

Précisions méthodologiques : (nombre de départements ayant élaboré leur code sectoriel / nombre total des départements) x 100.

réalisées

1.1.4 Introduction des mesures

REFORMES ADMINISTRATIVES ET INSTITUTIONNELLES

Section:320

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Précisions méthodologiques: (nombre d'activités réalisées /nombre total des activités du plan d'actions) x 100.

INDICATEURS	Unité	Réalisation nité		1	Année en cours		Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1 Taux de réalisation des activités du plan d'actions du document de Politique Nationale GAR	%	-	-	-	-	30	70	100		
Moyens de vérification : Rapports d'activités du CDI.										
Précisions méthodologiques : (nombre d'activités réalisées /nombre total des activités du pla	n d'actio	ns) x 100.								
3;2 Taux de réalisation des activités du plan d'actions du document de Politique Nationale de la Transparence	%	-	-	-	-	40	70	100		
Moyens de vérification : Rapports d'activités du CDI.										

ACTIVITES PERTINENTES 2018

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017

1.1.3 Voyages d'études pour s'inspirer d'autres expériences en vue de la finalisation

d'accompagnement dans le circuit d'approbation en Conseil des Ministres 1.2.1 Elaboration et validation des TDR de

desdites mesures d'accompagnement

l'enquête de satisfaction des usagers

1.1.1 Missions d'Assistance Technique pour appuyer le PDI à la réalisation des études	1.1.1 Suivi de l'application des conclusions	
préalables nécessaires pour la fixation des	1.1.2 Suivi de l'application des conclusions	des études réalisées. 1.1.2 Suivi de l'application des conclusions
mesures d'accompagnement en matière de gestion des ressources humaines en	des études réalisées.	des études réalisées.
vue de réconforter le déploiement des	1.1.3 Suivi de l'application des conclusions des études réalisées.	des études réalisées.
budget-programmes 1.1.2 Travaux en atelier en vue de	1.1.4 Suivi de l'application des conclusions	1.1.4 Suivi de l'application des conclusions
l'appropriation et la validation des	des études réalisées. 1.2.1 Dissémination des résultats de l'enquête	des études réalisées. 1 2 1 Réalisation d'une pouvelle enquête
conclusions des études préalables	à Bamako et dans les Régions	de satisfaction

ACTIVITES PERTINENTES 2019

à Bamako et dans les Régions

à Bamako et dans les Régions

à Bamako et dans les Régions

1.2.2 Dissémination des résultats de l'enquête 1.2.2 Réalisation d'une nouvelle enquête de

1.2.3 Dissémination des résultats de l'enquête 1.2.3 Réalisation d'une nouvelle enquête de

1.2.4 Dissémination des résultats de l'enquête 1.2.4 Réalisation d'une nouvelle enquête de

satisfaction

satisfaction

satisfaction

REFORMES ADMINISTRATIVES ET INSTITUTIONNELLES

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.2.2 Recrutement du bureau et lancement de l'enquête 1.2.3 Validation des résultats de l'enquête en ateliers 1.2.4 Dissémination des résultats de l'enquête à Bamako et dans les Régions 2.1.1 Préparation des projets de textes proposant des mesures en vue de la stabilisation des postes de l'encadrement supérieur 2.1.2 Suivi du processus d'approbation des projets de textes proposant des mesures en vue de la stabilisation des postes de l'encadrement supérieur 2.2.1 Missions d'Assistance Technique en appui au PDI pour l'identification des besoins et la formulation des programmes de formation certifiant en management pour les cadres dirigeants 2.2.2 Mise en œuvre des programmes de formation certifiant en management pour les cadres 2.3.1 Disséminer le code de déontologie commun auprès des départements sectoriels 2.3.2 Mettre en place un dispositif de suivi de la mise en œuvre des codes de déontologie 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR en atelier du Comité Directeur 3.1.2 Suivi de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR 3.2.1 Elaboration et mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique 3.2.2 Suivi de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique 3.2.2 Suivi de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique 	proposant des mesures en vue de la stabilisation des postes de l'encadrement supérieur 2.1.2 Suivi de l'application des textes proposant des mesures en vue de la stabilisation des postes de l'encadrement supérieur 2.2.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation certifiant en management pour les cadres dirigeants 2.2.2 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation certifiant en management pour les cadres dirigeants 2.3.1 Suivi de l'application du code de déontologie commun dans les départements sectoriels 2.3.2 Suivi du fonctionnement du dispositif de suivi de la mise en œuvre des codes de déontologie 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR en atelier du Comité Directeur 3.1.2 Suivi de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR 3.2.1 Elaboration et mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale de la Transparence 3.2.2 Suivi de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la politique Nationale de la Transparence	 2.2.2 Suivi de la mise en œuvre des programmes de formation certifiant en management pour les cadres dirigeants 2.3.1 Suivi de l'application du code de déontologie commun dans les départements sectoriels 2.3.2 Suivi du fonctionnement du dispositif de suivi de la mise en œuvre des codes de déontologie 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR en atelier du Comité Directeur 3.1.2 Evaluation du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR 3.2.1 Elaboration et mise en œuvre du Plan de Travail Annuel du Plan d'actions de la Politique Nationale de la

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Section:323

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la Politique nationale dans les domaines de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

À ce titre, il assure :

- la définition de la politique nationale d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées à garantir les emplois ou à favoriser la création d'emploi ; assurer la défense et la promotion de l'Emploi ;
- le développement de la Formation Professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et le renforcement de la Compétitivité des entreprises nationales ;
- le renforcement des capacités des structures nationales de la formation professionnelle ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail ;
- la présentation à la presse et à l'opinion publique les décisions et actions majeures du gouvernement ainsi que les positions de celui-ci concernant les événements ou sujets d'intérêt national en rapport avec les ministères concernés par ces décisions ;

2. OBJECTIF GLOBAUL:

• Élaborer et Évaluer la politique de l'État en matière d'Emploi et de Formation Professionnelle.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

323 MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESS	SIONNELLE					
PROGRAMMES	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEN		INVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NOOKAWWES	I LIGORIALL	TORCHORALMEN	IIIV ESTISSEMENT	2017	2018	2019
01 Administration Générale	447 187	1 330 766	49 800	1 827 753	1 957 474	2 002 542
02 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de	139 796	768 961	5 924 000	6 832 757	6 882 132	7 327 256
l'Emploi	159 7 90	700 901	3 924 000	0 002 101	0 002 132	1 321 230
03 Formation Professionnelle	113 189	458 566	565 000	1 136 755	1 160 197	1 213 311
TOTAL	700 172	2 558 293	6 538 800	9 797 265	9 999 803	10 543 109



Section:323

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le programme s'articule autour de l'élaboration des politiques et programmes en matière d'Emploi, de Formation Professionnelle, de Jeunesse et de Construction Citoyenne, de gestion des Ressources Humaine, Financière et Matérielle ainsi que la coordination des programmes.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		Année en cours		CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux d'exécution des activités du département.	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyen de vérification :- Rapports/CR mensuels					•			
Précision méthodologique :(Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues)* 100)							
1.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issue des missions de supervision et de suivi des activités.	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport des missions de supervision et de suivi			•				•	
Précision méthodologique: Nombre de recommandations exécutées-réalisées/ Nombre de reco	omman da	tions form	ulées* 100					
1.3. Taux d'exécution du PTG	%				100	100	100	100

Section :323

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution du plan de formation.	%	-	-	-	20	25	30	35
Moyen de vérification: Rapport Annuels de formation								
Précision méthodologique : (Nombre Agents formés / Nombre Agents à former)*100								
2.2. Taux de satisfaction des cadres organiques	%	-	-	65	70	80	85	90
Moyen de vérification : Rapport d'activités Précision méthodologique :(nombre d'Emploi occupé/ nombre d'Emploi prévu)*100	•						•	
2.3 Taux d'exécution du budget.	%	95	99	99	100	100	100	100
Moyen de vérification: Compte Administratif	•		•	•	•		•	
Précision méthodologique: (Crédit liquidé / crédit Notifié)*100								

OBJECTIF: 3 Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PRODEFPE									
INDICATEURS	UNITE _	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 : Nombre d'ateliers et/ou de sessions tenus	Nbre	-	-	-	5	5	5	5	
Moyen de vérification: Rapport d'atelier et de session.	•		•		•				
Précision méthodologique:-Dénombrement									
3.2 : Taux de mobilisation du financement du programme	%	-	-	-	25	75	100	100	
Moyen de vérification : Convention et protocole									
Précision méthodologique: (financement mobilisé/financement total de la première phase)*10									

Section:323

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département.

INDICATEURS	UNITE			Année en cours		CIBLES				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1. Taux d'exécution du plan de transfert des compétences aux collectivités territoriales	%				40	60	80	85		
Moyen de vérification: Rapport d'activité annuel CADD/MEFPJCC Précision méthodologique : (Nbre de compétence transféré /Nbre de compétence à transférer)*100										
3.2. Nombre de textes fixant le détails des compétences à transferer.	Nbre	-	-	-	1	1	1	1		
Moyen de vérification: Rapport d'activités CADD	-									

Moyen de vérification: Rapport d'activités CADD Précision méthodologique : Dénombrement

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
opérationnels de la Politique Nationale Genre (PNG)	mensuelles. 1.1.2 Réalisation des missions statutaires 1.1.3 Organisation de la troisième édition de la bourse de l'emploi 1.2.1 Missions de supervision et de suivi des activités 1.2.2 Suivi-évaluation des comités de pilotages 1.2.3 Poursuite de la mise en œuvre des plans opérationnels de la Politique Nationale Genre (PNG). 1.2.4 Poursuite de la mise en œuvre des plans opérationnels de la Politique Nationale	du salon des ingénièries de la transformation et de l'apprentissage (SITA) 1.2.1 Missions de supervision et de suivi des activités 1.2.2 Suivi-évaluation des comités de pilotages 1.2.3 Poursuite de la mise en œuvre des plans opérationnels de la Politique

Section :323

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.1 Évaluation des programmes d'activités du PTG 2.1.1 Organisation des stages et ateliers de formation 2.1.2 Suivi et évaluation des stages et ateliers de formation 2.2.1 Suivi de mises à la disposition des agents 2.2.2 Affectation des agents 2.2.3 Élaboration des fiches de postes 2.2.4 Évaluation des besoins en personnel 2.3.1 Validation du budget Programmes de l'année (n-1) 2.3.2 Programmation du budget programmes de l'année (n+1) 2.3.3 Élaboration du budget de l'année (n+1) 2.3.4 Actualisation du CDMT 2017-2019 du département. 2.3.5 Organisation de la revue des projets et programmes (n-1) 3.1.1 Organisation d'ateliers de concertation technique. 3.2.1 La poursuite du financement du PRODEFPE 4.1.1 Mise en œuvre du décret de transfért des compétences aux CT. 4.2.1 Suivi de la mise en œuvre du plan de déconcentration et décentralisation. 	du PTG 2.1.1 Organisation des stages et ateliers de formation 2.1.2 Suivi et évaluation des stages et ateliers de formation 2.2.1 Suivi de mises à la disposition des agents 2.2.2 Affectation des agents 2.2.3 Élaboration des fiches de postes 2.2.4 Évaluation des besoins en personnel 2.3.1 Validation du budget Programmes de l'année (n-1) 2.3.2 Programmation du budget programmes de l'année (n+1)	de formation 2.1.2 Suivi et évaluation des stages et ateliers de formation 2.2.1 Suivi de mises à la disposition des agents 2.2.2 Affectation des agents 2.2.3 Élaboration des fiches de postes 2.2.4 Évaluation des besoins en personnel 2.3.1 Validation du budget Programmes de l'année (n-1) 2.3.2 Programmation du budget programmes de l'année (n+1) 2.3.3 Élaboration du budget de l'année (n+1) 2.3.4 Actualisation du CDMT 2019-2021 du département.



AMELIORATION DU CADRE LEGISLATIF ET PROMOTION DE L'EMPLOI

Section:323

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour objet l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi.

Objectif 1 : Établir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales et les politique INDICATEURS	Unité	Réalisations ité			Année en cours	Prévisions		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1Taux d'emplois créés par les politiques.	%				60	80	100	-
Moyens de vérification: Les rapports de suivi des emplois crées de l'ONEF.	•		1		•		•	
Précisions méthodologiques :[Nombre d'emplois créés par les politiques en année N/Nombre	total d'e	mplois prév	vus(200 000))]* 100				
1.2 Pourcentage d'acteurs de l'emploi formés.	%	-	-	-	33	66	100	-
Moyens de vérification: Les rapports de formations de la DNE	•		•	•	•		•	
Précisions méthodologiques : [Nombre d'acteurs de l'emploi formés en année N / Nombre to	tal d'acto	eurs de l'en	nploi à form	er en année	e N (225)]* 1	00.		
1.3. Taux d'accroissement des investissements sur les infrastructures publiques réalisés en HIMO.	%	-	-	-	-	10	10	10
Moyens de vérification : Rapport d'activités de l'APEJ et l'ANPE.								
Précisions méthodologiques : [montant des investissements sur les infrastructures publiques	s réalisés	en HIMO	en année (N	V) moins r	nontant des	investisse	ments sur le	š



AMELIORATION DU CADRE LEGISLATIF ET PROMOTION DE L'EMPLOI

Section:323

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois.

Unité	Réalisations			Année en cours	Prévisions		
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
%	-	-	-	5	5	5	5
•	•	•	•	•			
he d'emplo	i en année(N) moins n	ombre de	jeunes diplô	més formés	en techniq	ue de
%	-	-	-	10	20	30	40
'entreprise:	s créées en	année (N-1) divisé par	nombre d'e	entreprises	créées (N-1))]*100.
%	-	-	-	5	5	5	5
	he d'emplo %	% - Phe d'emploi en année(% - l'entreprises créées en	% Phe d'emploi en année(N) moins r % l'entreprises créées en année (N-1	%	% 5 The d'emploi en année(N) moins nombre de jeunes diplô % 10 I'entreprises créées en année (N-1) divisé par nombre d'e	% 5 5 The d'emploi en année(N) moins nombre de jeunes diplômés formés % 10 20 I'entreprises créées en année (N-1) divisé par nombre d'entreprises	% 5 5 5 The d'emploi en année(N) moins nombre de jeunes diplômés formés en technique % 10 20 30 I'entreprises créées en année (N-1) divisé par nombre d'entreprises créées (N-1)

Précisions méthodologiques : [nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle dans le privé et le public en année(N) moins nombre de jeunes

Objectif 3 : Améliorer la gouvernance du marché de l'emploi.										
INDICATEURS	Unité]	Réalisations		Année en cours		Prévisions			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1. Taux d'évolution du budget alloué à la promotion de l'emploi	%	-	-	-	10	20	25	30		
Moyens de vérification: Rapports d'activités de l'ensemble des structures qui interviennent. Précisions méthodologiques : [Budget en année N moins le budget en année (N-1) / budget		(N-1)]*100)							
3.2. Pourcentage de satisfaction des recommandations formulées par le Cadre Partenarial d'Orientation et de Suivi de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	%	-	-	-	70	80	90	100		
Moyens de vérification : Rapports d'activités,										
Précisions méthodologiques : [Nombre de recommandations réalisées en année (N)/ Nombre	de recon	nmandation	s formulées	en année ((N-1)]* 100.					

AMELIORATION DU CADRE LEGISLATIF ET PROMOTION DE L'EMPLOI

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Collecter, dépouiller et analyser des données sur les emplois créés. 1.1.2 Renforcer les capacités des jeunes ruraux en vue de leur insertion 1.1.3 Organiser des ateliers de validation des données collectées par les points « focaux emplois » départementaux 1.1.4 Elaborer des projets de consolidation et de création d'emplois dans les villages artisanaux. 1.1.5 Enquête emploi auprès des ménages 1.2.1 Organiser des ateliers de renforcement des capacités pour l'appropriation par les ministères et services concernés de l'approche méthodologique de convergence programmatique « emploi ». 1.3.1 Formuler et mettre en œuvre des projets pilotes et des chantiers-écoles. 1.3.2 Identifier, formuler et mettre en œuvre des champs-école pour la formation des jeunes sur les métiers de l'agriculture et sur l'entreprenariat. 1.3.3 Valider des méthodologies et des critères pour évaluer les projets de créations d'emplois et d'utilisation des ressources locales. 1.3.4 Formuler et lancer un programme d'appui aux communes pour la création d'emplois par des équipements réalisés en HIMO 2.1.1 Organiser des ateliers collectifs pour assurer la formation des jeunes diplômés en techniques de recherche d'emploi (TRE). 2.1.2 Former les jeunes à la création et à la 	ruraux en vue de leur insertion 1.1.3 Organiser des ateliers de validation des données collectées par les points « focaux emplois » départementaux. 1.1.4 Elaborer des projets de consolidation et de création d'emplois dans les villages artisanaux. 1.1.5 Enquête emploi auprès des ménages 1.2.1 Organiser des ateliers de renforcement des capacités pour l'appropriation par les ministères et services concernés de l'approche méthodologique de convergence programmatique «emploi ». 1.3.1 Mettre en œuvre des projets pilotes et des chantiers-écoles. 1.3.2 Mettre en œuvre des champs-école pour la formation des jeunes sur les métiers de l'agriculture et sur l'entreprenariat. 1.3.3 Diffuser les méthodologies et les critères pour évaluer les projets de créations d'emplois et d'utilisation des ressources locales. 1.3.4 Formuler et lancer un programme d'appui aux communes pour la création d'emplois par des équipements réalisés en HIMO 2.1.1 Organiser des ateliers collectifs pour	données sur les emplois créés. 1.1.2 Renforcer les capacités des jeunes ruraux en vue de leur insertion 1.1.3 Organiser des ateliers de validation des données collectées par les points « focaux emplois » départementaux. 1.1.4 Elaborer des projets de consolidation et de création d'emplois dans les villages artisanaux. 1.1.5 Enquête emploi auprès des ménages 1.2.1 Organiser des ateliers de renforcement des capacités pour l'appropriation par les ministères et services concernés de l'approche méthodologique de convergence programmatique «emploi 1.3.1 Mettre en œuvre des projets pilotes et des chantiers-écoles. 1.3.2 Mettre en œuvre des champs-école pour la formation des jeunes sur les métiers de l'agriculture et sur l'entreprenariat. 1.3.3 Diffuser les méthodologies et les critères pour évaluer les projets de créations d'emplois et d'utilisation des ressources locales. 1.3.4 Formuler et lancer un programme d'appui aux communes pour la création d'emplois par des équipements réalisés en HIMO
gestion d'entreprises	gestion d'entreprises	2.1.2 Former les jeunes à la création et à la gestion d'entreprises

Section:323

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
croissance et d'emploi. 2.2.5 Mettre en place des incubateurs d'entreprises par secteur d'activité 2.3.1 Placer les jeunes en apprentissage, en formation de reconversion et en stage de qualification professionnelle avec l'appui des partenaires du secteur privé. 2.3.2 Suivre et évaluer le programme de stage de formation professionnelle. 3.1.1 Organiser une Revue des Dépenses Publiques pour l'emploi afin de définir les prévisions de financements nécessaires à l'atteinte des objectifs du sous-secteur. 3.1.2 Organiser un atelier d'évaluation du CDMT du plan d'actions de la PNE 3.2.1 Organiser les sessions du Cadre	curricula des structures de formation et d'éducation. 2.2.1 Faciliter l'accès au crédit pour les entreprises et les porteurs de projets	et d'éducation. 2.2.1 Faciliter l'accès au crédit pour les entreprises et les porteurs de projets 2.2.2 Renforcer les dispositifs d'accompagnement des entreprises et des porteurs de projets 2.2.3 Appuyer les dispositifs d'insertion professionnelle des personnes handicapées 2.2.4 Créer des pépinières d'entreprises dans les secteurs d'activités porteurs de croissance et d'emploi. 2.2.5 Mettre en place des incubateurs d'entreprises par secteur d'activité 2.3.1 Placer les jeunes en apprentissage, en formation de reconversion et en stage de qualification professionnelle avec l'appui des partenaires du secteur privé. 2.3.2 Suivre et évaluer le programme de stage de formation professionnelle. 3.1.1 Organiser une Revue des Dépenses Publiques pour l'emploi afin de définir les prévisions de financements nécessaires à l'atteinte des objectifs du sous-secteur. 3.1.2 Organiser un atelier d'évaluation du CDMT du plan d'actions de la PNE

Section:323

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour objet de mettre en œuvre la politique nationale de la formation professionnelle.

A cet effet il vise à:

- améliorer l'accès à la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage ;
- améliorer la qualité de la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage ;
- mobiliser davantage de ressources pour le financement de la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION		NS	Année en cours	PREVISIONS		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux d'évolution de nouvelles localités couvertes.	%	10	50	60	80	85	90	95
Moyens de vérification : Rapports d'activités								
Moyens de vérification : Rapports d'activités Précision méthodologique: [Nombre de Nouvelles localités couvertes en année (N) couvertes (N-1)] * 100.		Nouvelles	localités co	· ·	-1) divisé N	Nombre de	Nouvelles lo	ocalités 5
Moyens de vérification : Rapports d'activités Précision méthodologique: [Nombre de Nouvelles localités couvertes en année (N)) moins Nombre de		10	97,83	5	5	5	5

Section:323

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	PREVISIONS		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1.Taux des programmes de formation professionnelle élaborés ou révisés	%	-	10	60	72	80	90	100
Moyens de vérification: Rapports annuels	•	•	•	•			•	
Précision méthodologique : (Nombre de programmes élaborés ou révisés en année N) di	visé par (nom	bre de pro	grammes à o	élaborer ou	à réviser en	année (N)	multiplié pa	ır cent.
2.2. Taux de centre équipés	%	10	26	64	45	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports annuels		•	•	•			•	
Précision méthodologique : (Nombre de centres équipés en année N/ Nombre total de ce	ntres prévus	à équiper e	n année N)	*100				
2.3 Taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage.	%	98	70	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports annuels DNFP		1	1	1			ı	
Précision méthodologique :(Nombre de candidat admis en année N / Nombre de candida	t total en ann	ée N)*100						

OBJECTIF 3 : Mobiliser davantage de ressources pour le financement de la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage.

INDICATEURS	UNITE	RF	EALISATIO	NS	Année en cours	PREVISIONS		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux de recouvrement de la Taxe de formation professionnelle.	%		50	78,25	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports annuels FAFPA	•			•				•
Précision méthodologique: Taxes recouvrées en année N/taxes à recouvrer en an	née N*100							
3.2 Taux de progression des conventions de financement signés	%		5	19,3	10	10	10	10
Moyens de vérification : Rapports annuels FAFPA			•	•	•			•
Précision méthodologique :[(Nombre de conventions de financement signés de conventions de financement signés de l'année (N-1)]*100	e l'année N - Nor	nbre de co	nventions	de finance	ment signés	s de l'anné	ée (N-1))/	Nombre de
3.3. Taux de contribution des promoteurs.	%		90	24,16	80	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports annuels FAFPA	-		•	•				
Précision méthodologique : [(Montant perçue des promoteurs en année N / Mon	tant prévue en ann	ée N]*100						

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Extension de la formation par apprentissage à de nouvelles localités, dans les secteurs formel et non formel 1.1.2 Accroissement des capacités d'accueil des structures existantes. 1.2.1 Sensibilisation du public cible 1.2.2 Appui aux apprenants finalistes à s'insérer dans la vie socio professionnelle 1.3.1 Développement des filières porteuses en relation avec les activités féminines 2.1.1 Élaboration de programmes de formation professionnelle en direction du monde rural en relation avec les services compétents concernés et les organisations professionnelles du secteur. 	relation avec les activités féminines 2.1.1 Élaboration de programmes de formation professionnelle en direction du monde rural en relation avec les services compétents concernés et les organisations professionnelles du secteur.	en relation avec les activités féminines 2.1.1 Élaboration de programmes de formation professionnelle en direction du monde rural en relation avec les services compétents concernés et les organisations professionnelles du secteur.
reconversion en vue de faciliter la mobilité des travailleurs en situation de chômage.	2.1.2 Élaboration de programmes de reconversion en vue de faciliter la mobilité des travailleurs en situation de chômage.	de chômage.
2.1.3 Élaboration et révision de programmes de formation.	2.1.3 Élaboration et révision de programmes de formation.	2.1.3 Élaboration et révision de programmes de formation.
2.2.1 Octroi de subventions aux organismes de formation professionnelle des jeunes (déscolarisés, non scolarisés et analphabètes)		2.2.1 Octroi de subventions aux organismes
2.2.2 Équipement des centres de formation professionnelle et entreprises artisanales ou agricoles	 2.2.2 Équipement des centres de formation professionnelle et entreprises artisanales ou agricoles. 	2.2.2 Équipement des centres de formation professionnelle et entreprises artisanales ou agricoles.
2.2.3 Réhabilitation des centres de formation professionnelle.	 2.2.3 Réhabilitation des centres de formation professionnelle. 	2.2.3 Réhabilitation des centres de formation professionnelle.
2.3.1 Organisation des examens de fin d'apprentissage	2.3.1 Organisation des examens de fin d'apprentissage	2.3.1 Organisation des examens de fin d'apprentissage
	3.1.1 Recouvrement de la taxe de formation professionnelle.	3.1.1 Recouvrement de la taxe de formation professionnelle.

Section :323

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Formation Professionnelle 3.2.1 Signature et mise en œuvre des conventions de financement. 3.2.2 Suivi-évaluation de la mise en œuvre des conventions de financement	conventions de financement. 3.2.2 Suivi-évaluation de la mise en œuvre des conventions de financement 3.3.1 Recouvrement de la contribution des promoteurs	 3.1.2 Suivi du recouvrement de la Taxe de la Formation Professionnelle 3.2.1 Signature et mise en œuvre des conventions de financement. 3.2.2 Suivi-évaluation de la mise en œuvre des conventions de financement 3.3.1 Recouvrement de la contribution des promoteurs 3.3.2 Suivi du recouvrement de la contribution des promoteurs

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Section:330

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'administration du territoire.

A ce titre, il est compétent pour :

- ✓ l'organisation de la représentation territoriale de l'Etat;
 ✓ la coordination et le contrôle de l'action des représentants de l'Etat dans les circonscriptions administratives;
- √ l'organisation des opérations électorales et référendaires, en rapport avec les autres structures intervenant dans ces opérations;
- ✓ la gestion des frontières nationales et la promotion de la coopération transfrontalière ;
- ✓ la gestion de l'état civil ;
- ✓ la gestion des personnes réfugiées au Mali ;
- ✓ la participation à l'organisation des opérations de retour des Maliens réfugiés dans les pays voisins ;
- ✓ l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative aux fondations, aux associations et aux groupements et partis politiques ;
- ✓ la coordination des relations du Gouvernement avec les partis, groupements et associations politiques ;
- ✓ la participation à la préparation et à la mise en œuvre de la défense civile de l'Etat;
- ✓ l'organisation du contrôle du fonctionnement des organes des collectivités territoriales ;
- √ l'information régulière du Gouvernement sur la situation politique et sociale du pays;
- ✓ la conduite des réformes politiques, administratives et institutionnelles concourant à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation
- ✓ la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat;
- ✓ le développement et l'organisation des relations de coopération entre l'Etat et les collectivités locales ainsi que des relations de collaboration entre services techniques de l'État et les collectivités territoriales ;
- ✓ la définition des mesures propres à faciliter l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences ;
- ✓ l'organisation de l'accompagnement des collectivités territoriales par l'Etat;
- ✓ le développement des relations de coopération entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et les entreprises et sociétés du secteur privé ;
- ✓ le développement de la coopération décentralisée et le suivi des relations entre les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers ou/et les organisations non gouvernementales.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- 1. Consolider les processus de décentralisation et de déconcentration ;
- 2. Améliorer le cadre de vie dans les Collectivités Territoriales ;
- 3. Promouvoir une intégration de proximité des populations frontalières ;
- 4. Assurer la protection des libertés publiques.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRA	LISATION ET RE	FORME ETAT				
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NOOKAWIIILO	I LIGORIALL	TORCHORALMEN	IIIVESTISSEMENT	2017	2018	2019
01 Administration Générale et Contrôle	659 036	3 490 792	285 900	4 435 728	4 703 436	4 800 101
02 Administration du Territoire	4 554 301	16 662 040	1 894 500	23 110 841	23 966 069	25 122 176
03 Gestion Commune des Frontières et Coopération	36 103	33 007	300 000	369 110	371 990	391 492
Transfrontalière	30 103	33 007	300 000	309 110	37 1 990	391 492
04 Appui Technique aux Collectivités Territoriales	196 085	4 807 140	36 715 757	41 718 982	42 739 456	44 459 165
TOTAL	5 445 525	24 992 979	39 196 157	69 634 661	71 780 951	74 772 934

Budget-programmes 2017 - Page 19



Section:330

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise l'amélioration continuelle du processus de travail du département. La réalisation d'une synergie à tous les niveaux est l'objectif recherché et toutes les ressources doivent concourir à la réalisation de cette synergie

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2017 2018	
1.1 Taux de réalisation des réunions de coordination élargie du cabinet.	%	65	65	95	95	100	100	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités des services ; PV de réunions et compte rendu Précisions méthodologiques : Nombre de réunions tenues/Nombre de réunions programmée		ns.						
1.2 Taux d'exécution du plan de travail du gouvernement (PTG) du département.	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyen de vérification : Projet de textes. Précisions méthodologies : Nombre de dossiers élaborés/ Nombre de dossiers prévus x 100.								
	%	12,07	1,44	18,62	82	100	100	100



Section:330

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISAT		ISATIONS		CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux de déconcentration du personnel	%	60,25	69,97	76,7	70,7	80	80	80
Moyens de vérification : Actes signés et rapport d'activités de la DRH.	•							
Précisions méthodologiques :(Nombre d'agents en activités dans les services déconce	ntrés /Nombre	d'agents ei	n activités d	lans les ser	vices au Dé _l	artement)	x 100	
2.2 Taux de satisfaction des besoins en matériel et équipement des structures.	%					100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM	•							
Précisions méthodologiques : (Nombre de besoins satisfaits/ Nombre de besoins expri	més) x 100							
2.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	-	-	70	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM – Plan de passation de	s marchés publi	cs	•	•	•		•	
Précisions méthodologiques : (Nombre de marchés publics exécutés/ Nombre de march	iés publics prév	us dans le	PPM) x 100					

OBJECTIF 3 : Contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées

INDICATEURS DE RESULTATS U	UNITE	REALISATIONS E			Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Le taux d'exécution du programme annuel de contrôle	%	27,88	39,44	27,8	70	100	100	100	
Moyens de vérification : Programme annuel d'activités.	•								
Précisions méthodologiques :(nombre d'activités de contrôle exécutées/nombre d'activités programmées) x 100									
3.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle.	%	-	-	-	-	100	100	100	

Moyens de vérification : Rapports de mission de suivi de recommandations.

Précisions méthodologiques : Nombre de recommandations mises en oeuvre Nombre total de recommandations formulées x100



Section :330

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

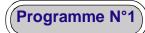
OBJECTIF 4 : Améliorer le c	adre juridique et institutionnel de la	déconcentration
-----------------------------	--	-----------------

INDICATEURS DE RESULTATS		REALISATIONS			Année en cours CIBLES			
	UNITE	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux de déconcentration des activités	%	10	15	60	70	80	90	100
Moyen de vérification : liste des activités transférées (cf. textes réglementaires)								
Précisions méthodologiques : (Nombre d'activités déconcentrées/nombre d'activités	s à déco	ncentrer) x	100					
4.2 Taux d'exécution des activités prévues dans le cadre de l'élaboration du Plan de Déconcentration.	%	-	-	-	-	90	100	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités de la CADD								

Précisions méthodologiques : (activités réalisées/activités programmées) x100

Section:330

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des réunions de coordination élargie du cabinet MAT 1.1.2 Elaboration des rapports mensuels de suivi des instructions du premier ministre 1.1.3 Gestion des conflits intercommunautaires. 1.1.4 Appui aux victimes des inondations. 1.2.1 Elaboration du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département. 1.2.2 Evaluation du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département 1.3.1 Recensement des réfugiés pour le retour dans leur pays d'origine. 1.3.2 Détermination du statut des réfugiés 1.3.3 Production des cartes des réfugiés 2.1.1 Elaboration d'un dispositif d'évaluation de la DRH et des représentants de l'Etat 2.1.2 Déconcentration de la Gestion des Ressources Humaines au niveau régional cercles et arrondissements. 2.1.3 Elaboration des outils de pilotage de la formation des agents du département (niveau central et déconcentré) 2.1.4 Organisation d'ateliers de formations régionaux en Gestion des Ressources Humaines. 2.2.1 Equipement des structures en matériels et en équipements 2.2.2 Construction ou mise à disposition des infrastructures adéquates. 2.3.1 Elaboration et validation du plan de passation des marchés publics (PPM). 2.3.2 Exécution du plan de passation des marchés publics (PPM). 2.3.2 Exécution du plan de passation des marchés publics (PPM). 3.1.1 Exécution de 70 missions de contrôle. 	coordination élargie du cabinet MAT 1.1.2 Elaboration des rapports mensuels de suivi des instructions du premier ministre 1.1.3 Gestion des conflits intercommunautaires. 1.1.4 Appui aux victimes des inondations. 1.2.1 Elaboration du Programme de Travail du Gouvernemental (PTG) du département. 1.2.2 Evaluation du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département 1.3.1 Recensement des réfugiés pour le retour dans leur pays d'origine. 1.3.2 Détermination du statut des réfugiés 1.3.3 Production des cartes des réfugiés 2.1.1 Mise en œuvre d'un dispositif d'évaluation de la DRH et des représentants de l'Etat. 2.1.2 Déconcentration de la Gestion des Ressources Humaines au niveau régional, cercles et arrondissements. 2.1.3 Mise en œuvre des outils de pilotage de la formation des agents du département (niveau central et déconcentré) 2.1.4 Organisation des ateliers de dissémination des textes relatifs aux	Gouvernemental (PTG) du département. 1.2.2 Evaluation du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département 1.3.1 Recensement des réfugiés pour le retour dans leur pays d'origine. 1.3.2 Détermination du statut des réfugiés 1.3.3 Production des cartes des réfugiés 2.1.1 Poursuite de la mise en œuvre d'un dispositif d'évaluation de la DRH et des représentants de l'Etat. 2.1.2 Poursuite de la déconcentration la Gestion des Ressources Humaines au niveau régional, cercles et arrondissements. 2.1.3 Poursuite de la mise en œuvre des outils de pilotage de la formation des agents du département (niveau central et déconcentré)



Section:330

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.2.1 Exécution de 10 missions de suivi de recommandations. 4.1.1 Adoption de la politique Nationale de la déconcentration 4.2.1 Adoption du Plan de déconcentration. 4.2.2 Harmonisation des textes de la déconcentration avec l'accord de paix signé le 20 juin 2015. 4.2.3 Suivi de l'application des textes adoptés pour consolider la déconcentration. 	 3.2.1 Missions de suivi et d'inspection. 4.1.1 Mise en œuvre de la politique Nationale de la déconcentration 4.2.1 Mise en œuvre du Plan de déconcentration. 	passation des marchés publics (PPM). 2.3.2 Exécution du plan de passation des marchés publics (PPM). 3.1.1 Exécution du programme de contrôle. 3.2.1 Missions de suivi et d'inspection. 4.1.1 Poursuite de la mise en œuvre de la



ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Section:330

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise le renforcement de la déconcentration et la protection des libertés publiques.

Il assure l'administration du territoire à travers la mise en œuvre et le contrôle des politiques relatives à :

- l'organisation générale du territoire ;
- l'organisation des élections ;
- la gestion de l'état civil ;
- la promotion des libertés publiques ;
- la gestion des risques et des conflits.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer l'exercice effectif des libertés publiques

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux d'ASACE fonctionnelles	%	40	45	25	35	35	40	45

Moyen de vérification : rapports de suivi, Rapport annuel d'activités de la DGAT.

Précisions méthodologies: (Nombre d'ASACE suivies et évaluées/nombre d'ASACE existantes) x 100.

OBJECTIF 2 : Renforcer et Améliorer le Système Electoral

INDICATEURS DE RESULTATS UN		REALISATIONS				Année en cours	CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux de scrutins validés	%	100	100	100	70	100	100	100
Moyen de vérification : rapports généraux sur les élections	•			-		•	•	
Précisions méthodologies : (Nombre de scrutins tenus et validés/nombre scrutins prévus) xl	00							
2.2 Taux de participation aux élections	%	42.66	32,1	50	50	51	51	51
Moyen de vérification : rapports généraux sur les élections			•		•			

Précisions méthodologies :(nombre de votants / nombre d'inscrits) x 100

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Section:330

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Pourcentage de centres d'état civil fonctionnels			,	•	-		•		
Centres principaux: 703	%	100	100	100	100	100	100	100	
Centres secondaires: 292	/0	100	100	100	100	100	100	100	
Centres de déclaration : 7837		80	82	86	91	98	100	100	
Moyen de vérification : rapports de supervision DNEC									
Précisions méthodologies : (nombre de centres fonctionnels/nombre de centres crées)	x 100								
3.2 Pourcentage de personnes disposant d'un identifiant unique (NINA)	%	95	96	97	98	99	99	100	
Moyen de vérification : base de données population RAVEC									
Précisions méthodologies :(Nombre de personne avec NINA/Nombre de personnes en	registrées dans	le système	e) x 100						
3.3 Taux d'enregistrement des naissances	%	85	90	95	98	99	99	99	
Moyen de vérification : Rapport annuel DNEC	•		•	•			-		
Précisions méthodologies : (Nombre de naissances enregistrées/nombre de naissance	s attendues) x	100							
Nais sance attendue = Population année en cours x 46 (Commune rurale)/1000									
= Population année en cours x 42 (Commune urbaine)/1000									
= Population année en cours x 40 (District Bamako)/1000									
Taux = Nombre naissance enregistrée en cours année/Nombre naissance attendue x 10	n								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Mise à jour de la base des données sur les partis politiques, les associations déclarées, les associations signataires d'Accords Cadre avec l'Etat et les édifices du culte. 1.1.2 Elaboration et adoption des lois fixant le régime des fondations, des confréries et associations religieuses 1.2.1 Suivi des activités des ASACE. 1.2.2 Elaboration des rapports de suivi et évaluation des ASACE. 1.2.3 Publication du Bilan financier des investissements et le répertoire des ASACE agréées. 1.2.4 Organisation de la réunion de concertation annuelle Gouvernementale/ ASACE. 2.1.1 Organisation des élections. 2.1.2 Mise en place d'un organe unique de gestion des élections. 2.1.3 Révision des listes électorales biométriques. 2.2.1 Organisation des concertations avec la classe politique, les partenaires techniques et financiers, la société civile autour du processus électoral. 2.2.2 Poursuite de la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des représentants de l'Etat et des cadres de la DGAT sur les élections. 2.2.3 Elaboration de la Politique Nationale de l'Administration du Territoire. 2.2.4 Réorganisation administrative du territoire. 2.2.5 Production des données statistiques d'Etat Civil. 	activités des ASACE au moyen d'un logiciel adéquat et de visite de terrain. 1.2.1 Suivi des activités des ASACE 1.2.2 Elaboration des rapports de suivi et évaluation des ASACE. 1.2.3 Publication du Bilan financier des investissements et le répertoire des ASACE agréées. 1.2.4 Organisation de la réunion de concertation annuelle Gouvernementale/ ASACE.	 1.1.1 Mise à jour de la base des données sur les partis politiques, les associations déclarées, les associations signataires d'Accords Cadre avec l'Etat et les édifices du culte. 1.1.2 Suivi théorique et physique des activités des ASACE au moyen d'un logiciel adéquat et de visite de terrain. 1.1.2 Suivi des activités des ASACE 1.2.2 Elaboration des rapports de suivi et évaluation des ASACE. 1.2.3 Publication du Bilan financier des investissements et le répertoire des ASACE agréées. 1.2.4 Organisation de la réunion de concertation annuelle Gouvernementale/ ASACE. 2.1.1 Organisation des élections. 2.1.2 Mise en place d'un organe unique de gestion des élections. 2.1.3 Révision des listes électorales biométriques. 2.2.1 Organisation des concertations avec la classe politique, les partenaires techniques et financiers, la société civile autour du processus électoral. 2.2.2 Poursuite de la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des représentants de l'Etat et des cadres de la DGAT sur les élections. 2.2.3 Mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Administration du Territoire.

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.2 Formation à l'Etat Civil de l'ensemble des acteurs. 3.2.1 Opérationnalisation du Centre de Traitement des Données d'Etat Civil et des centres de collectes des données d'Etat Civil. 3.2.2 Mise en place du dispositif de pérennisation des acquis du RAVEC dans l'ensemble des communes. 3.2.3 Acquisition de NINA vierge. 3.2.4 Acquisition d'unité de personnalisation des cartes NINA. 3.2.5 Modernisation du plateau technique du Centre de Traitement des Donnée (CTDEC). 3.3.1 Poursuite de la dotation des centres d'état Civil en documents et imprimés. 3.3.2 Relecture des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'état civil. 3.3.3 Renforcement des capacités des agents du CTDEC et des agents de l'état civil. 3.3.4 Poursuite formation des agents de collecte à l'utilisation de la valise et de la tablette 3.3.5 Mise en œuvre des activités de suivi – évaluation 	 2.2.4 Réorganisation administrative du territoire. 3.1.1 Production des données statistiques d'Etat Civil. 3.1.2 Formation à l'Etat Civil de l'ensemble des acteurs. 3.2.1 Opérationnalisation du Centre de Traitement des Données d'Etat Civil et des centres de collectes des données d'Etat Civil. 3.2.2 Mise en place du dispositif de pérennisation des acquis du RAVEC dans l'ensemble des communes. 3.2.3 Acquisition de NINA vierge. 3.2.4 Acquisition d'unité de personnalisation des cartes NINA. 3.2.5 Modernisation du plateau technique du Centre de Traitement des Donnée (CTDEC). 3.3.1 Poursuite de la dotation des centres d'état Civil en documents et imprimés. 3.3.2 Régularisation de la situation administrative des agents bénévoles en service dans les centres de déclaration. 3.3.3 Renforcement de capacités des agents du CTDEC et des agents de l'état civil. 3.3.4 Poursuite formation des agents de collecte à l'utilisation de la valise et de la tablette 3.3.5 Mise en œuvre des activités de suivi – évaluation 	 2.2.4 Réorganisation administrative du territoire. 3.1.1 Production des données statistiques d'Etat Civil. 3.1.2 Formation à l'Etat Civil de l'ensemble des acteurs. 3.2.1 Renouvellement des valises d'enrôlement du plateau technique du CTDEC. 3.2.2 Mise en place du dispositif de pérennisation des acquis du RAVEC dans l'ensemble des communes. 3.2.3 Acquisition de NINA vierge. 3.2.4 Acquisition d'unité de personnalisation des cartes NINA 3.2.5 Modernisation du plateau technique du Centre de Traitement des Donnée (CTDEC). 3.3.1 Poursuite de la dotation des centres d'état Civil en documents et imprimés. 3.3.2 Réhabilitation de 500 centres principaux et secondaires d'état civil avec capacité d'accueils des usagers 3.3.3 Renforcement les capacités des agents du CTDEC et des agents de l'état civil. 3.3.4 Poursuite formation des agents de collecte à l'utilisation de la valise et de la tablette 3.3.5 Mise en œuvre des activités de suivi - évaluation



Section:330

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme consiste à mettre en œuvre une politique de gestion des frontières à travers la matérialisation consensuelle des frontières, le développement harmonieux des zones frontalières et l'intégration de proximité des populations frontalières par la promotion de la coopération transfrontalière.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
INDICATEORS DE RESULTATS		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de réalisation des rencontres périodiques entre autorités frontalières	%	38,46	69,23	77,77	-	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport des rencontres ou compte rendus de réunion

Précisions méthodologiques :(Nombre de rencontres tenues / nombre de rencontres programmées) x 100



Section:330

INDICATEURS DE RESULTATS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux de réalisation des espaces de coopération transfrontalière	%	20	40	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Accords de financement GIZ ; Rapport de la rencontre ; Documents	de prog	rammation ;						
Précisions Méthodologiques : - (Nombre d'espaces identifiés/ nombre d'espaces prévus) x 1	00							
2.2 Taux de réalisation des projets intégrateurs	%	20	40	87,5	-	100	100	100
Moyens de vérification : Accords de financement GIZ ; Documents de contrats et de contrat de passation de marché ; PV de réception.								
Précisions Méthodologiques : - Nombre de projets réalisés/Nombre de projets prévus) x 100								
2.3 Taux de réalisation des rencontres tenues pour la conclusion des Accords/Conventions de coopération transfrontalière	%	-	66,66	88,88	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel de la Direction Nationale des Frontières,								
Précisions Méthodologiques : (Nombre de rencontres tenues /nombre de rencontres prévues) x 100								
2.4 Taux de réalisation des Accords/Conventions de coopération transfrontalière	%	-	-	33,33	-	100	100	100
Moyens de vérification : Documents d'Accord conclus								
Précisions Méthodologiques : (Nombre Accords/Conventions conclus) / (nombre d'Accords-Conventions prévus) x 100								
2.5 Taux de réalisation des rencontres des Comités de pilotage et des Commissions	%	-	_	50	_	100	100	10
techniques Mixtes de mise en œuvre des activités de coopération transfrontalière	, ,					100	100	
Moyens de vérification : PV des rencontres/comptes rendus des réunions								
Précisions Méthodologiques : (Nombre de rencontres tenues /nombre de rencontres prévues	s) x 100							



Section:330

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de satisfaction des besoins en Infrastructures et en équipements	%	33,33	33,33	80	-	100	100	100

Moyens de vérification : - Documents de marché passés ; PV de réception

Précisions méthodologiques: (Nombre de besoins en infrastructures et équipements réalisées /besoins en infrastructures et équipements prévues) x 100

OR I	FCTIF A	· Matária	licar lac	frontières

OBJECTIF 4 : Matérialiser les frontières INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux de kilomètres bornés	%	-	33,33	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'étapes ou rapports de fin de travaux, Rapport des travaux réalisés Précisions méthodologiques : (Nombre de km bornés/ Nombre de km prévus) x 100								
4.2 Taux de réalisation des rencontres des Commissions Techniques Mixtes de Matérialisation des Frontières	%	-	-	100	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel de la Direction Nationale des Frontières								
Précisions méthodologiques : (Nombre de rencontres tenues/ Nombre de rencontres prévues) x 100								
4.3. Taux de Traités ou de Conventions conclues	%	-	-	100	-	100	100	100
Moyens de vérification : Documents de Traité ou de Convention ;								
Précisions méthodologiques : (Nombre de traités ou de conventions conclus/ Nombre de traités ou de conventions à conclure) y 100								

Précisions méthodologiques: (Nombre de traités ou de conventions conclus/ Nombre de traités ou de conventions à conclure) x 100

Section :330

1.1.1 Tenue de 5 rencontres entre le Ministre en charge des questions de frontières et ses homologues de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Mauritanie et du Sénégal 1.1.2 Tenue de 4 rencontres entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et la Gui	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
environ	en charge des questions de frontières et ses homologues de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Mauritanie et du Sénégal 1.1.2 Tenue de 4 rencontres entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Mauritanie 1.1.3 Tenue de 7 rencontres entre les Préfets et leurs homologues des pays voisins 1.1.4 Tenue de 12 rencontres entre les Sous-Préfets et leurs homologues des pays voisins 2.1.1 Identification d'un espace de coopération transfrontalière avec la Guinée (Cercle de Kangaba et Préfecture de Siguiri). 2.1.2 Réalisation de projets intégrateurs avec le Sénégal 2.2.1 Conclusion d'accords-cadre de coopération transfrontalière avec le Sénégal et la Guinée 2.3.1 Tenue de deux rencontres des Comités régionaux de pilotage des activités de coopération transfrontalière Mali-Sénégal 2.3.2 Tenue de deux (2) rencontres des Comités régionaux de pilotage des activités de coopération transfrontalière Mali-Guinée 3.1.1 Finalisation du réseau d'électrification	Ministre en charge des questions de frontières et ses homologues des pays voisins 1.1.2 Tenue de 4 rencontres entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues des pays voisins 1.1.3 Tenue de 7 rencontres entre les Préfets et leurs homologues des pays voisins 1.1.4 Tenue de 12 rencontres entre les Sous- Préfets et leurs homologues des pays voisins 2.1.1 Identification d'espaces de coopération et réalisation de projets intégrateurs avec le Sénégal Transfrontalière Mali – Niger. 2.1.2 Réalisation d'un atelier diagnostic dans l'espace de coopération transfrontalière identifié entre le Mali et le Niger 2.2.1 Conclusion d'un accord-cadre de coopération transfrontalière avec le Niger et la Côte d'Ivoire 2.3.1 Tenue de deux rencontres des Comités régionaux de pilotage des activités de coopération transfrontalière Mali-Guinée et Mali-Sénégal 3.1.1 Achèvement du logement construit au centre de Santé Transfrontalier (clôture, cuisine et latrines) 3.1.2 Réalisation d'études géophysiques de	Ministre en charge des questions de frontières et ses homologues des pays voisins 1.1.2 Tenue de 4 rencontres entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues des pays voisins 1.1.3 Tenue de 7 rencontres entre les Préfets et leurs homologues des pays voisins 1.1.4 Tenue de 12 rencontres entre les Sous- Préfets et leurs homologues des pays voisins 2.1.1 Identification de projets intégrateurs avec le Niger. 2.1.2 Identification d'un espace de coopération transfrontière Mali- Côte d'Ivoire 2.2.1 Conclusion d'un Accord Cadre de coopération transfrontalière avec la Mauritanie 2.3.1 Tenue de deux rencontres du Comité Régional de Pilotage des activités de coopération Transfrontalière Mali-Niger 3.1.1 Réalisation de puits à grand diamètre dans les zones frontalières 3.1.2 Aménagement hydro agricole aux frontières Mali-Mauritanie et Mali-Guinée 3.1.3 Réalisation de puits à grand diamètre et de forages équipés dans les zones frontalières 4.1.1 Finalisation du bornage de la frontière Mali-Guinée (403 km)



GESTION COMMUNE DES FRONTIERES ET COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Section:330

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
3.1.3 Réalisation de 7 puits à grand diamètre et de 7 forages aux frontières Mali-	 3.1.3 Réalisation de puits à grand diamètre et de forages équipés dans les zones frontalières 4.1.1 Démarrage des travaux de bornage de la frontière Mali- Guinée (403 km) environ 4.1.2 Démarrage des travaux de bornage de la frontière Mali- Mauritanie 4.2.1 Poursuite des activés des Commissions Techniques Mixtes de Matérialisation des Frontières Mali-Mauritanie, Mali-Guinée, Mali-Niger et Mali- Côted'Ivoire 4.3.1 Conclusion du traité de délimitation de la frontière Mali- Côte d'Ivoire 	 4.1.2 Poursuite du bornage de la frontière Mali- Mauritanie 4.2.1 Poursuite des activités des Commissions Techniques Mixtes de Matérialisation des Frontières entre le Mali et les pays voisins 4.3.1 Conclusion du traité de délimitation de la frontière Mali- Niger.

APPUI TECHNIQUE AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Section:330

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Contribuer à améliorer le pilotage stratégique des politiques de décentralisation, de déconcentration et de développement des Collectivités Territoriales.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

de l'ANICT et la date de notification des droits de tirage

INDICATEURS DE RESULTATS	Unité	F	Réalisations	S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage des projets de décretsélaborés fixant les détails les cransferts de compétences et de ressources de l'Etat aux CT	%	-	100	100	50	100	100	100
Moyens de vérification : Projets de décrets présentés en conseil des ministres précisions méthodologiques :(Nombre de décrets élaborés/nombre de projets d	le décrets	programmé	s) X 100					
.2 Taux d'exécution des concours directs dans les secteurs ayant reçu des ransferts de compétences et de ressources de l'Etat au CT	%	-	100	100	-	100	100	100

INDICATEURS DE RESULTATS	Unité]	Réalisation	s	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Pourcentage de contrats plans signés entre l'Etat et les Régions/ District	%	-	-	100	33,33	100	100	100
Moyens de vérification : copies des contrats plans signés Précisions méthodologiques = nombre de contrats signés								
2.2 Délai de notification des droits de tirage aux Collectivités Territoriales	Nbre de jours	1	3	105	-	15	15	10

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3: Renforcer les cap	pacités des élus et des agents	des collectivités territoriales
-------------------------------	--------------------------------	---------------------------------

INDICATEURS DE RESULTATS	Unité	I	Réalisation	S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage des élus et des agents des CT formés en formation initiale et continue	%	15	18	38	40	45	55	65

Moyens de vérification: Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT

Précisions méthodologiques :(Nombre total d'élus et agents formés /nombre total d'élus et agents prévus pour la formation) X100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaborer les décrets fixant les détails des compétences et des ressources de l'Etat transférées aux collectivités territoriales 1.1.2 Renforcer les CADD par la formation pour la prise en charge de leurs activités 1.2.1 Opérationnaliser la Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales 1.2.2 Adopter les textes statutaires régissant la fonction publique des collectivités territoriales; 1.2.3 Appuyer les Régions dans la conception et la réalisation des projets d'investissements structurants 1.2.4 Rendre opérationnels les mécanismes de financement des CPER 2.1.3 Capitaliser les expériences d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi évaluation des contrats plans Etat-régions/District 2.2.1 Renforcer les capacités d'investissement des Collectivités territoriales 2.2.2 Sensibiliser l'Etat et les Partenaires techniques et financiers pour abonder le Fonds National d'Appui aux CT 	ministériels pour opérationnaliser les décrets (formation, conception d'outils, communication etc.) 1.1.2 Renforcer les CADD par la formation pour la prise en charge de leurs activités 1.2.1 Opérationnaliser la Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales 1.2.2 Mettre en place des outils informatisés permettant un suivi performant et transparent de la fonction publique des collectivités territoriales; 1.2.3 Opérationnaliser les contrats Plans Etat-Régions ou District 1.2.4 Rendre opérationnels les mécanismes de financement des CPER 2.1.3 Diffuser le rapport de capitalisation des expériences d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi évaluation des contrats plans Etat-régions/District 2.2 1 Renforcer les capacités d'investissement	 1.1.2 Renforcer les CADD par la formation pour la prise en charge de leurs activités 1.2.1 Opérationnaliser la Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales 1.2.2 Mettre en place des mécanismes permettant de garantir durablement le financement et la régularité des salaires et accessoires des fonctionnaires des collectivités territoriales. 1.2.3 Opérationnaliser les contrats Plans Etat-Régions ou District 1.2.4 Rendre opérationnels les mécanismes de financement des CPER 2.1.3 Diffuser le rapport de capitalisation des expériences d'élaboration, de mise

APPUI TECHNIQUE AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.3 Renforcer la capacité technique des CT en matière de gestion et maitrise d'ouvrage 2.2.4 Instaurer et renforcer le contrôle populaire 3.1.1 Former les Autorités intérimaires en matière de bonne gouvernance, de maitrise d'ouvrage et d'éthique 3.1.2 Assurer la formation initiale des agents intégrés dans la fonction publique territoriale 3.1.3 Elaborer de nouveaux modules de formation et amélioration/ adaptation des modules existants 3.1.4 Elaborer un catalogue de formation 	 2.2.2 Sensibiliser l'Etat et les Partenaires techniques et financiers pour abonder le Fonds National d'Appui aux CT 2.2.3 Renforcer la capacité technique des CT en matière de gestion et maitrise d'ouvrage 2.2.4 Instaurer et renforcer le contrôle populaire 3.1.1 Renforcer les capacités des nouveaux élus des CT en matière de bonne gouvernance, de maitrise d'ouvrage et d'éthique 3.1.2 Assurer la formation initiale des agents intégrés dans la fonction publique territoriale 3.1.3 Elaborer de nouveaux modules de formation et amélioration/ adaptation des modules existants 3.1.4 Mettre en œuvre le catalogue de formation 	 2.2.1 Renforcer les capacités d'investissement des Collectivités territoriales 2.2.2 Sensibiliser l'Etat et les Partenaires techniques et financiers pour abonder le Fonds National d'Appui aux CT 2.2.3 Renforcer la capacité technique des CT en matière de gestion et maitrise d'ouvrage 2.2.4 Instaurer et renforcer le contrôle populaire 3.1.1 Renforcer les capacités des nouveaux élus des CT en matière de bonne gouvernance, de maitrise d'ouvrage et d'éthique 3.1.2 Développer des cursus de formation initiale orientés vers la fonction publique territoriale 3.1.3 Elaborer de nouveaux modules de formation et amélioration/ adaptation des modules existants 3.1.4 Assurer la formation des élus et agents sur les modules relatifs aux changements climatiques

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

Section: 340

1. MISSIONS:

Le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la Politique nationale en matière d'exercice, d'expression, d'enseignement ou de diffusion des convictions religieuses ou morales et des cultes.

- A ce titre, il est chargé de :
 - L'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'exercice de la liberté religieuse et du culte, à l'enseignement des religions et des cultes, aux prêches, à la création et au fonctionnement des établissements religieux, des missions et congrégations, des édifices de culte et des associations confessionnelles ;
 - L'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'organisation des pèlerinages et des fêtes religieuses ;
 - L'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives au financement des activités religieuses ou de culte, aux œuvres caritatives des établissements religieux et des édifices de culte, des missions, congrégations et associations confessionnelles ;
 - Le suivi des relations des associations confessionnelles ou de culte avec les associations étrangères et les organisations internationales non gouvernementales poursuivant des buts similaires.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Assurer la protection des libertés religieuses et de culte dans la tolérance et le respect de la laïcité.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE							
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL		
1 ROOKAWWES	I LIXOUNIEL	TORCHORALMEN	IIV LOTIOGLIVILIVI	2017	2018	2019	
01 Administration Générale	86 311	741 376	-	827 687	882 224	882 927	
02 Religion et du Culte	-	22 410	-	22 410	24 426	22 838	
TOTAL	86 311	763 786	-	850 097	906 650	905 765	



Section: 340

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Mettre en synergie les actions des structures du département et s'assurer d	le leur bon fo	onctionnen	nent		1 4			
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de réalisation des réunions élargies de coordination du département	%			100	50	100	100	100
Moyen de vérification : rapport d'activités, PV de réunions Précision méthodologique : (Nombre de réunions tenues/ Nombre de réunions programmé	ées) *100							
1.2Taux d'exécution du programme d'activités du département	%			50	40	80	90	100
Moyen de vérification : Rapport annuel Précision méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités programmé	es) *100		•	•	•		•	

INDICATEURS	UNITE	UNITE	REALISATIONS		Année en cours		CIBLE	
1.010112010		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1Taux d'exécution du budget	%			99	60,92	100	100	100
Moyen de vérification : Compte administratif Précision méthodologique : (Total crédits liquidés/Total crédits notifiés)*100	•							
2.2 Taux d'exécution des projets/programmes	%			100	49,99	100	100	100
Moyen de vérification : rapport d'évaluation Précision méthodologique : (Montant mobilisés/ Montant prévus)*100								
	%			40	50	60	70	80



Section: 340

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Disposer d'un système transparent de gestion des affaires publiques et d'accès à l'information dans toutes les structures du département

INDICATEURS	UNITE_		ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 taux d'exécution du programme de transparence/d'informatisation	%			50	70	80	90	100
Moyen de vérification : Documents de comptabilité-matières, base de données, Précision méthodologique : (Nombre d'activités du programme réalisées/ Nombre d'activité p	Moyen de vérification : Documents de comptabilité-matières, base de données, trécision méthodologique : (Nombre d'activités du programme réalisées/ Nombre d'activité prévues)*100							
3.2 Taux de satisfaction des usagers	%			50	60	90	80	100

Moyen de vérification : Rapport de Sondage

Précision méthodologique : Nombre d'usagers satisfaits/Nombre d'usagers sondés

Section: 340

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des réunions élargies de coordination du département 1.2.1 Elaboration du programme d'activité du département 1.2.2 Elaboration du document de la politique nationale en matière de religion 1.2.3 Mise en œuvre du programme d'activités 2.1.1 Préparation et exécution du budget du département 2.2.1 Organisation des revues des projets et programmes du département 2.3.1 Recherche de financement auprès des partenaires 3.1.1 Tenue de la comptabilité-matières 3.1.2 Informatisation de tous les processus administratifs 3.2.1 Organisation de sondages d'opinions auprès des usagers 	 1.1.1 Organisation des réunions élargies de coordination du département 1.2.1 Elaboration du programme d'activité du département 1.2.2 Mise en œuvre de la politique nationale en matière de religion 1.2.3 Mise en œuvre du programme d'activités 2.1.1 Préparation et exécution du budget du département 2.2.1 Organisation des revues des projets et programmes du département 2.3.1 Recherche de financement auprès des partenaires 3.1.1 Tenue de la comptabilité-matières 3.1.2 Informatisation de tous les processus administratifs 3.2.1 Organisation de sondages d'opinions auprès des usagers 	du département



RELIGION ET CULTE

Section: 340

1- <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u>:

Ce programme vise à créer un meilleur cadre de tolérance pour l'expression, l'exercice des libertés, des croyances et des pratiques religieuses et du culte. Il contribue à renforcer la cohésion entre les courants confessionnels.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Faciliter le bon accomplissement du culte								
Indicateurs	Unité]	Réalisation	s	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1Taux de satisfaction des pèlerins des prestations fournies	%				60	90	95	95
Moyen de vérification : Sondage auprès des pèlerins								
Précision méthodologique : (Nombre de pèlerins satisfaits/ Nombre de pèlerins sondé	s)*100							
1.2 taux de réalisation du quota de pèlerins	%			50	70	80	90	100
Moyen de vérification : registre d'inscription des pèlerins	•							
Précision méthodologique : (nbre de pèlerins inscrits/nbre de pèlerins à inscrire) *100								
1.2 Taux d'exécution du programme d'appui aux centres/édifices religieux	%			50	70	80	90	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités			•	•			•	
Précision méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités program	mées)*100							
1.3 Taux d'exécution du programme d'appui aux activités religieuses	%			60	80	90	100	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités	•		•	•	•		•	
Précision méthodologique: (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités program	mées)*100							



RELIGION ET CULTE

Section: 340

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 (à ajouter au p1) : Renforcer le dialogue inter et intra religieux Année Réalisations Cibles en cours Unité **Indicateurs** 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2.1. Taux d'exécution du programme de concertation/d'échanges inter/intra religieux 80 90 % 60 100 100 Moyen de vérification : rapport d'activités Précision méthodologique : (nombre de rencontres tenues/ nombre de rencontres programmées)*100 2.2 Taux de prévention des litiges/conflits confessionnels 40 50 70 80 Moyen de vérification : P.V Précision méthodologique : (nombre de litiges réglés / nombre de litiges rapportés)*100

Objectif 2 : Encadrer le verbe et l'action religieux								
Indicateurs	Unité]	Réalisation	s	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'exécution du programme de formation des acteurs religieux	%			30		45	65	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités , Certificat Précision méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)	*100							
3.2 Taux d'exécution du programme de sensibilisation et d'information sur la bonne compréhension de la religion	%			40	50	60	70	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités	•		•		•			
Précision méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)	*100							
3.3 Taux de couverture juridique des pratiques religieuses ou de culte	%			50	70	80	90	100
Moyen de vérification : Arrêtés, circulaires de cadrage	•			-				
Précision méthodologique : (Nombre de textes règlementaires fonctionnels/ Nombre de textes	es règleme	ntaires)*10	0					

RELIGION ET CULTE

Section: 340

1.1.1 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Elaboration des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien 1.1.3 Mise en œuvre du cahier de charge 1.2.1 Appui à la renaissance/installation et animation de centres/édifices religieux 1.2.2 Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux 1.3.1 Appui aux célébrations des fêtes religieuses 1.1.1 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre de charge l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre de charge l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre du cahier de charge l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L			
Saints de L'Islam 1.1.2 Elaboration des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien 1.1.3 Mise en œuvre du cahier de charge 1.2.1 Appui à la renaissance/installation et animation de centres/édifices religieux 1.2.2 Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux 1.3.1 Appui aux célébrations des fêtes religieuses Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage chrétien 1.1.4 Mise en œuvre du cahier de charge 1.2.1 Appui à la renaissance/installation et animation de centres/édifices religieux 1.2.2 Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux 1.3.1 Appui aux célébrations des fêtes religieuses	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.3.2 Appūi à l'organisation d'activités caritatives 2.1.1 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de rencontres de concertation intra religieuses 2.2.1 Gestion des conflits intra confessionnel 2.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.1.1 Formation des imams, des prêtres, des pasteurs et des prêcheurs/prêcheuses 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits inter confessionnel 3.2.1 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de concertations interreligieuses 2.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Organisation des conflits intra confessionnel 3.2.2 Gestion des conflits intra confessionnel 3.2.1 Formation des imams, des prêtres, des pasteurs et des prêcheurs/prêcheuses 3.2.1 Organisation d'activités informationnelles et pédagogiques sur la bonne compréhension des religions 3.2.1 Elaboration centroin des interreligieuxes 3.2.1 Organisation d'activités informationnelles et pédagogiques sur la bonne compréhension des religions	 1.1.1 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Elaboration des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien 1.1.3 Mise en œuvre du cahier de charge 1.2.1 Appui à la renaissance/installation et animation de centres/édifices religieux 1.2.2 Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux 1.3.1 Appui aux célébrations des fêtes religieuses 1.3.2 Appui à l'organisation d'activités caritatives 2.1.1 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de rencontres de concertation intra religieuses 2.2.1 Gestion des conflits intra confessionnel 2.2.2 Gestion des conflits inter confessionnel 3.1.1 Formation des imams, des prêtres, des pasteurs et des prêcheurs/prêcheuses 3.2.1 Organisation d'activités informationnelles et pédagogiques sur la bonne compréhension des religions 3.3.1 Elaboration, contrôle et suivi de l'application de la réglementation relative à l'exercice du culte, à l'installation et à l'animation des établissements et édifices religieux ou de culte 3.3.2 Définition et mise en application des rôles et responsabilité des autorités religieuses en matière de stabilisation 	 1.1.1 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien 1.1.4 Mise en œuvre du cahier de charge 1.2.1 Appui à la renaissance/installation et animation de centres/édifices religieux 1.2.2 Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux 1.3.1 Appui aux célébrations des fêtes religieuses 1.3.2 Appui à l'organisation d'activités caritatives 2.1.1 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de rencontres de concertation intra religieux 2.2.1 Gestion des conflits intra confessionnel 3.1.1 Formation des imams, des prêtres, des pasteurs et des prêcheurs/prêcheuses 3.2.1 Organisation d'activités informationnelles et pédagogiques sur la bonne compréhension des religions 3.3.1 Elaboration, contrôle et suivi de l'application de la réglementation relative à l'exercice du culte, à l'installation et à l'animation des établissements et édifices religieux ou de culte 3.3.2 Définition et mise en application des 	 1.1.1 Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Mise en œuvre des textes relatifs à l'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de L'Islam 1.1.2 Organisation du pèlerinage chrétien 1.1.4 Mise en œuvre du cahier de charge 1.2.1 Appui à la renaissance/installation et animation de centres/édifices religieux 1.2.2 Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux 1.3.1 Appui aux célébrations des fêtes religieuses 1.3.2 Appui à l'organisation d'activités caritatives 2.1.1 Organisation de concertations interreligieuses 2.1.2 Organisation de rencontres de concertation intra religieux 2.2.1 Gestion des conflits intra confessionnel 2.2.2 Gestion des conflits inter confessionnel 3.1.1 Formation des imams, des prêtres, des pasteurs et des prêcheurs/prêcheuses 3.2.1 Organisation d'activités informationnelles et pédagogiques sur la bonne compréhension des religions 3.3.1 Elaboration, contrôle et suivi de l'application de la réglementation relative à l'exercice du culte, à l'installation et à l'animation des établissements et édifices religieux
	Sociale		rôles et responsabilité des autorités religieuses en matière de stabilisation sociale

MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

Section: 341

1. MISSIONS:

Le Ministère de la Réconciliation nationale a pour missions de préparer et mettre en œuvre la politique de la réconciliation nationale. A ce titre, il est chargé de :

- la conduite du processus de dialogue inclusif et de réconciliation nationale ainsi que le suivi des institutions mises en place à cet effet ;
- la participation aux négociations en vue de parvenir à une paix durable ;
- la participation au suivi des relations du Mali avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales impliqués dans le processus de rétablissement et de consolidation de la paix dans les régions du Nord ;
- l'instauration d'un climat de paix et de confiance entre les différentes communautés ;
- la définition et la mise en œuvre d'actions visant le retour des Maliens réfugiés dans les pays voisins et des populations déplacées à l'intérieur du pays.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Construire et renforcer une vision partagée et durable autour des priorités de paix, de réconciliation nationale et de cohésion sociale.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATION	IALE					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NOGIVAIMILES	I LIXOUNIALL	TORCHORALMEN	IIIV LSTISSLIVILIVI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	97 367	776 582	-	873 949	914 295	937 047
02 Renforcement du Processus de dialogue et de la Réconciliation Nationale	•	2 066 052	-	2 066 052	2 251 996	2 105 615
TOTAL	97 367	2 842 634	-	2 940 001	3 166 291	3 042 662



Section: 341

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme exécute les missions suivantes :

- L'Examen et analyse des dossiers relatifs aux réunions gouvernementales et aux rencontres avec les partenaires au développement ;
- La Coordination et la supervision des activités des services et organismes personnalisés ;
- La Gestion rationnelle des ressources (humaines, matérielles et financières) du département ;
- Le Contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département de la Réconciliation Nationale.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	Réalis Unité		Réalisation	s	Année en cours	Prévisions		;	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : Pourcentage de rencontres thématiques et de messages diffusés sur les questions de réconciliation	%	-	15	50	70	80	90	95	
Précisions méthodologiques : Taux(%) = (nombre de rencontres thématiques tenu sur le nombre to	tal de r	encontres	thématiques	prévu) x 1	00				
Moyens de vérification : Compte rendus de réunion, rapport annuel MRN									
1.2 : Taux d'adoption des textes et documents de références	%	-	10	66	70	80	95	100	
Précisions méthodologiques : Taux(%) = (nombre de textes et documents de référence adoptés /nor	nbre to	tal de texte	s et docume	ents de réfé	rence prévu) x 100			
Moyens de vérification : Rapports d'activités MRN									
wioyens de vermeation. Rapports d'activités wildv									



Section: 341

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Renforcer les capacités de pilotage et de suivi du processus de réconciliation nationale.

INDICATEURS	Unité		Réalisation	s	Année en cours		Prévisions	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'opérationnalisation des structures au niveau national et régional	%	-	10	0	40	50	60	100
Précisions méthodologiques : (nombre de structures créées et opérationnelles /nombre total de stru	ctures	prévues) xl	100					
Moyens de vérification : Comptes rendu de réunions, procès verbaux et textes de création								
2.2: Taux de réalisation des programmes de formation du personnel du département et des acteurs de la réconciliation	%	-	-	75	40	70	90	100
		1 C	.' /1	1 / 1 1	14) 100			

Précisions méthodologiques : (nombre de programmes de formation mis en œuvre /nombre total de programmes de formation élaboré et validé) x100

Moyens de vérification : rapport annuel MRN

Objectif 3.Assurer une	gestion efficace d	les ressources humain	es matérielles	et financières du département.
Objecti J.Assurci und	zesuon emeace u	ks i cssoui ces numan	cs, materities	ct illiancici es uu ucpai tement.

ons	Année en cours		Prévisions 2018 98	i
2015	2016	2017	2018	2019
90	85	98	98	99
50	60	80	90	100
75	50	60	80	90
_	75	75 50	75 50 60	75 50 60 80

Budget-programmes 2017 - Page 218

Section: 341

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des rencontres thématiques sur les questions de réconciliation 1.1.2 Diffusion de l'accord de paix dans les différentes langues nationales 1.1.3 Organisation de la conférence d'entente nationale et l'élaboration d'une charte nationale pour la paix 1.2.1 Elaboration, adoption des textes législatifs,règlementaires et des documents de références et la relecture des textes de la CVJR (politique de réconciliation nationale). 1.2.2 Conception, élaboration et dissémination des fondements de la politique de réconciliationnationale. 1.2.3 Elaboration et diffusion de messages par cibles concernées; 1.3.1 Négociation d'accords et de protocoles departenariat avec les acteurs nationaux et les PTF. 1.3.2 Accélération de l'exécution des projets/programmes porteurs pour la Réconciliation; 1.3.3 Réalisation de microprojets d'appui à laRéconciliation. 1.3.4 Mise en place de mécanismes de coordinationdes interventions des acteurs en matière deréconciliation. 2.1.1 Création et équipement de sept représentations de la CVJR dans les régions deMopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Taoudénit et Kidal et dans le district de Bamako. 	 1.1.1 Poursuite de l'organisation des rencontres thématiques sur les questions de réconciliation 1.1.2 Diffusion de l'accord de paix dans les différentes langues nationales 1.2.1 Poursuite de l'élaboration, adoption des textes législatifs, règlement aires et des documents de références et la relecture des textes de la CVJR (politique de réconciliation nationale,). 1.2.2 Poursuite de la dissémination des fondements de la politique de réconciliation nationale. 1.2.3 Poursuite de la diffusion de messages élaborés par cibles concernées; 1.3.1 Poursuite de la négociation d'accords et protocoles avec les acteurs nationaux et les PTF. 1.3.2 Suivi de l'exécution des projets/programmes porteurs pour la Réconciliation 1.3.3 Mise en œuvre de micro - projets d'appui à la réconciliation 1.34 Poursuite de la mise en place de mécanismes de coordination des interventions et des acteursen matière de réconciliation. 2.1.1 Poursuite de la mise en place et de l'équipement de quatre représentations 	 1.1.1 Poursuite de l'organisation des rencontres thématiques sur les questions de réconciliation 1.1.2 Poursuite de la diffusion de l'accord de paix dans les différentes langues nationales 1.2.1 Poursuite de la dissémination des fondements de la politique de réconciliation Nationale 1.2.2 Poursuite de la diffusion de messages élaborés par cibles concernées; 1.3.1 Poursuite de la négociation d'accords et protocoles avec les acteurs nationaux et les PTF. 1.3.2 Poursuite du suivi de l'exécution des projets/programmes porteurs pour la Réconciliation 1.3.3 Poursuite de la mise en œuvre de micro -projets d'appui à la Réconciliation 1.3.4 Poursuite de la mise en place de mécanismes de coordination des interventions et des acteurs en matière de réconciliation. 2.1.1 Poursuite de l'équipement de la CVJR dans les autres régions et localités. 2.1.2 Poursuite de l'équipement des cellules techniques, de l'observatoire de la politique nationale de réconciliation et du comité de
2.1.2 Création et équipement de trois cellules techniques, d'un observatoire de la politique nationale de réconciliation et d'un comité de pilotage.	la politique nationale de réconciliation et du comité de pilotage.	



Section: 341

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.1 Elaboration et mise en œuvre des programmesde formation au profit du personnel de la réconciliation. 2.2.2 Formation des leaders communautaires en vue de l'appropriation de la quintessence de l'accord; 2.2.3 Renforcement des capacités des communicateurs traditionnels et modernes sur les Droits de l'Homme et la culture de la paix. 2.2.4 Renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires: agents de développement communautaires (ADC), agentsvillageois de développement (AVD), les légitimités traditionnelles; 3.1.1 Elaboration et Exécution du Budget du département 3.2.1 Création d'une base de données du personnel. 3.3.3.1 Tenue de la comptabilité matières. 	l'observatoire pour la paix 2.2.1 Mise en œuvre des programmes de formation au profit du personnel de la Réconciliation. 2.2.2 Poursuite de la formation des leaders communautaires en vue de l'appropriation de la quintessence de l'accord 2.2.3 Poursuite du renforcement des capacités des communicateurs traditionnels et modernes sur les Droits de l'Homme et la culture de la paix. 2.2.4 Poursuite du renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires : agents de développement communautaires (ADC), agents villageois de développement (AVD), les légitimités traditionnelles; 3.1.1 Elaboration et Exécution du Budget du département	Droits de l'Homme et la culture de la paix. 2.2.4 Poursuite du renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires : agents de développement communautaires(ADC), agents villageois de développement (AVD), les légitimités traditionnelles ;



Section: 341

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Le programme n°2 : Apour mission de contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF: 1 Etablir la vérité sur les violations graves des droits de l'Homme qui ont eu lieu au Mali, en prenant en compte les causes, la nature et les conséquences de ces violations et pour en établir les responsabilités

TATING A TIET THE	TL:44	_	Réalisation	s	En cours		Cibles	
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux de vérification des cas de violations graves des droits de l'Homme recensés (dont pourcentage de femmes).	%	-	-	ND	15	50	80	100
Précisions méthodologiques : taux = nombre de cas de violation graves des droits de l'homme vér Moyens de vérification, Rapports d'enquête de la CVJR, études et auditions ;	ifiés/no	mbre total d	le cas décla	ré X 100				
1.2. Taux de plaintes recensées, déposées et traitées.	%	-	-	ND	30	70	85	100
Précisions méthodologiques : Taux = nombre plaintes traités /nombre total de plaintes recensées	X 100			•				
Moyens de vérification, rapports d'activités CVJR, procès-verbaux CVJR et actes administratifs.								

TAIDIC A (DET ID C	TL:44]	Réalisation	S	En cours		Cibles 2018 100 75	
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de réalisation des missions de sensibilisation.	%	-	-	88	50	100	100	100
Précisions méthodologiques : Taux = nombre de missions réalisées/nombre de missions prévu) Moyens de vérification. Rapports de missions CVJR, nombre des ordres de missions visées	x100							
2.2. Taux de réalisation des programmes d'auditions.	%	-	-	82	40	60	75	100
Précisions méthodologiques : Taux = nombre de d'auditions organisées/ d'auditions prévues) : Moyens de vérification. Rapports de mission, compte rendus et procès verbaux/ CVJR	100							
2.3 Taux de mise en place de comités de veille.	%	-	-	ND	15	50	75	100



Section: 341

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3. Promouvoir la Justice et la Réconciliation et éviter la récurrence de ces violation	S.							
DIDYCA WYYDG	TT *44	Réalisations			En cours	Cibles		
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux d'exécution des mesures de réparation :								
- préjudices corporels ;	%	-	-	0	40	60	75	100
- préjudices matériels ;	70			0	40	60	75	100
- préjudices culturels.				0	40	60	75	100
Précisions méthodologiques : Taux = nombre de mesure réalisé /nombre de mesure recommandé) Moyens de vérification. Rapports d'activités/ CVJR	x100		•				•	
3.2 Taux de réalisation des initiatives de réconciliation.	%	-	-	-	40	60	75	100
Précisions méthodologiques : Taux = nombre d'initiative réalisé/nombre d'initiative prévu) x 100 Moyens de vérification. Rapports d'activités/ CVJR					1			
3.3 Taux de réparations de préjudices causées aux femmes.	%	-	-	-	40	60	75	100
Précisions méthodologiques : Taux = (nombre de mesure réalisé /nombre de mesure recommandé) Moyens de vérification. Rapports d'activités/ CVJR	x 100		•	•			1	

Section: 341

 1.1.1 Elaboration de la cartographie et des critères d'appréciation des violations des droits de l'Homme et des victimes. 1.1.2 Identification des victimes, les auteurs et les témoins des violations de droit de l'homme. 1.1.3 Faire une étude sur les valeurs démocratiques et le droit à la différence. 1.1.4 Elaboration d'une cartographie des conflits inter intracommunautaires et d'une matrice globale des communautés concernées 1.2.1 Réalisation d'une étude sur la cohésion sociale, l'unité nationale et la citoyenneté. 1.3.1 Mise en place d'un mécanisme de protection et prise en charge des victimes et des témoins en vue de proposer des mesures de réparation des préjudices. 2.1.1 Organisation des missions de sensibilisation des populations au niveau régional, inter et intracommunautaires 2.1.2 Organisation des auditions individuelles et collectives des victimes et témoins des violations des droits de l'homme ; 2.2.1 Organisation des auditions des droits de l'homme ; 2.2.2 Organisation des auditions des droits de l'homme ; 2.2.2 Organisation des auditions individuelles des auteurs des cas de vicitimes et témoins des violations des droits de l'homme ; 2.2.2 Organisation des auditions individuelles des auteurs des cas de vications des droits de l'homme ; 2.2.2 Organisation des des auditions individuelles des auteurs des cas de vications des droits de l'homme ; 2.2.2 Organisation des des auditions individuelles des auteurs des cas de vications des droits de l'homme ; 2.2.2 Organisation des des auditions individuelles des auteurs des cas de vications des droits de l'homme ; 2.3.1 Mise en place des comités de vications des droits de l'homme ; 2.3.2 Nise en place des comités de vications des droits de l'homme ; 2.3.4 Mise en place des comités de vications des droits de l'homme ; 2.3.4 Mise en place des comités de vications des droits de l'homme ; <li< td=""><td> 1.1.2 Identification des victimes, les auteurs et les témoins des violations de droit de l'homme. 1.2.1 Poursuite de la réalisation d'une étude sur la cohésion sociale, l'unité nationale et la citoyenneté. 1.3.1 Poursuite de la mise en place d'un mécanisme de protection et de prise en charge des victimes et des témoins en vue de proposer des mesures de réparation des préjudices. 2.1.1 Organisation des missions de sensibilisation des populations au niveau régional, inter et intra communautaires. 2.1.2 Organisation des rencontres de sensibilisation avec les forces vives des régions 2.2.1 Organisation des auditions individuelles et collectives des victimes et témoins des violations </td></li<>	 1.1.2 Identification des victimes, les auteurs et les témoins des violations de droit de l'homme. 1.2.1 Poursuite de la réalisation d'une étude sur la cohésion sociale, l'unité nationale et la citoyenneté. 1.3.1 Poursuite de la mise en place d'un mécanisme de protection et de prise en charge des victimes et des témoins en vue de proposer des mesures de réparation des préjudices. 2.1.1 Organisation des missions de sensibilisation des populations au niveau régional, inter et intra communautaires. 2.1.2 Organisation des rencontres de sensibilisation avec les forces vives des régions 2.2.1 Organisation des auditions individuelles et collectives des victimes et témoins des violations



Section: 341

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.3.1 Mise en place des comités de veilles dans les zones concernées. 3.1.1 Organisation des missions d'enquêtes sur le cas de violation des droits de l'Homme 3.1.2 Missions de recensement de victimes corporelles 3.1.3 Proposition de réparation des dommages causés par les acteurs de la crise notamment les femmes et les enfants. 3.1.4 Mécanisme de réparation des dommages causés aux éleveurs, commerçants détaillants et des acteurs de microfinances. 3.1.5 Mesure de proposition de réparation des sites touristiques, artisanaux et culturels. 3.2.1 Préparation des conditions de retour et réinsertion des réfugiés et des déplacés 3.3.1 Evaluer les besoins spécifiques des catégories vulnérables (femmes-enfants) 	 3.1.2 Poursuite des missions de recensement de victimes corporelles 3.1.3 Poursuite de réparation des dommages causés aux acteurs de l'économie ruraux, commerçant détaillants et des microfinances. 3.1.4 Poursuite des mesures de proposition de réparation des sites touristiques, artisanaux et culturels. 3.2.1 Poursuite d'organisation des conditions de retour et réinsertion des réfugiés et des déplacés 3.2.2 Publication des rapports des travaux de la CVJR dans les principales langues nationales 3.3.1 Poursuite de réparation des dommages causés par les acteurs de la crise notamment les femmes et les enfants. 	recensement de victimes corporelles 3.1.3 Poursuite de réparation des dommages causés aux acteurs de l'économie ruraux, commerçant détaillants et des microfinances. 3.1.4 Poursuite des mesures de proposition de réparation des sites touristiques, artisanaux et culturels. 3.2.1 Poursuite d'organisation des conditions de retour et réinsertion des réfugiés et des déplacés

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Section:410

1. MISSIONS:

Mettre en œuvre la politique nationale en matière d'éducation préscolaire et spéciale, d'enseignements fondamental, secondaire et normal, d'alphabétisation et des langues nationales.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

1- Améliorer la qualité et la gestion financière, matérielle et humaine de l'éducation

3. <u>TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME</u>:

En millier de F CFA

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NO GRAININES	1 LICONILL TONOTIONILINEIT		IIIV LOTIOOLIVILITI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	17 200 314	12 272 944	2 379 057	31 852 315	34 655 580	36 217 454
02 Développement de l'Education de Base	127 914 429	23 250 288	8 238 103	159 402 820	170 881 079	181 776 284
03 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	9 935 840	12 414 739	20 712 860	43 063 439	42 709 815	44 911 340
04 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	3 480 207	12 702 005	12 982 964	29 165 176	29 534 165	30 987 359
TOTAL	158 530 790	60 639 976	44 312 984	263 483 750	277 780 639	293 892 437



Section :410

1- <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u>:

Ce programme a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

2. <u>CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME</u>

Indicateurs	Unités _	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. : Taux d'exécution du budget du département	%	94,37	97,18	97,71	98,24	98,77	99,3	99,5
Moyen de vérification : Compte Administratif Méthode de calcul : (Crédit liquidé /Crédit notifié)* 100								-
1.2. : Taux d'exécution du plan de pass ation de marchés publics	%	100	100	100	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DFM Méthode de calcul : (Nombre de marchés attribués /Nombre total de marchés programmés)*	100							
1.3. : % de personnel enseignant recruté	%	11,23	29,78	32	37	43	50	60
Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DRH Méthode de calcul : (Nombre enseignants recrutés/Besoins exprimés)*100			•				•	•

programme

ADMINISTRATION GENERALE

Section:410

2. <u>CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME</u>

Objectif N°2 : Améliorer la coordination et le suivi évaluation des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unités]	Réalisation	s	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution financière des Programmes/Projets du département	%	76,6	55,92	71,68	75,16	80,23	85,3	90,5
Moyen de vérification : Rapport revue des projets	Moyen de vérification : Rapport revue des projets							
Méthode de calcul: (Montant des programmes/projets exécutés au 31/12/ de l'année n-1/	Méthode de calcul: (Montant des programmes/projets exécutés au 31/12/ de l'année n-1 /Montant Total des programmes/projets au 31/12/ de l'année n-1)*100							
2.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions conjointes du	%	_	_	80	100	100	100	100

Moyen de vérification : Rapport de mission du département

Méthode de calcul : (Nombre de Recommandations de l'année N-1 mises en œuvre / Nombre de Recommandations formulées de l'année N-1)*100

- P	P							
Indicateurs	Unités	I	Réalisation	S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : % de compétences mises en œuvre	%	61,11	66,67	75	83,33	91,67	94,44	95
Moyen de vérification : Rapport CADDE								
Méthode de calcul: (Nombre de compétences mises en œuvre /Nombre total de compétences	transfére	ées) * 100						
3.2 : % de ressources transférées aux CT et allouées aux SD	%	58,46	60,52	61,58	83	83,1	83,3	84

Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DFM

Méthode de calcul : (Ressources déconcentrées et décentralisées/ Ressources totales du département)* 100

Objectif N° 3 : Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département



2. <u>CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME</u>

Indicateurs	Unités	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : % de services du département ayant reçu une mission de contrôle interne	%	-	45	50	70	80	90	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités du département					•			
Méthode de calcul: (Nombre de services ayant reçu une mission de contrôle interne / Nombr	e total de	e services d	lu départen	nent)* 100				
4.2 : % des services du département ayant appliqué les recommandations de la mission de contrôle interne	%	-	45	50	70	80	90	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités du département				-			·	

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
ressources financières allouées aux S D	préparation et d'exécution du budget en mode déconcentré et décentralisé, d'approvisionnement des services et d'application de la Comptabilité Matière 1.1.2 Mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation du Budget programme de l'année n-1 1.1.3 Réalisation de missions de suivi des ressources financières allouées aux SD 1.1.4 Production du RSTF de l'année 2017 1.2.1 Formation à l'élaboration du PPM 1.2.2 Elaboration du PPM 1.2.3 Mise en œuvre du PPM 1.3.1 Recrutement d'enseignants dans la fonction publique des collectivités 1.3.2 Analyse et traitement des données	en mode déconcentré et décentralisé, d'approvisionnement des services et

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.3 Saisie et mise à jour des données du logiciel de gestion des ressources humaines 2.1.1 Réalisation de la revue des programmes/projets du Secteur 2.1.2 Elaboration du Programme Triennal d'Investissement du secteur 2.1.3 Suivi de la mise en œuvre des plans d'actions issues des revues programmes /projets du département 2.2.1 Réalisation de missions conjointes du programme 2.2.2 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions conjointes du programme 3.1.1 Etat des lieux de la mise en œuvre du curriculum et validation des niveaux 3 et 4 3.1.2 Mise en place des coins lecture 3.1.3 Suivi de la gestion pédagogique des manuels 3.1.4 Restauration des archives, PV et décisions relatives aux examens 3.1.5 Formation des Bibliothécaires scolaires à la gestion d'une bibliothèque et d'un CDI 3.2.1 Formation des structures d'appui (CGS, AME) en gestion de l'école en mode décentralisé 3.2.2 Extension de l'ADARS à toutes les écoles publiques et communautaires, évaluation de son impact sur l'amélioration du système de rapportage de l'ensemble des ressources transférées aux CT 3.2.3 Animation des cadres de concertation des CT et SD 	programme 2.2.2 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions conjointes du programme 3.1.1 Etat des lieux de la mise en œuvre du curriculum et validation des niveaux 3 et 4 3.1.2 Mise en place des coins lecture 3.1.3 Suivi de la gestion pédagogique des manuels 3.1.4 Restauration des archives, PV et décisions relatives aux examens 3.1.5 Formation des Bibliothécaires scolaires à la gestion d'une bibliothèque et d'un CDI 3.2.1 Formation des structures d'appui (CGS, AME) en gestion de l'école en mode décentralisé 3.2.2 Extension de l'ADARS à toutes les écoles publiques et communautaires, évaluation de son impact sur l'amélioration du système de rapportage de l'ensemble des ressources transférées	 3.1.4 Restauration des archives, PV et décisions relatives aux examens 3.1.5 Formation des Bibliothécaires scolaires à la gestion d'une bibliothèque et d'un CDI 3.2.1 Formation des structures d'appui (CGS, AME) en gestion de l'école en mode décentralisé 3.2.2 Extension de l'ADARS à toutes les

Section :410

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
d'exécution des ressources mises à la disposition des CT conformément aux textes en vigueur 3.2.5 Mission de suivi de la fonctionnalité des CGS 4.1.1 Suivi trimestriel du Budget Ordinaire et du Budget Spécial d'Investissement 4.1.2 Réalisation de missions d'audits Internes	textes en vigueur 3.2.5 Mission de suivi de la fonctionnalité des CGS 4.1.1 Suivi trimestriel du Budget Ordinaire et du Budget Spécial d'Investissement 4.1.2 Réalisation de missions d'audits internes 4.2.1 Suivi annuel des recommandations issues du contrôle interne	des CT et SD 3.2.4 Mission de suivi technique de la situation d'exécution des ressources mises à la disposition des CT conformément aux textes en vigueur 3.2.5 Mission de suivi de la fonctionnalité des CGS 4.1.1 Suivi trimestriel du Budget Ordinaire



Section:410

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le programme a pour mission de donner un minimum éducatif pour tous, à savoir: lire, écrire, calculer et acquérir des habiletés permettant à l'apprenant de s'inscrire dans la vie active.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	Unités	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1.: Taux d'achèvement au fondamental 1	%	50,10	49,70	50,10	55,10	58,80	62,50	73,20
Moyens de vérification : Annuaire statistique			•					
Méthode de calcul: (nouveaux admis en 6eme année / population inscrite)* 100								
1.2: Taux brut d'Admission au fondamental 1	%	65	59,80	59,60	65,50	68,20	73,25	76,80
Moyens de vérification : Annuaire statistique	•		•	•	•			
Méthode de calcul: (nouveaux admis en 1ère année / population scolarisable)*100								
1.3: Pourcentage (%) de néo alphabète produit	%	58,84	63,45	68,45	73,45	73,45	74,15	75,50
Moyens de vérification : Rapport de bilan annuel (CNR-ENF)								
Méthode de calcul : (Nombre néo – alphabètes/Nombre d'auditeurs inscrits)*100								

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF N° 02 : Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.

INDICATEURS		Réalisations			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2. 1. Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	69,7	63,8	62,4	77,1	79,1	81,6	88,7
Moyens de vérification : Annuaire statistique								
Méthode de calcul : (Effectif total des filles du fondamental 1 / population scolarisable des f	illes du fo	ondamental	1)*100					
2. 2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	32,6	31,49	33,25	34	35,15	36,3	37
Moyens de vérification : Annuaire statistique								
Méthode de calcul : (Effectif des enseignantes du fondamental 1/ Effectif total des enseignants du fondamental 1)*100								

OBJECTIF N° 03: Dynamiser la pratique de l'éducation physique et sportive dans les écoles

Obsection to 03. Dynamiser in practique de l'education physique et sportive dans les écoles	3							
INDICATEURS U		Réalisations			Année en cours			
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1.: Pourcentage d'écoles disposant d'infrastructures sportives	%	26,40	28,50	30,60	36,80	40,50	46,20	50
Moyens de vérification : Rapports d'activités des CAP, AE, IFM, DNEF, DNEN Méthode de calcul : (Nombre d'écoles disposant d'infrastructures sportives / Nombre total des écoles)*100								
3.2.: Pourcentage d'AE ayant organisé des compétitions s portives	%	63,50	68	70,50	75,50	80	90	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités des structures (CAP, AE, IFM, DNEF, DNEN) Méthode de calcul : (Nombre de structures ayant organisés des compétitions sportives / No	ombre tot	al des struc	ctures) * 10	0				

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Amélioration de la capacité d'accueil des infrastructures préscolaires et fondamentales (construction de 99 salles de classes pour des centres de Développement de la Petite Enfance et les Institutions d'Education Spéciale, réhabilitation de 212 salles de classe pour les Institutions d'Education Spéciale et CDPE, réhabilitation de 14 IFM) 1.1.2 Renforcement des capacités dans les structures d'éducation de base 1.1.3 Supervision des services déconcentrés de l'Education de Base et de la distribution des manuels scolaires 1.1.4 Généralisation progressive des curricula de l'éducation préscolaire, de l'enseignement fondamental, du non formel et de l'enseignement normal; 1.1.5 Vulgarisation et application du manuel de gestion des cantines scolaires 1.2.1 Création/construction de nouvelles cantines scolaires, réhabilitation des anciennes cantines, équipement et dotation en vivres de toutes les cantines scolaires 1.2.2 Journée nationale de l'alimentation scolaire 1.2.3 Installation de 200 écoles mobiles, ouverture de 100 Centres SSA/P et construction de 300 Ecoles à Classe Unique (ECU) 1.2.4 Organisation de concertations régionales et du séminaire national de bilan programmation de l'alimentation scolaire 	des infrastructures préscolaires et fondamentales (construction de 99 salles de classes pour des centres de Développement de la Petite Enfance et les Institutions d'Education Spéciale, réhabilitation de 212 salles de classe pour les Institutions d'Education Spéciale et CDPE, réhabilitation de 14 IFM) 1.1.2 Renforcement des capacités dans les structures d'éducation de base 1.1.3 Supervision des services déconcentrés de l'Education de Base et de la distribution des manuels scolaires 1.1.4 Généralisation progressive des curricula de l'éducation préscolaire, de l'enseignement fondamental, du non formel et de l'enseignement normal; 1.1.5 Suivi évaluation de l'application du manuel de gestion des cantines scolaires 1.2.1 Création/construction de nouvelles cantines scolaires, réhabilitation des anciennes cantines, équipement et dotation en vivres de toutes les cantines scolaires 1.2.2 Journée nationale de l'alimentation scolaire 1.2.3 Installation de 200 écoles mobiles, ouverture de 100 Centres SSA/P et construction de 300 Ecoles à Classe Unique (ECU) 1.2.4 Organisation de concertations	et les Institutions d'Education Spéciale, réhabilitation de 212 salles de classe pour les Institutions d'Education Spéciale et CDPE, réhabilitation de 14 IFM) 1.1.2 Renforcement des capacités dans les structures d'éducation de base 1.1.3 Supervision des services déconcentrés de l'Education de Base et de la distribution des manuels scolaires 1.1.4 Généralisation progressive des curricula de l'éducation préscolaire, de l'enseignement fondamental, du non formel et de l'enseignement normal; 1.1.5 Suivi évaluation de l'application du manuel de gestion des cantines scolaires 1.2.1 Création/construction de nouvelles cantines scolaires, réhabilitation des anciennes cantines, équipement et dotation en vivres de toutes les cantines scolaires 1.2.2 Journée nationale de l'alimentation scolaire 1.2.3 Installation de 200 écoles mobiles, ouverture de 100 Centres SSA/P et construction de 300 Ecoles à Classe Unique (ECU)

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 l'analphabétisme. 1.3.3 Révision et élaboration des manuels et guides pour les structures d'Education Non Formelles (CED, CAFé, CEI) 1.3.4 Alphabétisation de 206 375 personnes; 1.3.5 Développement de l'environnement lettré (élaboration de modules de formation dans toutes les langues instrumentées au bénéfice des écrivains villageois) 2.1.1 Appui aux filles dans les filières scientifiques 2.1.2 Formation des enseignantes et administrateurs scolaires en genre 2.1.3 Renforcement des capacités des APE, CGS et AME à la sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles. 2.2.1 Poursuite de la mise en application des recommandations de l'étude sur les motifs de la faible scolarisation des filles, sur les violences faites aux filles en milieu 	Formelle; 1.3.2 Organisation du mois de la lutte contre l'analphabétisme. 1.3.3 Révision et élaboration des manuels et guides pour les structures d'Education Non Formelles (CED, CEI) 1.3.4 Alphabétisation de 206 375 personnes; 1.3.5 Développement de l'environnement lettré (formation des écrivains villageois dans toutes les langues instrumentées) 2.1.1 Appui aux filles dans les filières scientifiques 2.1.2 Formation des enseignantes et administrateurs scolaires en genre 2.1.3 Renforcement des capacités des APE, CGS et AME à la sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles. 2.2.1 Evaluation de la mise en application des recommandations de l'étude sur les motifs de la faible scolarisation des filles, sur les violences faites aux filles en milieu scolaire et sur les discriminations contre les enseignantes 2.2.2 Appui aux filles pour l'accès aux IFM 2.2.3 Appui aux rencontres semestrielles du comité national du cadre de concertation sur la SCOFI 2.2.4 Suivi des comités du cadre de concertation sur la SCOFI 3.1.1 Dotation des écoles fondamentales en matériels de sport	régionales et du séminaire national de bilan programmation de l'alimentation scolaire 1.3.1 Organisation du séminaire national de bilan programmation de l'Education Non Formelle; 1.3.2 Organisation du mois de la lutte contre l'analphabétisme. 1.3.3 Révision et élaboration des manuels et guides pour les structures d'Education Non Formelles (CED, CEI) 1.3.4 Alphabétisation de 206 375 personnes; 1.3.5 Développement de l'environnement lettré (supervision des activités des formateurs). 2.1.1 Appui aux filles dans les filières scientifiques 2.1.2 Formation des enseignantes et administrateurs scolaires en genre 2.1.3 Renforcement des capacités des APE, CGS et AME à la sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles. 2.2.1 Evaluation de la mise en application des recommandations de l'étude sur les motifs de la faible scolarisation des filles, sur les violences faites aux filles



Section:410

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.2 Réhabilitation/ aménagement des terrains de sport multifonctionnel. 3.2.1 Organisation de compétitions sportives interclasse, inter-écoles, inter-CAP, inter-AE. 3.2.2 Organisation de la Semaine Nationale du Sport Scolaire et Universitaire 3.2.3 Renforcement des capacités des encadreurs sportifs. 	interclasse, inter écoles, inter CAP, inter AE. 3.2.2 Organisation de la Semaine Nationale du Sport Scolaire et Universitaire	 3.1.1 Dotation des écoles fondamentales en matériels de sport 3.1.2 Réhabilitation/ aménagement des terrains de sport multifonctionnel. 3.2.1 Organisation de compétitions sportives interclasse, inter écoles, inter CAP, inter AE. 3.2.2 Organisation de la Semaine Nationale du Sport Scolaire et Universitaire 3.2.3 Renforcement des capacités des encadreurs sportifs.

DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

Section:410

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Le programme vise à faire acquérir aux élèves des connaissances générales, théoriques et pratiques, en vue de leur permettre de poursuivre des études supérieures, et à veiller au bon fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire publics et privés.

2- CADRE DE PERFORMANCE DE PROGRAMME

Unités			Réalisations			Année en cours		
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
%	13,03	16,24	17,82	24	27	31	33	
Moyen de vérification : Rapport/CNECE								
$\frac{\%}{10^{e}-11^{e}}$	49	51	53	55	57	60	62	
% 11 ^è -12 ^è	66	69	72	75	78	85	90	
	% % 10 ^è -11 ^è %	Unités 2013 % 13,03 \[\\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\	Wnités 2013 2014 % 13,03 16,24 \$\frac{\%}{10^\cdot -11^\cdot}}\$ 49 51 \$\frac{\%}{\psi}}\$ 66 69	Unités 2013 2014 2015 % 13,03 16,24 17,82 % 10è-11è 49 51 53 % 66 69 72	Whites Realisations cours 2013 2014 2015 2016 % 13,03 16,24 17,82 24 \$\frac{\pi}{10^{\decta}-11^{\decta}}\$ 49 51 53 55 \$\frac{\pi}{\pi}\$ 66 69 72 75	Unités Réalisations cours 2013 2014 2015 2016 2017 % 13,03 16,24 17,82 24 27 % 49 51 53 55 57 % 66 69 72 75 78	Unités Réalisations cours Cibles 2013 2014 2015 2016 2017 2018 % 13,03 16,24 17,82 24 27 31 \$\frac{\pi}{10^{\decta}-11^{\decta}}\$ 49 51 53 55 57 60 \$\frac{\pi}{\pi}\$ 66 69 72 75 78 85	

Objectif N°2 : Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.								
	Unités	1	Réalisation	s	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1.: % de lycées publics construits par an	%	133,33	100	0	50	50	100	100
Moyen de vérification : Rapport DNESG								
Méthode de calcul: (Nombre de lycées construits par an /Nombre de lycées prévus par an)*	.00							
2.2. : Ratio élèves/ salle de classe	Ratio	50	45	45	43	42	40	40
Moyen de vérification : Annuaire statistique /DNESG								
Méthode de calcul: Effectif des élèves / Nombre total de salles de classe utilisées								

DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Formation continue des professeurs, des inspecteurs et du personnel administratif de la DNESG, des AE, des établissements et de l'IGEN 1.1.2 Suivi de la réforme après évaluation et suivi pédagogique des professeurs 1.1.3 Acquisition d'équipements informatiques, acquisition de manuels scolaires et d'équipements pour les CDI, acquisition de matériels scientifiques pour les laboratoires et des équipements pour les salles polyvalentes, acquisition de moyens logistiques pour les inspections (au niveau central et déconcentré) et la DNESG 1.1.4 Suivi et évaluation de la mise en œuvre des projets d'établissement des lycées d'enseignement général 1.2.1 Organisation de deux (02) missions d'échanges avec les pays qui sont dans la pratique de l'APC 1.2.2 Renforcement des pratiques de classe. 2.1.1 Construction d'un (1) Lycée / Extension de 2 lycées, 2.2.1 Réhabilitation de salles de classe, des salles de dessin technique, d'art plastique et d'art dramatique 	scientifiques pour les laboratoires et des équipements pour les salles polyvalentes, acquisition de moyens logistiques pour les inspections (au niveau central et déconcentré) et la DNESG 1.1.4 Suivi et évaluation de la mise en œuvre des projets d'établissement des lycées d'enseignement général 1.2.1 Analyse des enseignements issus des	des établissements et de l'IGEN 1.1.2 Suivi de la réforme après évaluation et suivi pédagogique des professeurs 1.1.3 Acquisition d'équipements informatiques, acquisition de manuels scolaires et d'équipements pour les CDI, acquisition de matériels scientifiques pour les laboratoires et des équipements pour les salles polyvalentes, acquisition de moyens logistiques pour les inspections (au niveau central et déconcentré) et la DNESG 1.1.4 Suivi et évaluation de la mise en œuvre des projets d'établissement des lycées d'enseignement général 1.2.1 Mise en œuvre des activités programmées 1.2.2 Poursuite du renforcement des pratiques de classe. 2.1.1 Construction de 2 Lycées Lycées /



CONSOLIDATION ET DIVERSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Section:410

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

L'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel vise à :

- former du personnel qualifié compétent à l'exercice d'un métier ou d'un emploi nécessaire au développement économique et social du pays ;
- former scientifiquement et techniquement des élèves du secondaire pour l'enseignement supérieur.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

	Unités	Cycle	Réalisations				Réalisations		ions Années en cours		Cibles	Cibles	
		·	1 1		2015	2016	2017	2018	2019				
		CAP	36,71	52,91	36 ,14	50	55	60	65				
1.1 Taux-d'admission par examen	%	BT	36,1	37,58	36,67	50	60	65	70				
	,,	BAC Technique	31,99	17,33	24,42	30	35	40	45				
Moyens de vérification : Rapports des examens du CNECE													
Méthode de calcul: (Nombre des candidats admis /Nombre total des candidats présenté	s) X 100												
1.2 Pourcentage d'établissements privés ayant signés un contrat de performance avec l'Unité de Gestion du PROCEJ	%		0	0	0	16	84	100	100				
Moyens de vérification : Rapports d'activités PROCEJ													
Méthode de calcul: (total d'établissements privés ayant signés un contrat de performant	ce/ total	d'établissem	ents privé	s sélection	nnés par k	e projet) X	100						



CONSOLIDATION ET DIVERSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Section:410

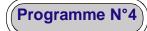
2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Base de données actualisée de la DNETP

	Unités Cycle -		Unités Cycle -	IIm:46a	F	Réalisation	s	Années en cours		Cibles	
	Circs	Cycle	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
2.1 Taux des apprenants inscrits dans le dispositif de formation basé sur l'acquisition des compétences	%		6,69	7,2	8,16	20	25	30	35		
Moyens de vérification : - Rapports de fin d'année des AE et établissements - Base de données actualisée de la DNETP Méthode de calcul : (total des inscrits dans le dispositif de formation basé sur l'APC/t	otal des é	lèves inscri	ts) X 100								
2.2 Pourcentage d'établissements publics ayant élaboré et mis en œuvre leur projet d'établissements	%		-	-	20	40	100	100	100		
	•								•		
Moyens de vérification :											
Moyens de vérification : - Rapports de fin d'année des AE et établissements											

OBJECTIF N° 3 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielle	N° 3 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)								
	Chites	Cycle	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage des élèves fréquentant les filières porteuses	%		33,75	36,85	40	41,49	45	48	50
Moyens de vérification:				•					
- Rapports de fin d'année des AE et établissements									
- Base de données actualisée de la DNETP									
Méthode de calcul: (Nombre des élèves fréquentant les filières porteuses (industrie, agr	o-sylvo-p	astoral, TIC	C) / total d	es élèves)	X 100				
3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%		15	15	14,6	25	32	35	40
Moyens de vérification:			•						
- Rapports de fin d'année des AE et établissements									

Méthode de calcul: (total des filles fréquentant les filières porteuses industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC) / total des filles) X 100



CONSOLIDATION ET DIVERSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Section :410

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Missions de suivi des Académies d'Enseignement dans la mise en application des programmes d'études des établissements 1.1.2 Création de nouvelles filières de formation et suivi de l'élaboration de nouveaux programmes selon l'approche par compétences (APC) en tenant compte des études sectorielles 	application des programmes d'études des établissements 1.1.2 Création de nouvelles filières de formation et suivi de l'élaboration de nouveaux programmes selon l'approche	des établissements 1.1.2 Création de nouvelles filières de formation et suivi de l'élaboration de nouveaux programmes selon
1.1.3 Elaboration et adoption du document de politique de l'enseignement technique et professionnel (sur la base des orientations du PRODEC II).	et professionnel	tenant compte des études sectorielles 1.1.3 Mise en œuvre du document de politique de l'enseignement technique et professionnel
1.1.4 Suivi de l'acquisition et de la distribution des matériels didactiques (manuels scolaires, livres, ordinateurs)	1.1.4 Suivi de l'acquisition et de la distribution des matériels didactiques (manuels scolaires, livres, ordinateurs)	distribution des matériels didactiques (manuels scolaires, livres, ordinateurs)
1.1.5 Elaboration et validation d'un modèle de contrat de performance des établissements d'enseignement technique et professionnel.	1.1.4 Elaboration et mise en œuvre de contrat de performance par les établissements1.2.1 Suivi de la mise en œuvre du plan	contrat de performance par les établissements
1.2.1 Elaboration et suivi de la mise en œuvre du plan décennal de formation des formateurs de l'EPT	I'APC)	1.2.1 Suivi de la mise en œuvre du plan décennal de formation des formateurs de l'EPT (incluant la généralisation de
(incluant la généralisation de l'APC). 1.3.1 Mise en place d'unités de prestations de service dans les IFP/CFP publics.	1.3.1 Mise en place d'unités de prestations de service dans les IFP/CFP publics.2.1.1 Création de cellules d'insertion des	l'APC) 1.3.1 Mise en place d'unités de prestations de service dans les IFP/CFP publics.
2.1.1 Création de cellules d'insertion des sortants de l'enseignement secondaire professionnel dans les établissements de formation professionnelle publics et privés.	professionnel dans les établissements de	2.1.1 Création de cellules d'insertion des sortants de l'enseignement secondaire professionnel dans les établissements de formation professionnelle publics
2.2.1 Elaboration des projets d'établissements 3.1.1 Construction/ réhabilitation et équipement (machines, outillages et appareillages) d'établissements de formation professionnelle : IFP-Ségou, IF-SAB de Bamako, IFPI de Kayes, IFP de Bankass, CFPAA de Gao, IFP de Diré, LT de Sévaré, LT de Sikasso et LT de Ségou IFP de Kalabancoro	d'établissements 3.1.1 Construction/ réhabilitation et équipement (machines, outillages et appareillages) d'établissements de formation professionnelle : ECICA, CFP et LT de Bamako, IFP de Sévaré, IFP de Bankass, IFP de Sikasso, IFP de San, IFP de Fana, IFP de Bla, IFP de Koutiala, IFP	et privés 2.2.1 Elaboration, validation et mise en œuvre des projets d'établissements 3.1.1 Construction/ réhabilitation et équipement (machines, outillages et appareillages) d'établissements de formation professionnelle : IFP de Diabaly, IFP de Konobougou, IFP de Bla Bougouni,
2.0.4. Elaboration of substate languages are assumed alone	tertiaire de Kayes 3.2.1 Elaboration et suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action et de communication centré sur l'accès des filles aux filières porteuses	3.2.1 Elaboration et suivi de la mise en

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Section :412

1. MISSIONS:

Mettre en œuvre la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Améliorer la qualité et la gestion de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEL	IR & RECHERCHE	SCIENTIFIQUE							
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL					
TROGRAMMED	I LICONINELL	TOROTIONALMENT	IIIV LOTIOOLIVILITI	2018	2019				
01 Administration Générale	6 482 991	3 412 677	2 738 000	12 633 668	14 015 341	15 328 949			
02 Développement de l'Enseignement Supérieur	13 073 768	41 719 093	9 429 571	64 222 432	67 327 693	70 534 653			
03 Developpement de la Recherche Scientifique et de	_	306 891	551 598	858 489	870 711	905 332			
l'Innovation Technologique		300 031	331 330	000 400	0/0 / 11	300 002			
04 Financement de la Recherche et de l'Innovation	_	2 333 000	_	2 333 000	2 402 990	2 475 079			
Technologique		2 300 000		2 000 000	2 102 000	2 110 010			
TOTAL	19 556 759	47 771 661	12 719 169	80 047 589	84 616 735	89 244 013			

Section:412

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour objet la gestion des ressources humaine, matérielle et financière, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Objectif N°1 : Rendre plus efficaces et plus efficients les programmes du Ministère de la recherche scientifique (MRS).								
Indicateurs	Réalis ation Unité			Année en cours	Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018 50	2019
1.1. Inventaire du Potentiel Scientifique et Technique (PST).	%	-	-	-	2	30	50	70
Moyen de vérification : Rapport d'inventaire du PST Méthode de calcul :(Nbre d'institutions enquêtées/nbre total d'institutions)*100			•					
1.2 Niveau d'amélioration du Potentiel Scientifique et Technique (PST).	%	-	-	-	-	5	10	20
Moyen de vérification : Rapport d'exécution du PST	•		•	-				
Moyen de vérification : Rapport d'exécution du PST Méthode de calcul par composante : (Nbre de réalisations/l'existant)*100								_

Indicateurs	Unité	Réalisation			Année en cours	Cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution du budget alloué au MRS.	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyen de vérification : Les comptes administratifs	•		•					
Méthode de calcul : Mandat admis *100/ Budget Notifié			1	1				
2.2. : Taux d'exécution du plan de formation du département.	%	0	0	0	0	10	20	30
Moyen de vérification : Rapport de suivi de la DRH	<u> </u>				•			1
Méthode de calcul : Agents formés*100 / effectif des agents								
2.3.Nbre d'organes de gouvernance mis en place	Nbre	-	-	-	-	2	2	1
Moyen de vérification : Rapport d'activités du département			-1		•			
Méthode de calcul : Nbre d'organes mis en place								
2.3. : Taux de recrutement de personnels.	%	0	0	0	0	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport de suivi de la DRH	,	,		1				1
Méthode de calcul: Personnels recrutés* 100/ Besoins exprimés								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
PST y compris le genre. 1.1.6 Formation des responsables en gestion des ressources humaines, financières et matérielles. 1.2.1 Numérisation et mise en ligne des thèses et autres résultats de la recherche 1.2.2 Elaboration/Actualisation des outils de programmation et de gestion (CDMT, budget programme) 2.1.1 Réalisation d'un audit d'exécution du budget du MRS; 2.1.2 Réalisation de missions conjointes de suivi et d'évaluation du PRODEC (composante MRS); 2.1.3 Renforcement des capacités de suivi, de contrôle et d'évaluation au sein de l'administration.	sur le PST 1.1.3 Actualisation des tableaux de bord à tous les niveaux. 1.1.4 Collecte et traitement de données sur le PST y compris le genre. 1.1.6 Formation des responsables en gestion des ressources humaines, financières et matérielles. 1.2.1 Numérisation et mise en ligne des thèses et autres résultats de la recherche 1.2.2 Elaboration/Actualisation des outils de programmation et de gestion (CDMT, budget programme) 2.1.1 Réalisation d'un audit d'exécution du budget du MRS; 2.1.2 Réalisation de missions conjointes de suivi et d'évaluation du PRODEC (composante MRS) 2.1.3 Renforcement des capacités de suivi, de contrôle et d'évaluation au sein de l'administration. 2.2.1 Elaboration et mise en œuvre d'un plan annuel de formation des agents du MRS. 2.2.2 Formation des gestionnaires des structures de la Recherche Scientifique en administration, planification et	documents du PST 1.1.6 Formation des responsables en gestion des ressources humaines, financières et matérielles. 1.2.1 Numérisation et mise en ligne des thèses et autres résultats de la recherche 1.2.2 Elaboration/Actualisation des outils de programmation et de gestion (CDMT, budget programme) 2.1.1 Réalisation d'un audit d'exécution du budget du MRS; 2.1.2 Réalisation de missions conjointes de suivi et d'évaluation du PRODEC (composante MRS); 2.1.3 Renforcement des capacités de suivi, de contrôle et d'évaluation au sein de l'administration.

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.3.3 Mise en place du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique et Technologique 2.3.4 Création de la Commission Consultative Nationale de la Recherche et de l'Innovation 2.3.5 Création de l'Académie des Sciences du Mali. 	(DGRS). 2.3.4 Fonctionnalité de la Commission Consultative Nationale de la Recherche et de l'Innovation	structures de la Recherche Scientifique en administration,



DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

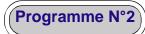
Section:412

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Ce programme vise la formation supérieure générale pratique et spécialisée, la diffusion de la culture et des connaissances ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants et des apprenants ;

Indicateurs	Unité	Réalisation			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1.: % des nouveaux inscrits dans les filières courtes professionnelles	%	5,58	5,94	8,73	11,88	15,03	18,18	
Moyen de vérification : Annuaire statistique Méthode de calcul : Effectif total de nouveaux bacheliers inscrits dans les filières c	ourtes profession	onnelles d	u public /e	effectif tota	al de nouve	eaux bache	eliers *100	ı
1.2. Nbre d'Apprenants par Place	Ratio	ND	ND	2,72	3,12	3,6	3,06	2
Moyen de vérification : Rapport d'évaluation Méthode de calcul : Nbre d'apprenants/Nbre total de places disponibles								
1.3. Nbre d'Apprenants/Enseignant.	Ratio	ND	ND	32,91	33,89	34,46	35,08	25
Moyen de vérification : Annuaire statistique Méthode de calcul : Nbre d'apprenants/Nbre total d'Enseignants	, ,		,	•				

Objectif 2 : Adapter l'offre de formation et de recherche aux besoins de la société								
Indicateurs	Unité		Réalisation		Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1.: % d'apprenants inscrits dans les filières professionalisantes.	%	79,96%	79,60%	79,24%	79,60%	79,96%	80,30%	80,6
Moyen de vérification : Annuaire statistique	•	•	•	-	-		-	
Méthode de calcul: Effectif total d'inscrits dans les filières professionalisantes du supérieu	ır/ Effec	tif total des	s nouveau	x inscrits	*100			
2.2. % d'établissements appliquant le LMD	Ratio	22,23%	33,34%	50%	100%	100%	100%	100
Moyen de vérification : Annuaires statistiques des Institutions d'Enseignement Supérieur (IES)								
Méthode de calcul: Nbre d'établissements appliquant le LMD/ Nbre total d'établissements *100								



DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Section:412

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif N°3 : Améliorer l'efficacité interne du sous-secteur.									
Indicateurs	Unité	I	Réalisation Année en cours				Cibles		
3.1.:% de structures du supérieur disposant d'un plan stratégique		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1.:% de structures du supérieur disposant d'un plan stratégique	Ratio	0%	25%	50%	100%	100%	100%	100	
Moyen de vérification : Annuaire statistique Méthode de calcul : Nbre total de structures disposant de plans stratégiques / Nbre total de structures *100									
3.2. % d'établissements d'enseignement supérieur disposant d'un manuel de procédure	Ratio		16,67	50	100	100	100	100	
Moyen de vérification : Annuaire statistique Méthode de calcul : Nbre total de structures disposant de manuels de procédure/ Nbre total de structures *100									

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Création de filières courtes professionnalisantes) 1.1.2 Création d'institutions d'enseignement supérieur dans les régions 1.1.3 Réhabilitation d'infrastructures pédagogiques et administratives pour les universités, les grandes écoles et les instituts 1.1.4 Acquisition d'équipements pédagogiques et de recherche 1.1.5 Construction d'infrastructures pédagogiques et administratives et de recherche pour les universités, les grandes écoles et les instituts 1.2.1 Construction des résidences universitaires de 2000 places 1.2.2 Réhabilitation des résidences universitaires 1.3.1 Recrutement en nombre suffisant d'enseignants et de chercheurs qualifiés 	d'infrastructures pédagogiques et administratives pour les universités, les grandes écoles et les instituts 1.1.4 Acquisition d'équipements pédagogiques et de recherche 1.1.5 Construction d'infrastructures pédagogiques et administratives et de recherche pour les universités, les grandes écoles et les instituts 1.2.1 Poursuite de la construction des résidences universitaires de 2000 places 1.2.2 Poursuite de la réhabilitation des résidences universitaires	les grandes écoles et les instituts 1.1.4 Acquisition d'équipements pédagogiques et de recherche 1.1.5 Construction d'infrastructures pédagogiques et administratives et de recherche pour les universités, les grandes écoles et les instituts 1.2.1 Poursuite de la construction des résidences universitaires de 2000 places 1.2.2 Poursuite de la réhabilitation des résidences universitaires

DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.2 Formation des enseignants et des chercheurs 1.3.3 Elaboration et adoption d'un plan de carrière des enseignants et chercheurs du supérieur 2.1.1 Acquisition d'équipements pour les filières courtes professionnalisantes 2.1.2 Formation des enseignants des filières courtes professionnalisantes 2.2.1 Formation des enseignants impliqués dans le système LMD 2.2.2 Poursuite des missions de formation TOKTEN 2.2.3 Mise en œuvre de nouveaux critères d'accès aux aides sociales; 2.2.4 Relecture du statut du personnel enseignant de l'enseignement supérieur et du statut des chercheurs 3.1.1 Elaboration de plans stratégiques de développement des IES; 3.1.2 Mise en place des écoles doctorales 3.1.3 Réalisation et validation des études sur l'implication du secteur privé dans le logement, le transport et la restauration des étudiants 3.2.1 Poursuite de l'utilisation du système de gestion des œuvres universitaires 3.2.2 Elaboration et validation des manuels de procédures administratives, financières et comptables des Etablissements d'enseignement supérieur 3.2.3 Elaboration de la cartographie des risques 	 3.2.1 Poursuite de l'utilisation du système de gestion des œuvres universitaires 3.2.2 Elaboration et validation des manuels de procédures administratives, financières et comptables des Etablissements d'enseignement supérieur 	 1.3.2 Formation des enseignants et des chercheurs 1.3.3 Mise en œuvre et suivi évaluation du plan de carrière des enseignants et chercheurs du supérieur 2.1.1 Acquisition d'équipements pour les filières courtes professionnalisant es 2.1.2 Formation des enseignants des filières courtes professionnalisantes 2.2.1 Formation des enseignants impliqués dans le système LMD 2.2.2 Poursuite des missions de formation du projet TOKTEN 2.2.3 Mise en œuvre de nouveaux critères d'accès aux aides sociales; 2.2.4 Application du statut du personnel enseignant de l'enseignement supérieur et du statut des chercheurs 3.1.1 Mise en œuvre et suivi évaluation de plans stratégiques de développement des IES; 3.1.2 Poursuite de la mise en place des



DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Section:412

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le programme vise à entreprendre des travaux scientifiques et technologiques de toute nature et à mettre au service du développement économique social et culturel du pays les données scientifiques et technologiques.

1 [Réalisations			cible		
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
%	-	-	-	-	90	100	100
•				•			•
%	-	-	-	-	40	45	50
•		•	**	•		•	•
Nbre	-	-	-	-			
	%	% -	%	%	%	% 40	% 40 45



DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Section:412

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Faire des langues nationales un outil de développement socio-économique	ue du pays.							
Indicateurs de résultats	Unité	Réalis ations Unité		s	Année en cours	cible		
.1. Pourcentage de documents de référence élaborés et validés		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Pourcentage de documents de référence élaborés et validés	%	100	50	100	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités de l'AMALAN Méthode de calcul : (Nbre de documents élaborés et validés/nbre de documents pré	vus)* 100							
2.2. Taux de réalisation des services demandés par le public	%	100	50	100	100	100	100	100
Moyen de vérification : Programme quinquennal de l'AMALAN	•		•		-		=	
Méthode de calcul : Nbre de services réalisés / nombre total de services*100								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
agents 1.1.2. Acquisition d'équipements 1.2.1. Renforcement des capacités des structures de recherche 1.2.2. Appui aux organes de publication 1.3.1. Développement de la coopératior entre la recherche et les secteurs de production	1.3.2. Edition et publication des rapports et autres productions scientifiques et technologiques.2.1.1. Edition et publication des documents	agents 1.1.2. Acquisition d'équipements 1.2.1. Renforcement des capacités des structures de recherche 1.2.2. Appui aux organes de publication 1.3.1. Développement de la coopération entre la recherche et les secteurs de production 1.3.2. Edition et publication des rapports et autres productions scientifiques et technologiques. 2.1.1. Edition et publication des documents



FINANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Section:412

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Le programme vise à renforcer le financement interne de la recherche scientifique et l'innovation technologique en vue d'en assurer la pérennité conformément à la politique nationale de développement économique social et culturel du pays.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Assurer le financement des projets de recherche et des innovations technologiques répondant aux besoins du développement du pays.

Indicateurs de résultats		Réalisations			Année en cours		cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage du fonds mis à disposition pour financer les projets.	%				70	80	90	100

Moyen de vérification : rapports du comité de pilotage.

Méthode de calcul: Budget total alloué*100/Montant global du Fonds.

Indicateurs de résultats		Réalisations			Année en cours	cible		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Pourcentage de Projets Sélectionnés	%				60	80	90	100

Moyen de vérification : Rapport de la commission scientifique

Méthode de calcul: Nbre de projets sélectionnés*100/Nbre de projets soumis



FINANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Section :412

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Contribuer à valoriser les résultats de recherches et les produits de l'innovation Indicateurs de résultats			éalisation	s	Année en cours		cible	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage de résultats mis à la disposition des utilisateurs.	%				0	5	10	15
Moyen de vérification : Rapport du comité de pilotage Méthode de calcul : Nbre de résultats mis à la disposition des utilisateurs * 100/Nbre total de	es proje	ts financés						
3.2. Pourcentage de résultats ayant obtenu un brevet	%				0	0	0	3
Moyen de vérification : Rapport du Centre Malien de promotion de la Propriété Industrielle Méthode de calcul : Nbre de brevets*100/Nbre de projets financés	(CEM A	PI)			<u> </u>		-	

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1. Lancement des appels à candidature; 1.1.2. Sélection des projets; 2.1.1. Formation des chercheurs 2.1.2. Formation des inventeurs et innovateurs 3.1.1. Suivi-évaluation des projets sélectionnés; 3.1.2. Financement des activités de vulgarisation et de valorisation des résultats. 	 1.1.2. Sélection des projets ; 2.1.1. Formation des chercheurs 2.1.2. Formation des inventeurs et innovateurs 3.1.1. Suivi-évaluation des projets sélectionnés ; 	 1.1.1 Lancement des appels à candidature 1.1.2. Sélection des projets ; 2.1.1. Formation des chercheurs 2.1.2. Formation des inventeurs et innovateurs 3.1.1. Suivi-évaluation des projets sélectionnés ; 3.1.2. Financement des activités de vulgarisation et de valorisation des résultats.

MINISTERE DE LA CULTURE

Section:510

1. MISSIONS:

Le Ministère de la Culture est responsable de :

- la Reconstruction et réhabilitation des sites et monuments endommagés pendant le conflit
- la Protection, conservation et valorisation du patrimoine culturel et des manuscrits,
- la Promotion de la tolérance, de la laïcité et de la diversité des expressions culturelles ;
- la Promotion de la culture comme facteur de développement économique, de paix et de stabilité.
- la Mise en œuvre d'un programme de dialogue intra et intercommunautaire pour restaurer la cohabitation et le vivre ensemble entre populations des régions du nord et entre populations du nord et du sud.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Valoriser l'héritage culturel national ;
- Promouvoir une culture ancrée dans les valeurs de la société malienne et de civilisation universelle.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

510 MINISTERE DE LA CULTURE						
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NOOI CAMINICO	LICONNEL	TOROTIONNEN	IIIV LOTIOOLIVILITI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	670 939	1 596 672	170 000	2 437 611	2 732 697	2 674 035
02 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	178 677	460 900	1 170 000	1 809 577	1 870 496	1 939 674
03 Promotion de l'Industrie Cinématographique	-	388 364	1 000 000	1 388 364	1 417 780	1 472 480
04 Promotion de la Création Artistique et littéraire	415 693	1 876 221	2 755 000	5 046 914	5 215 421	5 406 190
TOTAL	1 265 309	4 322 157	5 095 000	10 682 466	11 236 394	11 492 379

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise à assurer la coordination, la planification, la supervision, le contrôle des activités du département et à favoriser le renforcement des capacités dans le secteur de la culture à travers la mise à disposition de ressources financières, humaines et matérielles.

INDICATEURS	UNITE	RI	EALISAT	TION	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution des activités du département.	%				65	70	75	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités ; Précisions méthodologiques : [(Nombre d'activités réalisées/ nombre d'acti	vités prévues)*100]							
1.2. : Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	-			80	85	85	
			•					
Moyens de vérification : Rapport de missions de suivi-évaluation ; Précisions méthodologiques : [(Rapport entre le nombre de missions réalisé	es et le nombre de mis	sions pro	ogrammé	es)*100]				

Section:510

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.

INDICATEURS	UNITE	R	EALISAT	TION	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution du budget.	%	-	-		100	100	100	
Moyens de vérification : Compte administratif Précisions méthodologiques : [(Crédit liquidé / Crédit notifié)*100]								
2.2 : Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	-		100	100	100	
Moyens de vérification : Plan de passation approuvé par la DGMP Précisions méthodologiques : [(Rapport entre le nombre de marchés passés et le	nombre de march	nés prévi	u dans le	plan de pas	ssation)]*1(00.		
2.3 : Taux de satisfaction des besoins en matériel des structures	%	-	-		60	65	70	
Moyens de vérification : Comptabilité-matières ; bordereaux de réception des ser	vices ; PV de réc	eption	•				1	
Précisions méthodologiques : [(Rapport entre nombre de matériel acquis et le not	mbre de besoins	en matér	iel exprim	é)*100]				

OBJECTIF 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

INDICATEURS	UNITE		EALISAT		Année en cours		CIBLE	
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Taux de mise en œuvre du processus de décentralisation.	%				45	50	55	75

Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD ;

Précisions méthodologiques : [(Nombre d'étapes du processus réalisées / Nombre total des étapes du processus)*100]

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
département 1.1.3 Production de l'annuaire statistique 2016 1.2.1 Réalisation de missions de suiviévaluation des activités du département 1.3.1 Relecture des textes pour une meilleure réglementation du secteur. 2.1.1 Exécution du budget 2017 2.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget 2018 2.1.3 Production du compte administratif 2.1.4 Tenue de l'inventaire annuel du matériel 2.2.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2.2.2 Mise en œuvre du plan de passation des marchés. 3.1.1 Suivi de la mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des compétences transférées. 3.2.1 Mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des ressources à transférer. 3.2.2 Elaboration d'un guide de transfert des compétences et des ressources en matière de Culture. 3.2.3 Organisation des missions d'évaluation des infrastructures des dotations et des crédits à transférer aux Collectivités Territoriales. 3.2.4 Détermination des types d'infrastructures culturelles.	budget-programmes 2018 du département 1.1.2 Mise en œuvre des activités pertinentes du budget-programmes 2018 du département 1.1.3 Production de l'annuaire statistique 2017 1.2.1 Réalisation de missions de suiviévaluation des activités du département 1.3.1 Relecture des textes pour une meilleure réglementation du secteur. 2.1.1 Exécution du budget 2018 2.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget 2019 2.1.3 Production du compte administratif 2.1.4 Tenue de l'inventaire annuel du matériel 2.2.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2.2.2 Mise en œuvre du plan de passation des marchés 3.1.1 Suivi de la mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des compétences transférées. 3.2.1 Poursuite de la mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des ressources à transférer. 3.2.2 Elaboration d'un guide de transfert des compétences et des ressources en matière de Culture. 3.2.3 Organisation des missions d'évaluation	du budget-programmes 2018 du département 1.1.2 Mise en œuvre des activités pertinentes du budget-programmes 2018 du département 1.1.3 Production de l'annuaire statistique 2017 1.2.1 Réalisation de missions de suivi- évaluation des activités du département 1.3.1 Relecture des textes pour une meilleure réglementation du secteur. 2.1.1 Exécution du budget 2018 2.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget 2019 2.1.3 Production du compte administratif 2.1.4 Tenue de l'inventaire annuel du matériel 2.2.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2.2.2 Mise en œuvre du plan de passation des marchés 3.1.1 Suivi de la mise en œuvre du plan triennal de transfert des compétences et des ressources 2016-2019 en matière de culture 3.2.1 Poursuite de la mise en œuvre du plan triennal de transfert des compétences et des ressources en matière de culture. 3.2.2 Elaboration d'un guide de transfert des compétences et des ressources en matière de Culture. 3.2.3 Organisation des missions d'évaluation des infrastructures des dotations et des crédits à transférer aux Collectivités
	MINISTEDE DE LA CHITLIDE	Rudgot programmos 2017 Pago 255

Section:510

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
des compétences transférées en matière : de culture.	3.3.1 Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales sur l'exercice des compétences transférées en matière de culture	

PROTECTION ET PROMOTION DE L'HERITAGE CULTUREL

Section:510

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise la protection et la promotion du patrimoine culturel notamment :

- les sites, monuments historiques, parcs et objets culturels
- les éléments du patrimoine immatériel.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 Pourcentage de biens inscrits à l'inventaire	%	100	70	40	60	70	80	80	
Moyens de vérification : registre des biens inscrits à l'inventaire ;	•			•	•	•			
Précisions méthodologiques : [(Rapport entre le nombre de biens inscrits et le nombre d	e biens pi	révus à l'	inscriptio	on)*100]					
1.2 Pourcentage de biens classés dans le patrimoine national	%	0	60	20	50	60	100	100	
Moyens de vérification : Le Registre de classement des biens dans le patrimoine culture	l national	;				•			
Précisions méthodologiques : Rapport entre le nombre biens classés et le nombre de bie	ns prévus	s pour le	classeme	nt dans le p	atrimoine	national			
				40	50		90	90	

PROTECTION ET PROMOTION DE L'HERITAGE CULTUREL

Section:510

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Enrichir la connaissance sur le patrimoine culturel

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 : Nombre d'objets et de photographies acquis et documentés	Nbre	90	178	90	100	100	110	100	
Moyens de vérification : Rapport d'activité ; Précisions méthodologiques : Dénombrement	•								
2.2 : Nombre de campagnes de fouille archéologique organisées	Nbre	1	1	2	3	1	2	2	
Moyens de vérification: Rapport de missions; Précisions méthodologiques : Dénombrement.	'								
2.3 : Nombre de rapport de missions de recherche	Nbre	9	23	19	19	10	12	12	
Moyens de vérification: Disponibilité des rapports de missions ; Précisions méthodologiques : Dénombrement	•								

OBJECTIF 3 : Rendre accessible le patrimoine culturel au plus grand nombre.												
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES						
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019				
3.1 : Taux de réalisation des manifestations culturelles organisées (Exposition, jeudis musicaux et ateliers)	%	9	85	100	100	100	100	100				
Moyens de vérification : Rapport d'activités annuel ;												
Précisions méthodologiques : [(Nombre de manifestations réalisées / Nombre de manifes	tations p	révues)*1	[00]									
3.2 : Taux d'évolution des visites du musée.	%	95	100	6,66	12,5	22,2	25	25				
Moyens de vérification : Rapport d'activités ; Précisions méthodologiques : [(Nombre de visite de l'année N – Nombre de visite de l'an	née (N-1) / Nombr	e de visites	de l'année	e (N-1)) *10	00]						
3.3 : Taux de réalisation des expositions sur le patrimoine	%	50	25	100	100	100	100	100				
Moyens de vérification: Rapport d'activités ; Précisions méthodologiques : [(Nombre de visite de l'année N – Nombre de visite de l'année (N-1) / Nombre de visites de l'année (N-1)) * 100]												

	ACTIVITES PERTINENTES 2017		ACTIVITES PERTINENTES 2018	A	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.2. 1.1.3. 1.1.4.	Poursuite de l'inventaire général du patrimoine culturel national Acquisition de collections du patrimoine Poursuite des campagnes de fouilles archéologiques Recherche et documentation sur le patrimoine matériel et immatériel	1.1.2. 1.1.3. 1.1.4.	patrimoine matériel et immatériel	1.1.2. 1.1.3. 1.1.4.	Poursuite de l'inventaire général du patrimoine culturel national Acquisition de collections du patrimoine Poursuite des campagnes de fouilles archéologiques Recherche et documentation sur le patrimoine matériel et immatériel
1.2.1.	Elaboration de dossiers de classement de biens culturels dans le patrimoine national Restauration et réhabilitation de monuments		Elaboration de dossiers de classement de biens culturels dans le patrimoine national Restauration et réhabilitation de monuments		Elaboration de dossiers de classement de biens culturels dans le patrimoine national Restauration et réhabilitation de monuments
2.1.1.	***************************************	2.1.1.	Organisation de la semaine nationale du patrimoine culturel	2.1.1.	
2.1.2.	Réalisation de publications sur le patrimoine culturel	2.1.2.	•	2.1.2.	Réalisation de publications sur le patrimoine culturel
2.1.3.3.1.4.	Organisation des rencontres Africaines de la Photographie Organisation d'expositions sur le	2.1.3.3.1.4.	de la Photographie		Organisation des rencontres Africaines de la Photographie Organisation d'expositions sur le
	patrimoine	J	patrimoine		patrimoine

PROMOTION DE L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à promouvoir le rayonnement culturel du Mali à travers le cinéma.

Indicateurs	Unité	Réalisations			Annee En Cours	Cible			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : Nombre de films produits	Nbre	14	3	5	6	8	10	9	
Moyens de vérification : Rapport d'activités du CNCM ; copies des films	•				-				
Précisions méthodologiques : Dénombrement									
1.2 : Pourcentage de salles de cinéma réhabilitées	%	0	0	100	100	100	33	66	
Moyens de vérification: PV de réception ;					•				
Précisions méthodologiques :[(Nombre de salles réhabilitée/nombre total de salles à réh	abiliter)*	100]							
1.3 : Taux d'exploitation des films produits de l'année concernée	%	75	33	100	100	100	100	100	
	1								

OBJECTIF 2 : Sauvegarder la mémoire cinématographique du Mali											
Indicateurs	Unité		Réalisation	ıs	Année En Cours	Cibles					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
2.1 : Taux d'archivage des films	%	75	35	100	100	100	75	87,5			
Moyens de vérification : Rapport d'archivages ; Précisions méthodologiques : (Rapport entre le nombre de films répertoriés et numérisés	/le nomb	re de films	prévus)*1	00							
2.2 : Taux de numérisation des films	%	0	4	0	20	40	50	45			
Moyens de vérification : Rapport de numérisation; Précisions méthodologiques : [(le nombre de films numérisés/le nombre de films prévus a la numérisation)*100]											

	ACTIVITES PERTINENTES 2017	A	CTIVITES PERTINENTES 2018	AC	CTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1. 1.1.2. 1.1.3. 1.1.4. 1.2.1. 1.3.1. 1.3.2. 1.3.3. 2.1.1. 2.1.2.	Formation des acteurs de cinéma Production de films documentaires Production d'un film de fiction de long métrage Production d'une série télévisuelle Réhabilitation et équipement d'infrastructures de cinéma Animation de ciné-clubs dans les établissements scolaires et universitaires Signature de contrat de commercialisation de films Participation aux festivals (JCC, Ecran noirs, Cannes, la Havane, Mexique, Kouribga, Vues d'Afrique) Archivage et numérisation de films Numérisation de films	1.1.1. 1.1.2. 1.1.3. 1.1.4. 1.1.5. 1.2.1. 1.3.1. 1.3.2. 1.3.3. 1.3.4. 2.1.1. 2.1.2. 2.1.3.	Formation des acteurs de cinéma Production de films documentaires Production de deux films de fiction de long métrage Production d'une série télévisuelle Production de "coffrets touristiques" Réhabilitation et équipement d'infrastructures de cinéma Animation de ciné-clubs dans les établissements scolaires et universitaires Signature de contrat de commercialisation de films Participation aux festivals : FESPACO, JCC, Ecran noirs, Cannes, clap Ivoire, Kouribga, Vues d'Afrique, Cinéma d'Afrique, festival de Namur, de Berlin, de Milan, de Venise, de Fribourg, de Durban, de Luxor et le FESCAB. Tenue de la semaine du Cinéma Africain de Bamako Archivage de films Numérisation de films Alimentation du stock d'archivage du CNCM	1.3.4. 2.1.1.	Formation des acteurs de cinéma Production de films documentaires Production de deux films de fiction de long métrage Production d'une série télévisuelle Production de "coffrets touristiques Réhabilitation et équipement d'infrastructures de cinéma Animation de ciné-clubs dans les établissements scolaires et universitaires Signature de contrat de commercialisation de films Participation aux festivals: FESPACO, JCC, Ecran noirs, Cannes, clap Ivoire, Kouribga, Vues d'Afrique, Cinéma d'Afrique, festival de Namur, de Berlin, de Milan, de Venise, de Fribourg, de Durban, de Luxor et le FESCAB. Tenue de la semaine du Cinéma Africain de Bamako Archivage de films Numérisation de films Alimentation du stock d'archivage du CNCM

PROMOTION DE LA CREATION ARTISTIQUE ET LITTERAIRE

Section:510

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise à développer la création artistique et littéraire, protéger et promouvoir les expressions artistiques et littétaires

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : protéger la création artistique et littéraire
--

INDICATEURS	Unités .	REALISATIONS			Année en cours		Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : Taux d'évolution de la sécurisation des œuvres artistiques	%			74,25	96,17		5,14		

Moyens de vérification : Rapports d'activités du département ;

Précisions méthodologiques : [(Le nombre des œuvres artistiques et littéraires produites de l'année n moins le nombre des œuvres artistiques et littéraires produites de l'année n-1) /(le nombre des œuvres artistiques et littéraires de l'année n-1)]*100

1.2 : Taux d'évolution des œuvres littéraires	%	%	35			114		4,5
---	---	---	----	--	--	-----	--	-----

Moyens de vérification : Rapports d'activités du département

Précisions méthodologiques : [(Le nombre des œuvres t littéraires produites de l'année n moins le nombre des œuvres littéraires produites de l'année n-1) / nombre des œuvres littéraires de l'année n-1]*100

PROMOTION DE LA CREATION ARTISTIQUE ET LITTERAIRE

Section:510

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : promouvoir la créativité, les échanges, la coopération et la diversité Artistique et Littéraire

INDICATEURS	Unités .	REALISATIONS			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'évolution de l'exécution des activités artistiques	%	%		-18	51,6		15	

Moyens de vérification : Rapports d'activités du département

Précisions méthodologiques :[(Le nombre d'activités artistiques exécutées de l'année n) – (le nombre d'activités artistiques de l'année n-1) / nombre d'activités artistiques de l'année n-1]*100

2.2 : Taux d'évolution de l'exécution des activités littéraires	%	%		-16,78	50		12	
---	---	---	--	--------	----	--	----	--

Moyens de vérification : Rapports d'activités du département

Précisions méthodologiques :[(Le nombre d'activités littéraires exécutées de l'année n) – (le nombre d'activités littéraires de l'année n-1) / nombre d'activités littéraires de l'année n-1]*100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019				
 1.2.2 Contrôle du marché des œuvres artistiques 2.1.1. Organisation des activités de promotion artistique et littéraire 	édités au Mali 1.1.2. Contrôle du marché des œuvres littéraires 1.1.3. Numérisation des fonds documentaires 1.2.1 Numérisation des œuvres artistiques 1.2.2 Contrôle du marché des œuvres artistiques 2.1.1. Organisation des activités de	journaux édités au Mali 1.1.2. Contrôle du marché des œuvres littéraires				

1. MISSIONS:

Le Ministère des Sports a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale en matière de développement des activités physiques et sportives.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer, à travers les activités physiques et sportives au développement social et économique du Mali

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

520 MINISTERE DES SPORTS						
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
1 ROOKAWIMES	I LINSONNEL	TORCHORINEN	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019
01 Administration Générale	339 821	3 665 072	385 000	4 389 893	4 613 335	4 702 919
02 Développement et promotion des activités physiques et sportives	337 048	773 031	1 086 000	2 196 079	2 311 816	2 371 898
03 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	436 027	880 379	400 000	1 716 406	1 810 093	1 920 220
TOTAL	1 112 896	5 318 482	1 871 000	8 302 378	8 735 244	8 995 037

Section:520

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme administration générale a pour but d'assurer la gestion globale des programmes et activités du département des Sports.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Instituer la culture de bonne gouvernance et un cadre juridique/institutionnel favorables au développement du sport

Indicateurs	Unité		Réalisation	s	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage de structures dotées en manuels de procédure	%				100	50	75	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet		•	•					
Précisions méthodologiques : (nombre de structures dotées en manuels/nombre total de struct	ures progr	ammées) X	100					
1.2 Pourcentage de textes adoptés	%				100	50	75	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet		•	•	•	•			

Précisions méthodologiques : (nombre de textes adoptés/nombre total de textes programmés) X100

Objectif 2 : Renforcer les performances des structures du département et autres acteurs publics et privés

Indicateurs	Unité	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Nombre de conventions et/ou protocoles établis	Nbre					5	7	10
Moyens de vérification : Rapport annuel du Cabinet								
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
2.2 Taux d'exécution du programme de formation	%				60	50	75	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DRH	•	•	•		•		•	
Précisions méthodologiques : (nombre d'agents formés/nombre total d'agents programmés po	ur la forma	tion) X100						
2.3 Pourcentage de structures équipées	%				100	25	35	45
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DFM								
Précisions méthodologiques : (nombre de structures équipées /nombre total des structures pro	grammées) X100						

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

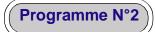
Objectif 3 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières;

Indicateurs	Unités	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'exécution du budget	%	98	89	90	100	100	100	100
Moyens de vérification : Compte Administratif	Moyens de vérification : Compte Administratif							
Précisions méthodologiques : (crédits liquidés/crédits notifiés) x 100								
3.2 Taux d'évolution des ressources mobilisées à partir du partenariat	%				100	5	10	15
Moyens de vérification : Rapport annuel DFM								
Précisions méthodologiques : (montant de l'année n- n-1 /n-1) x 100								

Objectif 4. Impulser le processus de décentralisation et de dé	éconcentration au sein du département.
--	--

Indicateurs	Unités	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'exécution du plan triennal de transfert de compétences et de ressources	%				25	60	80	85
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD								
Précisions méthodologiques : (activités réalisées/activités programmées) X100								
4.2 Nombre de textes fixant les compétences à transférer	Nbre				1	1	2	2
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD	•	•						
Précisions méthodologiques : dénombrement								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration et validation des manuels de procédure 1.2.1 Revue documentaire, élaboration des Termes De Référence (TDR) des projets de textes relatifs aux activités physiques et sportives 2.1.1 Renforcement et diversification du partenariat 2.1.2 Mise en œuvre de l'Accord de siège entre l'ACNOA – Zone II et le Gouvernement de la République du Mali 2.2.1 Mise en œuvre du programme de formation et de recyclage des cadres du département et des acteurs du Mouvement sportif National et des structures sportives (Administrateurs, Officiels techniques, Entraineurs, personnel médical, pratiquants des différentes disciplines sportives) 2.3.1 Equipement et informatisation des structures 3.1.1 Elaboration-suivi et exécution du budget du département 3.2.1 Réorganisation des régies de recettes des structures sportives 4.1.1 Mise en œuvre du plan triennal de transfert de compétences et des ressources aux collectivités 4.2.1 Elaboration et adoption des textes fixant les compétences à transférer 	de procédure 1.1.2 Elaboration des Termes De Référence (TDR) des projets de textes relatifs aux activités physiques et sportives 1.2.1 Renforcement et diversification du partenariat 2.1.2 Mise en œuvre de l'Accord de siège entre l'ACNOA – Zone II et le Gouvernement de la République du Mali 2.2.1 Mise en œuvre du programme de formation et de recyclage des cadres du département et des acteurs du Mouvement sportif National et des structures sportives (Administrateurs, Officiels techniques, Entraineurs, personnel médical, pratiquants des différentes disciplines sportives) 1.2.2 Equipement et informatisation des structures 3.1.1 Elaboration-suivi et exécution du budget du département 3.2.1 Suivi et évaluation des régies de recettes des structures sportives 4.1.1 Mise en œuvre du plan triennal de transfert de compétences et des	 1.1.1 Elaboration et validation des manuels de procédure 1.1.2 Elaboration des Termes De Référence (TDR) des projets de textes relatifs aux activités physiques et sportives 1.2.1 Renforcement et diversification du partenariat 2.1.2 Mise en œuvre de l'Accord de siège entre l'ACNOA – Zone II et le Gouvernement de la République du Mali 2.2.1 Mise en œuvre du programme de formation et de recyclage des cadres du département et des acteurs du Mouvement sportif National et des structures sportives (Administrateurs, Officiels techniques, Entraineurs, personnel médical, pratiquants des différentes disciplines sportives) 1.2.2 Equipement et informatisation des structures 3.1.1 Elaboration-suivi et exécution du budget du département 3.2.1 Suivi et évaluation des régies de recettes des structures sportives 4.1.1 Mise en œuvre du plan triennal de transfert de compétences et des ressources aux collectivités 4.2.1 Dissémination des textes de transfert des compétences et des ressources adoptés en matière de sports et de jeunesse



DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

Section:520

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Développer et promouvoir les activités physiques et sportives

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Développer le sport de masse, le sport scolaire et universitaire, le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau, les sports traditionnels, le sport pour personnes en situation de handicap;

Indicateurs		Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de fréquentation des infrastructures de proximité dans le cadre du sport de masse	%				100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités, rapport de mission Précisions méthodologiques : (Nombre d'infrastructures de proximité fréquentées/Nombre total d'infrastructures de proximité recensées) x 100								
1.2 Taux de participation aux compétitions scolaires et universitaires	%	0	0	0	60	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités Précisions méthodologiques : (Nombre de participations aux compétitions scolaires et universitaires/ Nombre compétitions scolaires et universitaires programmées) X100								
1.3 Taux de participation aux compétitions internationales	%	30	70	30	60	10	20	30
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activité de la DNSEP Précisions méthodologiques : (Nombre de participations aux compétitions internationales/nombre total de compétitions internationales programmées) X100								

Programme N°2

DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

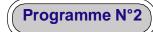
Section:520

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Précisions méthodologiques : (nombre d'infrastructures entretenues/nombre total d'infrastructures prévues) X100

Indicateurs	Unités		Réalisations			Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'infrastructures réalisées	%				100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activité de la DNSEP Précisions méthodologiques: (nombre d'infrastructures réalisées/nombre total d'infra	structures programn	nées) X100						
2.2 Taux d'infrastructures réhabilitées	%				20	50	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activité de la DNSEP	-			- !			+	
Précisions méthodologiques : (nombre d'infrastructures réhabilitées/nombre total d'infrastructures réhabilitées/nombre d'infra	nfrastructures prévu	es) X100						
2.3 Taux d'infrastructures entretenues	%				20	50	100	100

Objectif 3 : Développer le partenariat public-privé autour de la gestion des infrastructures sportives et des évènements sportifs								
Indicateurs	Unités		Réalisatio	ıs	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Nombre de conventions et/ou protocoles signés	Nbre				6	7	8	9
Moyens de vérification : Rapports annuels d'activités du Cabinet et de la DNSEP Précisions méthodologiques : Dénombrement								
3.2 Taux de mobilisation de ressources % 40 50 60 70								
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM Précisions méthodologiques : (Montant mobilisé/Montant prévu par les conventions et protocoles)								



DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

Section:520

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Promotion du sport de masse 1.2.1 Développement du sport scolaire et universitaire; 1.3.1 Développement du sport de haut niveau 2.1.1 Construction d'infrastructures de types A, B et C 2.2.1 Réhabilitation d'infrastructure de types A, B, C 2.3.1 Entretien et maintenance des infrastructures 3.1.1 Elaboration des TDR et recrutement d'un consultant sur les mécanismes et les modes de gestion des infrastructures et événement sportifs dans l'approche partenariat public privé 3.2.1 Accroissement des ressources internes par la diversification des activités des infrastructures sportives. 	 2.1.1 Construction d'infrastructures de types A, B, C 2.2.1 Réhabilitation d'infrastructure de types A, B, C 2.3.1 Entretien et maintenance des infrastructures 3.1.1 Elaboration des TDR et recrutement d'un consultant sur les mécanismes et les modes de gestion des infrastructures et événement sportifs dans l'approche partenariat public privé 3.2.1 Accroissement des ressources internes 	niveau 2.1.1 Construction d'infrastructures de types A, B, C 2.2.1 Réhabilitation d'infrastructure de types A, B, C 2.3.1 Entretien et maintenance des infrastructures 3.1.1 Elaboration des TDR et recrutement d'un consultant sur les mécanismes et les modes de gestion des infrastructures et événement sportifs



FORMATION DES FORMATEURS, DES CADRES ET DES JEUNES TALENTS

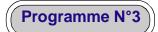
Section:520

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme a pour but la mise en œuvre de la politique nationale de formation en matière de jeunesse, de sports, d'éducation physique et de loisir.

Objectif 1 : Adapter l'offre de formation aux évolutions des métiers de jeunesse, de sports et de loisir Indicateurs Unités Réalisations Année en cours Cibles											
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
1.1 Taux de formations adaptées aux métiers connexes de sports	%	50	98	87,5	100	55	60	65			
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'INJS	•			•	•		-				
Précisions méthodologiques : (Nombre de formations adaptées aux métiers et métiers conn	exes de sp	orts/Nombr	e total de f	ormations d	lispensées)	x 100					
1.2 Taux de métiers et métiers connexes restaurés et valorisés	%			70	80	60	65	70			
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'INJS		•		•	•						
Précisions méthodologiques (Nombre de métiers et métiers connexes restaurés et valorisés	/Nombre t	otal de méti	ers et métic	ers connexe	s) x 100						

Indicateurs	Unités	Réalisations		ıs	Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Proportion des jeunes talents évoluant dans les équipes nationales	%	34	9	14,16	50	25	30	35
Moyens de vérification : Rapports annuels du Lycée Sportif Ben Omar SY et des Fédération	ons							
Précisions méthodologiques: (nombre de jeunes talents évoluant dans les sélections nation	nales/nom	bre total de	s jeunes ta	lents) X100				
2.2 Proportion des jeunes talents féminins par rapport aux nombre total de jeunes talents	%	48	40	33,04	50	35	40	45
Moyens de vérification : Rapport annuel du Lycée Sportif Ben Omar SY et compte rendus	des Fédéi	rations						
Précisions méthodologiques : (nombre de jeunes talents féminins/nombre total des jeunes	talents) X	100						
2.3 Taux de réussite des jeunes talents aux différents examens nationaux	%	34	34	36,61	40	45	50	55
Moyens de vérification : Rapport de fin d'année du Lycée Sportif Ben Omar SY. Précisions méthodologiques : (nombre de jeunes talents admis/nombre total des jeunes admis/nombre d	ents inscri	ts) X100		•	•			



FORMATION DES FORMATEURS, DES CADRES ET DES JEUNES TALENTS

Section:520

Indicateurs	Unités]	Réalisatior	ns	Année en cours	Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Disponibilité du document de plan de formation et de recyclage	%				1	1	1	1	
Moyens de vérification : Rapport de fin d'année de l'INJS Précisions méthodologiques : Existence de plan de formation et de recyclage				1					
3.2 Taux d'évolution des acteurs formés et/ou recyclés	%	12	14	16	18	20	22	24	
Moyens de vérification : Rapport de fin d'année de l'INJS et du Lycée Sportif Ben Oma Précisions méthodologiques : (Nombre d'acteurs formés et/ou recyclés l'année n- Nom recyclés de l'année n-1) x100		formés et/o	u recyclés	de l'année i	n-1/ Nombre	de d'acteur	rs formés et	ou/ou	

FORMATION DES FORMATEURS, DES CADRES ET DES JEUNES TALENTS

Section:520

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Restauration et valorisation des métiers de jeunesse, sport et loisir 1.2.1 Adaptation des programmes des structures de formation à l'évolution des métiers de jeunesse, sport et loisir 2.1.1 Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif 2.2.1 Contribution au développement du sport féminin de haut niveau 2.3.1 Contribution au développement du sport de haut niveau 3.1.1 Développement des ressources humaines 3.2.1 Renforcement de la capacité des structures de formation en infrastructures, en équipements et en moyens logistiques 3.3.1 Renforcement des capacités du Lycée Sportif Ben Omar Sy 	de formation à l'évolution des métiers de jeunesse, sport et loisir 2.1.1 Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif 2.2.1 Contribution au développement du sport féminin de haut niveau 2.3.1 Contribution au développement du sport de haut niveau 3.1.1 Développement des ressources humaines 3.2.1 Renforcement de la capacité des structures de formation en infrastructures, en équipements et en moyens logistiques	l'encadrement associatif 2.2.1 Contribution au développement du

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE

Section:525

1. MISSIONS:

Le Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la Politique nationale dans les domaines de la promotion de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne.

À ce titre, il assure :

- la promotion, l'organisation, l'orientation et la coordination des actions visant à assurer le plein épanouissement des jeunes et de leur insertion dans le processus de développement économique, social et culturel ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures aptent à repondre aux attentes des jeunes et à susciter leur pleine participation aux activités d'intérêt public ;
- le suivi de la mise en oeuvre et l'évaluation du Programme National de Volontariat ;
- le suivi de la mise en oeuvre du Services National des Jeunes ;
- la promotion de la citoyenneté, des valeurs et principes de la république et de la démocratie.

2. OBJECTIF GLOBAUL:

• Créer les conditions d'une promotion harmonieuse de la jeunesse.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE											
PROGRAMMES	PERSONNEL FONCTIONNEMENT IN	INVESTISSEMENT	TOTAL								
T NOOKAWWES	PERSONALE PONCTIONALIVIENT III		LWILLYI	2017	2018	2019					
01 Administration Générale	50 000	344 503	50 000	444 503	491 743	480 560					
02 Education, Animation, Insertion Socio -	895 770	713 714	1 685 000	3 294 484	3 507 593	3 593 427					
Economique des Jeunes	000 770	7.07.1	1 000 000	0 20 1 10 1	0 001 000	0 000 121					
TOTAL	945 770	1 058 217	1 735 000	3 738 987	3 999 336	4 073 987					



Section:525

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme s'articule autour de l'élaboration des politiques et programmes en matière de Jeunesse et de Construction Citoyenne, de gestion des Ressources Humaine, Financière et Matérielle ainsi que la coordination des programmes.

INDICATEURS	UNITE	E REALISATIONS		NS	Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux d'exécution des activités du département.	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyen de vérification :- Rapports/CR mensuels	•		•		'			J
Précision méthodologique: (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues)* 10)()							
1.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issue des missions de supervision et de	%	_	_	_	100	100	100	100
suivi des activités.								
Moyen de vérification : Rapport des missions de supervision et de suivi								
Précision méthodologique: Nombre de recommandations exécutées-réalisées/ Nombre de rec	ommanda	tions form	ulées* 100					
1.3. Taux d'exécution du PTG	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyen de vérification : Le document de suivi des activités du PTG	1		1	ı				
Précision méthodologique: (Nombre de dossiers du PTG réalisés/ Nombre de dossiers du PT	na /	۱۳ ۱۰۰۰						

Section:525

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières.

INDICATEURS	UNIE	REALISATIONS			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution du budget.	%	95	99	99	100	100	100	100

Moyen de vérification: Compte Administratif

Précision méthodologique: (Grédit liquidé/crédit Notifié)*100

ADMINISTRATION GENERALE

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département.

INDICATEURS	UNITE		REALISATIONS					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux d'exécution du plan de transfert des compétences aux collectivités territoriales					40	60	80	85
Moyen de vérification: Rapport d'activité annuel CADD/MEFPJCC	· ·		•	•				
Précision méthodologique : (Nbre de compétence transféré /Nbre de compétence à transfére	r)*100							
3.2. Nombre de textes fixant le détails des compétences à transferer.	Nbre	-	-	-	1	1	1	1
Moyen de vérification: Rapport d'activités CADD								

Moyen de vérification: Rapport d'activités CADD Précision méthodologique : Dénombrement

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Genre (PNG). 1.2.4 Poursuite de la mise en œuvre des plans	mensuelles. 1.1.2 Réalisation des missions statutaires 1.2.1 Missions de supervision et de suivi des activités 1.2.2 Suivi-évaluation des comités de pilotages 1.2.3 Poursuite de la mise en œuvre des plans opérationnels de la Politique Nationale	activités 1.2.2 Suivi-évaluation des comités de pilotages 1.2.3 Poursuite de la mise en œuvre des plans opérationnels de la Politique Nationale Genre (PNG). 1.2.4 Poursuite de la mise en œuvre des

ADMINISTRATION GENERALE

Section:525

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.1 Évaluation des programmes d'activités du PTG 2.1.1 Validation du budget Programmes de l'année (n-1) 2.1.2 Programmation du budget programmes de l'année (n+1) 2.1.3 Élaboration du budget de l'année (n+1) 2.1.4 Actualisation du CDMT 2017-2019 du département. 2.1.5 Organisation de la revue des projets et programmes (n-1) 3.1.1 Mise en œuvre du décret de transfért des compétences aux CT. 3.2.1 Suivi de la mise en œuvre du plan de déconcentration et décentralisation. 	du PTG 2.1.1 Validation du budget Programmes de l'année (n-1) 2.1.2 Programmation du budget programmes de l'année (n+1) 2.1.3 Élaboration du budget de l'année (n+1) 2.1.4 Actualisation du CDMT 2018-2020 du département.	 1.2.5 Suivi de la mise en œuvre du plan de communication du département 1.3.1 Évaluation des programmes d'activités du PTG 2.1.1 Validation du budget Programmes de l'année (n-1) 2.1.2 Programmation du budget programmes de l'année (n+1) 2.1.3 Élaboration du budget de l'année (n+1) 2.1.4 Actualisation du CDMT 2019-2021 du département. 2.1.5 Organisation de la revue des projets et programmes (n-1) 3.1.1 Mise en œuvre du décret de transfért des compétences aux CT. 3.2.1 Suivi de la mise en œuvre du plan de déconcentration et décentralisation.



Section:525

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise l'élaboration et la mise en œuvre des projet/programmes, des activités d'éducation, d'insertion et de participation accrus des jeunes au développement.

INDICATEURS	UNITE	RE	EALISATIONS		Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1.Taux de progression de la participation des jeunes aux activités organisées	%	80	50	26	70	10	10	10
Moyens de Vérification:			•	•	•		•	
-Rapport d'activités ;								
-Rapport de missions ;								
-Enquêtes et diagnostics ;								
-Base de données des volontaires nationaux								
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part	icipé aux activ	ités année ((n-1) divisé	par le nom	bre de jeunes	s ayant par	ticipé aux ac	ctivités
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part	icipé aux activ	ités année ((n-1) divisé	par le nom	bre de jeunes	s ayant par	ticipé aux ac	ctivités
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]*100	icipé aux activ	ités année ((n-1) divisé 45	par le nom	bre de jeunes	s ayant par	ticipé aux ac	ctivités 80
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]* 100 1.2. Taux d'insertion des jeunes formés	<u> </u>		· ·	· -	· · ·		<u> </u>	
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]*100 1.2. Taux d'insertion des jeunes formés Moyens de Vérification :	<u> </u>		· ·	· -	· · ·		<u> </u>	
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]* 100 1.2. Taux d'insertion des jeunes formés Moyens de Vérification : -Rapports d'activités ;	<u> </u>		1	· -	· · ·		<u> </u>	
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]*100 1.2. Taux d'insertion des jeunes formés Moyens de Vérification : -Rapports d'activités ; -Rapports de missions ;	<u> </u>		1	· -	· · ·		<u> </u>	
Précisions méthodologiques : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]*100 1.2. Taux d'insertion des jeunes formés	<u> </u>		1	· -	· · ·		<u> </u>	1
Précisions méthodologiques: [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant part année (n-1)]*100 1.2. Taux d'insertion des jeunes formés Moyens de Vérification: -Rapports d'activités; -Rapports de missions; -Enquêtes et diagnostics;	<u> </u>		1	· -	· · ·		<u> </u>	1



Section:525

INDICATEURS	UNITE	RE	REALISATIONS			CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'accès des jeunes aux services de Santé de la Reproduction	%	80	65	96	70	75	80	85
Moyens de Vérification :					•			•
Fiches/registres d'accès, base de données ;								
-Rapport d'activités ;								
-Rapport de missions ;								
-Enquêtes et diagnostics ;								
Précision méthodologique : (Nombre de jeunes reçus dans les Centres Jeunes)/ (Nom	bre de jeunes se	nsibilisés)	* 100					
2.2.Nombre de Pairs Éducateurs formés par an	Nbre		205	218	300	450	500	600
Moyens de Vérification :								
Rapport d'activités ;								
-Rapport de missions ;								
-Enquêtes et diagnostics ;								
-Base de données des volontaires nationaux;								
Précision méthodologique : Dénombrement								
2.3.Nombre de jeunes conseillés et dépistés au VIH/Sida	Nbre		5000	6600	7000	7800	8500	9000
Moyens de Vérification :								
Rapport d'activités ;								
-Rapport de missions ;								
-Rapport de missions ; -Enquêtes et diagnostics ;								



Section:525

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux de réalisation des infrastructures de Jeunesse	%	35	45	80	60	70	80	85
Moyens de Vérification:								
-Rapport de suivi des chantiers ;								
-Procès-verbaux de réception ;								
-Rapport de missions								
Précision méthodologique:								
(Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées année n)/ (Nombre d'infrastructures à	ı construire	ou à réhat	oiliter année	n) *100				
3.2 Pourcentage des intervenants jeunesses formés dans les techniques d'animations	%	30	60	27	65	70	80	85
Moyens de Vérification :	-		*		•			
-Rapport de missions ;								
- Rapport de Formation;								
-Rapport d'évaluation								
-Rapport d'évaluation Précision méthodologique:								



Section:525

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Commémoratives de la Jeunesse (12 août, 1er novembre)) 1.1.1 Célébration de la Journée Internationale des Volontaires (05 décembre)) 1.1.2 Organisation des Activités des Vacances Citoyennes 1.1.3 Organisation des journées d'activités socio-éducatives (JASE) 1.1.4 Organisation de Camps de Volontariat National 1.2.1 Formation des jeunes dans les Camps de Jeunesse aux corps de métiers 1.2.2 Formation des jeunes au Carrefour des jeunes et à la Maison des Jeunes de Bamako en informatique et aux métiers des arts	août, 1er novembre) 1.1.2 Célébration de la Journée Internationale des Volontaires (05 décembre) 1.1.3 Organisation des Activités des Vacances Citoyennes 1.1.4 Organisation des journées d'activités socio-éducatives (JASE) 1.1.5 Organisation de Camps de Volontariat National 1.2.1 Formation des jeunes dans les Camps de Jeunesse aux corps de métiers 1.2.2 Formation des jeunes au Carrefour des jeunes et à la Maison des Jeunes de Bamako en informatique et aux métiers des arts 2.1.1 Organisation de services rapprochés auprès des jeunes 2.2.1 Formation des Pairs Éducateurs en santé de la reproduction 2.2.2 Formation des animateurs en santé de la reproduction 2.3.1 Participation à la campagne Nationale de lutte contre le VIH/SIDA 2.3.2 Organisation des journées d'information sur le VIH/SIDA 2.3.3 Multiplication et distribution de supports socio-éducatifs sur le VIH-Sida et la contraception. 2.3.4 Distribution des préservatifs et produits contraceptifs 3.1.1 Poursuite de la construction du Palais des Pionniers 3.1.2 Poursuite des travaux de réhabilitation	Internationale des Volontaires (05 décembre) 1.1.3 Organisation des Activités des Vacances Citoyennes 1.1.4 Organisation des journées d'activités socio-éducatives (JASE) 1.1.5 Organisation de Camps de Volontariat National 1.2.1 Formation des jeunes dans les Camps de Jeunesse aux corps de métiers 1.2.2 Formation des jeunes au Carrefour des jeunes et à la Maison des Jeunes de Bamako en informatique et aux métiers des arts 2.1.1 Organisation de services rapprochés auprès des jeunes 2.2.1 Formation des Pairs Éducateurs en santé de la reproduction 2.2.2 Formation des animateurs en santé de la reproduction 2.2.1 Participation à la campagne Nationale de lutte contre le VIH/SIDA 2.3.2 Organisation des journées d'information sur le VIH/SIDA 2.3.3 Multiplication et distribution de supports socio-éducatifs sur le VIH-Sida et la contraception. 2.3.4 Distribution des préservatifs et produits contraceptifs 3.1.1 Poursuite de la construction du Palais des Pionniers



Section:525

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.3 Poursuite des travaux de construction du Foyer des Jeunes de Sanankoroba 3.1.4 Poursuite des travaux de construction du Foyer des Jeunes de Sanando 3.2.1 Renforcement des capacités des cadres de la jeunesse 3.2.2 Renforcement des capacités des leaders Jeunes 3.2.3 Stage d'imprégnation des moniteurs et encadreurs des Colonies de Vacances 3.2.4 Formation de mise à niveau du personnel d'appui de la Direction Nationale de la Jeunesse, des Services Rattachés et Déconcentrés 	du Foyer des Jeunes de Sanankoroba 3.1.4 Poursuite des travaux de construction du Foyer des Jeunes de Sanando 3.2.1 Renforcement des capacités des cadres de la jeunesse 3.2.2 Renforcement des capacités des leaders Jeunes 3.2.3 Stage d'imprégnation des moniteurs et encadreurs des Colonies de Vacances	3.1.4 Poursuite des travaux de construction

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

Section:610

1. MISSIONS:

Les structures de l'Administration générale du Ministère de la Santé sont chargées de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, de la coordination, de l'évaluation, du contrôle, de l'animation et de la supervision des activités du Département.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- 1. Amener les communes, les conseils de cercles et les conseillers régionaux à améliorer leur capacité de gestion dans le cadre du transfert des compétences (CF. Décret 02-314).
- 2. Adapter les missions et rôles des structures de santé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sectorielle de santé.
- 3. Améliorer la coordination dans le cadre de la mise en œuvre du programme de santé.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLI	QUE					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
FROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEVIENT	INVESTISSEVIENT	2017	2018	2019
01 Administration Générale, Renforcement	8 839 981	7 636 788	22 006 621	38 483 390	40 455 821	42 818 395
Institutionnel et Décentralisation	0 009 901	7 050 700	22 000 02 1	30 403 330	40 400 021	42 0 10 333
02 Soins de Santé Primaire, Prévention et Lutte	17 463 955	15 386 879	13 141 447	45 992 281	49 944 548	53 309 604
contre la Maladie	17 400 300	10 000 070	10 141 411	40 00Z Z01	10 011 010	30 303 004
03 Accessibilité Financière aux Soins de Santé et	_	3 838 604	305 000	4 143 604	4 247 273	4 369 997
Participation		0 000 001	300 000	7 1-10 00-1	4 Z + 1 Z 1 O	+ 000 001
04 Soins Hospitaliers et Recherche	-	21 376 993	4 720 588	26 097 581	26 944 009	27 491 973
TOTAL	26 303 936	48 239 264	40 173 656	114 716 856	121 591 651	127 989 969

ADMINISTRATION GENERALE, RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DECENTRALISATION

Section:610

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Les structures de l'organisation, de l'administration et de la décentralisation du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sont chargées de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, de la coordination, de l'évaluation, du contrôle, de l'animation et de la supervision des activités du Département.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs	TLASAS	, ,	Réalisation	S	En cours	Cibles		
	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 Ratios professionnel de santé/habitant suivant les normes de l'OMS (23Prof/10000 hbts)	Normes OMS	-	4,04	4,03	4,90	6,60	7,50	8,40
écision méthodologique: le nombre total de professionnel de santé(Médecins, Infirmiers, S	ages-Femme	es)/ la popi	ılation tota	le				
ources de vérification : Annuaire statistique, rapports d'activités DRH, CPS								
2. Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	%	-	-	33	34	35	36	37

2. Assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires fiables ventilées par sexe et à jour sur les déterminants de la santé, la performance du système de santé et le statut sanitaire.

systems as suite et a statut summin.								
Indicateurs	Unité	I	Réalisation	S	En cours		Cibles	
mucateurs	Office	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Nombre d'annuaires statistiques sectoriels (annuaires SNIS, SLIS, SIH) pour la prise de décision	Nbre	2	6	3	3	3	3	3
Sources de vérification : RA de validation des annuaires CPS, DNS, HOPITAUX								
Précision méthodologique : (nombre d'annuaires produits / nombre d'annuaires prévus)								
2.2 Proportion de ressources financières transférées aux Collectivités Territoriales	%	22, 37	14,21	14,59	16,20	16,70	17,20	17,50
Sources de vérification : RA DFM, CADD, DGB								
Précision méthodologique : (Ressources transférées aux CT / Ressources budgétaire de la Santé) x 100							

Budget-programmes 2017 - Page 285

ADMINISTRATION GENERALE, RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DECENTRALISATION

Section:610

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

3. Assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordination de mise en œuvre des interventions, le renforcement des audits (interne, externe) et du contrôle.

To P and armon	This	Réalisations			En cours	Cibles		
Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Proportion des réunions statutaires du Programme de santé tenues conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur	%	90	90	83	100	100	100	100
Sources de vérification : RA CPS/SSDSPF,	-		_					
Précision méthodologique : (nombre de réunions statutaires tenues conformément aux textes en	vigueur/	nombre de 1	éunions sta	atutaires pr	évues) X 10	00		
3.2 Pourcentage de Comités paritaires fonctionnels	%	-	-	10	12	13	15	20
Sources de vérification : Rapport d'Activité de la FENASCOM, CADD	•							
Méthodologie : (nbre de comités paritaires fonctionnels / nbre total de comités paritaires) X 100)							
3.3-Pourcentage de budget exécuté	%	96,75	96.58	97,67	98	99	99	100
Sources de vérification : Rapport annuel DFM	•	•	•		•			
Méthodologie : Crédit liquidé /Crédit notifié								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite du recrutement du personnel en quantité suffisante en fonction du besoin exprimé par chaque structure. 1.1.2 Poursuite de la répartition équitable de professionnel de santé recruté conformément aux cadres organiques des structures. 1.1.3 Poursuite la révision des cadres organiques des structures. 1.1.4 Evaluation/Elaboration du plan stratégique national de formation des ressources humaines. 	en quantité suffisante en fonction du besoin exprimé par chaque structure. 1.1.2 Poursuite de la répartition équitable de professionnel de santé recruté conformément aux cadres organiques des structures. 1.1.3 Poursuite la révision des cadres organiques des structures.	 1.1.1 Poursuite du recrutement du personnel en quantité suffisante en fonction du besoin exprimé par chaque structure. 1.1.2 Poursuite de la répartition équitable de professionnel de santé recruté conformément aux cadres organiques des structures. 1.1.3 Poursuite la révision des cadres organiques des structures. 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre du plan stratégique national de formation des ressources humaines.

ADMINISTRATION GENERALE, RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DECENTRALISATION

Section:610

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
compte l'aspect genre, la décentralisation et les données de la société civile (SNIS, SLIS, SIH). 2.1.3 Poursuite de la formation des décideurs responsables à l'utilisation statistique pour la prise de décision à tous les niveaux. 2.1.4 Poursuite de la Diffusion et la dissémination de l'annuaire statistique du système d'information hospitalier. 2.1.5 Poursuite de la Diffusion et la dissémination de l'annuaire statistique du système national d'information sanitaire. 2.2.1 Poursuite du renforcement du montant des ressources financières transférées aux Collectivités dans la Loi de finance. 2.2.2 Poursuite du suivi de l'utilisation des ressources financières transférées aux Collectivités. 3.1.1 Tenue régulière des réunions statutaires de coordination, d'évaluation et de suivi du PRODESS	collaboration entre le public et le privé pour améliorer la complétude et la promptitude des données du système d'information à tous les niveaux. 2.1.2 Collecte des informations sur la base des outils révisés en prenant en compte l'aspect genre, la décentralisation et les données de la société civile(SNIS, SLIS ,SIH). 2.1.3 Poursuite de la formation des décideurs responsables à l'utilisation statistique pour la prise de décision à tous les niveaux. 2.1.4 Poursuite de la Diffusion et la dissémination de l'annuaire statistique du système d'information hospitalier. 2.1.5 Poursuite de la Diffusion et la dissémination de l'annuaire statistique du système national d'information sanitaire. 2.2.1 Poursuite du renforcement du montant des ressources financières transférées aux Collectivités dans la Loi de finance.	 1.1.5 Tenue régulière de la commission d'attribution de bourse de formation. 2.1.1 Tenue des réunions du cadre de collaboration entre le public et le privé pour améliorer la complétude et la promptitude des données du système d'information à tous les niveaux. 2.1.2 Collecte des informations sur la base des outils révisés en prenant en compte l'aspect genre, la décentralisation et les données de la société civile(SNIS, SLIS, SIH). 2.1.3 Poursuite de la formation des décideurs responsables à l'utilisation statistique pour la prise de décision à tous les niveaux. 2.1.4 Poursuite de la Diffusion et la dissémination de l'annuaire statistique du système d'information hospitalier. 2.1.5 Poursuite de la Diffusion et la dissémination de l'annuaire statistique du système national d'information sanitaire. 2.2.1 Poursuite du renforcement du montant des ressources financières transférées aux Collectivités dans la Loi de finance. 2.2.2 Poursuite du suivi de l'utilisation des ressources financières transférées aux Collectivités. 3.1.1 Tenue régulière des réunions statutaires de coordination, d'évaluation et de suivi du PRODESS

ADMINISTRATION GENERALE, RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DECENTRALISATION

Section:610

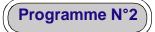
ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.3 Sensibilisation des professionnels de santé à l'affiliation et au paiement régulier des cotisations annuelles aux ordres professionnels de la Santé. 3.2.1 Poursuite de la mise en place des comités paritaires de suivi de la Convention d'Assistance Mutuelle (CAM). 3.2.2 Dynamisation des comités paritaire pour le suivi de la CAM 3.2.3 Renforcement de capacité des acteurs sur la mise en œuvre de la décentralisation en matière de Santé. 3.3.1 Réalisation des missions de supervision formative en matière de gestion financière. 3.3.2 Réalisation des audits annuels et de production du compte administratif. 3.3.3 Elaboration et suivi de la mise en œuvre du document de programmation pluriannuel des dépenses et projet annuel de performance. 3.4.1 Poursuite de la réalisation des missions de supervision formative 	ordres professionnels de la Santé 3.2.1 Poursuite de la mise en place des comités paritaires de suivi de la Convention d'Assistance Mutuelle (CAM). 3.2.2 Dynamisation des comités paritaire pour le suivi de la CAM. 3.2.3 Renforcement de capacité des acteurs sur la mise en œuvre de la décentralisation en matière de Santé 3.3.1 Réalisation des missions de supervision formative en matière de gestion financière. 3.3.2 Réalisation des audits annuels et de	 3.1.2 Contrôle périodique des établissements de santé 3.1.3 Sensibilisation des professionnels de santé à l'affiliation et au paiement régulier des cotisations annuelles aux ordres professionnels de la Santé 3.2.1 Poursuite de la mise en place des comités paritaires de suivi de la Convention d'Assistance Mutuelle (CAM). 3.2.2 Dynamisation des comités paritaire pour le suivi de la CAM 3.2.3 Renforcement de capacité des acteurs sur la mise en œuvre de la décentralisation en matière de Santé. 3.3.1 Réalisation des missions de supervision formative en matière de gestion financière. 3.3.2 Réalisation des audits annuels et de production du compte administratif. 3.3.3 Elaboration et suivi de la mise en œuvre du document de programmation pluriannuel des dépenses et projet annuel de performance.

Section:610

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme a pour mission l'extension quantitative et qualitative de la couverture sanitaire, la prévention et lutte contre la maladie.

1. Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile								
T. P. d.	TL:44	Réalisations			En cours	Cibles		
Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018 67 16,89	2019
1.1 Taux d'accouchements assistés	%	55	59	57	63	65	67	69
Sources de vérification : Annuaire du Système Local d'Information Sanitaire (SLIS/PRODESS III)							
Précision méthodologique : (Nombre d'accouchements assistés/Nombre de naissances attendue	es) * 100							
1.2. Taux de prévalence contraceptif	%	9,68	12,16	13,17	12,89	14,89	16,89	18,89
Sources de vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III	•	•		•	•	•	•	-
Précision méthodologique : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de p	rocréer)*	100						
1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	%	1,94	2,9	2,8	1	0,5	0,5	0,5
Sources de vérification : Enquête SMART/(PRODESS III (correction))	•		•	•	•			<u>, </u>
Précision méthodologique: Enquête SMART (Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mo	is)/Nombr	e d'enfants	de 6 à 59 m	nois enquê	tés)*100			



Section:610

2015 52,47	30	2017 20	2018 10	2019 5
		20	10	5
las amfamt			-	
las anfant				
ies eniant	nts de 0 à 5 a	ns)*100		
91	90	>=90	>=90	>=90
	•			
à 11 mois) [:]	*100			
15	10	10	50	60
_				15 10 10 50 ABETE, CANCER, DREPANOCYTOSE) /nor



Section:610

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

3. Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé et Réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique.

et minimiser leur impact social et économique.								
Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
mucateurs	Onte	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Nombre d'agents formés sur le changement climatique et santé	Nbre absolu	0	1	2	20	20	100	120
Sources de vérification : PRODESS III/Rapport de Formation, Division Hygiène DNS								
Précision méthodologique : Dénombrement des agents formés sur le changement climatique et santé								
3.2 Pourcentage d'infection des sites opératoire dans les CSRéf % 1.35 <=1 <=1 <=1 <=1						<=1		
Sources de vérification : Rapports d'activités des unités de chirurgie et de maternité/PRODESS III, la réalisation de 2015 ne prend pas en compte les données de Kayes et Sikasso.								sso.
Précision méthodologique : (Nombre de cas d'infections postopératoire dans les Csref/nombre t	otal d'inte	rventions o	chirurgicale	s réalisées	dans les Csı	ref) *100		
3.3 Nombre d'agents formés sur la prévention des maladies professionnelles et des accidents de travail	3.3 Nombre d'agents formés sur la prévention des maladies professionnelles et des accidents Nbre - 10 10 20 20 100 120							
Sources de vérification : Rapport de Formation/PRODESS								
Précision méthodologique : Dénombrement des prestataires formés sur la prévention des maladi	es profess	ionnelles e	t des accide	ents de trav	ail			

Section:610

T. F 4	TL:44	Réalisations			En cours	Cibles		
Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018 0,4	2019
l.1. Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an	%	0,35	0,37	0,41	0,37	0,39	0,4	0,45
Précision méthodologique : (Nombre de nouveaux cas vus en consultation curative au cours d'année) x 100. 1.2. Taux de disponibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCom	%	11	12	14,75	25	28		35
Sources de vérification : Rapports SONU/PRODESS III, Annuaire SLIS.				l				
outees de vermeation. Rapports 50110/1 RODE55 III, Annualle 5E15.								
Précision méthodologique : Nombre d'établissements SONUB/Nombre total de CSCom * 100								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Former les prestataires en PNP SR 1.1.2. Recruter le personnel qualifié 1.1.3. Renforcer les établissements en équipements et matériels 1.1.4. Réaliser les monitorages semestriels des activités SMNI en intégrant les nouveaux aspects (SENN, GATPA, FO) 1.1.5. Suivre & évaluer les activités de SMNI 1.2.1. Disséminer le plan d'action national de la Planification Familiale (PF) 2014-2018 1.2.2. Rendre disponible des produits contraceptifs dans les établissements de santé et dans la communauté 1.2.3 Former les prestataires sur les méthodes de longue durée 1.2.4. Organiser la campagne PF 1.2.5. Contractualiser avec les établissements privés et ONG dans l'ensemble des districts sanitaires 1.3.1 Organiser des éditions SIAN 1.3.2 Rendre disponible des intrants nutrition (Vitamine A, Albendazole, Plumpy sup) pour la prise en charge des carences en micronutriment à travers la routine 1.3.3. Renforcer les activités de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) communautaire (mise en place de groupe de soutien, Formation et suivi) 1.3.4. Organiser des campagnes de dépistage communautaire de la malnutrition 1.3.5. Renforcer le contrôle et la promotion de la consommation de sel iodé au niveau ménage et communautaire 2.1.1 Organiser les campagnes de chimio prévention du paludisme saisonnier chez les enfants de 3 à 59 mois 	 1.2.5 Contractualiser avec les cliniques privées et les ONG à l'ensemble des districts sanitaires 1.3.1 Organiser des éditions SIAN 1.3.2 Rendre disponible des intrants nutrition (Vitamine A, Albendazole, Plumpy sup) pour la prise en charge des carences en micronutriment à travers la routine 1.3.3 Renforcer les activités de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) communautaire (mise en place de groupe de soutien, Formation et suivi) 1.3.4 Organiser des campagnes de dépistage communautaire de la malnutrition 	 1.1.1 Former les prestataires en PNP SR 1.1.2 Recruter le personnel qualifié 1.1.3 Renforcer les établissements en équipements et matériels 1.1.4 Réaliser les monitorages semestriels des activités SMNI en intégrant les nouveaux aspects (SENN, GATPA, FO) 1.1.5 Suivre & évaluer les activités de SMNI 1.2.1 Elaborer un nouveau plan d'actions national de la Planification Familiale (PF) 2019-2023 1.2.2 Rendre disponible des produits contraceptifs dans les établissements de santé et dans la communauté 1.2.3 Former les nouveaux prestataires et suivre les prestataires formés sur les méthodes de longue durée 1.2.4 Organiser la campagne PF 1.2.5 Contractualiser avec les établissements privés et ONG à l'ensemble des districts sanitaires 1.3.1 Organiser des éditions SIAN 1.3.2 Rendre disponible des intrants nutrition (Vitamine A, Albendazole, Plumpy sup) pour la prise en charge des carences en micronutriment à travers la routine 1.3.3 Renforcer les activités de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) communautaire (mise en place de groupe de soutien, Formation et suivi)

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.2 Rendre disponible des intrants paludisme (MILD, kits palu grave et simple, SP, TDR, GE/FM) 2.1.3 Former et recycler les prestataires sur le protocole révisé de prise en charge du paludisme 2.1.4 Renforcer les activités de recherche/suivi & évaluation (revues, supervision, monitorage, enquêtes) 2.1.5 Organiser des campagnes de couverture universelle de distribution gratuite des Moustiquaires Imprégné d'Insecticide à Longue Durée (MILD) 2.2.1 Doter les établissements de santé en vaccins et chaines du froid. 2.2.2 Organiser des séances de vaccination de routine en centres fixes, en stratégies avancée et mobile 2.2.3 Doter les établissements de santé en moyens logistiques roulants adaptés 2.2.4 Organiser des missions de supervision, suivi/évaluation 2.2.5 Former les prestataires sur le PEV de routine et surveillance épidémiologique 2.3.1 Renforcer les capacités des prestataires à la prévention et prise en charge des maladies non transmissibles prioritaires 3.1.1 Former le personnel de santé sur le lien changement climatique et santé 3.1.2 Intégrer dans le DHIS 2 les données du changement climatique et santé 	 1.3.5 Renforcer le contrôle et la promotion de la consommation de sel iodé au niveau ménage et communautaire 2.1.1 Organiser les campagnes de chimio prévention du paludisme saisonnier chez les enfants de 3 à 59 mois 2.1.2 Rendre disponible des intrants paludisme (MILD, kits palu grave et simple, SP, TDR, GE/FM) 2.1.3 Former et recycler les prestataires sur le protocole révisé de prise en charge du paludisme 2.1.4 Renforcer les activités de recherche/suivi & évaluation (revues, supervision, monitorage, enquêtes) 2.1.5 Organiser des campagnes de couverture universelle de distribution gratuite des Moustiquaires Imprégné d'Insecticide à Longue Durée (MILD) 2.2.1Doter les établissements de santé en vaccins et chaines du froid. 2.2.2 Organiser des séances de vaccination de routine en centres fixes, en stratégies avancée et mobile 2.2.3 Doter les établissements de santé en moyens logistiques roulants adaptés 2.2.4 Organiser des missions de supervision, suivi/évaluation 2.2.5 Former les prestataires sur le PEV de routine et surveillance 	 1.3.4 Organiser des campagnes de dépistage communautaire de la malnutrition 1.3.5 Renforcer le contrôle et la promotion de la consommation de sel iodé au niveau ménage et communautaire 2.1.1 Organiser les campagnes de chimio prévention du paludisme saisonnier chez les enfants de 3 à 59 mois 2.1.2 Rendre disponible des intrants paludisme (MILD, kits palu grave et simple, SP, TDR, GE/FM) 2.1.3 Former et recycler les prestataires sur le protocole révisé de prise en charge du paludisme 2.1.4 Renforcer les activités de recherche/suivi & évaluation (revues, supervision, monitorage, enquêtes) 2.1.5 Organiser des campagnes de couverture universelle de distribution gratuite des Moustiquaires Imprégné d'Insecticide à Longue Durée (MILD) 2.2.1 Doter les établissements de santé en vaccins et chaines du froid. 2.2.2 Organiser des séances de vaccination de routine en centres fixes, en stratégies avancée et mobile 2.2.3 Doter les établissements de santé en moyens logistiques roulants adaptés 2.2.4 Organiser des missions de
sensibilisation sur le lien changement climatique et santé		2.2.5 Former les prestataires sur le PEV de

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.4 Promouvoir la recherche et la surveillance sur les effets néfastes du changement climatique et santé 3.2.1 Former le personnel de santé sur le WASH, prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.2 Doter les établissements de santé en équipements, matériels et produits pour la prévention et contrôle des infections associées aux soins (IAS) 3.2.3 Réaliser le suivi & évaluation et la supervision formative en WASH et prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.4 Intensifier les activités de communication sur le WASH, prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.5 Evaluation du système de gestion des déchets biomédicaux 3.3.1 Former le personnel de santé sur la prévention des maladies professionnelles et les accidents de travail 3.3.2 Créer une structure de la médecine du travail 3.3.3 Mettre en place un cadre de concertation entre employeurs pour la gestion des maladies professionnelles et les accidents de travail 4.1.1 Construire/Réhabiliter des CSCom, CSRéf et DRS 4.1.2 Mettre à échelle les Soins Essentiels dans la Communauté (SEC) 4.1.3 Organiser des stratégies alternatives d'accès au PMA (stratégies avancée et mobile) 4.1.4 Renforcer les compétences du personnel des établissements de santé sur le paquet minimum d'activités (PMA) 4.1.5 Renforcer le plateau technique des établissements de santé et les DRS 	 3.1.2 Mettre à jour les données du changement climatique et santé 3.1.3 Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur le lien changement climatique et santé 3.1.4 Promouvoir la recherche et la surveillance sur les effets néfastes du changement climatique et santé 3.2.1 Former le personnel de santé sur le WASH, prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.2 Doter les établissements de santé en équipements, matériels et produits pour la prévention et contrôle des infections associées aux soins (IAS) 3.2.3 Réaliser le suivi & évaluation et la supervision formative en WASH et prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.4 Intensifier les activités de communication sur le WASH, prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.5 Evaluation du système de gestion des déchets biomédicaux 3.3.1 Former le personnel de santé sur la prévention des maladies professionnelles et les accidents de travail 3.3.2 Renforcer les capacités de la structure de la médecine du travail 3.3.3 Organiser un cadre de concertation entre employeurs pour la gestion des maladies professionnelles et les accidents de travail 	 2.3.1 Renforcer les capacités des prestataires à la prévention et prise en charge des maladies non transmissibles prioritaires 3.1.1 Former le personnel de santé sur le lien changement climatique et santé 3.1.2 Mettre à jour les données du changement climatique et santé 3.1.3 Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur le lien changement climatique et santé 3.1.4 Promouvoir la recherche et la surveillance sur les effets néfastes du changement climatique et santé 3.2.1 Former le personnel de santé sur le WASH, prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.2 Doter les établissements de santé en équipements, matériels et produits pour la prévention et contrôle des infections associées aux soins (IAS) 3.2.3 Réaliser le suivi & évaluation et la supervision formative en WASH et prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.4 Intensifier les activités de communication sur le WASH, prévention et contrôle des infections (PCI) 3.2.5 Evaluation du système de gestion des déchets biomédicaux 3.3.1 Former le personnel de santé sur la prévention des maladies professionnelles et les accidents de travail

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.2.1 Créer des établissements SONUB 4.2.2 Renforcer les établissements SONUB qui ont perdu leur statut SONUB 4.2.3 Former les prestataires en SONUB 4.2.4 Doter les établissements SONUB en matériels, équipement et médicaments 4.2.5 Suivre & évaluer les établissements SONUB 4.3.1 Créer de nouveaux CSRéf 4.3.2 Equiper les nouveaux Csref 4.3.3 Recruter du personnel qualifié 4.3.4 Assurer la dotation initiale en médicaments essentiels et consommables 	 4.1.1 Construire/Réhabiliter des CSCom, CSRéf et DRS 4.1.2 Mettre à échelle les Soins Essentiels dans la Communauté (SEC) 4.1.3 Organiser des stratégies alternatives d'accès au PMA (stratégies avancée et mobile) 4.1.4 Renforcer les compétences du personnel des établissements de santé sur le paquet minimum d'activités (PMA) 4.1.5 Renforcer le plateau technique des établissements de santé et les DRS 4.2.1 Créer des établissements SONUB 4.2.2 Renforcer les établissements SONUB qui ont perdu leur statut SONUB 4.2.3 Former les prestataires en SONUB 4.2.4 Doter les établissements SONUB en matériels, équipement et médicaments 4.2.5 Suivre & évaluer les établissements SONUB 4.3.1 Créer de nouveaux CSRéf 4.3.2 Equiper les nouveaux CSref 4.3.3 Recruter du personnel qualifié 4.3.4 Assurer la dotation initiale en médicaments essentiels et consommables 	 3.3.2 Renforcer les capacités de la structure de la médecine du travail 3.3.3 Organiser un cadre de concertation entre employeurs pour la gestion des maladies professionnelles et les accidents de travail 4.1.1 Construire/Réhabiliter des CSCom, CSRéf et DRS 4.1.2 Mettre à échelle les Soins Essentiels dans la Communauté (SEC) 4.1.3 Organiser des stratégies alternatives d'accès au PMA (stratégies avancée et mobile) 4.1.4 Renforcer les compétences du personnel des établissements de santé sur le paquet minimum d'activités (PMA) 4.1.5 Renforcer le plateau technique des établissements de santé et les DRS 4.2.1 Créer des établissements SONUB qui ont perdu leur statut SONUB 4.2.2 Renforcer les établissements SONUB 4.2.3 Former les prestataires en SONUB 4.2.4 Doter les établissements SONUB en matériels, équipement et médicaments 4.2.5 Suivre & évaluer les établissements SONUB 4.3.1 Créer de nouveaux CSRéf 4.3.2 Equiper les nouveaux CSRéf 4.3.3 Recruter du personnel qualifié 4.3.4 Assurer la dotation initiale en médicaments essentiels et consommables

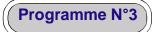


Section:610

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Il a pour mission l'approvisionnement en médicaments, vaccins et consommables, la maitrise des tarifs de soins l'implication de la communauté dans la gestion et le financement de leurs problèmes de santé et la mise en place de mécanismes de solidarité de toutes les autres formes de financements alternatif de la santé en faveur des pauvres.

Indicateurs	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de disponibilité des 12 médicaments du panier.	%	80	92	82	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités DPM, Outil bilan C, Rapport CROCEP				•		-		
Précision méthodologique: (nombres de médicaments du panier disponible/ Nombre total	des médicaments	du panier) x100					
1. 2 Taux de disponibilité des médicaments essentiels dans le secteur privé.	%	47,16	-	-	80	90	95	97
Moyen de vérification : Rapport d'activités DPM Précision méthodologique : (Nombre tot	al de médicamen	ts disponit	oles / le noi	nbre total o	le médicame	nts inscrits	sur la liste)	X 100
1.3 Nombre moyen de jour de Rupture des vaccins	Nombre absolu	0	0	0	0	0	0	0
Moyen de vérification : Rapport d'activité annuel de la DNS/CNI.	•		•	•	•			
Précision méthodologique : Dénombrement des jours de rupture par vaccin.								



Section:610

OBJECTIF 2 : Améliorer l'accessibilité financière aux soins de santé	é de qualité notamment dans les zones pauvres.
--	--

Indicateurs	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2. 1 Coût moyen de l'ordonnance au niveau des CSRéf	F CFA	1 968	2650	2647	<= 2000	<= 2000	<= 2000	<= 2000
Moyens de vérification : Rapport d'activité DPM, Rapport de supervision, Outils bilan C, Rapport CROCEP. Précision méthodologique : Total des coûts sur les ordonnances / le nombre total des ordonnances considérées								
2. 2 Taux de non-conformité des médicaments	%	2,96	6,34	2,6	2	1,5	1	0
Moyens de vérification : Rapport d'activité LNS Précisions méthodologiques : (Nombre de médicaments non conformes / Nombre total de médic	aments and	alysés) X 1	00					
2.3 Nombre moyen de médicaments par ordonnance au niveau des CSRéf	Nombre	2,68	-	2,89	3	3	3	3
Moyens de vérification : Rapport d'activité DPM, Rapport de supervision, Outils bilan C, Rapport CROCEP. Précisions méthodologiques : Dénombrement moyen des médicaments sur l'ordonnance.								

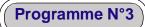
Section :610

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1 Superviser le Schéma Directeur d'Approvisionnement et de Distribution des Médicaments Essentiels (SDADME) 1.1.2 Rendre fonctionnel le groupe technique de suivi de l'approvisionnement en médicaments essentiels (réunions) 1.1.3 Organiser des ateliers de quantification des produits des programmes (paludisme, VIH, Tuberculose), les contraceptifs et les médicaments essentiels 1.1.4 Produire et diffuser les documents finaux du SDADME 1.1.5 Organiser la Semaine internationale sur la Médecine Traditionnelle Africaine (SIMTA) 1.2.1 Tenir régulièrement des sessions d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) des médicaments 1.2.2 Renforcer le suivi/supervision des secteurs public et privé 1.2.3 Editer et diffuser la nomenclature des médicaments autorisés au Mali en 2016 1.2.4 Réaliser une étude sur la gestion des contraceptifs du Marketing Social 1.2.5 Réaliser une étude sur la disponibilité des contraceptifs et des produits traceurs de la SR 1.3.1 Approvisionner les structures en médicaments, vaccins et dispositifs médicaux 1.3.2 Réaliser l'inventaire trimestriel des vaccins 1.3.3 Former les cadres et agents en gestion logistique des vaccins et consommables	 1.1.1 Poursuivre la supervision du Schéma Directeur d'Approvisionnement et de Distribution des Médicaments Essentiels (SDADME) 1.1.2 Poursuivre la fonctionnalité du groupe technique de suivi de l'approvisionnement en médicaments essentiels (réunions) 1.1.3 Organiser des ateliers de quantification des produits des programmes (paludisme, VIH, Tuberculose), les contraceptifs et les médicaments essentiels 1.1.4 Produire et diffuser les documents finaux du SDADME 1.1.5 Organiser la Semaine internationale sur la Médecine Traditionnelle Africaine (SIMTA) 1.2.1 Tenir régulièrement des sessions d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) des médicaments 1.2.2 Renforcer le suivi/supervision des secteurs public et privé 1.2.3 Editer et diffuser la nomenclature des médicaments autorisés au Mali en 2016 1.2.4 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la gestion des contraceptifs du Marketing Social 1.2.5 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la disponibilité des contraceptifs et des produits traceurs de la SR 1.3.1 Poursuivre l'approvisionnement des structures en médicaments, vaccins et 	 1.1.1 Poursuivre la supervision du Schéma Directeur d'Approvisionnement et de Distribution des Médicaments Essentiels (SDADME) 1.1.2 Poursuivre la fonctionnalité du groupe technique de suivi de l'approvisionnement en médicaments essentiels (réunions) 1.1.3 Organiser des ateliers de quantification des produits des programmes (paludisme, VIH, Tuberculose), les contraceptifs et les médicaments essentiels 1.1.4 Produire et diffuser les documents finaux du SDADME 1.1.5 Organiser la Semaine internationale sur la Médecine Traditionnelle Africaine (SIMTA) 1.2.1 Tenir régulièrement des sessions d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) des médicaments 1.2.2 Renforcer le suivi/supervision des secteurs public et privé 1.2.3 Editer et diffuser la nomenclature des médicaments autorisés au Mali en 2016 1.2.4 Poursuivre le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la gestion des contraceptifs du Marketing Social 1.2.5 Poursuivre le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la disponibilité des contraceptifs et des produits traceurs de la SR



Section:610

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.4 Réaliser la supervision semestrielle des sites de gestion des vaccins. 1.3.5 Réaliser la supervision et la maintenance de la chaine de froid 2.1.1 Réaliser une enquête sur l'accessibilité financière des médicaments (application du coefficient multiplicateur par niveau) 2.1.2 Former les gérants des DRC et comptables en gestion logistique et financière spécifique au SDADME 2.1.3 Elaborer et adopter le plan d'action de mise en œuvre de la pharmacovigilance 2017- 2021 (médicaments, Vaccins, produits sanguins, réactifs) 2.1.4 Réaliser une étude sur la problématique de la vente illicite de médicaments. 2.2.1 Réaliser des missions de surveillance de la qualité des médicaments (pré et post marketing). 2.2.2 Réaliser des activités de sensibilisation des Tradipraticiens par rapport à la publicité tapageuse sur les radios privées. 2.2.3 Suivre et contrôler les établissements pharmaceutiques dans le cadre de la promotion des Bonnes Pratiques de Distribution et la lutte contre la contrefaçon 2.2.4 Réaliser la supervision des commissions régionales de lutte contre la vente illicite des médicaments et contrefaçon. 2.2.5 Organiser des séances de destruction des drogues et des médicaments saisis avariés ou périmés 	 1.3.4 Poursuivre la supervision semestrielle des sites de gestion des vaccins. 1.3.5 Réaliser la supervision et la maintenance de la chaine de froid 2.1.1 Diffuser les résultats de l'enquête sur l'accessibilité financière des médicaments (application du coefficient multiplicateur par niveau) 2.1.2 Poursuivre la formation des gérants des DRC et comptables en gestion logistique et financière spécifique au SDADME 2.1.3 Mettre en œuvre le plan d'action de la pharmacovigilance 2017- 2021 (médicaments, Vaccins, produits sanguins, réactifs) 2.1.4 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur 	 1.3.1 Poursuivre l'approvisionnement des structures en médicaments, vaccins et dispositifs médicaux 1.3.2 Réaliser l'inventaire trimestriel des vaccins 1.3.3 Réaliser le suivi des cadres et agents formés en gestion logistique des vaccins et consommables (DVD- MT et SMT). 1.3.4 Poursuivre la supervision semestrielle des sites de gestion des vaccins. 1.3.5 Réaliser la supervision et la maintenance de la chaine de froid 2.1.1 Mettre en œuvre des orientations des décideurs suite à la diffusion des résultats de l'enquête sur l'accessibilité financière des médicaments (application du coefficient multiplicateur par niveau) 2.1.2 Suivre les gérants des DRC et comptables formés en gestion logistique et financière spécifique au SDADME 2.1.3 Poursuivre la mise en œuvre du plan d'action de la pharmacovigilance 2017-2021 (médicaments, Vaccins, produits sanguins, réactifs) 2.1.4 Poursuivre le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la problématique de la vente illicite de médicaments 2.2.1 Réaliser des missions de surveillance de la qualité des médicaments (pré et post marketing).



Section:610

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.3.1 Réaliser une étude sur la qualité de la prescription et de la dispensation 2.3.2 Produire et diffuser les résultats de l'évaluation des indicateurs de la PPN 2.3.3 Tenir un atelier de révision du guide thérapeutique 2.3.4 Former les prescripteurs sur l'usage rationnel des médicaments. 2.3.5 Tenir un atelier de révision du formulaire thérapeutique 	 2.2.3 Suivre et contrôler les établissements pharmaceutiques dans le cadre de la promotion des Bonnes Pratiques de Distribution et la lutte contre la contrefaçon 2.2.4 Réaliser la supervision des commissions régionales de lutte contre la vente illicite des médicaments et contrefaçon. 2.2.5 Organiser des séances de destruction des drogues et des médicaments saisis avariés ou périmés 2.3.1 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la qualité de la prescription et de la dispensation 2.3.2 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation des indicateurs de la PPN 2.3.3 Produire et diffuser le guide thérapeutique révisé 2.3.4 Poursuivre la formation des prescripteurs sur l'usage rationnel des médicaments. 2.3.5 Produire et la diffuser le formulaire thérapeutique révisé 	 2.2.2 Réaliser des activités de sensibilisation des Tradipraticiens par rapport à la publicité tapageuse sur les radios privées. 2.2.3 Suivre et contrôler les établissements pharmaceutiques dans le cadre de la promotion des Bonnes Pratiques de Distribution et la lutte contre la contrefaçon 2.2.4 Réaliser la supervision des commissions régionales de lutte contre la vente illicite des médicaments et contrefaçon. 2.2.5 Organiser des séances de destruction des drogues et des médicaments saisis avariés ou périmés 2.3.1 Poursuivre le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la qualité de la prescription et de la dispensation 2.3.2 Poursuivre le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation des indicateurs de la PPN 2.3.3 Poursuivre la diffusion du guide thérapeutique révisé 2.3.4 Réaliser le suivi des prescripteurs formés sur l'usage rationnel des médicaments. 2.3.5 Poursuivre la diffusion du formulaire thérapeutique révisé

SOINS HOSPITALIERS ET RECHERCHE

Section:610

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé.

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours		Cibles	
mucateurs	Office	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de mortalité maternelle intra-hospitalière ;	%	1,53	1,65		1,44		1,25	1,2
Sources de vérification : Registre d'admission de la maternité/Réanimation Précision méthodologique : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouchées à l'hôpital *100								
1.2. Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière ;	%	6,35	5,84		7,44		5,2	5
Sources de vérification : Registre d'admission de la maternité et registre d'Hospitalisation de la r	néonatolo	gie				•		
Précision méthodologique : Nombre de nouveaux nés décédés dans les 7 jours de l'accoucheme	ent / Nom	bre total de	e naissance v	vivante*10	0			
1.3. Proportion d'études réalisées sur la santé de la mère et de l'enfant.	%	100	100	100		100		
Sources de vérification : les résultats des études sur la santé de la mère et de l'enfant. Précision méthodologique : (Nombre d'études réalisées /sur le nombre d'études prévues)*100	•		•					

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Section:610

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2. Réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles ;

		Ι .			I_ I				
Indicateurs	Unité]	Réalisations		En cours		Cibles		
mucateurs	Onte	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1.Proportion de décès attribuée au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme dans les EPH	%	8,07	8,23		4,04		7,8	4	
Sources de vérification : registre d'Hospitalisation									
Précision méthodologique : Nombre d'enfants de 0-5 ans décédés par suite de paludisme grave à	l'hôpital	/ Nombre t	otal d'enfan	ts de 0-5 a	ns atteints p	aludisme gi	rave *100		
2.2. Proportion de PV/VIH sous ARV	%	73,9	85,8		84,06		90	100	
Sources de vérification : Rapports VIH et registre de dispensation des ARV des EPH									
Précision méthodologique : Nombre de PV/VIH sous ARV / Nombre total de PV/VIH suivies *100)								
2.3 Taux de réussite de la chirurgie dans les EPH spécialisés (cataracte sénile simple, prothèses totales de la hanche, ostéosynthèses maxillo-faciaux).	%	41	34		60,31		80	70	
Sources de vérification : Rapports annuels, Registre opératoire des EPH spécialisés.	-	-		-					
Précision méthodologique : Nombre de chirurgie réussie / Nombre total de cas réalisé *100;									

	~	-			•		
- 11	Chiectif 3	Promousnir un	environnement	coin on c	⁷ attamiant (auv déterminante	sociaux de la santé ;
- 11	Objecti 5.	I I UIIIUU WII UII		sam cn s	attaquant	aux ucu i iiii iiaii is	SUCIAUX UC TA SAIIC,

Indicatous	Unité	Réalisations		En cours		Cibles			
Indicateurs		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Taux de conformité de la gestion des déchets biomédicaux dans les EPH	%	41,92	59,06		28,94		100	50	
Sources de vérification : Rapports d'évaluation du contrat de performance des EPH									
Précision méthodologique: Nombre d'étapes conformes / Nombre total d'étapes consignées dans le manuel de procédures*100									
3.2. Proportion d'études scientifiques sur les déterminants sociaux de la santé dont les résultats sont disponibles.	%	62	81		100		85	100	
Sources de vérification : Les rapports et recommandations des études et recherche			•						
Précision méthodologique: Nombre de manuscrit disponibles/ nombre total d'études prévues* l	100								
3.3. Proportion de produits alimentaires autorisés par la commission nationale d'autorisation de mise sur le marché	%	45	78		100		80	100	
Sources de vérification : les décisions d'AMM délivrées par le ministre en charge de la santé									
Précision méthodologique : (Nombre de décisions d'AMM/ nombre de dossiers soumis à la CNAMM)*100									

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Section:610

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 4. Réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique

In Production	T T •44] 1	Réalisations		En cours		Cibles	
Indicateurs	Unité		2014	2015	2016	2017	2018	2019
4-1 Proportion de malades admis en urgence et/ou référés pris en charge dans les EPH dans l'heure suivant leur admission ;	%	84,02	78,09		100		100	100
Sources de vérification : Registre du service d'accueil des urgences Précision méthodologique : Nombre de malades admis en urgence et /ou référés pris en charge dans l'heure suivant l'admission / Nombre total de malades admis en urgence et /ou référés reçus dans la structure*100								
4-2 Proportion d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catastrophes/conflits	%	50	66,67		58,33		100	75
Sources de vérification : le Manuel du plan blanc ou le projet d'établissement Précision méthodologique : Nombre d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catastrophes/conflits /Nombre total d'EPH*100								
Précision méthodologique : Nombre d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catast	iophes/cc	711111111111111111111111111111111111111	iore total a					

Sources de vérification : les rapports d'activité des structures.

Précision méthodologique : (Nombre d'EPH disposant un dossier médical informatisé /le nombre total d'EPH)*100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
produits sanguins au niveau du CNTS et les antennes régionales 1.2.1 Réaliser des audits des décès néonatals 1.2.2 Créer et équiper des services de néonatologie; 1.2.3 Former le personnel de la néonatologie en soins essentiels aux nouveaux nés. 1.3.1 Renforcer les capacités des chercheurs en méthodologie de la recherche et la rédaction scientifique 1.3.2 Evaluer la qualité des activités SR dans les EPH	 1.1.1 Renforcer le plateau technique des structures de prise en charge des urgences obstétricales et néonatales (maternités, blocs opératoires, salle de réanimation de la mère, espaces de réanimation du nouveau- né, banque de sang); 1-1-2Améliorer le système de communication pour la référence/évacuation (RAC/ téléphonie mobile, moyens de transport pour les urgences; Centre de Régulation des Appels pour la gestion des urgences) en prenant en compte le déplacement du village vers le CSCom; 1.1.3 Réaliser des audits des décès maternels 1.1.4 Disséminer les PNP dans les EPH 1.1.5 Mettre en place des stocks d'urgence de produits sanguins au niveau du CNTS et les antennes régionales 1.2.1 Réaliser des audits des décès néonatals 1.2.2 Créer et équiper des services de néonatologie; 1.2.3 Former le personnel de la néonatologie en soins essentiels aux nouveaux nés. 1.3.1 Renforcer les capacités des chercheurs en méthodologie de la recherche et la rédaction scientifique 1.3.2 Evaluer la qualité des activités SR dans les EPH 1.3.3 Evaluer la prévalence de la drépanocytose infanto juvénile dans les structures de santé 2.1.1 Renforcer l'approvisionnement des EPH en kits de palu grave 	communication pour la référence/ évacuation (RAC/téléphonie mobile, moyens de transport pour les urgences; Centre de Régulation des Appels pour la gestion des urgences) en prenant en compte le déplacement du village vers le CSCom; 1.1.3 Réaliser des audits des décès maternels 1.1.4 Disséminer les PNP dans les EPH 1.1.5 Mettre en place des stocks d'urgence de produits sanguins au niveau du CNTS et les antennes régionales 1.2.1 Réaliser des audits des décès néonatals 1.2.2 Créer et équiper des services de néonatologie; 1.2.3 Former le personnel de la néonatologie en soins essentiels aux nouveaux nés. 1.3.1 Renforcer les capacités des chercheurs en méthodologie de la recherche et la rédaction scientifique

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.3 Renforcer les capacités d'accueil des services de pédiatrie des EPH 2.2.1 Renforcer l'extension et de l'accès aux soins et aux traitements ARV 2.2.2 Dépister et prendre en charge précoce des enfants nés de mère séropositive 2.2.3 Renforcer des séances d'éducation thérapeutique dans les EPH 2.3.1 Renforcer les infrastructures d'accueil et du plateau technique 2.3.2 Renforcer la disponibilité des médicaments, dispositifs médicaux et consommables dans les EPH 3.1.1 Doter les EPH en équipements pour la gestion des déchets biomédicaux 3-1-2Former le personnel en GDBM/ PI et AES 3-1-3Mettre en œuvre et suivi du guide de bonne pratique d'hygiène 3-1-4Appliquer les protocoles de soins validés 3-1-5Renforcer les services de stérilisation en matériel adéquat 3.2.1 Adopter la loi portant création du comité national d'éthique et renforcer les comités d'éthique institutionnels et les comités scientifiques 3.2.2 Renforcer les capacités des chercheurs en bioéthique et anglais 3.2.2 Renforcer les capacités des chercheurs en bioéthique et anglais 3.2.3 Appliquer les dispositions communautaires de l'UEMOA pour la recherche au Mali 3.2.4 Adopter et mettre en œuvre du manuel de procédures selon les normes dans toutes les structures de recherche 3.2.5 Réaliser des enquêtes de prévalences des MTN non ou mal connues au Mali (ulcère de Buruli, rage, dengue, leishmaniose et envenimations). 	 2.2.1 Renforcer l'extension et de l'accès aux soins et aux traitements ARV 2.2.2 Dépister et prendre en charge précoce des enfants nés de mère séropositive 2.2.3 Renforcer des séances d'éducation thérapeutique dans les EPH 2.3.1 Renforcer les infrastructures d'accueil et du plateau technique 2.3.2 Renforcer la disponibilité des médicaments, dispositifs médicaux et consommables dans les EPH 3.1.1 Doter les EPH en équipements pour la gestion des déchets biomédicaux 3-1-2Former le personnel en GDBM/ PI et AES 3-1-3Mettre en œuvre et suivi du guide de bonne pratique d'hygiène 3-1-4Appliquer les protocoles de soins validés 3-1-5Renforcer les services de stérilisation en matériel adéquat Elaborer les textes d'application de la loi portant création du comité national d'éthique 3.2.2 Renforcer les capacités des chercheurs en bioéthique et anglais 3.2.3 Poursuivre l'application des dispositions communautaires de l'UEMOA pour la 	les structures de santé 2.1.1 Renforcer l'approvisionnement des EPH en kits de palu grave 2.1.2 Renforcer les capacités techniques des équipes de prise en charge du paludisme grave par les EPH 2.1.3 Renforcer les capacités d'accueil des services de pédiatrie des EPH 2.2.1 Renforcer l'extension et de l'accès aux soins et aux traitements ARV 2.2.2 Dépister et prendre en charge précoce des enfants nés de mère séropositive 2.2.3 Renforcer des séances d'éducation thérapeutique dans les EPH 2.3.1 Renforcer les infrastructures d'accueil etdu plateau technique 2.3.2 Renforcer la disponibilité des médicaments, dispositifs médicaux et consommables dans les EPH 3.1.1 Doter les EPH en équipements pour la gestion des déchets biomédicaux 3-1-2Former le personnel en GDBM/ PI et AES 3-1-3 Mettre en œuvre et suivi du guide de bonne pratique d'hygiène 3-1-4 Appliquer les protocoles de soins validés

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
des urgences et références au sein de tous les hôpitaux 4.1.3 Renforcer les capacités du personnel sur la prise en charge des urgences et catastrophes dans les EPH 4-2-1 Elaborer et mettre à jour régulière du plan blanc 4-2-2 Organiser au moins une fois par an la simulation du plan blanc 4.3.1 Informatiser les EPH: mise en place des modules bureau des entrées, pharmacie,	d'hygiène et de fabrication 3.3.4 Elaborer les projets de décision d'octroi d'AMM 4-1-1Renforcer les infrastructures d'accueil, du plateau technique y compris les médicaments dans les hôpitaux et en assurer la maintenance 4-1-2Opérationnaliser le centre de régulation des urgences et références au sein de	prévalences des MTN non ou mal connues au Mali (ulcère de Buruli, rage, dengue, leishmaniose et envenimations). 3.3.1 Tenir régulièrement les sessions statutaires de la CNAMM 3.3.2 Accompagner les entreprises dans le montage des dossiers d'AMM 3.3.3 Renforcer les capacités des entreprises dans l'application des bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication 3.3.4 Elaborer les projets de décision d'octroi d'AMM 4-1-1 Renforcer les infrastructures d'accueil, du plateau technique y compris les médicaments dans les hôpitaux et en assurer la maintenance

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
		 4-2-1Elaborer et mettre à jour régulière du plan blanc 4-2-2Organiser au moins une fois par an la simulation du plan blanc 4.3.1 Informatiser les EPH: mise en place des modules bureau des entrées, pharmacie, laboratoire, imagerie médicale et dossier patient 4.3.2 Informatiser les registres des EPH 4.3.3 Poursuivre la construction et l'équipement du siège pour l'ANTIM

PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Section: 614

1. MISSIONS:

Conformément au Décret N°04-0106/PR-M du 31 mars 2004, le HCNLS est chargé de veiller à la promotion de la politique nationale de lutte contre le SIDA, de suivre les programmes d'intervention, de faire le plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources et de la pleine participation aux objectifs, stratégies et programmes de lutte contre le Sida.

Le SE/HCNLS a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA et de veiller à la mise en œuvre et au suivi de cette politique (Décret N°05-0307/PR-M du 08 juillet 2005 fixant les modalités de fonctionnement et d'orientation du SE/HCNLS).

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à l'élimination du sida à l'horizon 2030.

2. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SID)A								
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT	TOTAL					
			IIIVLSTISSLIVILIVI	2017	2018	2019			
01 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le Sida	96 945	2 850 715	-	2 947 660	3 080 100	3 132 671			
TOTAL	96 945	2 850 715	-	2 947 660	3 080 100	3 132 671			

PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Section: 614

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

	Unité	Réalis ations			En cours	Cibles		
INDICATEURS		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage de personnes vivant avec le VIH connaissant leur statut (RARSM 2016, OMS 2015)	%		46,90%	56,70%	64,00%	70%	77%	83%
Numérateur : Nombre de personnes qui ont connaissance de leur séropositivité	#		42 228	49 036				
Dénominateur : Nombre estimé de personnes vivant avec le VIH	#		42 228	49 036				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100 Moyens de vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, Projections SPECTRUM								
1.2 Pourcentage d'enfants exposés bénéficiant d'un test virologique à l'âge de 2 mois (RARSM2016, OMS 2015)	%		17,60%	7,70%	24,00%	41%	57%	74%
Numérateur: Nombre de nourrissons qui ont fait l'objet d'un dépistage virologique du VIH au cours de leurs deux premiers mois de vie, pendant la période de référence	#		1 088	489				
Dénominateur : Nombre estimé de femmes enceintes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois	#		6 195	6 338				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100								
Moyens de vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, Projections SPECTRUM								
1.3 Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH bénéficiant de traitements antirétroviraux efficace ou qui en ont commencé (RARSM2016, OMS 2015)	%		20,20%	41,50%	51,00%	61%	71%	80%
Numérateur: Nombre de femmes enceintes séropositives ayant accouché et reçu des ARV au cours des 12 derniers mois dans le but de réduire le risque de transmission mère enfant au cours de la grossesse et de l'accouchement	#		1 251	2 628				
Dénominateur : Nombre estimé de femmes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois	#		6 195	6 338				

Budget-programmes 2017 - Page 310

PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Section: 614

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	Unité	Réalis ations			En cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Pourcentage d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral (RARSM, OMS 2015)	%		35,40%	38,90%	49,00%	59%	70%	80%
Numérateur: Nombre d'adultes recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence	#		29 113	32 309				
Dénominateur: Nombre estimé d'adultes vivant avec le VIH	#		82 334	83 045				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100		•	•		•		,	•
Moyens de vérification : Rapport annuel PTME de la CSLS/MSHP, Projections SPECTRUM								
2.2 Pourcentage d'enfants vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral (RARSM2016, OMS 2015)	%		31,00%	40,50%	50,00%	60%	70%	80%
Numérateur: Nombre d'enfants recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence	#		2 359	2 665				
Dénominateur: Nombre estimé d'enfants vivant avec le VIH	#		7 618	6 575				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100								
Moyens de vérification : Rapport annuel de la CSLS/MSHP, Estimations Projections SPECTRUM		1						
2.3 Pourcentage de personnes sous thérapie antirétrovirale dont la charge virale a été supprimée (RARSM 2016, OMS 2015).	%			2,18%	20,00%	37%	55%	72%
Numérateur : Nombre d'adultes et d'enfants sous traitement antirétroviral au cours de la période de référence qui ont vu leur charge virale supprimée (c'est à dire inférieure ou égale à 1 000 copies)	#			764				
Dénominateur : Nombre d'adultes et d'enfants actuellement sous traitement antirétroviral	#			34 974				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100			_	_		_		
Moyens de vérification : Rapport annuel de la CSLS/MSHP, Estimations Projections SPECTRUM								

Budget-programmes 2017 - Page 311

PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Section: 614

3.1 Pourcentage de corps constitués (parlementaires, magistrats, officiers de police judiciaire,							
militaires et porteurs d'uniforme) informé et sensibilisé sur les questions de droits humains et	%		38%	50%	75%	90%	100%
de genre lié au VIH							
Numérateur : Nombre de corps constitués informé et sensibilisé sur le Genre et le VIH	#		663				
Dénominateur : Nombre total de corps constitués	#		1 743				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100	•	.	•				-
Moyens de vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, Rapports des CSLS							
N.B: les données sont cumulatives d'années en années							
3.2 Pourcentage des PVVIH adultes sensibilisées sur les textes de lois sur le sida	%			18%	36%	54%	72%
Numérateur : Nombre de PVVIH adultes sensibilisées	#						
Dénominateur : Nombre total d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement	#						

PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Section: 614

4.1 Pourcentage de concertations tenues avec les parties prenantes de la lutte	%		28%	39%	100%	100%	100%	100%
Numérateur : Nombre de concertations tenues avec les parties prenantes de la lutte niveau national et régional	#		5	7				
Dénominateur : Nombre total de concertations prévues au niveau national et régional	#		18	18				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100								
Moyens de vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, SER, CSLS/MSHP								
4.2 Pourcentage de missions de réalisées	%							
- Mission de supervision réalisée avec rapports disponibles (y compris les sous-projets financés sur budget national)				50%	100%	100%	100%	100%
Numérateur : Nombre de missions de supervision réalisées avec rapports disponibles	#			1				
Dénominateur : Nombre total de missions de supervision prévues	#			2				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100 Moyens de vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, SER, CSLS/MSHP								
- Missions de contrôles et d'audits	%			100%	100%	100%	100%	100%
Numérateur : Nombre de missions de contrôles et d'audits réalisées	#			10				
Dénominateur : Nombre total de missions de contrôles et d'audits prévues	#			10				
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100 Moyens de vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, SER								
4.3 Montant de la contribution de l'Etat au financement de la riposte	En milliards	2	2	2,1	2,3	2,8	3 ,5	4,2
Précisions méthodologiques : (Numérateur/Dénominateur) X100		•		•	•	•		•
Moyens de vérification : Budget d'ETAT								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Promouvoir le dépistage et la connaissance du statut sérologique 1.1.2 Adapter et généraliser les services VIH aux contextes locaux, notamment dans les villes, au sein des communautés fragiles et dans le cadre des urgences humanitaires 1.1.3 Renforcer les capacités des structures de santé et des organisations communautaires sur le diagnostic et la prise en charge des IST, et la promotion de l'accès aux services de dépistage et de traitement 1.1.4 Etendre et renforcer l'offre de services de prévention auprès des groupes cibles particulièrement les populations clés, les porteurs d'uniforme, l'administration pénitentiaire, et les personnes handicapées 1.1.5 Renforcer les actions de prévention par la CCC à travers la paire éducation, l'enseignement des compétences de vie courante (IST, VIH/SIDA), l'utilisation des médias (radio voix des jeunes), et l'intégration des valeurs sociales et 	 1.1.1 Promouvoir le dépistage et la connaissance du statut sérologique 1.1.2 Adapter et généraliser les services VIH aux contextes locaux, notamment dans les villes, au sein des communautés fragiles et dans le cadre des urgences humanitaires 1.1.3 Renforcer les capacités des structures de santé et des organisations communautaires sur le diagnostic et la prise en charge des IST, et la promotion de l'accès aux services de dépistage et de traitement 1.1.4 Etendre et renforcer l'offre de services de prévention auprès des groupes cibles particulièrement les populations clés, les porteurs d'uniforme, l'administration pénitentiaire, et les personnes handicapées 1.1.5 Renforcer les actions de prévention par la CCC à travers la paire éducation, l'enseignement des compétences de vie courante (IST, VIH/SIDA), l'utilisation des médias (radio voix des jeunes), et l'intégration des valeurs 	 1.1.1 Promouvoir le dépistage et la connaissance du statut sérologique 1.1.2 Adapter et généraliser les services VIH aux contextes locaux, notamment dans les villes, au sein des communautés fragiles et dans le cadre des urgences humanitaires 1.1.3 Renforcer les capacités des structures de santé et des organisations communautaires sur le diagnostic et la prise en charge des IST, et la promotion de l'accès aux services de dépistage et de traitement 1.1.4 Etendre et renforcer l'offre de services de prévention auprès des groupes cibles particulièrement les populations clés, les porteurs d'uniforme, l'administration pénitentiaire, et les personnes handicapées 1.1.5 Renforcer les actions de prévention par la CCC à travers la paire éducation, l'enseignement des compétences de vie courante (IST,
éducatives dans les interventions de prévention. 1.2.1 Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique en diagnostic précoce et laboratoires de diagnostic 1.2.2 Mettre en place des services de diagnostic précoces pour tous les enfants exposés au VIH, et tous les enfants âgés de moins de 5 ans vivant avec le VIH sous traitement	sociales et éducatives dans les interventions de prévention. 1.2.1 Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique en diagnostic précoce et laboratoires de diagnostic 1.2.2 Mettre en place des services de diagnostic précoces pour tous les enfants exposés au VIH, et tous les enfants âgés de moins de 5 ans vivant avec le VIH sous traitement	 VIH/SIDA), l'utilisation des médias (radio voix des jeunes), et l'intégration des valeurs sociales et éducatives dans les interventions de prévention. 1.2.1 Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique en diagnostic précoce et laboratoires de diagnostic

Section: 614

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
traitement VIH, notamment par le biais de systèmes de prestations communautaires 2.2.1 Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique 2.2.2 Proposer à tous les parents des enfants une thérapie antirétrovirale et de services de traitement à la suite du diagnostic du VIH	en âge de procréer et des hommes dans SSR 1.3.2 Promouvoir le dépistage du couple par particulièrement les acteurs communautaires. 2.1.1 Renforcer les structures de prise en charge en médicaments (ARV) et en équipements 2.1.2 Améliorer les chaînes d'approvisionnement 2.1.3 Appuyer la maintenance des équipements biomédicaux	 1.2.2 Mettre en place des services de diagnostic précoces pour tous les enfants exposés au VIH, et tous les enfants âgés de moins de 5 ans vivant avec le VIH sous traitement 1.3.1 Etendre et renforcer les capacités des services de Santé de la reproduction (SSR) 1.3.1 Promouvoir le dépistage des femmes en âge de procréer et des hommes dans les SSR 1.3.2 Promouvoir le dépistage du couple par particulièrement les acteurs communautaires 2.1.1 Renforcer les structures de prise en charge en médicaments (ARV) et en équipements 2.1.2 Améliorer les chaînes d'approvisionnement 2.1.3 Appuyer la maintenance des équipements biomédicaux 2.1.4 Proposer à tous les adultes une thérapie antirétrovirale et de services de traitement à la suite du diagnostic du VIH 2.1.5 Améliorer l'accessibilité et la qualité du traitement VIH, notamment par le biais de systèmes de prestations communautaires 2.2.1 Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique 2.2.2 Proposer à tous les parents des enfants une thérapie antirétrovirale et de services de traitement à la suite du diagnostic du VIH

Section: 614

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de diagnostic et de contrôle 2.3.2 Assurer le suivi régulier des personnes sous traitement ARV. 2.3.3 Mener une étude sur la résistance au traitement anti-VIH (THILAO) 2.3.4 Mener une étude sur les déterminants de l'observance et les déterminants des perdus de vue 3.1.1 Renforcer les capacités des corps constitués sur les textes relatifs au VIH et genre (Parlementaires, Magistrats, Auxiliaires de justices, Officiers de police judiciaires: policiers & gendarmes et Régisseurs de prison) 3.1.2 Renforcer la lutte contre les pratiques de stigmatisation et de discrimination 3.1.3 Renforcer l'environnement favorable à l'écoute et à l'acceptation 3.2.1 Renforcer les connaissances des PVVIH sur les textes de lois	l'écoute et à l'acceptation 3.2.1 Renforcer les connaissances des PVVIH sur les textes de lois 3.2.2 Renforcer les capacités des associations de PVVIH 4.1.1 Renforcer le partenariat entre les acteurs de la lutte contre le SIDA (Forum des partenaires, GTSEN, Suivi des intrants médicaux, PTME, CDV, Coordination Sectorielle et GTG VIH -	du traitement VIH, notamment par le biais de systèmes de prestations communautaires 2.3.1 Améliorer l'accessibilité et la qualité du traitement VIH, notamment par le biais de systèmes de prestations communautaires 2.3.2 Assurer le suivi régulier des personnes sous traitement ARV. 2.3.3 Mener une étude sur la résistance au traitement anti-VIH (THILAO) 2.3.4 Mener une étude sur les déterminants de l'observance et les déterminants des perdus de vue 3.1.1 Renforcer les capacités des corps constitués sur les textes relatifs au VIH et genre (Parlementaires, Magistrats, Auxiliaires de justices, Officiers de police judiciaires : policiers & gendarmes et Régisseurs de prison)

PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Section: 614

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.2.2 Réaliser la cartographie des interventions et des intervenants dans la lutte contre le VIH 4.2.3 Réaliser des missions de suivi/ supervision à tous les niveaux 4.2.4 Recueillir et exploiter des informations de qualité 4.2.5 Réaliser des missions de contrôle et d'inspection sur la gestion des programmes et projets de lutte contre le VIH et le sida 4.1.1 Faire un plaidoyer auprès des pouvoirs publics 4.1.2 Assurer le suivi des dépenses de santé 4.1.3 Valider et partager les informations financières 	 4.2.1 Renforcer le dispositif de gestion à tous les niveaux (Suivi/supervision, Participation conférences internationales sur le VIH, Voyages d'études, Formations thématiques 4.2.2 Réaliser la cartographie des interventions et des intervenants dans la lutte contre le VIH 4.2.3 Réaliser des missions de suivi/supervision à tous les niveaux 4.2.4 Recueillir et exploiter des informations de qualité 4.2.5 Réaliser des missions de contrôle et d'inspection sur la gestion des programmes et projets de lutte contre le VIH et le sida 4.3.1 Faire un plaidoyer auprès des pouvoirs publics 4.3.2 Assurer le suivi des dépenses de santé 4.3.3 Valider et partager les informations financières 	supervision à tous les niveaux 4.2.4 Recueillir et exploiter des informations de qualité 4.2.5 Réaliser des missions de contrôle et d'inspection sur la gestion des

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Section: 640

1. MISSIONS:

Créé par Décret N°97-282/ P-RM du 16 septembre 1997, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a pour missions l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie économique, sociale, culturelle et politique de la femme
- assurer l'effectivité des droits de l'enfant et de la famille

A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien être de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- L'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer une meilleure insertion économique, sociale et culturelle des femmes et des enfants par la prise en charge de leurs besoins spécifiques ;
- La promotion des droits de la Femme et de l'Enfant ;
- La promotion de la Famille.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE										
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT							
	PERSONNEL	TONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019				
01 Administration Générale et Développement des	299 522	1 000 240	935 000	2 234 762	2 427 492	2 537 204				
Capacités Institutionnelles	200 022	1 000 240	333 000	2 254 702	2 727 732	2 337 204				
02 Promotion de la Femme	549 183	272 954	2 100 000	2 922 137	3 002 140	3 270 116				
03 Promotion de l'Enfant et de la Famille	168 919	326 906	1 820 000	2 315 825	2 336 795	2 534 569				
04 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à	_	600 000	_	600 000	618 000	636 540				
l'Epanouissement de l'Enfant (PAAFE)	-	000 000	_	000 000	010 000	030 340				
TOTAL	1 017 624	2 200 100	4 855 000	8 072 724	8 384 427	8 978 429				



ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES

Section: 640

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Gestion des ressources humaines, matérielles et financières, coordination, évaluation, contrôle, animation et supervision des activités du département

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la

réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation				1		•	1 3 /	
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Pourcentage de femmes et d'hommes formés	%		22	30	80	85	90	95
Moyens de vérification : rapports de formations								
précisions méthodologiques : Nombre de femmes et d'hommes formés sur no	ombre de	femmes e	t d'homme	es prévus	(1000:10	00%)*100)	
1.2. Pourcentage de femmes appuyées dans les AGR	%		29	40	75	80	90	95
Moyens de vérification : Rapports d'activités, bordereaux de réception								
précision méthodologiques : Nombre de groupements de femmes appuyées/non	nbre de g	roupemen	ts de femn	nes prévue	es (1000:	100%)*1	00	
1.3. Pourcentage de femmes et filles victimes des VBG prises en charge	%		75	60	50	55	60	85
Moyens de vérification : Rapports d'activités, répertoires des personnes prises er	n charge							
précision méthodologiques :	_	_						_
- Nombre de femmes victimes de VBG prises en charge / nombre de femm	nes et de	filles victin	nes de VB	G ciblées	*100 (15	00: 100%)	
- Nombre de filles victimes de VBG prises en charge / nombre de femmes e	et de filles	s victimes o	de VBG c	iblées *10	00 (1500:	100%)		

ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES

Section:640

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2: Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.

décision.										
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
2.1 Taux de femmes et d'hommes sensibilisés sur les droits des femmes.	%				70	80	90	95		
Moyens de vérification : listes de présence, rapport d'activités										
précision méthodologiques :										
- Nombre de femmes sensibilisés sur les droits des femmes/nombre d'homm	- Nombre de femmes sensibilisés sur les droits des femmes/nombre d'hommes et de femmes ciblés ()*100.Base 200.000 personnes (50 000 en 2016 ;									
70 000 en 2017 et 80 000 en 2018)										

- Nombre d'hommes sensibilisés sur les droits des femmes/nombre d'hommes et de femmes ciblés (..)*100.Base 200.000 personnes (50 000 en 2016 ; 70 000 en 2017 et 80 000 en 2018)

2.2 Pourcentage de femmes aux postes électifs	%	8	10	10	10	30	30
Moyens de vérification : résultats des élections et bulletins statistiques, études	•	-	•	•	•	-	•
précision méthodologiques : Nombre de femmes élues/nombre total des élus (703)* 100.						

2.3. Pourcentage des femmes aux postes nominatifs	%		15	12	25	30	30	30
---	---	--	----	----	----	----	----	----

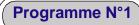
Moyens de vérification : Décret de nomination, Journal officiel, Bulletins statistiques, enquêtes. précision méthodologiques : Nombre de femmes nommées/ sur nombre total des nommés (....)*100.

ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES

Section:640

OBJECTIF 3: Améliorer les cadres de concertation et de partenariat									
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1. taux de réalisation des cadres de concertations	%			40	30	30	50	50	
Moyens de vérification : Compte rendu des réunions, Rapports de mission	•	•			•				
précision méthodologiques : Nombre de cadres de concertation réalisé / Nombre de cadres concertation prévu(45) *100									
3.2.taux de restitutions des rencontres, voyages d'études et d'échanges	%		40	50	100	100	100	100	
Moyens de vérification : rapports de missions	•	•	•		•				
précision méthodologiques : nombre de rencontres restituées sur nombre de renco	ontres eff	ectuées (?	???) *100,	(45 cadre	es, rencon	tres pour l	es trois an	s)	
3.3. Taux de participation des hommes et des femmes aux espaces de débats sur les conditions sociopolitiques et économiques de la femme.	%		50	70	35	35	30	30	
Moyens de vérification : Rapports d'activités									
précision méthodologiques :									
- Nombre de femmes présents/nombre de femmes et d'hommes prévus mul	tiplié par	cent							
- Nombre d'hommes présents/nombre de femmes et d'hommes prévus mult	tiplié par	cent							

OBJECTIF 4: S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.										
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
4.1. Taux de missions de suivi des activités.	%		70	80	85	90	90	90		
Moyens de vérification : Rapports de suivi-évaluation	Moyens de vérification : Rapports de suivi-évaluation									
précision méthodologiques : Nombre de missions de suivi/évaluation réalisées sur	nombre (de mission	de suivi-	évaluation	prévues (18)*100				
4.2. Proportion de projets programmes suivis	%				100	100	100	100		
Moyens de vérification : Rapports de mission suivi										
Précision méthodologiques: Nombre de projets et programmes suivis sur nombre	e de proje	ets et prog	grammes e	xistants (0	5)* 100					



ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES

Section:640

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Exécution et suivi du budget 2017 1.1.2 Elaboration du budget 2018 1.2.1 Exécution du plan de passation des marchés 2017 1.2.2 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 1.3.1 Elaboration et validation du plan de formation 2.1.1 Elaboration et mise en œuvre des plans d'action du département 2.1.2 suivi des plans d'action à travers deux revues 2.2.1 Exécution des recommandations issues des réunions statutaires de la PNG, Résolution 1325, Plateformes multifonctionnelles, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE et PRODESS III. 2.3.1 Elaboration /exécution des plans de missions de supervisions et de suivi évaluation 3.1.1 Elaboration, validation et mise en œuvre du plan triennal de communication 4.1.1 Réalisation de la cartographie des structures à transférer aux collectivités territoriales 4.1.2 Evaluation des cadres organiques des services déconcentrés du MPFEF 4.1.3 : Elaboration du guide d'opérationnalisation du décret N°2015-0506/P-RM du 27 Juillet 2015 fixant le détail des compétences à transférer de l'Etat aux Collectivités Territoriales (CT) dans le domaine de la PFEF 4.2.1 : Plaidoyer auprès des élus nationaux et de la société civile pour augmenter le budget du secteur de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 	1.1.1 : Exécution et suivi du budget 2018 1.1.2 : Elaboration du budget 2019 1.2.1 : Exécution du plan de passation des marchés 2018 1.2.2 Elaboration du plan de passation des marchés 2019 1.3.1 : Exécution et suivi du plan de formation du département 2.1.1 : Elaboration et mise en œuvre des plans d'action du département 2.1.2 suivi des plans d'action à travers deux revues 2.2.1 : Exécution des recommandations issues des réunions statutaires de la PNG, Résolution 1325, Plateformes multifonctionnelles, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE et PRODESS III. 2.3.1 : Elaboration/ exécution des plans de missions de supervisions et de suivi évaluation 3.1.1 : Mise en œuvre et suivi du plan annuel de communication 4.1.1 : Mobilisation/transfert des ressources financières pour les collectivités territoriales 4.1.2 : Mobilisation et mise à disposition des ressources humaines aux services déconcentrés du MPFEF. 4.1.3 : Mise en œuvre du guide d'opérationnalisation du décret N°2015-0506/P-RM du 27 Juillet 2015 fixant le détail des compétences à transférer de l'Etat aux Collectivités Territoriales (CT) dans le domaine de la PFEF 4.2.1 : Plaidoyer auprès des élus nationaux et de la société civile pour augmenter le budget du secteur de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	1.1.1 : Exécution et suivi du budget 2019 1.1.2 : Elaboration du budget 2020 1.2.1 : Exécution du plan de passation des marchés 2019 1.2.2 Elaboration du plan de passation des marchés 2020 1.3.1 : poursuite de l'exécution et suivi du plan de formation du département 2.1.1 : Elaboration et mise en œuvre des plans d'action du département 2.1.2 suivi des plans d'action à travers deux revues 2.2.1 : Exécution des recommandations issues des réunions statutaires de la PNG, Résolution 1325, Plateformes multifonctionnelles, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE et PRODESS III. 2.3.1 : Elaboration/exécution des plans de missions de supervisions et de suivi évaluation 3.1.1 : Mise en œuvre du plan annuel de communication et évaluation du plan triennal 4.1.1 : Mobilisation/transfert des ressources financières pour les collectivités territoriales 4.1.2 : Mobilisation et mise à disposition des ressources humaines aux services déconcentrés du MPFEF. 4.1.3 : Mise en œuvre du guide d'opérationnalisation du décret N°2015-0506/P-RM du 27 Juillet 2015 fixant le détail des compétences à transférer de l'Etat aux Collectivités Territoriales (CT) dans le domaine de la PFEF 4.2.1 : Plaidoyer auprès des élus nationaux et de la société civile pour augmenter le budget du secteur de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille



Section: 640

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise à améliorer le statut social économique, juridique et politique de la femme.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la

				. 1		1	1 2	
réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation								
INDICATEURS	UNITE REALISATION		Année en cours		Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Pourcentage de femmes et d'hommes formés	%		22	30	80	85	90	95
Moyens de vérification : rapports de formations								
Précisions méthodologiques : Nombre de femmes et d'hommes formés sur no	ombre de	femmes e	t d'homm	es prévus	(1000:1	00%)*100)	
1.2. Pourcentage de femmes appuyées dans les AGR	%		29	40	75	80	90	95
Moyens de vérification : Rapports d'activités, bordereaux de réception								
Précision méthodologiques : Nombre de groupements de femmes appuyées/nom	bre de gr	oupement	s de femn	nes prévue	s (1000: 1	100%)*10	00	
1.3. Pourcentage de femmes et filles victimes des VBG prises en charge	%		75	60	50	55	60	85
Moyens de vérification : Rapports d'activités, répertoires des personnes prises en	charge							
Précision méthodologiques :								
- Nombre de femmes victimes de VBG prises en charge / nombre de femm	res et de	filles victin	nes de VE	G ciblées	*100 (15	500: 100%)	

- Nombre de filles victimes de VBG prises en charge / nombre de femmes et de filles victimes de VBG ciblées *100 (1500: 100%)

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2: Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.

INDICATEURS	UNITE		REALISATION			Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de femmes et d'hommes sensibilisés sur les droits des	%				70	80	90	95

Moyens de vérification : listes de présence, rapport d'activités

Précision méthodologiques:

- Nombre de femmes sensibilisés sur les droits des femmes/nombre d'hommes et de femmes ciblés (..)*100.Base 200.000 personnes (50 000 en 2016 ; 70 000 en 2017 et 80 000 en 2018)
 - Nombre d'hommes sensibilisés sur les droits des femmes/nombre d'hommes et de femmes ciblés (..)*100.Base 200.000 personnes (50 000 en 2016 ; 70 000 en 2017 et 80 000 en 2018)

2.2 Pourcentage de femmes aux postes électifs	%	8	10	10	10	30	30
Moyens de vérification : résultats des élections et bulletins statistiques, études							
Précision méthodologiques : Nombre de femmes élues/nombre total des élus (703	3)* 100.						
2.3. Pourcentage des femmes aux postes nominatifs	%	15	12	25	30	30	30

Moyens de vérification : Décret de nomination, Journal officiel, Bulletins statistiques, enquêtes.

Précision méthodologiques: Nombre de femmes nommées/sur nombre total des nommés (....)*100.

Section:640

OBJECTIF 3 : Améliorer les cadres de concertation et de partenariat	-						·	
INDICATEURS	UNITE	RI	EALIS ATIO	ON	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. taux de réalisation des cadres de concertations	%			40	30	30	50	50
Moyens de vérification : Compte rendu des réunions, Rapports de mission								
Précision méthodologiques : Nombre de cadres de concertation réalisé / Nombre	de cadre	es concert	ation prév	u(45) *10	0			
3.2.taux de restitutions des rencontres, voyages d'études et d'échanges	%		40	50	100	100	100	100
Moyens de vérification : rapports de missions								
Précision méthodologiques : nombre de rencontres restituées sur nombre de renco	ontres eff	ectuées (?	???) *100,	(45 cadre	es, rencon	tres pour l	es trois an	s)
3.3. Taux de participation des hommes et des femmes aux espaces de	%		50	70	35	35	30	30
débats sur les conditions sociopolitiques et économiques de la femme.	%0		30	70	33	33	30	30
Moyens de vérification : Rapports d'activités								
Précision méthodologiques :								
- Nombre de femmes présents/nombre de femmes et d'hommes prévus m	ultiplié pa	r cent						
- Nombre d'hommes présents/nombre de femmes et d'hommes prévus mu	ıltiplié paı	cent						

OBJECTIF 4 : S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.										
INDICATEURS	REALISATION				REALISATION Année en cours		Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
4.1. Taux de missions de suivi des activités.	%		70	80	85	90	90	90		
Moyens de vérification : Rapports de suivi-évaluation	-		-	-	-	-	-			
Précision méthodologiques : Nombre de missions de suivi/évaluation réalisées su	r nombre	de missior	n de suivi-	évaluation	prévues (18)*100				
4.2. Proportion de projets programmes suivis	%				100	100	100	100		
Moyens de vérification : Rapports de mission suivi										
Précision méthodologiques : Nombre de projets et programmes suivis sur nombre de	le projets e	et program	ımes exista	ants(05)*	100					

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017

1.1.1. Organisation de sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité

- 1.1.2 dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures
- 1.2. 1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR
- 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de microfinances.
- 1.2.3. Suivi/évaluation de l'utilisation des fonds octroyés
- 1.2.4. Appui à la création d'entreprises fémininesSuivi/évaluation des entreprises créées
- 1.3.1 .Organisation de sessions de sensibilisation et d'information des intervenants et de la population dans le domaine de la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre, SR, l'utilisation des services de santé pour l'amélioration de la santé de la femme.
- 1.3.2 Organisation de sessions de plaidoyer à l'endroit des décideurs pour leurs implications dans la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre pour l'amélioration de la santé de la reproduction
- 1.3.3. Identification et prise en charge des cas de complication liés aux VBG, MGF/ Excisions
- 1.3.4. Mise en place des unités de prise en charge holistique des VBG dans 3 maisons de la femme et de l'Enfant, Centre d'Ecoute d'Animation et d'Orientation (CEAO) et 5 centres d'autopromotion.
- 1.3.5 Mise en œuvre du projet conjoint de promotion de l'abandon de la pratique transfrontalière des VBG/Excision/Mariage précoce Mali/Burkina Faso

ACTIVITES PERTINENTES 2018

- 1.1.1. Organisation de sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité
- 1.1.2 dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures
- 1.2. 1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR
- 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de microfinances.
- 1.2.3. Suivi de l'utilisation des fonds octroyés
- 1.2.4. Appui à la création d'entreprises féminines Suivi/évaluation des entreprises créées
- 1.3.1 .Organisation de sessions de sensibilisation et d'information des intervenants et de la population dans le domaine de la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre, SR, l'utilisation des services de santé pour l'amélioration de la santé de la femme,
- 1.3.2 Organisation de sessions de plaidoyer à l'endroit des décideurs pour leurs implications dans la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre pour l'amélioration de la santé de la reproduction
- 1.3.3. Identification et prise en charge des cas de complication liés aux VBG, MGF/ Excisions
- 1.3.4. Mise en place des unités de prise en charge holistique des VBG dans 3 maisons de la femme et de l'Enfant, Centre d'Ecoute d'Animation et d'Orientation (CEAO) et 5 centres d'autopromotion.
- 1.3.5 Mise en œuvre du projet conjoint de promotion de l'abandon de la pratique transfrontalière des VBG/Excision/Mariage précoce Mali/Burkina Faso

ACTIVITES PERTINENTES 2019

- 1.1.1. Organisation de sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité
- 1.1.2 dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures
- 1.2. 1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR
- 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de microfinances.
- 1.2.3. Suivi de l'utilisation des fonds octroyés
- 1.2.4. Appui à la création d'entreprises féminines Suivi/évaluation des entreprises créées
- 1.3.1 .Organisation de sessions de sensibilisation et d'information des intervenants et de la population dans le domaine de la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre, SR, l'utilisation des services de santé pour l'amélioration de la santé de la femme,
- 1.3.2 Organisation de sessions de plaidoyer à l'endroit des décideurs pour leurs implications dans la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre pour l'amélioration de la santé de la reproduction
- 1.3.3. Identification et prise en charge des cas de complication liés aux VBG, MGF/ Excisions
- 1.3.4. Mise en place des unités de prise en charge holistique des VBG dans 3 maisons de la femme et de l'Enfant, Centre d'Ecoute d'Animation et d'Orientation (CEAO) et 5 centres d'autopromotion.
- 1.3.5 Mise en œuvre du projet conjoint de promotion de l'abandon de la pratique transfrontalière des VBG/Excision/Mariage précoce Mali/Burkina Faso

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017

2.1.1. Traduction en langues nationales, multiplication et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme

- 2.1.2. Information, Education et communication sur les droits des femmes les textes de l'OHADA, le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance
- 2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet, 15 Octobre, 25 Novembre)
- 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la situation des femmes
- 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional
- 2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant.
- 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015-052)
- 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues
- 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
- 2.3.1. Organisation de visites d'échanges et d'expériences entre les femmes leaders maliennes et celles de la sous-région qui ont réussi la prise en compte du genre dans l'occupation des postes nominatifs et électifs.
- 2.3.2. Organisation des sessions de plaidoyer auprès des hautes autorités, des leaders des partis politiques, des leaders religieux et coutumiers pour lutter contre les VBG.

ACTIVITES PERTINENTES 2018

- 2.1.1. Vulgarisation et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme
- 2.1.2. Information, Education et communication sur 2.1.2 Information, Education et communication les droits des femmes les textes de l'OHADA, le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance
- 2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet, 15 Octobre, 25 Novembre)
- situation des femmes
- 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional
- 2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales. sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant.
- 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015-052)
- 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues
- 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
- 2.3.1. Organisation de visites d'échanges et d'expériences entre les femmes leaders maliennes et celles de la sous-région qui ont réussi la prise en compte du genre dans l'occupation des postes nominatifs et électifs.
- 2.3.2. Organisation des sessions de plaidoyer auprès des hautes autorités, des leaders des partis politiques, des leaders religieux et coutumiers pour lutter contre les VBG.

ACTIVITES PERTINENTES 2019

- 2.1.1. Vulgarisation et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme
- sur les droits des femmes les textes de L'OHADA. le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance
- 2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet, 15 Octobre, 25 Novembre)
- 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la situation des femmes
 - 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional
 - 2.2.1. Evaluation de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances de décision.
 - 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015-052)
 - 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues
 - 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
 - 2.3.1. Organisation de visites d'échanges et d'expériences entre les femmes leaders maliennes et celles de la sous-région qui ont réussi la prise en compte du genre dans l'occupation des postes nominatifs et électifs.
 - 2.3.2. Organisation des sessions de plaidoyer auprès des hautes autorités, des leaders des partis politiques, des leaders religieux et coutumiers pour lutter contre les VBG.

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 ACTIVITES PERTINENTES 2019 3.1.1. Participation aux rencontres internationales 3.1.1. Participation aux rencontres 3.1.1. Participation aux rencontres sur les droits de la femme internationales sur les droits de la femme internationales sur les droits de la femme 3.1.2. Organisation des voyages d'Etude 3.1.2. Organisation des voyages d'Etude 3.1.2. Organisation des voyages d'Etude 3.1.3. Participation des femmes aux foires, Salons 3.1.3. Participation des femmes aux foires, Salons 3.1.3. Participation des femmes aux foires, régionaux, sous régionaux et internationaux régionaux, sous régionaux et internationaux Salons régionaux, sous régionaux et 3.1.4. Organisation de séances de restitution des 3.1.4. Organisation de séances de restitution des internationaux rencontres, voyages d'études et d'échange rencontres, voyages d'études et d'échange 3.1.4. Organisation de séances de restitution 3.2.1. Organisation d'espaces d'échange et débats 3.2.1. Organisation d'espaces d'échange et des rencontres, voyages d'études et sur les droits de la femme débats sur les droits de la femme d'échanges 3.2.2. Organisation des réunions des mécanismes 3.2.1. Organisation d'espaces d'échange et 3.2.2. Organisation des réunions des d'interface (commission paritaire / comité mécanismes d'interface (commission paritaire débats sur les droits de la femme interministériel, cadres de concertation) 3.2.2. Organisation des réunions des / comité interministériel, cadres de 4.1.1. Organisation de missions de suivi et de concertation) mécanismes d'interface (commission supervision périodiques 4.1.1. Organisation de missions de suivi et de paritaire / comité interministériel, cadres 4.1.2. Réalisation d'études, d'enquêtes et les supervision périodiques de concertation) disséminations des résultats des études 4.1.2. Réalisation d'études, d'enquêtes et les 4.1.1. Organisation de missions de suivi et de antérieures supervision périodiques disséminations des résultats des études 4.2.1. Suivi des instances de pilotage 4.1.2. Réalisation d'études, d'enquêtes et les antérieures 4.2.2. Suivi de la mise en œuvre des 4.2.1. Suivi des instances de pilotage disséminations des résultats des études recommandations des cadres de concertation antérieures 4.2.2. Suivi de la mise en œuvre des et des supervisions 4.2.1. Suivi des instances de pilotage recommandations des cadres de 4.2.3. Organisation de missions d'évaluation, les concertation et des supervisions restitutions des résultats et la prise en compte 4.2.2. Suivi de la mise en œuvre des 4.2.3. Organisation de missions d'évaluation, les recommandations des cadres de des recommandations restitutions des résultats et la prise en concertation et des supervisions compte des recommandations 4.2.3. Organisation de missions d'évaluation, les restitutions des résultats et la prise en compte des recommandations

PROMOTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Section: 640

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise à promouvoir la protection, le développement et la participation de l'enfant et le bien-être de la famille.

Objectif 1 : Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein	c pario aist	sement et	au déveloj	pement h	armonieux	de l'enfai	nt	
INDICATEURS	UNITE	RI	EALIS ATIO	ON	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage de documents élaborés dans le domaine de la protection des	%		100	100	100	67	67	100
droits de l'enfant, de la promotion de la famille.	70		100	100	100	07	07	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, du PNLE, journa	officiel							
Précisions méthodologiques : Nombre de documents adoptés / Nombre total 2	X100 (3 d	documents	s sur 4 en	2017, 4 s	ur 4 en 20	19)		
1.2 Taux de mise en œuvre des plans d'action					20	30	40	50
Moyens de vérification : Rapport annuel DNPEF								
Précisions méthodologiques : Nombre d'activités effectivement mis en œuvre /	nombre (d'activités	prévues d	lans le pla	n d'action			
1.3 Pourcentage de structures équipées	%				100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités	•		•		•	•	•	
Précisions méthodologiques : Nombre de structures équipées/prévues (9 structures équipées) (9 structures équipées (9 structures	tures)							
Objectif 2 : Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la				44 4	40			
	lutte con	tre les pra	tiques tra	ditionnelle				
		1	tiques trac EALISATIO		Année		Cibles	
INDICATEURS	UNITE	1	-			2017	Cibles 2018	2019
INDICATEURS		RI	EALISATIO	ON	Année en cours	2017		2019 5
	UNITE Nombre	RI	EALISATIO	ON	Année en cours 2016	2017 7	2018	2019 5
INDICATEURS 2.1Nombre de publications sur l'enfant et la famille Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE	UNITE Nombre	RI	EALISATIO	ON	Année en cours 2016	2017 7	2018	2019
INDICATEURS 2.1 Nombre de publications sur l'enfant et la famille	UNITE Nombre	RI	EALISATIO	ON	Année en cours 2016	2017 7	2018	2019 5
INDICATEURS 2.1 Nombre de publications sur l'enfant et la famille Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE Précisions méthodologiques : Dénombrement	UNITE Nombre	RI 2013	EALIS ATIO	2015	Année en cours 2016 8	100	2018 5	5
INDICATEURS 2.1 Nombre de publications sur l'enfant et la famille Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE Précisions méthodologiques : Dénombrement 2.2 Pourcentage de personnes formées sur les droits des enfants	Nombre % Cité des	2013 2013 s enfants e	EALIS ATIO	2015 ons de la F	Année en cours 2016 8 100 Gemme et cours	7 100 de l'enfant	2018 5	5
INDICATEURS 2.1 Nombre de publications sur l'enfant et la famille Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE Précisions méthodologiques : Dénombrement 2.2 Pourcentage de personnes formées sur les droits des enfants Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE	Nombre % Cité des	2013 2013 s enfants e	EALIS ATIO	2015 ons de la F	Année en cours 2016 8 100 Gemme et cours	7 100 de l'enfant	2018 5	5
INDICATEURS 2.1Nombre de publications sur l'enfant et la famille Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE Précisions méthodologiques : Dénombrement 2.2 Pourcentage de personnes formées sur les droits des enfants Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, CNDIFE Précisions méthodologiques : Nombre de personnes formées sur le nombre tot	Nombre % Cité des ral de per %	2013 s enfants e sonnes à f	EALIS ATION 2014 t les maison former X1	2015 2015 ons de la F	Année en cours 2016 8 100 Gemme et coersonnes).	100 de l'enfant	2018 5	100

PROMOTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Objectif 3: Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles e	n faveur de	s enfants e	t leur part	icipation				
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	Cibles		
		2013 2014 Nombr		2015	2016	2017	2018	2019
3.1Nombre de cadres d'expression pour enfants	Nombr e				4	7	7	7
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, Cité des enfant	s, Maisons	de la Fem	me et de l	'Enfant		•	•	
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
Objectif 4 : Renforcer la fonction socialisante de la famille								
INDICATEURS	UNITE	R	EALISATIO	ON	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Pourcentage de jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la	%				100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF, PNLE, Cité de	s enfants, D	RPFEF, I	Maisons F	emme et l	Enfant	<u>.</u>	•	
Précisions méthodologiques : Nombre de jeunes informés, sensibilisés sur l'é	effectif total	de jeunes	prévus X	100(2800	en 2017).	•		
4.2 Pourcentage d'enfants vulnérables identifiés pris en charge	%	99	100	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF	·		-			-	•	
Précisions méthodologiques : Nombre d'enfants pris en charge sur le nombr	e total d'en	fants ident	ifiés X 10	0				
4.3 Taux de satisfaction de cas de médiations familiales réalisées	%				60	65	70	75
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la DNPEF	-		-					
Précisions méthodologiques: Nombre de médiations réussies/nombre total d	le médiation	ns menées	X100					

ACTIVITES PERTINENTES 2017

ACTIVITES PERTINENTES 2018

ACTIVITES PERTINENTES 2019

- 1.1.2 Elaboration du rapport périodique sur la Protection de l'Enfant mise en œuvre de la CADBE (Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant)- Elaboration du 6ème rapport de la mise en œuvre de la CDE
- Nationale
 - communication sur les MGF/VBG aux niveaux national et régional
- 1.1.4 Validation de la stratégie nationale de lutte contre la pratique du mariage précoce et son du plan d'action. Organisation des sessions de plaidoyer à l'endroit des décideurs pour l'adoption de la loi contre des MGF/VBG son décret d'application
- acteurs sur la prise en charge intégrée des d'action:-2015-2019 de la Politique Nationale Nationale de Promotion et de Protection complications des MGF/ excision
- 1.2.2 Mise en œuvre du plan d'action 2015 2019 de la PNPPE
- 1.2.3 Mise en œuvre du plan d'action 2016-2017 du Parlement des Enfants.
- 1.3.1 Equipement :- du Bureau d'accueil et d'Orientation de la DNPEF- du nouveau site du Centre d'Accueil et de Placement Familial (CAPF) à Niamana du CAPF en vivres médicaments et habillement- du jardin d'enfant de la maison de la femme et de l'enfant rive droite en jouets, outils didactiques, tables e chaises- de la salle de lecture et d'un espace contes et d'informatique pour les enfants de 4 jouets, outils didactiques, tables et chaises- jouets, outils didactiques, tables et chaisesà 14 ans

- 1.1.1 Dissémination du nouveau Code de
- rapport périodique sur la mise en œuvre de en œuvre de la CDE- Mise en œuvre des la Convention relative aux Droits de recommandations du comité des droits de l'EnfantAdoption en Conseil des Ministres du l'enfant sur le 3ème, 4ème et 5ème rapport 1.1.3 Dissémination :- de la Politique 6ème rapport sur la mise en œuvre de la CDE
 - 1.1.3 Dissémination :- de la Politique 1.1.3 Dissémination :- de la Politique de Promotion de la Famille (PNPF) et son Nationale de Promotion de la Famille (PNPF) Nationale de Promotion de la Famille plan d'action 2016-2020- de la stratégie de et son plan d'action 2016-2020- de la stratégie (PNPF) et son plan d'action 2016-2020- de de communication sur les MGF/VBG aux la stratégie de communication sur les MGF/ niveaux national et régional
 - 1.1.4 Dissémination de la stratégie nationale pour l'abandon de la pratique du mariage précoce et son plan d'action quinquennal
 - 1.2.1 Mise en œuvre du plan d'action de la d'action de la stratégie nationale de lutte stratégie nationale de lutte contre la pratique contre la pratique du mariage précoce du mariage précoce
- 1.2.1 Mise en œuvre du plan de formation des 1.2.2 Poursuite de la mise en œuvre du plan plan d'action :- 2015-2019 de la Politique de Promotion et de Protection de l'Enfant de l'Enfant (PNPPE)- 2016-2020 de la (PNPPE)- 2016-2020 de la Politique Nationale Politique Nationale de Promotion de la de Promotion de la Famille (PNPF)
 - 2019 du Parlement des Enfants
 - 1.3.1 Poursuite de l'équipement :- de la Enfants Direction Nationale de la Promotion de 1.3.1Poursuite de l'équipement :- de la l'Enfant et de la Famille (DNPEF)- du CAPF en DNPEF - du CAPF en véhicules (transport véhicules (transport personnel), motos, personnel), ordinateurs, photocopieuse, appareil photo photocopieuse, appareil photo numérique, numérique, scanner, en vivres, médicaments scanner, en vivres, médicaments et et habillement- du jardin d'enfant de la maison habillement- du jardin d'enfant de la maison de la femme et de l'enfant rive droite en de la femme et de l'enfant rive droite en de la salle de lecture et d'un espace contes de la salle de lecture et d'un espace contes et et d'informatique pour les enfants de 4 à 14 d'informatique pour les enfants de 4 à 14 ans ans

- 1.1.1Mise en application du nouveau Code de Protection de l'Enfant
- 1.1.2 Restitution du 3ème, 4ème et 5ème 1.1.2 Restitution du 6ème rapport de la mise périodique
 - VBG aux niveaux national et régional
 - 1.2.1Poursuite de la mise en œuvre du plan
 - 1.2.2 Poursuite de la mise en œuvre du Famille (PNPF)
- 1.2.3 Mise en œuvre du plan d'action 2018-1.2.3 Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2019 du Parlement des
 - motos, ordinateurs.

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 ACTIVITES PERTINENTES 2019 1.3.2 Construction et équipement de la 1.3.2 Elévation du mur de clôture de la Cité 1.3.2 Construction du musée des jeux et médiathèque, de l'infirmerie de la Cité des des Enfants Construction et équipement de la jouets- Acquisition d'un véhicule 4x4 enfants- Acquisition d'un car multimédia, d'un médiathèque- Acquisition d'un véhicule 4x4 1.3.3 Poursuite du dallage de l'espace 1.3.3 Dallage de l'espace manège et de la manège et de la devanture de la Cité des véhicule 1.3.3 Dallage de l'espace manège et de la devanture de la Cité des Enfants Enfants devanture de la Cité des Enfants 2.1.1 Réalisation de production de rapports 2.1.1 Poursuite de la réalisation de 2.1.1 Réalisation de production de rapports et de bulletins statistiques dans le domaine production de rapports et de bulletins et de bulletins statistiques dans le domaine de l'enfant et de la famille. 2.2.1 Formation et recyclage des acteurs de la famille. de l'enfant et de la famille. 2.2.1 Formationdes acteurs sur les sur les thématiques de la protection de 2.2.1 Poursuite de la Formation des acteurs thématiques de la protection de l'enfant :- l'enfant :formation et recyclage des acteurs sur les thématiques de la protection de 6360 acteurs sur les thématiques de la sur les thématiques de la protection de l'enfant formation et recyclage des acteurs sur protection de l'enfant (Excision, mariage l'enfant (Excision, mariage précoce, mendicité, les thématiques de la protection de l'enfant précoce, mendicité, traite, enregistrement des traite, enregistrement des enfants à la (Excision, mariage précoce, mendicité, traite, enfants à la naissance, abandon d'enfants...), naissance, abandon d'enfants...), la GAR, enregistrement des enfants à la naissance, la GAR, l'informatique, la puériculture, les l'informatique, la puériculture, les techniques abandon d'enfants...), la GAR, l'informatique, la techniques de réanimation, hygiène, de réanimation, hygiène, secourisme et puériculture, les techniques de réanimation, secourisme et nutrition l'accueil des usagers nutrition l'accueil des usagers de service, la hygiène, secourisme et nutrition, l'accueil des de service, la maintenance et le maintenance et le fonctionnement des usagers de service, la maintenance et le fonctionnement des manèges, culture de la paix manèges, culture de la paix et le rôle des fonctionnement des manèges, culture de la paix et le rôle des jeunes pour le maintien de la jeunes pour le maintien de la paix

- paix 2.2.2 Formation des acteurs de la société civile, des leaders religieux, traditionnels et professionnels du droit, agents de santé et civile, des leaders religieux, traditionnels et des élus locaux sur le phénomène des MGF/ des élus locaux sur le phénomène des MGF/ VBG et sur leur rôle pour l'abandon des MGF/ VBG et sur leur rôle pour l'abandon des MGF/VBG VBG
- 2.3.1 Organisation des réunions trimestrielles et annuelles du cadre de concertation des intervenants du domaine de la protection des enfants aux niveaux national et régional des CNAPN, CRAPN, CLAPN.
- 2.3.2 Organisation de revues annuelles des PO (Revue à mi-parcours et revue finale du PA 2015-2019).
- 2.3.3 Organisation des missions de suivi supervision des activités de protection des enfants et de la famille.
- 2.3.10rganisation des réunions trimestrielles trimestrielles et annuelles du cadre de et annuelles du cadre de concertation des concertation des intervenants du domaine intervenants du domaine de la protection des de la protection des enfants aux niveaux enfants aux niveaux national et régional des national et régional des CNAPN, CRAPN, CNAPN, CRAPN, CLAPN.
- 2.3.2 Organisation de revues annuelles des 2.3.2 Organisation de revues annuelles des PO (Revue à mi-parcours et revue finale du PO (Revue à mi-parcours et revue finale PA 2015-2019).
- 2.3.3 Missions de suivi/supervision des 2.3.3 Poursuite des missions de suivi/ activités de protection des enfants et de la supervision des activités de protection des famille.

- statistiques dans le domaine de l'enfant et
- et le rôle des jeunes pour le maintien de la paix 2.2.2 Formation des acteurs de la société 2.2.2 Formationde 500 OPJ, auxiliaires de justice, animateurs radios sur la loi et son décret d'application
 - 2.3.10rganisation des réunions CLAPN.
 - du PA 2015-2019).
 - enfants et de la famille.



ACTIVITES PERTINENTES 2017

ACTIVITES PERTINENTES 2018

ACTIVITES PERTINENTES 2019

- 3.1.1 Organisation de la semaine nationale, culturelle 3.1.1 Organisation de la semaine nationale 3.1.1 Organisation de la semaine nationale de pour les enfants de 6 à 16 ans, du salon de l'enfance de l'enfant du salon de l'enfance de l'enfant, du salon de l'enfance de Bamako, de Bamako (SEBA), de Oxyjeunes, des activités socio-Bamako (SEBA), de Oxyjeunes, des activités d'Oxyjeunes, des activités socio-éducatives éducatives (Centre de loisirs sans hébergement socio-éducatives (Centre de loisirs sans (Centre de loisirs sans hébergement journées journées thématiques), d'un camp de loisirs ouvert hébergement journées thématiques), d'un thématiques), d'un camp de loisirs ouvert pour pour les élèves de 8 a14ans, d'un concours sur les camp de loisirs ouvert pour les élèves de 8 les élèves de 8 a14ans, de la semaine sportive poèmes et contes avec les enfants de 10 à 16ans.
- des enfants du Mali.
- 3.1.3 Célébration des événements spéciaux dédiés aux enfants et à la famille (6 février ; 3.1.3 Célébration des événements spéciaux dédiés aux enfants et à la famille (6 février ; 15mai ; 16 juin ; 20 novembre ; etc.)
- 3.1.4 Réalisation des activités de loisirs pour 15mai ; 16 juin ; 20 novembre ; etc.) 50 enfants (moins de 6 ans).
- 4.1.1Organisation d'une d'information et de sensibilisation des 4.1.1 Organisation d'une campagne 4.1.1 Poursuite de la campagne adolescents et sur la Santé de la Reproduction, d'information et de sensibilisation des d'information et de sensibilisation des le VIH, le SIDA et les IST.
- 4.2.1 Prise en charge de 2000 enfants victimes VAEN identifiés.
- 4.2.2 Plaidoyer pour le Parrainage de 10 VAEN identifiés. enfants vulnérables de familles démunies pour 4.2.2Plaidoyer pour le Parrainage de 20 4.2.2 Plaidoyer pour le Parrainage de 30 leur accès à l'éducation préscolaire.
- 4.2.3 Recrutement du Personnel soignant leur accès à l'éducation préscolaire. (médecin, infirmiers) pour améliorer le plateau 4.2.3Constitution et Suivi du dossier des 4.2.3Constitution et Suivi du dossier des technique de l'infirmerie du CAPF.Constitution nounous et autres agents du CAPF en vue de nounous et autres agents du CAPF en vue et Suivi du dossier des nounous et autres leur intégration dans la fonction publique. agents du CAPF en vue de leur intégration dans 4.2.4 Prévention et de la réhabilitation des publique. la fonction publique.
- 4.2.4 Prévention et de la réhabilitation des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés « enfants soldats ».
- 4.3.1 Elaboration d'un module de formation sur les techniques de médiations familiales. 4.3.2 Mise en place de 60 comités de médiations familiales dans les régions et le District de Bamako.

- a 14 ans, de la semaine sportive du District, d'un des enfants du District. 3.1.2 Tenue de la 14^{ème} session du Parlement Concours de démonstration culinaire entre 3.1.2 Tenue de la 15^{ème} session du les filles de 14 à 18 ans.
 - dédiés aux enfants et à la famille (6 février :
 - campagne 50 enfants (moins de 6 ans).
 - adolescents sur la Santé de la Reproduction, adolescents sur la Santé de la Reproduction, le VIH, le SIDA et les IST.

 - enfants vulnérables de familles démunies pour enfants vulnérables de familles démunies
 - Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés. 4.3.1 Formation de 30 acteurs des régions et le District de Bamako et les maisons de la femme et de l'enfant sur les techniques de médiations familiales.
 - 4.3.2 Collecte et transmission des données sur la médiation familiale.

- Parlement des enfants du Mali.
- 3.1.3 Célébration des événements spéciaux 15mai; 16 juin; 20 novembre; etc.)
- 3.1.4 Poursuite de la réalisation des 3.1.4 Réalisation des activités de loisirs pour activités de loisirs pour 50 enfants (moins de 6 ans).
 - le VIH, le SIDA et les IST.
- 4.2.1 Prise en charge de 1500 enfants victimes 4.2.1 Prise en charge de 1000 enfants victimes VAEN identifiés.
 - pour leur accès à l'éducation préscolaire.
 - de leur intégration dans la fonction
 - 4.2.4 Poursuite de la prévention et de la réhabilitation des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés.
 - 4.3.1 Poursuite de la formation de 50 acteurs des régions et le District de Bamako et les maisons de la femme et de l'enfant sur les techniques de médiations familiales. 4.3.2 Poursuite de la collecte et transmission des données sur la médiation familiale.

APPUI À L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET À L'EPANOUISSEMENT DE L'ENFANT (PAAFE)

Section:640

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Objectif n°1. Accroitre le potentiel économique des femmes								
INDICATEURS	UNITE	RI	EALIS ATIO	ON	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Pourcentage d'organisations villageoises équipées en matériels et	%					25	75	90
infrastructures de production	70					23	13	90
Moyens de vérification: Rapport d'activité								
Précisions méthodologiques: Nombre d'organisations villageoises équipées /No	mbre d'o	rganisation	villageois	es prévue	s multiplié	par 100		
1.2 : Pourcentage de projets financés	%				98	98	100	100
Moyens de vérification: Rapport d'activités								
Précisions méthodologiques : Nombre de projets financés / nombre total de pr	ojets pré	vus *100						
1.3 : Taux de participation des organisations aux activités commerciales	%				15	25	50	50
et promotionnelles	70				13	23	30	30
Moyens de vérification : Rapport d'activités								
Moyens de vérification : Rapport d'activités Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota	ıl de part	icipations 1	prévues *1	100				
***	ıl de part	icipations _l	prévues *1	100				

Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota		publique		que	Année en cours		Cibles	
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da	ns la vie	publique	e et politi	que		2017	Cibles 2018	2019
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da	ns la vie	publique R1	e et politi	que ON	en cours	2017		2019
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS	ns la vie	publique R1	e et politi	que ON	en cours 2016		2018	
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS 2.1 : Pourcentage de personnes formées Moyens de vérification : Rapport Formation	unite	publique RI 2013	e et politi	que ON	en cours 2016		2018	
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS 2.1 : Pourcentage de personnes formées Moyens de vérification : Rapport Formation précisions méthodologiques : Nombre de personnes formées / nombre total p	unite	publique RI 2013	e et politi	que ON	en cours 2016		2018	
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS 2.1 : Pourcentage de personnes formées Moyens de vérification : Rapport Formation	unite	publique RI 2013	e et politi	que ON	en cours 2016	70	2018	95
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS 2.1 : Pourcentage de personnes formées Moyens de vérification : Rapport Formation précisions méthodologiques : Nombre de personnes formées / nombre total p 2.2 : % d'emploi crée pour les femmes Moyens de vérification : Rapport d'évaluation	unite	2013	e et politi EALIS ATIO 2014	que ON	en cours 2016	70	2018	95
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS 2.1 : Pourcentage de personnes formées Moyens de vérification : Rapport Formation précisions méthodologiques : Nombre de personnes formées / nombre total p 2.2 : % d'emploi crée pour les femmes	unite	2013	e et politi EALIS ATIO 2014	que ON	en cours 2016	70	2018	95
Précisions méthodologiques : Nombre de participations réalisées / nombre tota Objectif n°2. Contribuer au développement du leadership des femmes da INDICATEURS 2.1 : Pourcentage de personnes formées Moyens de vérification : Rapport Formation précisions méthodologiques : Nombre de personnes formées / nombre total p 2.2 : % d'emploi crée pour les femmes Moyens de vérification : Rapport d'évaluation Précisions méthodologiques : Nombre d'emploi crée pour les femmes / nombre	unite	2013	e et politi EALIS ATIO 2014	que ON	en cours 2016	50	2018 90 65	95 85



APPUI À L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET À L'EPANOUISSEMENT DE L'ENFANT (PAAFE)

Section:640

Objectif n°3. Contribuer à l'Epanouissement de l'enfant									
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	Cibles			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 : Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	%				75	90	100	100	
Moyens de vérification : Rapport d'évaluation									
Précisions méthodologiques : Nombre de projets financés / nombre total de pr	rojets pré	vus *100							
3.2. Pourcentage d'enfants réinsérés					50	60	65	70	
Moyens de vérification : Rapports d'activités									
Précisions méthodologiques: Nombre d'enfants réinsérés / nombre total prévu	ues *100								
Objectif n°4. Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE			•						
INDICATEURS	UNITE	R	EALIS ATIO	ON	Année en cours		Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
4.1. Taux d'exécution du plan de mission de suivi et supervision					50	60	75	90	
Moyens de vérification : Rapports de mission et d'activités	-		•		'	•	•		
Précisions méthodologiques : nombre de missions réalisées /le nombre total de r	nissions p	révues*10	00						
4.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de					50	65	70	80	
suivi et de supervision					30		, 0		
Moyens de vérification: Rapports de mission et d'activités									
Précisions méthodologiques : nombre de recommandations exécutées /le nombr	e total de	recomma	ndations fo	ormulées*	100				

APPUI À L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET À L'EPANOUISSEMENT DE L'ENFANT (PAAFE)

Section:640

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1 : Identification et analyse des besoins en matériels et équipements de production 1.1.2 : Dotation des organisations villageoises en matériels et équipements de production 1.1.3 : Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production 1.2.1 : Organisation des appels à propositions de projets 1.2.2 : Financement des projets retenus 1.2.3 : Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF 1.3.1 : Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles 1.3.2 : Suivi et évaluation des activités commerciales et promotionnelles 2.1.1 : Identification de besoins de formations et des modules 2.1.2 : Evaluation des formations 3.1.1 : Financement de projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant 3.2.1 : Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile 4.1.1 - Elaboration du plan de suiviévaluation 4.1.2 Exécution du plan de suivi - Evaluation des missions de suivi, supervision et d'évaluation	situation difficile 4.1.1. Exécution du plan de suivi - Evaluation	villageoises en matériels et équipements de production 1.1.3 : Réalisation d'infrastructures de production 1.2.1 : Organisation des appels à propositions de projets 1.2.2 - Financement des projets retenus 1.2.3 : Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA RECONSTRUCTION DU NORD

1. MISSIONS:

Le Département est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, du développement humain durable, de l'action et de la protection sociales, de la promotion des personnes âgées.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer à l'amélioration des conditions de Vie des Populations Maliennes

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

660 MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITA	MRE					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
T NOGRAMMES	I LIKSONNEL	TONCTIONNEMENT	IIIVLOTIOOLIVILIII	2017	2018	2019
01 Administration Générale	412 172	2 847 465	430 000	3 689 637	3 892 702	4 138 480
02 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte contre	323 139	2 363 525	8 292 500	10 979 164	11 223 662	11 911 506
l'Exclusion						
03 Renfocement de la Protection Sociale et de	1 474 437	44 654 307	450 000	46 578 744	49 784 559	52 351 609
l'Economie Solidaire						
04 Lutte contre la Pauvreté	-	496 308	250 000	746 308	783 548	817 585
05 Reconstruction du Nord	-	841 272	50 000	891 272	966 910	909 551
TOTAL	2 209 748	51 202 877	9 472 500	62 885 125	66 651 381	70 128 731

ADMINISTRATION GENERALE

Section:660

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Les structures de l'Administration générale du Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, sont chargées de la planification, de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, de la coordination, de l'évaluation, du contrôle, de l'animation, de la décentralisation/déconcentration et de la supervision des activités du département.

DIDICA MILITIC	TT •44]	Réalis atio	ns	En cours		Cibles	
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Disponibilité d'un plan de formation	Nbre					1	1	1
Précision Méthodologique: existence du plan de formation Moyen de vérification : rapport d'activités annuel								
1.2. Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100	100	100	10
Précision Méthodologique: nombre de marchés notifiés sur le nombre de marchés programmés. Moyen de vérification : rapport d'activités annuel ; plan de passation des marchés								
1.3. Proportion des CCDSES fonctionnels ;	%	89	83	89	100	93	100	

	Unité	Imité]	Réalis atio	ns	En cours		Cibles		
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
2.1. Disponibilité du document de plan de carrière adopté	Nbre				ND	1	1	1		
Précision Méthodologique: existence du plan de carrière adopté Moyen de vérification : rapport de réunions tenues et acte d'adoption	•	•			•			•		
2.2. Taux d'exécution du budget du Département	%	99,6	98	98	95	95	95	95		
Précision Méthodologique: crédits liquidés sur crédits notifiés*100 Source de vérification : rapports périodiques et comptes administratifs										
2.3. Taux d'exécution du programme des missions de contrôle et d'inspection ;	%	84,3	100	67	77.96	90	90	90		
Précision Méthodologique: Nombre de missions exécutées/Nombre de missions prévues*100; Moyen de vérification : rapport de missions d'inspection										

ADMINISTRATION GENERALE

Section:660

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif n°3. Impulser la Décentralisation/Déconcentration en matière de Développement Social, de Protection Sociale et d'Economie Solidaire

INDICATEURS		Réalis ations		ıs	En cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux d'exécution des missions de dissémination du décret fixant les détails de compétences transférées aux Collectivités Territoriales	%	ND	ND	20	33	65	80	100
Précision Méthodologique: Nombre de missions de dissémination exécutées/nombre de missions p Moyen de Vérification : Rapport de missions	révues							
3.2. Proportion des détails de compétences transférées aux Collectivités Territoriales évaluée	%			0	33	66	100	
Prácticion Mátha delegique, compátences transférées ávelyás /compátences transférées à ávelyar								

Précision Méthodologique: compétences transférées évaluées/compétences transférées à évaluer

Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation ;

Objectif n°4. Assurer un	ie meilleure coordination	des activités de lutte	contre le VIH/SIDA et la maladie à	Virus Ebola

INDICATEURS		Réalisations			En cours		Cibles		
INDICATEURS	NDICATEURS Unité		2014	2015	2016	2017	2018	2019	
4.1. Proportion de personnes (personnel et groupes cibles) ayant subi le test de dépistage volontaire suite aux activités d'information, de sensibilisation et de formation	%	33,33	58	65	35	70	75	75	

Précision Méthodologique: Nombre de personnes ayant fait le test de dépistage volontaire au VIH / SIDA / le nombre total de personnes ayant pris part aux séances d'information, de sensibilisation et de formation

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

4.2 Nombre d'agents et autres cibles formés sur le VIH/SIDA Nbre 38 52 112 95 95 100

Précision Méthodologique: dénombrement Source de vérification : Rapport d'activités

4.3 Nombre de Personnes Infectés et affectées par le VIH/Sida appuyé en vivres et non vivres Nbre 100 150 220 250 250 250 250

Précision Méthodologique: dénombrement Moyen de Vérification : Rapport d'activités

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration du plan stratégique de développement des ressources humaines; 1.2.1 Elaboration et exécution du plan de passation des Marchés 1.2.2 Elaboration des plans opérationnels annuels du Département 1.3.1 Réalisation de missions de suivi des CCDSES 2.1.1 Rédaction et validation du document du plan de carrière 2.2.1 Prise en charge des besoins de fonctionnement et d'équipement des services 2.2.2 Production régulière des situations périodiques et du compte administratif; 2.3.1 Renforcement des missions d'inspection et de contrôle des services du Département; 2.3.2 Elaboration des rapports de suivi des recommandations des missions d'inspection; 3.1.1 Réalisation de missions de dissémination du décret fixant le détail de compétences transférées de l'Etat aux Collectivités Territoriales 3.2.1 Réalisation de l'estimation financière des compétences transférées aux collectivités territoriales; 4.1.1 Réalisation des supervisions des activités de lutte contre le VIH / SIDA/au sein des structures relevant du Département; 4.1.2 Multiplication et diffusion des supports 	 2.1.2 Rédaction et validation du document du plan de carrière 2.2.1 Prise en charge des besoins de fonctionnement et d'équipement des services 2.2.2 Production régulière des situations périodiques et du compte administratif 2.3.1 Renforcement des missions d'inspection et de contrôle des services du Département; 2.3.2 Elaboration des rapports de suivi des recommandations des missions d'inspection; 3.1.1 Réalisation de missions de dissémination du décret fixant le détail de compétences transférées de l'Etat aux Collectivités Territoriales 3.2.1 Réalisation de l'estimation financière des compétences transférées aux collectivités territoriales; 4.1.1 Réalisation des supervisions des activités de lutte contre le VIH / SIDA/Ebola au sein des structures relevant du Département; 4.1.2 Multiplication et diffusion des supports 	3.1.1 Réalisation de missions de dissémination du décret fixant le détail de compétences transférées de l'Etat aux Collectivités Territoriales 3.2.1 Réalisation de l'estimation financière des compétences transférées aux collectivités territoriales; 4.1.1 Réalisation des supervisions des activités de lutte contre le VIH /
d'information et de formation adaptés aux personnes handicapées sur le VIH/ Sida ;	d'information et de formation adaptés aux personnes handicapées sur le VIH/ Sida ;	SIDA/ Ebola au sein des structures relevant du Département ;

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.1.3 Organisation de journées de sensibilisation et de dépistage au niveau des structures relevant du Département; 4.1.4 Assurer les frais de fonctionnement courant de la Cellule; 4.1.5 Tenue de la revue annuelle des activités de lutte contre le VIH/Sida au niveau des structures du département. 4.2.1 Formation des membres du Comité Sectoriel de Lutte contre le Sida du Département en planification et suiviévaluation des activités de lutte contre le VIH / SIDA; 4.2.2 Formation de 30 agents sociaux sur le VIH/Sida; 4.2.3 Formation de 30 agents sociaux sur la Maladie à Virus Ebola; 4.3.1 Appuis en vivres et non vivres aux Personnes infectées et affectées par le VIH/Sida; 4.3.2 Appui nutritionnel aux enfants affectés et ou infectés par le VIH/Sida; 4.3.3 Appui au financement d'AGR au profit des PVVIH; 	sur la prise en charge psychosociale des PVVIH et la Communication pour un Changement de Comportement - CCC; 4.2.3 Formation par an de 30 agents sociaux sur la maladie à Virus Ebola; 4.3.1 Appuis en vivres et non vivres aux Personnes infectées et affectées par le VIH/Sida;	 4.1.4 Assurer les frais de fonctionnement courant de la Cellule; 4.1.5 Tenue de la revue annuelle des activités de lutte contre le VIH/Sida au niveau des structures du département. 4.2.1 Former en deux sessions 40 pairs – éducateurs en matière de VIH / SIDA / au niveau de l'IJA / UMAV et de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux;



RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Section:660

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Description : Le Programme concourt à la protection et à la promotion des catégories sociales vulnérables, la mobilisation sociale des communautés et l'action humanitaire.

DIDIG A MINID C	***	Réalisations		S	En cours		Cibles	
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages ;	%	88,81	43,19	56,97	100	100	100	100
Précision Méthodologique : Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage sat Source de vérification : rapports d'activités	isfaites sur le no	ombre de p	ersonnes h	andicapée	s en besoin	d'appareil	lages enre	gistrées
1.2 : Nombre d'études et recherche réalisées sur les phénomènes du vieillissement	Nbre	1	6	5	4	4	4	3
Précision Méthodologique : Dénombrement ;								
Source de vérification : rapports d'études								



RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Section:660

INDICATEURS	Unité	R	Réalisation	s	En cours		Cibles	
INDICATEURS	Omte	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	%	ND	32,66	83,4	85	90	95	97
Précision Méthodologique : nombre d'AGR financées au profit des personnes déplacées et la pop	ulation d'	accueil vulr	nérables su	r le nombr	e de demand	le d'AGR 1	reçues;	
Source de vérification : rapports d'activités								
Source de vérification : rapports d'activités 2.2 : Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophe suivies ;	%	66,39	91	82	80	90	95	100
••		, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,						100

INIDICA DEL IDO	TL:44	R	Réalis ation	s	En cours		Cibles	
INDICATEURS	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Nombre de personnes ayant assisté aux séances d'IEC	Nbre	1 611 950	612 069	532 606	3 017 573	3 500 000	4 000 000	4 200 00
Précision Méthodologique : dénombrement Source de vérification : bilan des structures du MSAHRN	•							•
3.2 : Nombre de groupes d'animation appuyés ;	Nbre	55	75	452	30	45	100	1000
Précision Méthodologique : dénombrement Source de vérification : bilan des structures du MSAHRN	'							•
3.3 : Nombre de leaders d'opinion formés dans les activités de promotion de la santé.	Nbre	2 214	4 798	3 052	5 800	6 400	7 000	7 800

RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

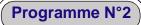
Section:660

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Renforcement de la capacité de production en appareillages et autres aides techniques; 1.1.2 Correction des pieds bots et appareillage de 200 personnes handicapées y compris les victimes de la crise du nord 1.1.3 Détection précoce des cas de handicap au niveau des écoles et les maternels dans le cadre du Programme RBC; 1.1.4 Appareillage des élèves et étudiants en situation de handicap et personnes handicapées exerçant un emploi enregistré; 1.2.1 Réalisation de consultations médicales gratuites des personnes âgées; 1.2.2 Réalisation de quatre (04) études et recherches des problèmes sociosanitaire, économiques et de protection du patrimoine scientifique des personnes âgées; 1.2.3 Appui aux structures de proximité dans la prise en charge des pathologies des personnes âgées; 1.2.4 Poursuite de la mise en œuvre des conclusions de l'étude sur la prise en charge médicale et sociale des personnes âgées par les structures (socio-sanitaire) du développement social; 1.2.5 Appui technique et financier au Conseil National des personnes âgées et ses démembrements; 	 1.1.1 Renforcement de la capacité de production en appareillages et autres aides techniques; 1.1.2 Correction des pieds bots et appareillage de 250 personnes handicapées y compris les victimes de la crise du nord; 1.1.3 Détection précoce des cas de handicap au niveau des écoles et les maternels dans le cadre du Programme RBC; 1.1.4 Appareillage des élèves et étudiants en situation de handicap et personnes handicapées exerçant un emploi enregistré; 1.2.1 Réalisation de consultations médicales gratuites des personnes âgées; 1.2.2 Réalisation de quatre (04) études et recherches des problèmes sociosanitaire, économiques et de protection du patrimoine scientifique des personnes âgées; 1.2.3 Appui aux structures de proximité dans la prise en charge des pathologies des personnes âgées; 1.2.4 Poursuite de la mise en œuvre des conclusions de l'étude sur la prise en charge médicale des personnes âgées par les structures (socio-sanitaire) du développement social; 1.2.5 Appui technique et financier au Conseil National des personnes âgées et ses démembrements; 1.3.1 Renforcement de la capacité des kinésithérapeutes et autres praticiens à réaliser des séances de rééducation; 	 1.1.1 Renforcement de la capacité de production en appareillages et autres aides techniques; 1.1.2 Correction des pieds bots et appareillage de 250 personnes handicapées y compris les victimes de la crise du nord; 1.1.3 Détection précoce des cas de handicap au niveau des écoles et les maternels dans le cadre du Programme RBC; 1.1.4 Appareillage des élèves et étudiants en situation de handicap et personnes handicapées exerçant un emploi enregistré; 1.2.1 Réalisation de consultations médicales gratuites et don médicaments des personnes âgées; 1.2.2 Réalisation de trois (03) études et recherches des problèmes sociosanitaire, économiques et de protection du patrimoine scientifique des personnes âgées; 1.2.3 Appui aux structures de proximité dans la prise en charge des pathologies des personnes âgées; 1.2.4 Mise en place d'un programme pluriannuel de prise en charge des personnes âgées démunies dénommé « PAPA DEM »; 1.2.5 Appui technique et financier au Conseil National des personnes âgées et ses démembrements; 1.3.1 Renforcement de la capacité des kinésithérapeutes et autres praticiens à réaliser des séances de rééducation

RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Section:660

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.3.1 Renforcement de la capacité des kinésithérapeutes et autres praticiens à réaliser des séances de rééducation; 1.3.2 Information et Sensibilisation de la population sur les services de rééducation; 1.3.3 Equipement du CNAOM en matériel de rééducation; 2.1.1 Financement et suivi d'AGR au profit des groupements et associations des personnes déplacées 2.1.2 Financement et suivi des AGR au profit des populations retournées et populations retournées et population d'accueil vulnérables; 2.2.1 Appui aux personnes victimes de catastrophe; 2.3.1 Réalisation des actions de développement sur les sites de retour des déplacés; 2.3.2 Organisation de la 23ème édition du mois de la solidarité; 2.3.3 Accueil, recensement et appui en vivre et non vivre des personnes déplacées retournées et aux populations restées affectées par la crise; 2.3.4 Accueil et recensement des personnes rapatriées; 2.3.5 Appui à la réalisation et à la réhabilitation des infrastructures sociales de base dans les trois régions du Nord et dans les cercles de Tenenkou, Youwarou, Douentza, dans la région de Mopti 	 1.3.2 Information et Sensibilisation de la population sur les services de rééducation; 1.3.3 Equipement du CNAOM en matériel de rééducation 2.1.1 Financement et suivi d'AGR au profit des groupements et associations des personnes déplacées et population d'accueil; 2.1.2 Financement et suivi des AGR au profit des populations retournées et population d'accueil vulnérables; 2.2.1 Appui aux personnes victimes de catastrophe; 2.3.1 Réalisation des actions de développement sur les sites de retour des déplacés; 2.3.2 Organisation de la 24ème édition du mois de la solidarité; 2.3.3 Appui en vivre et non vivre des personnes déplacées et les populations restées affectées par la crise; 2.3.4 Accueil et recensement des personnes rapatriées; 2.3.5 Appui à la réalisation et à la réhabilitation des infrastructures sociales de base dans les trois régions du Nord et dans les cercles de Tenenkou, Youwarou, Douentza, Mopti dans la région de Mopti 3.1.1 Renforcement des activités de mobilisation sociale (plaidoyer, dialogue communautaire, etc.) autour des programmes socio-sanitaire; 	 1.3.2 Information et Sensibilisation de la population sur les services de rééducation; 1.3.3 Equipement du CNAOM en matériel de rééducation; 2.1.1 Financement et suivi d'AGR au profit des groupements et associations des personnes déplacées et population d'accueil; 2.1.2 Financement et suivi des AGR au profit des populations retournées et population d'accueil vulnérables; 2.2.1 Appui en vivres et non vivres aux personnes victimes de catastrophe; 2.2.2 Appui psychosocial aux personnes victimes de catastrophe; 2.3.1 Réalisation des actions de développement sur les sites de retour des déplacés; 2.3.2 Organisation de la 25ème édition du mois de la solidarité; 2.3.3 Appui en vivre et non vivre des personnes déplacées et les populations restées affectées par la crise; 2.3.4 Accueil et recensement des personnes rapatriées; 2.3.5 Appui à la réalisation et à la réhabilitation des infrastructures sociales de base dans les trois régions du Nord et dans les cercles de Tenenkou, Youwarou, Douentza,dans la région de Mopti;



RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Section :660

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.3 Organisation des journées intergénérationnelles ; 3.1.4 Organisation des conférences débats sur le vieillissement ; 3.1.5 Réalisation de programme d'information 	communautaire sur les thèmes de la	 3.1.1 Renforcement des activités de mobilisation sociale (plaidoyer, dialogue communautaire, etc.) autour des programmes socio-sanitaire; 3.1.2 Organisation des actions de sensibilisation sur la circulation routière pour la prévention du handicap; 3.1.3 Organisation des journées intergénérationnelles; 3.1.4 Organisation des conférences débats sur le vieillissement et sur le handicap; 3.1.5 Réalisation de programme d'information et de sensibilisation communautaire sur les thèmes de la paix et de la réconciliation; 3.2.1 Formation et octroi de kits d'animation et octroi de kits d'animation èn mobilisation sociale; 3.2.2 Suivi de 1000 groupes d'animation en mobilisation sociale; 3.3.1 Formation de 7800 leaders d'opinion impliqués dans les activités de promotion de la santé;

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIE

Section:660

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

La protection sociale et l'Economie Solidaire visent, à terme, à étendre progressivement la couverture collective des risques sociaux à l'ensemble de la population par divers mécanismes, à améliorer l'accessibilité financière aux soins et renforcer le secteur de l'Economie Solidaire.

INDICATEURS	TT *44	Réalis ations			En cours	Cibles		
	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux d'augmentation des assurés sociaux des ISS	%	18,78	16,81	87,34	27,5	12,19	12,41	14,19
Précision Méthodologique: (le nombre des assurés de l'année N- le nombre des assurés de l'année N-1/le nombre des assurés de l'année N) x 100 Moyens de vérification : rapport d'activité annuel								
		4,46	13	15	6	26,22	31,66	37,1

Objectif 2 : Contribuer à assurer la prise en charge des couches les plus pauvres.								
INDICATEURS	Unité -	Réalis ations			En cours	Cibles		
INDICATEURS		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Nombre de nouveaux ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux	Nbre	-	-	4 633	185 000	185 000	100 000	150 000
Précision Méthodologique : Dénombrement Moyen de vérification : Rapports d'activités								
2.2 Nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux	Nbre	-	232 670	276 283	465 916	461 283	561 283	711 283
Précision Méthodologique: Dénombrement Moyen de vérification : Rapports d'activités								
2.3 : Nombre d'indigents pris en charge médicalement	Nbre	1561	3375	5189	7005	8826	10679	12509
Précision Méthodologique: Dénombrement Moyen de vérification : Rapports d'activités								

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIE

Section:660

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Etendre la couverture sociale aux populations non couvertes par les régimes obligatoires de protection sociale à travers les mutuelles sociales, les sociétés coopératives, les associations et autres organisations assimilées.

INDICATEURS	TI.*46	Réalis ations			En cours	Cibles		
	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	%	4,17	4,47	4,93	5,7	10,35	15	20
Précision Méthodologique: Nombre de bénéficiaires des mutuelles de santé sur la population composition de Vérification : Annuaire statistique, bilans et les rapports d'activités annuels	ble x 100							
3.2 Taux d'augmentation des adhérents au régime de l'Assurance Volontaire de l'INPS	%	-3,8	26,21	58,49	23,53	25,93	34,23	42,53
Précision Méthodologique : nombre d'adhérents de l'année N– nombre d'adhérents de l'année Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel	N-1/ nombre	d'adhéren	nts de l'anr	née N X 100)		•	
3.3 Pourcentage d'organisations de l'économie sociale et solidaire fonctionnelles	%	61,76	51,26	60,16	70	74,33	78,33	83,8
Précision Méthodologique : Nombre d'organisations de l'économie solidaire fonctionnelles/sur Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels, annuaire statistique et les bilans	le nombre d'	organisati	ions de l'é	conomie sc	lidaire créée	es x 100	•	
3.4 Nombre de nouveaux emplois créés par les sociétés coopératives et les mutuelles	Nbre	-	158	412	165	175	190	203
Précision Méthodologique : Dénombrement Moyen de Vérification : Annuaire statistique, bilan, rapports de synthèse	•	•	•	•	•		•	•

Moyen de Vérification : Annuaire statistique, bilan, rapports de synthèse

Objectif 4 : Développer les capacités des Institutions	de Sécurité Sociale et des Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire.
--	--

INDICATEURS	Unité –	Réalis ations			En cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Pourcentage de nouvelles structures déconcentrées des ISS et de l'UTM mises en réseau		11,7	13,89	33,63	100	26	30,36	42,34
Précision Méthodologique : Nombre de nouvelles structures déconcentrées des ISS (CMSS, INPS, CANAM, ANAM) et de l'UTM mises en réseau sur le nombre de structures existantes x 100 Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels								
4.2 Nombre d'organisations de l'économie sociale et solidaire ayant bénéficié d'appui (technique et/ou financier)	Nbre	70	75	3 100	100	2 340	2 420	2 560
Précision Méthodologique : Dénombrement Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels, annuaires statistiques								

Programme N°3

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIE

Section :660

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Immatriculation de nouveaux assurés de l'AMO, de l'INPS, de la CMSS et du RAMED 1.1.2 Tenue des campagnes de sensibilisation sur la Sécurité Sociale et la lutte contre la fraude; 1.1.3 Poursuite du conventionnement avec les prestataires de soins de santé publics, privés et communautaires. 1.1.4 Elaborer le plan stratégique de développement 2017-2021 du Système de Management Qualité (SMQ) de la CANAM 1.1.5 Organisation de voyages d'études et de partenariat dans le cadre de la sécurité sociale et de l'économie sociale et solidaire 1.2.1 Elaboration des annuaires statistiques des ISS 1.2.2 Réalisation d'études, de concertations et de développement de la communication sur le Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.3 Conception et finalisation de l'architecture organisationnelle du Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.4 Adoption des textes pour la mise en œuvre du Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.5 Mise en place du registre unifié des bénéficiaires de la protection sociale 1.2.6 Elaboration du plan de communication pour l'opérationnalisation du RSU 2.1.1 Ciblage des nouveaux ménages les plus démunis 	de l'AMO, de l'INPS, de la CMSS et du RAMED 1.1.2 Tenue des campagnes de sensibilisation sur la Sécurité Sociale et la lutte contre la fraude; 1.1.3 Poursuite du conventionnement avec les prestataires de soins de santé publics, privés et communautaires. 1.1.4 Mettre en œuvre le système de management qualité en auditant la surveillance du Système de Management Qualité (SMQ) 1.1.5 Organisation de voyages d'études et de partenariat dans le cadre de la sécurité sociale et de l'économie sociale et solidaire 1.2.1 Elaboration des annuaires statistiques des ISS 1.2.2 Tenue des campagnes de sensibilisation sur le Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.3 Dissémination des textes pour la mise en œuvre du Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.4 Mise en place du Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.5 Tenue du registre unifié des bénéficiaires 1.2.6 Mise en œuvre du plan de communication pour l'opérationnalisation du RSU 2.1.1 Ciblage des nouveaux ménages les plus démunis	 1.1.1 Immatriculation de nouveaux assurés de l'AMO, de l'INPS, de la CMSS et du RAMED 1.1.2 Tenue des campagnes de sensibilisation sur la Sécurité Sociale et la lutte contre la fraude; 1.1.3 Poursuite du conventionnement avec les prestataires de soins de santé publics, privés et communautaires. 1.1.4 Suivi de l'audit de renouvellement du certificat iso 9001 version 2015 1.1.5 Organisation de voyages d'études et de partenariat dans le cadre de la sécurité sociale et de l'économie sociale et solidaire 1.2.1 Elaboration des annuaires statistiques des ISS 1.2.2 Tenue des campagnes de sensibilisation sur le Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.3 Dissémination des textes pour la mise en œuvre du Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.4 Mise en œuvre du Régime d'Assurance Maladie Universelle 1.2.5 Tenue du registre unifié des bénéficiaires 1.2.6 Mise en œuvre du plan de communication pour l'opérationnalisation du RSU 2.1.1 Ciblage des nouveaux ménages les plus démunis 2.1.2 Transferts sociaux aux nouveaux ménages ciblés par les programmes de transferts sociaux

Programme N°3

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIE

Section :660

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.2 Transferts sociaux aux nouveaux ménages ciblés par les programmes de transferts sociaux 2.1.3 Suivi de la mise en œuvre des transferts sociaux aux nouveaux ménages les plus démunis 2.2.1 Transferts sociaux aux anciens ménages les plus démunis par les programmes de transferts sociaux 2.2.2 Suivi de la mise en œuvre des transferts sociaux aux anciens ménages les plus démunis 2.3.1 Remboursement des prestations médicales des bénéficiaires du RAMED 2.3.2 Information et sensibilisation des prestataires de soins sur la fraude 3.1.1 Adoption des décrets d'application des Règlements de l'UEMOA régissant la mutualité sociale 3.1.2 Formation des agents sur le plan comptable de la mutualité sociale 3.1.3 Mise en œuvre du panier de soins unique par les mutuelles 3.1.4 Mise en œuvre du plan de communication et de formation de la stratégie nationale d'extension de la couverture maladie par les mutuelles de santé 3.1.5 Organisation des missions de suivi de l'utilisation du cofinancement des mutuelles de santé 3.2.1 Relecture de la LOI et du Décret d'application instituant l'Assurance Volontaire de l'INPS 3.2.2 Information et sensibilisation de la population sur l'Assurance Volontaire de l'INPS 	transferts sociaux aux nouveaux ménages les plus démunis 2.2.1 Transferts sociaux aux anciens ménages les plus démunis par les programmes de transferts sociaux	 2.1.3 Suivi de la mise en œuvre des transferts sociaux aux nouveaux ménages les plus démunis 2.2.1 Transferts sociaux aux anciens ménages les plus démunis par les programmes de transferts sociaux 2.2.2 Suivi de la mise en œuvre des transferts sociaux aux anciens ménages les plus démunis 2.3.1 Remboursement des prestations médicales des bénéficiaires du RAMED 2.3.2 Information et sensibilisation des prestataires de soins sur la fraude 3.1.1 Adaptation des textes des mutuelles à ceux de l'UEMOA 3.1.2 Suivi de l'application du plan comptable de la mutualité sociale 3.1.3 Mise en œuvre du mécanisme de financement innovant 3.1.4 Mise en œuvre du plan de communication et de formation de la stratégie nationale d'extension de la couverture maladie par les mutuelles de santé 3.1.5 Organisation des missions de suivi de l'utilisation du cofinancement des mutuelles de santé 3.2.1 Dissémination des nouveaux textes sur l'Assurance volontaire de l'INPS 3.2.2 Information et sensibilisation de la population sur l'Assurance Volontaire de l'INPS 3.3.1 Mise en place des outils d'immatriculation des sociétés coopératives

Programme N°3

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIE

Section:660

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
fonctionnalité des sociétés coopératives 3.3.4 Appui à la professionnalisation de la gestion des OESS 3.3.5 Réalisation d'études et de recherche dans le domaine de l'économie sociale et solidaire 4.1.1 Mise en place des réseaux VPN (Vitual Network Protocol) 4.1.2 Installation des réseaux internes 4.2.1 Mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités des organisations et des acteurs de l'économie sociale et solidaire 4.2.2 Formation en gestion administrative et financière et comptable des organisations de l'économie sociale et solidaire 4.2.3 Elaboration et édition des modules de formation à l'intention des responsables des organisations de l'économie sociale	responsables des organisations de	 3.3.2 Appui à l'élaboration de plans de développement et d'affaires des organisations de l'économie sociale et solidaire 3.3.3 Dissémination de la grille de fonctionnalité des sociétés coopératives 3.3.4 Appui à la professionnalisation de la gestion des OESS 3.3.5 Réalisation d'études et de recherche dans le domaine de l'économie sociale et solidaire 4.1.1 Mise en place des réseaux VPN (Vitual Network Protocol) 4.1.2 Installation des réseaux internes 4.2.1 Mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités des organisations et des acteurs de l'économie sociale et solidaire 4.2.2 Formation en gestion administrative et financière et comptable des organisations de l'économie sociale et solidaire 4.2.3 Elaboration et édition des modules de formation à l'intention des responsables des organisations de l'économie sociale et solidaire 4.2.4 Réalisation de missions de suivi /
et solidaire 4.2.4 Réalisation de missions de suivi / contrôle des sociétés coopératives, des	l'économie sociale et solidaire 4.2.4 Réalisation de missions de suivi / contrôle des sociétés coopératives,	contrôle des sociétés coopératives, des mutuelles et des associations. 4.2.5 Organisation des missions de
mutuelles et des associations. 4.2.5 Organisation des missions de supervisions des structures déconcentrées de la DNPSES et de l'UTM;	des mutuelles et des associations. 4.2.5 Organisation des missions de supervisions des structures déconcentrées de la DNPSES et de l'UTM;	supervisions des structures déconcentrées de la DNPSES et de l'UTM ;

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme vise à améliorer les conditions de vie des communautés rurales et urbaines, à renforcer leurs capacités ainsi que celles de l'ensemble des autres acteurs.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

1. Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines

Indicateurs	Unité	Réalisation			Année en cours	Cible		
Indicateurs		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Pourcentage d'infrastructures socio collectives et productives réalisées ;	%	42.71	44.18	12	11	30	30	20

Précision Méthodologique: nombre d'infrastructures socio collectives et productives réalisées sur le nombre d'infrastructures socio collectives et productives programmées *100 (Combien d'infrastructures socio collectives sont programmées en 2016)

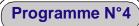
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité

2. Identifier les obstacles au DHD et la lutte contre la pauvreté

Indicateurs	Unité _	Réalisation			Année en cours		Cible		
indicateurs		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1. Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	Nbre	3	4	0	3	3	3	3	

Précision Méthodologique: Dénombrement;

Moyen de Vérification : Rapports d'études



LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1. Réalisation d'infrastructures socio collectives et productives ;2.1.1. Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable (ODHD).	collectives et productives ; 2.1.1. Réalisation d'études thématiques sur	1.1.1. Réalisation d'infrastructures socio collectives et productives ;2.1.1. Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable (ODHD).



RECONSTRUCTION DU NORD

Section :660

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le Programme vise à impulser le développement dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni et Ménaka

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		ONS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Nombre de concertation régionale et interrégionale sur les thématiques de paix et de développement organisées et/ou appuyées	Nbre	0	2	0	3	10	10	10
Précision Méthodologique: Dénombrement								
Moyen de Vérification : Procès-verbaux et comptes rendus								
1.2 : Nombre de jeunes réinsérés	Nbre	0	0	0	720	1 300	1 300	1 300
Précision Méthodologique: Dénombrement				!	-!-		•	*
Moyen de Vérification : Conventions de financement et Procès-verbaux.								
1.3 : Nombre d'infrastructures socio-économiques réalisés et/ou réhabilités dans le cadre de l'urgence	Nbre	9	7	4	3	5	5	5
Précision Méthodologique: Dénombrement			,				-	
Moyen de Vérification : Rapports de passation des marchés, Marchés/contrats, Procès-verbaux de	e réception	ıs.						
1.4 : Nombre de rapports de suivi du Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord (PURD/RN)	Nbre	0	0	0	0	8	8	8
Précision Méthodologique: Dénombrement Moyen de Vérification: Rapports de suivi, de mission de terrain.								

RECONSTRUCTION DU NORD

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation et/ou appui à l'organisation de concertations régionales et interrégionales sur les thématiques de paix et de développement; 1.2.1 Identification et mise en œuvre de projets et programmes de réinsertion des jeunes; 1.3.1 Réalisation et/ou réhabilitation d'infrastructures socio-économiques dans le cadre de l'urgence; 1.4.1 Suivi du Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord (PURD/RN). 	l'organisation de concertations régionales et interrégionales sur les thématiques de paix et de développement; 1.2.1 Identification et mise en œuvre de projets et programmes de réinsertion des jeunes; 1.3.1 Réalisation et/ou réhabilitation d'infrastructures socio-économiques dans le cadre de l'urgence;	 1.1.1 Organisation et/ou appui à l'organisation de concertations régionales et interrégionales sur les thématiques de paix et de développement; 1.2.1 Identification et mise en œuvre de projets et programmes de réinsertion des jeunes; 1.3.1 Réalisation et/ou réhabilitation d'infrastructures socio-économiques dans le cadre de l'urgence; 1.4.1. Suivi du Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord (PURD/RN).

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Section: 714

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la Politique Nationale dans le domaine de l'Environnement et de l'assainissement.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- L'amélioration du cadre de vie des populations ;
- La mise en œuvre d'actions de protection de la nature et de la biodiversité ;
- La lutte contre la dégradation des terres, la désertification et l'ensablement des cours d'eau ;
- La promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
- L'élaboration et la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
- La prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et des nuisances ;
- L'élaboration et le contrôle de l'application de la législation relative à la chasse et à l'exploitation des forêts;
- la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de protection de l'Environnement.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT E	T DEVELOP. DU	RABLE					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL		
FROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019	
01 Administration Générale	364 125	863 090	350 000	1 577 215	1 721 519	1 717 226	
02 Amélioration du Cadre de vie des Populations	724 859	735 248	7 830 000	9 290 107	9 422 052	9 832 190	
03 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources	_	209 980	6 380 000	6 589 980	6 629 432	6 878 892	
du Bassin du Fleuve Niger		200 000	0 000 000	0 000 000	0 020 402	0 070 032	
04 Protection et Conservation de la Nature	2 369 031	665 334	6 300 000	9 334 365	9 553 513	10 179 957	
05 Coordination de la mise en oeuvre de la politique	_	273 385	2 115 000	2 388 385	2 389 903	2 515 996	
nationale de protection de l'environnement		210 000	2 110 000	2 000 000	2 000 000	2 0 10 000	
06 Aménagement et protection de la Faune	ı	50 000	-	50 000	51 500	53 044	
07 Aménagement et Protection de la Forêt	-	640 000	-	640 000	659 200	678 974	
TOTAL	3 458 015	3 437 037	22 975 000	29 870 052	30 427 119	31 856 279	



Section: 714

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme assure la Coordination et le suivi des activités du Département. Il est chargé de l'élaboration des politiques et stratégies en matière d'Environnement et de leur mise en œuvre, du contrôle, de la gestion des ressources matérielles et financières, et de la production des rapports d'activités.

Objectif 1 : Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières								
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	90,9	56	100	100	100	100	100
Moyens de vérification: Plan de passation des marchés validé, rapport d'activité DFM, DGMP-	DSP							
Précisions méthodologiques : (Nbre de marchés exécutés / Nbre de marchés programmés) X 10	0							
1.2 : Taux de satisfaction des besoins des services (équipements)	%	89,21	29,41	99	100	100	100	100
Moyens de vérification : Liste des besoins exprimés par les Structures, rapport d'activités.								
Précisions méthodologiques : (Equipements mis à disposition / besoins exprimés) X 100								

Objectif 2 : Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département									
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 : Taux d'exécution du programme d'activité du département	%	89,21	97	83,5	100	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports d'activités annuels des sous secteurs du département, rappo	rt de revu	e sectoriell	e conjointe						
Précisions méthodologiques : (Nombre d'activités effectivement réalisées/nombre d'activités p	rogrammé	es) X 100							
2.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles	%	89,21	80	72,69	90	95	95	95	
Moyens de vérification : Rapports semestriels de suivi de la mise en œuvre des recommandation	is issues o	les revues s	sectorielles						
Précisions méthodologiques : (nombre de recommandations mises en œuvre / nombre total de re	ecomman	dations form	nulées) X 10	00					

Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Impulser le processus de décentralisation et déconcentration au sein du département

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Taux d'exécution du plan de transfert des compétences et des ressources en matière de :								
- gestion des ressources forestières et fauniques	%			70	60	80	100	100
- Assainissement et la lutte contre les pollutions et nuisances	1			50	98	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités, Acte de transfert. Précisions méthodologiques : (actes de transfert pris / actes de transfert prévus) X 100								
3.2 : Taux d'exécution du plan de déconcentration des services centraux des Eaux et Forêts et de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances.	%	15	40	60	85	90	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités								

INDICATEURS	UNITE	RE	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE 2018 93	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Taux de réalisation des missions d'inspection	%	-	91,66	66, 66	91	92	93	93
Moyens de vérification : rapports d'activités								
Précisions méthodologiques = (Nombre de missions réalisées/ nombre de missions prévues)	X 100							
4.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection	%	-	-	-	70	80	85	90
Moyens de vérification : rapports de suivi de mise en œuvre de recommandations			•	-			,	
Précisions méthodologiques = (Nombre de recommandations mises en œuvre/nombre de reco	ommandatio	ns formulée	es) x100					

Budget-programmes 2017 - Page 358

Section: 714

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.3 Elaboration d'outil d'accompagnement des collectivités dans l'exercice des compétences transférées en matière d'assainissement 3.2.1 Définition du mécanisme de déconcentration (partage des responsabilités dans une synergie d'actions) pour le département 3.2.2 Poursuite la déconcentration du personnel 3.2.3 Inventaire du service régional et subrégional et le recensement exhaustif des agents de l'Etat en matière d'assainissement 4.1.1 Contrôle de la performance des services du département 4.1.2 Elaboration et amélioration des systèmes de gestion 4.2.1 Elaboration d'une feuille de route de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection 4.2.2 Organisation des missions de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection 4.2.3 Elaboration des rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection 4.2.3 Elaboration des rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection 	d'accompagnement des collectivités dans l'exercice des compétences transférer en matières d'assainissement 3.2.1 Tenue de l'atelier de validation du plan de déconcentration 3.2.2 Poursuite la déconcentration du personnel 3.2.3 Poursuite de l'inventaire du service régional et subrégional et le recensement exhaustif des agents de l'Etat en matière d'assainissement 4.1.1 Contrôle de la performance des services du département 4.1.2 Elaboration et amélioration des systèmes de gestion 4.2.1 Elaboration d'une feuille de route de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection 4.2.2 Organisation des missions de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection 4.2.3 Elaboration des rapports de suivi de la	dans le domaine de l'assainissement 3.2.2 Poursuite la déconcentration du personnel 3.2.3 Poursuite de l'inventaire du service régional et subrégional et le recensement exhaustif des agents de l'état en matière d'assainissement 4.1.1 Contrôle de la performance des services du département 4.1.2 Elaboration et amélioration des systèmes de gestion



Section: 714

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme a pour objet :

- Elaborer des éléments de la politique nationale en matière d'Assainissement et de Contrôle des Pollutions et des Nuisances et d'en assurer l'exécution ;
- d'Assurer la gestion durable des stations d'épuration des eaux usées et ouvrages annexes.

Indicateurs de résultats :	Unité	Réalisations			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018 75 70	2019
1.1 : Pourcentage de villages ayant atteint un statut Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL)	%	25	62,39	40	66	70	75	80
Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN		•	•	•	'		•	
Précisions méthodologiques : (Nombre de Villages certifiés / nombre total de villages déclenché	s) X 100							
1.2 : Pourcentage de ménages utilisant des latrines améliorées	%	24,95	29,7	26,5	40	50	70	80
Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN		•	•	•			•	
Précisions méthodologiques : (Nombre de ménages utilisant des latrines améliorées sur nombre	total de n	nénages) X	100					
1.3 : Pourcentage ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain)	%	17	30	45	50	60	70	80
Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN			•					
Précisions méthodologiques : (Nombre de ménages abonnés à un service de ramassage d'ordur	res sur no	mbre total	de ménages	X100				

Section: 714

Indicateurs de résultats :	Unité de	Période			Année en cours	CIBLES		
	Mesure	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1: Pourcentage de caniveaux, collecteurs construits et curés			•	-			•	•
- caniveaux construits		38,1	7,46	35	45	60	70	80
- collecteurs construits	%	23,2	0,2	23	25	40	60	80
- caniveaux curés		172,28	46,17	50	55	60	70	80
- collecteurs curés		46,61	77,13	78	80	90	95	100
				1			1	ı
2.2 : Pourcentage de dépôts de transit et de décharges finales construits								
- construction de dépôts de transit		6,3	11,11	20,78	25	50	70	80
- construction de décharges finales	%	0	0	0	0	50	60	70
- construction de décharges finales								
- construction de décharges maies - construction de station de boue de vidange		0	0	0	0	50	100	100
		0	33	0	0	50	100	100
- construction de station de boue de vidange		-						
- construction de station de boue de vidange - construction de station d'épuration des eaux usées.	ore total prévu) X 100	-						
- construction de station de boue de vidange - construction de station d'épuration des eaux usées. Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN/ANGESEM	ore total prévu) X 100 %	-						
- construction de station de boue de vidange - construction de station d'épuration des eaux usées. Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN/ANGESEM Précisions méthodologiques : (Nombre d'infrastructures construites sur nomb		0	33	0	0	50	100	100
- construction de station de boue de vidange - construction de station d'épuration des eaux usées. Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN/ANGESEM Précisions méthodologiques : (Nombre d'infrastructures construites sur nomb 2.3 Pourcentage de lieux publics et autres sites équipés en ouvrages	%	46,5	33	0 48	0 48	70	100	100



Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs de résultats	Unité de	Période			Année en cours		CIBLE	
	Mesure	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1: Pourcentage de Projets ayant un permis environnemental qui respectent les normes environnementales	%	30	30	35	40	60	70	80
Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN								
Précisions méthodologiques : (Nombre de Projets qui respectent les normes environnemental	es/nombro	e de Projets	ayant un pe	ermis envir	onnemental) x 100		
3.2: Taux d'élimination des stocks de pesticides obsolètes,	%	-	-	-	-	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport annuel DNACPN

Précisions méthodologiques: (Quantité de pesticides obsolètes éliminés / quantité totale de pesticides obsolètes inventoriés) x 100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Mise en œuvre des activités de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) 1.1.2 Réalisation d'émissions radiodiffusées et télévisées pour la promotion des latrines améliorées et sur le ramassage des ordures 1.1.3 Organisation de journées de sensibilisation (déchets liquides) et (volet ramassage des ordures) 1.1.4 Organisation de journées de sensibilisation et d'information sur la promotion des poubelles et latrines familiales améliorées à travers l'intermédiation sociale ou la subvention 	l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) 1.1.2 Réalisation d'émissions radiodiffusées et télévisées pour la promotion des latrines améliorées et sur le ramassage des ordures 1.1.3 Organisation de journées de sensibilisation (déchets liquides)et (volet ramassage des ordures) 1.1.4 Organisation de journées de sensibilisation et d'information sur la promotion des poubelles et latrines	et télévisées pour la promotion des latrines améliorées et sur le ramassage des ordures 1.1.3 Organisation de journées de sensibilisation (déchets liquides) et (volet ramassage des ordures) 1.1.4 Organisation de journées de sensibilisation et d'information sur la promotion des poubelles et latrines familiales améliorées à travers l'intermédiation sociale ou la

Section: 714

 1.1.5 Contrôle de la conformité de la gestion des déchets solides par les ménages (poubelles) 2.1.1 Construction, entretien, et réhabilitation des caniveaux, collecteurs d'y compris l'indemnisation des riverains 2.1.2 Entretien des caniveaux, collecteurs d'ouvrages collectifs de gestion des déchets liquides 1.1.5 Contrôle de la conformité de la ge des déchets solides par les ménag (poubelles) 2.1.1 Construction et réhabilitation caniveaux et collecteurs y compris l'indemnisation des riverains 2.1.2 Entretien des caniveaux, collecteurs d'ouvrages collectifs de gestion des déchets liquides 	des déchets solides par les ménages (poubelles) 2.1.1 Construction et réhabilitation des caniveaux et collecteurs y compris l'indemnisation des riverains 2.1.2 Entretien des caniveaux, collecteurs
 2.1.3 Construction et Réhabilitation d'ouvrages collectifs et individuels de gestion des déchets liquides et de réseaux d'égout et Raccordement des ménages 2.2.4 Construction des cellules et équipements pour dépôts de transits décharges, stations de boues de vidange 2.2.5 Identification, sécurisation, et aménagement de sites de station de décharges, de dépôts de transits boue de vidange et de station d'épuration 3.1.1 Évaluation de la mise en œuvre des PGES (plan de gestion environnemental et sociale) 3.1.2 Réalisation de l'audit d'environnement de projets ayant fait l'objet d'un permis environnemental 2.1.3 Construction et Réhabilitation d'ouvrages collectifs et individuel gestion des déchets liquides et de réseaux d'égout et Raccordement ménages 2.2.4 Construction des cellules et équipements pour dépôts de transit décharges, stations de boues de vid 2.2.5 Identification, sécurisation, et aménagement de sites de station décharges, de dépôts de transits be de vidange et de station d'épuration 3.1.1 Évaluation de la mise en œuvre des (plan de gestion environnemental sociale) 3.1.2 Réalisation de l'audit d'environnement de projets ayant fait l'objet d'un per environnemental 2.1.3 Construction et Réhabilitation d'ouvrages collectifs et individuel gestion des déchets liquides et de réseaux d'égout et Raccordement ménages 2.2.4 Construction des cellules et équipements pour dépôts de transis décharges, stations de boues de vid 2.2.5 Identification, sécurisation, et aménagement de sites de station d'épuration 3.1.1 Évaluation de la mise en œuvre des (plan de gestion environnemental sociale) 3.1.2 Réalisation de l'audit d'environnement de projets ayant fait l'objet d'un permis pervironnemental 3.1.3 Elimination des cellules et de réseaux d'égout et Raccordement ménages 2.2.4 Construction des cellules et équipements pour dépôts de transis décharges, stations de l'environnement ménages<td>déchets liquides 2.1.3 Construction et Réhabilitation r d'ouvrages collectifs et individuels de gestion des déchets liquides et de réseaux d'égout et Raccordement des ménages 2.2.4 Construction des cellules et équipements pour dépôts de transits décharges, stations de boues de vidange 2.2.5 Identification, sécurisation, et aménagement de sites de station de décharges, de dépôts de transits boue de vidange et de station d'épuration 3.1.1 Évaluation de la mise en œuvre des PGES (plan de gestion environnemental et sociale) 3.1.2 Réalisation de l'audit d'environnement de projets ayant fait l'objet d'un permis environnemental</td>	déchets liquides 2.1.3 Construction et Réhabilitation r d'ouvrages collectifs et individuels de gestion des déchets liquides et de réseaux d'égout et Raccordement des ménages 2.2.4 Construction des cellules et équipements pour dépôts de transits décharges, stations de boues de vidange 2.2.5 Identification, sécurisation, et aménagement de sites de station de décharges, de dépôts de transits boue de vidange et de station d'épuration 3.1.1 Évaluation de la mise en œuvre des PGES (plan de gestion environnemental et sociale) 3.1.2 Réalisation de l'audit d'environnement de projets ayant fait l'objet d'un permis environnemental
3.1.3 Elimination des stocks de pesticides obsolètes et déchets apparentés 3.1.4 Prévention et le contrôle de la réaccumulation des pesticides obsolètes et déchets apparentés 3.1.4 Prévention et le contrôle de la réaccumulation des pesticides obsolètes et déchets apparentés et déchets apparentés	obsolètes et déchets apparentés é- 3.1.4 Prévention d et le contrôle de la ré-



SAUVEGARDE ET GESTION INTEGREE DES RESSOURCES DU BASSIN DU FLEUVE NIGER

Section: 714

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme a pour objectif de veiller à la sauvegarde du bassin du fleuve Niger en tant qu'entité vitale du pays

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018 100	2019
1 : Taux de fonctionnalité des cadres de concertation	%	57	60	70	100	100	100	100
récisions méthodologiques: (Nombre de comités de gestion, comités de sous bassin loyens de vérification: Programme technique et financier, PV de réunion, Rapport d'ac 2: Pourcentage de membres des cadres de concertation et comités de gestion formé	tivités annu		omites mis e	50	75	100	100	100
récisions méthodologiques : (Nombre de personnes formées /Nombre total de person loyens de vérification : Programme technique et financier, Rapport de formation	nes à forme	r) x 100	-					
3 : Taux d'adoption de la technique de protection des berges par le vétiver par les sagers / populations formées	%	73	73	73	90	100	100	100

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018 100	2019
2.1 : Taux de réalisation des travaux de protection et d'aménagement des berges	%	27	49,29	50	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de mètres linéaires réalisé/Nombre total de mètre	res linéaires _l	prévu) x 100)		•		•	
Moyens de vérification: Programme technique et financier, Rapport de suivi et d'évalu	ation							
2.2 : Taux de faucardage de plan d'eau infesté	%	-	-	-	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Superficie faucardée/superficie prévue) x100	•		•	•	-		•	



SAUVEGARDE ET GESTION INTEGREE DES RESSOURCES DU BASSIN DU **FLEUVE NIGER**

Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Développer les relations	de partenariat et renforcer	les capacités de l'agence

UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
%	57	66	65	100	100	100	100
l de projet	conjointeme	ent élaboré :	x 100				
port d'éval	ıation, rapp	ort d'activi	tés annuel				
%	-	-	-	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de formation suivie/ Nombre de formation prévue) x100							
]	% Il de projet d'évalu %	WNITE 2013 % 57 All de projet conjointement d'évaluation, rapp	WNITE 2013 2014 % 57 66 Al de projet conjointement élaboré : port d'évaluation, rapport d'activit %	WNITE 2013 2014 2015 % 57 66 65 Al de projet conjointement élaboré x 100 port d'évaluation, rapport d'activités annuel %	REALISATIONS cours 2013 2014 2015 2016 % 57 66 65 100 all de projet conjointement élaboré x 100 100 100 port d'évaluation, rapport d'activités annuel - - 100	REALISATIONS cours 2013 2014 2015 2016 2017 % 57 66 65 100 100 all de projet conjointement élaboré x 100 100 100 100 port d'évaluation, rapport d'activités annuel - - 100 100	REALISATIONS cours CIBLE 2013 2014 2015 2016 2017 2018 % 57 66 65 100 100 100 Il de projet conjointement élaboré x 100 port d'évaluation, rapport d'activités annuel % - - 100 100 100

Moyens de vérification : Programme technique et financier, rapport de formation, attestation/certificat, rapport annuel

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite de la mise en place des cadres de concertation des acteurs et usagers du fleuve Niger 1.2.1 Renforcement des capacités des membres des cadres de concertation et autres acteurs dans la préservation du fleuve Niger 1.2.2 Organisation et participation aux campagnes d'information et de sensibilisation pour une mobilisation sociale autour des enjeux liés à la protection du bassin du fleuve Niger 1.2.3 Production d'articles, documentaires dans les mass médias 	de concertation des acteurs et usagers du fleuve Niger 1.2.1 Renforcement des capacités des membres des cadres de concertation et autres acteurs dans la préservation du fleuve Niger 1.2.2 Organisation et participation aux campagnes d'information et de sensibilisation pour une mobilisation sociale autour des enjeux liés à la protection du bassin du fleuve Niger	place des cadres de concertation des acteurs et usagers du fleuve Niger 1.2.1 Renforcement des capacités des



SAUVEGARDE ET GESTION INTEGREE DES RESSOURCES DU BASSIN DU FLEUVE NIGER

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.1 Réalisation des études sur le fleuve Niger et son bassin 2.1.2 Poursuite de la mise en œuvre des aménagements de berges dans le bassin versant du Niger dont Diafarabé 2.2.1 Faucardage des plantes aquatiques nuisibles dans d'autres zones infestées 2.2.2 Suivi des techniques de bonne gestion des eaux usées artisanales par les teinturières 2.3.1 Curage du lit principal et des chenaux ensablés 2.4.1 Organisation des missions de contrôle et de surveillance sur le fleuve Niger 3.1.1 Réalisation des visites d'échange 3.1.2 Elaboration, signature, et suivi de la mise en œuvre des protocoles d'accords 3.2.1 Formation des agents de l'ABFN 	Niger et son bassin 2.1.2 Mise en œuvre des aménagements de berges sur le cours principal et dans le bassin du Niger 2.2.1 Faucardage des plantes aquatiques nuisibles dans d'autres zones infestées 2.2.2 Suivi des techniques de bonne gestion des eaux usées artisanales par les teinturières 2.3.1 Curage du lit principal et des chenaux ensablés 2.4.1 Organisation des missions de contrôle et de surveillance sur le fleuve Niger 3.1.1 Réalisation des visites d'échange 3.1.2 Elaboration, signature, et suivi de la mise en œuvre des protocoles d'accords	berges sur le cours principal et dans le bassin du Niger 2.2.1 Faucardage des plantes aquatiques nuisibles dans d'autres zones infestées 2.2.2 Suivi des techniques de bonne gestion des eaux usées artisanales par les teinturières



Section: 714

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

La Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation des eaux et sols, de lutte contre la désertification, de gestion durable des forêts, de zones humides, de la faune sauvage et de son habitat, de préservation de la diversité biologique des espèces de faune et de flore sauvages, de promotion et de valorisation des produits de la flore et de la faune sauvage et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre

INDICATEURS	UNITE	UNITE	RI	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : Pourcentage de texte législatif, réglementaire et normatif élaboré.	%	-	-	50	60	70	80	80	
Moyens de vérification : Rapport annuel									
Précisions méthodologiques : = (Nombre de textes législatif, réglementaire et normatif élaborés	/Nombre	de textes lé	gislatif, régl	ementaire e	t normatif p	ogrammés) X 100		
1.2 : Pourcentage de texte législatif, réglementaire et normatif relu	%	-	-	50	60	70	80	80	
Moyens de vérification : Rapport annuel	•								
Précisions méthodologiques : = (Nombre de textes législatif, réglementaire et normatif relus./No	mbre de t	extes légis l	atif, régleme	ntaire et no	ormatif progr	ammés) X	100		
1.3 : Pourcentage de texte législatif, réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques diffusé	%	-	-	-	50	60	70	80	
Moyens de vérification : Rapport annuel	•			_					
Précisions méthodologiques : = (Nombre de textes diffusés /Nombre de textes programmés) X 1	00								



Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Assurer la gestion durable des terres

Objecti 2 . Assurer ta gestion durable des terres								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1: Pourcentage des superficies de terres restaurées	%	52,84	57,71	53,4	89,83	90	95	95
Moyens de vérification : Rapport annuel								
Précisions méthodologiques : = (superficies restaurées /superficies totales programmées) X 100	1							

Précisions méthodologiques : (le nombre d'acteurs formés / le nombre total d'acteurs programmés) X100

2.3 : Pourcentage d'acteurs formés adoptant les techniques de DRS-CES. % - - 60 70 80 90

Moyens de vérification : Rapport annuel

Précisions méthodologiques: (le nombre d'acteurs ayant adopté les techniques DRS-CES / le nombre d'acteurs formés) X100

Objectif 3: Promouvoir	la compouration of le	, rolania ation da la	diromaitá biologiano
Objectif 5 : Promonyou	Ta conservation et la	i vaiorisalion de la	i ai vers ne biologiane

INDICATEURS	UNITE	UNITE REALISATIONS		Année en cours	CIBLES				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 : Pourcentage d'études réalisées pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité.	%	-	-	-	60	65	70	80	
Moyens de vérification : Rapport annuel, rapports d'études disponibles									
Précisions méthodologiques = (le nombre de rapport d'études réalisées / le nombre total d'études	les prévue	es) X100							
3.2 : Taux de réduction de réduction des superficies brulées par les feux de brousse.	%	6,27	-16,31	2,71	-10	-15	-20	-30	
Moyens de vérification : Rapport annuel	•	•		•					
Précisions méthodologiques: (superficie brulée de l'année N – superficie brulée de l'année N-	Précisions méthodologiques: (superficie brulée de l'année N – superficie brulée de l'année N-1/ superficie brulée de l'année N-1) x 100								
3.3 Taux des superficies inscrites des Zones Humides sur la Liste RAMSA	%	-	-	3,38	3,8	4,38	4,5	4,5	
Invens de vérification : Demost ennuel DNEE Demost de Mise en couvre du plen d'action du DA ZU									

Moyens de vérification: Rapport annuel DNEF, Rapport de Mise en œuvre du plan d'action du PAZU.

Précisions méthodologiques : (Superficie totale cumulée des zones humides inscrites / (Superficie du Mali = 1 241 238 km²) X100

NB : Superficie (4) ZH inscrites jusqu'en 2014 (42 046,4 km²) /1 241 238 km² = 3,38%



Section: 714

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux de réalisation								
Des séances d'IEC	%	48,19	,19 100	93,38	84,6	85	90	90
Des stages de perfectionnement et de Formations des acteurs de la GRFF.								
Moyens de vérification : Rapport de Mise en œuvre des Conventions, Accords et Traités								
Précisions méthodologiques : (Nombre de formations, de stages et des séances d'IEC / le	Nombre total d	le formation	ıs, de stage	s et des séa	ances d'IEC r	éalisées) x	.100	
4.2 Taux de participation aux réunions statutaires des conventions, Accords et Traités	%			100	80	85	90	90
internationaux.	70	-	_	100	80	65	90	90
Moyens de vérification : Rapport de Mise en œuvre des Conventions, Accords et Traités								
Précisions méthodologiques : (Nombre de réunions statutaires participées / le Nombre to	tal de réunions	statutaires	prévues) xl	.00				
4.3 Taux d'admission des élèves du centre de formation CFPF en fin de cycle.	%	94,85	100	98,07	100	98	99	99
Moyens de vérification: Rapport du CFPF et/ou Rapport annuel	•			-	- -			•
Précisions méthodologiques : (Nombre de candidats admis en fin de Cycle au Centre CF	PF/ Nombre tota	al de Candi	dats présen	tés) X100				
.4. Taux de mise place d'organisations locales pour la conservation de la nature	%	_	_	_	95	98	99	99

CONSERVATION DE LA NATURE

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
réglementaires et normatifs relatives à la gestion des AP 1.1.3 Elaboration de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisationdes produits forestiers	la gestion des ressources forestières. 1.1.2 Elaboration de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion des AP. 1.1.3 Elaboration de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisationdes produits forestiers 1.1.4 Elaboration de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisationdes produits et des services de la faune et des AP 1.2.1 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion des ressources forestières. 1.2.2 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion de la faune et des AP 1.2.3 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisationdes produits forestiers 1.2.4 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisationdes biens et des services des AP 1.3.1 Réalisation de missions de diffusion des textes législatif et réglementaire	des AP 1.2.1 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion des ressources forestières. 1.2.2 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion de la faune et des AP 1.2.3 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisation des produits forestiers 1.2.4 Réalisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisation de la relecture de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatives à la gestion et à la valorisation des biens et des services des AP 1.3.1 Réalisation de missions de diffusion des textes législatif et réglementaires

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
filtrantes ou digues en terres (7000 m) 2.1.2 Réalisation de Zaï et Demi-lunes (4000 ha) 2.1.3 Réalisation de régénération naturelle assistée (10 000 ha) 2.1.4 Réalisation de fascines (3000 m) 2.1.5 Réalisation de travaux de stabilisation des dunes (400 ha) 2.2.1 Réalisation de la formation des formateurs sur les techniques de DRC-CES. 2.2.2 Réalisation des formations des communautés et des collectivités. 2.2.3 Réalisation des formations du personnel des Eaux et forêts 2.2.4 Réalisation des formations des associations et groupements féminins 2.3.1 Intégration des activités du défrichement amélioré dans la production (sylviculture agriculture et élevage). 2.3.2 Intégration des activités de DRS-CES dans la production (sylviculture, agriculture et élevage). 2.3.3 Intégration d'activités de régénération	émissions TV; production de 10 articles dans journaux/revues sur la gestion des ressources forestières et fauniques. 1.3.4 Réalisation d'articles pour la diffusion des textes en matière de GRFF. 1.3.5 Réalisation de mission de contrôle de suivi et de supervision 2.1.1 Réalisation de cordons pierreux ou digues en terres (7500 m) 2.1.2 Réalisation de Zaï et Demi-lunes (5000 ha) 2.1.3 Réalisation de régénération naturelle assistée(10 000 ha) 2.1.4 Réalisation de fascines (3000 m) 2.1.5 Réalisation de travaux de stabilisation des dunes (450 ha) 2.2.1 Réalisation de la formation des formateurs sur les techniques de DRC-CES. 2.2.2 Réalisation des formations du personnel des Eaux et forêts 2.2.4 Réalisation des formations des associations et groupements féminins 2.3.1 Intégration des activités du défrichement amélioré dans la production (sylviculture, agriculture et élevage). 2.3.2 Intégration des activités de DRS-CES dans la production (sylviculture, agriculture, agriculture, agriculture et élevage). 2.3.3 Intégration d'activités de régénération	25 émissions TV; production de 10 articles dans journaux/revues sur la gestion des ressources forestières et fauniques. 1.3.4 Réalisation d'articles pour la diffusion des textes en matière de GRFF. 1.3.5 Réalisation de mission de contrôle de suivi et de supervision 2.1.1 Réalisation de cordons pierreux ou digues en terres (8000 m) 2.1.2 Réalisation de Zaï et Demi-lunes (5000 ha) 2.1.3 Réalisation de régénération naturelle assistée (10 000 ha) 2.1.4 Réalisation de fascines (3000 m) 2.1.5 Réalisation de travaux de stabilisation des dunes (500 ha) 2.2.1 Réalisation de la formation des formateurs sur les techniques de DRC-CES. 2.2.2 Réalisation des formations des communautés et des collectivités. 2.2.3 Réalisation des formations du personnel des Eaux et forêts 2.2.4 Réalisation des formations des

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 ACTIVITES PERTINENTES 201	19
3.1.1 Identification d'études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité. 3.1.2 Réalisation d'études dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité. 3.1.3 Diffusion des résultats d'études sur la biodiversité. 3.1.4 Réalisation d'activités issues des d'études dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité. 3.1.4 Réalisation d'activités issues des d'études dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité des conservation et valorisation de la biodiversité de la conservation et valorisation de la biodiversité de la conservation et valorisation de la biodiversité de la conservation et valorisation des associations et groupements de femmes dans la Gestion et la valorisation des associations et groupements de femmes dans la Gestion et la valorisation des cours d'eau. 3.3.1 Mise en place d'organisations locales de lutte contre les feux de brousse (creation et ou redynamisation des proganisation des des cours d'eau. 3.3.2 Formation et équipement des organisation des techniques culturales adaptées dans le cadre de la résilience au changement climatique au changement climatique de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité. 3.1.1 Identification d'études dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'études sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité d'ans le cadre de l'	esilience es dans é. Ire de s sur la sur la soration ersité n vue in de la cour la la emmes n des ques ues e Niger ocales sse des

des différents écosystèmes et zones humides 3.4.2 Identification de zones humides aptes à l'inscription sur la liste Ramsar Enquéte socio-économique 3.4.3 Realisation d'enquête socio-économique 3.4.4 Elaboration des documents relatifs à l'inscription des des durants relatifs à l'inscription des des des durants relatifs à l'inscription des documents relatifs à l'inscription des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 3.4.5 Diffusion des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 4.1.1 Realisation des séances d'IEC dans le cadre de la GRFF 4.1.2 Réalisation des stages de perfectionnement et de recyclages des acteurs de la GRFF 4.1.2 Réalisation des formations continues et diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF 4.1.4 Réalisation de voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences 4.2.1 Préparation des réunion statutaires des Conventions, Accords et Traités 4.2.2 Organisation des voyages 4.2.3 Participations aux différentes sessions des COP. 4.2.4 Restitution et diffusion des résolutions 4.5 Diffusion des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 3.4.5 Diffusion des documents relatifs à l'inscription des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 4.1.1 Réalisation des formations continues et diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF 4.1.4 Réalisation de voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences des conventions, Accords et Traités 4.2.2 Organisation des voyages 4.2.3 Participations aux différentes sessions des COP. 4.2.4 Restitution et diffusion des résolutions	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse. 3.4.1 Réaliser des inventaires des ressources des différents écosystèmes et zones humides 3.4.2 Identification de zones humides aptes à l'inscription sur la liste Ramsar Enquête socio- économique 3.4.3 Réalisation d'enquête socio- économique 3.4.4 Elaboration des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 3.4.5 Diffusion des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 4.1.1 Réalisation des séances d'IEC dans le cadre de la GRFF 4.1.2 Réalisation de stages de perfectionnement et de recyclages des acteurs de la GRFF 4.1.3 Réalisation des formations continues et diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF 4.1.4 Réalisation de voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences 4.2.1 Préparation des réunion statutaires des Conventions, Accords et Traités 4.2.2 Organisation des voyages 4.2.3 Participations aux différentes sessions des COP. 4.2.4 Restitution et diffusion des résolutions	gestion des ressources forestières et fauniques 3.3.4 Encadrement de 100 d'associations de femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse. 3.4.1 Réaliser des inventaires des ressources des différents écosystèmes et zones humides 3.4.2 Identification de zones humides aptes à l'inscription sur la liste Ramsar Enquête socio- économique 3.4.3 Réalisation d'enquête socio- économique 3.4.4 Elaboration des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 3.4.5 Diffusion des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 4.1.1 Réalisation des séances d'IEC dans le cadre de la GRFF 4.1.2 Réalisation de stages de perfectionnement et de recyclages des acteurs de la GRFF 4.1.3 Réalisation des formations continues et diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF 4.1.4 Réalisation de voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences 4.2.1 Préparation des réunion statutaires des Conventions, Accords et Traités 4.2.2 Organisation des voyages 4.2.3 Participations aux différentes sessions des COP. 4.2.4 Restitution et diffusion des résolutions	gestion des ressources forestières et fauniques 3.3.4 Encadrement de 100 d'associations de femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse. 3.4.1 Réaliser des inventaires des ressources des différents écosystèmes et zones humides 3.4.2 Identification de zones humides aptes à l'inscription sur la liste Ramsar Enquête socio- économique 3.4.3 Réalisation d'enquête socio- économique 3.4.4 Elaboration des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 3.4.5 Diffusion des documents relatifs à l'inscription des sites sur la liste RAMSAR 4.1.1 Réalisation des séances d'IEC dans le cadre de la GRFF 4.1.2 Réalisation de stages de perfectionnement et de recyclages des acteurs de la GRFF 4.1.3 Réalisation des formations continues et diplômantes du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF 4.1.4 Réalisation de voyages d'études et de visites d'échanges d'expériences 4.2.1 Préparation des réunion statutaires des Conventions, Accords et Traités 4.2.2 Organisation des voyages 4.2.3 Participations aux différentes sessions



Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
des résolutions et recommandations issues des COP 4.3.1 Formation de 35 filles et 64 garçons élèves techniciens,20 filles et 30 garçons élèves agents techniques des Eaux et Forêts au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA 4.3.2 Recrutement par voie de concours de 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts 4.3.3 Organisation des stages pour les élèves en fin de cycle. 4.4.1 Création de (200) cadres de concertation, (750) comités villageois au niveau des collectivités pour la	des résolutions et recommandations issues des COP 4.3.1 Formation de 35 filles et 64 garçons élèves techniciens,20 filles et 30 garçons élèves agents techniques des Eaux et Forêts au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA 4.3.2 Recrutement par voie de concours de 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts 4.3.3 Organisation des stages pour les élèves en fin de cycle. 4.4.1 Création de (200) cadres de concertation, (750) comités villageois au niveau des collectivités pour la gestion et la conservation de la nature. 4.4.2 Elaboration et mise en œuvre de conventions locales de GRN 4.4.3 Diffuser les outils techniques de transfert de compétence de GRN aux collectivités.	 4.3.1 Formation de 35 filles et 64 garçons élèves techniciens,20 filles et 30 garçons élèves agents techniques des Eaux et Forêts au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA 4.3.2 Recrutement par voie de concours de 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts 4.3.3 Organisation des stages pour les élèves en fin de cycle. 4.4.1 Création de (200) cadres de concertation, (750) comités villageois au niveau des collectivités pour la gestion et la conservation de la nature.



COORDINATION DE LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Section: 714

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme intitulé « Coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement » a pour mission d'assurer la coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement et de veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les politiques

Indicateurs de résultats	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Pourcentage de programmes d'action environnementale dont la mise en œuvre est suivi	%	77,77	88,88	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel de l'AEDD	Moyens de vérification: Rapport annuel de l'AEDD							
Précisions méthodologiques : (Nombre de programmes suivis/nombre de programmes programm	més) x 100).						
1.2 : Proportion de Conventions Accords et Traités (CAT), diffusés	%	100	100	100	100	100	100	100
Moyens de vérification Rapport annuel de l'AEDD			•		•			
Précisions méthodologiques : (Nombre de CAT diffusés/Nombre de CAT programmés) x 100								
1.3 : Taux d'accroissement des utilisateurs des sites web	%	31,72	-13,44	60	70	80	90	95
Moyens de vérification : Rapport annuel de l'AEDD	•			•				
Précisions méthodologiques : ((Nombre d'utilisateurs année n - Nombre d'utilisateur année n - l	1)/ Nombre	e d'utilis ate	ur année n	-1) v 100				



LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Section: 714

Indicateurs de résultats	UNITE	REALISATIONS		Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2014 2015		2017	2018	2019
2.1 : Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	%	30	33,33	36,66	100	42,85	50	57,14
Moyens de vérification : Rapport annuel de l'AEDD Précisions méthodologiques : (Nombre total de politiques intégrant la dimension environner 2.2 : Pourcentage de PDESC intégrant la dimension environnementale	mentale/ Non	abre total d	e politiques	sectorielle 6,38	es x 100	13,51	16,35	19,2
Moyens de vérification : rapport annuel Précisions méthodologiques (Nombre de PDSEC prenant en compte l'environnement / Nombre total de PDSEC x 100. (Nbre PDESC réalisés/Nbre PDESC prévu *100	,,,	1,20	3,51	0,50	100	13,51	10,00	17,2
(Note 1 DESC realises/Note 1 DESC pieva 100								

LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes d'action environnementale 1.1.2 Tenue des réunions du CNE 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre de la SNDD et promotion des activités du développement durable 1.1.4 Relecture des textes législatifs et réglementaires sur l'utilisation de la biotechnologie au Mali 1.1.5 Renforcement des capacités de l'Agence et des acteurs intervenant dans le domaine de l'environnement 1.2.1 Coordination de la mise en œuvre des différentes conventions relatives à l'environnement 1.2.2 Mise en place d'un dispositif de coordination de la mise œuvre des AME ratifiés par le Mali 1.2.3 Organisation des réunions des Points Focaux 1.2.4 Préparation de la participation aux Conférences des parties (COP) 1.2.5 Organisation des restitutions des COP et autres rencontres internationales 1.3.1 Mise à jour de la base de données et du site WEB de l'AEDD 1.3.2 Organisation de la quinzaine de l'environnement 1.3.3 Production et diffusion du rapport sur l'état de l'environnement 	programmes d'action environnementale 1.1.2 Tenue des réunions du CNE 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre de la SNDD et promotion des activités du développement durable 1.1.4 Relecture des textes législatifs et réglementaires sur l'utilisation de la biotechnologie au Mali 1.1.5 Renforcement des capacités de l'Agence et des acteurs intervenant dans le domaine de l'environnement 1.2.1 Coordination de la mise en œuvre des différentes conventions relatives à l'environnement 1.2.2 Suivi du dispositif de coordination de la mise œuvre des AME ratifiés par le Mali 1.2.3 Organisation des réunions des Points Focaux 1.2.4 Préparation de la participation aux Conférences des parties (COP) 1.2.5 Organisation des restitutions des COP	1.1.1 Suivi de la mise en œuvre des programmes d'action environnementale 1.1.2 Tenue des réunions du CNE 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre de la SNDD et promotion des activités du développement durable 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre de la loi sur la sécurité en biotechnologie 1.1.5 Renforcement des capacités de l'Agence et des acteurs intervenant dans le domaine de l'environnement 1.2.1 Coordination de la mise en œuvre des différentes conventions relatives à l'environnement 1.2.2 Suivi du dispositif de coordination de la mise œuvre des AME ratifiés par le Mali 1.2.3 Organisation des réunions des Points Focaux 1.2.4 Préparation de la participation aux Conférences des parties (COP) 1.2.5 Organisation des restitutions des COP et autres rencontres internationales 1.3.1 Mise à jour de la base de données et du site de l'AEDD 1.3.2 Organisation de la quinzaine de l'environnement 1.3.3 Production et diffusion du rapport sur l'état de l'environnement 1.3.4 Production de la revue « Notre Environnement »



LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
2.2.3 Mise en œuvre du CSI-GDT2.3.1 Mise en œuvre de l'Evaluation	 1.3.5 Suivi de la mise en œuvre de la PNPE 2.1.1 Intégration de la dimension environnementale dans les politiques sectorielles 2.2.1 Intégration de la dimension environnementale dans les PDSEC 2.2.3 Diffusion de l'outil Climate proofing 2.2.4 Mise en œuvre du CSI-GDT 2.3.1 Mise en œuvre de l'Evaluation Environnementale Stratégique dans les secteurs 2.3.2 Suivi des EES 	 1.3.5 Suivi de la mise en œuvre de la PNPE 2.1.1 Intégration de la dimension environnementale dans les politiques sectorielles 2.2.1 Intégration de la dimension environnementale dans les PDSEC 2.2.3 Diffusion de l'outil Climate proofing 2.2.4 Mise en œuvre du CSI-GDT 2.3.1 Mise en œuvre de l'Evaluation Environnementale Stratégique dans les secteurs 2.3.2 Suivi des EES 2.3.3 Suivi des modes de Consommation et de Production Durable au Mali



Section: 714

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

La Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation des eaux et sols, de lutte contre la désertification, de gestion durable des forêts, de zones humides, de la faune sauvage et de son habitat, de préservation de la diversité biologique des espèces de faune et de flore sauvages, de promotion et de valorisation des produits de la flore et de la faune sauvage et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1.Pourcentage de plans d'aménagement et de gestion d'aires protégées élaboré (PAGS).	%	-	-	-	70	75	80	90
Moyens de vérification : Rapport annuel	Moyens de vérification : Rapport annuel							
Précisions méthodologiques := (Nombre PAGS élaboré /Nombre totale de PAGS programmé) X	X 100							
1.2 : Pourcentage de plans d'aménagement et de gestion d'aires protégées mis en œuvre.	%	-	-	-	60	70	80	90
Moyens de vérification : Rapport annuel			•					•
Précisions méthodologiques : = (Nombre PAGS mis en œuvre /Nombre totale de PAGS élaboré) X 100								
1.3 : Le taux d'aires protégées sécurisées.								
Moyens de vérification : Rapport Annuel et Actes d'immatriculation du Domaine.								
Précisions méthodologiques :(Nombre d'aires protégées immatriculées/ Nombre total d'aires protégées) ×100								



Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Promouvoir la conservation et la valorisation des aires	s protégées
--	-------------

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Le taux de superficie d'airesprotégées mise sous aménagement	%	-	-	-	75	80	85	90
Moyens de vérification : Rapport annuel		•	•	•				
Précisions méthodologiques = Superficie d'aires protégées mise sous aménagement + S	uperficie total des	aires proté	gées) X100					
2.2 : Taux de réalisation d'études sur la dynamique des aires protégées	%	-	-	-	70	75	80	85
Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport d'études spécifiques			•					
Précisions méthodologiques : (Nombre d'études réalisées sur les aires protégées/ Nombre	ore d'études progr	ammées su	r les aires p	otégées) x	100			
2.3 : Taux de Partenariat Public et Privés mis en œuvre des aires protégées	%	-	-	-	75	80	85	90
Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport d'études spécifiques	-		•	•	-			,
Précisions méthodologiques : (Nombre de contrat d'amodiation mis en œuvre / Nombre	total de contrat d	'amodiation	n) x 100					

01: 4:03		D 6		•	•	4.		•	.,,
Objectif 3:	•	Rentarcer	66	canacites	4n	GESTIAN	COC	airec	nrategees
Objection 5.		IXCIII OI CCI	103	Capacitos	u	20301011	ucs	antes	DI OLCECCO

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Pourcentage de mise place d'organisations locales pour la conservation et la valorisation d'aires protégées	%	-	-	-	95	98	99	99
Moyens de vérification : Rapport annuel								
Précisions méthodologiques : (Nombre d'organisation mises en place / Nombre total d'organisations programmées) X100								
3.2 Taux de formation de spécialisation de cadres forestiers en gestion des aires protégées	%	-	-	-	90	95	95	98
Moyens de vérification : Rapport annuel				•	•			
Précisions méthodologiques : (Nombre de cadres ayant bénéficiés de la formation de spécialisa	tion / Nor	nbre total d	e Cadres pr	ogrammés)	X100			
3.3 Taux de réalisation des missions de contrôle, d'émissions et d'appui conseil pour la durable des aires protégées.	%	-	-	-	80	85	90	90
Moyens de vérification : Rapport annuel, rapport de suivi et de supervision								

Précisions méthodologiques: (Nombre de missions de contrôle, d'émissions et d'appui conseil réalisées/ Nombre total de missions de contrôle, d'émissions et d'appui conseil réalisées) X100



Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 4 : Améliorer	'habitat de la faune dans	s les Aires Protégées
O SJOURN . VIIII		, 100 1111 00 1 1 000 5 000

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux de réalisation et d'aménagement des points d'eau dans les AP	%	-	-	-	30	35	40	50
Moyens de vérification : Rapport annuel								
Précisions méthodologiques : (Nombre réalisation et d'aménagement des points d'eau / le Nombre de réalisation et d'aménagement des points d'eau programmées) x100								
4. 2 : Taux réalisation des infrastructures de protection et de promotion du tourisme.	%	-	-	-	80	85	90	90
Moyens de vérification : Rapport annuel								
Précisions méthodologiques: (Nombre d'infrastructures réalisés / Nombre total d'infrastructures programmées) X100								
4.3 : Taux de réalisation des actions d'amélioration des peuplements et de l'habitat de la faune	%	ı	-	1	80	85	90	90

Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport de suivi et de supervision

Précisions méthodologiques: (Nombre actions d'amélioration des peuplements et de l'habitat de la faune / Nombre d'actions d'amélioration des peuplements et de l'habitat de la faune programmés) X100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de gestion de (20) d'aires protégées élaboré (PAGS). 1.1.2 Actualisation de plans d'aménagement et de gestion d'aires protégées (5) 1.1.3 Réalisation d'études (d'inventaire fauniques et socio-économiques des AP	et de gestion d'aires protégées (5) 1.1.3 Réalisation d'études (d'inventaire fauniques et socio-économiques des AP 1.1.4 Réalisation de la cartographie des aires protégées 1.2.1 Validation et approbation des plans	et de gestion de forêts (20) d'aires protégées élaboré (PAGS). 1.1.2 Actualisation de plans d'aménagement et de gestion d'aires protégées (5) 1.1.3 Réalisation d'études (d'inventaire fauniques et socio-économiques des



Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
les (20) aires protégées 1.3.4 Mise en place de Brigades de contrôle et de surveillance locales des AP 2.1.1 Mise sous aménagement de 50.000 ha d'aires protégées.	et de gestion des aires protégées (10) 1.2.3 Délimitation des différentes zones d'actions d'aménagement des AP. 1.2.4 Réalisation des opérations et actions d'aménagement et de gestion des 10 AP 1.2.5 Réalisation missions de suivi et de supervision des travaux d'aménagement et de gestion des AP 1.3.1 Immatriculer (20) aires protégées 1.3.2 Insertion des cartes de (20) aires protégées dans le cadastre 1.3.3 Réaliser des opérations de déguerpissement de (20) aires protégées 1.3.4 Réalisation de mission de contrôle dans les (20) aires protégées 1.3.4 Mise en place de Brigades de contrôle et de surveillance locales des AP 2.1.1 Mise sous aménagement 200.000 ha de forêts classées 2.1.2 Mise sous aménagement 350.000 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux 2.1.3 Création de 30 000 ha de Mise en défens	d'aménagement et de gestion des aires protégées (10) 1.2.3 Délimitation des différentes zones d'actions d'aménagement des AP. 1.2.4 Réalisation des opérations et actions d'aménagement et de gestion des 10 AP 1.2.5 Réalisation missions de suivi et de supervision des travaux d'aménagement et de gestion des AP 1.3.1 Immatriculer (20) aires protégées 1.3.2 Insertion des cartes de (20) aires protégées dans le cadastre 1.3.3 Réaliser des opérations de déguerpissement de (20) aires protégées 1.3.4 Réalisation de mission de contrôle dans les (20) aires protégées 1.3.4 Mise en place de Brigades de contrôle et de surveillance locales des AP 2.1.1 Mise sous aménagement 200.000 ha de forêts classées 2.1.2 Mise sous aménagement 350.000 ha de massifs villageois et 500 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux 2.1.3 Création de 30 000 ha de Mise en défens dans le domaine protégé de l'Etat 2.2.1 Identification d'études d'évaluation de la dynamique des aires protégées

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
d'amodiation 3.1.1 Mise en place de cadres de concertation autour des aires protégées 3.1.2 Création d'aires protégées villageoises et/ou communales 3.1.3 Création de brigades villageoises d'appui de contrôle et de surveillance 3.1.4 Mise en place d'organes pour assurer le transfert de compétence aux collectivités	 2.3.3 Suivre et évaluer les contrats d'amodiation 3.1.1 Mise en place de cadres de concertation autour des aires protégées 3.1.2 Création d'aires protégées villageoises et/ou communales 3.1.3 Création de brigades villageoises d'appui 	réalisées sur les aires protégées. 2.3.1 Réalisation des actions contenues dans les contrats d'amodiation 2.3.2 Réalisation des actions contenues dans les cahiers de charge des contrats d'amodiation 2.3.3 Suivre et évaluer les contrats d'amodiation 3.1.1 Mise en place de cadres de concertation
la gestion 3.2.1 Elaboration de plan de formation pour la spécialisation des cadres en gestion des AP. 3.2.2 Définition des critères de sélection des cadres pour les formations de	transfert de compétence aux collectivités 3.1.5 Elaboration les dispositions législatifs et techniques pour un transfert efficace de la gestion 3.2.1 Elaboration de plan de formation pour la spécialisation des cadres en gestion des	et/ou communales 3.1.3 Création de brigades villageoises d'appui de contrôle et de surveillance 3.1.4 Mise en place d'organes pour assurer le transfert de compétence aux collectivités
spécialisation. 3.2.3 Réalisation de la formation de spécialisation des cadresforestiers. 3.3.1 Réalisation de missions de contrôle. 3.3.2 Réalisation d'émissions radio et TV	3.2.2 Définition des critères de sélection des cadres pour les formations de spécialisation.3.2.3 Réalisation de la formation de	3.1.5 Elaboration les dispositions législatifs et techniques pour un transfert efficace de la gestion3.2.1 Elaboration de plan de formation pour la spécialisation des cadres en gestion
	3.3.2 Réalisation d'émissions radio et TV 3.3.3 Réalisation de missions d'appui conseils. 3.3.4 Réalisation de missions de surveillance	
 4.1.4 Réalisation des actions de restauration de l'habitat de la faune. 4.1.5 Aménagement du pâturage de la faune. 4.2.1 Ouverture de pare-feu 4.2.2 Entretien de pare-feu 	4.1.2 Aménagement de mares pour la faune.4.1.3 Aménagement des parcours de la faune.4.1.4 Réalisation des actions de restauration de l'habitat de la faune.	conseils. 3.3.4 Réalisation de missions de surveillance
	4.1.5 Aménagement du pâturage de la faune. 4.2.1 Ouverture de pare-feu	4.1.1 Création des points d'eau (puits, forages équipés).



Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de l'habitat de la faune. 4.3.2 Aménagement du pâturage de la faune	 4.2.3 Ouverture et entretien de pistes touristique. 4.2.4 Aménagements des gîtes 4.2.5 Aménagement de campements touristiques 4.3.1 Réalisation des actions de restauration de l'habitat de la faune. 4.3.2 Aménagement du pâturage de la faune 4.3.3 Aménagement des parcours de la faune (couloires de transition et de migration) 4.3.4 Introduction d'espèces de faunes adaptées. 	 4.1.2 Aménagement de mares pour la faune 4.1.3 Aménagement des parcours de la faune. 4.1.4 Réalisation des actions de restauration de l'habitat de la faune. 4.1.5 Aménagement du pâturage de la faune. 4.2.1 Ouverture de pare-feu 4.2.2 Entretien de pare-feu 4.2.3 Ouverture et entretien de pistes touristique. 4.2.4 Aménagements des gîtes 4.2.5 Aménagement de campements touristiques 4.3.1 Réalisation des actions de restauration de l'habitat de la faune. 4.3.2 Aménagement du pâturage de la faune 4.3.3 Aménagement des parcours de la faune (couloires de transition et de migration) 4.3.4 Introduction d'espèces de faunes adaptées.



Section: 714

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

La Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation des eaux et sols, de lutte contre la désertification, de gestion durable des forêts, de zones humides, de la faune sauvage et de son habitat, de préservation de la diversité biologique des espèces de faune et de flore sauvages, de promotion et de valorisation des produits de la flore et de la faune sauvage et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre.

	UNITE	RI	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1: Pourcentage de plan d'aménagement et de gestion élaboré (PAGS).	%	-	-	-	70	75	80	90
Moyens de vérification : Rapport annuel			•	•				
Précisions méthodologiques := (Nombre PAGS élaboré /Nombre totale de PAGS élaboré /Nombre /Nom	GS programmé)	X 100						
1.2 : Pourcentage de plans d'aménagement mis en œuvre.	%	-	-	-	60	70	80	90
Moyens de vérification : Rapport annuel								
Précisions méthodologiques := (Nombre PAGS mis en œuvre /Nombre totale d	e PAGS élabore	é) X 100						
1.3 : Le Pourcentage de forêts classées sécurisées	%	-	-	-	19	23	30	42
Moyens de vérification : Rapport Annuel et Actes d'immatriculation	•		•	•				
Précisions méthodologiques :(le nombre de forêts immatriculées/le nombre tota	ıl de forêts pros	rammées r	our immatr	iculation) ×	100			



Section: 714

Objectif 2 : Promouvoir la conservation et la valorisation des ressources forestières								
	UNITE			REALISATIONS		CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 :Le pourcentage de superficie de forêt mise sous aménagement	%	-	-	-	75	80	85	90
Moyens de vérification : Rapport annuel			•					
Précisions méthodologiques = Superficie de forêt mise sous aménagement / Superficie total	forêts progra	mmées) X1	00					
2.2 : Taux de réalisation d'études sur la dynamique des écosystèmes forestiers	%	-	-	-	70	75	80	85
Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport d'études	,			•				
Précisions méthodologiques : (Nombre d'études réalisée / Nombre d'études programmées)	x 100							
2.3 : Taux de Partenariat Public et Privés mis en œuvre	%	-	-	-	75	80	85	90
Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport d'études		1			1			
Précisions méthodologiques : (Nombre de contrat de concession mis en œuvre / Nombre tot	tal de contrat	d'amodiatio	on) x 100					

	UNITE	RE	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage de Marchés ruraux de bois fonctionnel	%	-	-	-	30	35	40	50
Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport de mission de suivi et de supervis	ion							
Précisions méthodologiques : (Nombre de Marchés ruraux de bois fonctionnel / le N	ombre to	tal Marchés	ruraux de b	ois) x100				
3.2 Taux de spécialisation des Cadres forestiers	%	1	-	-	100	98	99	99
Moyens de vérification : Rapport annuel			•	•	•		,	
Précisions méthodologiques : (nombre de Cadres spécialisés / nombre total de Cadr	es progra	mmés pour	spécialisati	on) X100				
3.3 Taux de diffusion d'équipements économes en bois énergie	%	-	-	-	80	85	90	90
Moyens de vérification : Rapport annuel, rapport de suivi et de supervision			•	-	-		,	,
Précisions méthodologiques : (Nombre d'équipements économes en bois énergie dif	fusés/ No	mbre total	d'équineme	ents éconor	nes en hois i	ánergie nro	varammées)	X100



Section: 714

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

	UNITE	RE	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'équipement de la Cellule du système	%	-	-	-	30	35	40	50
Moyens de vérification : Rapport annuel, Registre des matériels et équipements	•		•	•	•		-	
Précisions méthodologiques : (Nombre de matériels et Equipements disponibles / le	Nombre d	e matériels	et équipem	ent sollicité	s) x100			
4. 2 : Taux de réalisation des services demandés	%	-	-	-	100	98	99	99
Moyens de vérification : Rapport annuel	•		•	-				
Précisions méthodologiques : (Nombre de services réalisés / Nombre total de services	es deman	dées) X100)					
4.3 : Pourcentage d'outils de planification de gestion, de suivi-évaluation diffusés et de données diffusés sur le site Webexploitables par les utilisateurs	%	-	-	-	80	85	90	90
Moyens de vérification : Rapport annuel, Rapport de suivi et de supervision								
Précisions méthodologiques : (Nombre d'outil sélaborés et de données et diffusés/	Nombre to	otal d'outils	s et de donn	ées progra	mmés) X100			

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.2 Actualisation de plans d'aménagement de forêts (10) 1.1.3 Réalisation d'études (d'inventaire forestiers socio-économiques, pastoralesetc.) 1.1.4 Réalisation d'enquêtes de consommation de bois énergie 	 1.1.2 Actualisation de plans d'aménagement de forêts (15) 1.1.3 Réalisation d'études (d'inventaire forestiers socio-économiques, pastoralesetc.) 1.1.4 Réalisation d'enquêtes de consommation de bois énergie 1.1.5 Réalisation de la cartographie des 	 1.1.2 Actualisation de plans d'aménagement de forêts (20) 1.1.3 Réalisation d'études (d'inventaire forestiers socio-économiques, pastoralesetc.) 1.1.4 Réalisation d'enquêtes de consommation de bois énergie 1.1.5 Réalisation de la cartographie des massifs forestiers

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
forêts classées 2.1.2 Mise sous aménagement 350.000 ha de massifs villageois et 500 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux 2.1.3 Création de 30 000 ha de Mise en défens dans le domaine protégé de l'Etat 2.1.4 Ouverture et/ou Entretiens de 2700 km de pare-feu et 1000 km de pistes 2.1.5 Reboisement 119.000 ha avec74 375 000 plants et la production de 8 250 000	de traitement sylvicoles 1.2.5 Réalisation des travaux de boisement (plantation, restauration sols) 1.3.1 Immatriculer les forêts classées (20) 1.3.2 Insertion des cartes dans le cadastre 1.3.3 Réaliser des opérations de déguerpissement 1.3.4 Réalisation de mission de police forestière (2000) 2.1.1 Mise sous aménagement 200.000 ha de forêts classées 2.1.2 Mise sous aménagement 350.000 ha de massifs villageois et 500 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux 2.1.3 Création de 30 000 ha de Mise en défens dans le domaine protégé de l'Etat 2.1.4 Ouverture et/ou Entretiens de 2700 km de pare-feu et 1000 km de pistes 2.1.5 Reboisement 119.000 ha avec74 375 000 plants et la production de 8 250 000 plants, pour la restauration du domaine forestier national. 2.2.1 Identification d'études d'évaluation de la dynamique des écosystèmes	de piste forestières 1.2.4 Réalisation des opérations de coupe et de traitement sylvicoles 1.2.5 Réalisation des travaux de boisement (plantation, restauration sols) 1.3.1 Immatriculer les forêts classées (20) 1.3.2 Insertion des cartes dans le cadastre 1.3.3 Réaliser des opérations de déguerpissement 1.3.4 Réalisation de mission de police f orestière (2000) 2.1.1 Mise sous aménagement 200.000 ha de forêts classées 2.1.2 Mise sous aménagement 350.000 ha de massifs villageois et 500 ha de plantations pour l'approvisionnement des marchés ruraux 2.1.3 Création de 30 000 ha de Mise en défens dans le domaine protégé de
des écosystèmes. 2.2.3 Diffusion des résultats des études réalisées.	réalisées.	des écosystèmes. 2.2.3 Diffusion des résultats des études réalisées

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
les cahiers de charge des contrats d'amodiation 2.3.2 Réalisation des actions contenues dans les cahiers de charge des contrats de concession 2.3.3 Suivre et évaluer les contrats d'amodiation 2.3.4 Suivre et évaluer les contrats de concession	d'amodiation 2.3.4 Suivre et évaluer les contrats de concession 3.1.1 Suivi et évaluation des marchés ruraux de bois. 3.1.2 Création et /ou redynamisation de (400) marchés ruraux de bois. 3.1.3 Création de forêts villageoises et communales. 3.1.4 Création de brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière 3.1.5 Définition des quotas d'exploitation des massifs des SRGB. 3.2.1 Elaboration de plan de formation pour la spécialisation des cadres. 3.2.2 Définition des critères de sélection des cadres pour les formations de spécialisation. 3.2.3 Réalisation de la formation de spécialisation des cadresforestiers. 3.3.1 Réalisation d'IEC pour l'adoption d'équipements économes en bois énergie. 3.3.2 Promouvoir différents prototypes d'équipement économes en bois énergie.	dans les cahiers de charge des contrats d'amodiation 2.3.2 Réalisation des actions contenues dans les cahiers de charge des contrats de concession 2.3.3 Suivre et évaluer les contrats d'amodiation 2.3.4 Suivre et évaluer les contrats de concession 3.1.1 Suivi et évaluation des marchés ruraux de bois. 3.1.2 Création et /ou redynamisation de (400) marchés ruraux de bois. 3.1.3 Création de forêts villageoises et communales. 3.1.4 Création de brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière 3.1.5 Définition des quotas d'exploitation des massifs des SRGB. 3.2.1 Elaboration de plan de formation pour la spécialisation des cadres.

Section: 714

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
l'utilisationéquipements économes en bois énergie. 4.1.1 Identification des besoins en matériels et équipement pour les missions 4.1.2 Achat des matériels et équipements nécessaires pour les nouvelles missions du SIFOR 4.1.3 Mise à dispositions des matériels et équipements 4.1.4 Achat et mise à dispositions de logiciels performants 4.1.5 Formations des cadres du SIFOR sur la manipulation des logiciels et matériels et équipements acquis. 4.2.1 Appuyer le processus du changement de statut du SIFOR 4.2.2 Renforcer le personnel de la cellule du SIFOR, pour les besoins des services attendus 4.2.3 Elaborer un plan de travail pour les différents services attendus. 4.2.4 Etablir un bilan annuel du programme ou plan annuel de travail. 4.2.5 Diffuser sur le site Web des services et données pour les besoins des utilisateurs. 4.3.1 Elaboration d'outils de planification, de suivi-évaluation et collecte des données. 4.3.2 Formation des acteurs sur les outils élaborés. 4.3.3 Collecte des données	et équipement pour les missions 4.1.2 Achat des matériels et équipements nécessaires pour les nouvelles missions du SIFOR 4.1.3 Mise à dispositions des matériels et équipements 4.1.4 Achat et mise à dispositions de logiciels performants 4.1.5 Formations des cadres du SIFOR sur la manipulation des logiciels et matériels et équipements acquis. Appuyer le processus du changement de statut du SIFOR 4.2.2 Renforcer le personnel de la cellule du SIFOR, pour les besoins des services attendus 4.2.3 Elaborer un plan de travail pour les différents services attendus. 4.2.4 Etablir un bilan annuel du programme ou plan annuel de travail. 4.2.5 Diffuser sur le site Web des services et données pour les besoins des utilisateurs. 4.3.1 Elaboration d'outils de planification, de	missions du SIFOR 4.1.3 Mise à dispositions des matériels et équipements 4.1.4 Achat et mise à dispositions de logiciels performants 4.1.5 Formations des cadres du SIFOR sur la manipulation des logiciels et matériels et équipements acquis. Appuyer le processus du changement de statut du SIFOR 4.2.2 Renforcer le personnel de la cellule du SIFOR, pour les besoins des services attendus 4.2.3 Elaborer un plan de travail pour les différents services attendus. 4.2.4 Etablir un bilan annuel du programme ou plan annuel de travail. 4.2.5 Diffuser sur le site Web des services

MINISTÈRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Section: 720

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine énergétique et dans le domaine du développement et de la gestion de l'eau.

A ce titre, il est compétent pour

- la mise en valeur des ressources énergétiques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau, en concertation avec les autres ministères concernés ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maitrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

L'objectif global du département est de contribuer au développement durable du pays, à travers la fourniture des services énergétiques au moindre coût et dans les meilleures conditions de sécurité et à l'accès à l'eau.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU								
PROGRAMMES	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVE	INVESTISSEMENT	TOTAL					
T NOGRAMMES	PERSONNEL	ENSONNEE TONGTIONNEINENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019		
01 Administration Générale	263 097	25 649 132	25 000	25 937 229	25 642 884	28 111 023		
02 Développement des Ressources énergétiques	387 677	6 033 480	63 940 750	70 361 907	71 364 876	75 940 817		
03 Développement des Ressources en Eau	742 495	775 390	20 054 500	21 572 385	22 669 244	24 238 513		
TOTAL	1 393 269	32 458 002	84 020 250	117 871 521	119 677 004	128 290 353		



Section: 720

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

L'Administration Générale est chargée de :

- l'élaboration, la coordination et la supervision des politiques et stratégies nationales dans les domaines de l'énergie et de l'hydraulique;
- la planification et l'information statistique dans les domaines de l'énergie et de l'hydraulique;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments de gestion des ressources financières et matérielles et de l'approvisionnement des services publics;
- le contrôle du fonctionnement et des actions des services relevant du département ;
- l'impulsion du processus de déconcentration et de décentralisation au sein du département.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
.1. Taux d'exécution du programme de travail gouvernemental (PTG)		80	83	41	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités annuels du département récisions méthodologiques : Nombre de textes effectivement élaboré x100 Nombre de projets de textes prévus dans le PTG								
.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles								
- Energie	%	0	75	0	100	100	100	100
- Eau		84,6	80	100	100	100	100	100
Noyens de vérification : Rapports sectoriels des CPS								

Section: 720

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS		REALISATION		Année en cours	CIBLE			
INDICATEORS	UNITE	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution du Plan de passation des marchés	%	75	15	33,33	100	100	100	100
Moyens de vérification: Plan de passation des marchés, Rapport annuel de la DFM, Rapport annuel de la DGMP								
Précisions méthodologiques = $\frac{\text{Nombre de marchés exécutés}}{\text{Nombre de marchés programmés}} X100$								

%

2.2. Taux d'exécution du budget comptable

2.3. Pourcentage de structures équipées

 %
 99,58
 99
 98
 100
 100
 100
 100

100

100

100

100

99

Moyens de vérification : Comptes administratifs

 $précisions méthodologiques = \frac{Crédits liquidés}{Crédits notifiés} X100$

Moyens de vérification Rapport d'activités de la DFM

Précisions méthodologiques = : Nombre de structures équipées x100

3.2. Part du budget transférée aux Collectivités Territoriales.

Nombre de structures programmées

Objectif 3 : Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

INDICATEURS		REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'exécution du plan de transfert des compétences des services du MEE en matière :								
d'énergie	%	-	-	-	15	70	85	100
eau		-	-	-	75	85	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités, Rapports de validation, Avant projet de décret								
précisions méthodologiques : <u>Nombre de décisions de transfert signées</u> x 100 Nombre de décisions de transfert prévues								

30

35

24,7

Section: 720

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 4 : Contrôler	le fonctionnement et l'action d	es services et organisme	s relevant	du département
-------------------------------	---------------------------------	--------------------------	------------	----------------

Nombre de recommandations totales

INDICATEURS		UNITE REALISATION			Année en cours	CIBLE		
	2013 2				2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'exécution des missions d'inspection % 66,66 75 100 100 100 100								
Moyens de vérification : Rapport des missions de l'inspection								
Précisions méthodologiques : Nombre de missions effectuées x 100								
Nombre de missions programmées								
4.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions	%	70,7	62,23	70	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités de l'inspection								
Précisions méthodologiques : Nombre de recommandations mise en œuvre	<u>x</u> 100							

Section: 720

niveau national 1.2.1 Tenue de la revue sectorielle 2016 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.3 Production du rapport d'évaluation du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.3 Production du plan de passation des marchés 2018 du département 2.1.4 Elaboration du plan de passation des marchés 2.1.5 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 du département 2.1.6 Elaboration du plan de passation des marchés 2016, et les 2 trimestres 2017) 2.3.1 Tenue de la revue sectorielle 2017 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2010 de passation des marchés 2010 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2010 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2010 de passation des marchés 2010 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2010 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2010 du département 2017 de suivi du plan de passation			
 1.1.2 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.3 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.3 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.1.5 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.5 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.6 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.1.7 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.1.8 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.1.9 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.10 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.1.2 Suivre la mise en œuvre du PTG 1.1.3 Production du rapport de la mise en œuvre des resurs du PTG 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière d'Energie et Eau au niveau national 1.2.1 Tenue de la revue sectorielle 2017 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.3 Production du rapport d'évaluation du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2.1.2 Exécution du rapport annuel 2017 de suivi du plan de passation des marchés 2.1.3 Elaboration du rapport annuel 2017 de suivi du plan de passation de marchés 2.1.1 Fenue de l'inventaire annuel 2016, des états d'inventaire annuel 2017, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.1.2 Production des comptes administratires du l'immatriculation 2.1.2 Production des états d'inventaires du PTG 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre des recurre d'Energie et Eau au niveau national 1.2.1 Tenue de la revue sectorielle 2017 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2.1.	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
2.3.3 Poursuite de l'équipement des structures en 2.3.3 Poursuite de l'équipement des structures département	 1.1.1 Elaboration des éléments du PTG 1.1.2 Suivi de la mise en œuvre du PTG 1.1.3 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière d'Energie et Eau au niveau national 1.2.1 Tenue de la revue sectorielle 2016 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.3 Production du rapport d'évaluation du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2.1.3 Elaboration du rapport annuel 2017 de suivi du plan de passation de marchés 2.2.1 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2016, et les 2 trimestres 2017) 2.3.1 Tenue de l'inventaire annuel 2016, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.3.2 Production des états d'inventaires du département 2.3.3 Poursuite de l'équipement des structures en 	1.1.1 Elaboration du PTG 1.1.2 Suivre la mise en œuvre du PTG 1.1.3 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière d'Energie et Eau au niveau national 1.2.1 Tenue de la revue sectorielle 2017 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.3Production du rapport d'évaluation du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2019 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2.1.3 Elaboration du rapport annuel 2018 de suivi du plan de passation de marchés 2.2.1 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2017, et les 2 trimestres 2018) 2.3.1 Tenue de l'inventaire annuel 2017, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.3.2 Production des états d'inventaires du département 2.3.3 Poursuite de l'équipement des structures	 1.1.1 Elaboration du PTG 1.1.2 Suivre la mise en œuvre du PTG 1.1.3 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG 1.1.4 Suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière d'Energie et Eau au niveau national 1.2.1 Tenue de la revue sectorielle 2017 du département 1.2.2 Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.3Production du rapport d'évaluation du plan de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.2.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2020 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2.1.3 Elaboration du rapport annuel 2019 de suivi du plan de passation de marchés 2.2.1 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2018, et les 2 trimestres 2019) 2.3.1 Tenue de l'inventaire annuel 2018, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.3.2 Production des états d'inventaires du

Section: 720

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de l'énergie et de l'eau 3.1.2 Relecture du décret 2002-315 du 04 juin 3.1.3 Procéder au transfert des nouvelles ressources matérielles dans le domaine de l'eau. 3.1.4 Procéder au transfert des nouvelles ressources humaines dans le domaine de l'énergie 3.1.5 Renforcement des capacités des collectivités en maitrise d'ouvrage. 3.2.1 Définition du mécanisme de déconcentration (partage des responsabilités dans une synergie d'actions) pour le département 3.2.2 Analyse approfondie des facteurs de blocage afin de définir les objectifs, résultats et activités du plan de déconcentration 3.2.3 Poursuivre la déconcentration du personnel 4.1.1 Organisation des missions d'inspection au sein des services et organismes du département 4.1.2 Production des rapports d'inspection 4.1.3 Suivi de la mise en œuvre des	auniveau du département dans le domaine de l'énergie et de l'eau 3.1.2 Identification du détail des compétences à transférer de l'Etat aux collectivités dans le domaine de l'énergie et de l'eau 3.1.3 Procéder au transfert des nouvelles ressources matérielles dans le domaine de l'eau. 3.1.4 Procéder au transfert des nouvelles ressources humaines dans le domaine de l'énergie 3.1.5 Renforcement des capacités des collectivités en maitrise d'ouvrage 3.2.1 Validation du plan de déconcentration Diffusion du plan de déconcentration Diffusion du plan de déconcentration du personnel 4.1.1 Organisation des missions d'inspection au sein des services et organismes du département 4.1.2 Production des rapports d'inspection 4.1.3 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de l'inspection 4.2.1 Production trimestrielle du rapport de mise en œuvre des recommandations issues des états généraux sur la corruption et la délinquance financière	transférer au niveau du département dans le domaine de l'énergie et de l'eau 3.1.2 Identification du détail des compétences à transférer de l'Etat aux collectivités dans le domaine de l'énergie et de l'eau 3.1.3 Procéder au transfert des nouvelles ressources matérielles dans le domaine de l'eau. 3.1.4 Procéder au transfert des nouvelles ressources humaines dans le domaine de l'énergie 3.1.5 Renforcement des capacités des collectivités en maitrise d'ouvrage 3.2.1 Validation du plan de déconcentration Diffusion du plan de déconcentration 3.2.2 Poursuivre la déconcentration du personnel 4.1.1 Organisation des missions d'inspection au sein des services et organismes du département 4.1.2 Production des rapports d'inspection 4.1.3 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de



Se	cti	on	:	720

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le programme développement des ressources énergétiques est chargé de :

- ☐ satisfaire les besoins énergétiques du pays ;
- ☐ promouvoir les énergies renouvelables et de substitution ;
- assurer la protection des personnes, des biens, et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux d'accès à l'électricité			•		•			
National	%	32,43	34,89	36	38	40	34	49
Urbain	70	66,8	71,2	80	83	86	89	83
Rural		17,56	17,39	16,57	23	25,62	31,23	38,67
Moyens de vérification: Rapport d'activités AMADER, EDM-SA, DNE, Recueil statistique	de la CPS M	lines Energ	ie					
Précisions méthodologiques : voir annexe nombre d'abonnés x taille moyenne de company population concernés	oncession	² ~ x100						
1.2. Pourcentage de nouvelles localités électrifiées	%		-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification Rapport d'activités AMADER, EDM-SA, CPS								
Précisions méthodologiques :Nombre de localités electrifiées x100								
Nombre de localités programmées								



Section: 720

INDICATEURS	UNITE	REALISATION		Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (Puissance électrique installée)	%	6	8	3,9	5	10	17	19
Moyens de vérification : Rapport d'activités AMADER, EDM-SA, DNE, AER		•	•	-	•		•	•
Précisions méthodologiques : Puissance installée ENR x100 Puissance totale installée au niveau national								
2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	%	-9,67	-11,43	30	35	15	20	20
Moyens de vérification : Rapports annuels d'activités AMADER				-	•		•	
Précisions méthodologiques : <u>(consommation en année t)-(consommation en année t-1)</u> x100 Consommation en année t-1								
2.3. Taux d'évolution des productions de biocarburant	%	-40,5	13,15	45,5	50	55	55	-
Moyens de vérification : Rapports annuels d'activités ANADEB				-			-	
Précisions méthodologiques : <u>Production N – production N-1</u> x100								

Section: 720

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Pourcentage de services sous licence	%	33,8	32,74	36,88	50	53	56	60
Moyens de vérification : Rapport d'activités AMARAP			•		•			
Précisions méthodologiques : <u>Nombre de services sous licence</u> x100								
Nombre de services recensés								
3.2. Taux d'accidents ou d'incidents liés aux services énergétiques	%	-	70	7	2	0	0	0
Moyens de vérification Rapport EDM			•	•			•	
Précisions méthodologiques : (Nbre d'accidents en année n)-(Nbre d'accidents en année	<u>e n-1)</u> x100							
Nbre d'accidents en année n-1								
3.3. Pourcentage de travailleurs sous surveillance dosimétrique	%	35	35,29	35	50	60	70	75
Moyens de vérification : Rapport d'activités AMARAP			•					

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV) d'énergie électrique 1.1.2 Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés. 1.1.3 Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté 1.2.1 Poursuite de l'électrification de nouvelles localités en milieu rural et péri - urbain; 1.2.2 Développement du Réseau 33KV pour le raccordement des nouvelles localités 2.1.1 Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé 2.1.2 Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR; 2.1.3 Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie en milieu rural et péri - urbain; 2.2.1 Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane 2.2.2 Poursuite de l'Appui technique et financier aux opérateurs de combustibles et équipements de substitution pour augmenter leurs productions 	Poursuite du Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV) d'énergie électrique Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté Poursuite de l'électrification de nouvelles Iocalités en milieu rural et péri - urbain; Développement du Réseau 33KV pour le raccordement des nouvelles Iocalités Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR; Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie en milieu rural et péri - urbain; Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane Poursuite de l'Appui technique et financier aux opérateurs de combustibles et équipements de substitution pour augmenter leurs productions	Centres Isolés. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté Poursuite de l'électrification de nouvelles Iocalités en milieu rural et péri - urbain; Développement du Réseau 33KV pour le raccordement des nouvelles Iocalités Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR; Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.1 Opérationnalisation du laboratoire de biocarburant 2.1.2 Mise en place des filières de proximités de production de biocarburant 2.1.3 Installation des infrastructures de stockage de biocarburant 2.1.4 Production de biogaz et son utilisation pour des fins énergétiques 2.3.5 Mise en œuvre des projets intégrés de développement de l'emploi vert et énergie renouvelable du Mali pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique 3.1.1 Poursuite de la mise à jour du registre national des sources de rayonnements 3.1.2 Intensification des activités d'autorisation des établissements, l'inspection des sources de rayonnements ionisants et de contrôle de la gestion des déchets; 3.1.3 Poursuite des actions de sensibilisation, d'information et de formation sur la radioprotection; 3.1.4 Poursuite du contrôle radiologique des produits destinés à la consommation; 3.1.5 Intensification de la surveillance radiologique du territoire; 3.2.1 Poursuite des actions d'information, de communication et de sensibilisation sur le secteur de l'énergie 	Poursuite de la mise en œuvre des projets intégrés de développement de l'emploi vert et énergie renouvelable du Mali pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique Poursuite de la mise à jour du registre national des sources de rayonnement Intensification des activités d'autorisation des établissements, l'inspection des sources de rayonnements ionisants et de contrôle de la gestion des déchets; Poursuite des actions de sensibilisation, d'information et de formation sur la radioprotection Poursuite du contrôle radiologique des	Opérationnalisation du laboratoire de biocarburant Mise en place des filières de proximités de production de biocarburant Installation des infrastructures de stockage de biocarburant Production de biogaz et son utilisation pour des fins énergétiques Poursuite de la mise en œuvre des projets intégrés de développement de l'emploi vert et énergie renouvelable du Mali pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique Poursuite de la mise à jour du registre national des sources de rayonnement Intensification des activités d'autorisation des établissements, l'inspection des sources de rayonnements ionisants et de contrôle de la gestion des déchets; Poursuite des actions de sensibilisation, d'information et de formation sur la radioprotection Poursuite du contrôle radiologique des produits destinés à la consommation Intensification de la surveillance radiologique du territoire; Poursuite des actions d'information, de communication et de sensibilisation sur le secteur de l'énergie;



Section: 720

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.2.2 Mener des actions de surveillance sur les sites 3.3.1 Intensification de la surveillance dosimétrique des travailleurs exposés 3.3.2 Surveillance des lieux de travail; 	surveillance dosimétrique des travailleurs exposés ; Poursuite de la Surveillance des lieux de travail	Poursuite des actions de surveillance sur les sites Poursuite de l'Intensification de la surveillance dosimétrique des travailleurs exposés Poursuite de la Surveillance des lieux de travail

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

Section: 720

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la santé des populations rurales, semi-urbaines et urbaines à travers un meilleur service public de l'eau et de l'assainissement. La mise en œuvre du programme de développement des ressources en eau s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA) et s'exécute par les services, les directions, programmes et projets.

63,6 61,3 69,2	63,8 61,8	2015 65,3 63,3	67,3	2017 69,3	2018	2019
61,3	·		· ·	69,3	71.2	
61,3	·		· ·	69,3	71.2	
· ·	61,8	63,3			71,3	73,3
69.2		,	65,3	67,3	69,3	71,3
07,2	68,7	70	72	74	76	78
1,9	6,6	2,4	1,5	2	2,5	3
			•			
_	,	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	, , , , , ,			1,9 6,6 2,4 1,5 2 2,5 EM en Anné N) X100

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

Section: 720

Objectif s pécifique 2 : Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages								
T 12 /	TT 14/	Réalisations			En cours	En cours Cible		
Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Temps de navigabilité sur le fleuve Niger (Gao-Mopti-Koulikoro) jour 153 153 187 210 210 210 210								
Moyens de vérification : Rapports COMANAV								
Précisions méthodologiques : comptage :								
2.2. Pourcentage de Point d' Eau Moderne réalisés pour les autres usages % 0 3,5 1,6 2 2 3 3								3
Moyens de vérification : Rapports DNH – Rapports DNPIA.								
Précisions méthodologiques : (nombre PEM réalisés pour les autres usages en année n) X 1	00							
nombre total de PEM prévus en année N								
Nombre annuel de barrages de retenue, puits pastoraux et mares aménagées								
2.3. Taux d'exécution des travaux de l'Aménagement de Taoussa	%				5	10	20	50
Moyens de vérification : Rapports Autorité pour l'Aménagement de Taoussa								
Précisions méthodologiques : ((Quantité de travaux exécutés)/(Quantité de travaux prévus))x100)							

Objectif 3 : Favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usage	es							
Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cible		
mucateurs	Cinte	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Nombre de stations de mesure suivies								
1 : hydrométriques	Nombre	95	97	95	110	115	120	125
2 : piézométriques		69	69	124	134	144	154	164
Moyens de vérification : Rapports DNH								
Précisions méthodologiques : comptage								
3.2. Nombre de bulletins hebdomadaires produits et publiés sur la qualité de l'eau	Bulletin	51	52	52	52	52	52	52
Moyens de vérification : Rapport DNH – Rapports LNE								
Précisions méthodologiques : comptage								

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

Section: 720

Objectif spécifique 4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et effici	ente							
Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cible		
macateurs	Onte	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales	%	75	40	66	65	68	70	72
Moyens de vérification : Rapports et CDMT DNH – Rapport CT.	-				,			
Précisions méthodologiques : $\frac{nbre\ EPEM\ CT}{nbre\ total\ d'EPEM} x 100$								
4.2. Pourcentage de centres AFP/AFS sous contrat de suivi technique et financier (STEFI)	%	27,9	27,9	11,4	29	30	31	32
Moyens de vérification : Rapports DNH et Rapports STEFI ; Projection STEFI 2012-2015 à raiso	on de 10 ce	entres par ar	ı					
nombre de centre AEP AES ayantuncontrat STEFI								
Précisions méthodologiques : $(1000000000000000000000000000000000000$	1							

Section: 720

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Réalisation de nouveaux points d'eau potable dans les localités prioritaires 1.1.2 Réhabilitation des points d'eau potable existants dans les localités prioritaires 1.1.3 Elaboration des schémas directeurs AEP dans les localités prioritaires 1.2.1 Tenue des cadres de concertation avec les acteurs sur les priorités sectorielles à tous les niveaux 1.2.2 Appui aux cadres de planification locale des investissements 2.1.1 Balisage des biefs navigables 2.1.2 Dragage de chenaux navigables 2.1.3 Elaboration des schémas de navigabilité des cours d'eau, de stratégie nationale et des Programmes triennaux de facilitation des transports fluviaux 2.1.4 Construction de quais d'accostage 2.2.1 Réalisation d'ouvrages hydrauliques pastoraux 2.2.2 Elaboration des schémas d'aménagement, de stratégie nationale et de programmes triennaux d'hydraulique pastorale 2.3.1 Réalisation des travaux du barrage de Taoussa 2.3.2 Réalisation des travaux de bitumage de la route d'accès au barrage de Taoussa 2.3.3 Mise en oeuvre des mesures d'impact environnemental et social de l'aménagement de Taoussa 2.3.4 Réalisation de missions de suiviévaluation des travaux de l'aménagement de Taoussa 2.3.5 Réalisation de missions de suiviévaluation des travaux de l'aménagement de Taoussa 	 1.2.2 Appui aux cadres de planification locale des investissements 2.1.1 Balisage des biefs navigables 2.1.2 Dragage de chenaux navigables 2.1.3 Elaboration des schémas de navigabilité des cours d'eau, de stratégie nationale et des Programmes triennaux de facilitation des transports fluviaux 2.1.4 Construction de quais d'accostage 2.2.1 Réalisation d'ouvrages hydrauliques pastoraux 2.2.2 Elaboration des schémas 	 1.1.1 Réalisation de nouveaux points d'eau potable dans les localités prioritaires 1.1.2 Réhabilitation des points d'eau potable existants dans les localités prioritaires 1.1.3 Elaboration des schémas directeurs AEP dans les localités prioritaires 1.2.1 Tenue des cadres de concertation avec les acteurs sur les priorités sectorielles à tous les niveaux 1.2.2 Appui aux cadres de planification locale des investissements 2.1.1 Balisage des biefs navigables 2.1.2 Dragage de chenaux navigables 2.1.3 Elaboration des schémas de navigabilité des cours d'eau, de stratégie nationale et des Programmes triennaux de facilitation des transports fluviaux 2.1.4 Construction de quais d'accostage 2.2.1 Réalisation d'ouvrages hydrauliques pastoraux 2.2.2 Elaboration des schémas d'aménagement, de stratégie nationale et de programmes triennaux d'hydraulique pastorale 2.3.1 Réalisation des travaux du barrage de Taoussa 2.3.2 Réalisation des travaux de bitumage de la route d'accès au barrage de Taoussa 2.3.3 Mise en oeuvre des mesures d'impact environnemental et social de l'aménagement de Taoussa

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
maîtrise d'ouvrage 4.1.2 Renforcement des capacités des services techniques centraux et déconcentrés 4.1.3 Appui-conseil aux collectivités territoriales (élaboration d'outils pédagogiques, formations, appuis à la	 2.3.4 Réalisation de missions de suiviévaluation des travaux de l'aménagement de Taoussa 2.3.5 Elaboration et mise en œuvre de schémas d'aménagement des bassins, de stratégie nationale et des programmes triennaux de mobilisation des eaux de surface, pour la création de revenus pour la population 3.1.1 Réalisation d'ouvrages de suivi quantitatif des ressources en eau 3.1.2 Suivi quantitatif des ressources en eau 3.2.1 Suivi qualitatif des ressources en eau 3.2.2 Mise en œuvre du contrat-plan Etat-LNE 4.1.1 Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales en matière de maîtrise d'ouvrage 4.1.2 Renforcement des capacités des services techniques centraux et déconcentrés 4.1.3 Appui-conseil aux collectivités territoriales (élaboration d'outils pédagogiques, formations, appuis à la demande) 4.2.1 Renforcement des capacités des acteurs de la gestion locale de l'eau (AUEP, Comités de gestion et artisans réparateurs) 4.2.2 Renforcement des capacités des Opérateurs de suivi technique et financier (STEFI) 	 2.3.4 Réalisation de missions de suiviévaluation des travaux de l'aménagement de Taoussa 2.3.5 Elaboration et mise en œuvre de schémas d'aménagement des bassins, de stratégie nationale et des programmes triennaux de mobilisation des eaux de surface, pour la création de revenus pour la population 3.1.1 Réalisation d'ouvrages de suivi quantitatif des ressources en eau 3.2.2 Suivi quantitatif des ressources en eau 3.2.1 Suivi qualitatif des ressources en eau 3.2.2 Mise en œuvre du contrat-plan Etat-LNE 4.1.1 Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales en matière de maîtrise d'ouvrage 4.1.2 Renforcement des capacités des services techniques centraux et déconcentrés 4.1.3 Appui-conseil aux collectivités territoriales (élaboration d'outils pédagogiques, formations, appuis à la demande) 4.2.1 Renforcement des capacités des acteurs de la gestion locale de l'eau (AUEP, Comités de gestion et artisans réparateurs) 4.2.2 Renforcement des capacités des Opérateurs de suivi technique et financier (STEFI)

Section: 726

1. **MISSIONS** :

Suivant le Décret n°2016-0131/P-RM du 07 mars 2016 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministre des Mines prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des mines et des carrières modernes ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des finances, le ministre chargé de la promotion des investissements et le ministre chargé de la promotion du secteur privé ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Accroitre la part du secteur minier dans le PIB ;
- Contribuer au développement des mines et du pétrole ;
- Assurer la bonne gouvernance de l'administration minière.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

726 MINISTERE DES MINES								
PROGRAMMES	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT		INIVESTISSEMENT	TOTAL				
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019		
01 Administration Générale	275 550	1 093 504	193 550	1 562 604	1 652 163	1 691 789		
02 Promotion et développement des ressources minérales	505 342	398 334	1 030 585	1 934 261	2 006 597	2 109 637		
03 Appui au développement des ressources minérales	-	310 000	400 000	710 000	723 300	751 056		
04 Financement de la Recherche, Formation et Promotion des Activités	-	415 000	-	415 000	427 450	440 273		
05 Appui à la promotion de la recherche pétrolière	-	3 369 200	-	3 369 200	3 470 276	3 574 381		
TOTAL	780 892	5 586 038	1 624 135	7 991 065	8 279 786	8 567 136		

Budget-programmes 2017 - Page 409



Section: 726

1- DESCRIPTION Du PROGRAMME:

L'Administration Générale est chargée de :

- l'élaboration, la coordination et la supervision des politiques et stratégies nationales dans les domaines des mines et du pétrole ;
- la planification et l'information statistique dans les domaines des mines et du pétrole ;
- l'élaboration des éléments de la politique nationale dans les domaines de la gestion des ressources financières et matérielles et de l'approvisionnement des services publics;
- l'impulsion du processus de déconcentration et de décentralisation au sein du département.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1.Nombre de documents de politiques et de stratégies élaborés	Nombre	0	1	1	3	3	-	-
Moyens de vérification : Rapport d'activités du Département	•							
Précisions méthodologiques : dénombrement	<u>_</u>							
1.2. Nombre de contrats et conventions miniers diagnostiqués	Nombre	-	-	1	9	9	2	-
Moyens de vérification : Rapports d'audits	•							
Précisions méthodologiques : comptage								
1.3. Taux d'exécution du Programme de Travail du Département (PTG)	%	-	-	80	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités du Département								
Précisions méthodologiques : $\frac{\text{Nombre d'activités effectiveme}}{\text{Nombre d'activités programa}}$	———— X100							
1.4. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des revues sec	ctorielles %	0	33,3	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports semestriels de suivi de la mise en œuv	vre des recommandations issues d	es revues s	sectorielles	•				
Précisions méthodologiques : Nombre de recommandations n Nombre total de recommandat	374.00							

Section: 726

	INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution du plan de j	passation des marchés	%	78,5	83,33	100	100	100	100	100
	nnuel de la DFM, Rapport annuel de la DGMP/DSP Nombre de marchés notifiés ombre de marchés programmés								
2.2. Taux d'exécution du budget c	comptable								
- Base engagement		%	99,42	98,38	99,55	100	100	100	100
- Base liquidation			88	98,91	98,92	100	100	100	100
Moyens de vérification : Comptes Précisions méthodologiques : Cr Cr	Crédit liqu	——X10	0						
	recommandations issues des missions de contrôle	%	91	90,9	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport	de mise en œuvre des recommandations issues des missions	de contrôle		•	•	•		,	
Précisions méthodologiques : No	ombre de recommandations mises en oeuvre X1 Nombre de recommandations formulées	.00							

Section: 726

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Améliorer la visibilité des actions menées par le département dans le domaine des mines et du pétrole

INDICATEURS		REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux d'exécution des actions de communication	%	-	90	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités du département			-		•			
ab a affine a line of the								

Nombre d'actions de communication réalisées Précisions méthodologiques : Nombre d'actions de communication programmées -X100

3.2. Nombre d'annuaire statistique produit Nbre 500 500 500

Moyens de vérification : Rapport d'activités de la CPS

et précisions méthodologique : dénombrement

INDICATEURS U		REALISATION			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Nombre de dossiers traités par la Cellule Mine	Nbre	-	-	-	5	5	5	5
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la Cellule Précisions méthodologiques : dénombrement								
4.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des travaux de la cellule	%	-	-	-	100	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport d'activités de la Cellule

Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandations mises en œuvres/nombre de recommandations formulées)*100

Section: 726

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Relecture du code minier 1.1.2 Elaboration du document de politique minière 1.1.3 Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de la politique minière et pétrolière 1.1.4 Audit institutionnel des structures du département 1.1.5 Organisation de séminaires d'appropriation des questions de décentralisation, de déconcentration et de réformes institutionnelles 1.2.1 Actualisation du répertoire des contrats et conventions en vigueur 1.2.2 Diagnostic des contrats et conventions des sociétés minières 1.2.3 Poursuite de la Relecture des conventions minières et pétrolières en vue de prendre en charge des aspects sociaux, notamment ceux liés au développement communautaire, au désenclavement des régions minières et à la gouvernance locale 1.3.1 Elaboration des éléments du PTG Mines 1.3.2 Mise en œuvre des éléments du PTG Mines 1.3.3 Suivi de la mise en œuvre du PTG Mines 1.3.4 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG Mines 1.4.1 Elaboration et validation du plan de mise en œuvre du PTG Mines 1.4.2 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.4.2 Suivre la mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles 1.4.3 Production du rapport de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan 	de réformes institutionnelles 1.2.1 Actualisation du répertoire des contrats et conventions en vigueur 1.2.2 Diagnostic des contrats et conventions des sociétés minières 1.2.3 Poursuite de la Relecture des conventions minières et pétrolières en vue de prendre en charge des aspects sociaux, notamment ceux liés au développement communautaire, au désenclavement des régions minières et à la gouvernance locale 1.3.1 Elaboration des éléments du PTG Mines 1.3.2 Mise en œuvre des éléments du PTG Mines 1.3.3 Suivi de la mise en œuvre du PTG Mines 1.3.4 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG Mines 1.4.1 Elaboration et validation du plan de	institutionnelle des structures du département 1.3.1 Elaboration des éléments du PTG Mines 1.3.2 Mise en œuvre des éléments du PTG Mines 1.3.3 Suivi de la mise en œuvre du PTG Mines 1.3.4 Production du rapport de la mise en œuvre du PTG Mines 1.4.1 Elaboration et validation du plan de

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 du département 2.1.2 Exécution du plan de passation des marchés 2.1.3 Elaboration du rapport annuel 2017 de suivi du plan de passation 2.2.1 Collecte des besoins des administrateurs de crédits 2.2.2 Suivi et contrôle de l'exécution du budget ordinaire et du budget spécial d'investissement du département 2.2.3 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2016, et les 3 trimestres 2017) 2.2.4 Elaboration du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses 2017-2019 – Projet Annuel de Performance 2017 Actualisation du CDMT 2017-2019 2.2.5 Tenue de l'inventaire annuel 2017, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.3.1 Elaboration du rapport 2016 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre de la tranche annuelle 2017 du plan de communication 3.1.2 Formation des journalistes sur les terminologies minières et pétrolières 3.1.3 Production et diffusion du rapport de la revue sectorielle mines et énergie 3.2.1 Collecte des informations statistiques 3.2.2 Production de l'annuaire statistique 2016 du secteur mines et pétrole 3.2.3 Atelier de validation de l'annuaire statistique 	 2.2.2 Suivi et contrôle de l'exécution du budget ordinaire et du budget spécial d'investissement du département 2.2.3 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2017, et les 3 trimestres 2018) 2.2.4 Elaboration du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses 2018-2020- Projet Annuel de Performance 2018 Actualisation du CDMT 2018-2020 2.2.5 Tenue de l'inventaire annuel 2018, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.3.1 Elaboration du rapport 2017 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre de la tranche annuelle 2018 du plan de communication 3.1.2 Formation des journalistes sur les terminologies minières et pétrolières 3.1.3 Production et diffusion du rapport de la revue sectorielle mines et énergie 3.2.1 Collecte des informations statistiques 3.2.2 Production de l'annuaire statistique 2017du secteur mines et pétrole 3.2.3 Atelier de validation de l'annuaire 	états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.3.1 Elaboration du rapport 2018 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre de la tranche annuelle 2019 du plan de communication 3.1.2 Formation des journalistes sur les terminologies minières et pétrolières 3.1.3 Production et diffusion du rapport de la revue sectorielle mines et énergie 3.2.1 Collecte des informations statistiques 3.2.2 Production de l'annuaire statistique 2018 du secteur mines et pétrole 3.2.3 Atelier de validation de l'annuaire statistique 4.1.4 Impression et diffusion de l'annuaire statistique 4.1.5 Production trimestrielle des rapports d'activité de la Cellule 4.1.3 Organisation périodique de rencontres sur les difficultés entre les acteurs

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
statistique 4.1.1 Evaluation économique et fiscale des réformes 4.1.2 Production trimestrielle des rapports d'activité de la Cellule 4.1.3 Organisation périodique de rencontres sur les difficultés entre les acteurs impliqués	des travaux 4.2.2 Suivi de la mise en œuvre des plans d'action 4.2.3 Validation des rapports de l'état de mise en œuvre des recommandations issues des travaux	

PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

Section: 726

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le Programme Promotion et Développement des ressources minérales est chargé de :

- l'élaboration et le contrôle de l'application de la règlementation en matière de mines ;
- la promotion de la recherche, l'exploration et l'exploitation des substances minérales et fossiles ;
- la conception et la mise en œuvre de mesures visant à assurer la mise en valeur des ressources minérales et fossiles.

INDICATEURS	UNITE	R	EALISATIO	ON	Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1. Part des substances autres que l'or[1] dans les titres de recherche attribués	%	13,5	14,71	7,79	25	15	17	20	
Moyens de vérification : Rapports annuels d'activités de la DNGM et de l'AUREP			•						
Nombre detitres a	ttribu <i>é</i> s pour	les sub:	stances a	utres qu	ie l'or	.00			
précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul): Non	nbre total de	titres at	ttribués		x1	.00			
1.2. Taux de croissance des quantités produites par substance minérale.									
Or		1,6	-2,23	1,38	11,17	25,34	-8,21	-11,19	
Calcaire	%	10	1107, 86	26,63	6,66	6, 25	5,88	-	
Manganèse		100	0	0	100	66,66	-	-	
Phosphate		100	0	-	50	33, 3	0, 25	-	
Moyens de vérification : Rapports annuels d'activités de la DNGM et de l'AUREP									
Quantitésproduitesenannée	N – quantités	produit	esenanne	éN − 1					
Precision Methodologique : tally de croissance =	oduitesenann			:	x100				
	%	8, 0	6,5	6,2	4,7	6.5	7,5	7,5	



PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

Section: 726

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Statut du Mali par rapport à la norme ITIE	%	100	100	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Document d'appréciation du Secrétariat International de l'ITIE	•		•					
Précisions méthodologiques: (Nombre d'exigences respectées/ Nombre d'exigences prog	grammées) x	100						
2.2. Statut du Mali non noment ou muccessus de VIMPEDI EV				Pays	Pays	Pays	Pays	Pays
2.2. Statut du Mali par rapport au processus de KIMBERLEY		-	-	membre	membre	membre	membre	membr
Moyens de vérification : Rapport d'activités du BEEC.								
Précisions méthodologiques : le respect des obligations du PK								
2.3. Délai de traitement des dossiers miniers et pétroliers								
Le cadastre minier	jours		-		60	45		30
Le cadastre pétrolier		-	-		90	60		45
Moyens de vérification : Rapports annuels DNGM/AUREP	•							
Année de base : 2016								
Précisions méthodologiques : dénombrement								



PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

Section: 726

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OR IFCTIF 3 · Ac	curer la promotio	n du dévelonneme	nt de l'articanat m	inier et la petite mine

	INDICATEURS			REALISATIO	ON	Année en cours	CIBLE			
			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1. Part de la petite mine dans	la délivrance des titres d'exploitation	%	52,5	57,69	44,4	62	62	65	70	
Moyens de vérification : Rappo	Moyens de vérification : Rapport annuel de la DNGM									
Précisions méthodologiques =	Nombre detitres délivrés àla petite mine	100								
recisions methodologiques –	Nombre total detitres d'exploitations délivrés	x100								
3.2. Part de l'artisanat minier		%	7,52	8,02	8	7,71	6,03	6,56	7,41	
Moyens de vérification : Rappo	Ioyens de vérification : Rapport annuel de la DNGM									

Précisions méthodologiques : $\frac{\textit{Quantité produite par l'artisanat minier}}{2}$ -x100

Production minière totale

OBJECTIF 4 : Promouvoir les matériaux de construction

INDICATEURS	UNITE	UNITE			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Pourcentage d'autorisation d'exploitation de carrières fonctionnelles	%	11,11	14,89	18,18	19,15	21,4	23,71	24

Moyens de vérification : Rapport annuel de la DNGM (Année de base 2013).

Nombre de titres fonctionnels Précisions méthodologiques :

Nombre de titres valides

4.2. Taux de croissance de la production des différents types de matériaux de construction								
Dolérite	0/0	-	-	-3,89	135	137	139	
Calcaire	/0	-	-	15,95	108,96	111,99	113,46	
Marbre		_	_	45 38	51 59	53.02	56.09	

Moyens de vérification : Rapport annuel de la DNGM

 $production\ en\ ann\'ee\ N-production\ en\ ann\'ee\ N-1$

Précisions méthodologiques : -x100

production en année N-1

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 1.1.1 Poursuite de la mise en œuvre des projets 1.1.1 Poursuite de la mise en œuvre des : « Promotion des indices miniers » projets: « Promotion des indices (Levé géochimique, travaux de reconnaissances pour les pierres reconnaissances pour les pierres précieuses et semi-précieuses, fonçage des puits et tranchées, levée géologique détaillée et production de rapports, détaillée et production de rapports cartographie géologique à l'échelle 1/ 50.000 de Mali ouest). « Promotion de nouvelles zones pétrolières »(Levé nouvelles zones pétrolières » aéroporté, acquisition de nouvelles (Levé aéroporté, acquisition de données gravimétriques, magnétométriques, traitement, magnétométriques, traitement, interprétation, vérification au sol et production de rapport et de cartes, production de rapport et de cartes, l'acquisition de logiciels et de matériels informatiques, géologiques et acquis). 1.1.2 Poursuite de l'équipement du PDRM. géophysiques). 1.1.2 Poursuite de l'équipement du PDRM. 1.1.3 Organisation des journées de 1.1.3 Organisation de journées de promotion. promotion. 1.1.4 Organisation de la 7ème Edition des 1.1.4 Préparation de la 8ème Edition des Journées Minières et Pétrolières du Mali-(JMP Mali). (JMP Mali). 1.1.5 Poursuite des missions de suivi et de 1.1.5 Poursuite des missions de suivi et de

- contrôle des activités des sociétés minières et pétrolières.
- 1.2.1 Poursuite de la mise en exploitation des 1.2.1 Poursuite de la mise en exploitation des gisements connus et rentables.
- 1.2.2 Poursuite de l'acquisition en temps réel des données et de leur numérisation.

- miniers » (Levé géochimique, travaux de précieuses et semi-précieuses, foncage des puits et tranchées, levée géologique cartographie géologique à l'échelle 1/ 50.000 de Mali ouest). « Promotion de nouvelles données gravimétriques, interprétation, vérification au sol et maintenance de logiciels et matériels

- contrôle des activités des sociétés minières et pétrolières.
- gisements connus et rentables.
- 1.2.2 Poursuite de l'acquisition en temps réel des données et de leur numérisation.

ACTIVITES PERTINENTES 2019

- 1.1.1 Poursuite de la mise en œuvre des projets: « Promotion des indices miniers » (Levé géochimique, travaux de reconnaissances pour les pierres précieuses et semi-précieuses, fonçage des puits et tranchées, levée géologique détaillée et production de rapports). « Promotion de nouvelles zones pétrolières »(Levé aéroporté, acquisition de nouvelles données gravimétriques, magnétométriques, traitement, interprétation, vérification au sol et production de rapport et de cartes, maintenance de logiciels et matériels acquis)..
- 1.1.2 Poursuite de l'équipement du PDRM.
- 1.1.3 Organisation de journées de promotion.
- 1.1.4 Organisation de la 8ème Edition des Journées Minières et Pétrolières du Mali (JMP Mali).
- Journées Minières et Pétrolières du Mali 1.1.5 Poursuite des missions de suivi et de contrôle des activités des sociétés minières et pétrolières.
 - 1.2.1 Poursuite de l'accélération de la mise en exploitation des gisements connus et rentables.
 - 1.2.2 Poursuite de l'acquisition en temps réel des données et de leur numérisation.

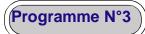
ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.2.3 Poursuite du suivi et du contrôle des programmations de la mise en œuvre des études de faisabilité. 1.3.1 Poursuite des missions de suivi et contrôle de la production aurifère. 1.3.2 Poursuite des missions de suivi et contrôle de la production des autres substances. 2.1.1 Production et Publication du rapport ITIE 2016 2.1.2 Dissémination du rapport ITIE 2014 et 2015. 2.1.3 Poursuite de la mise en œuvre des recommandations formulées par l'administrateur indépendant et le comité 	études de faisabilité. 1.3.1 Poursuite des missions de suivi et contrôle de la production aurifère. 1.3.1 Poursuite des missions de suivi et contrôle de la production des autres substances. 2.1.1 Production et Publication du rapport ITIE 2017 2.1.2 Dissémination du rapport ITIE 2016. 2.13 Poursuite de la mise en œuvre des recommandations formulées par l'administrateur indépendant et le	 1.2.3 Poursuite de suivi et contrôle des programmations de la mise en œuvre des études de faisabilité. 1.3.1 Poursuite des missions de suivi et contrôle de la production aurifère. 1.3.1 Poursuite des missions de suivi et contrôle de la production des autres substances. 2.1.1 Production et Publication du rapport ITIE 2018 2.1.2 Dissémination du rapport ITIE 2017. 2.13 Poursuite de la mise en œuvre des recommandations formulées par l'administrateur indépendant et le comité de supervision.
 2.2.1 Mise en œuvre et suivi de l'application du processus de KIMBERLEY. 2.2.2 Réalisation de l'étude du secteur diamantifère. 2.2.3 Production et publication de rapport 2.2.4 Organisation de missions de contrôle des 	· ·	du processus de KIMBERLEY. 2.2.2 Réalisation de l'étude du secteur diamantifère. 2.2.3 Poursuite de production et publication des données statistiques sur la production et l'exportation des
2.3.1 Poursuite de l'installation du système pour la gestion du cadastre.2.3.2 Formation des agents à l'utilisation de nouveaux systèmes.	bruts. 2.2.4 Poursuite de l'organisation de missions de contrôle des comptoirs d'achat et d'exportation des diamants bruts. 2.3.1 Exploitation du système pour la gestion du cadastre. 2.3.2 Poursuite de la formation des agents à l'utilisation de nouveaux systèmes. 2.3.3 Poursuite de la mise à jour du cadastre.	de contrôle des comptoirs d'achat et d'exportation des diamants bruts. 2.3.1 Exploitation du système pour la gestion du cadastre. 2.3.2 Poursuite du suivi de la formation des agents à l'utilisation de nouveaux



PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

Section: 726

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.1 Promotion de l'exploitation des gisements de petites tailles (acquisition de matériels d'expérimentation, études expérimentales). 3.1.2 Poursuite du suivi et du contrôle des exploitations par drague. 3.2.1 Recensement des sites d'orpaillage et des orpailleurs. 3.2.2 Organisation, structuration de l'orpaillage. 3.2.3 Suivi et contrôle des activités de l'artisanat minier. 3.2.4 Poursuite de la création des couloirs d'orpaillage. 4.1.1 Poursuite de la mise à jour du répertoire des sociétés de carrières. 4.1.2 poursuite de missions de suivi et contrôle des activités de carrières. 4.2.1 Intensification de la recherche de nouveaux gisements. 4.2.2 Accélération de la mise en exploitation des gisements connus rentables des matériaux de construction. 	 3.1.1 Poursuite de la promotion de l'exploitation des gisements de petites tailles. 3.1.2 Poursuite du suivi et du contrôle des exploitations par drague. 3.2.1 Poursuite du recensement des sites d'orpaillage et des orpailleurs. 3.2.2 Organisation, structuration de l'orpaillage. 3.2.3 Poursuite de suivi et contrôle des activités de l'artisanat minier. 3.2.4 Poursuite de la création des couloirs d'orpaillage. 4.1.1 Poursuite de la mise à jour du répertoire des sociétés de carrières. 4.1.2 Poursuite de suivi et contrôle des activités de carrières. 4.2.1 Poursuite de l'intensification de la recherche de nouveaux gisements. 4.2.2 Poursuite de la mise en exploitation des gisements connus et rentables des 	 2.3.4 Poursuite de la mise à jour du site WEB. 3.1.1 Poursuite de la promotion de l'exploitation des gisements de petites tailles. 3.1.2 Poursuite du suivi et du contrôle des exploitations par drague. 3.2.1 Poursuite du recensement des sites d'orpaillage et des orpailleurs. 3.2.2 Organisation, structuration de l'orpaillage. 3.2.3 Poursuite de suivi et contrôle des activités de l'artisanat minier. 3.2.4 Poursuite de la création des couloirs d'orpaillage. 4.1.1 Poursuite de la mise à jour du répertoire des sociétés de carrières. 4.1.2 Poursuite de suivi et contrôle des activités de carrières.



APPUI AU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

Section: 726

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

L'Appui au Développement des Ressources Minérales a pour mission :

- la promotion de la recherche, l'exploration et le développement des substances minérales ;
- l'exécution des programmes de prospection géologique, minière et d'hydrocarbures ;
- d'effectuer les travaux d'analyses chimiques ;
- d'exécuter les travaux de reconnaissance et de prospection pour la mise en évidence d'indices de minéralisation, de combustibles solides liquides ou gazeux.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
.1 Nombre d'échantillons analysés	Nbre	-	-	-	-	15 000	20.000	30 000
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM								
récisions méthodologiques : Dénombrement								
.2. Nombre d'échantillons prélevés	Nbre	-	-	-	-	10 000	15 000	20.00
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM								
récisions méthodologiques : Dénombrement								
.3 Métrage foré	Mètre		-	-	-	2 000	3 000	4 000
Noyens de vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM			!					
récisions méthodologiques : Dénombrement								
.4 Nombre de mes ures	Nbre	-	_	-	_	3.500	4 500	5 000



APPUI AU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

Section: 726

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.2.1 Prélèvement des échantillons 1.2.2 Analyse des échantillons	 1.1.2 Prélèvement des échantillons 1.2.1 Poursuite des prélèvements des échantillons 1.2.2 Analyse des échantillons 1.3.1 Poursuite des travaux de sondage (Tarière, RC ou Carottant) 	géologie 1.1.2 Prélèvement des échantillons 1.2.1 Poursuite des prélèvements des échantillons 1.2.2 Analyse des échantillons 1.3.1 Poursuite des travaux de sondage



FINANCEMENT DE LA RECHERCHE, FORMATION ET PROMOTION DES ACTIVITES MINIERES

Section: 726

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le Financement de la Recherche de la Formation et de la Promotion des Activités Minières a pour objet :

- le financement de la recherche ;
- le financement de la formation ;
- la promotion des activités minières.

INDICATEURS	UNITE	R	EALISATIO)N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Nombre de projets de recherche financés	Nbre	-	-	-	-	5	5	5
Moyens de vérification : Rapport d'activités du Fonds Précisions méthodologiques : dénombrement								
1.2. Nombre d'indices vérifiés et/ou développés	Nbre	-	=	-	-	5	5	5

OBJECTIF 2: Assurer le financement de la formation								
INDICATEURS	UNITE	R	REALISATIO	N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution du plan de formation	Nbre	-	-	-	-	20	25	25
Moyens de vérification : Rapport annuel du Fonds								
Précisions méthodologiques = Nombre d'activités réalisées Nombre d'activités programmées x 100								
2.2. Nombre d'agents formés	Nbre	-	-	-	-	20	25	25
Moyens de vérification : Rapport annuel du Fonds Précisions méthodologiques : Dénombrement	•		•		<u>, </u>			,



FINANCEMENT DE LA RECHERCHE, FORMATION ET PROMOTION DES ACTIVITES MINIERES

Section: 726

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 :		

INDICATEURS	UNITE	R	EALISATIO	N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Nombre de rencontres	Nbre	-	-	-	-	5	8	10

Moyens de vérification : Rapport d'activités sur le Fonds

Précisions méthodologiques : Dénombrement

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Collecte et centralisation des projets de recherche 1.1.2 Analyse et validation des projets de recherche au comité de pilotage 1.1.3 Suivi de l'exécution des projets retenus 1.2.1 Cartographie géologique des zones couvertes par le projet 1.2.2 Tests granulométriques au moyen de tamisage 1.2.3 Exécution des travaux alluvionnaires et éluvionnaires 1.2.4 Analyse des échantillons 2.1.1 Elaboration et validation du plan de formation 2.1.2 Analyse et validation des budgets de formation 2.1.3 Exécution du plan de formation validé 2.1.4 Suivi de l'exécution du plan de formation 	recherche au comité de pilotage 1.1.3 Suivi de l'exécution des projets retenus 1.2.1 Cartographie géologique des zones couvertes par le projet 1.2.2 Tests granulométriques au moyen de tamisage 1.2.3 Exécution des travaux alluvionnaires et éluvionnaires 1.2.4 Analyse des échantillons 2.1.1 Elaboration et validation du plan de formation 2.1.2 Analyse et validation des budgets de formation 2.1.3 Exécution du plan de formation validé	de recherche 1.1.2 Analyse et validation des projets de recherche au comité de pilotage 1.1.3 Suivi de l'exécution des projets retenus 1.2.1 Cartographie géologique des zones couvertes par le projet 1.2.2 Tests granulométriques au moyen de



FINANCEMENT DE LA RECHERCHE, FORMATION ET PROMOTION DES ACTIVITES MINIERES

Section: 726

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
négociations contractuelles, administration du système cadastral (Mines et Pétrole), archivage et compilation des dossiers, expertise et évaluation des diamants bruts. 2.2.2 Examen et analyse des besoins de formation 2.2.3 Validation des besoins de formation par le comité de pilotage 2.2.4 Suivi et évaluation du programme de formation 3.1.1 Indentification des activités promotionnelles 3.1.2 Participation aux fora (Indaba inde, Toronto, Berlin, tec 3.1.3 Préparation et organisation fora (forum sur l'orpaillage, JMP etc) 3.2.1 Identification des opportunités 3.2.2 Identification des opérateurs 3.2.3 Organisation de rencontre d'affaires entre les industriels et les opérateurs 3.2.4 Création du cadre de concertation	sur l'orpaillage, etc) 1.2.1 Identification des opportunités 3.2.1 Identification des opérateurs 3.2.3 Organisation de rencontre d'affaires entre les industriels et les opérateurs 3.2.4 Suivi du cadre de concertation 3.2.5 Organisation d'ateliers de sensibilisation	formation: négociations contractuelles, administration du système cadastral (Mines et Pétrole), archivage et compilation des dossiers, expertise et évaluation des diamants bruts. 2.2.2 Examen et analyse des besoins de formation 2.2.3 Validation des besoins de formation par le comité de pilotage 2.2.4 Suivi et évaluation du programme de formation 3.1.1 Indentification des activités promotionnelles 3.1.2 Participation aux fora (Indaba inde, Toronto, Berlin, tec 3.1.3 Préparation et organisation fora (forum sur l'orpaillage, JMP etc) 1.2.1 Identification des opportunités 3.2.1 Identification des opérateurs 3.2.3 Organisation de rencontre d'affaires entre les industriels et les opérateurs 3.2.4 Suivi du cadre de concertation



APPUI A LA PROMOTION DE LA RECHERCHE PETROLIERE

Section: 726

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

L'Appui à la promotion de la recherche pétrolière a pour mission :

• La promotion de l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer la promotion et le développement des ressources pétrolières

INDICATEURS	UNITE		EALISATIO	N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Nbre de km linéaire Géophysiques aéroportées	Km	-	-	-	-	6752	6752	6752
1.2. Nombre de puits réalisés		-	-	-	-	6	6	6
1.3. Nbre d'échantillons Prélevés et Analysés	Nbre	-	-	-	-	50	50	50
1.4. Nbre de contrats signés et suivis		-	-	-	-	2	4	6

Moyens de vérification : Rapports d'activités du fonds

Précisions méthodologiques : Dénombrement

OBJECTIF 2: Disposer de ressources humaines de qualité dans les métiers du pétrole

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution du plan de formation	%	1	-	ı	-	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport annuel du Fonds

Nombre d'agents formés

Précisions méthodologiques : Nombre d'agents à former x 100



APPUI A LA PROMOTION DE LA RECHERCHE PETROLIERE

Section: 726

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Disposer de ressources matérielles de qualité dans les métiers du pétrole

INDICATEURS	UNITE		EALISATIO	N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Nombre d'application métier (logiciel et plateforme)	Mhao	-	-	-	-	1	2	2
3.2 Nombre d'Equipement de prospections et d'analyses	Nbre	-	-	-	-	2	3	3

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de recherche le comite de Gestion 1.1.2 Recrutement du prestataire 1.1.3 Acquisition de données 1.1.4 Traitement et interprétation de données 1.1.5 Suivi et contrôle des opérations d'acquisition, de traitement et d'interprétation des données 1.2.1 Compilation et identification des points de puits 1.2.2 Réalisation des travaux de sub-surface	identification des zones de recherche le comite de Gestion 1.1.3 Poursuite de l'acquisition de données 1.1.4 Poursuite du traitement et interprétation de données 1.1.5 Suivi et contrôle des opérations d'acquisition, de traitement et d'interprétation des données 1.2.1 Poursuite de la compilation et identification des points de puits 1.2.2 Poursuite de la réalisation des travaux de sub-surface 1.2.3 Poursuite de la rédaction du rapport final 1.3.1 Poursuite de la compilation et identification des points à prélever 1.3.2 Poursuite du prélèvement d'échantillons 1.3.3 Poursuite de l'analyse des échantillons	le comite de Gestion 1.1.3 Poursuite de l'acquisition de données 1.1.4 Poursuite du traitement et interprétation de données 1.1.5 Suivi et contrôle des opérations d'acquisition, de traitement et d'interprétation des données 1.2.1 Poursuite de la compilation et identification des points de puits 1.2.2 Poursuite de la réalisation des travaux de sub-surface 1.2.3 Poursuite de la rédaction du rapport final 1.3.1 Poursuite de la compilation et identification des points à prélever 1.3.2 Poursuite du prélèvement d'échantillons

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de suivi programmes annuels 1.4.5 Rédaction des rapports de Mission 2.1.1 Elaboration et validation du plan de formation triennale 2.1.2 Analyse et validation des budgets de formation triennale 2.1.3 Exécution du plan de formation triennale validé 3.1.1 Identification des besoins (solution et plateformes) 3.1.2 Elaboration des termes de référence 3.1.3 Elaboration-Lancement des DAO 3.1.4 Sélection des fournisseurs ou prestataires 3.2.1 Identification des besoins en matériel de (Prospection et Analyses)	de Mission 2.1.1 Suivi du plan de formation triennale 2.1.2 Suivi du budget de formation triennale 2.1.3 Suivi de l'exécution du plan de formation triennale validé 3.1.1 Acquisition des solutions et plateformes 3.1.2 Configuration et implémentations des plateformes et solutions 3.1.3 Rapport de réception 3.1.4 Prises en mains appropriation des outils et solutions par les agents de la structure 3.1.5 Maintenance	 2.1.1 Suivi du plan de formation triennale 2.1.2 Suivi du budget de formation triennale 2.1.3 Suivi de l'exécution du plan de formation triennale validé 3.1.1 Poursuite de l'acquisition des solutions et plateformes 3.1.2 Poursuite de la configuration et

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Section: 730

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Economie Numérique, de l'Information et de la Communication élabore et met en œuvre la politique nationale dans le domaine des médias, des télécommunications, de la poste et des nouvelles technologies de l'information conformément à la déclaration de politique générale du gouvernement.

A ce titre, il est chargé de :

- Renforcer la communication des pensées audiovisuelles ;
- Développer la diffusion de la création audiovisuelle ;
- Développer et moderniser les moyens et services de communication ;
- Elaborer et suivre l'application des mesures relatives aux secteurs de la poste et des télécommunications ;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Participer à la mise en œuvre des actions destinées à développer l'utilisation des nouvelles technologies dans l'Administration ;
- Promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Appuyer et réglementer le paysage médiatique ;
- Définir les voies et moyens permettant la couverture du territoire national en TV/FM;
- Procéder à la relecture des textes relatifs à la presse et à la communication ;
- Contribuer au désenclavement intérieur et extérieur du pays (couverture médiatique dans le cadre des télécommunications).

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION									
PROGRAMMES	GRAMMES PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT						
T TOG CATHILLS	I DIOONILE		IIIVEOTIOOEVIEVI	2017	2018	2019			
01 Administration Générale	207 606	719 891	45 000	972 497	1 089 649	1 061 955			
02 Médias et communications publics	15 269	5 250 321	4 289 960	9 555 550	9 763 890	10 277 786			
03 Poste et Nouvelles Technologies	1	1 710 911	615 000	2 325 911	2 338 387	2 405 313			
TOTAL	222 875	7 681 123	4 949 960	12 853 958	13 191 926	13 745 054			



Section: 730

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme couvre la coordination des activités du département et la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF N°1 : Assurer la coordination de la mise en œuvre de la politique nationale dans les domaines de la communication, de la poste, de la télécommunication et des technologies de la communication.

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux d'élaboration des textes relatifs aux services de communication	%	0	14,8	67	75	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activité du Cabinet du MENUC (communication écrite r	elative PTO	G)						
Précisions méthodologiques : (Nombre de textes élaborés/ Nombres de textes programmés) X 100							
1.2 Taux de réalisation des travaux de connexion des services publics	%	0	12	60	98	100	-	-
Moyens de vérification : Cabinet du MENUC et équipes techniques du projet : (Rapport an	nuel d'ava	ncement du	ı projet);					
Précisions méthodologiques : (Nombre de services connectés/nombre de services à conn	ecter)X 10	0						1

OBJECTIF N°2 : Assurer la gestion des ressources financières, matérielles et humaines du MENC

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux D'exécution du budget du département	%	99,67	97,84	99	99	100	100	100
Moyens de vérification : compte administratif Précisions méthodologiques : (Montant total liquidé/montant total notifier) x100								
2 .2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	-		-	100	100	100
Moyens de vérification : Plan de passation approuvé par la DGMP Précisions méthodologiques : (nombre de marchés passés/ nombre de marchés prévus dans le plan de passation) x 100								
2.3 Taux d'exécution du plan de formation du département	%	42	48	50	50	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DRH Précisions méthodologiques : (Nombre d'agents formés/Nombre d'agents programmés pou	r la forma	tion) x 100	,	•	•			



Section: 730

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif N°3: améliorer le système d'archivage des documents.

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de numérisation des documents	%	-	30	50	90	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport d'activités du CDI

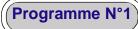
Précisions méthodologiques : (Nombre de documents numérisés/ le nombre total de documents à numériser) x100

Objectif N°4 : Instaurer	un mécanisme d	de suivi évaluation des	politiques et st	ratégies du dénartement
Objectif it is mistauted to	un mecunionic (ac built chalanton acs	politiques et st	i diegres au aepai tement

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux d'exécution des missions de suivi évaluation sur terrain	%	-	-	-	100	100	100	100
loyens de vérification : Rapport de mission de suivi évaluation récisions méthodologiques : (Nombre de missions exécutées/nombre de missions prévues) X100								
4.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de suivi-évaluation	%	-	-	-	-	100	100	100

Moyens de vérification : Mission de suivi évaluation (rapport).

Précisions méthodologiques : (Recommandations mises en œuvre/recommandations formulées) X100



Section: 730

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
des textes régissants la communication 1.1.2 Elaboration de textes régissant les services de communication. 1.2.1 Fournitures, pose installation de la fibre optique 1.2.2 Fourniture et installation des antennes VSAT 2.1.1 Production des comptes administratifs trimestriels 2.1.2 Production des situations d'exécution périodique du budget	 1.1.2 Elaboration de textes régissant les services de communication. 1.2.1 Fournitures, pose installation de la fibre optique 1.2.2 Fourniture et installation des antennes VSAT 2.1.1 Production des comptes administratifs trimestriels 2.1.2 Production des situations d'exécution périodique du budget 2.2.1 Mise en œuvre du plan de passation des marchés 2018 2.2.2 Elaboration et exécution du plan de passation des marchés du département de l'année 2019 2.3.1 Evaluation de l'exécution du plan de formation 2017 2.3.2 Elaboration et exécution du plan de formation 2018 3.1.1 Collecte et traitement des documents 3.1.2 Classement des documents 4.1.1 Organisation des missions de suivi évaluation des projets du MENUC sur le terrain. 4.2.1 Suivi de la mise en œuvre des 	redaction des textes régissants la communication 1.1.2 Elaboration de textes régissant les services de communication. 1.2.1 Fournitures, pose installation de la fibre optique 1.2.2 Fourniture et installation des antennes VSAT 2.1.1 Production des comptes administratifs trimestriels 2.1.2 Production des situations d'exécution périodique du budget 2.2.1 Mise en œuvre du plan de passation des marchés 2019 2.2.2 Elaboration et exécution du plan de passation des marchés du département de l'année 2020 2.3.1 Evaluation de l'exécution du plan de formation 2018 2.3.2 Elaboration et exécution du plan de formation 2019 3.1.1 Collecte et traitement des documents 3.1.2 Classement des documents 4.1.1 Organisation des missions de suivi évaluation des projets du MENUC sur le terrain.



MEDIAS ET COMMUNICATION PUBLICS

Section: 730

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme permet d'assurer l'information, la communication, la régulation, la publicité, la sensibilisation et le divertissement dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de communication pour le développement

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de couverture géographique Radio/TV et Presse écrite								
Radio/TV	%	83	83	83	83	83	83	100
Presse écrite		0	80	50	50	70	100	-
Moyens de vérification : Rapports d'activités annuels de l'ORTM et l'AMAP	·							
Précisions méthodiques : (superficie par la Radio/TV sur superficie total) x 100								
1.2Taux de progression de tirage du journal l'Essor	%	-	-	-	2	5	10	10
Moyens de vérification: Rapports d'activités annuels de l'AMAP								
Précisions méthodiques : (nombre de tirage journaux (l'Essor) de l'année N-nom	bre de tirage de l'anr	née N-1/ no	mbre de tira	age de l'anı	née N-1) x 100)		
	Nbre		15	10	10	15	10	10



MEDIAS ET COMMUNICATION PUBLICS

Section: 730

INDICATEURS	Unité		Réalisations		Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux de numérisation des archives audiovisuelles de l'ORTM	%			0	10	35	65	90
Moyens de vérification : Rapport d'activités annuel de l'ORTM Précisions méthodiques : (archives numérisées/ volume des archives à numériser) x 100)							
2.2. Pourcentage de stations consolidées	%	0	0	0	25	50	70	90
Moyens de vérification: Rapport d'activités annuel de l'ORTM	•		•		•			
Précisions méthodologiques: (nombre de station consolidée/ nombre de Station à cons	olider) x 100							
2.3 Taux d'équipements numériques disponibles	%	13	70	50	50	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport d'activités annuel de l'ANCD	total d'équiper				<u> </u>		1	1

MEDIAS ET COMMUNICATION PUBLICS

Section: 730

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite de la diffusion des programmes de l'ORTM en Bande Ku en Europe et en Amérique du Nord 1.1.2 Déploiement de la TNT sur l'ensemble du territoire national 1.1.3 Poursuite d'extension de la distribution du journal l'Essor à des nouvelles localités 1.2.1 Augmentation de la pagination de l'Essor 1.2.2 Restructuration de la production du journal l'Essor 1.2.3 Amélioration de la qualité du journal l'Essor (à travers son contenu) 1.3.1 Renforcement de capacités des correspondants de presse régionaux et locaux 2.1.1 Poursuite de la numérisation des archives audiovisuelles de l'ORTM 2.2.2 Poursuite de la consolidation des stations régionales (Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti) 2.3.1 Acquisition et installation de nouveaux équipements numérisés 2.3.2 Formation des techniciens à des équipements Numérisés 	programmes de l'ORTM en Bande Ku en Europe et en Amérique du Nord 1.1.2 Déploiement de la TNT sur l'ensemble du territoire national 1.1.3 Poursuite d'extension de la distribution du journal l'Essor à des nouvelles localités 1.2.1 Augmentation de la pagination de l'Essor 1.2.2 Restructuration de la production du journal l'Essor 1.2.3 Amélioration de la qualité du journal l'Essor (à travers son contenu) 1.3.1 Renforcement de capacités des correspondants de presse régionaux et locaux 2.1.1 Poursuite de la numérisation des archives audiovisuelles de l'ORTM 2.2.1 Poursuite de la consolidation des stations régionales (Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti) 2.3.1 Acquisition et installation de nouveaux équipements numérisés	en Europe et en Amérique du Nord 1.1.2 Déploiement de la TNT sur l'ensemble du territoire national 1.1.3 Poursuite d'extension de la distribution du journal l'Essor à des nouvelles localités 1.2.1 Augmentation de la pagination de l'Essor 1.2.2 Restructuration de la production du journal l'Essor 1.2.3 Amélioration de la qualité du journal l'Essor (à travers son contenu) 1.3.1 Renforcement de capacités des correspondants de presse régionaux et locaux 2.1.1 Poursuite de la numérisation des archives audiovisuelles de l'ORTM 2.2.1 Poursuite de la consolidation des stations régionales (Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti)



POSTE ET ECONOMIE NUMERIQUE

Section: 730

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme couvre d'une part la conception, la réalisation, l'entretien des infrastructures T.I.C, le développement de contenus, l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de formation et de renforcement des capacités dans le domaine des T.I.C pour les services publics, parapublics et les collectivités Territoriales, la promotion et la vulgarisation des TIC en faveur des masses les plus larges et d'autre part la consolidation des infrastructures et l'amélioration de la qualité des services du réseau postal.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Indicateurs	Unité REALISATIONS Année en cours	Année en cours	CIBLE					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Nombre de structures connectées au réseau intranet	Nbre	-	-	15	15	15	15	15
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC								
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
1.2 Nombre de structures de l'administration assistées pour tous les projets TIC (Création de comptes de messagerie, conception et hébergement des sites, interconnexion des structures à l'intranet, etc)	Nbre	-	-	35	100	150	200	200
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC								
Précisions méthodologiques : Dénombrement	0/		I	I	10	20	25	15
1.3 Pourcentage de couverture du projet de capitalisation économique des TIC Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC Précisions méthodologiques : Nombre de structures couvertes par le projet par rapport au to	% otal prévi	- ı multiplié p	oar 100		10	20	25	45
					100	100	100	100

Budget-programmes 2017 - Page 437

POSTE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Section: 730

OBJECTIF N° 2 : Assurer le désenclavement numérique des Communes et des Eco	oles du Mali

Indicateurs	Unité	I REALISATIONS		Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Nombre de communes connectées à Intranet/Internet	Nbre	0	2	2	3	3	20	20
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC								
Précisions méthodologiques Dénombrement								
2.2 Nombre d'établissements scolaires à Intranet/Internet	Nbre	0	2	2	3	3	20	20
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC					•		,	
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
2.3 Taux de réalisation des formations	Nbre	0	0	0	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC	•			5	•			
Précisions méthodologiques : Nombre d'agents formés par rapport au total prévu multiplié par 100								

Indicateurs	Unité	RE	REALISATIONS			CIBLES			
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1 Pourcentage de bureaux réhabilités et équipés	%	4,44	3,94	5,11	6,57	16	30	30	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la Poste				-					
Précisions méthodologiques: Nombre de bureaux réhabilités et équipés par rapport au total	l de burea	ux multiplié	é par 100						
3.2 Nombre de moyens roulants acquis pour l'exploitation	Nbre	20	5	50	15	60	60	50	
loyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la Poste									
Précisions méthodologiques : Nombre de moyens logistiques acquis									

POSTE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Section: 730

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
d'enregistrement dans le cadre de la gestion du nom de domaine point ml 1.1.3 Promotion et vulgarisation du point ml 1.1.4 Renforcement des capacités du personnel en gestion administrative, technique et du marketing 1.1.5 Etude sur l'impact du nom de domaine du Mali sur l'économie numérique (élaboration des TDR) 1.2.1 Appui aux départements et démembrements pour tous les projets TIC (élaboration de TDR, conception/développement d'applications, formation, assistance aux usagers, maintenance, etc) 1.3.1 Elaboration des TDR de l'étude sur l'impact économique phase pilote 1.3.2 Elaboration formulaire d'enquête 1.3.3 Enquête sur le terrain 1.3.4 Saisie des données 1.3.5 Traitement des données et rapport phase pilote 1.4.1 Développement de contenus pour les structures de l'administration publique 2.1.1 Réalisation d'infrastructures de connexion de 03communes 2.1.2 Réalisation des réseaux locaux des communes connectées 2.1.3 Fourniture d'équipements informatiques, installation et configuration des communes connectées	connexion de 15 structures par fibre optique ou par boucle local radio 1.1.2 Accompagnement et suivi des bureaux d'enregistrement dans le cadre de la gestion du nom de domaine point ml 1.1.3 Promotion et vulgarisation du point ml 1.1.4 Renforcement des capacités du personnel en gestion administrative, technique et du marketing 1.1.5 Etude sur l'impact du nom de domaine du Mali sur l'économie numérique 1.2.1 Appui aux départements et démembrements pour tous les projets TIC (élaboration de TDR, conception/développement d'applications, formation, assistance aux usagers, maintenance, etc) 1.3.1 Elaboration des TDR de l'étude sur l'impact économique généralisation du programme 1.3.2 Elaboration formulaire d'enquête 1.3.3 Enquête sur le terrain 1.3.4 Saisie des données 1.3.5 Traitement des données et rapport 1.4.1 Développement de contenus pour les structures de l'administration publique 2.1.1 Réalisation d'infrastructures de connexion de 20 communes 2.1.2 Réalisation des réseaux locaux des communes connectées 2.1.3 Fourniture d'équipements informatiques, installation et configuration des	d'enregistrement dans le cadre de la gestion du nom de domaine point ml 1.1.3 Promotion et vulgarisation du point ml 1.1.4 Renforcement des capacités du personnel en gestion administrative, technique et du marketing 1.2.1 Appui aux départements et démembrements pour tous les projets TIC (élaboration de TDR, conception/développement d'applications, formation, assistance aux usagers, maintenance, etc) 1.3.1 Elaboration des TDR de l'étude sur l'impact économique généralisation du programme

POSTE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Section: 730

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.1 Réalisation d'infrastructures de connexion de 03 structures scolaires (académies, CAP et groupes scolaires) 2.2.2 Réalisation des réseaux locaux des structures scolaires connectées 2.2.3 Fourniture d'équipements informatiques, installation et configuration des structures scolaires connectées 2.3.1 Formation de 03 agents par structure scolaire connectée 3.1.1 Réhabilitation et équipement 10 bureaux de Poste 3.2.1 Acquisition de 15 véhicules et 45 motos 	connexion de 20 structures scolaires (académies, CAP et groupes scolaires) 2.2.2 Réalisation des réseaux locaux des structures scolaires connectées 2.2.3 Fourniture d'équipements informatiques, installation et configuration des structures scolaires connectées 2.3.1 Formation de 03 agents par structure scolaire connectée 3.1.1 Réhabilitation et équipement de 20 bureaux de Poste 3.2.1 Acquisition de 15 véhicules et 45 motos	informatiques, installation et configuration des structures scolaires connectées 2.3.1 Formation de 03 agents par structure scolaire connectée 3.1.1 Réhabilitation et équipement de 20

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES

Section: 740

1. MISSIONS:

Le Ministère des domaines de l'Etat et des Affaires Foncières élabore et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de la gestion des domaines de l'Etat et des collectivités territoriales.

A ce titre, il est chargé:

- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application de la législation domaniale et foncière ;
- la mise en place des cadastres ;
- le recensement et l'immatriculation des bâtiments et ouvrages publics et le suivi de leur affectation et leur entretien ;
- l'appui à la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux ;
- le suivi et le contrôle de l'acquisition ainsi que la gestion du patrimoine de l'Etat et de ses établissements publics, à l'exception des fonds publics
- le suivi de l'acquisition et de la gestion du patrimoine des collectivités territoriales et dans établissements publics, à l'exception des fonds publics.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- 1. Contribuer à la bonne gestion du patrimoine non bâti de l'Etat et des collectivités territoriales;
- 2. Faciliter et sécuriser l'accès au foncier;
- 3. Contribuer à améliorer les recettes de l'état et des collectivités territoriales.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIR	RES FONCIERES					
PROGRAMMES	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTIS		INVESTISSEMENT		TOTAL	
1 NOOKAWWES	I LIXOONIALL	TOROTIONALINEAT	IIIV LOTIOOLIVILITI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	591 826	1 283 112	3 180 000	5 054 938	5 929 746	6 338 400
02 Construction, Gestion et Conservation des						
Domaines Mobiliers et Immobiliers de l'Etat, des	1 123 148	566 400	5 000 000	6 689 548	6 836 782	7 302 072
Collectivités et des Personnes Privées						
03 Gestion des Biens de l'Etat	103 537	57 992	500 000	661 529	669 620	705 722
TOTAL	1 818 511	1 907 504	8 680 000	12 406 015	13 436 148	14 346 194



Section: 740

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise à mobiliser les ressources humaines, financières et matériels nécessaires à la réalisation des objectifs globaux du département, assurer une meilleure coordination des services et contrôler l'exécution des missions de ceux-ci.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

UNITE	UNITE	RI	EALISATIC	N	Année en cours		CIBLE	
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
%	94	96	92.13	100	100	100	100	
	100	100	99.8	100	100	100	100	
		UNITE 2013 % 94	WNITE 2013 2014 % 94 96	2013 2014 2015 % 94 96 92.13	UNITE en cours 2013 2014 2015 2016 % 94 96 92.13 100	UNITE en cours 2013 2014 2015 2016 2017 % 94 96 92.13 100 100	UNITE en cours 2013 2014 2015 2016 2017 2018 % 94 96 92.13 100 100 100	

Précisions méthodologiques : (Total du crédit liquidé/ Total de crédit notifié) x 100

1.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés

Moyen de vérification : plan de passation et tableau de suivi

Précision méthodologique : (nombre de marchés définitivement notifiés / nombre de marchés prévus dans le plan de passation) X 100

OBJECTIF 2 : Cont	tribuer à l'amélioratior	ı de la gestion en n	natière domaniale et foncière.
0-0-0			

INDICATEURS	REALIS AT			ALISATION		Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
2.1 Pourcentage des services ayant reçu au moins une mission de contrôle par an			50	68.75	100	100	100	100		
Moyens de vérification : Rapports de missions de Contrôle de l'IDAF										
Précisions méthodologiques : (Nombre de service ayant reçu au moins une mission de contro	Précisions méthodologiques : (Nombre de service ayant reçu au moins une mission de contrôle/ Nombre total de services programmés) X 100									
2.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports d'inspection	%	33.33	45	14,28	60	100	100	100		
ovens de vérification : rapports de mise en œuvre de recommandation										

100

100

100

Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandations mises en œuvre de l'année N-1/ Nombre de recommandations issues des missions d'inspection de l'année N-1) X 100



Section: 740

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département et procéder à la dévolution des biens/ services de l'Etat proposés au transfert aux collectivités territoriales,

INDICATEURS	UNITE	RI	EALISATIO)N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de réalisation des ateliers de validation du projet décret fixant le détail des compétences transférées en matière domaniale et foncière.	%	-	-	-	14	100	-	-
Précisions méthodologiques : (Nombre d'ateliers réalisés / Nombre d'ateliers programmés) x	100							
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la CADD.								
3.2.Taux de réalisation des ateliers de restitution de décret fixant le détail des compétences transférées en matière domaniale et foncière.	%	-	-	1	14	100	100	-
Précisions méthodologiques : (Nombre d'ateliers réalisés / Nombre d'ateliers programmés) x 100								
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la CADD.								

Objectif 4 : refonder les rapports sociaux, mettre la terre au service du développement et appuyer la bonne gouvernance de l'Etat.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
4.1 Taux de réalisation du Système d'Informations foncières	%				10	20	35	45		
Moyens de vérification : rapport d'activités et base de données SIF remis au SP/Reforme Précisions méthodologiques : (Nombre de commune disposant de SIF / nombre de communes sélectionnées)										
4.2 Taux de Communes disposant de plan cadastral communal	%				13,2	20	40	50		
Moyens de vérification : rapport de travaux et base cadastrales remis au SP/Reforme/DNDC Précisions méthodologiques : (nombre de communes disposant de plans cadastraux/ sur nombre total de communes programmées) X100										
4.3 Dématérialisation des et archives foncières et cadastrales	%				25	50	90	100		
Moyens de vérification : rapport d'inventaire et base de données remis au SP/Reforme Précisions méthodologiques : (nombre d'archives foncières et cadastrales dématérialisées /	nombre d	e titre doss	iers recense	és) x100						

Section: 740

	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
2018 du département. 1.1.2 Elaboration des comptes administratifs du 1er, 2ème, 3ème et 4ème trimestres 2017. 1.2.1 Elaboration du plan de passation. 1.2.2 Suivi du plan de passation. 2.1.1 Contrôle systématique de la gestion des services centraux, régionaux/ subrégionaux, autres organisme du Département et Collectivités Territoriales. 2.1.2 Contrôle du livre foncier et vérification de l'application des règles d'urbanisme. 2.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de missions. 2.2.2 Evaluation de la gestion des structures et organismes du département, suite à la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de missions. 2.3.1 Vérification de faits signalés. 2.3.2 Elaboration de rapports circonstanciés suite réquisition à personne qualifiées.	services centraux, régionaux/ subrégionaux, autres organisme du Département et Collectivités Territoriales. 2.1.2 Contrôle du livre foncier et vérification de l'application des règles d'urbanisme. 2.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de missions. 2.2.2 Evaluation de la gestion des structures et organismes du département, suite à la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de missions. 2.3.1 Vérification de faits signalés. 2.3.2 Elaboration de rapports circonstanciés suite réquisition à personne qualifiées. 3.1.1 Tenue d'ateliers de validation du projet de décret fixant le détail des compétences transférées en matière domaniale et foncière. 3.2.1 Tenue d'ateliers de restitution du décret	 2020 du département. 1.1.2 Elaboration de compte administratifs du 1er, 2ème, 3ème et 4ème trimestres 2019. 1.2.1 Elaboration du plan de passation. 1.2.2 Suivi du plan de passation. 2.1.1 Contrôle systématique de la gestion des services centraux, régionaux/ subrégionaux, autres organisme du Département et Collectivités Territoriales. 2.1.2 Contrôle du livre foncier et vérification de l'application des règles d'urbanisme. 2.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de missions. 2.2.2 Evaluation de la gestion des structures et organismes du département, suite à la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de missions. 2.3.1 Vérification de faits signalés. 2.3.2 Elaboration de rapports circonstanciés suite réquisition à personne qualifiées. 3.1.1 Tenue d'ateliers de validation du projet de décret fixant le détail des compétences transférées en matière



Section: 740

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.1.1 Réalisation de l'application du SIF. 4.1.2 Audit du système informatique existant. 4.1.3 Collecte des données attributaires du SIF. 4.2.1 Confection du plan cadastral communal. 4.2.2 Géo référencement des plans cadastraux. 4.3.1 Sécurisation de la salle d'archivage de la conservation foncière. 4.3.2 Dématérialisation des archives de la conservation foncière de Kati et Bamako. 4.3.3 Equipement de la salle des archives de Bamako et Kati. 4.3.5 Classement des dossiers fonciers et techniques des BS et des Services techniques. 	 4.2.1 Réalisation de la base de données urbaine BDU1000. 4.15 Collecte des données attributaires du SIF. 4.2.1 Confection du plan cadastral communal. 4.2.2 Géo référencement des plans cadastraux. 4.3.2 Sécurisation de la salle d'archivage de la conservation foncière des Bureaux et des Services techniques. 	 4.2.2 Géo référencement des plans cadastraux. 4.3.2 Sécurisation de la salle d'archivage de la conservation foncière des Bureaux et des Services techniques. 4.3.3 Dématérialisation des archives des DRDC et des bureaux spécialisés. 4.3.4 Equipement de la salle des archives des



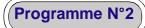
CONSTITUTION, GESTION ET CONSERVATION DES DOMAINES MOBILIERS ET IMMOBILIERS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES ET DES PERSONNES PRIVEES ET CONFECTION DU CADASTRE

Section: 740

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Ce programme vise à : assurer une bonne maîtrise de la constitution, de la gestion, de la conservation, à sécuriser des droits fonciers, reformer le cadre institutionnel et améliorer la connaissance du foncier, mobiliser les ressources pour Trésor Public.

Objectif 1 : Maîtriser la gestion domaniale, foncière et cadastrale								
INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux de réalisation et d'opérationnalisation du Système sur les Titres Fonciers et l'Immobilier	%				100	100	100	
Moyens de vérification : rapport DNDC			•				•	
Précisions méthodologiques : (Nombre de phases réalisées / nombre de phase programmées)								
1.2 Taux de contrôle des dossiers techniques	%				100	20	40	50
Moyens de vérification : rapport de travaux et base cadastrales remis au SP/Reforme/DNDO Précisions méthodologiques : (nombre de dossiers contrôlés / sur nombre de dossiers reçus)								
1.3 Taux de dématérialisation des dossiers des archives foncières et cadastrales	%				100	100	100	100
Moyens de vérification : rapport d'inventaire et base de données remis au SP/Reforme par la Précisions méthodologiques : (nombre de dossiers dématérialisées / le nombre de dossiers par la précisions méthodologiques : (nombre de dossiers dématérialisées / le nombre de dossiers par la précisions méthodologiques : (nombre de dossiers dématérialisées / le nombre de dossiers par la précisions méthodologiques : (nombre de dossiers dématérialisées / le nombre de dossiers par la précisions méthodologiques : (nombre de dossiers dématérialisées / le nombre de dossiers par la précisions méthodologiques : (nombre de dossiers dématérialisées / le nombre de dossiers de do		és) x100						



CONSTITUTION, GESTION ET CONSERVATION DES DOMAINES MOBILIERS ET IMMOBILIERS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES ET DES PERSONNES PRIVEES ET CONFECTION DU CADASTRE

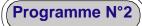
Section: 740

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

l'objectif N°2: Améliorer les recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 : Taux de réalisation des prévisions de recettes	%	79,39	96	95	95	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DNDC									
Précisions méthodologiques : (montant recouvré / montant prévisionnel) X100									
2.2 Taux d'accroissement des recettes par rapport à l'année précédente	%	-33,43	-4	8,5	3	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DNDC					•				
Précisions méthodologiques : (recettes recouvrées à l'année n - recettes recouvrées à l'a	nnée n-1) / re	cettes reco	uvrées à l'a	nnée n-1) X	X100				

Objectif N°3 : former, communiquer et accompagner le changement INDICATEURS	UNITE		EALISATIO)N	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux d'appropriation des outils (Plan stratégique, Manuel de procédure, Code de déontologie, recouvrement de recettes, SITFI, la numérisation, développement, base de données, réseau, maintenance informatique)	1				100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DNDC Précisions méthodologiques : (nombre d'agents formés qui utilisent les outils /nombre d'agents de la della de	ents prog	rammés) x1	00					
3.2 Taux de mise en œuvre des plans de communication					100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DNDC Précisions méthodologiques (nombre de plans de communication réalisés /nombre plans de	communic	cation pros	rammés) x1	00	1			



CONSTITUTION, GESTION ET CONSERVATION DES DOMAINES MOBILIERS ET IMMOBILIERS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES ET DES PERSONNES PRIVEES ET CONFECTION DU CADASTRE

Section: 740

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Audit informatique 1.1.2 Conception du SITFI 1.1.3 Renforcement du Datacenter 1.1.4 Interconnexion des sites distants 1.1.5 Installation des réseaux des services 1.1.6 Déploiement du STFI 1.2.1 Contrôle des dossiers fonciers 1.3.1 Numérisation des dossiers des archives de la conservation foncière 1.3.2 Indexation dans le Modon Um les dossiers des archives de la conservation foncière numérisées 1.3.3 Inventaire des dossiers 1.4.1 Relecture du code domanial et foncier et de ses textes d'application 1.3.5 Poursuite de l'informatisation du service des Domaines 2.1.1 Recouvrement des recettes domaniales et fiscales pour le compte du trésor public 2.2.1 Elargissement de l'assiette des recettes domaniales et fiscales 2.3.1 Recouvrements des dividendes des sociétés dans lesquelles l'Etat détient des participations 3.1.1 Renforcement des capacités 3.1.2 Renforcement du système de communication 	dossiers des archives de la conservation foncière numérisées 1.3.3 Inventaire des dossiers 1.4.1 Relecture du code domanial et foncier et de ses textes d'application 1.3.5 Poursuite de l'informatisation du service des Domaines	archives de la conservation foncière 1.1.3 Indexation dans le Modon Um les dossiers des archives de la conservation foncière numérisées 1.3.3 Inventaire des dossiers 1.4.1 Adoption du nouveau code domaniale et foncier et de ses textes d'application 1.3.5 Poursuite de l'informatisation du service des Domaines 2.1.1 Recouvrement des recettes domaniales et fiscales pour le compte



Section: 740

1- <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u>:

Ce programme vise à assurer une meilleure gestion du patrimoine de l'Etat, le suivi des participations de l'Etat dans le capital social des sociétés et la réforme des entreprises publiques. Il est bâti autour des activités de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (D.G.A.B.E).

Objectif 1 : Assurer la bonne gestion des matériels et équipements durables de l'Etat										
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
1.1 : Pourcentage des matériels roulants recensés par rapport à la situation théorique existante	%	-	128	113	100	100	100	100		
Moyens de vérification : Rapport de mission ; base de données										
Précisions méthodologiques : (nombre de matériel recensé/Nombre théorique existant) x 100										
1.2 : Taux de déploiement du logiciel de la comptabilité-matières	%	-	-	53	60	100	100	100		
Moyens de vérification : Rapport de suivi.										
Précisions méthodologiques : (Nombre de bureaux comptables connectés au logiciel/ nombre	Précisions méthodologiques : (Nombre de bureaux comptables connectés au logiciel/ nombre total de bureaux comptables programmés) x 100									

Objectif 2 : Contribuer à la bonne gestion du portefeuille de l'Etat											
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
2.1 : Pourcentage des administrateurs représentant l'Etat formés	%	-	-	-	-	100	100	100			
Moyens de vérification : Avis de convocation; Rapports de formation Précisions méthodologiques: (Nombre d'administrateurs qui ont participé à la formation /nombre total d'administrateurs conviés) x 100											
2.2 : Pourcentage des entreprises qui ont renseigné les fiches d'inventaire % - 18 50 50 70 80 100								100			
Moyens de vérification : Répertoire des entreprises publiques											
Précisions méthodologiques : (Nombre des entreprises qui ont renseigné les fiches d'invent	aire/ nom	bre total d'e	entreprises	répertoriée	s) x 100.						

Section: 740

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 3 : Mettre en œuvre le programme de réforme des entreprises publiques

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1 : Taux de réalisation des actifs des entreprises liquidées	%	20	0	30	20	30	40	50		
Moyens de vérification : Les rapports du liquidateur Précisions méthodologiques : (La valeur des actifs cédés /la valeur des actifs recensés) x 100										
3.2 : Pourcentage des concessions suivies	%	40	80	20	85	95	100	100		
Movens de vérification : Rapports de mission			!	•						

Précisions méthodologiques: (Les concessions et administrations provisoires suivies/ nombre total des concessions et administrations mises en place) x 100.

011 4104 4				1041 1 1174
Objectif 4: Assu	rer le suivi et la bonn	e gestion du	patrimoine	bâti de l'Etat

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours CII		CIBLE	CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
4.1 : Pourcentage des bâtiments publics immatriculés	%	-	-	-	67	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport de mission					•				
Précisions méthodologiques : (Nombre de bâtiments immatriculés/nombre des bâtiments pro	grammés)	x 100.							
4.2 : Pourcentage des bâtiments réhabilités et rénovés	%	-	-	20	30	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport d'activités				-					
Duácicion a mátha dala ciavas y (Nambra das hâtimants nábabilitás at nán avás/nambra tatal da	hâtimant		áa) v 100						

Précisions méthodologiques : (Nombre des bâtiments réhabilités et rénovés/nombre total de bâtiments programmés) x 100.

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.3 Poursuite de la réforme des matériels et des équipements de l'Etat devenus sans emploi; 1.2.1 Poursuite du déploiement du logiciel de la Comptabilité – matières au niveau des Bureaux Comptables; 1.2.2 Poursuite de la Formation des Comptables – matières sur le nouveau logiciel de la comptabilité-matières; 2.1.1 Renforcement des capacités des administrateurs représentant l'Etat dans les conseils d'administration et des agents de la DGABE; 2.2.1 Poursuite de l'actualisation du répertoire du portefeuille de l'Etat (collecte de données en vue de l'élaboration du répertoire); 3.1.1 Poursuite du programme de réforme et de privatisation des entreprises publiques 3.1.2 Poursuite du recensement et l'évaluation des actifs résiduels des sociétés et entreprises publiques privatisées 3.1.3 Suivi des opérations de liquidation; 3.2.1 Suivi des concessions, administrations 	l'Etat en vue de la constitution et la tenue d'un fichier centralisateur du parc auto; 1.1.2 Suivi de l'application effective de la comptabilité-matières; 1.1.3 Poursuite de la réforme des matériels et des équipements de l'Etat devenus sans emploi; 1.1.4 Constitution et tenue d'un fichier centralisateur du matériel roulant du parc auto; 1.2.1 Poursuite du déploiement du logiciel de la Comptabilité – matières au niveau des Bureaux Comptables; 1.2.2 Poursuite de la Formation des Comptables – matières sur le nouveau logiciel de la comptabilité-matières; 2.2.1 Poursuite de l'actualisation du répertoire du portefeuille de l'Etat (collecte de données en vue de l'élaboration du répertoire); 3.1.1 Poursuite du programme de réforme et de privatisation des entreprises publiques; 3.1.2 Poursuite du recensement et l'évaluation des actifs résiduels des sociétés et entreprises publiques privatisées 3.1.3 Suivi des opérations de liquidation;	et des équipements de l'Etat devenus sans emploi ; 1.1.4 Constitution et tenue d'un fichier centralisateur du matériel roulant du parc auto ; 1.2.1 Poursuite du déploiement du logiciel de la Comptabilité – matières au niveau des Bureaux Comptables ; 1.2.2 Poursuite de la Formation des Comptables – matières sur le nouveau logiciel de la comptabilité-matières; 2.2.1 Poursuite de l'actualisation du répertoire du portefeuille de l'Etat (collecte de données en vue de l'élaboration du répertoire) ; 3.1.1 Poursuite du programme de réforme et de privatisation des entreprises publiques ;



Section: 740

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
bâtiments de l'Etat ; 4.1.2 Suivi des affectations des bâtiments publics ;	 3.2.2 Evaluation des concessions et administrations provisoires et des locations gérances; 4.1.1 Recensement et immatriculation des bâtiments de l'Etat; 4.1.2 Suivi des affectations des bâtiments publics; 4.2.1 Réhabilitation des bâtiments publics. 4.2.2 Rénovation des bâtiments publics. 	 3.2.1 Suivi des concessions, administrations provisoires et des locations gérances; 3.2.2 Evaluation des concessions et administrations provisoires et des locations gérances; 4.1.1 Recensement et immatriculation des bâtiments de l'Etat; 4.1.2 Suivi des affectations des bâtiments publics; 4.2.1 Réhabilitation des bâtiments publics. 4.2.2 Rénovation des bâtiments publics.

MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Section: 745

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Urbanisme et de l'habitat élabore et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Urbanisme et de l'Habitat. A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des outils de planification urbaine;
- la promotion d'un développement harmonieux des agglomérations, notamment à travers la mise en œuvre d'une politique de cohésion sociale;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'urbanisme;
- la mise en œuvre d'une politique visant à assurer l'accès du plus grand nombre de maliens au logement décent;
- la promotion de logements sociaux, notamment l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la réalisation et aux conditions d'attribution de ces logements;
- l'amélioration de la qualité du logement et de l'habitat;
- la valorisation et la promotion des matériaux locaux de construction;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la construction;
- la mise en œuvre de programmes de développement des villes et de réhabilitation de quartiers spontanés, en rapport avec les acteurs du secteur privé et des citoyens.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- 1) Elaborer et contrôler l'application des règles relatives à l'urbanisme et à la construction;
- 2) Améliorer le cadre de vie dans les Villes;
- 3) Contribuer à la valorisation et à la promotion des matériaux locaux de construction.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

745 MINISTERE DE L'URBANISME & DE L'HABITAT									
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT II	INIVESTISSEMENT	TOTAL					
FROGRAMMES	FERSONALE		IIIV LO I IOOLVILIAI	2017	2018	2019			
01 Administration Générale	162 256	446 365	12 450	621 071	673 302	676 906			
02 Développement Harmonieux des Villes et	1 058 871	341 057	6 300 000	7 699 928	7 842 999	8 250 842			
Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 000 07 1	541 007	0 300 000	7 000 020	7 042 333	0 200 0 1 2			
TOTAL	1 221 127	787 422	6 312 450	8 320 999	8 516 301	8 927 748			



Section: 745

1- <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u> :

Ce programme vise à mobiliser les ressources humaines, financières et matériels nécessaires à la réalisation des objectifs globaux du Département, assurer une meilleure coordination des services et contrôler l'exécution des missions de ceux-ci.

INDICATEUR	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution des activités du Département	%	-	40	70	80	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmé	es) X 100		•				•	
Moyens de vérification : Rapport d'activités des différentes structures du Département								
1.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations des réunions des Comités d'Orientation des Politiques du Département	%	-	50	65	75	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre reco	mmandati	ons formul	ées pour l'a	nnée) X 10	0		,	-
Moyens de vérification : Rapports et comptes rendus de réunions de programmation ou de v	érificatio	n de la mis	e en œuvre	des tâches	des structur	es du Dépa	artement	
1.3 : Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation et de coordination effectuées dans les services centraux et déconcentrés du Département								
- Suivi-évaluation	%	-	50	65	100	100	100	100
- Coordination		-	-	-	60	100	100	100
Précisions méthodologiques :								•
- (Nombre de missions de suivi-évaluation effectuées / Nombre de missions de suivi-éva	luation pr	ogrammées	s) X 100					
- (Nombre de missions de coordination effectuées / Nombre de missions de coordination	programı	mées) X 100	0					
Moyens de vérification :								
- Rapport de réunion de suivi (Réunions périodiques de Direction);								
- Rapport de mission de l'Inspection des Domaines et des Affaires Foncières (IDAF);								
- Rapport d'activités de la Cellule de Suivi de la Politique Nationale de la Ville (CS-PONA	V) et de 1	Observato	ire National	des Villes	(ONAV)			



Section: 745

OBJECTIF 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matéri	ielles et fi	inancières	du Départe	ment				
INDICATEUR	UNITE	REALISATIONS			Anné en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution du budget								
- Budget Ordinaire	%	99,65	99,77	100	100	100	100	100
- Budget Spécial d'Investissement (intérieur)		100	100	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Total du montant liquidé / Total du crédit notifié) X 100								
Moyens de vérification : Compte administratif								
2.2 : Taux de satisfaction des services par rapport aux besoins d'acquisition en matériels, équipements et fournitures de bureau	%	95	100	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de besoins satisfaits / Nombre total de besoins expr	imés) X 10	00						
Moyens de vérification: Liste des besoins satisfaits par la Direction des Finances et du Mat	tériel (DFI	M)						
2.3 : Taux d'exécution du programme de formation	%	-	0	50	60	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de formations effectuées / Nombre total de formation	ns progra	mmées) X 1	00	-				
Moyens de vérification: Rapports d'activités de la Direction des Ressources Humaines du S	Secteur de	es Infrastru	ctures (DRF	I-SI)				

OBJECTIF 3 : Renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance économique et fina	ancière							
INDICATEUR	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Pourcentage de services ayant reçu une mission de contrôle par an	%	-	0	50	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de services ayant reçu une mission de contrôle / No	mbre tota	l de service	s programn	rés) X 100				
Moyens de vérification : Rapports de missions de contrôles								
3.2 : Pourcentage de missions inopinées	%	75,51	-	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de missions non programmées executées / Nombre	total de m	issions effe	ctuées) X 1	00				
Moyens de vérification : Rapport d'activités de l'Inspection des Domaines et des Affaires F	oncières (IDAF)						
3.3 : Taux de mise en œuvre des recommandations de contrôle	%	-	0	45	60	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre de re	ecomman	lations tota	les) X 100					
Moyens de vérification: Rapports de mise en œuvre des recommandations des missions de	contrôle							



Section: 745

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Moyens de vérification : Rapports de mission de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et la Déconcentration (CADD).

INDICATEUR	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Taux de réalisation des ateliers de validation du décret fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et de construction.	%	-	-	-	14	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Cumul des ateliers réalisés / Nombre d'ateliers programmés) à Moyens de vérification : Rapports d'activités de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et la		entration (C	CADD).					
4.2 : Taux de réalisation des ateliers de restitution de décret fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et de construction.	%	-	-	-	14	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Cumul des ateliers réalisés / Nombre d'ateliers programmés) 2	X 100							
Moyens de vérification : Rapports d'activités de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et la	a Déconce	entration (C	CADD.					
4.3 : Pourcentage de services déconcentrés transférés aux Collectivités Territoriales.	%	_	_	_	_	100	100	100

Politique Nationale de l'Habitat et de Plan d'actions opérationnel; 1.1.2 Poursuite de la réalisation des études stratégiques du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.3 Elaboration du Plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Politique Nationale de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.2 Evaluation des impacts de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.2 Evaluation des impacts de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.2 Evaluation des impacts de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.2 Evaluation des impacts de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Vi	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.4 Mise en œuvre dû Plan d'actions du Département, y compris son Plan de Communication; 1.1.5 Participation aux réunions statutaires et aux fora impliquant les structures du Département; 1.2.1 Tenue des réunions préparatoires du Comité de pilotage de la surveillance active; 1.2.2 Tenue des sessions des comités d'orientation des projets et programmes d'orientation des projets et programmes d'orientation des projets et programmes d'orientation des performances des structures du Département; 1.3.1 Tenue de réunions de concertation et d'évaluation de missions de suiviévaluation de missions de suiviévaluation des structures du Département; 1.3.2 Organisation de missions de suiviévaluation des structures du Département; 1.3.3 Opérationnalisation de l'Observatoire National des Villes (ONAV); 1.3.4 Elaboration de l'avant-projet de Budget 2018; Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbáin Durable; 1.1.4 Evaluation d' réajustement du Plan d'actions du Département; 1.1.5 Participation aux réunions statutaire et aux fora impliquant les structures du Département; 1.1.5 Participation aux réunions statutaire et aux fora impliquant les structures du Département; 1.2.1 Tenue des réunions préparatoires du Comité de pilotage de la surveillance active; 1.2.2 Tenue des sessions des comités d'orientation des projets et programmes d'orientation des projets et programmes d'orientation des projets et programmes d'orientation des performances des structures du Département; 1.3.1 Tenue de réunions de concertation et d'évaluation des performances des structures du Département; 1.3.2 Organisation de missions de suiviévaluation des structures du Département; 1.3.3 Opérationnalisation de l'Observatoire National sur les Villes du Mali jusqu'à l'horizon 2017; 1.3.4 Elaboration de l'avant-projet de Budget 2020;	Politique Nationale de l'Habitat et de Plan d'actions opérationnel; 1.1.2 Poursuite de la réalisation des études stratégiques du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.3 Elaboration du Plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable (Habitat III); 1.1.4 Mise en œuvre du Plan d'actions du Département, y compris son Plan de Communication; 1.1.5 Participation aux réunions statutaires et aux fora impliquant les structures du Département; 1.2.1 Tenue des réunions préparatoires du Comité de pilotage de la surveillance active; 1.2.2 Tenue des sessions des comités d'orientation des projets et programmes du Département; 1.3.1 Tenue de réunions de concertation et d'évaluation des performances des structures du Département; 1.3.2 Organisation de missions de suiviévaluation des structures du Département; 1.3.3 Opérationnalisation de l'Observatoire National des Villes (ONAV); 1.3.4 Elaboration d'un Rapport d'évaluation de la gestion des Villes du Mali; 2.1.1 Elaboration de l'avant-projet de Budget	actions stratégiques de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Evaluation des impacts de la mise en œuvre de la Phase 2014-2018 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.3 Préparation de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali intégrant des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable; 1.1.4 Evaluation et réajustement du Plan d'actions du Département; 1.1.5 Participation aux réunions statutaires et aux fora impliquant les structures du Département; 1.2.1 Tenue des réunions préparatoires du Comité de pilotage de la surveillance active; 1.2.2 Tenue des sessions des comités d'orientation des projets et programmes du Département; 1.3.1 Tenue de réunions de concertation et d'évaluation des performances des structures du Département; 1.3.2 Organisation de missions de suiviévaluation des structures du Département; 1.3.3 Production et diffusion du Rapport National sur les Villes du Mali jusqu'à l'horizon 2017; 2.1.1 Elaboration de l'avant-projet de Budget	ceuvre de la Politique Nationale de l'Habitat; 1.1.2 Adoption et lancement de la phase 2019-2023 du Programme de Développement des Villes du Mali; 1.1.3 Elaboration et mise en œuvre d'un nouveau Plan d'actions du Département, y compris son Plan de Communication; 1.1.4 Participation aux réunions statutaires et aux fora impliquant les structures du Département; 1.2.1 Tenue des réunions préparatoires du Comité de pilotage de la surveillance active; 1.2.2 Tenue des sessions des comités d'orientation des projets et programmes du Département; 1.3.1 Tenue de réunions de concertation et d'évaluation des performances des structures du Département; 1.3.2 Organisation de missions de suiviévaluation des structures du Département; 1.3.3 Production et diffusion du Rapport National sur les Villes du Mali au titre de l'année 2018; 2.1.1 Elaboration de l'avant-projet de

Section: 745

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.2 Production des comptes administratifs de l'exercice 2016; 2.1.3 Tenue de la revue du Budgetprogrammes, de la revue des Projets et programmes et de la revue sectorielle 2017; 2.2.1 Informatisation et équipement des services du Département (fourniture de bureau, logiciels et mise en place de réseau intranet et internet); 2.2.2 Achats de matériels informatiques et bureautiques; 2.2.3 Achats de matériels roulants; 2.2.4 Poursuite des travaux de construction et d'équipement de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat; 2.3.1 Formation d'agents du Département dans le cadre de la maîtrise et de l'application des textes législatifs et réglementaires en matière d'urbanisme, de construction et de promotion immobilière; 2.3.2 Poursuite de la mise en œuvre du Plan de formation dans le cadre du Programme Décennal de Formation pour l'Emploi; 2.3.3 Formation des agents et des élus des Collectivités Territorialesdans le cadre du transfert de compétences et de ressources en matière d'urbanisme; 3.1.1 Contrôle systématique de la gestion des services centraux, régionaux, subrégionaux et autres organismes du Département; 3.2.1 Contrôle inopiné de la gestion des services centraux, régionaux, subrégionaux et autres organismes du Département; 	de l'exercice 2017; 2.1.3 Tenue de la revue du Budget- programmes, de la revue des Projets et programmes et de la revue sectorielle 2018; 2.2.1 Informatisation et équipement des services du Département (fourniture de bureau, logiciels et renforcement du réseau intranet et internet); 2.2.2 Achats de matériels informatiques et bureautiques; 2.2.3 Achats de matériels roulants; 2.2.4 Achèvement des travaux de construction de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH); 2.3.1 Formation d'agents du Département dans le cadre de la maîtrise et de l'application des textes législatifs et réglementaires en matière d'urbanisme, de construction et de gestion foncière; 2.3.2 Mise en œuvre du Plan de formation dans le cadre du Programme Décennal de Formation pour l'Emploi (PRODEFPE); 2.3.3 Formation des agents et des élus des Collectivités Territoriales; 3.1.1 Contrôle systématique de la gestion des services centraux, régionaux, subrégionaux et autres organismes du Département; 3.2.1 Contrôle inopiné de la gestion des services centraux, régionaux, subrégionaux et autres organismes du	de l'exercice 2018; 2.1.3 Tenue de la revue du Budget- programmes, de la revue des Projets et programmes et de la revue sectorielle 2019; 2.2.1 Informatisation et équipement des services du Département (fourniture de bureau, logiciels et mise en place de réseau intranet et internet); 2.2.2 Achats de matériels informatiques et bureautiques; 2.2.3 Achats de matériels roulants; 2.2.4 Travaux de construction des Services Subrégionaux de l'Urbanisme et de l'Habitat (SSUH); 2.3.1 Formation d'agents du Département dans le cadre de la maîtrise et de l'application des textes législatifs et réglementaires en matière d'urbanisme, de construction et de gestion foncière; 2.3.2 Mise en œuvre du Plan de formation dans le cadre du Programme Décennal de Formation pour l'Emploi (PRODEFPE); 2.3.3 Formation des agents et des élus des Collectivités Territoriales; 3.1.1 Contrôle systématique de la gestion



Section: 745

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.3.1 Mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports de contrôle des services et organismes du Département; 4.1.1 Tenue d'ateliers de validation des textes fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et de construction; 4.2.1 Tenue d'ateliers de restitution des textes fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et de construction. 4.3.1 Elaboration des décisions de transfert des services de l'Etat aux Collectivités Territoriales 	contenues dans les rapports de contrôle des services et organismes du Département; 4.1.1 Tenue d'ateliers de validation des textes fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et de construction; 4.2.1 Tenue d'ateliers de restitution des textes fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et de construction; 4.3.1 Elaboration des décisions de transfert des	services centraux, régionaux, subrégionaux et autres organismes du Département; 3.3.1 Mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports de contrôle des services et organismes du Département; 4.1.1 Tenue d'ateliers de validation des textes fixant le détail des compétences transférées en matière d'urbanisme et



Section: 745

1- <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u> :

Ce programme contribue à améliorer le cadre de vie des populations et à réaliser les études et recherches nécessaires à la mise en œuvre des politiques du Département

	UNITE	RE	REALISATIONS			CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 : Taux de réalisation des outils de planification urbaine								
Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) élaborés	%	28,57	0	25	65	100	100	100
Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) révisés	70	-	-	50	60	100	100	100
Plans d'Urbanis me Sectoriels (PUS) élaborés		-	0	25	45	100	100	100
(Nombre de SDU élaborés / Nombre de SDU prévus par an) X 100 (Nombre de SDU révisés / Nombre de SDU à réviser par an) X 100 (Nombre de PUS élaborés / Nombre de PUS prévus par an) X 100 loyens de vérification : Rapports d'activités de la Direction Nationale de l'Urbanisme	et de l'Habitat	t (DNUH)						
2 : Pourcentage d'opérations foncières et d'urbanismes instruites	%	75,99	72,51	72	75	100	100	100
récisions méthodologiques : (Nombre d'opérations foncières et d'urbanisme traitées	/ Nombre total	des deman	des reçues)	X 100				
loyens de vérification : Rapports d'activités de la Direction Nationale de l'Urbanisme	et de l'Habitat	(DNUH)						
3 : Pourcentage de constructions autorisées et contrôlées par rapport au totantiers controlés	al de %	71,19	71,93	73	75	100	100	100
récisions méthodologiques : (Nombre de construction autorisés en chantiers en anné	e N / Nombre	total des ch	antiers con	trolés en ar	nnée N) X 10	00		



Section: 745

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Appuyer l'amélioration du cadre de vie dans les Quartie	tiers précaires
--	-----------------

INDICATEUR	UNITE		REALISATIONS		Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux cumulatif d'atteinte des objectifs du Projet d'Appui aux Communes Urbaines du					•			
Mali (PACUM)								
- Taux de décais sement	%	11,03	12,69	50	70	80	100	100
- Pourcentage de personnes ayant accès à des drainages améliorés dans les zones desservies par le Projet		-	0	55	85	100	100	100

Précisions méthodologiques :

- (Montant des décaissements / Coût total du Projet) X 100
- (Nombre de personnes desservies / Nombre total de personnes projeté) X 100

Moyens de vérification: Rapports de la Cellule de Coordination du Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) et de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH)

2.2 : Pourcentage cumulatif de villes cibles dotées d'un Profil Urbain et d'un Plan								
d'actions d'amélioration et de prévention des quartiers précaires								
- Pourcentage de villes dotées d'un Profil Urbain	%	21	43	57	79	93	100	100
- Pourcentage de villes dotées d'un Plan d'actions d'amélioration et de prévention des quartiers précaires		64	64	71	86	93	100	100

Précisions méthodologiques :

- (Nombre de Profils urbains élaborés / Nombre de Profils urbains prévus) X 100
- (Nombre de Plan d'actions élaborés / Nombre de Plans d'actions prévus) X 100

Moyens de vérification: Rapports de la Cellule de Coordination du Projet Villes du Mali Sans Bidonvilles (PVMSB) et de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH)

2.3 : Longueur totale de voirie urbaine, de collecteurs et de caniveaux construits et/ou réhabilités								
- Longueur cumulée de voies urbaines construites ou réhabilitées	Km	0	30	33	45	100	100	100
- Longueur cumulée de collecteurs et de caniveaux aménagés ou réhabilités		0	28	30	50	100	100	100

Précisions méthodologiques :

- (Longeur de voiries urbaines annuellement construites ou réhabilitées / longeur totale prévue)/100
- (Longeur des collecteurs et caniveaux annuellement aménagés ou réhabilités / Longeur totale prévue)/100

Moyens de vérification: Rapports circonstanciés de la Cellule de Suivi de la Politique Nationale de la Ville (CS-PONAV), de la Cellule de Coordination du Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM), de la Cellule du Projet Villes du Mali Sans Bidonvilles (PVMSB), de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH) et de l'Office Malien de l'Habitat (OMH)



Section: 745

INDICATEUR		REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Nombre de logements réalisés par les Programmes de construction de logements	S		•	•	•			
sociaux								
- Programme gouvernemental	Nbre	0	0	2 422	1 500	1 500	1 500	1 500
- Partenariat Public Privé (PPP)		0	0	0	7 402	2 950	2 500	2 500
- Coopératives d'Habitat bénéficiaires de l'appui du Gouvernement		0	0	0	2 474	1 000	1 000	1 000
Moyens de vérification: Rapports d'activités de la Direction Nationale de l'Urbanisme et d des Sociétés Coopératives d'Habitat (FENASCOH)	ic i Havita	i (Divoil),	de l'Ollice l'	vianen de i	Tiabitat (Of	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	. I caciatioi	1 14411011
3.2 : Taux de satisfaction des besoins en logements sociaux	%	-	0	13	25	25	25	25
Précisions méthodologiques : (Nombre de demandes satisfaites / Nombre de demandes reçu	ues) X 100)						
Moyens de vérification : Rapports des Commissions ad hoc d'attribution des logements soc	ciaux et de	l'Office Ma	alien de l'Ha	abitat (OM)	H)			
3.3 : Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	%	-	0	38	47	40	40	40
Précisions méthodologiques : (Nombre de femmes bénéficiaires de logements / Nombre total	al des bén	éficiaires) X	X 100					
Moyens de vérification :								
- Rapports des Commissions ad hoc d'attribution des logements sociaux et de l'Office M	lalien de l'	Habitat (Ol	MH)					



Section: 745

INDICATEUR	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Taux de réalisation des missions de recensement et d'évaluation des carrières à fort potentiel de matériaux de construction	t							
Taux de réalisation des missions de recensement de carrières de matériaux de construction	%	-	-	-	-	100	100	100
Pourcentage de carrières de matériaux de construction évaluées		ı	-	-	_	25	35	50
Précisions méthodologiques :								
- (Nombre de missions de recensement réalisées / Nombre de missions de recensement p	révu) X 1	00						
- (Nombre de carrières de matériaux de construction évaluées / Nombre de carrières recen	nsées) X	100						
Moyens de vérification : Rapports du Centre Nationale de Recherche et d'Expérimentation l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH)	pour le	Bâtiment et	les Travau	x Publics (CNREX-BTP	et de la	Direction N	ationale (
4.2 : Pourcentage de logements sociaux réalisés avec les matériaux locaux de construction	%	-	-	-	-	20	40	60
Précisions méthodologiques : (Nombre de logements en matériaux locaux de construction /	Nombre t	otal de loge	ements réalis	sés) X 100	· -			



Section: 745

1.1.1 Dotation des villes en Schémas Directeurs 1.1.1 Dotation	rs d'Urbanisme (SDU):	1.1.1 Dotation des villes en Schémas
d'Urbanisme (SDU); 1.1.2 Révision des Schémas Directeurs d'Urbanisme des villes le nécessitant; 1.1.3 Dotation en Plans d'Urbanisme Sectoriels (PUS) de toutes les villes dotées d'un Schéma Directeur d'Urbanisme; 1.2.1 Instruction des dossiers d'opérations foncières; 1.2.2 Instruction des dossiers d'opérations et d'urbanisme; 1.3.1. Contrôle des constructions d'ouvrages et des aménagements des servitudes d'urbanisme; 1.3.2. Instruction des dossiers de demande de permis de construire; 2.1.1 Poursuite de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali; 2.2.1 Poursuite de la mise en œuvre du Projet Villes du Mali sans Bidonvilles; 2.3.1 Poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement des Villes du Mali; 3.1.1 Poursuite de la réalisation du Programme gouvernemental de construction de logements sociaux; 3.1.2 Poursuite des Programmes de construction de logements sociaux en Partenariat Public Privé; 3.1.3 Poursuite de l'appui aux Programmes de construction de logements par les Coopératives d'Habitat;	sme le nécessitant; n en Plans d'Urbanisme ls (PUS) de toutes les villes d'un Schéma Directeur sme; on des dossiers d'opérations sme; des constructions d'ouvrages ménagements des servitudes sme; on des dossiers de demande de e construire; ent et évaluation de la mise re du Projet d'Appui aux les Urbaines du Mali; de la mise en œuvre du Projet l Mali sans Bidonvilles; e de la mise en œuvre du me de Développement des l Mali; et évaluation de la réalisation ramme gouvernemental de tion de logements sociaux; e des Programmes de tion de logements sociaux en lat Public Privé; de l'appui aux Programmes de	d'Urbanisme le nécessitant; 1.1.3 Dotation en Plans d'Urbanisme Sectoriels (PUS) de toutes les villes dotées d'un Schéma Directeur d'Urbanisme; 1.2.1 Instruction des dossiers d'opérations foncières; 1.2.2 Instruction des dossiers d'opérations d'urbanisme; 1.3.1 Contrôle des constructions d'ouvrages et des aménagements des servitudes d'urbanisme; 1.3.2 Instruction des dossiers de demande de permis de construire; 2.1.1 Consolidation et dissémination des acquis du Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali; 2.2.1 Evaluation du processus d'élaboration des Profils urbains des villes bénéficiaires du Projet Villes du Mali sans Bidonvilles et leurs impacts sur l'application des outils de planification urbaine; 2.3.1 Poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement des Villes du Mali; 3.1.1 Poursuite de la réalisation du Programme gouvernemental de



Section: 745

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
sociaux; 4.1.1 Appui aux missions de recensement et d'évaluation des carrières de matériaux locaux de construction sur l'étendue du terrritoire national; 4.1.2 Appui à la valorisation des matériaux locaux de construction; 4.2.1 Appui aux Programmes de construction	Collectivités Territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de constructions de logements sociaux; 3.2.2 Evaluation et amélioration des avantages accordés aux Promoteurs immobiliers intervenant dans la production de logements pour les ménages à faibles revenus; 3.3.1 Amélioration de la satisfaction des besoins en logements sociaux exprimés par les femmes chefs de ménage; 4.1.1 Appui aux missions de recensement et d'évaluation des carrières de matériaux locaux de construction sur l'étendue du terrritoire national; 4.1.2 Appui à la valorisation des matériaux locaux de construction; 4.2.1 Appui aux Programmes de construction	de construction de logements par les Coopératives d'Habitat; 3.2.1 Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de constructions de logements sociaux; 3.3.1 Amélioration de la satisfaction des besoins en logements sociaux exprimés par les femmes chefs de ménage; 4.1.1 Appui aux missions de recensement et d'évaluation des carrières de matériaux locaux de construction sur l'étendue du terrritoire national; 4.1.2 Appui à la valorisation des matériaux locaux de construction; 4.2.1 Appui aux Programmes de construction de logements axés sur la valorisation des matériaux locaux de construction; 4.2.2 Appui aux Programmes de construction; 4.2.2 Appui aux Programmes de construction de logements axés sur les techniques et normes d'efficacité énergétique.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

Section: 750

1. MISSIONS:

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la population et des statistiques.

A ce titre, il est chargé notamment des attributions ci-après :

- l'élaboration et le contrôle de la mise en œuvre de la législation relative à l'aménagement du territoire ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du schéma national d'aménagement du territoire ;
- l'appui à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre des schémas nationaux sectoriels, tout en assurant leur coordination et leur cohérence avec les niveaux régional et local, en vue d'un développement cohérent et harmonieux du territoire ;
- la conception et le suivi de la mise en œuvre de stratégies et de grands pôles d'activités visant le développement harmonieux et équilibré du territoire national ;
- la collecte, le traitement et la diffusion des données de population nécessaires à la formulation des politiques publiques et la constitution de bases de données démographiques, en liaison avec les ministres concernés ;
- l'initiation et l'appui à la recherche d'études et recherches en matière de population et de développement en vue de réaliser des projections démographiques et de suivre les indicateurs de mouvement de la population ;
- le suivi et la prise en compte des questions de population dans les politiques nationales ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Impulser, coordonner, suivre et évaluer les activités en matière d'Aménagement du Territoire, de Population et de Statistique.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET	POPULATION					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
FROGRAMMES	FERSONNEL	TOIGCTIONNEIVIENT		2017	2018	2019
01 Administration Générale	160 137	491 645	307 750	959 532	988 842	1 037 820
02 Coordination, Formulation des Politiques et des						
Programmes Socio Economiques, Sectoriels et	108 403	40 538	4 250 000	4 398 941	4 033 555	4 313 986
Spatiaux						
03 Aménagement du Territoire	-	477 812	3 350 000	3 827 812	3 865 789	3 982 453
04 Collecte, Analyse, Diffusion des données et	91 598	42 063	_	133 661	139 113	154 500
Coordination du Système Statistique National	91 390	42 003	_	133 001	109 110	154 500
TOTAL	360 138	1 052 058	7 907 750	9 319 946	9 027 299	9 488 759

ADMINISTRATION GENERALE ET CONTROLE

Section: 750

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à assurer une meilleure coordination des services, contrôler l'exécution des missions de ceux-ci, mobiliser les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires et Renforcer les capacités de l'Administration, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile pour la réalisation des objectifs globaux du département.

OBJECTIF N°1 Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département								
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017		2019
1.1 : Taux d'exécution des activités du département	%	-	-	70	75	80	85	90
Moyens de vérification : Rapport d'activités Annuels Précisions méthodologiques : (nombre d'activités réalisées/nombre d'activités prévu)*100								
1.2 : Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	-	-	50	60	80	100	100
Moyens de vérification : Rapport de suivi Annuel Précisions méthodologiques :(Nombre de suivi-évaluation réalisé/nombre de suivi évaluation)*100								

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution du budget	%	-	80	95	96	97	100	100
<u>Moyens de vérification</u> : Compte administratif Annuel <u>Précisions méthodologiques</u> : (crédits liquidés /crédits notifiés) *100								
2.2 : Taux d'exécution du plan de pass ation des marchés publics.	%	-	-	80	85	85	90	100
Moyens de vérification : Dossier d'appel d'offre DAO précisions méthodologiques : (nombre de DAO exécuté / nombre de DAO prévu)*100								
2.3 : Taux de satisfaction du cadre organique	%	17	41	75	85	95	98	98

ADMINISTRATION GENERALE ET CONTROLE

Section: 750

Objectif 3 : Renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile									
	Unité]	Réalisation	S	Année en cours		Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités programmées	%	-	-	-	>80	100	100	100	
Moyens de vérification: Rapport des activités de renforcement des capacités <u>Précisions méthodologiques</u> : Rapport entre les réalisations et les activités prévues									
3.2 Taux d'exécution des études programmées	%	-	-	-	>80	100	100	100	
Moyens de vérification: Rapports d'études <u>Précisions méthodologiques</u> : Rapport entre les réalisations et les activités prévues									
3.3 Taux d'exécution des activités d'interface/ plaidoyer, de documentation et diffusion programmées	%	-	-	-	>80	100	100	100	
Moyens de vérification: Rapports d'activités d'interface/plaidoyer, documentation et diffusion									
<u>Précisions méthodologiques</u> : Rapport entre les réalisations et les activités prévues									

ADMINISTRATION GENERALE ET CONTROLE

Section: 750

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration des Politiques Sectorielles (PNAT et PNP) et le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT). 1.1.2 Le suivi des activités du PTG (Programme de Travail Gouvernemental) 2.1.1 Elaboration des différentes revues des Projets/Programmes et du budgetprogrammes (réalisations et prévisions). 2.1.2 L'approvisionnement des structures en équipement et matériels de bureau. 2.2.1 Elaboration et mise en œuvre du plan de passation des marchés publics. 2.3.1 Demande et suivi du fichier du personnel à la DRH 3.1.1 Renforcement des capacités des acteurs de l'Administration publique, des collectivités locales et des Acteurs Non Etatique (ANE) 3.1.2 Renforcement des capacités institutionnelle et humaine du CERCAP et la tenue des sessions de gouvernance 3.2.1 Réalisation des études 3.3.1 Réalisation des activités d'interface et de plaidoyers 3.3.2 Réalisation des activités de documentation et de diffusion 	Sectorielles (PNAT et PNP) et le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT). 1.1.2 Le suivi des activités du PTG (Programme de Travail Gouvernemental) 2.1.1 Elaboration des différentes revues des Projets/Programmes et du budgetprogrammes (réalisations et prévisions). 2.1.2 L'approvisionnement des structures en équipement et matériels de bureau. 2.2.1 Elaboration et mise en œuvre du plan de passation des marchés publics. 2.3.1 Demande et suivi du fichier du personnel à la DRH 3.1.1 Renforcement des capacités des acteurs de l'Administration publique, des collectivités locales et des Acteurs Non Etatique (ANE) 3.1.2 Renforcement des capacités institutionnelle et humaine du CERCAP et la tenue des sessions de gouvernance	Politiques Sectorielles (PNAT et PNP) et le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT). 1.1.2 Le suivi des activités du PTG (Programme de Travail Gouvernemental) 2.1.1 Elaboration des différentes revues des Projets/Programmes et du budget-programmes (réalisations et prévisions). 2.1.2 L'approvisionnement des structures en équipement et matériels de bureau. 2.2.1 Elaboration et mise en œuvre du plan de passation des marchés publics. 2.3.1 Demande et suivi du fichier du personnel à la DRH 3.1.1 Renforcement des capacités des acteurs de l'Administration publique, des collectivités locales et des

POPULATION

Section: 750

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Asurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la de population pour l'atteinte du Dividende Démographique ;

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1 : Améliorer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre	e de la politique de population.
---	----------------------------------

INDICATEURS	Unité]	Réalisations	S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux de réalisation des missions de suivi programmées	%	ı	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification: rapports de missions de suivi et des réunions de Coordination								
Précisions méthodologiques : (nombre de missions de suivi et de réunion de coordination réalisé :	sur le non	mbre de mis	sions et ou	réunion pro	grammé)*10	00		
1.2 Nombre de rapport de suivi-évaluation de politique, projets et de programmes de population	Nombre	-	-	-	1	1	1	1
Moyens de vérification: Rapport de suivi-évaluation								
Précisions méthodologiques : dénombrement								

Objectif 2 : Renforcer les capacités des acteurs sur les questions de population et le Dividende Démographique

INDICATEURS	Réalisations Unité			S	Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution des sessions de formation des acteurs sur les questions de population et le Dividende Démographique	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapports de formation								
Précisions méthodologiques : Rapport entre les réalisations et les activités prévues								
2.2 Taux d'exécution d'études programmées	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapports d'études	•						-	
Précisions méthodologiques : Rapport entre les réalisations et les activités prévues								
2.3 Taux d'exécution des activités de sensibilisation et de plaidoyer programmées	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapports d'activités de sensibilisation et de plaidoyer			ı	ı				
Précisions méthodologiques : Rapport entre les réalisations et les activités prévues								

POPULATION

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation des missions de suivi, d'appui et de supervision au niveau des DRPSIAP des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal et le District de Bamako 1.1.2 Organisation des réunions de Coordination de la PNP à travers la Commission nationale Population-Développement 1.1.3 Suivi des indicateurs de population à travers la collecte, l'analyse et l'alimentation de la base de données population et Développement 1.2.1 Elaboration du rapport annuel sociodémographique du Mali 2.1.1 Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les questions de population et le Dividende Démographique 2.1.2 Appui au renforcement des capacités des acteurs (Etat, Collectivités Territoriales, Société Civile) en intégration des variables démographiques dans les PDESC à l'endroit des secrétaires généraux de communes 2.1.3 Réalisation des projections démographiques ainsi que des études et recherche sur les thématiques SR/PF et scolarisation 	d'appui et de supervision au niveau des DRPSIAP des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal et le District de Bamako 1.1.2 Organisation des réunions de Coordination de la PNP à travers la Commission nationale Population-Développement 1.1.3 Suivi des indicateurs de population à travers la collecte, l'analyse et l'alimentation de la base de données population et Développement 1.2.1 Elaboration du rapport annuel sociodémographique du Mali 2.1.1 Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les questions de population et le Dividende Démographique 2.1.2 Appui au renforcement des capacités des acteurs (Etat, Collectivités Territoriales, Société Civile) en intégration des variables démographiques dans les PDESC à l'endroit des secrétaires généraux de communes	DRPSIAP des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal et le District de Bamako 1.1.2 Organisation des réunions de Coordination de la PNP à travers la Commission nationale Population- Développement 1.1.3 Suivi des indicateurs de population à travers la collecte, l'analyse et l'alimentation de la base de données population et Développement 1.2.1 Elaboration du rapport annuel sociodémographique du Mali

POPULATION

Section: 750

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
sensibilisation et de plaidoyers à l'endroit des publics cibles sur les questions de population et le dividende démographique	 2.1.4 Organisation des sessions de sensibilisation et de plaidoyers à l'endroit des publics cibles sur les questions de population et le dividende démographique 2.1.5 Dissémination et diffusion des résultats des études et Recherche réalisées par la DNP 	dividende démographique



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Section: 750

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme contribue à renforcer le cadre juridique et institutionnel de mise en œuvre de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire et d'assurer la cohérence spatiale et sectorielle des politiques et stratégies de développement.

Il assure:

- la cohérence des politiques et stratégies spatiales et sectorielles ;
- l'amélioration et la mise en œuvre du cadre législatif et règlementaire de l'Aménagement du Territoire.

Objectif n°1: Renforcer le dispositif juridique et institutionnel de l'Aménagement du Territoire	.							
Indicateurs	UNITE	RE	EALISATIONS		Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016		2019	
1.1. Pourcentage de textes législatifs et réglementaires adoptés et approuvés	%	-	-	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de textes adoptés et approuvés / Nombre total de textes p	révus) x 1	00						
Moyen de vérification : les textes adoptés et approuvés								
1.2. Pourcentage de textes d'approbation d'outils de planification élaborés, validés et adoptés	%	-	-	100	100	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de textes d'approbation élaborés, validés et adoptés / No	mbre total	de textes	d'approba	tion prévu	ıs) x 100			
Moyens de vérification : décrets d'approbation adoptés								



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Section: 750

UNITE	RE	ALISATIO	ONS	Année en cours	CIBLES		
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
%					100	100	100
vés / Nom	bre total	de docume	nts de pla	nification sp	atiale pré	vus) x 100	
%				25	25	50	75
la PNAT)) x 100	•		-			
%			87,5	100	100	100	100
x 100							
%	-	-	-	50	50	75	100
	% vés / Non % la PNAT; % x 100	Vés / Nombre total de la PNAT) x 100	WITTE 2013 2014 % Vés / Nombre total de docume % la PNAT) x 100 % x 100	2013 2014 2015	REALISATIONS Cours	Cours Cour	CIBLES Cours CIBLES Cours CIBLES COURS C

Objectif n°3: Renforcer la connaissance du territoire national								
Indicateurs	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Niveau de renseignement de la base de données	%				-	25	50	75
Précisions méthodologiques : (Nombre de missions de collecte réalisées / Nombre total de mis	sions de coll	ecte prévu	ies) x 100					
Moyen de vérification : les rapports de mission de collecte et de suivi								
3.2. Pourcentage de cartes thématiques réalisées sur l'Aménagement du Territoire	%				-	100	100	100
Précisions méthodologiques : (Nombre de cartes thématiques réalisées / Nombre total de carte	s thématique	s prévues) x 100			,		
Moyen de vérification : Rapports annuels DNAT, DRPSIAP								



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Élaboration et adoption de 2 décrets d'application de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire 1.2.1 Élaboration et adoption de 13 décrets d'approbation de 13 SCAT 2.1.1 Élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire 2.1.2 Appui à l'élaboration de 13 Schémas Communaux d'Aménagement du Territoire 2.2.1 Suivi du plan d'actions de la mise en œuvre de la PNAT 2.3.1 Évaluation de la mise en œuvre de 10 Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) 2.4.1 Dissémination des guides et de la PNAT 3.1.1 Mise en place et gestion d'une base de données sur l'Aménagement du Territoire 3.2.1 Mise en place et gestion du SIG sur l'Aménagement du Territoire pour l'élaboration des SAT, le suivi permanent de l'Espace National et la Surveillance continue des territoires (Cartes thématiques à réaliser : 2) 	 2.1.2 Appui à l'élaboration des 13 Schémas Communaux d'Aménagement du Territoire 2.2.1 Suivi du plan d'actions de la mise en œuvre de la PNAT 2.3.1 Évaluation de la mise en œuvre de 10 Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) 2.4.1 Dissémination du SNAT 3.1.1 Poursuite de la mise en place et la gestion d'une base de données sur l'Aménagement du Territoire 3.2.1 Poursuite de la mise en place et la gestion du SIG sur l'Aménagement du 	d'approbation (de 10 SRAT, de 10 SLAT et 10 SCAT) 2.1.1 Appui à l'actualisation/ élaboration de 10 Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire 2.1.2 Appui à l'élaboration de 20 Schémas Locaux et Communaux d'Aménagement du Territoire 2.2.1 Suivi du plan d'actions de la mise en œuvre de la PNAT 2.3.1 Évaluation de la mise en œuvre de 10 Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) 2.4.1 Dissémination du SNAT 3.1.1 Mise à jour et gestion de la base de données sur l'Aménagement du Territoire



COLLECTE, ANALYSE, DIFFUSION DES DONNEES ET COORDINATION DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Section: 750

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

- réaliser les actions de production, de recherche, de formation dans le domaine de la statistique ;
- renforcer les capacités institutionnelles et individuelles des organes du système statistique national et des acteurs chargés du suivi et de l'analyse de la pauvreté.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Améliorer la production des statistiques de base

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Pourcentage des indicateurs de suivi du CREDD renseignés	%	97	97		100	100	100	100

Moyen de vérification : Base de données Malikunnafoni

Précisions méthodologiques: (Nombre total d'indicateurs renseignés / Nombre total d'indicateurs suivis) (552) X 100

OBJECTIF 2 : Améliorer la coordination et le fonctionnement du Système Statistique National

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux de réalisation des activités du programme statistique du SSN	%	85	98	90	91	92	95	100

Moyen de vérification : Revue du Schéma Directeur de la Statistique

Précisions méthodologiques : Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmées X 100



COLLECTE, ANALYSE, DIFFUSION DES DONNEES ET COORDINATION DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Section: 750

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Pourcentage des 280 agents non statisticiens en activité dans le SSN formés	%	10,7	41,4	41	45	50	60	70
Moyen de vérification : Rapport de la revue du Schéma Directeur de la Statistique et du CFP/ST	ГАТ							
Précisions méthodologiques : Nombre d'agents formés/30 programmées X 100								
3.2 : Nombre d'agents non statisticiens affectés aux travaux statistiques formés en techniques statistiques de base	Nbre			25	50	75	75	75
Moyen de vérification: Rapport de la revue du Schéma Directeur de la Statistique et du CFP/ST	ГАТ							
Précisions méthodologiques : somme des auditeurs formés au cours des différentes sessions								
3.3 : Nombre d'Adjoints Techniques de la Statistique mis à la disposition du SSN	Nbre					14	50	50
Moyen de vérification : Rapport de la revue du Schéma Directeur de la Statistique et du CFP/ST	TAT		•	•	•			
Précisions méthodologiques : somme des auditeurs formés au cours des différentes sessions								



COLLECTE, ANALYSE, DIFFUSION DES DONNEES ET COORDINATION DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Section: 750

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Général de la Population et de l'Habitat 1.1.3 Elaboration des Comptes économiques (définitifs 2015, provisoires 2016, prévisionnels 2017-2021) 1.1.4 Elaboration de l'annuaire statistique 2016 2.1.1 Elaboration du rapport bilan des activités du SSN de 2016 2.1.2 Elaboration du programme statistique 2018 et du programme indicatif 2019- 2020 du SSN 2.1.3 Organisation de la revue annuelle du Schéma Directeur de la Statistique 2017 2.1.4 Construction du siège de l'Institut National de la Statistique 3.1.1 Formation de 25 agents non statisticiens du niveau central en techniques d'analyse de la pauvreté 3.1.2 Elaboration des programmes régionaux de développement de la statistique 3.1.3 Formation de 30 agents non statisticiens du niveau central en logiciels de traitement des données 3.2.1 Formation de 75 agents non statisticiens affectés aux travaux statistiques en techniques statistiques de base 3.3.1 Formation de 14 Adjoints Techniques de la Statistique (formation débutée lors de	 6 2.1.2 Cartographie du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2.1.3 Elaboration des Comptes économiques (définitifs 2016, provisoires 2017, prévisionnels 2018-2022) 2.1.4 Elaboration de l'annuaire statistique 2017 2.1.1 Elaboration du rapport bilan des activités du SSN de 2017 2.1.2 Elaboration du programme statistique 2019 et préparation du Schéma Directeur de la Statistique 2020-2024 du SSN 2.1.3 Organisation de la revue annuelle du Schéma Directeur de la Statistique 2018 2.1.4 Construction du siège de l'Institut National de la Statistique 3.1.1 Formation de 30 agents non statisticiens du niveau régional en techniques d'analyse de la pauvreté 3.1.2 Elaboration de modèles d'annuaire régional pertinent pour la régionalisation et la décentralisation renforcée 3.1.3 Formation de 30 agents non statisticiens au niveau régional en logiciels de traitement des données 3.2.1 Formation de 75 agents non statisticiens affectés aux travaux statistiques en 	édition 7 2.1.2 Réalisation du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2.1.3 Elaboration des Comptes économiques (définitifs 2017, provisoires 2018, prévisionnels 2019-2023) 2.1.4 Elaboration de l'annuaire statistique 2018 2.1.1 Elaboration du rapport bilan des activités du SSN de 2018 2.1.2 Elaboration du Schéma Directeur de la Statistique 2020-2024 du SSN 2.1.3 Organisation de la revue annuelle du Schéma Directeur de la Statistique 2019 2.1.4 Equipement du siège de l'Institut National de la Statistique 3.1.1 Appui la mise en œuvre des programmes régionaux de développement de la statistique 3.1.2 Appui à l'élaboration des annuaires statistiques pertinents pour la régionalisation et la décentralisation renforcée 3.1.3 Formation de 30 agents non statisticiens en analyse de la qualité des données
l'année académique 2015-2016)	techniques statistiques de base	de base



APPUI AU RENFORCEMENT ET À LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Section: 750

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	3.3.1 Formation de 50 Adjoints Techniques de la Statistique dont 25 B1 et 25 B2 (formation débutée lors de l'année académique 2016-2017)	3.3.1 Formation de 50 Adjoints Techniques de la Statistique dont 25 B1 et 25 B2 (formation débutée lors de l'année académique 2017-2018)

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT

Section: 760

1. MISSIONS:

Le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'équipement, de développement des équipements et infrastructures de transport, de désenclavement du pays et d'organisation des activités de transport.

A cet titre, il est compétent pour :

- La recherche et l'expérimentation dans le domaine des travaux publics ;
- La conception et la construction des ouvrages d'art, des rails, des aérodromes, des ports fluviaux et des équipements d'intérêt national :
- L'élaboration et le contrôle de l'application des règles dans les domaines de la topographie et de la cartographie ;
- Le développement de la météorologie et de ses différentes applications ;
- L'organisation et la modernisation des modes et systèmes de transport et de leur gestion ;
- La conception, la construction et l'entretien des infrastructures routières d'intérêt national ;
- L'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la circulation et à la sécurité routières ;
- La coordination des actions de désenclavement intérieur et extérieur.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Contribuer au désenclavement intérieur et extérieur du pays
- Contribuer à la sécurité dans le transport
- Contribuer à réduire les risques météorologiques et climatiques

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET	DESENCLAVEME	ENT							
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL					
1 NOGRAININES	I LIXSONINEL	TONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019			
01 Administration générale	507 954	1 042 260	865 000	2 415 214	2 551 233	2 643 211			
02 Construction et entretien des routes	762 753	438 260	115 399 000	116 600 013	117 975 996	126 258 098			
03 Développement et sécurisation des transports	866 252	6 748 992	2 338 000	9 953 244	10 232 103	10 649 267			
04 Développement de l'Information Géographique et de l'Assistance Météorologique	-	352 231	1 600 000	1 952 231	1 969 531	2 088 651			
05 Développement des transports et transit des Imarchandises maliennes dans les ports	-	813 994	3 030 000	3 843 994	3 909 297	3 994 602			
TOTAL	2 136 959	9 395 737	123 232 000	134 764 696	136 638 160	145 633 829			

Section: 760

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise d'une part à mobiliser les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la réalisation des objectifs globaux du département, à assurer une meilleure coordination des services et contrôler l'exécution de leurs missions, et d'autre part à renforcer les capacités d'intervention des services et entreprises du secteur de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 Taux d'exécution physique des projets du département	%	10,5	15	48	1,56	70	72	80	
Moyen de vérification : Rapport annuel de la revue des projets et programmes du dépar Précisions méthodologiques : Taux d'exécution physique des projets du département = x 100		projets phys	siquement t	erminés/no	mbre de pro	jets progra	mmés pour	l'année N	
Précisions méthodologiques: Taux d'exécution physique des projets du département =		projets phys	siquement t	erminés/no	mbre de pro	jets progra	mmés pour	l'année N	
Précisions méthodologiques : Taux d'exécution physique des projets du département = x 100		71,34	siquement to 69,17	erminés/no	mbre de pro	jets progra 65	mmés pour	l'année N	
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	= (nombre de p		· -	T.	1 1			1	
Précisions méthodologiques: Taux d'exécution physique des projets du département = x 100 1.2 Taux d'exécution financière des projets et programmes	(nombre de p	71,34	69,17	75	57	65	70	1	
Précisions méthodologiques: Taux d'exécution physique des projets du département = x 100 1.2 Taux d'exécution financière des projets et programmes Moyen de vérification: Rapport annuel de la revue des projets et programmes du dépar	(nombre de p	71,34	69,17	75	57	65	70	1	



Section: 760

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	95,37	94,17	99,04	98	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DFM, compte administratif								
Précisions méthodologiques : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x100								
2.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	61,36	40	40	44	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités de la DFM, rapport du comité de suivi d	es marchés							
Précisions méthodologiques : (Nombre de marchés passés au cours de l'année N /	nombre de marché	s prévus da	ans le plan	de passatio	on des marc	hés de l'ani	née N) x 100	
2.3 Pourcentage d'agents formés dans le département								
- Global	%	100	189	76,64	80	100	100	100
- Hommes	70		66	42	45	60	60	60
Hommes			34	34,64	35	40	40	40

OBJECTIF 3. Contrôler et assister la gestion des services et des deniers publics								
INDICATEURS	UNITE	RE	CALISATIO	NS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage des services du Département ayant reçu une mission de contrôle par an	%	29,16	100	95	33	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités Inspection								
Précisions méthodologiques : (Nombre de services contrôlés par an /total des services pro	grammés) x100						
3.2 : Taux d'exécution du programme relatif aux missions de suivi des recommandations	%	100	100	100	95	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités Inspection					-			
Précisions méthodologiques : (Nombre de missions de suivi des recommandations effectué	ées/nomb	re de missio	ons suivi pro	ogrammées)) x100			



Section: 760

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 4. Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département											
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
4.1 Taux de déconcentration du personnel du département	%	49,75	50,4	52,68	54	54	58	62			

Moyen de vérification: Rapports d'activités de la CADD et de la DRH

Précisions méthodologiques: Taux = (l'effectif du personnel du Département en poste au niveau des services déconcentrés / l'effectif global du personnel du département) x100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
différents programmes	données sur les projets et programmes du département; 1.1.2 Missions de suivi des projets et programmes du secteur; 1.1.3 Production de l'annuaire du secteur Equipement, Transport et Communication. 1.2.1 Production et diffusion du rapport final de la revue des projets et programmes; 1.2.2 Mission de suivi des requêtes de financement. 1.3.1 Collecte, traitement et analyse des fiches de suivi des projets du département; 1.3.2 Elaboration du rapport d'achèvement des projets du département. 2.1.1 Collecte et compilation des données en vue de la préparation des avants projets du budget du département 2.1.2 Tenue de concertations au niveau des différents programmes 2.1.3 Production du compte administratif	1.3.1 Collecte, traitement et analyse des fiches de suivi des projets du département; 1.3.2 Elaboration du rapport d'achèvement

Section: 760

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.2 Suivi des dossiers de marchés; 2.2.3 Suivi de l'exécution des marchés. 2.3.1 Evaluation des besoins en formation de l'année N+1; 2.3.2 Conception du programme de formation diplômante de l'année N+1 2.3.3 Elaboration du plan de formation des agents des structures du Ministère de l Equipement des Transports et du Désenclavement de l'année N+1; 2.3.4 Mise en œuvre et évaluation de l'exécution du programme de formation de l'année N. 3.1.1 Elaboration de programme annuel de missions; 3.1.2 Exécution du programme de missions d'inspection et de contrôle. 3.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations 4.1.1 Organisation des ateliers de concertations pour l'élaboration du décret fixant le détail des compétences transférées; 4.1.2 Elaboration du plan triennal de transfert des compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales; 4.1.3 Elaboration du plan de déconcentration du Département; 4.1.4 Elaboration de la stratégie de communication sur la Déconcentration / Décentralisation dans le secteur 4.1.5 Elaboration d'un plan annuel d'activités de la cellule. 	 2.3.1 Evaluation des besoins en formation de l'année N+1; 2.3.2 Conception du programme de formation diplômante de l'année N+1; 2.3.3 Elaboration du plan de formation des agents des structures du Ministère de l'Equipement des Transports et du Désenclavement de l'année N+1; 2.3.4 Mise en œuvre et évaluation de l'exécution du programme de formation de l'année N. 3.1.1 Elaboration de programme annuel de missions; 3.1.2 Exécution du programme de missions d'inspection et de contrôle. 3.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations 4.1.1 Suivi de mise en œuvre du décret fixant le détail des compétences transférées; 4.1.2 Suivi de la mise en œuvre du plan de transfert des compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales; 4.1.3 Suivi de la mise en œuvre du plan de déconcentration du Département; 4.1.4 Organisation des journées de concertations de la Décentralisation dans le secteur; 	 2.3.1 Evaluation des besoins en formation de l'année N+1; 2.3.2 Conception du programme de formation diplômante de l'année N+1 2.3.3 Elaboration du plan de formation des agents des structures du Ministère de l'Equipement des Transports et du Désenclavement de l'année N+1; 2.3.4 Mise en œuvre et évaluation de l'exécution du programme de formation de l'année N. 3.1.1 Elaboration de programme annuel de missions; 3.1.2 Exécution du programme de missions d'inspection et de contrôle. 3.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations 4.1.1 Evaluation des activités liées à la décentralisation; 4.1.2 La poursuite de la mise en œuvre du plan de transfert des compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales; 4.1.3 La poursuite du suivi de la mise en œuvre du plan de déconcentration du Département;



CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES ROUTES

Section: 760

1- <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u>:

Ce programme vise le désenclavement intérieur et extérieur du pays, la recherche et l'information technique dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

Objectif 1 : Développer le réseau routier									
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 Taux d'accroissement des routes bitumées	%	2,01	1,81	5,54	14.5	10,02	20,22	17,1	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)									
Précisions méthodologiques: Taux d'accroissement des routes bitumées = (linéa	ire routes	réalisé à l'a	année N/lin	éaire cumu	lé réalisé à l	'année N-1	x100		
1.2 Taux d'accroissement des routes en terres et pistes	%	0	1,25	1,37	1,05	4,30	9,23	10,01	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)									
Précisions méthodologiques: Taux d'accroissement des routes en terres et piste	s=(linéaiı	re de routes	s en terres	et pistes réa	alisé à l'ann	ée N/ linéai	re cumulé re	alisé à N-	
1.3 Taux d'accroissement des routes réhabilitées et/ ou renforcées	%	6,03	10,8	0,74	2,78	3,21	9,47	12,93	
Moyen de vérification : Rapport d'activités (DNR)			_						
Précisions méthodologiques: Taux d'accroissement des routes réhabilitées et/ou	renforcé	es= (linéair	e réalisé à l	'année N /	linéaire cum	ulé réalisé	à l'année N-	1) x100	

Objectif 2 : Entretenir le réseau routier									
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 Pourcentage des routes bitumées en bon état	%	29,3	37	37	50	55	60	65	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)					,		-		
Précisions méthodologiques: Pourcentage des routes bitumées en bon état = (lin	éaire de r	outes bitur	nées en boi	n état à l'an	née N/linéa	ire cumulé	de routes bi	tumées à N	
2.2 Taux de variation du linéaire de routes entretenues	%	-0,88	-19,93	57,67	27,31	5,74	2,93	2,73	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)									
Précisions méthodologiques : Taux= (linéaire réalisé en l'année N- linéaire réalisé	en N-1)/l	inéaire réal	isé en l'ann	née N-1) x10	00				
2.3 Linéaire de routes renseignées dans la BDR	km	5 875	6 042,79	6 196,63	6 300	6 440	6600	6 700	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)	•		•		•		•		
Précisions méthodologiques : Dénombrement									



CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES ROUTES

Section: 760

INDICATEURS	UNITE	REALIS ATIONS UNITE			Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 Taux d'accroissement des entreprises et partenaires assistés	%	100	87,5	73,33	50	90	85	60	
Moyen de vérification: Rapport annuel d'activités (CNREX-BTP)							!		
Précisions méthodologiques : Taux d'accroissement des entreprises et Parted'entreprise et partenaire assistés en N-1/ nombre d'entreprises et partenaire			-	ise et parte	naire assisté	s à l'année	N-nombre		
			0.5						
3.2 Taux d'accroissement des ouvrages auscultés	%	30	36	65	33,33	50	55	60	
	%	30	36	65	33,33	50	55	60	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (CNREX-BTP) Précisions méthodologiques : Taux des ouvrages auscultés= [(Nombre d'ou					1				
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (CNREX-BTP) Précisions méthodologiques : Taux des ouvrages auscultés= [(Nombre d'ou puvrages auscultés à l'année N-1] X100					1				
 3.2 Taux d'accroissement des ouvrages auscultés Moyen de vérification: Rapport annuel d'activités (CNREX-BTP) Précisions méthodologiques: Taux des ouvrages auscultés= [(Nombre d'ou ouvrages auscultés à l'année N-1] X100 3.3 Pourcentage de recherche réalisée Moyen de vérification: Rapport de recherche et d'études du (CNREX-BTP) 	vrages auscult	és à l'anné	ée N – Nom	bre d'ouvr	ages auscult	és à l'anné	ée N -1)/ Non	mbre	

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES ROUTES

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Etudes Routières Etudes routières 1.1.2 Construction et bitumage des routes : Travaux de bitumage de la route Zantièbougou-Kolondièba-Frontière RCI (40 km) Travaux de construction d'un pont sur le fleuve Niger à Kayo et la route Tien-Gouni-Zantiguila (11 Km) Travaux de construction d'un Echangeur au carrefour de la route de Markala à Ségou ainsi que l'aménagement et le bitumage de 10 km de voiries dans la ville de Ségou (10 Km) Travaux de bitumage de la route Niono-Goma Coura (41 km) Travaux d'aménagement de 3 km de voiries urbaines dans la ville de Koro et Construction d'une gare routière, ainsi que d'une plate-forme, douanière Travaux de bitumage de la route Didiéni (Kwala)-Goumbou-Nara-Frontière Mauritanie (20 Km) Travaux de bitumage de la route Goma Coura-Nampala-Léré-Niafunké-Goundam-Tombouctou et bretelle Diré (125 Km) Travaux de bitumage de la route Macina-Diafarabé-Téninkou (20 km) Construction de la route Bénéna-Mandiakuy (18 km) Travaux de bitumage de la route Katélé-Kadiolo-Zégoua (36 Km) et aménagement 	Goundam-Tombouctou et bretelle Diré (120 Km) Travaux de bitumage de la route Macina-Diafarabé-Téninkou (40 km) Travaux de bitumage de la route Katélé-Kadiolo-Zégoua et aménagement de 10Km de voiries dans la localité de Kadiolo (20 km) Travaux de construction de l'Autoroute Bamako-Ségou, Phase II (130 km) Construction du 2ème pont de Kayes (5 Km) Construction du 4ème pont de Bamako et ses voies d'accès (5 Km) Construction et bitumage de la section Kangaba-Dioulafoundo-Frontière Guinée (40 Km)	 Travaux de bitumage de la route Goma Coura-Nampala-Léré-Niafunké-Goundam-Tombouctou et bretelle Diré (20 km) Travaux de bitumage de la route Macina-Diafarabé-Téninkou (35 km) Travaux de bitumage de la route Katélé-Kadiolo-Zégoua et aménagement de 10km de voiries dans la localité de Kadiolo (20 km) Travaux de construction de l'Autoroute Bamako-Ségou, Phase II (80 km) Travaux de construction et bitumage de la route Kayes-Aourou-Fre Mauritanie (35 km) Travaux de construction et bitumage de la route Gao-Bourem-Taoussa (20 km) Travaux de construction et bitumage

ACTIVITES DEPTINIENTES 2017	ACTIVITES DEDTINENTES 2010	ACTIVITES DEDTINENTES 2010
ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de 10Km de voiries dans la localité de Kadiolo (6 km) Construction du 2èmePont de Kayes (5 Km) Travaux de construction de l'Autoroute Bamako-Ségou, Phase II (30 km) Construction et bitumage de la section Kangaba-Dioulafoundo-Frontière Guinée (10 Km) Construction et bitumage de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée (10 km) Travaux de construction et bitumage de la route Gao-Bourem-Taoussa (40 km) Bitumage de la route Bénéna-Diora-Kimparana (24 km) Construction et bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsonbougou (17 Km) Construction de la ceinture ouest de Koulikoro (7 Km) Construction et bitumage de la route Douentza-Koro-Bambara Maoudé-Tombouctou (15 Km) 1.2.1 Construction de routes en terre : Construction de routes en terre dans le Cercle de Koutiala (101.5 Km): [RN12-Fonfona (10Km); Mpéssoba-Péguéna – Falo (69Km); Mpéssoba-Kola (11.5 Km); Péguena-Miéna (11 Km)] (69 Km) 1.2.2 Construction/Réhabilitation de pistes : Travaux d'aménagement de pistes rurales dans le cadre des travaux d'aménagement	 Travaux de construction et bitumage de la route Bougouni-Manankoro-Frontière RCI (30 km) Travaux de construction et bitumage de la route Bourem-Kidal (50 km) Travaux d'aménagement Voie de Kouloubléni, dans la Commune Rurale de Kalaban Coro (5 km) Travaux de construction et bitumage de la route Kayes-Sadiola-Kéniéba (30 km) Travaux de construction et bitumage de la route Sandaré-Nioro (10 km) Bitumage de la route Bénéna-Diora-Kimparana (50 km) Construction du Pont de Ségou et ses voies d'accès (5 km) Bitumage de la route Baroueli-Tamani 	 Travaux de construction et bitumage de la route Kayes-Sadiola-Kéniéba (120 km) Travaux de construction et bitumage de la route Sandaré-Nioro (93 km)-Bitumage de la route Baroueli-Tamani (25,6 km) Construction et bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsonbougou (11 km) Construction et bitumage de la route Nioro – Yélimané (150 km) Construction et bitumage de la route Douentza-Koro-Bambara Maoudé-Tombouctou (80 km) Construction du 4èmePont de Bamako et ses voies d'accès (15 km) Construction du Pont de Ségou et ses voies d'accès (10 km) Construction et bitumage de la voie reliant la route de l'Aéroport à la Cité universitaire de Kabala (6 km) 1.2.1 Construction de routes en terre : Construction de routes en terre (600 km) Construction /Réhabilitation de pistes :-Construction de pistes (700 km) Construction piste améliorée RN6-Timissa-Bénéna (22 km) 1.3.1 Réhabilitation des routes : Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la route Bamako-Koulikoro (8 km)

Frontière Côte d'Ivoire (20 Km) - Pistes du Liptako Gourma (178 Km) - Construction piste améliorée RN6- Timissa-Bénéna (32 km) - Aménagement de 200 Km de pistes rurales 1.3.1 Réhabilitation des routes : Douentza-Koro-Bambara Maoudé- Tombouctou (50 Km) - Construction et bitumage de la voie reliant la route de l'Aéroport à la Cité universitaire de Kabala (7 Km) 1.2.1 Construction de routes en terre : - Construction de routes en terre dans le	
la section Ségou-Šan sur 7 Km de la RN6 (7 km) Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la route Bamako-Koulikoro (15 Km) Travaux de Reconstruction du Pont de Kouoro Barrage sur la RN11 (Sikasso-Koutiala), d'une longueur de 80 ml environ Travaux de construction d'un pont de 174,4 ml sur la Baoulé à Dioïla et ses voies d'accès Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la voie reliant le 3èmePont de Bamako à la RN6 (3,260 Km) y compris la construction d'un Echangeur au carrefour de la RN6. Travaux de réhabilitation de la section Tour de l'Afrique-Yirimadio (4 Km) Travaux de réhabilitation de la route Sévaré-Douentza-Gao (20 km) 1.3.2 Renforcement des routes: Renforcement du boulevard de la CEDEAO avec la construction d'un poste de la péage moderne (12 Km) Fonfona (10Km); Mpéssoba-Róla (11.5 Km); 22.1.3 Tr. Falo (69Km); Mpéssoba-Péguéna – Falo (69Km); Mpéssoba-Róla (11.5 Km); 21.1 Skm) Falo (69Km); Mpéssoba-Kola (11.5 Km); 21.1 Skm) Construction de routes en terre (500 Km) 1.2.2 Construction/Réhabilitation de pistes rurales dans le cadre des travaux d'aménagement de pistes rurales d'vacès de la route Zantièbougou-Kolondièba-Frontière Côte d'Ivoire (30 Km) Construction de routes si construction d'un pont de la route Zantièbougou-Kolondièba-Frontière Côte d'Ivoire (30 Km) Construction de route Zantièbougou-Kolondièba-Frontière Côte d'Ivoire (30 Km) Construction de poites rurales (500 Km) Construction de poites rurales (500 Km) Construction de pistes rurales (500 Km) Construction de poites s' Construction de pistes rurales (500 Km) Construction de pistes rurales (500 Km) Construction de poites d'arcès dans le cadre des travaux d'aménagement en 2x2 voies de la route Sâkesho-Koulikoro (22 Km) Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la route Sâkasso-Zégoua (10 km) Travaux de réhabilitation de la route Sévaré-Douentza-Gao (50 km) Travaux de réhabilitation de la route Sévaré-Douentza-Gao (50 km) Travaux de réhabilitation de la route Sévaré-Douentza-Gao (50 km) Travaux de réhabilitation de la route Sévaré-	avaux d'aménagement en 2x2 voies e la route Sikasso-Zégoua (40 km) avaux de réhabilitation de la route varé-Douentza-Gao (100 km) avaux de réhabilitation de la route vint A-Mio-Macina (53) avaux de réhabilitation de la route gou-Markala-Niono (60 km) equisition de données routières ; ajection des données routières ; ajection des données routières ; aitement et analyses des données nivi et supervision des travaux entretien routier elevés de dégradations ; aboration des programmes entretien routier ission de suivi et supervision des avaux equisition d'équipement et mis à jour es logiciels ; amparaison entre le linéaire ogrammé et celui réalisé unuellement d'une part et d'une unée à une autre d'autre part altement et Injection des données, equisition de logiciels et formation esistance aux entreprises et aux entrenaires ontrôle des travaux de Génie Civil ude de carrière udes de fondations uscultation d'ouvrages epérimentation des caractéristiques écaniques des chaussées en terre

2.1.2 Injection des données routières ; 2.1.3 Traitement et analyses des données 2.1.4 Suivi et supervision des travaux d'entretien routièr 2.1.5 Mise en place du Système Information Routière SIR 2.1.6 Normalisation de 200 ralentisseurs 2.2.1 Relevés de dégradations ; 2.2.2 Elaboration des programmes d'entretien routièr ; 2.2.3 Mission de suivi et supervision des travaux 2.2.4 Acquisition d'équipement et mis à jour des logiciels ; 2.2.5 Comparaison entre le linéaire programmé et celui réalisé annuellement d'une part et d'une annéa à une autre d'autre part 2.3.1 Collecte des données sur le terrain ; 2.3.2 Traitement et analyses des données données constructions en terre 3.3.3 Expérimentation de la technique de 2.1.5 Normalisation de 200 ralentisseurs 2.2.1 Relevés de dégradations ; 2.2.2 Elaboration des programmes d'entretien routier ; 2.2.3 Mission de suivi et supervision des travaux 2.2.4 Acquisition d'équipement et mis à jour des logiciels ; 2.2.5 Comparaison entre le linéaire programmé et celui réalisé annuellement d'une part et d'une annéa à une autre d'autre part 2.3.1 Collecte des données sur le terrain ; 2.3.2 Traitement et analyses des données de constructions en terre 3.3.3 Expérimentation de la technique de 2.1.5 Normalisation de 200 ralentisseurs 2.2.1 Relevés de dégradations ; 2.2.2 Blaboration des programmes d'entretien routier ; 2.2.3 Mission de suivi et supervision des travaux 2.2.4 Acquisition d'équipement et mis à jour des logiciels ; 2.2.5 Comparaison entre le linéaire programmé et celui réalisé annuellement d'une part et d'une annéa à une autre d'autre part 2.3.1 Collecte des données sur le terrain ; 2.3.2 Traitement et analyses des données de degradations ; 2.2.5 Comparaison entre le linéaire programmé et celui réalisé annuellement d'une part et d'une année à une autre d'autre part 2.3.1 Collecte des données sur le terrain ; 2.3.2 Contrôle des travaux de Génie Civil 3.1.3 Etude de carrière 3.2.2 Auscultation d'ouvrages 3.2.2 Auscultation d'ouvrages 3.2.2 Expérimentation de logiciels et forma	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
l'amélioration des caractéristiques mécaniques des chaussées en terre 3.3.2 Expérimentation de la technique de production et de mise en œuvre des constructions en terre 3.3.3 Experimentation de la technique de production et de mise en œuvre des production et de mise en œuvre des matériaux de terre cuite au Mali	 2.1.3 Traitement et analyses des données 2.1.4 Suivi et supervision des travaux d'entretien routier 2.1.5 Mise en place du Système Information Routière SIR 2.1.6 Normalisation de 200 ralentisseurs 2.2.1 Relevés de dégradations; 2.2.2 Elaboration des programmes d'entretien routier; 2.2.3 Mission de suivi et supervision des travaux 2.2.4 Acquisition d'équipement et mis à jour des logiciels; 2.2.5 Comparaison entre le linéaire programmé et celui réalisé annuellement d'une part et d'une année à une autre d'autre part 2.3.1 Collecte des données sur le terrain; 2.3.2 Traitement et Injection des données, 2.3.3 Acquisition de logiciels et formation 3.1.1 Assistance aux entreprises et aux partenaires 3.1.2 Contrôle des travaux de Génie Civil 3.1.3 Etude de carrière 3.2.1 Etudes de fondations 3.2.2 Auscultation d'ouvrages 3.3.1 Expérimentation des polymères dans l'amélioration des caractéristiques mécaniques des chaussées en terre 3.3.2 Expérimentation de l'étanchéité des constructions en terre 3.3.3 Expérimentation de la technique de production et de mise en œuvre des 	 2.1.4 Suivi et supervision des travaux d'entretien routier 2.1.5 Normalisation de 200 ralentisseurs 2.2.1 Relevés de dégradations; 2.2.2 Elaboration des programmes d'entretien routier; 2.2.3 Mission de suivi et supervision des travaux 2.2.4 Acquisition d'équipement et mis à jour des logiciels; 2.2.5 Comparaison entre le linéaire programmé et celui réalisé annuellement d'une part et d'une année à une autre d'autre part 2.3.1 Collecte des données sur le terrain; 2.3.2 Traitement et Injection des données, 2.3.3 Acquisition de logiciels et formation 3.1.1 Assistance aux entreprises et aux partenaires 3.1.2 Contrôle des travaux de Génie Civil 3.1.3 Etude de carrière 3.2.1 Etudes de fondations 3.2.2 Auscultation d'ouvrages 3.3.1 Expérimentation des polymères dans l'amélioration des caractéristiques mécaniques des chaussées en terre 3.3.2 Expérimentation de l'étanchéité des constructions en terre 3.3.3 Expérimentation de la technique de production et de mise en œuvre des 	constructions en terre 3.3.3 Expérimentation de la technique de production et de mise en œuvre des matériaux de terre cuite au Mali



DEVELOPPEMENT ETSECURISATION DES TRANSPORTS

Section: 760

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise à assurer le développement et la sécurisation des Transports Terrestres, Maritime, Fluvial et Aérien.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
.1 Taux de variation du coût d'approvisionnement du pays									
Transport Routier	%	1,2	1,1	-2	-1,2	-0,6	-0,6	-0,6	
Transport ferroviaire		-11	-7	8	-2	-36	-18	-16	
<u> </u>	Jours		4	25	1 4 1	4			
1.2 Délais moyen d'acheminement des marchandises - Routier - ferroviaire	Jours	6 -4	4	-25 12	4 1	4 3	3 3	2 3	
- Routier		-4	1	12	1		3	3	
- Routier - ferroviaire Moyen de vérification : Rapports CMC, CMTR		-4	1	12	1		3	3	
Routier - ferroviaire Moyen de vérification: Rapports CMC, CMTR Précisions méthodologiques: somme des moyennes des délais d'acheminen		-4	1	12	1		3	3	



DEVELOPPEMENT ET SECURISATION DES TRANSPORTS

Section: 760

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 Améliarer la sécurité dans le transport routier

Objecti 2. Amenorei la securite dans le d'ansport rodder											
INDICATEURS	UNITE	RE	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLI	E			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
2.1 Taux de variation des Accidents	%	-0,5	3,4	-5,08	-5	-5	-5	-5			
Moven de vérification : Rapports annuels d'activités (DNTTMF, ANASER)			_								

Précisions méthodologiques : (Nombre d'accident en N – Nombre d'accident en N-1/ Nombre d'accident en N-1) x100

2.2 Taux de variation des :								
- Victimes	%	7,6	4,3	-6,25	-3	-3	-3	-3
- Tués		-1,3	27,8	-15,83	-5	-5	-5	-5

Moyen de vérification : Rapports annuels d'activités (ANASER)

Précisions méthodologiques (Nombre de victime en N-1 Nombre de victime en N-1) x100

Précisions méthodologiques (Nombre de tués en N – Nombre de tués en N-1/ Nombre de tués en N-1) x100

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de variation de la desserte	%	8	2,14	-1,5	2	2	5	5
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)								
Précisions méthodologiques : Taux de variation de la desserte = ((mouvements aéronefs à l	N – mouv	ements aéro	onefs à N-1).	/mouvemer	its à N-1)) x	100		
3.2 Taux de variation du fret transporté	%	32	-17,44	-11,1	4	6	6	6
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)								
Précisions méthodologiques : Taux de variation du fret transporté = ((fret transporté à N –	fret transp	orté à N-1)	/ (fret trans	porté à N-1)) x100			
3.3 Taux de variation des passagers transportés	%	9	7,4	9,2	6	7	6	6
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)					•		<u> </u>	

Précisions méthodologiques: Taux de variation des passagers transportés à ((passagers transportés à N-passagers transportés à N-1)/ (passagers transportés à N-1)) x100



Section: 760

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		Année en cours	CIBLE			
	2013 201	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
4.1: Nombre de domaine aéroportuaires immatriculés	Nbre	4	5	5	7	7	10	10
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)								
Précisions méthodologiques : dénombrement (cumul) Le programme d'immatriculation concerne la réalisation de 26 domaines aéroportuaires								
4.2 : Taux de réalisation du programme de clôture des zones aéroportuaires								
'- Gao	%					50	100	
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)	-							
Précisions méthodologiques : Nombre de mètre linéaire réalisé/nombre de mètre linéaire pro	ogrammé x	100						
4.3 : Taux de mise en œuvre effective des dispositions de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) en matière de sécurité	%	46	57	73,69	73,69	73,69	74	75
Civile illustrationale (OACI) en mattere de securite								

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		Année en cours		CIBLI	£	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1 Taux de réalisation des travaux de modernisation et d'extension								
- Aérogare Mopti	%					50	100	-
- Etude héliport de Ségou			-	-	-	100		-
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (ANAC)								
Précisions méthodologiques : Travaux réalisés par zone/Travaux programmés par zone	x 100							
5.2 : Taux de réhabilitation des aérodromes secondaires : (Bougouni)	%	0	-	0	0	100	-	-
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)								



Section: 760

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 6. Renforcer les car	pacités des ressources humaines	et matérielles de l'ANAC
-------------------------------	---------------------------------	--------------------------

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLI	E
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
6.1: Taux de réalisation du programme de formation	%	98	94	98	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)								
Précisions méthodologiques : Nombre d'agents formés/nombre d'agents prévus dans les programmes x100								
6.2 : Taux d'exécution du programme d'entretien et d'équipement de sûreté	%	100	100	100	100	100	100	100

Moyen de vérification : Rapport d'activités (ANAC)

Précisions méthodologiques : Nombre de site équipé/Nombre de site à équiper x100

Section: 760

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
des corridors 1.1.2 Mise en place d'une bourse virtuelle de fret 1.1.3 Mise en œuvre du TRIE unique 1.1.4 Renouvellement du parc de véhicules commerciaux 1.1.5 Production et diffusion de l'annuaire statistique des transports 2016 et l'actualisation du recueil des textes législatifs et règlementaires tome XVIII 1.2.1 Opérationnalisation du suivi électronique des véhicules sur l'ensemble des corridors du Mali 1.2.2 La mise en place d'un système centralisé d'émission et de gestion de permis de conduire biométrique et de cartes grises sécurisées 1.2.3 Construction des ports secs de Kayes, Kati et Kankan 1.2.4 Réhabilitation des sections critiques de la voie ferrée Dakar-Bamako 1.2.5 Réhabilitation des locomotives 1.3.1 Poursuite de Balisage des voies navigables de Koulikoro à Gao et la réhabilitation des bateaux 1.3.2 Réaménagement des quais « pétrolier » et « marchandises » de Mopti 1.3.3 Construction de nouveaux quais à Nyamina, Dioro, Diafarabé, Aka et Taboye 1.3.4 Réhabilitation des quais de Koriomé et Bamba.le surcreusement du chenal interne	 1.1 Mise en place des comités de gestion des corridors 1.2 Opérationnalisation de la bourse virtuelle de fret 1.3 Mise en œuvre du TRIE unique 1.4 Poursuite du renouvellement du parc de véhicules commerciaux 1.5 Production et diffusion de l'annuaire statistique des transports 2017 et l'actualisation du recueil des textes législatifs et règlementaires tome XVIII 2.1 Suivi de la mise en place du système centralisé d'émission et de gestion de permis de conduire biométrique et de cartes grises sécurisées 2.2 Poursuite de la construction des ports secs de Kayes et Kati 2.3 Poursuite de la réhabilitation de la voie ferrée Dakar-Bamako 2.4 Poursuite de la réhabilitation des locomotives 2.5. Construction du siège de la DNTTM 3.1 Poursuite de Balisage des voies navigables de Koulikoro à Gao et la réhabilitation des bateaux 1.3.2 Réaménagement des quais « pétrolier » et « marchandises » de Mopti 3.3. Construction de nouveaux quais à Nyamina, Dioro, Diafarabé, Aka et Taboye 3.4. Réhabilitation des quais de Koriomé et Bamba.le surcreusement du chenal interne du Débo 3.5. Etude d'un projet d'acquisition de deux bateaux de transport mixte pour le bief sud du fleuve Niger et le fleuve 	d'actions pour l'application effective du Règlement n°14/2005/CM/UEMOA du 16 décembre 2005 1.1.2 Poursuite de l'opérationnalisation de la bourse virtuelle de fret 1.1.3 Mise en œuvre du TRIE unique 1.1.4 Poursuite du renouvellement du parc de véhicules commerciaux 1.1.5 Production et diffusion de l'annuaire statistique des transports 2018 et l'actualisation du recueil des textes législatifs et règlementaires tome XIX 1.2.1 Construction des ports secs de Sikasso et Gao 1.2.2 Poursuite de la réhabilitation de la voie ferrée Dakar-Bamako

Section: 760

sécurité des infrastructures routières (mise en œuvre de l'audit de sécurité routière, inspections routières, renforcement de la signalisation routière, aménagement de certains points accidentogénes) 2.1.3 Réalisation de Campagnes de sensibilisation de Proximité sur la sécurité routière 2.1.4 Participation à l'accentuation du contrôle/ sanction des infractions aux règles de la circulation routière 2.1.5 Vulgarisation du nouveau code de la route. 2.1.5 Poursuite de l'institution de l'éducation routière dans les établissements scolaires 2.2 Poursuite de la formation des acteurs et usagers de la route 3.1.1 Collecte et traitement de données sur les mouvements d'avion 3.1.2 Réalisation des actions de communication pour la destination Mali 3.2.1 Collecte et traitement de données sur le fert transporté 3.2 Réalisation des actions de communication pour la promotion du fret aérien 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Poursuite de la réalisation des actions de communication pour la promotion du fret aérien 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Poursuite de la réalisation des actions de communication pour la destination Mali 3.2.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Poursuite de la réalisation des actions de communication pour la destination des actions de communication pour la promotion du fret aérien 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Poursuite de la réalisation des actions de communication pour la destination Mali 3.2.2 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.4 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.5 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.6 L'al parsition de l'institution contrôle routière, aménagement de certains points et zones accidentogènes) 2.1.5 Vulgarisation des actions de l'institution de l'	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de l'onoi	d'un plan d'action de sécurité routière 2.1.2 Contribution à l'amélioration de la sécurité des infrastructures routières (mise en œuvre de l'audit de sécurité routière, inspections routières, renforcement de la signalisation routière, aménagement de certains points accidentogènes) 2.1.3 Réalisation de Campagnes de sensibilisation de proximité sur la sécurité routière 2.1.4 Participation à l'accentuation du contrôle/ sanction des infractions aux règles de la circulation routière 2.1.5 Vulgarisation du nouveau code de la route. 2.2.1 Poursuite de l'institution de l'éducation routière dans les établissements scolaires 2.2.2 Poursuite de la formation des acteurs et usagers de la route 3.1.1 Collecte et traitement de données sur les mouvements d'avion 3.1.2 Réalisation d'action de communication pour la destination Mali 3.2.1 Collecte et traitement de données sur le fret transporté 3.2.2 Réalisation des actions de communication pour la promotion du fret aérien 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Poursuite de la réalisation des actions de communication pour la destination Mali 4.1.1 Début Immatriculation aérodrome de	de sécurité routière 2.1.2 Poursuite de la contribution de la sécurité des infrastructures (réalisation des audits et inspections routières, renforcement de la signalisation routière, aménagement de certains points et zones accidentogènes) 2.1.3 Réalisation des campagnes de sensibilisation de proximité 2.1.4 Participation à l'opération de contrôle routier pour la lutte contre l'état défectueux des véhicules 2.1.5 Mise en œuvre du nouveau code de la route 2.2.1 Evaluation de l'institution de l'éducation à la sécurité routière dans certains établissements. 3.1.1 Collecte et traitement de données sur les mouvements d'avions 3.1.2 Réalisation d'action de communication pour la destination Mali 3.2.1 Collecte et traitement de données sur le fret transporté 3.2.2 Réalisation des actions de communication pour la promotion du fret aérien 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Réalisation des actions de communication pour la destination Mali 4.1.1 Immatriculation pour la destination Mali 4.1.2 Immatriculation néliport Ségou 4.2.1 Clôture aéroport de Goundam 4.2.2 Clôture aéroport de Goundam	d'action de la politique nationale, de sécurité routière 2.1.2 Poursuite de l'amélioration de la sécurité des infrastructures routières (réalisation des audits et inspections routières, renforcement de la signalisation routière, aménagement de certains points et zones accidentogènes) 2.1.3 Réalisation des campagnes de sensibilisation de proximité 2.1.4 Opération de contrôle routier pour la lutte contre l'état défectueux des véhicules 2.1.5 Evaluation de la mise en œuvre du nouveau code de la route 3.1.1 Collecte et traitement de données sur les mouvements d'avion 3.1.2 Réalisation d'action de communication pour la destination Mali 3.2.1 Collecte et traitement de données sur le fret transporté 3.2.2 Réalisation des actions de communication pour la promotion du fret aérien 3.3.1 Collecte et traitement de données sur les passagers transportés 3.3.2 Réalisation des actions de communication pour la destination Mali 4.1.1 Début Immatriculation aéroport Markala 4.1.2 Début Immatriculation aéroport



Section: 760

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Ségou 4.2.1 Clôture aéroport de Gao 4.2.2 Construction Brigade des transports aériens de Sikasso 4.3.1 Suivi des questions et recommandations	 5.1.1 Construction aérogare de Mopti 5.1.2 Construction héliport de Ségou 5.2.1 Travaux de réhabilitation l'aérodrome de Koutiala 6.1.1 Formation des agents de sureté 6.1.2 Fourniture et pose équipements de sureté à l'aéroport de Gao et Tombouctou 	recommandations de l'OACI 4.3.2 Certification aéroport de Sikasso 5.1.1 Construction Héliport de Ségou



DEVELOPPEMENT DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET DE L'ASSISTANCE METEOROLOGIQUE

Section: 760

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Ce programme vise à mettre à la disposition des usagers des informations cartographiques, géodésiques et météorologiques.

Objectif 1 : Rendre disponible les informations cartographiques								
INDICATEUR	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux de demandes de cartes satisfaites	%	100	100	99,84	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (IGM)								
Précisions méthodologiques : (nombre de demandes de cartes satisfaites /demandes totales	de cartes) x 100						
1.2. Pourcentage de réalisation de la cartographie à l'échelle 1/50 000 % 20 60 20							20	
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (IGM)								
Précisions méthodologiques : prévision selon le planning d'exécution du projet								

Objectif 2. Rendre disponible les informations géodésiques et météorologiques								
INDICATEUR		REALISATIONS		Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux de satisfaction des demandes d'informations des différents secteurs socioéconomiques	%	100,2	100	100	100	100	100	100
Moyen de vérification : rapport annuel d'activités (MALI METEO)								
Précisions méthodologiques (nombre de demandes satisfaites/nombre de demande reçues)	x100							
2.2 Taux de rendements des stations	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyen de vérification : rapport annuel d'activités (MALI METEO) Précisions méthodologiques (nombre de stations ayant transmis les données/nombre total de stations) x100								
2.3. Taux réalisation de la reconnaissance de points géodésiques % 4,5 100							-	
Moyen de vérification : rapport annuel d'activités (IGM) Précisions méthodologiques (cumul de points géodésique observés/nombre total de points prévus) x 100								



DEVELOPPEMENT DE LA CARTOGRAPHIE, DE LA TOPOGRAPHIE ET DE L'ASSISTANCE METEOROLOGIQUE

Section: 760

INDICATEUR	UNITE	UNITE	UNITE	INITE REALISATIO		NS	Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019		
3.1. Taux d'acquisition d'équipements cartographiques	%	-	-	-	66	94	100	-		
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (IGM),										
Précisions méthodologiques :(cumul du nombre d'équipements cartographiques et géodés	iques acqu	is par an/n	ombre tota	l prévu) x 1	00					
3.2. Taux de réalisation de stations météorologiques	%	25	0	100	100	100	100	100		
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (Mali Météo)	· · · · · ·		•	•	-!		1	•		
Précisions méthodologiques : (nombre de stations construites/ nombre de stations à const	ruire par a	an) x100								
3.3. Pourcentage de stations météorologiques réhabilitées	%	0	250	100	100	100	100	100		
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (Mali Météo) Précisions méthodologiques : (nombre de stations réhabilitées/ nombre de stations à réhab	*1*.	100	1							

Objectif 4. Réduire le déficit pluviométrique par les opérations de pluies provoquées								
INDICATEUR	UNITE	I REALISATIONS I			Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Taux de variation de la pluviométrie	%	14	10	19,99	20	20	20	20
Moyen de vérification : Rapport évaluation des impacts des opérations de pluies provoquée	es (Mali M	Iétéo)		-				
Précisions méthodologiques : rapport (cumul période opérations-cumul moyen période/cum	ulmoyen	période) x1	00					
4.2. Taux de couverture du territoire par le programme de pluies provoquées % 63 63 100 10 100 100								
Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités (Mali Météo)								
Précisions méthodologiques (nombre régions ensemencées / total région) x 100								



DEVELOPPEMENT DE LA CARTOGRAPHIE, DE LA TOPOGRAPHIE ET DE L'ASSISTANCE METEOROLOGIQUE

Section: 760

bulletins 2.1.3 Diagnostic des besoins du monde rural dans le domaine de la météorologie 2.1.4 Elaboration d'outil d'aide à la décision entre autres le calendrier prévisionnel des semis. 2.1.5 Diffusion des informations météorologiques 2.2.1 Mise en place du système intégré de collecte et de traitement des données sur les prévisions météorologiques bulletins 2.1.3 Diagnostic des besoins du monde rural dans le domaine de la météorologie 2.1.4 Elaboration d'outil d'aide à la décision entre autres le calendrier prévisionnel des semis. 2.1.5 Diffusion des informations météorologiques 2.2.1 Mise en place du système intégré de collecte et de traitement des données sur les prévisions météorologiques bulletins 2.1.3 Diagnostic des besoins du monde rural dans le domaine de la météorologie 2.1.4 Elaboration d'outil d'aide à la décision entre autres le calendrier prévision des semis. 2.1.5 Diffusion des informations météorologiques 2.2.1 Mise en place du système intégré de collecte et de traitement des données sur les prévisions météorologiques	ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
météorologiques 2.2.3 Transmission des informations météorologiques 2.3.1 Choix de l'emplacement des bornes 2.3.2 Construction des bornes 2.3.3 Sécurisation des bornes 3.1.1 Acquisition de matériels modernes de cartographie et de géodésie 3.3.1 Acquisition de matériels modernes de cartographie et de géodésie 3.3.2 Construction de stations	de cartes 1.1.2 Production des cartes 1.1.3 Vente de cartes aux usagers 1.2.1 Collecte de données 1.2.2 Stéréo préparation 1.2.3 Restitution 2.1.1 Réception et traitement des demandes de données 2.1.2 Collecte, Traitement et Production de bulletins 2.1.3 Diagnostic des besoins du monde rural dans le domaine de la météorologie 2.1.4 Elaboration d'outil d'aide à la décision entre autres le calendrier prévisionnel des semis. 2.1.5 Diffusion des informations météorologiques 2.2.1 Mise en place du système intégré de collecte et de traitement des données sur les prévisions météorologiques 2.2.2 Interconnexion des stations météorologiques 2.2.3 Transmission des informations météorologiques 2.3.1 Choix de l'emplacement des bornes 2.3.2 Construction des bornes 3.3.3 Sécurisation des bornes 3.1.1 Acquisitions et installations d'équipements dans les stations 3.2.2 Construction de stations 3.2.2 Construction des bâtiments de deux	cartes 1.1.2 Production des cartes 1.1.1 Vente de cartes aux usagers 1.2.1 Poursuite de la restitution 1.2.2 Constitution d'un Système de Gestion de Base de Données 2.1.1 Réception et traitement des demandes de données 2.1.2 Collecte, Traitement et Production de bulletins 2.1.3 Diagnostic des besoins du monde rural dans le domaine de la météorologie 2.1.4 Elaboration d'outil d'aide à la décision entre autres le calendrier prévisionnel des semis. 2.1.5 Diffusion des informations météorologiques 2.2.1 Mise en place du système intégré de collecte et de traitement des données sur les prévisions météorologiques 2.2.2 Interconnexion des stations météorologiques 3.1.1 Acquisition de matériels modernes de cartographie et de géodésie 3.3.1 Acquisitions et installations d'équipements dans les stations 3.3.2 Construction de stations 3.3.1 Rénovation des bâtiments de deux stations 3.3.2 Remplacement des équipements obsolètes des stations 4.1.1 Evaluation des impacts des opérations de	de cartes 1.1.2 Production des cartes 1.1.3 Vente de cartes aux usagers 1.2.1 Identification 1.2.2 Complètement 1.2.3 Impression 2.1.1 Réception et traitement des demandes de données 2.1.2 Collecte, Traitement et Production de bulletins 2.1.3 Diagnostic des besoins du monde rural dans le domaine de la météorologie 2.1.4 Elaboration d'outil d'aide à la décision entre autres le calendrier prévisionnel des semis. 2.1.5 Diffusion des informations météorologiques 2.2.1 Mise en place du système intégré de collecte et de traitement des données sur les prévisions météorologiques 2.2.2 Interconnexion des stations météorologiques 2.2.3 Transmission des informations météorologiques 3.1.1 Acquisition de matériels modernes de cartographie et de géodésie 3.3.1 Acquisitions et installations d'équipements dans les stations 3.3.2 Construction de stations 3.3.1 Rénovation des bâtiments de deux stations 3.3.2 Remplacement des équipements



DEVELOPPEMENT DE LA CARTOGRAPHIE, DE LA TOPOGRAPHIE ET DE L'ASSISTANCE METEOROLOGIQUE

Section: 760

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
obsolètes des stations	provoquées 4.2.2 Diffusion du bulletin pluviométrique issu des opérations	 4.1.1 Evaluation des impacts des opérations de pluies provoquées sur la campagne agricole 4.2.1 Conduite des opérations de pluies provoquées 4.2.2 Diffusion du bulletin pluviométrique issu des opérations



DEVELOPPEMENT DES TRANSPORT ET TRANSIT DES MARCHANDISES MALIENNES DANS LES PORTS

Section: 760

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme vise à assurer la gestion des installations mises à la disposition du Mali dans les pays de transit et la coordination des activités de transports et de transit des marchandises en provenance ou à destination du Mali.

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	ONS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts	Jour	-	-	30	25	20	20	20
Moyen de vérification : rapports d'activités des entrepôts Précisions méthodologiques : Somme annuelle des durées de séjour de	s cargaisons /Nombre	de cargaiso	ons					
1.2 : Rotation annuelle des camions par corridor							_	
-A bidjan –Bamako				-	45	40	40	40
-Dakar–Bamako				-	30	25	25	25
-Lomé–Bamako	Jour			-	45	40	40	40
- Cotonou-Bamako	3041			-	45	40	40	35
-Tema-Bamako				-	45	40	40	40
-Conakry-Bamako				-	25	20	20	20
-Nouakchott-Bamako				_	45	40	40	40

Objectif 2 : Optimiser les installations portuaires du Mali									
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		Année en cours		CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 : Taux d'utilisation des installations	%	-	-	60	70	75	80	85	
Moyen de vérification : rapports d'activités des entrepôts	•				-				
Précisions méthodologiques : (capacité occupée/capacité totale) x100									



DEVELOPPEMENT DES TRANSPORT ET TRANSIT DES MARCHANDISES MALIENNES DANS LES PORTS

Section: 760

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Production de la situation périodique des débarquements et embarquements des marchandises 1.1.2 Production de la situation périodique des chargements des marchandises dans les camions pour le Mali 1.1.3 Evaluation des entraves aux formalités de transport et de transit 1.1.4 Informatisation des opérations de production des débarquements et de la facturation des prestations 1.1.5 Assistance aux opérateurs économiques 1.2.1 Dénombrement périodique des véhicules intervenant dans le transport des marchandises solides et liquides 1.2.2 Production périodique du temps de rotation des camions sur les corridors 1.2.3 Suivi des formalités administratives 2.1.1 Revue périodique du niveau d'utilisation des installations des Entrepôts; 2.1.2 Suivi et/ou réalisation des travaux de construction aux Entrepôts; 2.1.3 Entretien et réparation des installations 	des débarquements et embarquements des marchandises 1.1.2 Production de la situation périodique des chargements des marchandises dans les camions pour le Mali 1.1.3 Evaluation des entraves aux formalités de transport et de transit 1.1.4 Informatisation des opérations de production des débarquements et de la facturation des prestations 1.1.5 Assistance aux opérateurs économiques 1.2.1 Dénombrement périodique des véhicules intervenant dans le transport des marchandises solides et liquides 1.2.2 Production périodique du temps de rotation des camions sur les corridors 1.2.3 Suivi des formalités administratives	dans les camions pour le Mali 1.1.3 Evaluation des entraves aux formalités de transport et de transit 1.1.4 Informatisation des opérations de production des débarquements et de la facturation des prestations 1.1.5 Assistance aux opérateurs économiques 1.2.1 Dénombrement périodique des véhicules intervenant dans le transport des marchandises solides et liquides 1.2.2 Production périodique du temps de rotation des camions sur les corridors 1.2.3 Suivi des formalités administratives 2.1.1 Revue périodique du niveau d'utilisation des installations des Entrepôts; 2.1.2 Suivi et/ou réalisation des travaux de

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Section: 800

1. MISSIONS:

Le Ministère du développement l'Industriel prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion des industries.

A ce titre, il est compétent pour :

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries, en rapport notamment ave le ministère en charge de la promotion de l'investissement et du secteur privé;
- lesuivi des unités industrielles en rapport avec les minitères sectoriels compétents et la mise en oeuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries ;
- l'aménagement des zones industrielles ;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité dans la fabrication des produits industriels.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- contribuer au développement de l'industrie ;
- accroitre la part de l'industrie dans le Produit Intérieur Brut (P.I.B)

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTR	IEL					
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INIVESTISSEMENT		TOTAL	
FROGRAMMES	FERSONNEL	TONCTIONNENIENT	INVESTISSEMENT	2017	2018	2019
01 Administration Générale	50 000	340 000	50 000	440 000	474 216	476 083
02 Développement du Secteur Industriel	238 205	406 577	237 350	882 132	909 220	968 043
TOTAL	288 205	746 577	287 350	1 322 132	1 383 436	1 444 126



Section: 800

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

L'Administration Générale est chargée de :

- la coordination et la supervision des politiques et stratégies nationales dans le domaine de l'industrie;
- la planification et l'information statistique dans le domaine du commerce et de l'industrie;
- l'élaboration des éléments de la politique nationale dans les domaines de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du département, et de l'approvisionnement des services publics;
- l'impulsion du processus de déconcentration et de décentralisation en matière de l'industrie.

INDICATEURS	UNITE REALIS A		REALISATIONS		Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Nombre de documents de politiques et stratégies sectorielles élaborés	Nbre	-	-	-	-	-	-	-
Noyen de vérification : Rapports d'activités du département récision Méthodologique : Dénombrement			•					
.2. Taux d'exécution du programme d'activité du département	%	-	-	-	-	100	100	100
Noyen de vérification : Rapports d'activités annuels du département réalisées/Nombre d'activités effectivement réalisées/Nombre d'activités effectivement réalisées/Nombre d'activités	activité pro	ogrammées) x100					
3. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des revues projets/programmes	%					100	100	100

Section: 800

INDICATEURS	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019												
2.1. Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	-	-	-	-	100	100	100												
Moyen de vérification : Rapport annuel de suivi du plan de passation Précision Méthodologique : Taux d'exécution=(Nombre de marchés exécuté/sNombre de	marchés p	rogrammé)s	s x100																	
2.2. Taux d'exécution du Budget comptable	%	-	-	-	-	100	100	100												
Moyen de vérification : Comptes administratifs Précision Méthodologique : Taux d'exécution= (Crédits liquidés/Crédit notifiés) x100																				
2.3. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance ou de vérification financière	%	-	-	-	-	100	100	100												
Moyens de vérification : Rapport de mise en œuvre des recommandations issues des miss : Précision Méthodologique : Taux de mise en œuvre= (Nombre de recommandations mises			tal de reco	mmandatio	ns formulées	s) x100														
2.4. Taux de réalisation du plan de formation :	%	_	_	_	_	100	100	100												

Section: 800

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	ONS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Nombre de visites du site web du département	Nbre	-	-	-	-	20 000	30 000	35 000
Moyens de vérification : Rapports d'activités du département Précision Méthodologique : Dénombrement			•					
3.2. Taux de couverture médiatique des actions du département	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités du département Précision Méthodologique : Taux couverture = (Nombre d'action de communication	médiatis ées/Nom	ıbre total d	actions de	communica	ation progra	mmées) x10	00	
3.3. Nombre de supports de communication produits et diffusés par la CPS								
CPS-INFO	Nbre	-	-	-	-	-	1 000	1 000
Annuaire statistique							750	750

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIC	ONS	Année en cours		CIBLES	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Taux d'exécution du plan triennal de transfert :								
des compétences dans le domaine de l'Industrie ;	%	-	-	-	-	30	30	40
des ressources dans le domaine de l'Industrie .					-	30	30	40
Moyens de vérification : Rapports de suivi de la CADD			•	•				
Précision Méthodologique : Taux d'exécution=(Activités réalisées/Activités prévue)s x10	0							
4.2. Taux d'exécution du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau régional et subrégional	%	-	-	-	-	25	25	50
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la CADD			-		•			
Précision Méthodologique : Taux = (Activités réalisées/Activités prévues) x100								

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 5 : renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance financière								
INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1. Taux de mise en œuvre du plan sectoriel de lutte contre la corruption et la délinquance financière	%	-	-	-	-	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport du Comité de suivi

Précision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités prévue)s x100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.2.1 Elaboration du rapport d'activités annuel 2016 1.2.2 Organisation d'un atelier de validation du rapport d'activité du département 2016 1.2.3 Elaboration du programme d'activités 2017 du département 1.2.4 Organisation d'un atelier de validation du programme 2017 1.2.5 Tenue de la revue sectorielle 2016 du département 1.3.1 Elaboration du rapport 2016 de mise en œuvre des recommandations issues de la 15ème revue des projets et programmes 1.3.2 Organisation des missions de suiviévaluation des projets et programmes 1.3.3 Tenue de la 16ème revue des projets et programmes 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 du département 2.1.2 Elaboration du rapport annuel 2016 de suivi du plan de passation des marchés 2.2.1 Elaboration de l'avant-projet du budget comptable 2018 2.2.2 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2016, et les 3 premiers trimestres 2017) 2.2.3 Tenue de l'inventaire annuel 2016, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation des biens 2.3.1 Elaboration de l'état d'exécution de la mise en œuvre des rapports 2016 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance et de vérification financière	 Elaboration du rapport d'activités annuel 2017 Atelier de validation du rapport d'activité 2017 Elaboration du programme d'activités 2018du département Organisation d'un atelier de validation du programme 2018 Tenue de la revue sectorielle 2017 du département Elaboration du rapport 2017 de mise en œuvre des recommandations issues de la 16ème revue des projets et programmes Organisation des missions de suiviévaluation des projets et programmes Tenue de la 17ème revue des projets et programmes Tenue de la 17ème revue des projets et programmes Elaboration du plan de passation des marchés 2019 du département Elaboration de l'avant-projet du budget comptable 2019 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2017, et les 3 premiers trimestres 2018) Tenue de l'inventaire annuel 2017, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation des biens Elaboration de l'état d'exécution de la mise en œuvre des rapports 2016 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance et de vérification financière Elaboration d'un manuel de procédure de la DFM 	 2018 Elaboration du programme d'activités 2019 du département Organisation d'un atelier de validation du programme 2019 Tenue de la revue sectorielle 2018 du département Elaboration du rapport 2017 de mise en œuvre des recommandations issues de la 17ème revue des projets et programmes Organisation des missions de suiviévaluation des projets et programmes Tenue de la 18ème revue des projets et programmes Elaboration du plan de passation des marchés 2020 du département Elaboration du rapport annuel 2018 de suivi du plan de passation des marchés Elaboration de l'avant-projet du budget comptable 2020 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2018, et les 3 premiers trimestres 2019) Tenue de l'inventaire annuel 2018, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation des biens Elaboration de l'état d'exécution de la mise en œuvre des rapports 2016 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance et de vérification financière

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.3.2 Elaboration d'un manuel de procédure de la DFM 2.4.1 Formation du Personnel (voir DRH) 3.1.1 Mise à jour du site web du département 3.3.1 Production de l'annuaire statistique 2016 3.3.2 Production de la revue CPS/INFO 4.1.1 Organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation des cadres sur les enjeux de la décentralisation, de la déconcentration et des reformes institutionnelles. 4.1.2 Suivi-évaluation du plan triennal de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales dans le domaine de l'industrie. 4.2.1 Mise en œuvre du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau déconcentré. 5.1.1 Dotation des structures du Ministère du Développement de l'Industrie en codes d'éthique et de déontologie. 5.1.4 Poursuite de l'organisation d'une journée de décoration des cadres les plus méritants. 5.2.1 Construction du siège de la Direction Nationale de l'industrie 5.2.2 Construction du siège de la Direction Régionale de l'industrie du District de Bamako 5.2.3 Construction du siège de l'AMANORM 	 Mise à jour du site web du département Production de l'annuaire statistique 2017 Production de la revue CPS/INFO Organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation des cadres sur les enjeux de la décentralisation, de la déconcentration et des reformes institutionnelles. Suivi-évaluation du plan triennal de transfert des compétences et des ressources de l'Etat territoriales dans le domaine de l'industrie. Poursuite de la mise en œuvre du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau déconcentré. Dotation des structures du Ministère du Développement de l'Industrie en codes d'éthique et de déontologie. Poursuite de l'organisation d'une journée de décoration des cadres les plus méritants. Construction du siège de la Direction 	 Poursuite de la formation du Personnel Mise à jour du site web du épartement Production de l'annuaire statistique 2017 Production de la revue CPS/INFO Organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation des cadres sur les enjeux de la décentralisation, de la déconcentration et des reformes institutionnelles. Suivi-évaluation du plan triennal de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales dans le domaine de l'industrie Poursuite de la mise en œuvre du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau déconcentré. Dotation des structures du Ministère du Développement de l'Industrie en codes d'éthique et de déontologie. Poursuite de l'organisation d'une journée de décoration des cadres les plus méritants. Construction du siège de la Direction Nationale de l'industrie Construction du siège de la Direction Régionale de l'industrie du District de Bamako Construction du siège de 'AMANORM



Section: 800

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le programme développement du secteur industriel est chargé de :

- l'élaboration des éléments des politiques et stratégies de développement industriel et le suivi de leur mise en œuvre ;
- l'élaboration des éléments de la Politique Nationale de la Qualité et suivi de la mise en œuvre de son Plan d'action ;
- la promotion et le suivi des entreprises industrielles ;
- le suivi de la réalisation des projets industriels ;
- la promotion des normes et de la qualité au sein des entreprises et le suivi de l'application des normes ;
- la promotion de la propriété industrielle et l'application des règles y afférentes ;
- la promotion de la recherche et de la formation en industrie ;
- l'amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles ;
- la promotion et la diffusion des technologies industrielles ;
- la promotion de la valorisation des matières premières locales et le développement des pôles industriels.

OBJECTIF 1 : Assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique de développement indust INDICATEURS	striel UNITE	REALISATION			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux de réalisation des missions de suivi des entreprises et projets industriels	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DNI	•	•	•				•	
Précision Méthodologique: Taux = (Nbre de missions de suivi réalisées/Nbre total de miss	ions prévue	s) x100						
1.2 Taux d'exécution des missions de suivi des contrats de performance		-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DNI								
Précision Méthodologique: Taux = (Nbre de missions de suivi réalisées/Nbre total de miss	ions prévue	s) x100						
1.3 Nombre d'entreprises industrielles recensées en activités	Nbre							
Précision Méthodologique : Dénombrement	•	-		-				

Section: 800

Objectif n°2 : Améliorer la compétitivité des entreprises industrielles								
INDICATEURS	UNITE	RI	EALISATIO	ONS	Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux de réalisation des actions de :					-			
- pré- diagnostics	%	-	-	-	-	100	100	100
- diagnostics		-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités du BRMN							-	
Précision Méthodologique : (Nombre de Pré diagnostic réalisé/Nombre de pré diagnostic prév	ue) x100;							
(Nombre de diagnostic réalisé/Nombre de diagnosti prévue) x100								
2.2 taux de réalisation des missions de suivi de la mise en œuvre des plans de mise à niveaux	%					100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités Précision Méthodologique : (Nombre d'entriprises suivies/Nombre d'entreprises programmées) x100							
2.2. Taux d'accroissement de titres de propriété industrielle enregistrés	%	25	30	37	44	38	38	39
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CEMAPI								
Précision Méthodologique : ((Nombre de demandes d'enregistrement année T) - (Nombre de d 1) x100	lemandes d	'enregistre	ment année	T-1)/Nomb	re de deman	des d'enre	gistrement e	en année T
2.3. Nombre d'actions de sensibilisation au concept de la propriété industrielle auprès des entreprises	Nbre	-		8	8	8	9	9
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CEMAPI		•			•	•		•
Précision Méthodologique : Dénombrement								

OBJECTIF 3 : Assurer la mise en œuvre de la politique nationale de la qualité		RI	EALIS ATIO	ONS	Année en	CIBLES			
INDICATEURS	UNITE	111201110110			cours				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1. Nombre de normes élaborées	Nbre	-	25	40	35	65	65	70	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AMANORM				•			•		
Précision Méthodologique : Dénombrement									
3.2. Nombre d'utilisateurs de la marque nationale de conformité	Nbre	-	-	-	5	10	10	15	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AMANORM			•	•			•		
Précision Méthodologique : Dénombrement									
3.3. Nombre d'entreprises accompagnées à la démarche qualité	Nbre	2	2	5	5	7	7	10	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'AMANORM									
Précision Méthodologique : Dénombrement									

Section: 800

INDICATEURS	UNITE	REALIS ATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Proportion de femmes/ hommes ayant suivi les sessions de formation sur la transformation agroalimentaire :								
- Femmes	%	-	70	80	80	85	85	90
- Hommes		-	30	20	20	15	15	20
Précision Méthodologique : (Nbre de femmes formée/sNbre d'acteurs formés) x100 ; (Nbre d'hommes formé/sNbre d'acteurs formés) x100								
4.2. Pourcentage d'unités agroalimentaires accompagnées appartenant aux :			00	00	05	0.5	0.5	- 00
- Femmes		-	80	80	85 15	85 15	85 15	80
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CDA Précision Méthodologique : (Nbre d'unités appartenant aux femmes (ou hommes)/Nbre	total d'unités acc	companées		20	13	13	13	20
4.3. Taux d'accroissement d'unités agroalimentaires identifiées	%	-	-	11	5	7	2	4
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CDA Précision Méthodologique : ((Nombre d'unités agroalimentaires identifiées année T) – (Nombre d'unités	agroalime	entaires ider	tifiées ann	ée T-1) (Nom	bre d'unite	és agroalime	entaires

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Organisation de quarante (40) missions de suivi de réalisation des projets industriels agréés au Code des Investissements 1.1.2 Organisation de (100) missions de suivi et Appui Conseil aux entreprises industrielles 1.1.3 Organisation de cent (100) missions de contrôle des engagements des investisseurs industriels 1.1.4 Organisation de missions spécifiques de suivi de réalisation des projets contenus dans le plan d'actions 2015-2017 de la Politique de Développement Industriel 1.1.5 Elaboration de deux (02) rapports semestriels de suivi de la mise en œuvre du plan d'actions 2015-2017 de la Politique de Développement Industriel 1.2.1 Organisation de missions de suivi de la mise en œuvre des contrats de performance signés entre l'Etat et certaines entreprises industrielles 1.2.2 Tenue des réunions de comité de suivi de la mise en œuvre des contrats de performance 1.3.1 Réalisation de l'enquête industrielle 1.3.2 Actualisation de la base de données 1.3.3 Organisation de la journée de l'Industrialisation de l'Afrique 1.3.3 Construction du siège de la Direction Nationale de l'industrie 	 Organisation de quarante (40) missions de suivi de réalisation des projets industriels agréés au Code des Investissements Organisation de (100) missions de suivi et Appui Conseil aux entreprises industrielles Organisation de cent (100) missions de contrôle des engagements des investisseurs industriels Organisation de missions de suivi et Appui Conseil aux entreprises industrielles créées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions 2015-2017 de la Politique de Développement Industriel Evaluation de la mise en œuvre du Plan d'Actions 2015-2017 de la Politique de Développement Industriel et élaboration du Plan d'actions 2018 – 2020 Organisation de missions de suivi de la mise en œuvre des contrats de performance signés entre l'Etat et certaines entreprises industrielles Tenue des réunions de comité de suivi de la mise en œuvre des contrats de performance Réalisation du recensement industriel 2018 Actualisation de la base de données Organisation de la base de données Organisation de la journée de l'Industrialisation de l'Afrique Construction du siège de la Direction Nationale de l'industrie 	de suivi de réalisation des projets industriels agréés au Code des Investissements Organisation de(120) missions de suivi et Appui Conseil aux entreprises industrielles Organisation de cent (110) missions de contrôle des engagements des investisseurs industriels Organisation de missions de suivi de la réalisation des projets contenus dans le nouveau Plan d'Actions de mise en œuvre de la Politique de Développement Industriel Organisations des réunions du comité de suivi de la mise en œuvredu nouveau plan d'actions de la Politique de Développement Industriel Organisation de missions de suivi de la mise en œuvre des contrats de performance signés entre l'Etat et certaines entreprises industrielles Tenue des réunions de comité de suivi de la mise en œuvre des contrats de

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
2.1.1 Pré-diagnostic de vigt (20) autres entreprises industrielles2.1.2 la réalisation de quinze (15) autres études diagnostiques stratégiques	 Poursuite le pré-diagnostic de vingt cinq (25) autres entreprises industrielles Poursuite de la réalisation de quinze (15) autres études diagnostiques stratégiques 	Nationale de l'industrie

MINISTERE DU COMMERCE

Section: 810

1. MISSIONS:

Le Ministère du Commerce prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion du commerce et de la concurrence.

A ce titre, il est compétent pour :

- les actions de promotion du commerce intérieur et du commerce extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence ;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en œuvre ;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs, en liaison avec les autres ministères.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- contribuer au développement du commerce ;
- accroître la part du commerce dans le Produit Intérieur Brut (P. I. B) ;

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

810 MINISTERE DU COMMERCE						
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
1 ROOKAMINEO	LICONIALL	TOROTIONINLINILIN	INVESTIGOLIVILIVI	2017	2018	2019
01 Administration Générale	416 170	1 005 842	190 000	1 612 012	1 795 431	1 759 266
02 Conception et Coordination de la Politique						
sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des	771 683	297 466	2 585 000	3 654 149	3 739 425	3 904 929
Marchés						
TOTAL	1 187 853	1 303 308	2 775 000	5 266 161	5 534 856	5 664 195



Section: 810

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

L'Administration Générale est chargée de :

la coordination et la supervision des politiques et stratégies nationales dans le domaine du commerce;

- la planification et l'information statistique dans le domaine du commerce ;
- l'élaboration des éléments de la politique nationale dans les domaines de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du département, et de l'approvisionnement des services publics;
- l'impulsion du processus de déconcentration et de décentralisation en matière du commerce.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Nombre de documents de politiques et stratégies sectorielles élaborés	Nbre	4	1	2	2	1	1	-
Moyen de vérification : Rapports d'activités du département Méthode de calcul : Dénombrement								
1.2. Taux d'exécution du programme d'activité du département	%	70	95	79,01	80	100	100	100
Moyen de vérification : Rapports d'activités annuels du département	_							
Méthode de calcul : Taux=(Nombre d'activités effectivement réalisées/Nombre d'activité pro	ogrammée	es) x100						
1.3. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des revues projets/programmes	%	60	95	95	70	100	100	100
Moyen de vérification: Rapport annuel de suivi de la mise en œuvre des recommandations is	cuec dec	reviles sec	ctorielles		•		•	



Section: 810

OBJECTIF 2 : Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financi	ères et ma	térielles d	ı départem	ent.				
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	23	46 ,6	58,82	100	100	100	100
Moyen de vérification : Rapport annuel de suivi du plan de passation Méthode de calcul : Taux d'exécution=(Nombre de marchés exécuté/s Nombre de marchés	programme	és) x100						
2.2. Taux d'exécution du Budget comptable	%	99,94	97,18	99,02	100	100	100	100
Moyen de vérification : Comptes administratifs Méthode de calcul : Taux d'exécution = (Crédits liquidés/Crédit notifiés) x100								
2.3. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance ou de vérification financière	%	-	100	81,82	100	100	-	
Moyens de vérification : Rapport de mise en œuvre des recommandations issues des missi	ons de cor	ıtrôle						
Méthode de calcul: Taux de mise en œuvre = (Nombre de recommandations mises en oeuv	reNombre	total de rec	commandat	ions formu	lées) x100			
2.4. Taux de réalisation du plan de formation :	%	-	-	-	-	25	50	75
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la DRH			•		•			
Méthode de calcul: Taux = (Nombre d'agents formés/Effectifs prévus) x 100								

Section: 810

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Nombre de visites du site web du département	Nbre	-	-	15 000	10 000	20 000	30 000	35 000
Moyens de vérification : Rapports d'activités du département	•		•		•			
Méthode de calcul dénombrement								
3.2. Taux de couverture médiatique des actions du département	%	-	-	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités du département Méthode de calcul : Taux couverture = (Nombre d'action de communication médiatisé	es/Nombre total	l d'actions o	de commun	ication pro	grammées) x	100		
3.3. Nombre de supports de communication produits et diffusés par la CPS					<u> </u>			
*CPS-INFO	Nbre	250	-	200	1000	1000	1000	1000
*Annuaire statistique		500	500	300	750	750	750	750
Moyens de vérification : Rapport d'activités			•	•				
Méthode de calcul : dénombrement								

OBJECTIF 4: Renforcer le processus de décentralisation et de déconcentration au sein de	u départen	nent						
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cour	CIBL		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Taux d'exécution du plan triennal de transfert :								
- des compétences dans le domaine du commerce ;	%	-	-	-	30	30	30	40
- des ressources dans le domaine du commerce.		-	-	-	30	30	30	40
Moyens de vérification : Rapports de suivi de la CADD Méthode de calcul : Taux d'exécution= (Activités réalisées Activités prévues) x100								
4.2. Taux d'exécution du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau régional et subrégional	%	-	-	-	25	25	25	50
Moyens de vérification : Rapport d'activités de la CADD								
Méthode de calcul: Taux= (Activités réalisées Activités prévue)s x100								

2- <u>CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME</u>:

Objectif 5 : renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance financière								
INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cour	CIBLES		
5.1. Taux de mise en œuvre du plan sectoriel de lutte contre la corruption et la	%	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
délinquance financière	70	-	-	85	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport du Comité de suivi	·		•	-	•		•	
Méthode de calcul = (Activités réalisées Activités prévues) x100								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration de la stratégie nationale de la promotion des exportations 1.2.1 Elaboration du rapport annuel d'activités 2016 1.2.2 Organisation d'un atelier de validation du rapport d'activité du département 2016 1.2.3 Elaboration du programme d'activités 2017 du département 1.2.4 Organisation d'un atelier de validation du programme 2017 1.2.5 Tenue de la revue sectorielle 2016 du département 1.3.1 Elaboration du rapport 2016 de mise en œuvre des recommandations issues de la 15ème revue des projets et programmes 1.3.2 Organisation des missions de suiviévaluation des projets et programmes 1.3.3 Tenue de la 16ème revue des projets et programmes 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2018 du département 2.1.2 Elaboration du rapport annuel 2016 de suivi du plan de passation des marchés 	2017 - Atelier de validation du rapport d'activité 2017 - Elaboration du programme d'activités	programme 2019 Tenue de la revue sectorielle 2018 du département Elaboration du rapport 2017 de mise en œuvre des recommandations issues de la 17ème revue des projets et programmes Organisation des missions de suiviévaluation des projets et programmes Tenue de la 18ème revue des projets et programmes Elaboration du plan de passation des marchés 2020 du département

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.1 Elaboration de l'avant-projet du budget comptable 2018 2.2.2 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2016, et les 3 premiers trimestres 2017) 2.2.3 Tenue de l'inventaire annuel 2016, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation des biens 2.3.1 Elaboration de l'état d'exécution de la mise en œuvre des rapports 2016 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance et de vérification financière 2.3.2 Elaboration d'un manuel de procédure de la DFM 2.4.1 Formation du Personnel (voir DRH) 3.1.1 Mise à jour du site web du département 3.3.2 Production de l'annuaire statistique 2016 3.3.2 Production de la revue CPS/INFO 4.1.1 Organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation des cadres sur les enjeux de la décentralisation, de la déconcentration et des reformes institutionnelles. 4.1.2 Suivi-évaluation du plan triennal de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales dans le domaine du commerce et de l'industrie. 4.2.1 Mise en œuvre du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau déconcentré. 5.1.1 Dotation des structures du Ministère du Commerce et d'Industrie en codes d'éthique et de déontologie. 	 Mise à jour du site web du département Production de l'annuaire statistique 2017 Production de la revue CPS/INFO 	Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2018, et les 3 premiers trimestres 2019) Tenue de l'inventaire annuel 2018, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation des biens Elaboration de l'état d'exécution de la mise en œuvre des rapports 2016 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de performance et de vérification financière Elaboration d'un manuel de procédure de la DFM Poursuite de la formation du Personnel Mise à jour du site web du épartement Production de l'annuaire statistique 2017 Production de la revue CPS/INFO Organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation des cadres sur les enjeux de la décentralisation, de la déconcentration et des reformes institutionnelles. Suivi-évaluation du plan triennal de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales dans le domaine du commerce et de l'industrie Poursuite de la mise en œuvre du plan de déconcentration des ressources du niveau central au niveau déconcentré. Poursuite de la dotation des structures du Ministère du Commerce et d'Industrie en codes d'éthique et de déontologie. Poursuite de l'organisation d'une journée de décoration des cadres les plus méritants.

Section: 810

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 5.1.4 Poursuite de l'organisation d'une journée de décoration des cadres les plus méritants. 5.2.1 Construction du siège de la Direction Nationale de l'industrie 5.2.2 Construction du siège de la Direction Régionale de l'industrie du District de Bamako 5.2.3 Construction du siège de l'AMANORM 5.2.4 Construction du siège de l'APEX 5.2.5 Construction du siège de la DNCC 	 Construction du siège de la Direction Régionale de l'industrie du District de Bamako Construction du siège de l'AMANORM Construction du siège de l'APEX Construction du siège de la DNCC 	 Construction du siège de la Direction Nationale de l'industrie Construction du siège de la Direction Régionale de l'industrie du District de Bamako Construction du siège de l'AMANORM Construction du siège de l'APEX Construction du siège de la DNCC



CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES MARCHES

Section: 810

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Le Programme Conception et coordination de la Politique sectorielle du commerce et appui à la gestion des marchés est chargé de :

- la promotion du commerce intérieur et du commerce extérieur ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des règles de la concurrence ;
- le suivi des accords commerciaux ;
- la lutte contre la fraude ;
- le contrôle des poids et mesures ;
- la protection des consommateurs, en liaison avec les autres ministères ;
- l'appui à l'aménagement et à la gestion des équipements marchands.

OBJECTIF 1: Coordonner et Réguler le commerce intérieur								
INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Durée moyenne de couverture des besoins de consommation par les stocks disponibles sur le territoire national :	3							
- Riz		30	29	21	60	75	90	120
-Sucre	Nbre	76	138	183	60	75	90	120
-Lait	jrs	31	51	46	60	75	90	120
-Farine de blé		80	59	54	60	75	90	120
-Huile alimentaire		17	65	86	60	75	90	120
Moyens de vérification : Notes et Rapports de suivi de l'approvisionnement des marchés en produits de première nécessité								
Méthode de calcul :(Taux de couverture des besoins = (Stock moyen sur territoire/Besoin d	e consom	mation) x30)					
1.2. Taux de réalisation de mission de contrôle de mesure et d'instruments de mesure	%	-	-	-	90	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports trimestriel et annuel d'activités de la DNCC								
Méthode de calcul: Taux de réalisation= (Nombre de mission effectuées/Nombre total de missions programmées) x100								
1.3. Taux de réalisation de mission d'investigation économique % 90 100 100 100							100	
Moyens de vérification : Rapports Trimestriel et annuel de la DNCC								
Méthode de calcul = (Nombre de missions effectuées/Nombre total de missions programme	ées) x100							



CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES

Section: 810

2013 80	2014 50	2015 0	2016 70	2017	2018	2019	
80	50	0	70	100	100	100	
	2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés						
Moyens de vérification : Rapport d'activité de la CAAGM							
Méthode de calcul : Taux = (Nombre de collectivités appuyées/Nombre de collectivités ciblées) x100							
2.2. Pourcentage des groupements et association de commerçants bénéficiaires d'appui							
_	-		de commerçants ciblé) x100				

2								
INDICATEURS		REALISATIONS		Année en cours	CIBLES			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux de réalisation des actions d'accompagnement au profit des exportateurs	%	-	-	-		100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel de l'APEX Méthode de calcul : Taux = (Nbre d'actions réalisées/Nbre d'actions prevue)s x100								
3.2 Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités d'offre % 95 97 100 100 100 100								
Moyens de vérification : Rapports semestriels et annuels de l'UMOCI Méthode de calcul : Taux de réalisation = (Nbre d'activités d'appui réalisées/Nbre d'activités d'appui prvue)s x100								
3.3 Taux d'intégration du Mali dans le commerce international %								
Moyens de vérification : Statistiques du commerce extérieur								
Méthode de calcul : Taux d'intégration = ((Importations+exportations)/(PIB X2))x100								



CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES

Section: 810

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Suivi de l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité. 1.1.2 Elaboration des notes hebdomadaires sur l'évolution des prix et stocks des produits de première nécessité. 1.1.3 Elaboration des notes de conjoncture 1.2.1 Vérification primitive et périodique d'instruments de mesure. 1.2.2 Organisation de 500 missions de contrôle de mesures et d'instruments de mesure 1.2.3 Organisation de 800 missions de contrôle de qualité des produits 1.2.4 Organisation de 500 missions de contrôle de sécurité pour les produits dangereux (Gaz, hydrocarbure, insecticides) 1.3.1 Organisation de 900 missions d'investigations économiques, poursuite et répression de la fraude et de la concurrence déloyale. 1.3.2 Instruction des dossiers d'autorisation des activités commerciales réglementées. 2.1.1 Organisation de quatre (04) missions d'appuiconseil aux collectivités territoriales 2.1.2 Organisation de quatre (04) sessions de formation sur la démarche Gestion Rentable des Marchés et Foires avec les élus communaux, les membres des Comités de Gestion et les agents locaux des collectivités territoriales. 2.2.1 Recenser analyser et appuyer les demandes des groupements et associations de commerçants selon leurs spécificités 2.2.2 Informer et sensibiliser les groupements et associations de commerçants sur : les modes de gestions des marchés et les impératifs d'aménagements et d'assainissements des marchés 	 Suivi de l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité. Elaboration des notes hebdomadaires sur l'évolution des prix et stocks des produits de première nécessité. Elaboration des notes de conjoncture Vérification primitive et périodique d'instruments de mesure. Organisation de 600 missions de contrôle de mesures et d'instruments de mesure. Organisation de 900 missions de contrôle de qualité des produits. Organisation de 600 missions de contrôle de sécurité pour les produits dangereux (Gaz, hydrocarbure, insecticides). Organisation de 1000 missions d'investigations économiques, poursuite et répression de la fraude et de la concurrence déloyale. Instruction des dossiers d'autorisation des activités commerciales réglementées. Organisation de quatre (04) missions d'appui-conseil aux collectivités territoriales Organisation de quatre (04) sessions de formation sur la démarche Gestion Rentable des Marchés et Foires avec les élus communaux, les membres des Comités de Gestion et les agents locaux des collectivités territoriales. Recenser analyser et appuyer les demandes des groupements et associations de commerçants selon leurs spécificités 	 Suivi de l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité Elaboration des notes hebdomadaires sur l'évolution des prix et stocks des produits de première nécessité Elaboration des notes de conjoncture Vérification primitive et périodique d'instruments de mesure Organisation de 700 missions de contrôle de mesures et d'instruments de mesure Organisation de 1000 missions de contrôle de qualité des produits Organisation de 700 missions de contrôle de sécurité pour les produits dangereux (Gaz, hydrocarbure, insecticides) Organisation de 1 200 missions d'investigations économiques, poursuite et répression de la fraude et de la concurrence déloyale Instruction des dossiers d'autorisation des activités commerciales réglementées. Organisation de 600 missions de contrôle de mesures et d'instruments de mesure. Organisation de quatre (04) sessions de formation sur la démarche Gestion Rentable des Marchés et Foires avec les élus communaux, les membres des Comités de Gestion et les agents locaux des collectivités territoriales. Recenser analyser et appuyer les demandes des groupements et associations de commerçants selon leurs spécificités



CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES

Section: 810

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.3 Organiser les rencontres avec les groupements et associations de commerçants pour les inciter à un changement de comportement dans les marchés 3.1.1 Organisation et participation aux manifestations commerciales (foires et salons, missions commerciales, mises en relations d'affaires) 3.1.2 Organiser la mise en place d'un système national de codes à barres au Mali 3.1.3 Actualisation du Guide des exportateurs vers les marchés d'accès préférentiel 3.1.4 Animation du portail électronique (site Internet) de l'APEX 3.1.5 Élaboration de l'Annuaire 2017 des exportateurs du Mali 3.1.6 Atelier et séminaires de formations portant sur des thèmes de renforcement des capacités commerciales 3.2.1 Formation des acteurs des filières agricoles sur les bonnes pratiques de production et d'hygiène 3.2.2 Appui à la mise en place du système de gestion de la qualité dans les entreprises et acquisition d'équipements; 3.2.3 Appui à l'augmentation du potentiel de production et à l'offre exportable; 3.2.4 Appui au développement des marchés et recherche de financement; 3.2.5 Appui institutionnel au secteur public et privé 3.3.1 Préparation des positions de négociation Commerciales régionales, continentales et multilatérales 3.3.2 Participation aux négociations commerciales 	 Informer et sensibiliser les groupements et associations de commerçants sur : les modes de gestions des marchés et les impératifs d'aménagements et d'assainissements des marchés Organiser les rencontres avec les groupements et associations de commerçants pour les inciter à un changement de comportement dans les marchés Organisation et participation aux manifestations commerciales (foires et salons, missions commerciales, mises en relations d'affaires) Mise en œuvre d'un système de codes à barres au Mali Actualisation du Guide des exportateurs vers les marchés d'accès préférentiel Animation du portail électronique (site Internet) de l'APEX Élaboration de l'Annuaire 2018 des exportateurs du Mali Atelier et séminaires de formations portant sur des thèmes de renforcement des capacités commerciales Formation des acteurs des filières agricoles sur les Bonnes Pratiques de production et d'hygiène; Appui à la mise en place du système de gestion de la qualité dans les entreprises et acquisition d'équipements; Appui à l'augmentation du potentiel de 	et associations de commerçants sur : les modes de gestions des marchés et les impératifs d'aménagements et d'assainissements des marchés Organiser les rencontres avec les groupements et associations de commerçants pour les inciter à un changement de comportement dans les marchés Organisation et participation aux manifestations commerciales (foires et salons, missions commerciales, mises en relations d'affaires) Poursuivre la mise en œuvre d'un système de codes à barres au Mali Actualisation du Guide des exportateurs vers les marchés d'accès préférentiel Animation du portail électronique (site Internet) de l'APEX Élaboration de l'Annuaire 2019 des exportateurs du Mali Atelier et séminaires de formations portant sur des thèmes de renforcement des capacités commerciales
3.3.3 Restitution des résultats des négociations et sensibilisation sur les reformes à mettre en œuvre	production et à l'offre exportable ; - Appui au développement des marchés et recherche de financement ;	production et à l'offre exportable ; - Appui au développement des marchés et recherche de financement ;



CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES

Section: 810

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.3.4 Suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux. 3.3.5 Préparation des positions de négociations Commerciales régionales, continentales et multilatérales 3.3.6 Participation aux négociations commerciales 	 Appui institutionnel au secteur public et privé Préparation des positions de négociations commerciales Participation aux négociations commerciales Restitution des résultats des négociations et sensibilisation sur les reformes à mettre en œuvre Suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux. Préparation des positions de négociations commerciales Participation aux négociations commerciales 	 commerciales Participation aux négociations commerciales Restitution des résultats des négociations et sensibilisation sur les reformes à mettre en œuvre Suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux.

MINISTERE ET DE LA PROMOTION DESINVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE

Section: 812

1. MISSIONS:

Le Ministre de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé prépare et met en œuvre la politique nationale de promotion des investissements et du secteur privé.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et industries et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale;
- la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé ;
- le suivi de la mise en œuvre d'accords d'investissement ou de concrétisation de promesses d'investissement ;
- l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de (lancement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie ;
- la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;
- la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés ;
- la participation à la promotion des intérêts économiques et culturels du Mali dans le monde.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- contribuer au développement de la Promotion de l'Investissement privé;
- accroître la part de l'Investissement Privé dans le Produit Intérieur Brut (P. I. B) ;
- mettre en place un environnement propice à l'émergence et au développement du secteur privé.

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE									
PROGRAMMES	PERSONNEL	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVEST		TOTAL					
1 NOGIVINIES	PERSONNEL FONCTIONNEMENT INVESTIG	IIIVLOTIOOLIVILIII	2017	2018	2019				
01 Administration Générale	128 294	1 087 590	200 000	1 415 884	1 594 741	1 518 126			
02 Appui au Développement du Secteur Privé	35 419	863 809	162 500	1 061 728	1 161 668	1 147 520			
TOTAL	163 713	1 951 399	362 500	2 477 612	2 756 409	2 665 646			



Section: 812

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

L'Administration Générale est chargée de :

- la coordination et la supervision des politiques et stratégies nationales dans les domaines des Investissements et du secteur privé;
- l'élaboration des éléments de la politique nationale dans les domaines de la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et de l'approvisionnement des services publics;

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales dans les domaines des investissements et du développement du secteur privé

INDICATEURS	Unité	REALISATION			Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	Cibles 2018 100	2019
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	57	63	75	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports d'activités annuels du département	•		•		-			
Précisions méthodologiques : Taux exécution = (nombre d'activités réalisées dur nombre d'activités de la contra de la cont	tivités pi	rogrammées)*100					
1.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles	%	_	_	90	100	100	100	100
- Sous-secteur des investissements	70	-			100	100	100	

Moyens de vérification: Rapports annuels de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des revues sectorielles

Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul): Taux = (nombre de recommandations mise en œuvre sur nombre de recommandation formulées) x100

OBJECTIF 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières of	du département
--	----------------

INDICATEURS	Unité -	REALISATION			Année		Cibles	
INDICATEURS	Office	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Taux d'exécution du Plan de passation des marchés	%	-	-	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel de la DFM ; Rapport annuel de la DGMP/DSP.			-					
Précisions méthodologiques : Taux exécution = (nombre de recommandations mises en œuvr	e / nombi	re total de re	ecommanda	tions formu	lées) X 100)		
2.2 Taux d'exécution du budget comptable	%	-	-	100	100	100	100	100
Moyens de vérification : Comptes administratifs								

Précisions méthodologiques: Taux d'exécution = taux = (crédit engagé sur crédit notifié)* 100



Section: 812

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3 : Améliorer la visibilité des actions menées par le département dans les domaines des investissements et du développement du secteur privé

INDICATEURS	Unité _	REALISATION			Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Taux de couverture médiatique des actions du département	%	-	=	-	100	100	100	100

Moyens de vérification : Rapport d'activités du département

Précisions méthodologiques : taux = (nombre d'actions de communication médiatisées/nombre d'action programmées)*100

INDICATEURS	Unité _	REALISATION			Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4. 1.Taux de mise en œuvre des recommandations du Conseil Supérieur du Secteur privé	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports de suivi des recommandations	-		•	•	,			,
Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul): Taux de mise en œuvre =	Nombre de recommandations mises en oeuv Nombre total de recommandations formulé							
4. 2. Taux de mise en œuvre du programme pluriannuel de développement du secteur privé (trois premières années)	%	-	-	-	-	30	70	100
Moyens de vérification: Rapport annuel de mise en œuvre du programme pluriannuel								
Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul) : taux de réalisation =		re d ['] actio d ['] actions	<u> </u>	X 100				



Section: 812

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 5 : Contribuer au renforcement des capacités des Institutions Financières, des PME et structures d'accompagnement Année Cibles REALISATION en cours INDICATEURS Unité 2018 2013 2014 2015 2016 2017 2019 5.1 Nombre d'institutions financières appuyées Nbre 5 6 3 Moyens de vérification : Rapports d'activités STP/CSSP Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul): Dénombrement 5.2 Nombre de PME accompagnées 3 2 Nbre Moyens de vérification : Rapports d'activités STP/CSSP Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul): Dénombrement 5.3 Nombre de Responsables des organisations professionnelles formés. Nbre 20 30 15

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul) : Dénombrement

Moyens de vérification : Rapports d'activités STP/CSSP

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale de promotion des investissements 1.1.2 Coordination et suivi de la mise en œuvre de la politique du développement de la Microfinance 1.1.3 Elaboration du rapport d'activités 2016 du département. 1.1.4 Elaboration du programme d'activités 2018 du département 1.2.1 Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la revue sectorielle 2016 	 en œuvre de la politique du développement de la Microfinance Elaboration du rapport d'activités 2017 du département. Elaboration du programme d'activités 2019 du département Suivi de la mise en œuvre des 	mise en œuvre de la politique du développement de la Microfinance - Elaboration du rapport d'activités 2018 du département.

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.2.2 Organisation des missions de suiviévaluation 2.1.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2016 du département 2.1.2 Elaboration du rapport annuel 2015 de suivi du plan de passation des marchés 2.2.1 Elaboration de l'avant-projet du budget comptable 2017 2.2.2 Elaboration du Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses 2016-2018 – Projet Annuel de Performance 2016 2.2.3 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2015, et les 3 premiers trimestres 2016) 2.2.4 Tenue de l'inventaire annuel 2015, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation 2.2.5 Elaboration des rapports 2015 de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle 3.1.1 Elaboration et mise en œuvre de la tranche annuelle 2017 du plan de communication 3.1.2. Réalisation d'émissions télévisées et radiodiffusées 	 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2016, et les 3 premiers trimestres 	 suivi du plan de passation des marchés Elaboration de l'avant-projet du budget comptable 2019 Elaboration du Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses 2018-2020 – Projet Annuel de Performance 2018 Production des comptes administratifs (4ème trimestre 2017, et les 3 premiers trimestres 2018) Tenue de l'inventaire annuel 2017, des états récapitulatifs trimestriels et de l'immatriculation Elaboration des rapports 2017 de mise en œuvre des recommandations issues

	-	
ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.1.1.Préparation des sessions du Conseil Supérieur du Secteur Privé; 4.1.2.Mise en œuvre des recommandations du Conseil Supérieur du Secteur Privé; 4.2.1.Centralisation et exploitation des rapports des comités régionaux du développement du secteur privé; 4.2.2.Diffusion de la Loi d'Orientation du Secteur Privé.5.1.1. Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF) pour intervenir dans le financement des PME; 5.1.2.Organisation et animation de cadres de concertation entre les PME et les institutions financières; 5.2.1.Renforcement des PME dans l'élaboration des plans d'affaires, le montage des dossiers de demande de financement, etc; 5.2.2 Renforcement des PME locales de la construction en management de projet, en techniques de coffrages, les règles de sécurité sur un chantier. 	 Préparation des sessions du Conseil Supérieur du Secteur Privé; Mise en œuvre des recommandations du Conseil Supérieur du Secteur Privé; Centralisation et exploitation des rapports des comités régionaux du développement du secteur privé; Diffusion de la Loi d'Orientation du Secteur Privé. Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF) pour intervenir dans le financement des PME; Organisation et animation de cadres de concertation entre les PME et les institutions financières; Renforcement des PME dans l'élaboration des plans d'affaires, le montage des dossiers de demande de financement, etc; Renforcement des PME locales de la construction en management de projet, en techniques de coffrages, les règles de sécurité sur un chantier. 	 Préparation des sessions du Conseil Supérieur du Secteur Privé; Mise en œuvre des recommandations du Conseil Supérieur du Secteur Privé; Centralisation et exploitation des rapports des comités régionaux du développement du secteur privé; Diffusion de la Loi d'Orientation du Secteur Privé. Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF) pour intervenir dans le financement des PME; Organisation et animation de cadres de concertation entre les PME et les institutions financières; Renforcement des PME dans l'élaboration des plans d'affaires, le montage des dossiers de demande de financement, etc; Renforcement des PME locales de la construction en management de projet, en techniques de coffrages, les règles de sécurité sur un chantier.



Section: 812

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le programme appui au développement du secteur privé est chargé de :

- la mobilisation des ressources financières pour alimenter les fonds d'appui au secteur privé (Fonds de garantie, Fonds à coûts partagés);
- l'examen des questions concernant le développement du secteur privé ;
- la promotion des investissements privés ;
- la promotion et le développement de la micro-finance.

INDICATEURS	UNITE	REALISATION			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Déconcentration des Guichets uniques régionaux	%	-	-	-	3	2	1	1
Moyens de vérification : Rapport d'activités API-Mali	•		•		•			
Précisions méthodologiques Dénombrement								
1.2 Taux de bouclage du financement des projets structurants	%	-	-	-	1	1	1	1
Moyens de vérification : Rapport d'activités API-Mali			•		•			
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
1.3 Taux de satisfaction des investisseurs au Mali	%	77	80	85	81	83	84	85
Moyens de vérification : Rapport de sondage annuel API-Mali et Rapport ONUDI Précisions méthodologiques (sources et méthodes de calcul) : taux= (nombre d'usager satisfait sur nombre d'usagers enquêtés)* 100								

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)

Indicateurs de résultats :	Unité	Réalisations Unité			Année en cours		Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
2.1 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rencontres du Groupe Consultatif National pour le Développement de la Microfinance	%	67	100	100	100	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CPA/SFD	•				•				
Méthode de calcul: Taux = (nombre de recommandation mise en œuvre sur nombre total de recommandation formulée)*100									
2.2 Taux d'accès des populations pauvres aux services de micro-finance	%	19	17,1	25,15	21	23	25,5	-	
1 ('C' ' D									

Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités du CPA/SFD

Précisions méthodologiques : taux = (nombre de bénéficiaires de service de micro finance/population pauvre)*100

Indicateurs de résultats :	Unité	Réalisations Juité			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 nombre de concertations tenues	Nbre	-	-	-	2	3	3	-

Moyens de vérification : Rapport annuel du Département

Précisions méthodologiques : Dénombrement



2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 4 : Améliorer le climat et la pratique des affaires

INDICATEURS	UNITE	RI	EALISATIO	ON	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 Taux de réalisation des activités dans le cadre des réformes	%	-	-	60	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel CTRCA	Moyens de vérification : Rapport annuel CTRCA							
Précisions méthodologiques : méthode de calcul : taux= (nombre d'activités réalisé sur nombre	Précisions méthodologiques : méthode de calcul : taux= (nombre d'activités réalisé sur nombre d'activité)* 100							
4.2 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA/Secteurs Publics Privés	%		-	-	-	100	100	100
Movens de vérification : Rannorts de formation								

Moyens de vérification : Rapports de formation

Précisions méthodologiques : Méthode de calcul : taux= (activités réalisées sur activités prévues)*100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite Construction/ équipement de Guichets uniques régionaux 1.2.1 Suivi de la gestion du fonds souverain malien destiné au financement de projets structurants 1.2.2 Suivi des dossiers d'agrément transmis au FGSP 1.3.1 Réalisation d'une enquête-sondage auprès des investisseurs 2.1.1 Mise en œuvre et suivi du plan d'actions national pour le développement de la micro finance 216-2020 2.1.2 Participation aux activités de promotion des SFD 2.1.3 Participation aux cadres de concertation sous régionale et régionale sur la micro finance 	structurants - Suivi des dossiers d'agrément transmis au FGSP - Réalisation d'une enquête-sondage auprès des investisseurs - Mise en œuvre et suivi du plan d'actions national pour le développement de la micro finance 216-2020 - Participation aux activités de promotion des SFD	uniques régionaux - Suivi de la gestion du fonds souverain malien destiné au financement de projets structurants - Suivi des dossiers d'agrément transmis au FGSP



ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.1.4 Organisation de deux (02) rencontres du Groupe Consultatif National pour la micro finance (GCNM) 2.1.5 Elaboration et diffusion du rapport annuel du CPA/SFD 2.2.1 Réalisation d'une étude cartographique des SFD au plan national 2.2.2 Participation aux processus de restructuration et de regroupement des SFD 3.2.2 Réalisation de la stratégie d'éducation financière 3.1 Organisation de rencontres de concertation Etat/secteur Privé 4.1.1 Mise en place d'une plateforme électronique d'information et d'orientation des entreprises et de traques des mauvaises pratiques 4.1.2 Sondage auprès des entreprises privées sur les mauvaises de l'administration publiques 4.1.3 Organisation des ateliers d'information et de sensibilisation sur les réformes du climat des affaires 4.1.4 Réalisation des sketches et des émissions à la radio et à la télé sur les réformes du climat des affaires 4.1.5 Conception des supports de communication sur les réformes du climat des affaires 4.2.1 Organisation d'une session de formation en Gestion Axée sur les Résultats 4.2.2 Organisation d'une session de formation en Gouvernance d'entreprise 4.2.3 Réalisation d'études sur le lancement des nouveaux indices 	 du Groupe Consultatif National pour la micro finance (GCNM) Elaboration et diffusion du rapport annuel du CPA/SFD Diffusion de la cartographie des SFD Participation aux processus de restructuration et de regroupement des SFD Mise en œuvre et suivi de la stratégie d'éducation financière Organisation de rencontres de concertation Etat/secteur Privé Animation et fonctionnement de la plateforme électronique d'information et d'orientation des entreprises et de traques des mauvaises pratiques Sondage auprès des entreprises privées sur les mauvaises de l'administration publiques Organisation des ateliers d'information et de sensibilisation sur les réformes du climat des affaires Réalisation des sketches et des émissions à la radio et à la télé sur les réformes du climat des affaires Conception des supports de communication sur les réformes du climat des affaires Organisation d'une session de formation en Gouvernance d'entreprise Organisation d'une session de formation en Gestion Axée sur les Résultats Evaluation périodique l'évolution des nouveaux indices 	restructuration et de regroupement des SFD - Poursuite de la mise en œuvre et suivi de la stratégie d'éducation financière - Organisation de rencontres de concertation Etat/secteur Privé - Animation et fonctionnement de la plateforme électronique d'information et d'orientation des entreprises et de traques des mauvaises pratiques - Sondage auprès des entreprises privées sur les mauvaises de l'administration publiques - Organisation des ateliers d'information et de sensibilisation sur les réformes du climat des affaires

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Section: 820

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Agriculture élabore et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- l'accroissement de la production et de la productivité agricole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la réalisation de travaux d'aménagement hydro-agricoles et d'équipements ruraux et de la maitrise de l'eau ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production ;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs en équipement, matériels et intrants ;
- la diversification des filières ;
- l'appui aux organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production ;
- le développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux en rapport avec les ministères chargés des affaires foncières et de l'administration du territoire ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Agriculture.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Contribuer au développement de l'Agriculture ;
- Accroitre la part de l'Agriculture dans le produit Intérieur Brut (P.I.B).

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE									
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL				
T NOGIVATIVILES	I DISSINALE	TORCHOMALMEN		2017	2018	2019			
01 Administration Générale	1 322 391	27 967 138	28 728 100	58 017 629	60 101 206	62 430 340			
02 Appui au Monde Rural	3 675 925	3 623 255	80 765 167	88 064 347	88 340 366	93 792 886			
03 Aménagement et Equipement Rural	667 111	1 436 965	37 200 000	39 304 076	39 297 405	41 696 257			
04 Recherche - Formation	16 084	3 863 090	207 500	4 086 674	4 146 762	4 324 726			
TOTAL	5 681 511	36 890 448	146 900 767	189 472 726	191 885 739	202 244 209			



Section: 820

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme exécute les missions suivantes :

- Examen et analyse des dossiers relatifs aux réunions gouvernementales et aux rencontres avec les partenaires au développement
- Coordination, supervision des activités des services et organismes personnalisés
- Gestion rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières du département
- Contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département
- Promotion du processus de décentralisation, de déconcentration et du développement institutionnel du département

INDICATEUR	UNITE	UNITE REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : Taux d'exécution des activités du département	%	75	82	80	90	100	100	100	
Moyens de vérification : rapports annuels									
Précisions méthodologiques: Taux(%) = (activités réalisées / activités prévues) x 100									
1.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations des réunions du conseil de Cabinet	%	-	-	-	80	100	100	100	
Moyens de vérification : rapports du comité Précisions méthodologiques : Taux(%) = (recommandations exécutées / recommandations f	aites) x 100								
1.3 : Taux d'exécution des missions de suivi évaluation	%	1	-	-	100	100	100	100	
Moyens de vérification : rapports de suivi Précisions méthodologiques : Taux(%) = (missions exécutées / missions prévues) x 100									
1.4 : Taux d'application des textes adoptés	Taux	-	-	-	-	100	100	100	
Moyens de vérification : rapport annuel du Secrétariat Permanent	•			•	•		•	•	
Précisions méthodologiques : (Nombre de textes appliqués/Nombre de textes adoptés)*100									
1.5 : Taux d'exécution du plan de communication	%	-	-	-	-	100	100	100	
Moyens de vérification : rapport bilan			1		<u> </u>			.1	
Précisions méthodologiques : Taux(%) = (activités réalisées / activités prévues) x 100									



Section: 820

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département Année en REALISATIONS **CIBLE** cours UNITE **INDICATEUR** 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2.1: Taux du budget du département transféré aux collectivités conformément aux % 24 30 35 compétences transférées Moyens de vérification : Rapport annuel **Précisions méthodologiques :** Taux(%) = (budget transféré / budget Prévu) X 100 2.2 : Taux de déconcentration des ressources humaines aux structures déconcentrées 90 80 85 85 Moyens de vérification : plan déconcentration **Précisions méthodologiques : Taux**(%) = (demandes satisfaites / demandes sollicitées) X 100

INDICATEUR	UNITE	REALISATIONS			Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Taux d'exécution du budget	%	99	99,9	99,26	100	100	100	100
Moyens de vérification : compte administratif Précisions méthodologiques : (Crédits liquidés/crédits notifiés) x100								
3. 2 : Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	-	-	90	90	95	100
Moyens de vérification :Rapport d'activités Précisions méthodologiques : (Nombre de marchés exécutés/Nombre de marchés prévus) x100								
3.3 : Taux de satisfaction du cadre organique	%	76	73	67	74	75	76	77

Section: 820

100

100

100

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OR IECTIE 4 · A méliorar la système d'information et d'archivage du département

Objectif 4. Amenorer le système à finormation et à archivage du département								
INDICATEUR	UNITE	RE	EALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019

4.1 : Taux de numéris ation des documentsMoyens de vérification : Rapport annuel

Précisions méthodologiques :: (Nombre de documents numérisés / Nombre de documents transmis) X100

4.2 : Pourcentage d'agents formés en outils de gestion % - - - 90 100 100

Moyens de vérification : Rapport annuel

Précisions méthodologiques : (Nombre formé / Nombre prévu) X100

	UNITE	RI	EALISATIO	ONS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1 : Taux d'exécution des missions de vérifications de gestion et de performance	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel								
Précisions méthodologiques: (Nombre missions effectuées/nombre de missions programmées) x100								
5.2 Taux de mises en œuvre des recommandations issues des missions de suivi	%	-			100	100	100	100
Moyens de vénification : Deprout enquel	•	•	•	•	•			

Moyens de vérification : Rapport annuel

Précisions méthodologiques Nombre de recommandations mises en œuvre / recommandations issues des missions de suivi) x100

Section: 820

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
de l'agriculture 2.1.2 Mise en œuvre des plans de transfert budgétaires sous-secteur de l'agriculture 2.1.3 Suivi de la mise des plans budgétaires 2.2.1 Élaboration des besoins en ressources humaines, financières et matérielles des structures déconcentrées 2.2.2 Mise à disposition des ressources humaines, financières et matérielles aux structures déconcentrées 3.1.1 Élaboration et exécution du Budget du département 3.1.2 Élaboration des comptes administratifs	programme annuel du département 1.2.1 Tenue des réunions du Conseil de Cabinet du département 1.2.2 Suivi de la mise en œuvre des tâches ou recommandations du Conseil de Cabinet 1.3.1 Réalisation des missions de suivi évaluation des projets et programmes	la LOA 1.5.1 Élaboration du plan de communication du département 1.5.2 Évaluation du plan de communication du département 2.1.1 Elaboration des plans de transfert de compétences du sous- secteur agriculture- Evaluation de la mise en œuvre et suivi des plans de transfert de compétences du sous-secteur de l'agriculture 2.1.2 Évaluation de la mise en œuvre des plans de transfert budgétaires sous-secteur de l'agriculture



Section: 820

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.2.2 Élaboration et exécution du plan de passation des marchés de l'année N+1 3.3.1 Évaluation des cadres organiques 3.3.2 Actualisation des cadres organiques 3.3.3 Poursuite de la mise à jour du logiciel de gestion des ressources humaines 3.3.4 Recrutement du personnel pour la campagne agricole 4.1.1 Mise à jour du système informatisé des archives de la DFM 4.1.2 Poursuite de la saisie des documents pré archivés dans la base de données 4.2.1 Poursuite et suivi de la formation des agents 5.1.1 Dotation des structures du département d'un système de contrôle interne 5.1.2 Elaboration du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.2.1 Elaboration des recommandations suite aux missions de vérification de gestion et de performance 5.2.2 Suivi des recommandations suite aux missions de vérification de gestion et de performance 5.2.2 Suivi des recommandations suite aux missions de vérification de gestion et de performance 	pré archivés dans la base de données 4.2.1 Poursuite et suivi de la formation des agents 5.1.1 Réalisation du contrôle interne des structures du département 5.1.2 Elaboration du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.1.3 Elaboration et exécution du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.2.1 Elaboration des recommandations suite aux missions de vérification de gestion	passation des marchés de l'année N+1 3.3.1 Évaluation des cadres organiques 3.3.2 Actualisation des cadres organiques 3.3.3 Poursuite de la mise à jour du logiciel de gestion des ressources humaines 3.3.4 Recrutement du personnel pour la campagne agricole 4.1.1 Mise à jour du système informatisé des archives de la DFM 4.1.2 Poursuite de la saisie des documents pré archivés dans la base de données 4.2.1 Poursuite et suivi de la formation des agents 5.1.1 Réalisation du contrôle interne des



Section: 820

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Le programme "Appui au Monde Rural" vise à :

- Assurer la promotion et la modernisation des filières agricoles ;
- Concevoir et suivre la mise en œuvre des actions de formation, de conseil, de vulgarisation et de communication à l'intention des producteurs agricoles ;
- Protéger les cultures et récoltes contre les nuisibles ;
- Élaborer et veiller à l'application de la réglementation relative au contrôle phytosanitaire et au conditionnement des produits agricoles ;
- Participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de recherche agricole ;
- Participer à l'élaboration et au suivi des normes de qualité des produits et intrants agricoles ;
- Réaliser la collecte, le traitement, la centralisation et la diffusion de données dans le domaine agricole ;
- Faciliter l'accès des producteurs aux intrants agricoles.

OBJECTIF 1: Accroitre la production et la productivité Agricoles à travers l'intensification								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'accroissement des productions céréalières	%	-14	22	15,26	8	8	9	9
Moyens de vérification : Rapport EAC								
Précisions méthodologiques : Production (n) - production (n-1) / production (n-1) x100								
1.2 : Rendement des principales cultures								
- Riz		3657	3167	2534	4137	2923	2982	3041
- Maïs		2323	2172	2121	3791	2413	2462	2511
-Blé	Kg/ha	3975	4457	3940	3994	4052	4134	4216
-Sorgho		874	1056	1090	1622	1217	1241	1266
-Mil		801	984	1028	1122	1052	1173	1094
-Fonio		644	669	651	687	714	728	743
Moyens de vérification : Rapport EAC								
Précisions méthodologiques : Rendement = Production (tonne) / Superficie (ha) X 1000								

Section: 820

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Assurer une meilleure protection des cultures, des récoltes et des pâturages contre les nuisibles

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 Pourcentage de superficies infestées traitées	%	56,8	56,8	86,02	90,83	90,83	90,83	90,83

Moyens de vérification : Rapport annuel de l'OPV et CNLCP,

Précisions méthodologiques : (Rapport superficies traitées sur superficies infestées)X 100

OBJECTIF 3 : Améliorer le contrôle de qualité et veiller à l'application correcte des normes sur les intrants agricoles, les produits et denrées alimentaires d'origine végétale.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Pourcentage de postes d'inspection phytosanitaire frontaliers construits et opérationnels		45,45	45,45	63,63	81,82	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports DNA								
Précisions méthodologiques : Nombre de postes fonctionnels sur le nombre total des postes frontaliers (11) X 100								
3.2 : Pourcentage de textes législatifs et réglementaires harmonisés	%	42	42	63	84,21	100	100	100
Moyens de vérification : Journal officiel								
Précisions méthodologiques: Nbre de textes harmonisés sur nbre de textes non harmonisés par	rapport à	ceux de la	CEDEAO X	X100				
2.2	%	0	0	0,005	0	0	0	0
3.3 : pourcentage de produits saisis et notifiés		0,36	0	0,0063	0	0	0	0
Moyens de vérification : Rapports DNA, lettre de notification de rejets								

Précisions méthodologiques :

- Quantité de produits saisis sur quantité de produits contrôlés (à l'import et à l'export) X 100

- Quantité de produits exportés notifiés non conforme sur quantité totale de produits exportés X 100

Section: 820

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLES		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Nombre de filières organisées	Nbre	-	-	1	2	5	7	-
Moyens de vérification : Rapport: DNA, APCAM	-		1		· ·	-		
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
4.2 : Nombre OP formées par filière	Nbre	-	-	-	20	20	20	20
Moyens de vérification: Rapport APCAM, DNA, Offices et Projets Program	nmes		•	•				
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
4.3 : Quantités de produits exportés								
- Céréales		-	8 408	9248	10 172	11 190	12 309	13 540
- Oléagineux:	Kg/ha	-	9 687	9248	11 720	12 892	14 181	15 600
- Fruits et légumes:	119,114	-	20 900	22 990	25 289	27 817	30 600	33 660
- Coton et dérivées:		-	52 357	57 592	63 351	69 686	76 654	84 319
- Produits de cueillette:		_	13 715	15 086	16 595	18 254	20 080	22 088

5- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019		
ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Diffusion des techniques et technologies agricoles appropriées en direction des producteurs et des productrices 1.1.2 Renforcement des capacités (formation, équipements, etc.) des cadres, agents. 1.1.3 Entretien des réseaux d'irrigation et les pistes rurales. 1.1.4 Facilitation de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides) et aux équipements agricoles 1.1.5 Appui aux femmes et jeunes ruraux pour l'acquisition des matériels et équipements agricoles 1.2.1 Sensibilisation et information sur l'utilisation des semences certifiées dont les hybrides 1.2.2 Appui au fonctionnement du dispositif d'appui conseil (véhicules, motos, carburant, équipements informatiques, GPS, etc.) 2.1.1 Surveillance et lutte contre les nuisibles des cultures, des récoltes et des pâturages. 2.1.2 Vulgarisation des méthodes alternatives de lutte contre les nuisibles 2.1.3 Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs en matière de protection des cultures et des pâturages. 2.1.4 Production et diffusion de l'information sur les nuisibles à travers les bulletins phytosanitaires 2.1.5 Gestion environnementale et sanitaire des opérations de lutte antiacridienne et autres nuisibles 3.1.1 Opérationnalisation des postes de contrôle phytosanitaire frontaliers 	agricoles appropriées introduites auprès des producteurs et des productrices Poursuite du renforcement des capacités (formation, équipements, etc.) des cadres, agents. Entretien des réseaux d'irrigation et les pistes rurales. Poursuite de la facilitation de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides) et aux équipements agricoles Poursuite de l'appui aux femmes et jeunes ruraux pour l'acquisition des matériels et équipements agricoles Poursuite de la sensibilisation et de l'information sur l'utilisation des semences certifiées dont les hybrides Appui au fonctionnement du dispositif d'appui conseil (véhicules, motos, carburant, équipements informatiques, GPS, etc.) Poursuite de la surveillance et lutte contre les nuisibles des cultures, des récoltes et des pâturages Poursuite de la vulgarisation des méthodes alternatives de lutte contre les nuisibles Poursuite du renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs en matière de protection des cultures et des pâturages. Poursuite de la production et de la diffusion de l'information sur les nuisibles	technologies agricoles appropriées introduites auprès des producteurs et des productrices Evaluation et poursuite du renforcement des capacités (formation, équipements, etc.) des cadres, agents. Entretien des réseaux d'irrigation et les pistes rurales. Évaluation de l'impact de l'utilisation des intrants (semences, engrais, pesticides) et aux équipements à la production agricole. Poursuite de l'appui aux femmes et jeunes ruraux pour l'acquisition des matériels et équipements agricoles Evaluation de l'utilisation des semences certifiées dont les hybrides. Appui au fonctionnement du dispositif d'appui conseil (véhicules, motos, carburant, équipements informatiques, GPS, etc.) Poursuite de la surveillance et lutte contre les nuisibles des cultures, des récoltes et des pâturages Poursuite de la vulgarisation des méthodes alternatives de lutte contre les nuisibles et évaluation de l'activité Poursuite du renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs en matière de protection des cultures et des pâturages.Évaluation du

Section: 820

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.1.2 Renforcement des capacités des agents de contrôle 3.2.1 Relecture des textes législatifs et règlementaires conformément au contrôle phytosanitaire et intrants agricoles dans l'espace CEDEAO. 3.2.2 Traduction et diffusion des textes harmonisés 3.2.3 Suivi de l'application des textes législatifs et règlementaires conformément aux normes de contrôle dans l'espace CEDEAO. 3.3.1 Contrôle de qualité et normes des végétaux et produits végétaux, des intrants agricoles et des denrées alimentaires d'origine végétale 3.3.2 Construction et équipement des laboratoires régionaux de semences et du laboratoire de conditionnement de la DNA 3.3.3 Appui au fonctionnement des comités nationaux: Comité National de Semences d'Origine Végétale (CNSOV), Comité National des Engrais (CNE), Comité National de Gestion des Pesticides (CNGP). 4.1.1 Etablissement de la situation de référence (état des lieux) des OP par filière 4.1.2:Appui à la structuration des OP par filière 4.1.3 Formation des OP par filière sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation 4.3.1 Assurer un meilleur conditionnement des produits végétaux et denrées alimentaires d'origine végétale. 	 Poursuite de la gestion environnementale et sanitaire des opérations de lutte antiacridienne et autres nuisiblesÉvaluation de l'impact environnemental et sanitaire des opérations de lutte antiacridienne et autres nuisibles Poursuite de l'opérationnalisation des postes de contrôle phytosanitaire frontaliers Poursuite du renforcement des capacités des agents de contrôle phytosanitaire et des postes de contrôle Phytosanitaire et des postes de contrôleSuivi l'application de la règlementation phytosanitaire et du contrôle des intrants agricoles Poursuite de la relecture des textes législatifs et règlementaires conformément au contrôle phytosanitaire et intrants agricoles dans l'espace CEDEAO. Poursuite de la diffusion des textes harmonisés Suivi de l'application des textes législatifs et règlementaires conformément aux normes de contrôle dans l'espace CEDEAO. Poursuite du contrôle de qualité et normes des végétaux et produits végétaux, des intrants agricoles et des denrées alimentaires d'origine végétale Poursuite de la construction et équipement des laboratoires régionaux de semences et du laboratoire de conditionnement de la DNA Appui au fonctionnement des comités nationaux: Comité National de Semences d'Origine Végétale (CNSOV), Comité National des Engrais (CNE), Comité National de Gestion des Pesticides (CNGP). 	 Poursuite de la production et de la diffusion de l'information sur les nuisibles à travers les bulletins phytosanitaires Poursuite de l'évaluation de l'impact environnemental et sanitaire des opérations de lutte antiacridienne et autres nuisibles Création de nouveaux postes d'inspection phytosanitaire Suivi de l'application de la règlementation phytosanitaire et du contrôle des intrants agricoles Poursuite de la relecture des textes législatifs et règlementaires conformément au contrôle phytosanitaire et intrants agricoles dans l'espace CEDEAO. Poursuite de la diffusion des textes harmonisés Suivi de l'application des textes législatifs et règlementaires conformément aux normes de contrôle dans l'espace CEDEAO. Poursuite du contrôle de qualité et normes des végétaux et produits végétaux, des intrants agricoles et des denrées alimentaires d'origine végétale Poursuite de la construction et équipement des laboratoires régionaux de semences et du laboratoire de conditionnement de la DNA Appui au fonctionnement des comités nationaux: Comité National de Semences d'Origine Végétale (CNSOV), Comité National de Gestion des Pesticides (CNGP).
		Rudget programmes 2017 Page 540

Section: 820

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	 Poursuite de la formation des OP par filière sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation Assurer un meilleur conditionnement des produits végétaux et denrées alimentaires 	d'action des filières - Poursuite de la formation des OP par filière sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation



AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT RURAL

Section: 820

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME:

Le Programme a pour objectif l'élaboration des éléments de la Politique du Gouvernement en matière d'Equipement Rural ainsi que le suivi et la coordination de la mise en œuvre de la dite Politique

d'Aménagement et

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1: Aménager progressivement les terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro-agricoles (PI, PP, PIV, Bas-fonds, Pistes Agricoles...)

INDICATEURS		REALISATIONS			Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1.1 : Taux de réalisation des superficies aménagées		22,12	57,2	55,1	75,5	78,45	100	-	
Moyens de vérification: Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA									
Précisions méthodologiques : (Superficies réalisées/superficies prévues) x100									
1.2 Taux de réalisation de linéaire de pistes agricoles % 55,22 57,88 73,67 70,15 74,32 85 100									
Moyens de vérification: Rapports d'exécution des Offices, Agences, Projets et Programmes									
Précisions méthodologiques: (Nombre de linéaires de pistes agricoles réalisés/ Nombre de linéaire de pistes agricoles prévues) x100									

INDICATEURS	UNITE	I REALISATIONS I		Année en cours CIBLE				
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Pourcentage de superficies réhabilitées	%	45,2	46,55	29	52,55	66,58	85	100
Moyens de vérification: Rapports d'exécution des Offices, Agences, Projets et Programmes								
Précisions méthodologiques : (Superficies réhabilitées/superficies programmées) x100								
2.2 Taux de réalisation de linéaire de réseaux entretenus % 56,55 61,14 63,2 64,11 66,34 82 100								
Moyens de vérification: Rapports d'exécution des Offices, Agences, Projets et Programmes								
Précisions méthodologiques : (Linéaires de réseaux entretenus/Linéaires de réseaux programmés) x100								

recisions methodologiques. (Emicanes de reseauxentretenus/Emicanes de reseaux programmes) xio

AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT RURAL

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3: Moderniser et a	augmenter le niveau de l	l'équipement des producteurs ruraux

INDICATEURS		REALISATIONS		Année en cours		CBLE		
		2013	2014	2015	2016 2017 201	2018	2019	
3.1 : Nombre d'Unités d'Exploitations Agricoles (UPA) équipés	Nbre	-	-	-	20 000	20 000	30 000	30 000
Moyens de vérification : Rapport annuel DNGR, des Offices, Agences, Projets et Programmes Précisions méthodologiques : Dénombrement								
3.2 Nombre d'UPA équipées de Tracteurs	Nbre	-	-	-	100	1000	1000	-
Moyens de vérification: Rapport annuel DNGR, des Offices, Agences, Projets et Programmes								

Précisions méthodologiques : Dénombrement

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite de la mise à jour des données et informations sur les aménagements existants et le potentiel en ressources aménageables 1.1.2 Etude de formulation de nouveaux projets et programmes 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre du Programme National d'Aménagement de Proximité 1.1.4 Réalisation des aménagements à travers les Offices, Agences, les projets et programmes 1.2.1 Identification et études des pistes agricoles à réaliser 1.2.2 Réalisation des pistes agricoles 2.1.1 Identification des périmètres à réhabiliter 2.1.2 Réhabilitation des périmètres irrigués 	et informations sur les aménagements existants et le potentiel en ressources a ménageables 1.1.2 Poursuite des études de formulation de nouveaux projets et programmes 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre du Programme National d'Aménagement de Proximité 1.1.4 Réalisation des aménagements à travers les Offices, Agences, les projets et programmes 1.2.1 Identification et études des pistes agricoles à réaliser 1.2.2 Réalisation des pistes agricoles	données et informations sur les aménagements existants et le potentiel en ressources aménageables 1.1.2 Poursuite des études de formulation de nouveaux projets et programmes 1.1.3 Suivi de la mise en œuvre du Programme National d'Aménagement de Proximité 1.1.4 Réalisation des aménagements à travers les Offices, Agences, les projets et programmes 1.2.1 Identification et études des pistes

AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT RURAL

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
drains et des ouvrages 2.2.2 Entretien des digues et des pistes 3.1.1 Equipement des producteurs et productrices en matériels agricoles 3.1.2 Formation des producteurs et productrices sur le matériel de cultures attelée 3.2.1 Suivi des équipements motorisés et des techniques agricoles adaptées dans le domaine agricole	techniques agricoles adaptées dans le domaine agricole 3.2.2 Formation des producteurs et	productrices en matériels agricoles 3.1.2 Formation des producteurs et productrices sur le matériel de cultures attelée 3.2.1 Suivi des équipements motorisés et



RECHERCHE - FORMATION

Section: 820

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le Programme porte sur le développement institutionnel et le renforcement des capacités des structures de recherche dont l'objectif global est de mettre au point et de diffuser les innovations techniques et technologiques permettant d'augmenter la production et la productivité des productions agricoles, animales, forestières et halieutiques. Les principales missions du Programme se résument comme suit :

- assister les ministres chargés du secteur Agricole dans l'élaboration et le contrôle de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de recherche Agricole ;
- procéder à la mise au point de technologies appropriées dans les domaines des cultures irriguées et pluviales, des productions animales, des productions forestières et halieutiques, des systèmes de production et gestion des ressources naturelles et du machinisme agricole pour l'accroissement de la production et de la productivité du monde rural ;
- diffuser à travers des fiches techniques : les technologies, les innovations techniques et les conseils transférables issus des travaux de recherche et d'étude.

INDICATEURS	UNITE	RI	EALISATIO	ONS	Année en cours			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1: Nombre de technologies et innovations techniques produites	Nbre	3	10	5	19	20	16	17
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de l'Institut d'Economie Rurale								
précisions méthodologiques : Dénombrement								
1.2: Pourcentage de rapports et de propositions de recherche validés par la Commission Scientifique du CNRA								
- Rapports	%	11	100	98	100	100	100	100
- Propositions		0	80	82	95	100	100	100
Moyens de vérification : Compte rendu de la Commission Scientifique du CNRA								
Précisions méthodologiques : Rapport entre le nombre de propositions et de rapports de reche même année. Le calcul est effectué pour chaque type de document comme suit : (Dv /Ds)*100		és (Dv) en	une année	et le nombr	e de docume	nt soumis	àvalidation	(Ds) la
1.3 : Taux de réalisation de fiches techniques pour une application des innovations et technologies générées	%	100	100	100	60	100	100	100
Moyens de vérification de l'indicateur : Rapport annuel d'activités de l'Institut d'Economie R	urale							·



RECHERCHE - FORMATION

Section: 820

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Elaboration et mise en œuvre de projets de recherche orientée sur les besoins des utilisateurs des résultats de recherche 1.1.2 Renforcement de capacités institutionnelle, financière et matérielle de la recherche 1.1.3 Suivi et Evaluation des activités de recherche 1.2.1 Formation académique du Personnel 1.2.2 Recyclage du Personnel 1.2.3 Elaboration de rapports et propositions de recherche 1.3.1 Elaboration de fiches techniques 1.3.2 Publications scientifiques 	de recherche orientée sur les besoins des utilisateurs des résultats de recherche 1.1.2 Renforcement de capacités institutionnelle, financière et matérielle de la recherche 1.1.3 Suivi et Evaluation des activités de recherche 1.2.1 Formation académique 1.2.2 Recyclage du Personnel	projets de recherche orientée sur les besoins des utilisateurs des résultats de recherche 1.1.2 Renforcement de capacités institutionnelle, financière et matérielle de la recherche 1.1.3 Suivi et Evaluation des activités de recherche 1.2.1 Formation académique 1.2.2 Recyclage du Personnel

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Section: 822

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche. A ce titre, il est compétent pour :

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animales;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisations des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministre chargé du commerce ;
- la contribution au développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux, en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières et de l'administration territoriale et de l'aménagement du territoire ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche.
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Contribuer au développement de l'Elevage et de la Pêche ;

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE									
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL					
T TO GIVENING	I LICONINELL	TOROTIONALMENT	IIIV LOTICOLIVILITI	2017	2018	2019			
01 Administration Générale	115 668	10 956 396	7 755 376	18 827 440	20 579 257	21 020 027			
02 Développement des Productions et Industries Animales	1 178 885	242 687	16 874 000	18 295 572	18 336 514	19 550 917			
03 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	603 414	351 376	2 070 000	3 024 790	3 103 465	3 244 636			
04 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	1 299 860	1 066 745	349 800	2 716 405	2 843 273	3 042 433			
TOTAL	3 197 827	12 617 204	27 049 176	42 864 207	44 862 509	46 858 013			



Section: 822

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Ce programme exécute les missions suivantes :

- Examen et analyse des dossiers relatifs aux réunions gouvernementales et aux rencontres avec les partenaires au développement
- Coordination, supervision des activités des services et organismes personnalisés
- Gestion rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières du département
- Contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département
- Promotion du processus de décentralisation, de déconcentration et du développement institutionnel du département

INDICATEURS	UNITE		EALISATIO	Année en cours		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution des activités du département	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapports annuels	'		•		•			
Précisions méthodologiques : = (activités réalisées / activités prévues) x 100								
1.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations des réunions du conseil de Cabinet	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapports du comité								
Précisions méthodologiques : (recommandations exécutées / recommandations faites) x 100								
1.3 : Taux d'exécution des missions de suivi évaluation	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapports de suivi			1		•			
Précisions méthodologiques : Taux(%) = (missions exécutées / missions prévues) x 100								



Section: 822

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 2 : Assurer la visibilité des actions menées par le département

INDICATEURS		RE	ALISATIO	NS	Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux de couverture médiatique du département	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapport d'activité du département								
Précisions méthodologiques : Taux = (activités réalisées /activités prévues) x 100								
2.2 : Taux d'exécution du plan de communication	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapports du comité								
Précisions méthodologiques : Taux= (activités réalisées /activités prévues) x 100								

OBJECTIF 3 : Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

INDICATEURS		REALISATIONS		Année en cours	CIBLE			
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1: Taux du budget du département transféré aux collectivités conformément aux compétences transférées	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel Précisions méthodologiques : Taux = (budget transféré / budget Prévu) X 100								
3.2 : Taux de déconcentration des ressources humaines aux structures déconcentrées	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : plan déconcentration Précisions méthodologiques : Taux= (demandes satisfaites / demandes sollicitées) X 100	-		•	•				



Section: 822

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 4 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

INDICATEURS		RE	REALISATIONS					
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Taux d'exécution du budget comptable	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : compte administratif								
Précisions méthodologiques : (Crédits liquidés/crédits notifiés) x100								
4. 2 : Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport d'activités								
Précisions méthodologiques: (Nombre de marchés exécutés/Nombre de marchés prévus) x10	Précisions méthodologiques : (Nombre de marchés exécutés/Nombre de marchés prévus) x100							

Objectif 5 : Renforcer le Contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant des sous-secteurs de l'Elevage et de la Pêche

Indicateurs		Réa Unité		Réalisations		Prévisions		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1 : Taux d'exécution des missions de vérification de gestion et de performance	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : rapport annuel Précisions méthodologiques : taux d'exécution (nombre de missions effectuées/nombre de missions programmées) x100								
5.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de suivi	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : rapport annuel Précisions méthodologiques : Taux de mise en œuvre= (nombre de recommandations mise en œuvre /nombre de recommandations issues des) x100								



Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2016	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1 Élaboration du programme annuel du	1.1.1 Élaboration du programme annuel du	1.1.1 Élaboration du programme annuel du
département	département	département
1.1.2 Exécution du programme annuel du département	1.1.2 Poursuite de l'exécution du programme annuel du département	1.1.2 Poursuite de l'exécution du programme annuel du département
1.2.1 Tenue des réunions du Conseil de Cabinet du département	1.2.1 Tenue des réunions du Conseil de Cabinet du département	1.2.1 Tenue des réunions du département u Conseil de Cabinet
1.2.2 Suivi des tâches ou recommandations du Conseil de Cabinet		1.2.2 Suivi des tâches ou recommandations du Conseil de Cabinet
1.3.1 Réalisation des missions de suivi	1.3.1 Réalisation des missions de suivi	1.3.1 Réalisation des missions de suivi
évaluation des projets et programmes du département	évaluation des projets et programmes du département	évaluation des projets et programmes du département
1.3.2 Suivi des recommandations des missions		
de suivi évaluation	de suivi évaluation	missions de suivi évaluation
2.1.1 Élaboration du plan de communication	1.4.1 Élaboration du plan de communication	1.4.1 Élaboration du plan de communication
du département du département	du département	du département
2.1.2 Mise en œuvre du plan de	1.4.2 Poursuivre la mise en œuvre du plan de	1.4.2 Évaluation du plan de communication
communication du département	communication du département	du département
3.1.1 Elaboration des plans de transfert de	3.1.1 Mise en œuvre et suivi des plans de	3.1.1 MIse en œuvre et suivi des plans de
compétences, des sous-secteurs élevage		transfert de compétences, des sous-
pêche	secteurs élevage pêche	secteurs élevage pêche
3.1.2 Mise en œuvre et suivi des plans de	·	3.1.2 Mise en œuvre et suivi des plans de
transfert de compétences des sous-	transfert de compétences des sous-	transfert de compétences des sous-
secteurs élevage pêche	secteurs élevage pêche	secteurs élevage pêche
3.1.3 Identification des ressources financières		
et matérielles pour la mise en œuvre des compétences transférées	et matérielles pour la mise en œuvre des compétences transférées	financières et matérielles pour la mise en œuvre des compétences transférées
3.1.4 Répartition de ressources financières et		
matérielles entre l'Etat et les différents	matérielles entre l'Etat et les différents	et matérielles entre l'Etat et les
niveaux de collectivités territoriales	niveaux de collectivités territoriales	différents niveaux de collectivités
3.2.1 Élaboration et mise en œuvre de plan de		
déconcentration		3.2.1 Élaboration et mise en œuvre de plan
4.1.1 Exécution du budget 2017	4.1.1 Exécution du budget 2018	de déconcentration .

Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2018 4.1.3 Production de compte administratif 4.2.1 Exécution du plan de passation des marchés 4.2.2 Elaboration du plan de passation de marché de l'année n+1 5.1.1 Élaboration du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.1.2 Exécution du programme annuel de vérification de gestion et de performance 	 5.1.2 Exécution du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.2.1 Elaboration des recommandations suites aux missions de vérification de gestion et de performance 5.2.2 Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de 	 4.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget 2020 4.1.3 Production de compte administratif 4.2.1 Élaboration et exécution du plan de passation des marchés 4.2.2 Elaboration du plan de passation de marché de l'année n+1 5.1.1 Elaboration du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.1.2 Exécution du programme annuel de vérification de gestion et de performance 5.2.1 Elaboration des recommandations

DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET INDUSTRIES ANIMALES

Section: 822

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le programme n°2 a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale dans les domaines des productions animales et de la valorisation des produits et sous-produits animaux et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en œuvre.

OBJECTIF 1 : Promouvoir par des pratiques durables les filières de productions anima	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
INDICATEURS		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1. Taux d'augmentation des productions de viande, de lait et d'œufs de consommation dans les bassins de production							l	
- Viande:	%	5	9	11	10	10	15	15
- Lait :		3,97	4,5	5	5	5	5	5
- œufs de consommation :		1,75	2	5	3	3	5	5
	1 1	20.20	25.45	40	1 45 1	4.5		50
Précisions méthodologiques : $(t\%) = \frac{Quantité produite (n) - Quantité produite (n)}{Quantité produite (n-1)}$								
	%	20,39	37,47	40	45	45	50	50
1.2. Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux Moyens de vérification : Rapports Annuels d'activités,	1 1	20,39	37,47	40	45	45	50	50
1.2. Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux Moyens de vérification : Rapports Annuels d'activités, Volume exportations controlées (n) – Volu	% me expo	rtationce		1	45	45	50	50
1.2. Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux Moyens de vérification : Rapports Annuels d'activités, Précisions méthodologiques : (1%) = Volume exportations controlées (n) - Volume exportations c	% me expo trolées (rtationce		1	80	45 80	50	50
1.2. Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux Moyens de vérification : Rapports Annuels d'activités, Précisions méthodologiques : $(t\%) = \frac{Volume\ exportations\ controlées\ (n) - Volume\ exportations\ controlées\ (n)}{Volume\ exportations\ controlées\ (n)}$ 1.3. Pourcentage des peaux ovines et caprines produites sans défauts de dépouillement et	me expo	rtationce (n – 1)	ontrolée ((n-1)				
1.2. Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux Moyens de vérification : Rapports Annuels d'activités, Précisions méthodologiques : $(t\%) = \frac{Volume\ exportations\ controlées\ (n) - Volume\ exportations\ controlées\ (n)}{Volume\ exportations\ controlées\ (n)}$ 1.3. Pourcentage des peaux ovines et caprines produites sans défauts de dépouillement et de conditionnement	me expo	rtationce (n – 1)	ontrolée ((n-1)				



DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET INDUSTRIES ANIMALES

Section: 822

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
.1. Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant énéficié d'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions.	%	25	40	50	60	70	75	80
Joyens de vérification : Rapports Annuels d'activités								
Précisions méthodologiques : $\% = \frac{Nombre OP \text{ ayant bénéficié d'appui}}{Nombre OP \text{ prévus}} \times 100$								
.2 : Taux d'évolution des organisations professionnelles des filières de productions nimales encadrées formés et équipés	%	3 ,15	63,58	33 ,33	25	20	30	35
inflates encadrees formes et equipes								



DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET INDUSTRIES ANIMALES

Section: 822

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE			
	Critic	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 : Taux de réalisation des centres de collecte de lait dans les bassins laitiers	%	59	68	70	75	100	100	100	
Moyens de vérification : Rapports Annuels d'activités, Rapports de réception provisoire	s,			•	•		•		
3.2 : Nombre d'infrastructures de commercialisation, de transformation et de conserva									
des produits et sous-produits d'élevage construites et équipées dans les zones de production	tion								
des produits et sous-produits d'élevage construites et équipées dans les zones de		13	9	11	5	7	10	10	
des produits et sous-produits d'élevage construites et équipées dans les zones de production	Nbre	13 0	9	11 1	5	7	10	10	
des produits et sous-produits d'élevage construites et équipées dans les zones de production v Marchés à bétail v Abattoirs modernes				11 1 0	5 1 1	7 1 2	10 1 2		
des produits et sous-produits d'élevage construites et équipées dans les zones de production v Marchés à bétail		0	0	1	5 1 1 5	1	1	-	



Section: 822

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1. Superficie de parcelles de cultures fourragères mises en place dans les zones de production	ha	2 850	4 630,38	5 400	6 000	6 500	7 000	7 500
Moyens de vérification: Rapports d'activités Précisions méthodologiques : Dénombrement								
4.2. Nombre de périmètres pastoraux créés et réhabilités.								
v Création	Nbre	-	3	7	5	8	7	2
v Réhabilitation		3	-	7	5	5	5	-
Moyens de vérification: Rapports d'activités,								
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
		1950	2851	5962	11 000	13 320	18 000	21 960



Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Diffusion des paquets techniques de productions et d'amélioration des productions animales. 1.1.2 Organisation d'ateliers d'embouche et de ventes promotionnelles d'animaux au profit des sociétés coopératives pastorales, associations et groupements de femmes 1.1.3 Diffusion à grande échelle de poulets «Wassachié » en vue de la diversification et de l'accroissement des productions animales ainsi que le revenu des aviculteurs villageois 1.1.4 Renforcement du mécanisme de financement et de promotion des activités de productions animales en rapport avec les PTF, OP et les institutions de micro finance. 1.2.1 Vulgarisation des normes de conditionnement et de classement des cuirs et peaux adoptées par l'UEMOA (affichage, publicité, medias, formation des classificateurs). 1.2.2 Appui conseil et organisation des acteurs intervenant dans la filière en vue de promouvoir la commercialisation des cuirs et peaux. 1.2.3 Poursuite de l'étude de faisabilité technico-économique de la valorisation des sous-produits d'abattage à l'échelle nationale. 1.3.1 Formation des professionnels de la filière (ouvriers des abattoirs, apprentis bouchers, collecteurs et classificateurs des cuirs et peaux) sur les techniques de production, de conditionnement et de classement des cuirs et peaux. 	 1.1.2 Poursuite des opérations d'embouche et de ventes promotionnelles d'animaux. 1.1.3 Poursuite de la diffusion à grande échelle de poulets « Wassachié » 1.1.4Renforcement du mécanisme de financement et de promotion des activités de productions animales en rapport avec les PTF, OP et les institutions de micro finance. 1.2.1 Poursuite de la vulgarisation des normes de conditionnement et de classement des cuirs et peaux adoptées par l'UEMOA. 1.2.2 Appui conseil et organisation des acteurs intervenant dans la filière en vue de promouvoir la commercialisation des cuirs et peaux. 1.2.3 Finalisation de l'étude de faisabilité technico-économique de la valorisation des sous-produits d'abattage à l'échelle nationale. 1.3.1 Poursuite de l'encadrement des professionnels dans les centres d'abattage et de conditionnement des cuirs et peaux et dans les unités de transformation. 1.3.2 Formation, sensibilisation des éleveurs sur les techniques de marquage des 	 1.2.2 Appui conseil et organisation des acteurs intervenant dans la filière en vue de promouvoir la commercialisation des cuirs et peaux 1.2.3 Actualisation de l'étude d'implantation de la station d'épuration de Sabalibougou. 1.3.1 Suivi des professionnels de la filière des cuirs et peaux dans les centres d'abattage et de conditionnement. 1.3.2 Formation, sensibilisation des éleveurs sur les techniques de marquage des animaux, la lutte contre les maladies parasitaires et l'importance économique

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
bétail (fenaison, traitement de la paille à la mélasse et autres); 2.2.2 Dotation de 731 ménages vulnérables des régions de Tombouctou, Gao et Kidal en noyaux de caprins et camelins (soit 641 caprins et 450 camelins) 3.1.1 Réalisation des travaux de finition de 03	 (trices) en techniques d'alimentation du bétail laitier et d'embouche et en technique d'hygiène et de transformation du lait. 2.1.1 Approvisionnement des producteurs en intrants et équipements d'élevage (aliments bétail, hache pailles, botteleuses, semences fourragères et animales et autres). 2.1.1 Poursuite de l'introduction de chèvres rousses de Maradi et de moutons Bali Bali dans les régions du Nord en particulier chez les femmes en vue de booster les productions animales. 2.2.1 Sensibilisation et formation de 2500 producteurs de lait sur la valorisation des résidus de récolte, technique de rationnement, conduite des troupeaux, techniques de transformation du lait, gestion d'une laiterie etc. 2.2.2 Poursuite de la dotation de ménages vulnérables en noyaux de petits ruminants 3.1.1 Appui au fonctionnement et à l'équipement des centres de collecte de lait 3.1.2 Suivi de la collecte de lait dans les 	rousses de Maradi et de moutons Bali Bali dans les régions du Nord en particulier chez les femmes en vue de booster les productions animales. 2.2.2 Sensibilisation et formation de 3000 producteurs de lait sur la valorisation des résidus de récolte, technique de rationnement, conduite des troupeaux, techniques de transformation du lait, gestion d'une laiterie etc. 2.2.3 Poursuite de la dotation de ménages vulnérables en noyaux de petits ruminants 3.1.1 Etude de faisabilité de la 2ème phase du PRDEVALAIT 3.1.2 Suivi de la collecte de lait dans les centres opérationnels 3.2.1 Poursuite de la mise en place des infrastructures de commercialisation et d'abattage 4.1.1 Poursuite du programme de diffusion et d'intensification de production de cultures fourragères 4.1.2 Poursuite du programme de régénération des bourgoutières 4.2.1 Démarrage des activités d'exploitation (gestion rationnelle des périmètres).

Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 3.2.2 Réalisation des travaux de voirie et travaux complémentaires de l'atelier de transformation des sous-produits d'abattage de Sabalibougou. 4.1.1 Diffusion de parcelles de production de cultures fourragères. 4.1.2 Régénération de bourgoutières naturelles 4.2.1 Réalisation et validation des études pour l'élaboration des plans communaux de gestion de la transhumance (périmètres pastoraux) 4.2.2 Réalisation et validation des études pour la délimitation de corridors de pastoralisme (couloirs de transhumance) dans les paysages agricoles au niveau villageois 4.2.3 Restauration de zones de pâturage à travers la Régénération Naturelle Assistée au niveau du périmètre pastoral de Mabrouk 4.2.4 Intensification des programmes de croisement à travers l'insémination artificielle 	 4.1.2 İntensification du programme de régénération des bourgoutières 4.2.1 Délimitation des périmètres pastoraux et la réalisation et l'équipement de points d'eau 4.2.2 Matérialisation des pistes de transhumances à travers le balisage 4.2.3 Extension des travaux d'enrichissement/ Restauration de trois (03) nouveaux périmètres pastoraux 4.2.4 Poursuite des programmes de croisement à travers l'insémination artificielle 	



Section: 822

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Elaborer les éléments de la Politique Nationale en matière de Pêche et d'Aquaculture et d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre de ladite politique.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 1. Développer et promouvoir les productions halieutiques et aquacoles								
INDICATEUR	UNITE	Réalisations			Année en cours	Cibles		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 Taux d'évolution des quantités de poisson produites								
Frais	%	-	20	23	30	35	40	45
Fumé	,,	-	-	30	35	40	45	45
Séché		-	-	-	20	25	30	35
Moyens de vérification : Rapport annuel DNP								
Précision méthodologique : [(Quantité production(n) -(Quantité production (n-1))]/ [(Quanti	té product	ion(n)x 100						
1.2 Part de la production poisson de pisciculture dans la production totale de poisson	%	3	2	2.5	3	5	6	6
Moyens de vérification : Rapport annuel DNP,								
Précision méthodologique : (Quantité production aquacole / Quantité totale) :x 100								
1.3 Taux d'evolution des quantités de poisson exportées								
Frais	%	-	-	-	10	12	14	15
Fumé	/0	-	-	-	25	30	35	40
Séché		-	-	-	15	20	25	30
Moyens de vérification : Rapport annuel DNP								
Précision méthodologique : [(Quantité exportées (n) -(Quantité exportées (n-1))]/ [(Quantité	exportées	(n)]:x 100						



Section: 822

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif 2 : Assurer le contrôle et la surveillance des pêcheries et veiller à l'application des textes législatifs et règlementaires relatifs à la pêche et à l'aquaculture dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques et aquacoles.

INDICATEURS	UNITE]	Réalisation	S	Année en cours		Cibles	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1. Nombre de plan d'eau mis en défens	Nbre	-	-	322	210	280	290	320
Moyens de vérification : Rapport annuel DNP								
Précision méthodologique : Dénombrement des décisions de mise en défens des pêcheries								
2.2 Nombre de permis de pêche délivrés	Nbre	4 158	4 486	4 132	7 000	8000	9 000	9000
Moyens de vérification : Rapport annuel DNP								
Précision méthodologique : Dénombrement des permis délivrés par an								
2.3 Nombre de mission de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles	Nbre	-	6	12	12	15	20	20
Moyens de vérification : Rapport annuel de la DNP ;	•			•	•		•	
Précision méthodologique : Dénombrement des missions								
2.4 Taux de mise en œuvre des recommandations des missions de supervision	%	32	32	50	70	100	100	100
Moyens de vérification : Rapport annuel de la DNP.				•				•
D / · · · / / / / / / / / / / / / / / /	1 4.	. f12	100					

Précision méthodologique : (Nombre de recommandations mis en œuvre /Nombre de recommandations formulées) x100



Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Mise en œuvre des projets et programmes 1.1.2 Aménagement des pêcheries des mares et des cages flottantes 1.1.3 Mise en place des infrastructures et d'équipements aquacoles 1.1.4 Production et distribution des d'alevins et d'autres intrants aquacoles en appui aux producteurs 1.1.5 Empoissonnement des plans d'eau 1.1.6 Formation et recyclage des agents et producteurs. 1.1.7 Collecte, traitement et diffusion des informations et des données statistiques du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture 1.2.1 Construction des 'étangs, des viviers et des systèmes de pisciculture en bacs hors sol 1.2.2 Appui des promoteurs privés de la filière poisson. 1.2.3 Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson 2.1.1 Elaboration des textes d'application de la loi 0-62 P-RM du 29 Décembre 2014 portant principes de gestion de la pêche et de l'aquaculture au Mali 2.1.2 Mise en défens les plans d'eau 2.1.3 Exécution des missions de suivi contrôle et surveillance des pêcheries 2.1.4 Mise en œuvre des recommandations des missions de suivi et de supervision 	et programmes Poursuite de l'aménagement des pêcheries, des mares et des cages flottantes Poursuite de la mise en place d'infrastructures et d'équipements aquacoles Poursuite de la production et de la distribution des alevins et d'autres intrants aquacoles aux producteurs Poursuite de l'empoissonnement, le suivi de la gestion et de la récolte des plans d'eau Poursuite de la formation et du recyclage des agents et producteurs. Poursuite et renforcement de la Collecte, du traitement et la diffusion des informations et des données statistiques du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture Poursuite de la construction des étangs des viviers et des systèmes de pisciculture en bacs hors sol Poursuite de l'appui des promoteurs privés dans la filière poisson Poursuite de la diffusion des techniques de pisciculture Poursuite de la diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson Poursuite de l'élaboration et adopter des	 Poursuite de la construction des étangs des viviers et des systèmes de pisciculture en bacs hors sol Poursuite de l'appui des promoteurs privés dans la filière poisson Renforcement de la diffusion des techniques de pisciculture Renforcement de la diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson
2.2.1 Appui des collectivités et des Organisations de Producteurs en matière de gestion durable des ressources halieutiques et aquacoles et des infrastructures de pêche et d'aquaculture	textes d'application de la loi 0-62 P-RM du 29 Décembre 2014 portant principes de gestion de la pêche et de l'aquaculture au Mali	 Poursuite de l'élaboration et adopter des textes d'application de la loi 0-62 P-RM du 29 Décembre 2014 portant principes de gestion de la pêche et de l'aquaculture au Mali



Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 2.2.2 Transposition des directives sur la pêche de l'UEMOA dans la législation nationale. 2.2.3 Diffusion des textes législatifs et réglementaires en matière de pêche et d'aquaculture 2.2.3 Exécution des missions de Suivi évaluation 		 en défens des plans d'eau Poursuite de l'exécution des missions de suivi contrôle et surveillance des pêcheries Evaluation de la mise en œuvre des recommandations de missions de suivi et de supervision Poursuite de l'appui des collectivités et les Organisations de Producteurs en matière de gestion durable des ressources halieutiques et aquacoles et des infrastructures de pêche et d'aquaculture Poursuite de la transposition des directives sur la pêche de l'UEMOA dans la législation nationale. Renforcement de la diffusion des textes



Section: 822

1- DESCRIPTION DU PROGRAMME :

Le programme a pour mission :

 d'élaborer les éléments de la politique nationale dans les domaines de la protection animale et de la santé publique vétérinaire de suivre et de coordonner la mise en œuvre de ladite politique.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Assurer la lutte contre les principales maladies animales y compris les zon	onoses, les	mouches t	sé-tsé					
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux de couverture vaccinale contre la péripneumonie contagieuse bovine(PPCB)	%	75,68	81,6	80	80	80	80	80
Moyens de vérification: Rapport bilan-campagne de vaccination, Rapport annuel d'activités Précisions méthodologiques : (Nombre d'animaux vaccinés/ l'effectif total) X100	s de la DN	SV, Rapport	de formation	on et de re	cyclage, Rap	port de su	ivi	
1.2 : Taux de couverture vaccinale contre les autres maladies								
Charbon symptomatique	7		35,81	39,98	30	30	35	35
Pasteurellose bovine			51,75	53,19	50	50	55	55
Maladie de Newcastle	%		16,04	15	16	17	17	17
Peste des petits ruminants		-	-	-	50	50	60	65
Rage canine		-	-	-	50	50	70	80
Charbon bactéridien		-	-	-	20	20	25	30
Moyens de vérification : Rapport bilan-campagne de vaccination, Rapport annuel d'activité Précision méthodologique : (Nombre d'animaux vaccinés/nombre total) x100	s de la DN	SV, Rappor	t de formati	on et de re	cyclage, Raj	pport de su	ivi précisio	ns
1.3 Taux de réduction de la population de mouches tsé-tsé	%		93,84	70,92	95	95	95	95
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSV, Rapport de formation, Rap	port de su	ivi						
Précisions méthodologiques :(Densité apparente de mouches avt la lutte-densité apparente	de mouch	es après la l	utte)/densit	é apparen	te de mouch	es avt la lu	tte X100	
*Densité apparente de mouches = nombre de mouches capturées par piège et par / nombre de	le piège							



Section: 822

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

ı	OBJECTIF 2: Ass	curer la céc	urité canitai	re des ali	ments d'aria	ine animale et	les aliments	nour animaux
ı	ODJECTH 2 . As	sui ei ia sec	ui ite saiiita	ii e ues aii.	ments a orig	ine ammate et	ies aiiiieius	pour ammaux

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'évolution du nombre d'établissements de production, de transformation et commercialisation des produits et denrées alimentaires d'origine animale inspectés	%	2019	0,6	2,17	3,19	4,12	5,05	6

Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSV, Rapport de suivi

Précisions méthodologiques : : (Nombre d'établissements de produits, de transformation et de commercialisation des produits et denrées alimentaires d'origine animale inspectés, quantités inspectées saisies/Nbre total d'établissement de produits, de transformation et de commercialisation des produits et denrées alimentaires d'origine animale inspectés, quantités inspectées saisies X100

2.2 : Taux de saisies de denrées alimentaires d'origine animale et aliments	pour animaux	0.1	0.09	0,08	0.06	0.05	0.04	0,05
pour non-conformité	70	0,1	0,09	0,08	0,00	0,03	0,04	0,03

Moyens de vérification Rapport annuel d'activités de la DNSV, Rapport de suivi, registre d'abattages, certificats de saisis

Précisions méthodologiques : (quantités saisies / quantités totales inspectées) X100

INDICATEURS	UNITE	RE	ALISATIO	NS	Année en cours		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Taux d'exécution des missions de suivi et évaluation	%	-	-	-	100	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports de missions de suivi-évaluation	•				,			
Précisions méthodologiques : Nombre de missions réalisées/Nombre de missions programmé	es x 100							
3.2 Taux de réalisation des ateliers bilan et programmation tenus	%	-	-	-	100	100	100	100
Ioyens de vérification : Rapports Bilan et programmation								

Précisions méthodologiques : Nombre d'ateliers réalisés/Nombre d'ateliers programmés x 100



Section: 822

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 4: Assurer la surveillance épidémiologiques des maladies								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Taux d'investigation des foyers de maladies animales	%		-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports de missions de suivi-évaluation	•		•		•		•	
Précisions méthodologiques : [(Nombre de foyers éteints / Nombre de foyers investigués)]/	(Nombre	de foyers ét	eints) *100					
4.2 : Taux de réalisation des échantillons analysés	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : Rapports Bilan et programmation	•				•			
Précisions méthodologiques : (Echantillons analysés /Echantillons prélevés) *100								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1-Atelier Bilan/Programme de la campagne de vaccination 2016/2017 1.1.2 Acquisition d'équipements 1.1.3 Construction 68 parcs de vaccination 1.1.4 Sensibilisation à la vaccination 1.1.5 Vaccination contre la PPCB 1.1.6 Vaccination contre les autres maladies 1.2.1 Gestion des foyers de maladies animales 1.2.2 Surveillance active des maladies animales 1.2.3 Dépistage de la tuberculose et de la brucellose 1.2.4 Surveillance continue de la grippe aviaire 1.2.5 Contrôle sanitaire des animaux à l'exportation 1.2.6 Contrôle sanitaire des animaux transhumants 	campagne de vaccination 2017/2018 1.1.2 Acquisition d'équipements 1.1.3 Construction 50 parcs de vaccination 1.1.4 Sensibilisation à la vaccination 1.1.5 Vaccination contre la PPCB 1.1.6 Vaccination contre les autres maladies 1.2.1 Gestion des foyers de maladies animales 1.2.2 Surveillance active des maladies animales 1.2.3 Dépistage de la tuberculose et de la brucellose	 1.1.1 Atelier Bilan/Programme de la campagne de vaccination 2018/2019 1.1.2 Acquisition d'équipements 1.1.3 Construction 50 parcs de vaccination 1.1.4 Sensibilisation à la vaccination 1.1.5 Vaccination contre la PPCB 1.1.6 Vaccination contre les autres maladies 1.2.1 Gestion des foyers de maladies animales 1.2.2 Surveillance active des maladies animales 1.2.3 Dépistage de la tuberculose et de la brucellose 1.2.4 Surveillance continue de la grippe aviaire 1.2.5 Contrôle sanitaire des animaux à l'exportation



ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
l'insecticide et à leur pose le long des cours d'eau dans les zones couvertes par les projets 1.3.4 Suivi et évaluation de l'évolution de la densité des mouches tsé-tsé et le taux d'infestation 1.3.5 Installation des barrages artificiels dans les zones libérées 2.1.1 Contrôle des denrées alimentaires d'origine animale et des aliments pour animaux dans les établissements de production, de transformation et de commercialisation (nbre d'établissements /Prélèvements et analyses des échantillons) 2.1.2 Contrôle des produits et denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux à l'importation et à l'exportation (Nombre de postes d'inspection frontaliers concernés/ Prélèvements et analyses des échantillons)	les zones couvertes par les projets 1.3.3 Imprégnation des pièges et écrans à l'insecticide et à leur pose le long des	équipements de lutte dans les zones couvertes par les activités de la cellule 1.3.2 Contrôle de la densité initiale des mouches et du taux d'infestation dans les zones couvertes par les projets 1.3.3 Imprégnation des pièges et écrans à l'insecticide et à leur pose le long des cours d'eau dans les zones couvertes par les projets 1.3.4 Suivi et évaluation de l'évolution de la densité des mouches tsé-tsé et le taux d'infestation 1.3.5 Installation des barrages artificiels dans les zones libérées 2.1.1 Contrôle des denrées alimentaires d'origine animale et des aliments pour animaux dans les établissements de production, de transformation et de commercialisation (nbre d'établissements /Prélèvements et analyses des échantillons) 2.1.2 Contrôle des produits et denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux à l'importation et à l'exportation (Nombre de postes d'inspection frontaliers concernés/Prélèvements et analyses des échantillons) 2.1.3 Elaboration et mise en application d'un système documentaire harmonisé de contrôle des dantées alimentaires



Section: 822

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
ontrôle des denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.1.5 Suivi des activités de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale et des aliments pour animaux 2.2.1 Contrôle de la restauration collective (nbre d'établissements concernés/Prélèvements et analyses des échantillons) 2.2.2 Formation des opérateurs de la restauration collective sur les textes législatifs et règlementaires, les normes relatifs aux denrées alimentaires d'origine animale 2.3.1 Prélèvement des échantillons sur les denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.2 Acheminement pour analyse aux labos des prélèvements effectués sur les	et des aliments pour animaux 2.2.1 Contrôle de la restauration collective (nbre d'établissements concernés/ Prélèvements et analyses des échantillons) 2.3.1 Prélèvements des échantillons sur les denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.2 Acheminement pour analyse aux labos des prélèvements effectués sur les denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.3 Saisies des denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.4 Destruction des saisies des denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 3.1.1 Organisation d'ateliers Bilans/ Programmes 3.1.2 Organisation de missions de suivi évaluation des activités de protection sanitaire des animaux et de contrôle des aliments 4.1.1 Production de vaccins	de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.1.5 Suivi des activités de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale et des aliments pour animaux 2.2.1 Contrôle de la restauration collective (nbre d'établissements concernés/ Prélèvements et analyses des échantillons) 2.3.1 Prélèvements des échantillons sur les denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.2 Acheminement pour analyse aux labos des prélèvements effectués sur les denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.3 Saisies des denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 2.3.4 Destruction des saisies des denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux 3.1.1 Organisation d'ateliers Bilans/ Programmes 3.1.2 Organisation de missions de suivi évaluation des activités de protection

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

Section: 850

1. MISSIONS:

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est chargé de :

- proposer les stratégies, préparer et mettre en œuvre, en rapport avec les départements ministériels concernés, les mesures visant à assurer une pleine couverture des besoins alimentaires du pays ;
- veiller à la constitution, à la reconstitution et à la bonne gestion du stock national de sécurité et des banques de céréales ;
- procéder à l'analyse des perspectives alimentaires résultant de la campagne agricole et à l'identification des zones sinistrées ou déficitaires ;
- planifier, coordonner et contrôler les opérations de distribution de vivres dans les zones sinistrées ;
- élaborer et mettre en œuvre, en rapport avec les structures publiques et privées concernées, les mesures d'organisation des marchés céréaliers et de modernisation des circuits de distribution des denrées alimentaires ;
- veiller à l'information des consommateurs notamment sur les prix et sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des denrées alimentaires.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

Assurer la sécurité alimentaire

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIR	RE					
PROGRAMME	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL	
INOGNAMIME	I LIXOUNIALL	TORCHORALMENT	IIIV LSTISSLIVILIVI	2017	2018	2019
01 Sécurité Alimentaire	214 683	1 187 942	5 863 280	7 265 905	7 426 846	7 466 979
TOTAL	214 683	1 187 942	5 863 280	7 265 905	7 426 846	7 466 979

SECURITE ALIMENTAIRE

Section: 850

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF: 1.	Assurer la bonne gouvernan	ce du cadre institutionnel	l de gestion de la sécu	rité alimentaire
--------------	----------------------------	----------------------------	-------------------------	------------------

INDICATEURS		R	EALISATION	S	Année en cours	CIBLE		
11. The state of t		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux de mise en œuvre des recommandations du CNSA	%	41,46	71	90	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapports, Compte rendus et PV	•						•	
Précisions méthodologiques : (Nombre de recommandation mise en œuvre / Nombre totale	de recom	mandation du	CNSA) x 100					
1.2 Taux d'exécution des réunions statutaires des organes de sécurité alimentaire tenues par rapport aux réunions prévues	%	33	63	100	100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapports, Compte rendus et PV								
Précisions méthodologiques : (Nombre de réunions statutaires tenues / Nombre totale de r	réunions s	statutaires pré	vues) x 100					
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi évaluation	%	80	100	90	100	100	100	100

Moyens de vérification : Rapports, Compte rendus et PV

Précisions méthodologiques : (Nombre de missions de suivi évaluation tenues / Nombre totale de missions de suivi évaluation prévues) x 100

SECURITE ALIMENTAIRE

Section: 850

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF: 2. Assurer la prévention et la gestion des crises alimentaires.

obsideri i 2. Assurer in prevention et in gestion des erises difficilitatives.								
INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Niveau des stocks atteints par rapport aux 100 000 tonnes / an à l'horizon 2017	Tonnes	92 724,42	34 072,350	56 038,4	60 000	100 000	100 000	100 000
Moyens de vérification: Rapports, Comptes rendu et Contrat Plan Etat/OPAM								
Précisions méthodologiques : Le stock initial plus les achats de l'année et les entrées des	Dons.							
2.2 : Proportion de populations en insécurité alimentaire	%	6	8,8	2?54	2?31	4?91	4,91	4?69
Moyens de vérification: Rapports, Comptes rendus								
Précisions méthodologiques : (Populations en insécurité alimentaire / Population totale) x	100.							
La proportion de population en insécurité alimentaire (de F3 à F5) est de 6% en 2013 et de précédentes ; celle de 2018, la moyenne des 5 dernières années et celle de 2019 est également					de 2017 est la	moyenne des	4 années	
2.3 Proportion de populations sous pression	%	13	12,5	15,28	15,27	14,01	14,01	14,01
	•				•	!		

Moyens de vérification : Rapports annuels.

Précisions méthodologiques : (Nombre de populations sous pression alimentaire/ Nombre de population totale) x 100

La proportion de population sous pression (F2) est de 13%; 12,5%; 15,28%; 15,27% respectivement en 2013, 2014, 2015 et 2016; celle de 2017 est la moyenne des 4 années précédentes; celle de 2018, la moyenne des 5 dernières années et celle de 2019 est également la moyenne des 5 dernières années.

SECURITE ALIMENTAIRE

Section: 850

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

INDICATEURS	UNITE	R	EALISATION	S	Année en cours	C	BLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 Montant du fonds mobilisé pour la reconstitution du SNS et du FSA								•
- Fonctionnement du Dispositif (PRMC) / FCC	FCFA	700 000 000	1 200 000 000	1 020 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	-	-
- Reconstitution des stocks de Sécurité (SNS)		7 500 000 000	8 800 000 000	4 765 100 000	4 000 000 000	4 300 000 000		-
- Fonctionnement lié à l'investissement (transports stocks, frais ONG, autres)		-	1 500 000 000	1 058 250 000	765 000 000	1 500 000 000		
Moyens de vérification : Rapports annuels.								
Précisions méthodologiques : la somme des fonds mobilisés (fonctionnement dispositif, r	econstitut	ion stocks et f	onctionnemen	t lié à l'investi	ssement).			
3.2 Taux de réalisation des études de faisabilité pour la Construction de l'Hôtel de la Sécurité Alimentaire	%			-	-	100	-	-
3.5 1.7 (10 t) D	•							
Moyens de vérification : Rapports annuels.								
Moyens de verification : Rapports annuels. Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10	0.							
•								
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10		R	EALISATION	S	Année en cours	C	IBLE	
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba	se	R 2013	EALISATION 2014	S 2015		Cl 2017	IBLE 2018	2019
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba	se				cours			2019 100
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité	UNITE	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire	UNITE	2013 100	2014	2015	2016	2017	2018	
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire Moyens de vérification : Rapports annuels	UNITE	2013 100	2014	2015	2016	2017	2018	
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire Moyens de vérification : Rapports annuels Précisions méthodologiques/ : (Nombre de Projets et de Programmes suivi / Nombre Tot 4.2. : Taux de production de Communications verbales pour le Conseil des Ministres	UNITE % al en cour	2013 100 rs) x 100	2014 100	2015 100	2016 100	2017 100	2018 100	100
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire Moyens de vérification : Rapports annuels Précisions méthodologiques / : (Nombre de Projets et de Programmes suivi / Nombre Tot 4.2 .: Taux de production de Communications verbales pour le Conseil des Ministres sur la situation alimentaire et l'évolution des prix	WNITE % al en cour	2013 100 rs) x 100 100	2014 100	2015 100	2016 100	2017 100	2018 100	100
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire Moyens de vérification : Rapports annuels Précisions méthodologiques/ : (Nombre de Projets et de Programmes suivi / Nombre Tot 4.2. : Taux de production de Communications verbales pour le Conseil des Ministres sur la situation alimentaire et l'évolution des prix Moyens de vérification : Rapports annuels.	WNITE % al en cour	2013 100 rs) x 100 100	2014 100	2015 100	2016 100	2017 100	2018 100	100
Précisions méthodologiques : (montant mobilisé pour les études / le montant prévue) x 10 OBJECTIF : 4. Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires de ba INDICATEURS 4.1 : Taux de suivi de la mise en œuvre des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire Moyens de vérification : Rapports annuels Précisions méthodologiques / : (Nombre de Projets et de Programmes suivi / Nombre Tot 4.2. : Taux de production de Communications verbales pour le Conseil des Ministres sur la situation alimentaire et l'évolution des prix Moyens de vérification : Rapports annuels. Précisions méthodologiques : (Nombre de communications verbales produites / Nombre de 4.3 Taux de diffusion de bulletins sur le marché et sur la Sécurité Alimentaire et	we commun	2013 100 es) x 100 100	2014 100 100 ales programm	2015 100 100	2016 100	2017 100	2018 100	100

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 5 : Améliorer le système d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			Année en cours	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1 Le nombre de document dans la base de données bibliographique	Nbre	-	900	935	1 100	1 200	1 200	1 200
Moyens de vérification : Rapports annuels	-		•					•
Précisions méthodologiques : dénombrement								
5.2 Nombre de visite sur le site web du CSA	Nbre	-	350	475	2 000	1 000	1 000	1 000
Moyens de vérification : Rapports annuels								
Précisions méthodologiques : Dénombrement								
5.3. Taux de diffusion dans la presse sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	%	-	100	100	100	100	100	100
	•							

Moyens de vérification : Rapports annuels

Précisions méthodologiques : (Nombre d'articles et de productions médiatiques diffusés par an sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle/ Nombre d'articles et de productions médiatiques prévus par an sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle) x 100

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.1.1 Mise en œuvre des recommandations spécifiques au CSA du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.1.2 Suivi et coordination de la mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Sécurité Alimentaire en rapport avec les départements impliqués 1.1.3 Elaboration du rapport de mise de l'état de mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.2.1 Tenue de la réunion du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.2.2 Tenue des deux réunions du comité de coordination et de suivi des programmes de sécurité alimentaire 1.2.3 Suivi de la Tenue des réunions des comités régionaux, locaux et communaux de sécurité alimentaire 1.2.4 Tenue des réunions des comités de pilotage des projets et programmes 1.3.1 Réalisation des missions de suivi des organes de gestion de la sécurité alimentaire. 1.3.2 Réalisation des missions de suivi des projets et programmes 1.3.3 Réalisation des missions de suivi des distributions alimentaires gratuites 2.1.1 Reconstitution du Stock National de Sécurité 2.1.2 Reconstitution du Stock d'intervention de l'Etat 2.1.3 Suivi de la Reconstitution des Stocks de proximité	 1.1.1 Mise en œuvre des recommandations spécifiques au CSA du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.1.2 Suivi et coordination de la mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Sécurité Alimentaire en rapport avec les départements impliqués 1.1.3 Elaboration du rapport de mise de l'état de mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.2.1 Tenue de la réunion du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.2.2 Tenue des deux réunions du comité de coordination et de suivi des programmes de sécurité alimentaire 1.2.3 Suivi de la Tenue des réunions des comités régionaux, locaux et communaux de sécurité alimentaire 1.2.4 Tenue des réunions des comités de pilotage des projets et programmes 1.3.1 Réalisation des missions de suivi des organes de gestion de la sécurité alimentaire. 1.3.2 Réalisation des missions de suivi des projets et programmes 1.3.3 Réalisation des missions de suivi des banques de céréales 1.3.4 Réalisation des missions de suivi des distributions alimentaires gratuites 2.1.1 Reconstitution du Stock National de Sécurité 2.1.2 Reconstitution du Stock d'intervention de l'état 	 1.1.1 Mise en œuvre des recommandations spécifiques au CSA du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.1.2 Suivi et coordination de la mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Sécurité Alimentaire en rapport avec les départements impliqués 1.1.3 Elaboration du rapport de mise de l'état de mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.2.1 Tenue de la réunion du Conseil National de Sécurité Alimentaire 1.2.2 Tenue des deux réunions du comité de coordination et de suivi des programmes de sécurité alimentaire 1.2.3 Suivi de la Tenue des réunions des comités régionaux, locaux et communaux de sécurité alimentaire 1.2.4 Tenue des réunions des comités de pilotage des projets et programmes 1.3.1 Réalisation des missions de suivi des organes de gestion de la sécurité alimentaire. 1.3.2 Réalisation des missions de suivi des projets et programmes 1.3.3 Réalisation des missions de suivi des banques de céréales 1.3.4 Réalisation des missions de suivi des distributions alimentaires gratuites 2.1.1 Reconstitution du Stock National de
		de proximité Budget programmes 2017 Page 592

ACTIVITES PERTINENTES 2017 ACTIVITES PERTINENTES 2018 ACTIVITES PERTINENTES 201	9
2.2.1 Collecte et diffusion à temps des informations sur la sécurité alimentaire 2.2 l'identification des zones à risque et les populations en insécurité alimentaire 2.3 Elaboration et mise en œuvre du Plan National de Réponse pour les populations en insécurité alimentaire 2.4 Réalisation des renujons d'expertise du Système d'Alerte Précoce 2.5.0 Organisation des reunions d'expertise du Système d'Alerte Précoce 2.3.1 Collecte et diffusion à temps des informations sur la sécurité alimentaire 2.5.2 identification et sones à risque et les populations en insécurité alimentaire 2.5.3 cidentification des zones à risque et les populations en insécurité alimentaire 2.5.3 cidentification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.5.3 cidentification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.5.3 cidentification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.5.3 cidentification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.5.3 cidentification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alimentaire 2.3.2 l'identification des zones à risque et les populations sous pression alime	entaire et les entaire suelles pertise es entaire du Plan entaire suelles nds n es entaire du Plan esuelles nds n es entaire des entaire des entaire des entaire des entaires n entaires n entaires n entaires entaires n entaires n entaires n entaires n entaires n entaires entaires n entaires entaires n entaires entaires n entaires entai

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 4.1.1 Intensification et diversification des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et halieutiques des petits producteurs et groupes vulnérables 4.1.2 Diversification et sécurisation des sources de revenus, renforcement de l'accès à l'alimentation et aux services sociaux de base et amélioration durable des conditions d'accès physique et économique aux marchés pour les groupes les plus les plus vulnérables 4.1.3 Amélioration de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles 4.1.4 Amélioration et diversification de l'alimentation et encouragement de l'utilisation du lait maternel 4.2.1 Analyse des données sur la situation alimentaire pour l'élaboration des communications verbales 4.2.2 Elaboration des Communications verbales pour le Conseil des Ministres 4.2.3 Diffusion sur le site web du CSA des Communications verbales passées en Conseil des Ministres 4.3.1 Organisation de la Collecte et de l'analyse des informations sur les marchés et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 4.3.2 Traitement des informations sur les marchés et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 4.3.3 Diffusion des informations sur les marchés et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 5.1.1 Collecte des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 	systèmes de production agro-sylvo- pastoraux et halieutiques des petits producteurs et groupes vulnérables 4.1.2 Diversification et sécurisation des sources de revenus, renforcement de l'accès à l'alimentation et aux services sociaux de base et amélioration durable des conditions d'accès physique et économique aux marchés pour les groupes les plus les plus vulnérables 4.1.3 Amélioration de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles 4.1.4 Amélioration et diversification de l'alimentation et encouragement de l'utilisation du lait maternel 4.2.1 Analyse des données sur la situation alimentaire pour l'élaboration des communications verbales 4.2.2 Elaboration des Communications verbales pour le Conseil des Ministres 4.2.3 Diffusion sur le site web du CSA des Communications verbales passées en Conseil des Ministres 4.3.1 Organisation de la Collecte et de l'analyse des informations sur les marchés et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 4.3.2 Traitement des informations sur les marchés et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 4.3.3 Diffusion des informations sur les marchés et la sécurité alimentaire et	communications verbales 4.2.2 Elaboration des Communications verbales pour le Conseil des Ministres
		Rudgot programmos 2017 Dago 585

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 5.1.2 Traitement des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 5.1.3 Stockage des informations sur la sécurité et nutritionnelle 5.1.4 Diffusion des informations sur la sécurité et nutritionnelle 5.2.1 Elaboration de la page Web 5.2.2 Collecte des informations 5.2.3 Mise à jour du site 5.3.1 Couverture médiatique des activités du CSA et des Services rattachés 5.3.2 Entretiens (interview) avec les médias informations 5.3.3 Production d'informations (magazines, reportage, etc.) sur la sécurité alimentaire 	alimentaire et nutritionnelle 5.1.2 Traitement des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 5.1.3 Stockage des informations sur la sécurité et nutritionnelle 5.2.1 Elaboration de la page Web 5.2.2 Collecte des informations 5.2.3 Mise à jour du site 5.3.1 Couverture médiatique des activités du CSA et des Services rattachés 5.3.2 Entretiens (interview) avec les médias informations 5.3.3 Production d'informations (magazines,	du CSA et des Services rattachés 5.3.2 Entretiens (interview) avec les médias informations 5.3.3 Production d'informations (magazines, reportage, etc.) sur la sécurité alimentaire

Section:860

1. MISSIONS:

Le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme est responsable de :

- l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de l'application de la réglementation relative à l'artisanat et au tourisme;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions de promotion du secteur de l'artisant, notamment celles visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l'offre et la qualité des produits, à moderniser les outils de production et le système de commercialisation ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions de promotion en vue d'optimiser la contribution du secteur touristique au développement du pays ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique de diversification et de valorisation des sites et produits touristiques ;
- la politique de développement régional des métiers de l'art.

2. OBJECTIFS GLOBAUX:

- Valoriser l'héritage Artistique national ;
- Développer la production nationale en matière d'œuvres artistiques et littéraires

3. TABLEAU DES CHARGES PAR PROGRAMME:

En millier de F CFA

860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME									
PROGRAMMES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT		TOTAL				
1 NOONAIMILO	TERSONALE TONCHONALIV		IIIV LSTISSLIVILIVI	2017	2018	2019			
01 Administration Générale	50 000	430 987	30 000	510 987	535 128	549 186			
02 Promotion du secteur de l'Artisanat	148 499	336 605	888 000	1 373 104	1 399 621	1 473 596			
03 Promotion du Secteur du Tourisme	-	284 893	200 000	484 893	495 790	519 563			
TOTAL	198 499	1 052 485	1 118 000	2 368 984	2 430 539	2 542 345			

ADMINISTRATION GENERALE

Section:860

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME :

Ce programme vise à assurer la coordination, la planification, la supervision, le contrôle des activités du département et à favoriser le renforcement des capacités dans le secteur de l'artisanat et du tourisme à travers la mise à disposition de ressources financières, humaines et matérielles.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 1 : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département.

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS			ANNEE EN	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux d'exécution des activités du département.	%				65	70	75	70
Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités;			•	-			•	3
Précisions méthodologiques : [(Nombre d'activités réalisées/ nombre	d'activités prévues	3)*100]						
1.2. Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	-			80	85	85	82,5
Moyens de vérification: Rapport de missions de suivi-évaluation;			,					-
Précisions méthodologiques : [(Rapport entre le nombre de missions r	éalisées et le nomb	re de mis	sions prog	rammées)	*100]			
1.3 : Nombre de projets de texte disponibles.	Nomb	-	-		2	2	3	
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités								
Précisions méthodologiques : Dénombrement		•	•	•				

Précisions méthodologiques : [(Rapport entre nombre de matériel acquis et le nombre de besoins en matériel exprimé)*100]

INDICATEURS	UNITE			REALISATION EN COURS			CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux d'exécution du budget.	%	-	-	100	100	100	100	
Moyens de vérification : Compte administratif								
Précisions méthodologiques : [(Crédit liquidé / Crédit notifié)*100]								
2.2 : Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	-	100	100	100	100	
Moyens de vérification : Plan de passation approuvé par la DGMP								
Précisions méthodologiques: [(Rapport entre le nombre de marchés passés et le nombre de marchés prévu dans le plan de passation)]*100.								
2.3 : Taux de satisfaction des besoins en matériel des structures	%	-	-	55	60	65	70	
Moyens de vérification : Comptabilité-matières ; bordereaux de réception des	services	; PV de r	éception					

ADMINISTRATION GENERALE

Section:860

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

OBJECTIF 3: Renforcer les performances des structures du départence de la company de l	rtement et autre	s acteurs	publics o	et privés				
INDICATEURS	INITE REALISATION EN		UNITE REALISATION		ANNEE EN COURS	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1 : Taux d'exécution du programme de formation.	%	ı	-		73	82	82	
Moyens de vérification: Rapport de formations de la DRH; Précisions méthodologiques: [(Rapport entre le nombre de formations	réalisées et le noi	mbre de fo	ormations	orévues)*	100]			
3.2 : Nombre de voyages d'études et d'échanges.	Nombre	-			20	25	25	
Moyens de vérification : Rapport de missions ; Précisions méthodologiques : Dénombrement. OBJECTIF 4: Impulser le processus de décentralisation et de déc	oncentration au	sein du d	lé parte me	ent				
INDICATEURS	UNITE		ALISATI		ANNEE EN COURS		CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Taux de mise en œuvre du processus de décentralisation.	%	-	-		45	50	55	75
Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités de la CADD;								
Précisions méthodologiques : [(Nombre d'étapes du processus réalisée	s / Nombre total	dec étanes	du proces	eene)*100	1			

Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités de la CADD;	
--	--

Precisions methodologiques: [(Nombre d'étapes du processus realisées / Nombre total des étapes du processus)*100]

OBJECTIF 5 : Renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance éco		REALIS ATION			ANNEE EN COURS	CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
5.1 : Pourcentage de services ayant reçu une mission de contrôle par an.	%				100	100	100	100
Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités de l'Inspection de l'Artisanat	Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités de l'Inspection de l'Artisanat et du Tourisme;							
Précisions méthodologiques : Rapport entre le nombre de services contrôlés/vér	ifiés et l	e nombre o	de service	s program	ımés			
5.2 : Pourcentage de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle.								
Moyens de vérification: Rapport annuel d'activités de l'Inspection de l'Artisanat et du Tourisme;								
Précisions méthodologiques : [(Rapport entre le nombre de recommandations m	ises en o	œuvre et le	nombre t	otal de re	commanda	tions)*100]	

ADMINISTRATION GENERALE

Section:860

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
2019 2.1.3 Production du compte administratif 2.1.4 Tenue de l'inventaire annuel du matériel 2.2.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2.2.2 Mise en œuvre du plan de passation des marchés 3.1.1 Elaboration du plan de formation 3.1.2 Mise en œuvre du plan de formation 3.1.3 Suivi-évaluation du plan de formation mise en œuvre 3.2.1. Elaboration et mise en œuvre d'un programme de voyages d'études et d'échanges 3.2.2 Mise en œuvre d'un programme de voyages d'études et d'échanges 3.3.1. Elaboration de programmes de formations à la prise de poste 3.3.2 Mise en œuvre de programmes de	budget-programmes 2018 du département 1.1.2 Mise en œuvre des activités pertinentes du budget-programmes 2018 du département 1.1.3 Production de l'annuaire statistique 2017 1.2.1 Réalisation de missions de suiviévaluation des activités du département 1.3.1 Elaboration des projets de texte pour le secteur du tourisme. 1.3.2 Relecture des textes pour une meilleure réglementation du secteur. 2.1.1 Exécution du budget 2018 2.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget 2019 2.1.3 Production du compte administratif 2.1.4 Tenue de l'inventaire annuel du matériel 2.2.1 Elaboration du plan de passation des marchés 2.2.2 Mise en œuvre du plan de formation 3.1.1 Elaboration du plan de formation	du budget-programmes 2018 du département 1.1.2 Mise en œuvre des activités pertinentes du budget-programmes 2018 du département 1.1.3 Production de l'annuaire statistique 2017 1.2.1 Réalisation de missions de suivi- évaluation des activités du département 1.3.1 Elaboration des projets de texte pour le secteur du tourisme. 1.3.2 Relecture des textes pour une meilleure réglementation du secteur. 2.1.1 Exécution du budget 2018 2.1.2 Elaboration de l'avant-projet de budget 2019 2.1.3 Production du compte administratif 2.1.4 Tenue de l'inventaire annuel du matériel 2.2.1 Elaboration du plan de passation des

ADMINISTRATION GENERALE

Section:860

ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019 ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
	4.1.1 Suivi de la mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des compétences transférées. 4.2.1 Mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des ressources à transférer. 5.1.1 Elaboration et mise en œuvre du plan annuel de contrôle/vérification des services du département. 5.2.1 Réalisation de missions de suivi des recommandations de contrôle	4.1.1 Suivi de la mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des compétences transférées. 4.2.1 Mise en œuvre du plan triennal fixant les détails des ressources à transférer. 5.1.1 Elaboration et mise en œuvre du plan annuel de contrôle/vérification des services du département. 5.2.1 Réalisation de missions de suivi des recommandations de contrôle

Section:860

1- DESCRIPTION DE PROGRAMME:

Ce programme vise à contribuer à l'amélioration des performances des entreprises artisanales, à travers le renforcement des capacités des acteurs et de leurs organisations, la modernisation des outils de production, l'amélioration de la qualité et la mise en marché des produits artisanaux.

2- CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

UNIT	REALISATION			ANNEE EN	CIBLE		
E 20	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
%	2,04	10,2	20,44	30,61	40,82	26,53	
		•	•			•	
le nombre	e total de o	cercles (49	9)] x 100.				
%	-	25	50	75	100	40	
			•	-			
urs implic	qués forme	és.de l'ann	née n rapp	orté au noi	nbre d'élu	s, de leade	rs, de
%	3,28	8,22	2,34	2,34	2,34	27	
t	k %	E 2013 % 2,04 le nombre total de contraction de con	E 2013 2014 % 2,04 10,2 le nombre total de cercles (49) t % - 25 eurs impliqués formés.de l'ann	E 2013 2014 2015	UNIT REALISATION EN	UNIT REALISATION EN	UNIT REALISATION EN CIBLE



Section:860

OBJECTIF 2 : Faire de l'artisanat un vecteur de stimulation de la croissance et du développement.								
INDICATEURS	UNIT	REA	ALISATI	ON	ANNEE CI			
INDICATEURS	E	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
2.1 : Taux de réalisation des formations prévus par an de :	%	167,31	83,63	95	95	95	100	
Moyens de vérification: Rapports de formation	Moyens de vérification: Rapports de formation							
Précisions méthodologiques : Le nombre de formations réalisées rapporté l'année n au nombre de formations prévues de l'année n x 100.								
2.2 : Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits artisanaux.	%	10,77	93,11	5	10	15	18	
Moyens de vérification: Rapports d'activités ;								
Précisions méthodologiques : $\begin{bmatrix} \frac{n}{n-1} \\ -1 \end{bmatrix} \times 100.$	IN CONTRACTOR OF THE PROPERTY							
2.3: Taux de consommation des produits de l'artisanat par les administrations	%		10	18	25	30		
publiques.	70	_	10	10	23	30		
Moyens de vérification : Rapports d'activités.								
	· ·		·	·		· ·	· ·	· ·

Précisions méthodologiques: ((Le montant des ressources affectées (RA) à l'acquisition des produits et services de l'artisanat rapporté au montant total des ressources (TR) hors personnel (salaires)) x100.

OBJECTIF 3 : Développer un système d'information performant sur l'artisanat									
INDICATEURS			UNIT REALISATION EN					CIBLE	
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
3.1 : Fréquence d'actualisation des bases de données (SIRA-ML, APCMM).	%	-	53,83	100	100	100	100		
Moyens de vérification : Rapports d'activités ;									
Précisions méthodologiques: Nombre d'indicateurs renseignés rapporté au nor	nbre total	des indica	ateurs prév	rus de la t	oase de dor	mées.			
3.2: Nombre de visites des sites web (SIRA-ML, APCMM.) et des services /	Nomb	-	30713	50000	75000	75000	200000		
Moyens de vérification: Rapports d'activités									
Précisions méthodologiques : Dénombrement									
3.3: Taux de financement des entreprises de l'artisanat % - 3 5 7 10 10									
Moyens de vérification : Rapports d'activités									
Précisions méthodologiques: Rapport entre le nombre d'entreprises ayant bénéficié le financement et le nombre d'entreprises ayant sollicité									

Section:860

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Poursuite de la mise en place : - du CDAT ; - des services déconcentrés de la DNA, - les organes de l'APCMM. 1.1.2 Réhabilitation des locaux du CDAT et de l'APCMM 1.1.3 Construction et/ou équipement des : - structures déconcentrées de la DNA, - organes de l'APCMM, - services du CDAT, - villages artisanaux, - maisons des artisans, - centres de ressources. 1.1.4 Mise en œuvre des textes de création de la DNA et du CDAT. 1.2.1 Harmonisation du code l'artisanat avec celui de l'UEMOA. 	 1.1.1 Poursuite de la mise en place : - du CDAT ; - des services déconcentrés de la DNA, - les organes de l'APCMM. 1.1.2 Réhabilitation des locaux du CDAT et de l'APCMM 1.1.3 Construction et/ou équipement des : - structures déconcentrées de la DNA, - organes de l'APCMM, - services du CDAT, - villages artisanaux, - maisons des artisans, - centres de ressources. 1.1.4 Mise en œuvre des textes de création de la DNA et du CDAT. 1.2.1 Harmonisation du code l'artisanat avec celui de l'UEMOA. 	 1.1.1 Poursuite de la mise en place : - du CDAT ; - des services déconcentrés de la DNA, - les organes de l'APCMM. 1.1.2 Réhabilitation des locaux du CDAT et de l'APCMM 1.1.3 Construction et/ou équipement des : - structures déconcentrées de la DNA, - organes de l'APCMM, - services du CDAT, - villages artisanaux, - maisons des artisans, - centres de ressources. 1.1.4 Mise en œuvre des textes de création de la DNA et du CDAT. 1.2.1 Harmonisation du code l'artisanat avec celui de l'UEMOA.
1.2.2 Sensibilisation et information des cadres et agents des structures d'encadrement (DNA, CDAT, DRA) sur les textes législatifs et règlementaires de l'artisanat.	1.2.2 Sensibilisation et information des cadres et agents des structures d'encadrement (DNA, CDAT, DRA) sur les textes législatifs et règlementaires de l'artisanat.	1.2.2 Sensibilisation et information des cadres et agents des structures d'encadrement (DNA, CDAT, DRA) sur les textes législatifs et règlementaires de l'artisanat.
1.2.3 Tenue régulière des sessions des organes des Chambres de Métiers, du CDAT et du SIRA-ML.	1.2.3 Tenue régulière des sessions des organes des Chambres de Métiers, du CDAT et du SIRA-ML.	1.2.3 Tenue régulière des sessions des organes des Chambres de Métiers, du CDAT et du SIRA-ML.
des Chambres de Métiers pour organiser les artisans en associations, GIE, mutuelles, coopératives.	des Chambres de Métiers pour organiser les artisans en associations, GIE, mutuelles, coopératives.	1.2.4 Renouvellement des organes du réseau des Chambres de Métiers.1.2.5 Appui des Chambres de Métiers pour organiser les artisans en associations, GIE, mutuelles, coopératives.
d'enregistrement au répertoire des métiers.	9	1.3.1Amélioration du dispositif d'enregistrement au répertoire des métiers.
1.3.2. Mise à jour du répertoire des Chambres de Métiers.	1.3.2. Mise à jour du répertoire des Chambres de Métiers.	1.3.2. Mise à jour du répertoire des Chambres de Métiers.

Section: 860

3- ACTIVITES PERTINENTES 2017 à 2019

1.3.3. Organisation de campagnes d'informa-

tion et de sensibilisation sur l'inscription des tion et de sensibilisation sur l'inscription artisans au répertoire. 1.3.4. Organisation de débats télévisés et

ACTIVITES PERTINENTES 2017

- radiodiffusés sur la place de l'artisanat dans l'économie nationale et la création d'emplois
- 2.1.1 Recensement des actions de formations programmées au niveau des structures d'encadrement, faîtière et ONG.
- 2.1.2 Mise au point et vulgarisation de nouvelles techniques et de technologies de production et de conditionnement.
- 2.1.3. Formation des entreprises artisanales en norme et qualité, en codification, en certification des produits artisanaux et en gestion d'entreprise.
- 2.1.4. Organisation et participation aux concours de créativité de produits artisanaux 2.2.1. Organisation et participation aux manifestations de promotion commerciale de produits artisanaux au niveau national et international.
- 2.2.2. Organisation du Salon International de Intérnational. l'Artisanat de Bamako (SIABA).
- 2.2.3. Information et sensibilisation en vue de l'obtention des certificats d'origine des produits artisanaux destinés à l'exportation. 2.2.4. Formation des artisans, des agents et des intermédiaires commerciaux en marke-
- 2.2.5. Promotion des produits artisanaux dans les établissements touristiques, les missions diplomatiques et consulaires, les aéroports et les sites touristiques

ACTIVITES PERTINENTES 2018

- 1.3.3. Organisation de campagnes d'informades artisans au répertoire.
- 1.3.4. Organisation de débats télévisés et radiodiffusés sur la place de l'artisanat dans 'économie nationale et la création d'emolois
- 2.1.1 Recensement des actions de formations programmées au niveau des structures d'encadrement, faîtière et ONG.
- 2.1.2 Mise au point et vulgarisation de nouvelles techniques et de technologies de oroduction et de conditionnement.
- 2.1.3. Formation des entreprises artisanales en norme et qualité, en codification, en certification des produits artisanaux et en gestion d'entreprise.
- 2.1.4. Organisation et participation aux concours de créativité de produits artisanaux
- 2.2.1. Organisation et participation aux manifestătions de promotion commerciale de produits artisanaux au niveau national et
- 2.2.2. Organisation du Salon International de 2.2.2. Organisation du Salon International l'Artisanať de Bamako (SIABA).
- 2.2.3. Information et sensibilisation en vue de l'obtention des certificats d'origine des oroduits artisanaux destinés à l'exportation. 2.2.4. Formation des artisans, des agents et des intermédiaires commerciaux en marketina.
- 2.2.5. Promotion des produits artisanaux dans les établissements touristiques, les missions diplomatiques et consulaires, les aéroports et les sites touristiques

ACTIVITES PERTINENTES 2019

- 1.3.3. Organisation de campagnes d'information et de sensibilisation sur l'inscription des artisans au répertoire.
- 1.3.4. Organisation de débats télévisés et radiodiffusés sur la place de l'artisanat dans l'économie nationale et la création d'emplois
- 2.1.1 Recensement des actions de formations programmées au niveau des structures d'encadrement, faîtière et ONG.
- 2.1.2 Mise au point et vulgarisation de nouvelles techniques et de technologies de production et de conditionnement.
- 2.1.3. Formation des entreprises artisanales en norme et qualité, en codification, en certification des produits artisanaux et en gestion d'entreprise.
- 2.1.4. Organisation et participation aux concours de créativité de produits artisanaux
- 2.2.1. Organisation et participation aux manifestătions de promotion commerciale de produits artisanaux au niveau national et international.
- de l'Artisanat de Bamako (SIABA).
- 2.2.3. Information et sensibilisation en vue de l'obtention des certificats d'origine des produits artisanaux destinés à l'exportation.
- 2.2.4. Formation des artisans, des agents et des intermédiaires commerciaux en marketing.
- 2.2.5. Promotion des produits artisanaux dans les établissements touristiques, les missions diplomatiques et consulaires, les aéroports et les sites touristiques

Section:860

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
Bourse Nationale de Sous-traitance et de Partenariat (BNSTP-Mali) 3.1.1. Mise en place d'un dispositif de collecte, de traitement et de diffusion de l'information sur le secteur. 3.1.2. Opérationnalisation des bases de données sur l'artisanat. 3.2.1. Promotion des services, structures et sites web de l'artisanat Mali. 3.2.2. Suivi- évaluation des activités du secteur de l'artisanat.	Malien » des produits artisanaux 2.3.2. Information et sensibilisation des entreprises artisanales sur l'importance de la Bourse Nationale de Sous-traitance et de Partenariat (BNSTP-Mali) 3.1.1. Mise en place d'un dispositif de collecte, de traitement et de diffusion de l'information sur le secteur. 3.1.2. Opérationnalisation des bases de données sur l'artisanat. 3.2.1. Promotion des services, structures et sites web de l'artisanat Mali. 3.2.2. Suivi- évaluation des activités du secteur de l'artisanat. 3.3.1 Mise en œuvre du Fonds artisanat au niveau du FDE.	2.3.1. Organisation de lobbying- plaidoyer pour asseoir la culture du « Consommer Malien » des produits artisanaux 2.3.2. Information et sensibilisation des entreprises artisanales sur l'importance de la Bourse Nationale de Sous-traitance et de Partenariat (BNSTP-Mali) 3.1.1. Mise en place d'un dispositif de collecte, de traitement et de diffusion de l'information sur le secteur. 3.1.2. Opérationnalisation des bases de données sur l'artisanat. 3.2.1. Promotion des services, structures et sites web de l'artisanat Mali. 3.2.2. Suivi- évaluation des activités du secteur de l'artisanat. 3.3.1 Mise en œuvre du Fonds artisanat au niveau du FDE. 3.3.2 Plaidoyer pour faciliter l'accès au fonds de garantie aux entreprises artisanales.

PROMOTION DU SECTEUR DU TOURISME

Section:860

1- <u>DESCRIPTION DE PROGRAMME</u> :

Ce programme vise à :

- Prospecter et mettre en valeur les ressources touristiques du pays ;
- Aménager et participer à l'équipement des zones d'intérêt touristique ;
- Participer à la protection, à la restauration des sites et monuments touristiques ;
- Promouvoir au plan national et international, les ressources touristiques du pays ;
- Participer à la formation et au perfectionnement du personnel ;
- Veiller au respect de la réglementation en matière de tourisme et d'hôtellerie ;
- Mener toute étude et proposer toute mesure visant à favoriser le développement de l'activité touristique et hôtelière
- Fournir aux opérateurs économiques du secteur, des prestations de services.

2- <u>CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME</u>

OBJECTIF 1 : Relancer l'activité touristique.								
INDICATEURS	UNITE	REALISATION		ANNEE EN COURS		CIBLE		
I (DIC.IIICA)			2014	2015	2016	2017	2018	2019
1.1 : Taux de participation aux manifestations internationales prévues	%	87	75	90	95	100	100	95
Moyens de vérification: Rapports d'activités;								
Précisions méthodologiques : Rapport entre le nombre de participation aux mar	ifestatio	ns et le nor	nbre de m	anifestatio	ons prévue	S		
1.2 : Taux d'évolution de la valorisation des ressources (sites & monuments)	%	10	10	10	10	15	17	10
touristiques.	70	10	10	10	10	15	17	10
Moyens de vérification: Rapports d'activités								
Précisions méthodologiques : [Nombre de ressources tour(stiques valorisées de Nombre de ressources touristiques valorisées de	e l année: Lannéen	$\frac{1}{1} \sim 1] * 1$	00					
1.3 : Nombre de Tours Operators (voyagistes) et de presses spécialisées aux	Nombre		-	20	20	25	25	2
éductours et autres manifestations nationales	Nombre	-	5	20	20	25	20	3
Moyens de vérification: Rapports d'activités								
Précisions méthodologiques : Dénombrement.								
1.4 : Nombres de visites du site web et des structures	Nombre	61 707	82 300	98186	120235	135000	200000	225 000
Moyens de vérification : Rapports d'activités								
Précisions méthodologiques : Dénombrement								

PROMOTION DU SECTEUR DU TOURISME

Section:860

INDICATEURS	UNITE	REALISATIONS		ANNEE EN COURS		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017 201		2019
2.1. Taux d'évolution du recouvrement de la taxe touristique.	%	10	10	10	10	15	20	
Moyens de vérification: Rapports financiers								
Précisions méthodologiques : [Recouvrement de l'annéen 1] * 100								
OBJECTIF 3 : Renforcer le système d'information statistique.								
INDICATEURS	UNITE	REALIS ATIONS		IS	ANNEE EN COURS		CIBLE	
	•	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
3.1. Taux d'évolution du nombre d'établissements de tourisme fournissant les informations statistiques sur les activités touristiques.	%	30	35	40	45	50	60	60
Moyens de vérification : Annuaire statistique			<u>'</u>	'				
Précisions méthodologiques. Nombre d'apérateurs privés ayant fourni des informa Nombre total d'apérateurs privés	tionsstat	istiques	1] * 100					
3.2 : Taux d'évolution du nombre d'agences de voyage fournissant des informations statistiques sur les activités touristiques	%	15	20	52	30	35	40	40
Moyens de vérification : Annuaire statistique	•		<u> </u>	*	<u> </u>			
Précisions méthodologiques : \[\begin{align*} \be		tatistiques	-1] * 10	0				
3.3. Taux d'évolution de la mise en place d'un mécanisme de collecte de données statistiques au niveau des frontières terrestres.	%	40	45	48	50	60	70	l
Moyens de vérification : Annuaire statistique Précisions méthodologiques : \[\begin{align*} Nombre de postes frontières couvert par le mecanismos de postes frontières couverts par le mecanismos de postes frontières couvert par le mecanismos de postes frontières de postes frontièr			* 100		<u>'</u>			

PROMOTION DU SECTEUR DU TOURISME

Section:860

Objectif 4 : Prendre en compte le genre dans le secteur du Tourisme.								
INDICATEURS	UNITE	REALISATION		ANNEE EN COURS		CIBLE		
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
4.1 : Pourcentage de femmes aux postes de responsabilité dans le secteur du tourisme	%	-	22	25	28	30	30	
Moyens de vérification: Rapports d'activités								
Précisions méthodologiques : Rapport entre le nombre de femmes aux postes de	e respons	abilité et l	e nombre	total de po	ostes de re	sponsabilit	é	
4.2 : Pourcentage de femmes formées	%	3	5	10	15	20	30	35
Moyens de vérification : Rapports d'activités								
Précisions méthodologiques : Rapport entre le nombre de femmes formées et le nombre de participants prévus.								

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
 1.1.1 Participation aux manifestations artisanales et touristiques du Mali à l'étranger 1.1.2. Organisation du SITOUR; de la Journée Mondiale du Tourisme et du Lancement de la Saison Touristique. 1.1.3 Participation aux salons internationaux du tourisme (FITUR, ITB, UTRECHT etc.). 1.2.1 Appui à la réhabilitation, à l'aménage ment et d'équipement de sites et monu ments d'intérêt touristique 1.2.2.Diversification des produits touristi ques (programme E-tourisme, dévelop pement de l'écotourisme, développe ment du tourisme dans les régions Sud, Ouest et Centre du pays). 	artisanales et touristiques du Mali à l'étranger	naux du tourisme (FITUR, ITB, UTRECHT etc.). 1.2.1 Appui à la réhabilitation, à l'aménage

PROMOTION DU SECTEUR DU TOURISME

Section:860

ACTIVITES PERTINENTES 2017	ACTIVITES PERTINENTES 2018	ACTIVITES PERTINENTES 2019
1.3.2 Organisation de la JMT et du lancement de la saison touristique 1.4.1 Animation du site web 1.4.2 Tenue du registre des visites des struc tures 2.1.1 Suivi du reversement de la taxe et des redevances touristiques. 2.1.2 Sensibilisation des opérateurs sur l'application des textes régissant le secteur. 3.1.1Animation du cadre de concertation avec les responsables des établisse ments de tourisme. 3.1.2 Renforcement du dispositif de collecte d'informations statistiques auprès des établissements de tourisme. 3.1.3 Renforcement des capacités des ac teurs du secteur 3.2.1Animation du cadre de concertation avec les organisateurs de voyages. 3.2.2 Renforcement du dispositif de collecte d'informations statistiques auprès des organisateurs de voyages. 3.2.3 Renforcement des capacités des agents et des agences de voyages. 3.2.1 Renforcement du dispositif de collecte d'informations statistiques au niveau des frontières terrestres 4.1.1 Poursuite de la mise en œuvre du programme d'activités du point focal Genre	ment de la saison touristique 4.1 Animation du site web 4.2 Tenue du registre des visites des struc tures 1.1 Suivi du reversement de la taxe et des redevances touristiques. 1.2 Sensibilisation des opérateurs sur l'application des textes régissant le secteur. 1.1Animation du cadre de concertation avec les responsables des établisse ments de tourisme. 1.2 Renforcement du dispositif de collecte d'informations statistiques auprès des établissements de tourisme. 1.3 Renforcement des capacités des ac teurs du secteur 2.1Animation du cadre de concertation avec les organisateurs de voyages. 2.2 Renforcement du dispositif de collecte d'informations statistiques auprès des organisateurs de voyages. 2.3 Renforcement des capacités des agents et des agences de voyages. 3.1 Renforcement du dispositif de collecte d'informations statistiques au niveau des frontières terrestres 1.1 Poursuite de la mise en œuvre du programme d'activités du point focal Genre 2.1 Participation à la mise en œuvre de la	 1.3.1 Organisation du SITOUR. 1.3.2 Organisation de la JMT et du lance ment de la saison touristique 1.4.1 Animation du site web 1.4.2 Tenue du registre des visites des structures 2.1.1 Suivi du reversement de la taxe et des redevances touristiques. 2.1.2 Sensibilisation des opérateurs sur l'application des textes régissant le secteur. 3.1.1Animation du cadre de concertation avec les responsables des établisse ments de tourisme. 3.1.2 Renforcement du dispositif de col lecte d'informations statistiques auprès des établissements de tou risme. 3.1.3 Renforcement des capacités des ac teurs du secteur 3.2.1Animation du cadre de concertation avec les organisateurs de voyages. 3.2.2 Renforcement du dispositif de col lecte d'informations statistiques auprès des organisateurs de voyages. 3.2.3 Renforcement des capacités des agents et des agences de voyages. 3.2.1 Renforcement du dispositif de col lecte d'informations statistiques au niveau des frontières terrestres 4.1.1 Poursuite de la mise en œuvre du programme d'activités du point focal Genre 4.2.1 Participation à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre au Mali